



La Grande Guerre des trafiquants

Francesco Correale

► To cite this version:

Francesco Correale. La Grande Guerre des trafiquants. L'Harmattan, 2014, Perspectives Méditerranéennes, ISBN 978-2-336-0252-3. <hal-01086704>

HAL Id: hal-01086704

<https://hal.science/hal-01086704v1>

Submitted on 16 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La Grande Guerre des trafiquants
Le front colonial de l'Occident maghrébin

Francesco Correale, CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours

Liste des abréviations

AAFE-M : Archives de l'ambassade de France en Espagne, Madrid.
AAFR : Archives de l'ambassade de France à Rome.
AGA : Archivio General de la Administración de Alcalá de Henares.
ALFM : Archives de la légation de France au Maroc.
ARGM : Archives de la résidence générale au Maroc.
ASMAE : Archivio Storico-Diplomatico del Ministero degli Affari Esteri di Roma.
BGAR : Bibliothèque générale et archives, Rabât.
c. : carton
CADN : Centre des archives diplomatiques, Nantes.
CAOM : Centre des archives d'outre-mer, Aix-en-Provence.
CARAN : Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales, Paris.
CD : Cabinet Diplomatique.
d. : dossier
DAI : Directions des affaires indigènes.
DAPC : Direction des affaires politiques et commerciales.
MAE : Ministère des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, Paris.
MAEAG : Ministerio de Asuntos Exteriores, Archivo General, Madrid
MAECE : Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, Bruxelles.
SHAT : Service historique de l'armée de terre, Vincennes.
SHM : Service historique de la marine, Vincennes.
vol. : volume

Préface

Il suffit d'orienter autrement la lumière pour qu'apparaissent des éléments nouveaux. Photographes et archéologues, usagers habituels de cette technique savent qu'un simple changement d'éclairage peut susciter de véritables découvertes.

Mais l'historien « classique » y est moins habitué... et il faut la démarche non conventionnelle d'un Francesco Correale pour nous en faire découvrir l'importance. Car ni l'homme ni son œuvre ne se plient aux catégories : formé à l'Institut d'Etudes Orientales de Naples, il dispose des techniques qui font un bon professionnel ; boursier de la Communauté des Universités Méditerranéennes puis du CNR – Centre National des Recherche de Rome, il n'a de cesse de conjuguer curiosité, rigueur et exigence ; qualités nécessaires quand on choisit un terrain doublement difficile : les bordures géographiques du Maroc colonial et le cœur chronologique du Protectorat : le tournant 1910/1920, ce qui projette inéluctablement dans le terrain balisé et contrôlé des « études coloniales » et pis – pour un chercheur de cette génération – : le terrain ni balisé ni connu mais estampillé des « post colonial studies ». Le choix de l'expression anglaise ne doit rien au hasard : si les études post coloniales étaient celles qui portent sur l'après indépendance, elles seraient aisément identifiables. Mais, depuis les années 1970, les recherches américaines, sont déclarées post coloniales dès lors qu'elles ne reprennent pas à leur compte la vulgate des historiens de la colonisation. Edward Saïd oblige, c'est le déplacement du regard et des outils d'analyse qui compte.

Du moins jusqu'aux travaux de F. Correale :

Ici le décalage est roi, et le titre – magnifique – ne résume pas tout ; loin de là. Nous sommes plus qu'à fronts renversés : le front colonial de la Première Guerre mondiale n'est pas traité en termes de relations internationales, il est le fruit de la construction d'un objet spécifique : la contrebande d'armes ; objet qui est loin d'être aussi évident qu'il pourrait sembler.

La contrebande ne se donne pas à voir d'emblée..., c'est l'évidence même : si elle était visible, elle n'existerait pas et serait cataloguée comme « commerce ». Il a fallu la curiosité éveillée de F. Correale, ainsi qu'il le raconte ; mais surtout sa passion des archives pour la découvrir et l'organiser et la raconter en passant des Archives françaises et marocaines aux Archives belges mais surtout – et ce n'est pas le moindre de ses apports – aux Archives espagnoles. Le détective historien croise les informations et tisse sa toile.

Commencez par la bibliographie et les sources : vous mesurerez l'ampleur de la tâche accomplie !

Ce serait cependant vous priver du plaisir de la lecture, de la qualité de la langue et de la construction ; car il s'agit d'un véritable récit de ce front secret de la concurrence impérialiste qu'est le trafic d'armes. John Le Carré n'a rien inventé : l'arme est bien un formidable révélateur social et politique.

Et, ici, derrière le partage du « gâteau » colonial, objet de tension franco-allemand dès 1904, l'historien nous raconte une autre histoire de l'avant-Première Guerre, et de la guerre elle-même.

Oui, on a bien affaire à un travail de recherche relevant des « post colonial studies », mais non pour de vagues raisons idéologiques : car il vient renouveler l'historiographie.

Grace à une enquête vraiment européenne, un historien vraiment européen arrache ici les « post colonial studies » à leur vacuité habituelle. Lorsqu'elles s'appuient sur des données qui n'étaient pas accessibles jusqu'alors et lorsqu'elles s'inscrivent dans le tissu d'informations de l'époque, ces recherches sont à la fois novatrices et – gageons le – fertiles : Francesco Correale devrait susciter des vocations.

Robert ILBERT
Professeur Emérite
Université d'Aix Marseille

Avant-propos et remerciements

Les recherches menées pour ce travail ont été rendues possibles par des financements provenant d'institutions internationales diverses, obtenus dans le cadre de la thèse de doctorat :

- le ministère des Affaires étrangères de Rome, le ministère de la Recherche et de la Technologie de Paris, secteur Aires culturelles, le Centre Jacques-Berque (CJB) et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique de Rabât m'ont donné la possibilité d'effectuer, en 1996 et 1999, des recherches documentaires et des enquêtes sur la contrebande d'armes et la Première Guerre mondiale au Maroc ;

- le Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR) de Rome m'a permis de réaliser la plupart des dépouillements d'archives en France m'octroyant deux bourses d'étude ;

- un financement du Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen (NFWO) de Bruxelles m'a ensuite offert la possibilité de collecter des documents à Bruxelles et Gand ;

- un financement de la part du Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC) m'a donné la chance de pouvoir démarrer ma quête d'archives en Espagne, que j'ai complété grâce à une bourse d'étude du CNR de Rome.

Je dois remercier aussi le personnel des archives et des institutions qui m'ont accueilli : le Centre Jacques-Berque et la faculté de sciences économiques et juridiques de l'université Mohammed-V de Rabât ; la faculté de lettres et sciences humaines de l'université de Gand et le NFWO de Bruxelles ; les Centres d'études et de recherches internationales (CERI) de Paris ; le CSIC de Madrid. Ma reconnaissance s'adresse à Mohammed Ennaji, professeur à l'université Mohammed-V de Rabât ; à Romain Van Eenoo, actuellement professeur émérite à l'université de Gand ; et à Eduardo González Calleja, actuellement professeur à l'université Carlos III de Madrid. Ils ne se sont pas limités à suivre le déroulement de mes travaux d'un point de vue scientifique mais m'ont guidé et assisté dans tous les aspects logistiques de mes séjours d'étude.

Je garde un souvenir plein de gratitude et de regrets d'Alain Roussillon, directeur du Centre Jacques-Berque de Rabât, qui pendant mes voyages au Maroc en 1996 et 1999 m'a ouvert les portes de l'Institut. Il est décédé en 2007 ; et de Rémy Leveau, qui m'a offert son appui et son soutien pendant mon

séjour parisien et qui a également fait partie de mon jury de thèse. Lui aussi nous a quittés en 2005.

Je me fais un devoir de remercier Francisco Villacorta et Fernando García Sanz du CSIC de Madrid ; Abdelaziz Jazouli, Mustapha Naïmi, Mohammed Kenbib, Michèle Zirari, Myriam Catusse et Romeo Carabelli, avec qui j'ai si souvent débattu lors de mes missions au Maroc ; Claudio Jampaglia, Pascal Garret et Bénédicte Florin qui m'ont offert leur hospitalité à Rabât en 1996 et 1999 ; Raffaele Cattedra qui m'a logé à Casablanca en 1996 ; Mohammed Boudiab et Mohammed El Abdellaoui, historiens à l'université de Titwān ; M. Hilali, géographe, et Jaime Bauer, directeur de l'Instituto Cervantes en 1996 à Tanger.

Je salue ici tous les membres du personnel administratif des institutions qui m'ont accueilli et des bibliothèques et archives où j'ai effectué mes recherches, et notamment : les documentalistes et les employés du Centre des archives diplomatiques de Nantes, du ministère des Affaires étrangères à Paris, des Services historiques de l'Armée et de la Marine à Vincennes, du Centre des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence, du ministère des Affaires étrangères et du *Servicio Histórico del Ejército* de Madrid, ainsi que de l'*Archivo General del Administración* d'Alcalá de Henares ; M^{me} Peemans, responsable en 1998 des archives du ministère des Affaires étrangères de Bruxelles et M. le Conservateur des archives du Palais-Royal ; M^{me} Christiane Laye de la MMSH dont l'aide et le soutien ont été précieux pendant mes séjours aixois et les années de la thèse ; M. Traest et M^{mes} Keermans, Clinckx et Ghyselincx au NFWO en 1998 ; M. Ahmad Taoufiq, de la Bibliothèque générale et archives de Rabât ainsi que tous les employés qui m'ont aidé dans la recherche des archives du protectorat, en cours de classement ; M. le responsable de la bibliothèque la Source de Rabât ; tous les responsables de la Bibliothèque générale et archives de Titwān et en particulier Mohammed Kharbaoui et Mohammed Reda Idrissi ; M^{me} la responsable de la Fondation Dāwūd de Titwān ; M. Elliot Caldwell et M^{me} la responsable de la Bibliothèque de la Légation des États-Unis à Tanger ; M. Abdellah Boufim de l'association Sidi Ouarzeg d'Ifni et Mohammed Smini qui m'accueillit dans sa maison ; M^{me} Fatema Bellaoui, secrétaire au CJB de Rabât.

Je réserve des remerciements tout particuliers à M^{me} Catherine Filipponi et M^{lle} Katia Sonntag qui m'ont exceptionnellement permis l'accès aux ouvrages du Centre des études arabes de Rabât déposés en 1999, dans les locaux du CJB.

Je suis également profondément redevable à M^{me} le Professeur émérite Solange Ory, de l'Université de Provence Aix-Marseille - MMSH, de m'avoir à plusieurs reprises reçu et entretenu, rendant ainsi possible une partie de mes séjours aixois.

Ma plus grande gratitude s'adresse à Samia et Jean, ainsi qu'à Sandra et Adil, qui m'ont accueilli pendant toutes ces années dans leurs appartements parisiens ; et à Martine, qui m'a souvent reçu à son domicile aixois.

J'adresse également mes vifs remerciements à Laurence Marfaing, Amadou Oumar Dia, Amel Daddah qui ont relu des parties de mon manuscrit ainsi qu'à Sylvie Parpet, qui relu l'ensemble du texte, et à Muriel Hourlier, du laboratoire CITERES de Tours, qui s'est chargée de la préparation technique du manuscrit pour la publication.

Je tiens enfin à exprimer ma reconnaissance à trois personnes sans qui cet ouvrage n'aurait pas vu le jour :

- Anna Bozzo qui m'a encouragé à poursuivre le chemin des études historiques, après la *Tesi di Laurea* soutenue à Naples en 1994, et m'a invité à élargir ma perspective de recherche post-*Laurea* à l'ensemble de l'Europe.

- Robert Ilbert, mon directeur de recherche à partir du DEA à la MMSH d'Aix-en-Provence qui m'a prodigué sans relâche ses conseils et encouragements. Sa grande disponibilité, sa confiance, sa constance et ses précieuses suggestions m'ont apporté une aide et un appui sans lesquels je n'aurais sans doute ni commencé ni terminé ma thèse

- Sophie Caratini, qui a cru à la publication de cet ouvrage et l'a rendue possible grâce à un méticuleux travail de relecture durant plusieurs semaines. Cette relecture a constitué la base solide d'une révision qui a été possible grâce à la sensibilité de son intervention.

INTRODUCTION GENERALE¹

Un pan méconnu de l'histoire coloniale

L'idée d'approfondir la question du trafic d'armes² entre l'Europe et le Maghreb s'est imposée il y a presque vingt ans, lorsque j'ai découvert, dans des fonds d'archives du ministère des Colonies, conservés au Centre des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence, un nombre impressionnant de dossiers faisant état de débarquements de matériel de guerre sur les côtes atlantiques du Maroc. Cette activité est en effet régulièrement dénoncée dans la correspondance triangulaire échangée à la veille du protectorat entre le consulat de France à Las Palmas, le gouvernement de la Mauritanie à Saint-Louis du Sénégal et le ministère des Colonies à Paris. Les Français considèrent alors qu'il s'agit d'un commerce dirigé par les Allemands avec la complicité – ou l'accord tacite – des autorités portuaires d'Anvers d'un côté, et des îles Canaries de l'autre.

Devant le silence de l'historiographie sur la question, j'étais en droit de m'interroger : étais-je face à des épiphénomènes, marginaux et transfrontaliers, n'intéressant que des zones politiquement critiques dans certaines périodes ? S'agissait-il au contraire d'une activité récurrente touchant l'ensemble des territoires africains occidentaux compris entre la Méditerranée et le Sahara ?

Le seul examen des catalogues des fonds documentaires du Centre des archives diplomatiques de Nantes et des archives du ministère des Affaires étrangères à Paris m'a ensuite révélé l'existence d'une énorme quantité de dossiers classés sous la rubrique « Contrebande d'armes » allant de la moitié du

¹ Ce livre reproduit une partie d'une thèse de doctorat soutenue en 2003 à l'université d'Aix-Marseille I (Aix-en-Provence) dont le titre est *Echange et contrebande d'armes au Maroc et dans la région saharo-mauritanienne entre 1912 et 1918*.

² « Armes » et « munitions » doivent être entendues dans leur signification la plus large. Par le mot « arme », j'entends essentiellement les armes à feu et leurs composants : fusils avec leurs culasses, hausses, canons, etc. ; plus rarement, mitrailleuses et canons, souvent les explosifs, comme les obus et la dynamite, mais surtout la poudre et ses éléments chimiques : soufre et salpêtre, le charbon étant de facile repérage, pouvant être obtenu simplement de la combustion d'un bois (généralement, la poudre est constituée pour 75 % de salpêtre - KNO₃ nitrate de potasse -, 15% de charbon et 10% de soufre). De même, par le mot « munitions », j'entends non seulement la cartouche complète et chargée mais également les parties qui la constituent : douilles, étuis, capsules, culots, etc. Occasionnellement, il s'agit aussi de balles et de cuivre et plomb pour les fabriquer

XIX^e siècle aux années 1960, et concernant l'ensemble des territoires du Nord-Ouest africain. L'ampleur des données m'obligeait à réexaminer la question de la légitimité précoloniale du pouvoir 'alawite, bien que, dans le même temps, les États européens aient reconnu par traité le sultan comme détenteur du monopole du commerce des armes sur ses territoires³.

Au fur et à mesure que mon *corpus* s'agrandissait⁴, il devenait manifeste que les administrations des protectorats français et espagnol avaient hérité de cette situation, que leur installation n'avait eu aucun impact sur ce trafic. On voit au contraire se multiplier dans toute la région des mouvements de résistance de mieux en mieux armés, tandis que les autorités politiques et militaires mettent en place des stratégies contradictoires pour tenter d'éradiquer le phénomène.

Mon cheminement à travers les sources d'archives m'a conduit jusqu'aux confins de l'Afrique noire et aurait pu m'emmener bien au delà, mais la nécessité de circonscrire mon champ de recherche m'a décidé à centrer mon investigation sur un ensemble historiquement intégré : le Maghreb nord-occidental. Au XIX^e siècle, les frontières méridionales des pays maghrébins dans leur ensemble, n'existaient pas – et pour cause –, même si le sultanat 'alawite était bien distinct de la régence d'Alger⁵. En revanche, d'autres formes de limites différenciaient nettement des ensembles politiques et/ou culturels, plus ou moins indépendants entre eux.

Des traits politiques, sociaux et économiques originaux caractérisaient, par exemple : le pouvoir sharifien dans villes et les plaines du Nord – le sultan 'alawite ; les ensemble tribaux montagnards du Rîf et de l'Atlas ; les confédérations nomades acéphales sahariennes ; les émirats maures de l'Adrâr, du Brākna, du Tagānit et Trārza. Parfois ennemies, parfois unies par des intérêts communs, aucune de ces configurations ne répondait aux normes de l'État-nation post-westphalien, loin s'en faut : les sociétés qui les composaient interagissaient entre elles, suivant leurs propres logiques, détruisant et recomposant les équilibres un moment établis. Face à l'agression européenne, elles réagissent dans l'objectif de garder/trouver ou retrouver une certaine autonomie d'action, en resserrant par endroits les liens de solidarité, voire en créant de nouvelles complicités : les émissaires des populations sahariennes se rendent jusqu'à Tanger, achètent des armes au su de tout le monde et reviennent chez eux tranquillement ; les fusils débarqués à Tarfaya sont transportés à travers le désert, franchissent l'Atlas et atteignent le Maroc central sans

³ Traité du commerce entre le sultanat 'alawite et l'Angleterre du 9 décembre 1856.

⁴ Dépouillement des dossiers des Services historiques de l'armée de terre et de la marine de Vincennes.

⁵ La limite entre l'Algérie française et le sultanat 'alawite, fixée en 1845, reprend le même tracé de la frontière jadis existante.

encombres ; les cartouches livrées aux Rifains sont utilisées par les Filali-s⁶ etc. A partir de la pénétration européenne dans la région, l'ennemi n'est plus le voisin du Nord qui descend au Sahara pour tenter d'y imposer son autorité, ni la tribu chamelière qui se bat contre sa rivale pour la conquête d'un meilleur pâturage. Il est non seulement le chrétien et l'ordre colonial qu'il impose, mais également le représentant musulman du pouvoir qui s'est rendu ou même associé aux Français ou aux Espagnols⁷. Il s'étend parfois aux populations « soumises » et surtout alliées aux forces d'occupation.

Devant la quasi-absence de travaux sur ce thème de la contrebande des armes et de leur impact sur la réalité coloniale, il était indispensable de montrer non seulement l'extension d'un phénomène qui intéressait des populations établies le long de plusieurs milliers de kilomètres, mais également la qualité des réseaux, anciens et nouveaux, qui reliaient ces espaces parcourus pour ravitailler en matériel de guerre telle ou telle autre population confrontée aux troupes coloniales. Ces nouvelles données permettent également de mettre en lumière des aspects largement sous-estimés de ce qu'on a appelé la « pacification ».

J'ai donc opté pour une large perspective qui permet au lecteur de se plonger dans l'univers des mouvements de résistance et des contradictions du système du protectorat marocain et des administrations coloniales voisines. Saisir ainsi l'ensemble de la fresque met en évidence l'existence d'un « front colonial » de la Première Guerre mondiale, et permet d'en comprendre à la fois les rouages et les manifestations.

La Grande Guerre et son front colonial au Maghreb

Pour mettre en relief ce « front colonial » de la Grande Guerre, j'ai fait le choix de restreindre mon propos à la période 1914-1918. Je souhaite en effet montrer que ces dates scandent également le temps des combats dans l'occident maghrébin.

De fait, la cohérence des actions des résistances anticoloniales que je traite dans cette étude est encore plus évidente pendant ces années de guerre, alors que le soutien turco-allemand en hommes, argent, armes et munitions permet le raffermissement d'opérations militaires dans toute l'étendue du Maghreb, des côtes atlantiques à la Cyrénaïque.

⁶ Habitants du Tafilālt.

⁷ Comme le sultan 'alawite qui a signé le traité de protectorat mais également toutes les populations et leurs notables qui ont accepté l'administration coloniale.

Du point de vue des champs de bataille, l'avancée des troupes coloniales est lente et coûteuse : ces quatre années de guerre sont parmi les plus dures de la conquête du Maroc, si l'on excepte la dernière phase de la guerre du Rif. À l'issue du conflit, le protectorat, qui a dû faire face au développement des forces de résistance, réussit pourtant à opérer une remarquable extension des régions assujetties : le contrôle des territoires passe de 163 000 km² de 1914 à 235 000 km² de 1919⁸. Mais, plus d'une fois, le système colonial a frôlé la faillite car pendant toute la durée du conflit, les incessants ravitaillements d'armes à destination des populations hostiles – réelles ou présumées – usent les militaires et les hommes de la résidence générale qui tendent à voir des ennemis et des « contrebandiers » partout.

Face à cette pression constante qu'alimentent parallèlement les actions des « insoumis » armés de fusils à tir rapide et largement fournis en munitions, le « protectorat » est nu, sa fiction est rapidement démasquée. Au-delà de la réalité du trafic avant, pendant et après la guerre mondiale, cette mise au jour du front colonial à partir de la « contrebande d'armes », pose en effet la question de la représentation de l'ennemi. Dans le protectorat marocain, on impute à de simples « sujets hostiles » les difficultés de la pénétration et d'une conquête jusque-là vantée comme facile : l'ennemi n'est jamais désigné comme tel alors que, dans le même temps, sur le front européen, l'Allemand est désigné comme « Chleuh »...

Censé porter la loi et la paix au Maroc, le protectorat, ligoté par l'ampleur des hostilités qu'il rencontre, finit par être dévoré par les phobies qu'il développe du fait de son impuissance. Ainsi ce système colonial produit-il ses dérapages, comme le montre le monumental et en même temps dérisoire projet de loi martiale, conçu au lendemain du Traité de Fās. L'objectif pour les Français est ici de s'attribuer le droit d'arrêter sur le territoire marocain et de faire condamner par sa justice militaire toute personne, quelle que soit sa nationalité, accusée de participer à « l'abominable commerce » ; ou l'idée qui, fin 1917, émane de Lyautey, de gazer les « dissidents » pour abréger la durée des opérations de « pacification ».

Loin d'être le paradis de la réussite économique préconisé par les hommes du Comité du Maroc au début du siècle, les régions où devait s'affirmer la puissance protectrice deviennent un gigantesque champ de bataille où tous les coups semblent permis. Entre les « contrebandiers » d'armes au service des « dissidents » – qui sont bien souvent les mêmes personnes – et les autorités européennes, notamment celles du Maroc et de la Mauritanie, c'est une partie d'échecs qui s'engage, où le *L* du Cheval résistant contourne d'une pirouette la

⁸ John P. Halstead, *Rebirth of a nation: the origin and rise of Moroccan nationalism 1912/44*, Cambridge, Harvard University Press, 1967, p. 31.

Reine et ses Fous en uniforme colonial. Plus les mesures mises en place pour bloquer le phénomène durcissent, plus les tactiques pour les déjouer, tout en gardant une continuité avec celles du passé, se métamorphosent et l'emportent. Le protectorat a-t-il le contrôle militaire des ports et des douanes ? D'autres chemins sont empruntés par les trafiquants, de nouvelles astuces sont mises en place pour le bafouer là où il se croit plus fort et à l'abri du danger. On est bien loin de la tranquillité du protectorat tunisien ou de la relative sécurité qui règne dans la colonie algérienne voisine.

En 1918, l'apaisement des hostilités en Europe ouvre sur le front colonial une période de forte transition pour les populations des espaces marocains et sahariens. Après l'apothéose française du 11 novembre surgissent, en effet, des contradictions qui posent de nouvelles questions, du fait de la persistance de la « contrebande de guerre » : si les armes des « dissidents » n'étaient fournies que par les ennemis de la France, et que ces ennemis ont été défaits, la « pacification » va-t-elle pouvoir être finalement accomplie ? Le bloc de résistants va-t-il se résigner et déposer les armes pour accepter tous les « bienfaits » de « l'œuvre » coloniale ? Ou, s'ils s'obstinent, comment pourront-ils, de Tanger à Saint-Louis, continuer à se procurer des fusils pour se battre contre les vainqueurs de la Grande Guerre ?

La menace de la guerre du Rif, qui n'explosera qu'en 1921, pèse déjà sur les hommes de l'automne 1918 et maintient le climat d'incertitude. Pourtant, l'armistice avec l'Allemagne semble aux autorités coloniales installées dans les espaces maghrébins le signe de la victoire du système qu'elles incarnent, et la défaite de tous ceux qui ont essayé de le contrecarrer.

Une histoire « par le bas »

Les nombreux récits dont cette étude est emplie évoquent des hommes, et quelquefois des femmes, qui malgré l'état de siège proclamé au Maroc français au début de la guerre européenne⁹, conspirent, s'associent, trafiquent, passent d'une région à l'autre, dissimulent cartouches, fusils en morceaux, poudre et explosifs divers dans les sacs chargés sur des mules et des chameaux. Ils racontent aussi comment, à côté de l'organisation du transport des armes de la côte atlantique ou méditerranéenne vers l'intérieur, des rumeurs capables parfois d'immobiliser des colonnes militaires, circulaient en semant l'effroi parmi les autorités coloniales.

Or, qui étaient-ils, ces anonymes ? Des « civils », des personnes « communes » ou bien des chefs avec leur suite ? L'historiographie officielle

⁹ Resté en vigueur jusqu'en 1953.

marocaine les a effacés après l'indépendance de 1956, tandis qu'elle attribuait le titre de « résistants » à d'autres protagonistes, plus aptes à être manipulés et à jouer le rôle de courtisans de la Monarchie, et surtout dépositaires d'une « marocanité » qui ne saurait être qu'« alawite ». Ces protagonistes sont également marginalisés dans le discours historique qui les dépeint comme secondaires et trop anodins pour qu'on s'attache à en comprendre les mobiles et l'action¹⁰. Je me réfère par exemple à al-Raysūnī, présenté plus comme un bandit arriviste que comme homme politique ; à 'Abd al-Mālik, fils de l'émir 'Abd al-Qādir d'Algérie, auquel la place dans la chronique historique attribue souvent le caractère d'une marionnette dont les fils seraient tirés à la fois par les Allemands et les Espagnols ; à Shangīfī, dont on ignore l'existence ; à Ahmad al-Hayba, fils de Mā' al-'Aynayn, dont l'action se terminerait avec la défaite de Sīdī Bū 'Uthmān le 6 septembre 1912 ; aux chefs de la résistance berbère incarnation du mythifié *bilad as-Siba*, et qui malgré le ghetto historique dans lequel les confine la littérature coloniale, jouissent d'un peu plus de popularité en tant que spécimens de la « farouche » opposition à toute autorité, qu'il s'agisse du sultan ou de la résidence générale. À l'inverse, j'ai cherché à dresser un portrait de la plupart de ces personnages, prenant en compte l'ensemble des données biographiques pourtant largement présentes dans les sources.

La même remarque peut être faite pour les nombreux Européens qui jouent pourtant un rôle notable dans cette histoire, tels, par exemple, Francisco Bens Argandoña, gouverneur du Rio de Oro ; des Allemands comme Edgar Probst, sémiologue, consul à Fās et puis militaire engagé pour une mission dans le Sud marocain et au Sahara pour apporter des fournitures d'armes à al-Hayba ; des consuls de France comme Santi, à Malaga, ou Lucciardi, à Titwān, qui se donnent pour mission la recherche et la surveillance des « contrebandiers » ; le capitaine Huot, pivot du Service des renseignements de la Résidence générale, établi à Tanger, qui coordonne pendant toute la durée de la guerre les informations concernant les suspects trafiquants d'armes et les hommes de l'action allemande en Espagne et au Maroc. Tous ces personnages sont omniprésents dans les documents coloniaux. En outre, les sources font état d'un nombre frappant d'individus dont les « micro-histoires » quasi-anecdotiques sont retranscrites dans les correspondances inquiètes que les différents services de l'administration coloniale s'échangeaient.

Pour donner à comprendre ces « micro-histoires » oubliées, il me fallait d'abord les remettre dans leur contexte, et pour ce faire de considérer le niveau macro-politique de l'analyse sur deux points essentiels :

¹⁰ Contrairement à l'historiographie coloniale qui cite ces personnages en opérant leur systématique « diabolisation ».

1. L'affrontement diplomatique et militaire de la France avec l'Allemagne, qui trouve, dans les espaces maghrébins soumis à la domination du gouvernement de Paris, un prolongement du front européen. Ici, le Reich se dessine, auprès des populations locales, une image de bienveillant et d'allié contre l'ennemi commun. Il se fait « le parrain » d'une activité qui reste néanmoins à l'initiative des résistants aux « pacifications ». Ce faisant, il devient, pendant toute la durée du conflit, leur principal fournisseur de matériel de guerre.

2. L'affrontement, également violent mais plus verbal et diplomatique, de l'Espagne avec la France qui supporte très mal la présence de sa voisine sur un territoire africain qu'elle estime lui appartenir. Ce différend ne se traduit pas seulement par des frictions épuisantes et répétitives entre les deux gouvernements, mais génère de surcroît une psychose anti-ibérique des autorités du protectorat, et notamment de Lyautey, provoquée par l'attitude germanophile d'une grande partie de la population espagnole rancuneuse vers la France depuis l'invasion napoléonienne.

Dans la construction narrative que je présente ici, j'ai essayé de renverser une perspective d'après laquelle le protectorat et les systèmes coloniaux du Sahara, leur mise en place et leur fonctionnement, sont le « centre » de l'histoire de la région pendant ces années, tandis que « le reste » demeure... reste ! Je réalise ainsi ce que j'ose appeler une histoire « par le bas ».

Pour restituer les nombreuses « micro-histoires » qui fondent mon travail, sans occulter les attitudes et les paroles des protagonistes, j'ai délibérément opté pour la reproduction, totale ou partielle, des passages des sources dans lesquelles ils apparaissent. La citation avec son orthographe originelle (même si parfois erronée pour les noms propres et les noms des lieux) est donc largement utilisée, en ce qu'elle permet de répondre à un souci dont une telle histoire ne saurait faire abstraction : le rachat des voix oubliées. Ce rachat se traduit également par le choix d'un style qui se rapproche de l'esprit des *Subaltern Studies*¹¹ - dont Frantz Fanon (1961)¹² est un inconscient précurseur -, comme de tous ceux qui reprennent la critique gramscienne de l'histoire : celle des élites et non du « peuple ».

Retour sur la quête des sources

Ce travail se fonde sur des documents essentiellement français, provenant des Services historiques de l'armée de terre et de la marine de Vincennes ; des fonds du ministère des Affaires étrangères conservés à Paris, au Quai d'Orsay,

¹¹ Pour une synthèse sur les *Subaltern Studies* voir Ranajit Guha, Gayatri Chakravorty Spivak, *Selected Subaltern Studies*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

¹² Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 1961.

et à Nantes, au Centre des archives diplomatiques ; des collections de l'ancien ministère des Colonies conservées au Centre des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence. S'y ajoutent quelques documents du Centre des archives nationales de Paris.

Le *corpus* restitue en majorité les points de vue des administrateurs coloniaux français établis en Algérie, au Maroc et en Afrique occidentale française, ce qui a rendu difficiles le recul nécessaire à l'analyse et le maintien d'une vision d'ensemble des histoires relatées. Une autre difficulté fut d'appréhender ces récits en me gardant des mécanismes de projection. J'ai néanmoins pris, au moment de la rédaction, le risque d'utiliser parfois directement les propos des protagonistes dans l'argumentation afin de ne pas les réduire au silence abstrait de mes seuls résumés et commentaires. Cette méthode est motivée par le désir de faire plonger le lecteur dans l'histoire, de lui faire entendre des voix, et ce faisant de lui donner la possibilité de construire ses propres interprétations au-delà ou à côté de mes analyses. Je ne l'invite pas pour autant à une promenade libre aux limites du fantasme, comme le proposent les romans historiques, mais à suivre une démonstration dont la rigueur documentaire est confirmée par les très nombreuses notes en bas de page qui accompagnent le texte.

Cette rigueur dans la recherche et dans la récolte des sources m'a conduit à croiser les données d'archives d'Aix-en-Provence, Nantes et Paris avec celles des fonds d'autres pays impliqués dans les récits de « contrebande » et « contrebandiers » d'armes, souvent évoqués dans les correspondances françaises et faisant état de représentations diverses. Par exemple, j'ai suivi dans les archives belges les traces des personnages que les relations des consuls de France au Maroc, en Espagne et dans la même Belgique, ne cessaient de définir comme « contrebandiers » et « germanophiles ». J'ai voulu en outre vérifier dans les Archives d'État de Bruxelles l'existence des réseaux décrits par les informateurs des ministères de la Guerre et des Affaires étrangères de Paris. Alors que les représentations françaises de la Belgique (qui pourraient bien constituer le sujet d'une autre étude) peignaient le « plat pays » comme une sorte de succursale, sinon de province de l'Allemagne, le gouvernement belge souffrait en réalité de l'encombrante présence du voisin teutonique tant au niveau des échanges commerciaux que de ses intérêts d'outre-mer. De fait, l'Allemagne employait à l'époque Anvers comme deuxième port après Hambourg pour envoyer ses marchandises dans le monde, ce qui, pour le gouvernement de Bruxelles, était en même temps source de richesse et d'inquiétude. Les correspondances belges font largement état de cette contradiction. Par exemple, l'origine belge pourtant avérée de ces marchandises – et même des armes – n'y est presque jamais reconnue du fait de la confusion induite par l'image de *made in Deutschland* dont les filières du commerce belge n'arrivent pas à se débarrasser.

Il me fallait aussi répondre à une autre question un peu caricaturale : les Belges étaient-ils tous des contrebandiers d'armes ? Pas plus que les Français ou les autres nationalités présentes dans l'occident maghrébin, bien sûr. Les archives du ministère des Affaires étrangères montrent que, certainement, un *lobby* de commerçants d'armes existe dans la région de Liège, la plus francophile du pays¹³, avec un tissu social extrêmement homogène, composé d'ouvriers et de mineurs. Les armes, dans l'économie nationale, sont sans doute l'une des sources de revenu les plus importantes. Toutefois, Herstal-lez-Liège, où se trouvent la plupart des manufactures, n'est pas tellement différent de Saint-Etienne en France, d'Eibar ou Tolède en Espagne, de Brescia en Italie, de Manchester en Angleterre. Mais dans ce petit pays le poids économique et financier d'une région qui vit essentiellement du commerce d'armes et de munitions se fait sentir beaucoup plus que là où la diversification des produits d'exportation est moins difficile. Il convient d'ailleurs de souligner, que dans les différents documents belges la locution « contrebande d'armes » apparaît presque toujours comme une expression utilisée par les autres nations afin de déqualifier leur commerce de fusils et munitions.

Après la Belgique, je me suis dirigé vers les archives espagnoles avec l'intuition que j'allais y trouver de nombreux dossiers sur le sujet, en raison de la longue présence espagnole dans les espaces maghrébins visés¹⁴. Je supposais en effet que ce que les administrations coloniales françaises considéraient comme de la « contrebande d'armes » devait avoir été détecté par les gouvernants de Tolède, puis de Madrid. Au terme de mes premiers sondages, le résultat s'est avéré impressionnant. Les archives militaires et celles de l'administration générale relataient le phénomène dans des proportions supérieures aux fonds français : commerce, introductions clandestines, détention et port abusif, vols, colportages, recel, échange d'armes et munitions dans le sultanat 'alawite depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'aux années 1956, tels étaient les mots utilisés pour nommer un ensemble d'activités qui ne correspondaient pas toujours aux descriptions qu'en donnaient de leur côté les administrateurs français. Devant la masse de documents sur le sujet, j'ai été contraint de procéder par une série de sondages privilégiant les zones d'ombre ou les « trous » d'espaces et de temps que j'avais repérés au cours de l'analyse des archives françaises et belges.

En dernier lieu, j'ai consulté, au Maroc, les archives du protectorat conservées à Rabāt¹⁵. Même là, le résultat des recherches a été surprenant, puisqu'on m'y présentait – malgré la sensibilité du sujet – plus d'une dizaine de

¹³ Où, par exemple, le 14 juillet est considéré fête nationale.

¹⁴ L'établissement de la domination espagnole dans les deux présides de Melilla et de Ceuta remonte respectivement à 1496 et 1580.

¹⁵ Actuellement en cours de classement à la Bibliothèque générale et archives du royaume.

cartons portant sur le trafic d'armes et la Première Guerre mondiale. Ces documents étaient particulièrement intéressants car ils émanaient, pour la plupart, des différentes régions militaires et civiles du protectorat marocain et témoignaient d'un regard local, plus proche, sur ces événements.

Une présentation diachronique

Après avoir tergiversé, il m'a semblé que suivre le cours du temps était la seule manière de donner à comprendre les étapes du développement de ce front colonial qui s'est progressivement durci au sud de la Méditerranée. Aussi ai-je construit mon ouvrage en le divisant simplement en trois chapitres chronologiques principaux dont les titres à la fois annoncent et résument le contenu du propos :

La politique des armes dans l'extrême occident musulman à la veille de la Première Guerre mondiale. J'expose dans ce chapitre l'enjeu du commerce des armes dans la phase d'expansion impériale en Afrique. Je fais ensuite le point sur la situation politique dans le sultanat 'alawite et dans l'espace saharo-mauritanien en regard des trafics de matériel de guerre qui s'y développent, mettant en exergue les premières réactions du système colonial français qui essaye de les maîtriser à la veille de la Grande Guerre.

1914-1916 : les tentatives allemandes d'alimenter la résistance musulmane. Je décris tout d'abord les mécanismes de la « contrebande des armes » pendant les deux premières années de guerre, et l'impact de la propagande allemande et turque sur les mouvements de résistance anticoloniaux. J'examine en second lieu la structure de ces multiples résistances ainsi que les stratégies adoptées par les autorités coloniales françaises pour contrecarrer l'armement massif des populations « dissidentes ». J'attire enfin l'attention sur la diffusion des rumeurs de guerre et les phobies qu'elles engendrent, véritable arme supplémentaire employée par les Allemands et leurs alliés pour saper la conquête française dans ces régions.

1916-1918 : de la rumeur à la multiplication des affrontements armés, de la guerre à l'illusion de la paix. J'analyse dans ce chapitre les deux dernières années du conflit qui sanctionnent l'ouverture d'un front colonial de la Grande Guerre de Tanger à Saint-Louis du Sénégal, prenant en considération le phénomène de la « contrebande des armes » qui donne la possibilité aux résistants, encadrés par des instructeurs allemands et turcs, de mener une véritable guérilla aux dépens des troupes coloniales. Je présente également les conséquences de la fin des hostilités en Europe et les représentations qu'elles génèrent au sein de l'administration française dans les territoires du front colonial.

- I -

**LA POLITIQUE DES ARMES DANS L'EXTREME OCCIDENT
MUSULMAN A LA VEILLE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**

Francesco Correale, CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours

Introduction

L'objectif de cette première partie est d'exposer les termes de la question « contrebande d'armes » dans le sultanat 'alawite et dans les régions saharienne et mauritanienne entre la fin du XIX^e et la première décennie du XX^e siècle, et de montrer en même temps comment ces termes changent à la suite de l'établissement des administrations coloniales, et notamment du protectorat marocain en 1912.

Le phénomène d'introduction clandestine de matériel de guerre dans ces espaces remonte à la présence portugaise sur les côtes africaines au XVI^e siècle. Il s'agit d'un facteur qui joue un rôle important dans les équilibres politiques pendant toute l'histoire récente de l'extrême occident musulman.

Dans une région géographiquement propice comme le Maghreb occidental, avec ses milliers de kilomètres de côtes de la Méditerranée rifaine aux espaces atlantiques du Sahara et de la Mauritanie, il est facile de débarquer n'importe quelle marchandise à l'écart de la surveillance de tout pouvoir étatique, qu'il soit africain – le sultanat 'alawite – ou exogène – les administrations coloniales du Sénégal et de la Mauritanie. Ainsi, la circulation des armes au début de la pénétration coloniale du XIX^e siècle est un fait avéré dont l'importance ne peut pas être sous-estimée, comme l'atteste le nombre important de trafics et de courtiers et d'acheteurs qui s'adressent aux principales manufactures d'armes européennes.

Une fois le traité de protectorat signé, la question prend de l'envergure : les fusils à tir rapide et les munitions débarquées en contrebande influencent l'adoption de mesures répressives de la part des nouvelles autorités coloniales et, dans un certain sens, conditionnent ses stratégies de pénétration. De ce point de vue, la non-préparation politique et militaire des hommes de la Résidence générale de France au Maroc, qui pensent trouver un territoire et des populations dociles, contraste avec les propos tenus par le parti colonialiste parisien, qui avait milité pour l'imposition du protectorat au sultan Mawlāy 'Abd al-Hafīdh.

La première crise militaire importante éclate quelques semaines après l'arrivée à Fās du général Lyautey – premier résident général de France au Maroc – et provoque le premier dérapage important des autorités politiques et militaires du protectorat. Forcés d'affronter les troupes d'Ahmad al-Hayba, fils de Mā' al-'Aynayn proclamé sultan à Marrākesh, les Français considèrent alors que l'un des principaux obstacles à surmonter pour mener à bien la « pacification » est le ravitaillement en armes des populations insoumises. Dépourvus de moyens répressifs suffisants pour éliminer ce problème, ils envisagent de faire appliquer la loi martiale sur la totalité du territoire marocain.

De leur point de vue, cette mesure devrait permettre aux autorités du protectorat de maîtriser rapidement les difficultés que leur créent les trafiquants européens et les « rebelles » locaux, qui pourraient alors être jugés expéditivement par les tribunaux militaires.

L'inquiétude de la Résidence générale n'atteint pas encore l'ampleur de la psychose sécuritaire qui la frappera au moment de l'éclatement de la Grande Guerre en Europe en août 1914, mais les prémisses de la panique qui va progressivement la submerger sont déjà perceptibles.

I.1 - Le pouvoir sharifien ou l'impossible monopole de la violence

I.1.1 - L'Afrique armée et déchirée

Le 26 février 1885, à la suite de plus de deux mois de négociation, quatorze « puissances » réunies à Berlin décidaient du sort de l'Afrique, complétant le pillage du continent amorcé depuis les razzias esclavagistes et les traites négrières des siècles précédents. La « Déclaration relative aux conditions essentielles à remplir pour que des occupations nouvelles sur les côtes du continent africain soient considérées comme effectives », sixième chapitre de l'Acte général de la conférence, composée des articles n^{os} 34 et 35 apparemment « innocents » et hors sujet¹, définissait les procédures d'occupation des espaces du continent et en réglementait la notification aux autres « puissances » pour éviter tout conflit d'attribution². Parmi les États signataires, seulement l'Empire ottoman avait des « territoires africains », à savoir les régences de Tripoli et de Tūnis sur lesquelles il exerçait une autorité plus nominale qu'effective. Onze « puissances » étaient européennes ; une, les États-Unis, appartenait au continent américain, et la dernière, la Russie, était seulement en partie en Europe et n'était même pas directement intéressée au *scramble for Africa* (lutte pour l'Afrique), comme les Anglais aimaient désigner le partage du continent. Les « Empires » d'Abyssinie et du Maroc, qui étaient plus ou moins reconnus même par les Européens comme les seules entités politiques africaines souveraines et indépendantes, avec une propre politique extérieure, n'étaient ni représentés à Berlin par une délégation d'observateurs ni invités postérieurement à donner leur adhésion à l'Acte général.

¹ La plupart des articles de l'Acte étaient consacrés au commerce et à la navigation dans le bassin du Congo et dans le fleuve Niger. Sur la Conférence de Berlin de 1885, voir Denyse De Saivre (dir.), *La conférence de Berlin, 1884-1885*, Abidjan, Dakar, Lomé, Nouvelles Éditions Africaines, 1985. Le texte de l'Acte bilingue français-allemand peut être consulté dans H. Robolsky, *Acte général de la Conférence de Berlin, suivi des traités des puissances signataires avec l'Association du Congo*, Lepsic, Librairie de Renger, 1885.

² Art. 34 : « La Puissance qui, dorénavant, prendra possession d'un territoire sur les côtes du Continent africain situé en dehors de ses possessions actuelles, ou qui, n'en ayant pas eu jusque-là, viendrait à en acquérir, et de même la Puissance qui y assumera un protectorat, accompagnera l'acte respectif d'une notification adressée aux autres Puissances signataires du présent Acte, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations » ; art. 35 : « Les Puissances signataires du présent Acte reconnaissent l'obligation d'assurer, dans les territoires occupés par elles, sur les côtes du continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée ».

Bien que la Conférence de Berlin ait établi les règles pour l'occupation des régions africaines, les rivalités entre puissances visant un même territoire ne pouvaient pas être exclues. Il suffit de rappeler à ce propos l'incident de Fashoda (Soudan), qui, en 1898, met à dure épreuve les diplomaties anglaises et françaises au bord du conflit armé³ ; ou les guerres des Boers (1880-1881/1899-1902) qui a deux reprises secouent les territoires de l'actuelle Afrique du Sud partagés entre l'administration coloniale anglaise et des Républiques indépendantes fondées par les descendants des anciens colons d'origine néerlandaise⁴.

Les mêmes antagonismes pouvaient déboucher sur des guerres indirectes, combattues par les « puissances » les unes contre les autres, à travers un jeu d'alliances avec les populations locales qu'on animait et renforçait contre la nation européenne rivale. Tel est l'exemple de la défaite des Italiens en Abyssinie, qui, en 1896, après une politique maladroite et superficielle, se retrouvent à Adwa contre l'armée du Négus Ménélik, bien ravitaillée en matériel de guerre par les Français de Djibouti, dont un certain Arthur Rimbaud⁵ figure parmi les trafiquants d'armes les plus célèbres.

Un troisième et très important facteur contribue à vider de leur objectif les décisions adoptées à Berlin : la résistance des populations africaines à l'invasion coloniale, comme en témoignent la même bataille d'Adwa ou la prise de Khartūm en 1885 par Mohammad Ahmad al-Mahdi Sayyid 'Abd Allāh (*le Mahdi*) contre les Anglo-Egyptiens⁶ ; ou encore les révoltes contre les Allemands des Maj Maj au Tanganyika, en 1906-1907, et des Herero dans l'actuelle Namibie en 1904⁷.

La circulation des armes dans le continent était un fait avéré. Les premiers commerçants qui avaient contribué à moderniser l'armement des Africains avaient été les Portugais au XV^e siècle, notamment dans l'Ouest africain. Pour cette raison, après avoir établi à Berlin des normes destinées à éviter les conflits d'occupation des territoires entre les puissances européennes, une nouvelle conférence avait été réunie à Bruxelles, en 1890, pour réglementer entre autres le commerce des armes en Afrique.

³ Sur l'incident de Fachoda, voir Paul Webster, *Fachoda: la bataille pour le Nil*, Paris, Ed. du Félin, 2001, et Hillas Smith, *The unknown Frenchmen: the story of Marchand and Fachoda*, Lewes, Book Guild, 2001.

⁴ Fransjohan Pretorius, *Historical dictionary of the Anglo-Boer war*, Lanham, Scarecrow Press, 2009.

⁵ Carlo Zaghi, *Rimbaud in Africa. Con documenti inediti*, Napoli, Guida Editore, 1992.

⁶ Nicole Grandin-Blanc, *Al-Sayyid 'Abd al-Rahmān al-Mahdi et l'héritage mahdiste au Soudan oriental*, s.l., s.d., 1982 ; Amedée Heumann (Lt-Cl.), *Le Soudan, Gordon et le mahdi, par le capitaine Heumann*, Paris-Limoges, H. Charles Lavauzelle, 1886.

⁷ William Otto Henderson, *German colonial empire: 1884-1919*, London, F. Cass, 1993 ; Bernard Lugan, *Cette Afrique qui était allemande*, Paris, J. Picollec, 1990.

L'Acte général de la Conférence du 2 juillet 1890 décrétait à l'article 8 la défense d'importation « *des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches (...) dans les territoires compris entre le 20^e parallèle nord et le 22^e parallèle sud et aboutissant vers l'ouest à l'océan Atlantique et à l'est à l'océan Indien et ses dépendances y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte* »⁸. Les articles de 9 à 19 précisaient les cas d'exception à la règle et les modalités d'introduction des armes autorisées. Ces exceptions avaient été fortement requises par les *lobbies* des manufactures d'armes présentes à la conférence, et dont le gouvernement belge ne pouvait ignorer les intérêts puisque une bonne partie d'entre elles était établie sur son territoire. L'aspect politique de l'affaire se doublait donc d'un facteur économique, c'est-à-dire le négoce proprement dit : le continent africain était un énorme marché pour les armes de tous types, modernes et hors d'usage, peu importaient les négociants qui étaient les « protecteurs » de telle ou telle population ou contre qui les fusils et les munitions allaient être employés.

En 1899, « L'Armurerie liégeoise », publication des fabricants d'armes de Liège, exposait les raisons qui poussaient les ateliers belges à produire des fusils à silex, couramment employés au cours du XVIII^e siècle mais obsolètes cent ans plus tard : « *Les nègres de certaines tribus sont très ingénieux et savent, quand ils n'en reçoivent pas d'Europe, fabriquer la poudre nécessaire à leur usage. Or, on sait que les armes à silex ne nécessitent ni capsules ni cartouches, la pierre en frappant la batterie fait jaillir des étincelles qui allument la poudre placée dans le bassinet, laquelle communique avec la charge du canon par un trou de lumière. L'esprit de la tradition, très vivace chez les nègres, explique aussi leur préférence, ils n'aiment que les objets qui ont été employés par leurs parents et ne sont nullement amis du progrès. Mais il y a aussi un autre motif, qui paraît le plus sérieux, c'est l'interdiction de l'entrée d'autres armes dans plusieurs contrées africaines. Avec des fusils perfectionnés, on pourrait faire sérieusement la guerre aux Européens qui se sont expatriés et se dévouent pour établir des colonies sur le continent noir* »⁹.

Huit ans plus tard, en 1907, un journaliste de « La Gazette », quotidien belge, interviewait un commerçant d'armes, qui avait souhaité rester anonyme,

⁸ Le texte de l'Acte général de Bruxelles est gardé au MAE, documents diplomatiques - Afrique - Arrangements, actes et conventions concernant le nord, l'ouest et le centre de l'Afrique (1881-1898), Paris, Imprimerie nationale, 1898 - Livres Jaunes, 197. Il est à remarquer que la limite du 20^e parallèle nord coupe en deux le territoire de la future Mauritanie, à la hauteur d'Owjeft, quelques kilomètres au nord d'Aggūyât, excluant le Sahara occidental et le sultanat 'alawite. Pour une analyse plus générale de l'Acte général de Bruxelles, voir Sokhna Sané, *Le contrôle des armes à feu en Afrique occidentale française 1834-1958*, Paris-Dakar, Khartala-Crépos, 2008, p. 51-63.

⁹ « La fabrication des armes à Silex », *L'Armurerie liégeoise*, n^{os} 3-4, 1/12/1899, p. 250-251.

et qui expliquait le mécanisme du recyclage des armes anciennes qu'il achetait aux états-majors des armées de différents pays européens : « *Voici quelques milliers de Martini, provenant de l'armée roumaine ; à peu près autant de Gras, déclassés en France au profit du Lebel ; des Comblain et des Albini, anciens fusils belges encore partiellement en service. On achète cela par lots, en vente publique, car c'est ainsi que les armées permanentes se débarrassent de leurs armées déclassées. (...) Ces armes nous les vendons aux peuples barbares, sauvages ou simplement exotiques. (...) Rien d'étonnant, alors, à ce qu'ils résistent parfois si bien, ces peuples, si nous leur passons les fusils qui, pour avoir cessé de plaire ici, n'en sont pas moins des armes redoutables, que les troupes européennes ont, jusqu'à la dernière minute, fourbies et entretenues avec un soin minutieux [Mais] Rassurez-vous et distinguons. Avant de vendre ces armes (...) nous les transformons : les Martini, les Gras, les Comblain, les Albini, tous ces fusils à un coup, dans les mains des ouvriers liégeois, deviennent des fusils à pierre et à piston. Pour cela, on enlève le canon et la culasse, on transforme la bascule, et on ne conserve intacts que le bois et la platine. Avec les canons qu'on y adapte, les tireurs sont obligés de bourrer leurs armes par la bouche, en versant la poudre entre deux tampons d'étoupe. Dans la culasse, il n'y a qu'un petit orifice, suffisant pour l'inflammation de l'explosif, et le feu est donné par l'étincelle jaillie, sous la détente du chien, d'un silex ou d'une capsule. Pas de cartouche donc ; une simple balle de plomb. Et vous savez, on enlève aussi la hausse désormais inutile. Bref, on fait rétrograder les fusils de quelque soixante ans ou quatre-vingts ans, et on les ramène à peu près au type employé par les soldats de Napoléon. (...) Mais ce n'est pas tout. Il y a parmi les armes déclassées des fusils à répétition tels les Mannlicher autrichiens et les Mauser allemands (...). Ces articles, nous les vendons absolument intacts aux gouvernements officiels des pays exotiques, et les autorités militaires allemandes, par exemple, nous astreignent de verser pour chaque Mauser un cautionnement de dix Mark, remboursable sur le vu de l'accusé de réception du gouvernement acquéreur. Si l'intermédiaire revendait un fusil à répétition à des sauvages ou à des irréguliers, il perdrait son cautionnement. Ce sont là des marchandises de choix, d'ailleurs, et le sultan du Maroc, par exemple, ne s'est pas offert des armes de cette valeur : il a acheté, sur la place de Liège, en ces dernières années, quarante mille fusils Gras (...) »¹⁰.*

Le marché visé par les trafiquants ne s'arrêtait pas à l'Afrique noire : il s'étendait au Maghreb, et notamment au sultanat 'alawite. Quelle était donc la situation à l'intérieur du dénommé « Empire sharifien » ?

¹⁰ « Nos vieux fusils », *La Gazette*, jeudi 12 décembre 1907.

1.1.2 - Les armes du Maroc : une question ancienne et récurrente

Un État où les luttes intestines étaient fréquentes, pour lequel la guerre pouvait représenter une occasion de se renforcer, et où une situation chronique dite d'anarchie était l'une des règles par lesquelles il se consolidait : telle était la situation du pays dans les phases les plus troublées de son histoire. La confrontation du pouvoir du sultan avec ses sujets « rebelles », et parfois même avec ses fonctionnaires participait paradoxalement des modes de régénération de l'État. Si le sultan l'emportait, il obtenait non seulement la soumission du révolté mais, souvent, son respect et son dévouement. Si, au contraire, il était battu, il cédait la place à un rival plus fort, plus habile, et probablement doté de nombreux liens avec les secteurs les plus puissants de la société.

Le système de succession au trône recelait donc en lui même la possibilité d'une gestation violente du nouveau règne. Quand le sultan désigné n'était reconnu que par une partie de la population, le conflit qui en découlait entre deux ou plusieurs prétendants était souvent armé, et pouvait aboutir à de véritables guerres qui duraient quelques années. Les décennies de troubles qui suivirent la mort du sultan Mawlāy Isma'il, en 1727, en sont un des exemples les plus probants.

Dans une forme d'organisation politique où le pouvoir central ne détenait pas le monopole de la violence et ne pouvait donc pas assurer la sécurité de l'ensemble de ses sujets, la possession des armes était un enjeu crucial.

Le recrutement et l'organisation de l'armée contribuaient à élargir le nombre d'individus possédant des armes¹¹. Le recours aux tribus pour renforcer la *mhalla*¹² du sultan, qui se déplaçait d'une capitale à l'autre ou qui se dirigeait dans les territoires que le Makhzan¹³ contrôlait assez peu ou qu'il ne contrôlait pas¹⁴, présupposait que des dépôts de fusils et de munitions existaient chez les tribus en dehors de toute possibilité de surveillance du sultan, même si ce dernier les avait autorisés. Le même système de délégation de pouvoirs rendait en effet essentiel l'existence de stocks de fusils et de munitions mis à

¹¹ Sur les caractéristiques de l'armée marocaine voir Bahjia Simou, *Les réformes militaires au Maroc de 1844 à 1912*, Rabāt, Université Mohammed V, publications de la faculté des lettres et des sciences humaines, 1995, p. 110-126.

¹² Mahalla/mehalla/mhalla : expédition militaire, camp du contingent militaire.

¹³ De *Khazana*, « conserver, thésauriser ». Le mot a été employé pour la première fois en Afrique septentrionale au VIII^e siècle, afin d'indiquer un coffret en fer où on gardait les impôts destinés au Khalifa Abasside de Baghdad. Ce terme, qu'au début on appliquait principalement à l'organisation financière, a été employé depuis pour désigner le gouvernement marocain, E. Michaux-Bellaire, « Makhzan », *Encyclopédie de l'Islam*, nouvelle édition, tome IV, 1991, p. 131-135, p. 131.

¹⁴ Voir à ce sujet Nicolas Michel, « Itinéraires de la *mhalla* (1757-1900) », *Revue Maroc-Europe*, n° 7 1994, p. 81-115.

disposition des fonctionnaires du trône chargés de contrôler les populations les plus réfractaires et de réprimer d'éventuels troubles. Dans le Maroc précolonial, la plupart des hommes, en permanence soldats au service du sultan, de leurs *qa'id*-s ou de leurs patrons, étaient armés, et utilisaient leurs armes autant dans leurs affaires domestiques que dans leur vie civile.

Plus commodément, nous pourrions reprendre la dichotomie historiographique classique qui représente l'« Empire sharifien » comme un ensemble résultant de l'opposition *Bilad al-Makhzan* et *Bilad as-Siba*. En résumé, on pourrait dire que son existence reposait, à partir du XVII^e siècle, sur l'allégeance des tribus au sultan 'alawite. Cette allégeance s'exprimait à travers la *bay'a*¹⁵ au moment de l'accession au trône. Toutefois, elle n'était pas le fait de toutes les populations. Seul un noyau de tribus fidèles se reconnaissaient comme sujets du souverain et en acceptaient les directives et les obligations. La zone habitée par ces populations était appelée *bilad al-Makhzan* ou « territoire du trésor (royal) ». Parallèlement d'autres tribus, établies surtout dans les régions montagneuses et désertiques, reconnaissaient également l'autorité spirituelle du sultan, mais refusaient son autorité temporelle et le paiement des impôts qui en était la conséquence¹⁶. Ces populations avaient souvent une organisation politique autonome et alternative à celle du *bilad al-Makhzan*. Cette zone constituait le *bilad as-Siba*¹⁷ ou territoire de l'insoumission.

Il n'y avait pas de limites figées entre les deux zones. Leur extension dépendait essentiellement de la politique suivie par les sultans, de la force de leur gouvernement, de leur armée, donc de la capacité de résistance opposée des tribus. Il pouvait arriver qu'à certaines époques presque toutes les populations du traditionnel *bilad as-Siba* acceptent la présence du Makhzan et satisfassent à toutes les obligations dérivant de cette position, en particulier le paiement des impôts ; et qu'après quelques dizaines d'années, un certain nombre de tribus se

¹⁵ La *bay'a* est « l'acte par lequel un certain nombre de personnes, agissant individuellement ou collectivement, reconnaissent l'autorité d'une autre personne (...) », E. Tyan, « Bay'a », *Encyclopédie de l'Islam*, tome I, Paris, Editions G.P. Maisonneuve & Larose S.A. ; Leiden, E. J. Brill, 1975, p. 1146.

¹⁶ Pour avoir une idée de l'organisation sociale, territoriale et politique de ces zones, voir par exemple Robert Montagne, *Les Berbères dans le sud du Maroc. Essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe Chleuh)*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1930 ; et Jacques Berque, *Structures sociales du Haut-Atlas*, Paris, Presses universitaires de France, 1978.

¹⁷ Pour une synthèse descriptive de la dichotomie *Siba/Makhzen* voir José Luis Villanova, *El Protectorado de España en Marruecos. Organización Política y territorial*, Barcelona, Edicions Bellaterra, 2004, p. 222-229. Pour les diverses acceptions de *Siba*, voir Kenneth Brown, « Excursus sur l'insoumission siba », Georges Balandier, Dominique Chevallier et al., *Rivages et désert. Hommage à Jacques Berque*, Paris, Éditions Sindbad, 1988, p. 99-109 ; pour une approche plus critique de la question et une analyse historico-anthropologique, voir Abdallah Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, Casablanca, Centre culturel arabe, 1977, p. 126-190.

détachent du *bilad al-Makhzan* et se déclarent en état de *Siba*. Face au Makhzan, qui se considérait comme légitimement armé et cherchait à imposer son autorité à l'ensemble des populations et des territoires, s'élevait une *Siba*, un territoire de la révolte, de l'insoumission, habité par des populations réfractaires au pouvoir central, qui, armées par la contrebande, s'appliquait à maintenir son indépendance.

Au-delà de la sphère strictement politique, toute une série de situations dangereuses rendait le port d'armes quasi obligatoire. Dans les régions plus reculées, où les fonctionnaires du sultan n'arrivaient pas à assurer l'ordre, les habitants se tenaient toujours dans une position défensive, bien armés et prêts à tout événement. Le port d'arme était une nécessité. Il était le seul moyen de sauvegarder à la fois le bétail, les puits et la sécurité des individus et de leurs biens. Dans ces conditions politiques et sociales, la demande d'armes au *Maghrib al-Aqsa*¹⁸ était constante et indépendante de toute interférence européenne.

L'historien Carlos Gozabels Cravioto¹⁹ expose six différentes façons par lesquelles les Marocains du XVI^e siècle se procuraient des armes à feu :

- la fabrication locale, notamment à Fās, à al-Jadida, assez modeste et sous la direction d'Européens ou de renégats chrétiens²⁰ ;
- la contrebande avec l'Angleterre et la France, à partir de 1551 pour les Anglais et 1523 pour les Français ;
- la contrebande effectuée à partir des possessions portugaises ;
- la piraterie ;
- la désertion des troupes marocaines alliées des Portugais ;

¹⁸ Nom par lequel on désignait le Maroc.

¹⁹ Carlos Gozabels Cravioto, *Andalucia y el contrabando de armas con Marruecos en el siglo XVI*, *Archivo Hispalense*, tomo LXIII, n°192, 1980, p. 177-189.

²⁰ Mais Abdelaziz Benabdellah « Processus militaire millénaire », *Revue Maroc-Europe*, n°7 1994, p. 35-58, p. 47, affirme que le sultan sâadien Mohammad ash-Shaykh, avait, en 1550, inauguré une fabrique de canons à Marrākesh, où existait déjà depuis 1549 une importante poudrerie. Une seconde poudrerie, dans la même ville, produisait en 1558 seize quintaux de poudre par mois. Marrākesh, de même que Tārūdānt, avaient aussi leurs fonderies de canons, sous la direction d'Européens assistés de techniciens turcs et d'artisans locaux. Graberg De Hemsö, *Specchio geografico, e statistico dell'Impero di Marocco*, Genova, Tipografia Pellas, 1834, résumé dans Jean-Louis Miegge, Romain H. Rainero, *Le Maroc, écrits de Graberg de Hemsö (1776-1847)*, Rabāt, Éditions la Porte, 2002, p. 176, affirme que parmi les gisements exploités par les Marocains il y a ceux de salpêtre « qui sert à la fabrication de la poudre à canon ». De même, les mines du Rîf fournissaient le cuivre et le plomb nécessaires à la fabrication des balles.

- la contrebande d'Espagne, dont les côtes, si proches du Maroc, étaient utilisées par les marchands génois, portugais et espagnols²¹ pour débarquer des armes.

Si l'on élimine la piraterie et qu'on remplace les possessions portugaises par les présides espagnols et par la présence française au Maghreb, les portes des échanges d'armes du XVI^e siècle ne diffèrent pas vraiment de celles du XIX^e et du XX^e siècle.

Plus au sud, l'anthropologue Julio Caro Baroja indique comme point d'approvisionnement pour les guerriers sahariens la ville de Saint-Louis du Sénégal, d'où les *sasbo* (Chassepot ?) – appelés également *warwar* – étaient acheminés vers le nord. L'équipement de guerre des sahariens, dénommé en *hassanyia* 'selb', se composait d'un fusil, d'un *goumi* et d'une cartouchière. Le fusil et les munitions pouvaient être également loués à d'autres guerriers, auxquels on payait 1/3 du butin obtenu pour l'arme et 1/6 pour les cartouches. Les fusils étaient généralement à pierre, à un ou deux canons (*Tau* ou *Ekšam*) jusqu'à l'introduction du *sasbo*. En général, les nomades sahariens distinguaient le *Rbaia*, de quatre cartouches ; le *Jumasia* de cinq ; le *Settaia* de six et le *Sbaia* de sept²².

Entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle les principaux armuriers marocains sont établis au Rîf²³, dans le Tafilâlt et dans le Sûs²⁴. Du côté du gouvernement, le sultan Mohammad IV fait installer, autour de 1860, une poudrerie à Marrâkesh, connue sous le nom de *Fabrikat al-kabba*. La meilleure qualité des poudres européennes amène l'administration sharifienne à arrêter, dans les années 1900, la production locale. En 1909, le bâtiment qui logeait la

²¹ Ainsi, les Saâdiens auraient acheté leurs premiers canons aux contrebandiers européens, Abdelaziz Benabdellah, *op. cit.*

²² Julio Caro Baroja, *Estudios saharianos*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Idea, 1955, réimprimé en Madrid, Calamares Ediciones, 2008, p. 342-344.

²³ Gabriel Delbrel, *Geografía general de la provincia del Rif y Kabilas de Gueliaia-Kebdana, Beni-Said, Mtalsa, Beni-bu-Iahi, Beni-Ukil, Ulad-Setut, Arabes Trifa, Beni-Snassen. Melilla, Situación geográfica, estratégica y comercial*, Melilla, Imprenta de « El Telegrama del Rif », agosto 1911, écrit qu'à « *Teffah, de Beni-Mezduy* », les Rifains se consacrent activement à la fabrication de la poudre et des balles faites avec le plomb extrait des mines de la région.

²⁴ Germain Ayache, *Les origines de la guerre du Rif*, Rabât, SMER, 1981, p. 111 ; Mohammed Ounia, « La Piraterie rifaine (1856-1889). Mythe et histoire », *Revue Maroc-Europe*, n°11 1997/1998, p. 283-306, p. 297 ; Ross E. Dunn, *Resistance in the desert. Moroccan responses to French imperialism (1881-1912)*, London, Croom Helm Limited - Madison, Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1977, p. 126 ; capitaine Delhomme, « Les armes dans le Sous occidental », *Les Archives berbères*, vol. 2 fasc. 2, 1917, p. 123-129, p. 126-127.

fabrique est démolie pour faire place à un réservoir d'eau, et les machines de la poudrerie sont déplacées dans la cartoucherie de Marrākesh²⁵.

À partir de 1889, la Mission militaire italienne commence la construction d'une manufacture d'armes à Fās – la « Makina ». La fabrique, après quelques péripéties, entre en fonction en 1891, donnant pour un instant, au sultan Mawlāy al-Hasan et à son successeur Mawlāy 'Abd al-'Azīz, l'illusion de pouvoir s'affranchir des fournisseurs étrangers²⁶. Toutefois, dès sa mise en fonctionnement, la manufacture doit faire face à des conflits de compétences entre le personnel italien et le personnel marocain ainsi qu'au manque d'ouvriers qualifiés et aux nombreuses vicissitudes qui ne cessent d'entraver la production de fusils et de munitions²⁷. Elle se trouve surtout confrontée à l'hostilité d'autres puissances européennes, et notamment de la France qui considère que l'installation de la manufacture d'armes sous la direction de la Mission militaire italienne représente une menace pour sa politique de pénétration au Maroc²⁸. La convention italo-marocaine du 19 juin 1910 semble donner un nouvel élan à la *Makina*, mais cinq ans plus tard – une année avant l'échéance fixée par la dite convention –, le Makhzan francisé dénonce l'accord et la Mission italienne lui cède la fabrique. La Légation d'Italie reçoit alors comme indemnité pour la cession anticipée une somme de 78 870,70 F, et la manufacture d'armes est convertie en atelier de tapis²⁹. L'échec des projets

²⁵ Bahija Simou, *op. cit.*, p. 233-237. Cependant, Simou affirme aussi que la cartoucherie n'était qu'un chantier.

²⁶ Les deux premiers fusils et quelques milliers de cartouches sont présentés au sultan le 12 mars 1893. Le niveau le plus élevé de production de la fabrique est atteint après quelque temps avec une moyenne de cinq fusils par jour et 120 000 cartouches par mois, Romain H. Rainero, « La création de la Fabrique d'armes de Fès, la 'Makina', dans la politique marocaine de l'Italie », *Revue Maroc-Europe*, n°7 1994, p. 177-196, p. 192.

²⁷ Bahija Simou, *op. cit.*, p. 237-284.

²⁸ Par exemple, en avril 1909, le commandant Mangin, chef de la mission militaire française au Maroc, écrit : « *La manufacture d'armes de Fez effectue actuellement la transformation des fusils Chassepot en fusils 1874. Les armes transformées sont très inférieures aux fusils similaires qui ont été en service dans notre armée. Le ressort à boudin employé est celui du fusil modèle 1866, sa force est bien faible pour tirer la cartouche du fusil Gras. Le sultan qui surveille personnellement le fonctionnement de la manufacture en a été frappé et m'a demandé mon appréciation. Je suis resté sur une prudente réserve pour ne pas froisser M. Campini [directeur de la manufacture]. Moulay Hafid émet la prétention de faire fabriquer de l'acier dans sa manufacture. Il voudrait pouvoir faire faire au Maroc tout l'armement : canons, fusils, munitions, nécessaires à ses troupes et se libérer de la dépendance où il est actuellement envers l'Europe. Il a posé en ma présence à M. Campini des questions à ce relatif, qui dénotent en lui : 1° une méconnaissance absolue des questions industrielles ; 2° un exclusivisme national qui ne va pas sans un certain esprit d'hostilité à l'égard des Européens (...)* », lettre n°26, le commandant Mangin, chef de la mission militaire à M. le Ministre de la Guerre (section d'Afrique) à Paris, Fās, 3/4/1909 ; SHAT, archives du Maroc, série 3 H (1877-1960), c. 16.

²⁹ Lettre du résident général au chargé d'affaires d'Italie à Tanger, Rabāt, 18/8/1915 ; CADN, AAFR, Quirinal, série A, c. 449.

visant à donner une certaine autonomie pour les dotations d'armes des troupes du sultan est compensé par les fournitures qui proviennent des fabricants européens de toutes nationalités³⁰. La concurrence pour approvisionner l'armée marocaine se transforme en une véritable guerre commerciale qui s'effectue à coups de missions diplomatiques. C'est là l'un des premiers moyens par lequel l'Europe entre dans les rouages du gouvernement marocain, altérant ses équilibres et l'orientant vers la mise sous tutelle. L'apport d'armes modernes oblige en effet les sultans à faire appel aux missions militaires étrangères, véritables chevaux de Troie de la pénétration des Européens qui, d'emblée, se trouvent au cœur du système-Makhzan, avec toutes les clés pour le manœuvrer à leur guise.

1.1.3 - De la « contrebande » et des « contrebandiers »

Dans le premier paragraphe d'un mémoire français anonyme, daté de juillet 1912 et intitulé « De la contrebande de guerre : différentes façons dont elle a été exercée jusqu'ici », l'auteur écrit : « Depuis l'occupation par nos troupes, la contrebande s'est exercée au Maroc d'une façon intensive quant aux armes et aux munitions de guerre. Elle est d'un tel rapport que pour des gens peu scrupuleux elle a servi à devenir un véritable commerce, abritée qu'elle était par la qualité ou la nationalité de beaucoup d'Européens »³¹. En réalité, les « contrebandiers » inondent le territoire marocain de fusils et de munitions depuis bien avant l'occupation française. Mohammed Kenbib, probablement le seul historien qui ait quelque peu étudié la question pour la période précoloniale, fait remonter les débuts du phénomène à la fin du XIX^e siècle³². Il affirme que, avant la bataille d'Isly en 1844, le traité anglo-marocain de 1856 et la guerre hispano-marocaine de 1859-1860, aucun étranger n'aurait pu introduire clandestinement des marchandises au Maroc, quelles qu'elles soient. A l'appui de sa thèse, il invoque le « Mémoire sur l'Empire de Maroc, présenté à Sa Majesté impériale le 3 juin 1810 par le capitaine de génie Burel » pour qui « le seul projet d'introduire des articles de contrebande dans les États de l'empereur maure [était] (...) absolument insensé et impossible »³³, et cite,

³⁰ Pour une analyse des fournitures d'armes au Makhzan entre 1844 et 1906, bien qu'avec quelques imprécisions, voir Bahija Simou, *op. cit.*, p. 199-231.

³¹ Manuscrit anonyme, Casablanca, juillet 1912 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1. Compte tenu du contenu du texte, on pourrait attribuer le manuscrit à Lyautey. D'autres possibles auteurs pourraient être le délégué à la Résidence générale Saint-Aulaire, le consul de France à Casablanca, le général Moinier ou le général Gouraud.

³² Mohammed Kenbib, « Contrebande d'armes et anarchie dans le Maroc précolonial (1844-1912) », *Revue Dar Al Niaba. Etudes d'histoire marocaine*, (4) 1984, p. 9-16.

³³ *Ibidem*, note n°7, p. 14.

ensuite, une affirmation faite par Ch. Didier en 1844 : « *Tout contrebandier est puni de mort sans rémission* »³⁴.

Kenbib soutient que la « contrebande » d'armes et de munitions sévissait au Maroc depuis la moitié du XIX^e siècle, quand les Européens, et notamment les Français, avaient commencé à s'intéresser au *Maghrib al-Aqsa*. Les pressions impérialistes avaient provoqué l'affaiblissement du pouvoir des sultans qui, depuis la seconde moitié du siècle, étaient devenus incapables de contrôler de nombreuses régions. Les populations étaient ainsi soumises aux sollicitations des puissances et des hommes d'affaires européens. La « contrebande d'armes » était devenue un moyen pour grignoter, de l'intérieur, ce qui restait de l'autorité et du pouvoir coercitif du gouvernement, également rongé par les abus auxquels se livraient les consuls européens, les sujets juifs et les protégés musulmans, à l'abri de la juridiction marocaine³⁵.

Cette analyse est sans doute juste mais incomplète. Elle se fonde sur un axiome qui présente le pouvoir sharifien comme un État régi par le sultan 'alawite dont la souveraineté n'aurait été ébranlée que par l'intervention européenne. Cette idée tend à exclure toute explication historico-anthropologique du pourquoi, en 1912, les Français du protectorat se trouvent face à une société fortement armée.

De plus, il est avéré que l'armement diffus de la population marocaine a débuté bien avant le milieu du XIX^e siècle. Abdelmajid Benjelloun relate par exemple que, dans le Rif, les importations illégales d'armes, notamment de Melilla, étaient « *florissantes depuis quasiment le XVI^e siècle* »³⁶, et Gozabels Cravioto parle plus généralement de « contrebande » d'armes entre le Maroc et l'Europe, dans la même période³⁷. Les fortes quantités d'armes répandues dans le pays à partir de la fin du XVI^e siècle semblent à mettre en relation avec le manque structurel d'une forte autorité centrale et de l'état de guerre permanent

³⁴ Ch. Didier, *Promenade au Maroc*, Paris, 1844, cité in *Ibidem*, note n°7 bis, p. 14. La punition pour les trafiquants d'armes était très sévère même pour les consuls ou agents consulaires qui s'y adonnaient ou étaient soupçonnés de le faire. En 1822, Graberg De Hemsö, vice-consul de Suède et de Norvège à Tanger, était expulsé du jour au lendemain par le sultan puisque soupçonné - probablement à tort - d'avoir ravitaillé en armes les populations rebelles de la région de Titwān. Voir Jean-Louis Miegé, Romain H. Rainero, *op. cit.* p. 54.

³⁵ Mohammed Kenbib, *Juifs et musulmans au Maroc 1859-1948. Contribution à l'histoire des relations intercommunautaires en terre d'Islam*, Rabāt, université Mohammed V, publications de la faculté des lettres et des sciences humaines, 1994, p. 300-308 ; Mohammed Kenbib, *Les Protégés. Contribution à l'histoire contemporaine du Maroc*, Rabāt, université Mohammed V, publications de la faculté des lettres et des sciences humaines, 1996, p. 262-266.

³⁶ Abdelmajid Benjelloun, *Fragments d'histoire du Rif oriental, et notamment des Beni Said, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, d'après les documents de Mr. Hassan Ouchen*, Rabāt-Al Jadida, Imp. El Maarif, 1995, p. 232.

³⁷ Carlos Gozabels Cravioto, *op. cit.*

qui régnait entre les différents prétendants au trône ainsi qu'entre les nombreux pouvoirs régionaux³⁸. Cette situation d'instabilité politique était idéale pour les fabricants d'armes européens qui défiaient, depuis près de cinq siècles, l'interdiction de commercer avec l'Empire Ottoman et les « États barbaresques de l'Afrique du Nord », prononcée par le pape Pie V à l'occasion de la naissance de la Nouvelle Ligue Sainte contre les Infidèles, le 20 mai 1571³⁹.

En effet, quand Gozabels Cravioto parle de « contrebande » – mot d'origine italienne, « *contrabbando* », du vénitien *contra* et *bando*, « *action faite contre les bans, contre les lois* »⁴⁰ –, il se réfère au commerce développé par les Européens en violation de l'interdiction du pape. De son côté, Mohammed Kenbib utilise le mot pour signifier ce type de transgression des règles de l'État sharifien aux XIX^e et XX^e siècles. D'un côté comme de l'autre, le mot « contrebande » se réfère donc à la violation d'une prescription législative émanant d'une autorité supérieure. Mais faire l'analyse de la réglementation qui codifie dans le sultanat et dans les régions saharo-mauritaniennes le commerce des armes, expliquer d'où elle émane et chercher à comprendre quel type de légitimité elle maintient vis-à-vis des populations dont on dit qu'ils la violent, constitue une tâche d'une envergure certaine.

Dans l'« Empire » sharifien, il semble que des prescriptions internationales, ayant leur source dans les traités bilatéraux avec les autres États, se combinent à une réglementation intérieure difficile à saisir.

Le premier traité bilatéral où est abordée la question de la cession de matériel de guerre est conclu avec la France le 28 mai 1767. À l'article 10, il est affirmé que « *les Français ne seront tenus ni obligés de fournir aucune munition de guerre, poudre, canons ou autre chose généralement quelconque servant à l'usage de la guerre* ». Un commentaire officiel de ce traité, publié dans le « Mercure de France » de janvier 1768, explique la teneur dudit article : « *Les Français sont expressément affranchis de fournir aucune munition de guerre (...) et Sa Majesté leur défend d'en faire aucun objet de commerce ou de donative* »⁴¹. Il s'agit donc de limiter la liberté de commerce pour les bâtiments et les particuliers qui ne peuvent effectuer, avec le sultanat, aucune transaction concernant des armes. Le traité vise essentiellement les marchands français.

³⁸ Situation qui se reproduisait même dans les pays européens qui manquaient temporairement d'une autorité centrale reconnue. Il suffit de penser à l'Angleterre du XVII^e siècle ou à l'Espagne du XIX^e.

³⁹ Alvise Zorzi, *La Repubblica del Leone. Storia di Venezia*, Milano, Rusconi Libri S.p.A., 1991, p. 258.

⁴⁰ Giacomo Devoto, *Dizionario Etimologico*, Firenze, Casa Editrice Felice Le Monnier, 1968, p. 100.

⁴¹ Jean Donon, *Le régime douanier au Maroc et le développement du commerce marocain jusqu'à nos jours*, Paris, Emile Larose, libraire-éditeur, 1920, p. 25-27.

Un siècle plus tard, le traité de commerce et de navigation, conclu par le sultan et l'Angleterre le 9 décembre 1856, sanctionne la liberté d'importer dans le sultanat « *par les sujets anglais par tout navire ou de tout pays* »⁴² toutes marchandises ou produits, exceptés ceux dont parle l'article 2 : « *Le sultan du Maroc s'engage à abolir tous monopoles ou prohibitions sur les marchandises importées, excepté le tabac, les pipes à fumer de toutes espèces, l'opium, le soufre, la poudre, le salpêtre, le plomb, les armes de toutes sortes et les munitions de guerre et, en outre, à abolir tous les monopoles qui concernent les produits agricoles ou tout autre article quel qu'il soit dans les domaines du sultan, excepté les sangsues, le quinquina, le tabac et autres plantes employées pour fumer dans les pipes* »⁴³.

La reconnaissance du monopole sultanien du commerce des armes constitue sans doute un élément fondamental pour définir quel négoce peut être considéré comme de la « contrebande » et qui peut être inculpé comme « contrebandier ». Le traité prévoit, à l'article 13, les sanctions à appliquer aux fraudeurs : « *Si un sujet anglais est pris fraudant, dans les territoires marocains, des marchandises de toute espèce quelconque, les marchandises seront confisquées au profit du sultan; et ce sujet anglais sera, après conviction, devant le consul général, vice-consul ou agent consulaire anglais, passible d'une amende n'excédant pas le triple du montant des droits imposés sur ces marchandises, ou, s'il s'agit de marchandises non admises à l'importation, le triple de la valeur de ces marchandises au prix courant du jour; et s'il ne paye pas l'amende, le sujet anglais sera, après conviction, devant le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire anglais, passible d'emprisonnement; ou, sans être condamné à l'amende, tout sujet anglais, après conviction comme il est dit plus haut, pourra être emprisonné, mais dans les deux cas pour un temps n'excédant pas un an, dans telle place que déterminera le consul général ou consul ou vice-consul ou agent consulaire anglais* ».

A notre connaissance, ces mesures n'ont pas de précédents dans l'histoire du sultanat. L'obligation de respecter les monopoles de l'État 'alawite a, de plus, une valeur qui dépasse la simple entente bilatérale, puisque toutes les puissances européennes qui entendent établir des relations commerciales avec le gouvernement du sultan se réclameront de ce traité avec l'Angleterre. En revanche, il est plus difficile d'en mesurer les effets à l'intérieur du pays et comprendre si toutes les populations du sultanat respectent et reconnaissent le monopole des achats d'armes au Makhzan.

⁴² Article 6 du traité.

⁴³ E. Rouard De Card, *Les traités de commerce conclus par le Maroc*, Toulouse, Paris, Edouard Privat, A. Pedone, s.d.

Cinq années plus tard, la convention commerciale avec l'Espagne, du 20 novembre 1861, revient sur le mot « contrebande », mais les articles du traité relatifs à cette question sont plutôt ambigus et contradictoires. Bien plus précis est le traité de commerce avec l'Allemagne, du 1^{er} juin 1890, qui réitère les mêmes principes fixés par le traité anglo-marocain.

A côté des fondements établis par les traités internationaux, le Makhzan édicte toute une série de prescriptions relatives à l'introduction de matériel de guerre au Maroc. En septembre 1905, Saint-Aulaire, ministre de France à Tanger demande à *al-Turrīs*, Khalifa du sultan à Tanger, « *une copie du règlement relatif à la contrebande, du 19 mars 1896 (...)* »⁴⁴. En effet, au début de septembre, *al-Turrīs* lui avait écrit que seuls les fusils de chasse et leurs cartouches étaient admis dans les ports du sultanat, tout autre article du même genre étant « *soumis au principe de l'interdiction d'entrée dans ces ports* »⁴⁵.

Toutefois, une correspondance avec les Allemands de 1896 montre que l'interdiction d'entrée devait frapper aussi bien les armes de guerre que celles de chasse avec leurs munitions. Répondant à une lettre du chargé d'affaires du Reich, le baron von dem Bussche, qui se plaint du fait que les *Umanā*⁴⁶ de Casablanca n'ont pas permis l'entrée de cartouches de chasse pour son collègue dans la ville, le grand vizir Ahmad bin Mūsā écrit : « (...) *L'examen des deux paragraphes [des traités avec l'Angleterre et avec l'Allemagne] a démontré à l'évidence que les armes et munitions de guerre sont exclues de l'importation d'une façon générale et qui n'admet pas d'exception pour les ustensiles de chasse ni pour autres. Vous vous en convaincrez en soumettant le texte de ces paragraphes à un examen soigneux et équitable. Il n'y est question ni d'armes de chasse, ni d'armes de guerre. Or beaucoup de personnes ont pris la chasse comme prétexte pour se procurer des armes dans l'intention de les vendre. C'est là un fait établi. Cependant Sa Majesté a imaginé un arrangement qui tient à la fois compte des égards dus à votre gouvernement aimé et touche cette source d'inconvénients que vous n'approuvez pas et dont vous ne voulez pas protéger les auteurs. Ce ne sera qu'un essai s'il mène à bout, c'est bien, si non, il faudra se conformer strictement au texte des stipulations. Par conséquent, une ordonnance chérifienne a été envoyée aux percepteurs d'impôts à Casablanca pour qu'ils laissent passer les cartouches commandées par votre consul. Toutefois, cela sera opéré de façon que les cartouches seront gardées*

⁴⁴ Lettre de M. Saint-Aulaire, chargé d'affaires de France à Tanger, à Sī El Hadj Ahmad Torrès, Khalifa du représentant du sultan à Tanger, 29/9/1905 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 366.

⁴⁵ Traduction de la lettre du Khalifa du représentant du sultan à Tanger à M. Saint-Aulaire, chargé d'affaires de France au Maroc, 5 Radjeb 1323/5 septembre 1907 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 366.

⁴⁶ Les *Umanā* étaient les fonctionnaires des Douanes installés dans les ports et chargés de percevoir les droits d'importation et d'exportation.

en dépôt par les percepteurs d'impôts et qu'ils en délivreront à votre consul des provisions de cinquante cartouches au fur et à mesure qu'il en aura besoin jusqu'à la consommation de toutes ces cartouches. Le temps qu'il faudra pour cela selon la manière indiquée, s'étant écoulé, si votre Consul en a besoin d'autres encore, qu'il envoie aux Percepteurs d'impôts des échantillons de l'espèce qu'il désire commander. Ils commanderont alors eux mêmes environ mille et les lui passeront en quantité de cinquante cartouches selon qu'il en aura besoin et au prix qu'ils auront payé eux-mêmes »⁴⁷.

La dérogation accordée à la Légation d'Allemagne (et, dans les mois suivants, à d'autres Légations) se transforme en « Règlement concernant l'introduction de fusils et de cartouches de chasse » édicté le 29 moharrem 1318/29 mai 1900. Composé de deux articles, ce règlement prévoit que tout Européen peut introduire des fusils ou cartouches de chasse sur présentation d'une lettre de la Légation dont il ressort, indiquant le port par lequel il les introduit, le nombre de cartouches ne pouvant pas dépasser mille. La lettre doit être visée par le représentant du sultan à Tanger. Si le porteur des munitions possède un nombre de cartouches supérieur au chiffre indiqué, les autorités peuvent les saisir comme délit de contrebande. Enfin, des conditions spéciales sont prévues pour les sorties des armes déjà introduites dans le pays⁴⁸.

Malgré ces mesures, à partir de la fin du XIX^e siècle, l'adoption d'une norme makhzanienne sur les introductions d'armes pour interdire toute contrebande entre souvent en conflit avec les *desiderata* du corps diplomatique. Car si l'Acte d'Algésiras représente l'événement le plus net de la mise en demeure de l'État sharifien, prélude à la « protection » française, l'érosion du pouvoir coercitif du sultan et de sa liberté politique se trouve déjà bien amorcée pendant la dernière décennie du XIX^e siècle. Il est peu probable, par exemple, que le « Règlement » pour l'introduction des armes de chasse ait été adopté librement et de bon gré par le Makhzan. Le document porte en outre, en plus de la signature d'*al-Turrīs*, celles de tous les représentants des pays étrangers accrédités à Tanger. Nous avons là une prescription concertée qui, il est vrai, intéresse essentiellement les Européens, mais qui, par ailleurs, conditionne des mesures d'ordre interne. En principe, le gouvernement aurait dû pouvoir en décider seul. La preuve des pressions qui sont à l'origine de ce règlement se trouve dans les oppositions farouches qu'oppose la délégation du sultan à Algésiras aux requêtes européennes de confirmer le principe de l'introduction des armes de chasse par l'extension d'un nouveau règlement plus laxiste. Face aux pressions de tous les

⁴⁷ Lettre du grand vizir Ahmad bin Moussa au Baron Hilmar von dem Bussche-Haddenhausen, chargé d'affaires d'Allemagne à Tanger, 22 el-Hadja 1313/3 juin 1896 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 364.

⁴⁸ Le texte du « Règlement concernant l'introduction de fusils et de cartouches de chasse » est gardé au CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 364.

délégués étrangers, les représentant du sultan capitulent et renoncent au retour à la situation antérieure du XIX^e siècle, où la concession du permis d'introduction de fusils et armes de chasse était une prérogative exclusive de la souveraineté 'alawite⁴⁹.

En d'autres occasions, le corps diplomatique décide tout simplement de ne pas se conformer aux dispositions déjà adoptées par le Makhzan. Par exemple, en 1899, Ghanam bin Nāsar, délégué du sultan à Tanger, envoie une lettre au chargé d'affaires de Belgique à Tanger, Sicaud, dans laquelle il annonce une série de mesures destinées à réprimer la contrebande dans le Rīf⁵⁰. Il s'agit là d'une mesure visant les Rifains, édictée pour des raisons bien connues des Européens⁵¹, et simplement notifiée au corps diplomatique (par l'entremise du diplomate belge qui en est le doyen) afin qu'il se charge de la faire respecter par les ressortissants des différentes légations. Mais le corps diplomatique accrédité à Tanger décide de repousser partiellement la disposition, prétextant l'interdiction par le sultan de prohiber la navigation dans les eaux territoriales du Maroc, et arguant des dommages qui pourraient être causés au commerce⁵².

Six années plus tard, en 1905, une circulaire du représentant du délégué sharifien à Tanger, Mohammad bin 'Abd Allāh bin Sayyid, réitère les questions de la surveillance des bâtiments européens par les *Umanā*, et de la nécessité pour les équipages d'accepter les visites d'inspection⁵³. La lettre, qui fait appel

⁴⁹ Même après l'acceptation de l'Acte d'Algésiras, le Makhzan cherche à limiter le plus possible la dérogation pour l'entrée des armes de chasse dans le pays. Plus particulièrement, le sultan formule une réserve précise à l'égard de la question : « *Le Maghzen a compris et s'attend à ce qu'il soit décidé que la permission d'exercer le commerce des armes de chasse et de luxe dans l'empire soit réservé aux sujets marocains* », ce qui n'est pris nullement en compte lors de l'extension du règlement, derrière lequel il y a la pression des lobbies d'armes notamment belges. La réserve du Makhzan est contenue dans la lettre n°306/116, la Légation de Belgique à Tanger à M. le Baron de Favereau, 21/10/1906 ; MAECE, service des archives, série Collection Afrique. Feuillet blanc : Collection générale, AF 12 « Maroc » ; c. 4 : « 1906 ».

⁵⁰ Traduction de la lettre du délégué du sultan à Tanger, Ghanam bin Nasar, à M. Sicaud, chargé des affaires de Belgique, 8 Rabih 2 1317/14 août 1899 ; MAECE, service des archives, série Collection Afrique. Feuillet blanc : Collection générale, AF 12 « Maroc » ; c. 2 : « 1896-1904 ».

⁵¹ Melilla avait été déclaré port franc par les Espagnols en 1887. Ce faisant, ils cherchaient à attirer sur la ville tout le commerce en provenance et à destination de la région de Wahrān, drainant par conséquent tous les échanges qui avaient lieu entre le Rīf et la zone de Wahrān, Mimoun Aziza, *La sociedad rifeña frente al Protectorado español de Marruecos (1912-1956)*, Barcelona, Edicions Bellaterra, 2003, p. 47-49.

⁵² Memorandum de M. Sicaud, au nom du corps diplomatique, adressé au délégué du sultan, 6/9/1899 ; MAECE, service des archives, série Collection Afrique. Feuillet blanc : Collection générale, AF 12 « Maroc », c. 2 : « 1896-1904 ».

⁵³ Traduction de la lettre de Mohammad bin 'Abd Allāh bin Sayyid, représentant du délégué sharifien à Tanger, à M. le Comte de Chérissey, chargé des affaires de la Légation de France, 24 doulhedjia 1322/29 février 1905 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes » I (janvier 1905-janvier 1906), vol. 168.

aux articles des conventions passées avec l'Angleterre et avec les autres « puissances » représentées à Tanger, provoque des consultations fébriles entre les membres du corps diplomatique comportant trois séries d'échanges de correspondance et la proposition d'un *Mémoire*⁵⁴.

L'adoption de mesures de politique intérieure plus ou moins imposées au sultan détermine, entre la fin du XXI^e siècle et la Conférence d'Algésiras en 1906, un transfert progressif du pouvoir législatif de l'État sharifien aux puissances représentées à Tanger. Si, par exemple, en 1900, le règlement concernant les armes de chasse est rédigé par *al-Turrīs* et signé également par les diplomates européens, celui de 1908 est entièrement conçu et écrit par les légations européennes, et signé formellement par le sultan. Les délégués du Makhzan qui participent aux réunions pendant lesquelles le règlement est envisagé ne sont que des comparses, dont les voix ne sont jamais sérieusement prises en considération, même au moment de l'élaboration de ses modalités d'application⁵⁵.

Cette ingérence dans l'établissement des principes et des prescriptions concernant l'introduction des armes change les termes d'application du mot « contrebande ». Le traité avec l'Angleterre de 1856, fixant le monopole sultanien des achats des armes, posait une limite à la liberté commerciale des puissances européennes et, en même temps, fournissait une tutelle à l'État sharifien tout en lui reconnaissant le monopole de la force. La conséquence de ce principe était que toute introduction d'armes faite à l'insu du Makhzan et par des sujets non autorisés était justement définie comme un délit de contrebande. Mais dans les décennies qui suivent, le principe du monopole sultanien des achats d'armes est violé par toute une série d'exceptions qui touchent les permissions d'introduction d'armes commandées par le corps diplomatique en faveur des consuls dans les ports du pays et par un contrôle asphyxiant sur les fournitures d'armes que le sultan demande et que les missions militaires, et en particulier la mission française, imposent.

La Conférence d'Algésiras sanctionne cette atteinte au pouvoir du sultan et en confirme le transfert au corps diplomatique. Relativement à la question de l'introduction d'armes⁵⁶, l'Acte final de la Conférence prévoit la rédaction d'un règlement pour l'importation d'explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux

⁵⁴ Document gardé au MAECE, service des archives, série Collection Afrique. Feuillet blanc : Collection générale, AF 12 « Maroc » ; c. 3 : « 1905 ».

⁵⁵ Lettre n° 1826, M. Merry del Val, ministre d'Espagne à Tanger, au doyen du corps diplomatique M. le Comte de Buisseret, ministre de Belgique, 28/11/1908 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 364.

⁵⁶ Pour un résumé de la question « contrebande d'armes » à la Conférence d'Algésiras, voir André Tardieu, *La Conférence d'Algésiras. Histoire diplomatique de la crise marocaine*, Paris, Félix Alcan Éditeur, 1907, p. 108-113.

publics (art. 14), ainsi qu'un nouveau règlement concernant l'introduction des armes de chasse établissant les conditions du commerce desdites armes dans l'« Empire sharifien » (art. 18). Les deux textes sont adoptés par décision sharifienne mais, conformément aux avis du corps diplomatiques statuant à la majorité des voix, des règles strictes sont établies pour les fournitures d'armes aux troupes du sultan (art. 15). L'article 13 affirme la prohibition de l'importation et du commerce des armes, et des munitions de guerre⁵⁷, tandis que les articles 19 à 26 fixent les mesures punitives sanctionnant l'introduction et la tentative d'introduction clandestine des armes. Si formellement l'application des sanctions revient au Makhzan, l'article 30 y déroge en stipulant que dans la région frontière de l'Algérie et dans le Rîf l'application dudit règlement ressort respectivement des compétences française dans le premier cas et espagnole dans le second. Aux articles de l'Acte spécialement consacrés à la contrebande d'armes s'ajoutent ceux concernant la répression de la fraude et de la contrebande en général (77 à 104), dont le 103 déroge à la souveraineté 'alawite dans les mêmes termes que l'article 30. En outre, l'article 104 établit que les dispositions relatives à la répression pourront être révisées par le corps diplomatique à Tanger, en accord avec le Makhzan.

Que reste-t-il de l'autorité sharifienne, des monopoles du sultan et de son pouvoir coercitif ? Pratiquement rien, sauf l'apparence dont se fait le garant ce même Acte d'Algésiras. Cela est d'autant plus vrai que le Makhzan ne dispose d'aucun instrument de surveillance des côtes et de répression de la contrebande en mer, ce qui le contraint à déléguer ces missions aux marines française et espagnole.

Les mécanismes de surveillance des côtes marocaines avaient été mis en place dans l'accord secret franco-espagnol du 1^{er} septembre 1905 qui, à l'article 2, affirmait : « *La surveillance et la répression de cette contrebande [des armes] sur mer seront confiées à une division de navires de guerre des deux puissances, qui en fixeront les types. Cette division sera commandée alternativement, pendant un an, par un officier de la marine de l'une des deux puissances, et l'année suivante par un officier de la marine de l'autre puissance, le commandement devant être exercé la première année par un officier de la marine française* »⁵⁸.

L'impossibilité de la marine espagnole de respecter ses engagements en raison du manque d'une véritable flotte navale depuis le désastre de Cuba de

⁵⁷ Article 13 : « *Sont prohibés dans toute l'étendue de l'empire chérifien, sauf dans les cas spécifiés aux articles 14 et 15, l'importation et le commerce des armes de guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées de toute espèces, poudres, salpêtre, fulmicoton, nitroglycérine et toute compositions destinées exclusivement à la fabrication des munitions* ».

⁵⁸ Le texte de l'accord se trouve dans Pierre Albin, *Le « coup » d'Agadir*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1912, p. 378-380.

1898, pousse le gouvernement français à organiser le contrôle des côtes marocaines pour son propre compte. Les instructions de la marine à la division navale du Maroc, datées du 6 décembre 1907, sont ainsi le point de départ d'un service de surveillance qui, prescrit officiellement par l'Acte d'Algésiras, finit par être l'ultime mécanisme par lequel le sultan abdique de sa souveraineté sur les eaux territoriales. La présence d'un délégué des douanes sharifiennes à bord des bâtiments français de la division navale du Maroc ne sert qu'à sauver, vis-à-vis des puissances étrangères, le principe de la délégation du pouvoir de répression dont seul le Makhzan demeure virtuellement détenteur.

La mainmise complète sur les douanes (amorcée avec le Contrôle de la dette relative à l'emprunt de 1904 et complétée avec l'Acte d'Algésiras) et le monopole de la surveillance des côtes permettent finalement l'instrumentalisation de la contrebande, mot par lequel les Français désignent désormais non seulement les introductions clandestines d'armes qui violent l'agonisante souveraineté 'alawite, mais également toute tentative du Makhzan d'acheter ou d'envoyer des armes sans leur consentement. En ce sens, toute action susceptible de redonner un minimum de prestige au pouvoir indépendant du sultan est contrée, ou, comme dans le cas du recours de Mawlāy 'Abd al-Hafīdh à la Mission militaire italienne, jugée contraire au « progrès » et au « développement ».

Cette utilisation politique de la question « contrebande » est encore plus évidente dans le cas des armes fournies par le sultan au shaykh Mā' al-'Aynayn. Sans vouloir entrer dans l'analyse du rapport entre le shaykh saharien et le gouvernement du sultan⁵⁹, on ne saurait qualifier de « contrebande » le ravitaillement de matériel de guerre qui lui est envoyé⁶⁰. Les Français peuvent considérer ces fournitures comme un acte inamical à leur égard, mais celui-ci garde sa pleine légitimité, s'inscrivant dans les prérogatives du sultan et de ses relations avec ses voisins. Une partie du territoire où Mā' al-'Aynayn et ses troupes agissent entre 1905 et 1908 se trouve à l'intérieur de la zone d'application de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles de 1890. Mais ces populations luttent justement contre la présence française à laquelle elles ne reconnaissent aucune légitimité, d'autant que le gouvernement sharifien ne fait pas partie des signataires de l'Acte. Dans leur optique, les fournitures d'armes reçues ne sont nullement illégales ni produit de « contrebande ».

⁵⁹ Qui est en partie l'objet de mon article paru en 1998 : « Mā' al-'Aynayn, il Marocco e la resistenza alla penetrazione coloniale (1905-1910) », *Oriente Moderno*, Nuova Serie, anno XVIII (LXXVIII), indice vol. 2, 1998, p. 227-278.

⁶⁰ Ravitaillements en armes dont parle aussi le consul d'Espagne à Mogador, Buigas, dans une lettre adressée à sa Légation à Tanger, citée par Tomás García Figueras, *Santa Cruz de Mar Pequeña, Ifni-Sahara*, Madrid, Ediciones Fe, 1941, p. 192.

La même analyse peut être développée à propos de l'arrêté du 17 décembre 1906, qui étend au territoire civil de la Mauritanie les dispositions du décret du 4 mai 1903 et l'arrêté du 8 juin de la même années, réglementant la détention des armes à feu et des munitions ; de l'arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 18 janvier 1907, qui, à son tour, réglemente le port d'armes dans le même territoire⁶¹ ; et à propos de l'ordonnance royale du 9 septembre 1903, réitérée par les Espagnols le 25 mars 1907, qui interdit l'importation d'armes de guerre et de munitions dans les possessions espagnoles du Sahara⁶².

Il s'agit là de différentes dispositions qui visent les deux territoires de la Mauritanie et du Sahara occidental, à l'époque non encore entièrement conquis par les armées françaises et espagnoles, et qui ont des destinataires divers. Les arrêtés concernant la Mauritanie peuvent sans doute être appliqués aux Français et aux sujets européens soumis à la réglementation concernant le port d'armes, chez qui l'introduction de pistolets ou fusils peut être considéré comme un acte de contrebande. Les ordonnances royales sont par ailleurs adressées aux Espagnols et aux Européens, et leurs interdisent d'introduire des armes de guerre au Sahara occidental sous peine d'accusation du délit de contrebande. Dans ces conditions paradoxales, quelle peut être la position des populations et des individus qui, en Mauritanie et au Sahara occidental, subissent ou refusent la présence française et espagnole sur leurs territoires ?

Il s'agit là de sujets virtuels, et cela pour deux raisons :

1) Les territoires visés par la réglementation ne sont pas entièrement contrôlés par les Français et les Espagnols. La Mauritanie française de 1905-1906 se concentre surtout dans les zones méridionales, voisines du Sénégal. Les cartes politiques qui en étendent les limites jusqu'au Sahara occidental et plus au nord ne sont que des projections politiques, des régions assignées à la France par la Conférence de Berlin, mais sur lesquels elle n'exerce encore aucun

⁶¹ Le texte de l'arrêté du 18/1/1907 est gardé au CAOM, archives du ministère des Colonies, série Affaires politiques, c. 518. Pour plus d'informations sur les mesures juridiques et économiques sur la circulation des armes à feu et des munitions en AOF voir Sokhna Sané, *op. cit.*, p. 67-109.

⁶² La référence aux deux ordonnances espagnoles se trouve dans la lettre n°57, M. Daeschner, chargé d'affaires de la République française à Madrid, à M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères à Paris, Madrid, 14/4/1907 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 366. Mariano Fernandez Aceytuno, *Ifni y Sáhara. Una encrucijada en la historia de España*, Palencia, Simancas Ediciones S.A., 2001, fait mention de l'ordonnance royale de 1907 à la page 313 comme résultat des pressions exercées par Faïdherbe sur le gouvernement espagnol pour obtenir l'arrêt du trafic d'armes dans le Río de Oro. Il doit toutefois s'agir de pressions qui précèdent de quelques dizaines d'années l'adoption de l'ordonnance de 1907, puisque Faïdherbe meurt en 1889 !

pouvoir⁶³. Il en est de même pour le Sahara occidental espagnol puisque les troupes de Madrid, très peu nombreuses, y demeurent cantonnées dans le fortin de Villa Cisneros. Dans les deux cas, il est absurde de considérer comme coupables d'un délit en regard des législations européennes et même marocaines, des populations qui ne résident pas dans les zones réellement contrôlées par la France, l'Espagne ou le sultanat 'alawite.

2) Ce problème de légitimité des dispositions qui réglementent la contrebande n'existe pas pour l'Acte d'Algésiras à l'égard du sultanat 'alawite. L'Acte d'Algésiras s'insère dans la logique impérialiste du dépouillement des prérogatives souveraines du sultan, mais il porte la signature de l'État sharifien⁶⁴. Celui-ci se retrouve, par conséquent, non seulement objet mais aussi partie prenante de l'adoption de mesures qui, tout en alléguant la sauvegarde de son indépendance, accélèrent sa mise en demeure.

Il n'en est pas de même pour les populations qui ne signent pas d'accords ni de conventions, qui ne cosignent pas d'actes manifestant leur volonté d'être sujets des autorités d'où émanent les arrêtés et les ordonnances. Pour elles, le non-respect des dispositions ne constitue pas une transgression. L'utilisation du mot « contrebande » concernant les achats d'armes qu'elles effectuent n'a donc de sens que pour l'État colonial. Cet État n'est pas reconnu par ces populations qui, au contraire, s'opposent à lui par la lutte armée, et donc achètent simplement les armes qu'on leur propose sans se préoccuper de la manière – légitime ou non en regard de lois qui ne les concernent pas – dont elles leur parviennent.

Le discours sur la légitimité et sur la reconnaissance ou non de l'acte qui légifère de l'autorité qui l'a édicté demeure capital dans la définition du délit de contrebande, qui est donc essentiellement relatif. Après le Traité de Fās du 30 mars 1912, la situation d'extériorité que vivent les populations nord-mauritaniennes et ouest-sahariennes est étendue également aux tribus marocaines, « dissidentes », « insoumises », « rebelles », « révoltées », selon la terminologie coloniale plus commune. Ces dernières n'acceptent pas l'occupation coloniale et ne lui reconnaissent donc aucune légitimité : ni à légiférer ni à prononcer des interdictions, ni à occuper leur territoire au nom du Makhzan francisé et de son sultan.

L'absence de parti pris de la posture scientifique nous conduit, en conséquence, lorsque nous traitons du ravitaillement en armes des populations

⁶³ Pouvoir qui en revanche est exercé par des autorités locales plus ou moins souveraines comme les émirats mauritaniens. A ce propos voir Pierre Bonte, *L'Emirat de l'Adrar mauritanien : harīm, compétition et protection dans une société tribale saharienne*, Paris, Ed. Khartala, 2008.

⁶⁴ L'adhésion formelle du sultan à l'Acte d'Algésiras a lieu le 18/6/1906 par lettre sharifienne notifiée au doyen du corps diplomatique.

résistantes, à préférer des termes dégagés de la connotation de délit comme « échange », « trafic » ou « fourniture » plutôt que le terme de « contrebande ».

I.2 - L'enjeu des armements face au projet colonial français

“L'ordine imperiale comporta (...) che le masse islamiche striscino nel fango ancora per alcuni secoli (...). Non c'è nessun'altra alternativa fra abbiezione e occidentalizzazione, tra primitivismo e tecnologia”⁶⁵

“Lyautey arrive dans un pays en pleine ébullition (...). Tout le temps que Lyautey resta au Maroc, il eut à lutter, car ce fier pays ne se laissait pas dominer sans réagir”⁶⁶

I.2.1 - 1912-1914 : les armes de la chaudière marocaine

La « pacificatrice protection française » ne produit pas l'effet de freiner les introductions d'armes au Maroc. Bien au contraire, la présence des militaires français provoque une augmentation des importations de matériels de guerre qui, achetés par les populations qui contestent le nouvel ordre colonial, deviennent le moyen par lequel elles s'y opposent. Il est impossible de quantifier le nombre d'armes entrées dans le sultanat entre 1911 et 1912, alors que le protectorat déjà bien amorcé dans les faits devient officiel. Cependant, les rumeurs concernant les convois qui transportent les fusils et les cartouches se font de plus en plus fréquentes au sein des deux grands mouvements de résistance du printemps 1911 et du printemps 1912 : les trafiquants européens sentent l'affaire et cherchent à y plonger.

En janvier 1911, la douane de Bellegarde-sur-Valsérine, à la frontière franco-suisse, vérifiant le contenu de dix-huit caisses de savon blanc d'origine helvétique, s'aperçoit que six blocs de savon, sur les neuf contenus dans chaque caisse à savoir 108 barres sur les 162 expédiées -, sont garnis à l'intérieur d'une boîte en fer blanc soudée. Celle-ci recèle une grande quantité de capsules-amorces au fulminate de mercure (au total 399 000 dans les 108 barres) pour anciens fusils de guerre. L'expédition était dirigée sur Marseille pour être embarquée sur un vapeur de la Compagnie Paquet à destination du Maroc. L'enquête est menée par le Commissariat spécial de la police des Chemins de

⁶⁵ Alberto Asor-Rosa, *Fuori dall'Occidente ovvero Ragionamento sull'« Apocalissi »*, Torino, Giulio Einaudi Editore, 1992, p. 82.

⁶⁶ Roger Le Tourneau, *Histoire du Maroc moderne*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1992, p. 149-150.

fer de Bellegarde qui découvre que les boîtes de capsules-amorces avaient été envoyées de l'Allemagne à Genève. De là, elles avaient été acheminées à la Savonnerie nationale de Varnier, à quelques kilomètres de Genève, où elles avaient été dissimulées dans les barres de savon. Enfermées dans des caisses, elles avaient été transportées sur des charrettes à Genève et entreposées dans une remise pendant deux jours, pour déjouer la surveillance. Enfin, le chargement avait été déposé à la gare de Genève-Cornaves, d'où elles étaient parties pour Bellegarde, à destination de Marseille⁶⁷.

L'enquête demeure plus ou moins officieuse. Le juge d'instruction de Nantua adresse une commission rogatoire à son collègue de Genève pour l'aider à instruire l'affaire, mais celui-ci lui retourne la commission sans l'exécuter. Le ministère de la Justice de Berne décide, en effet, que la magistrature suisse n'a pas à s'occuper de l'affaire⁶⁸. Cela n'empêche pas le commissaire spécial de Bellegarde de mener ses investigations. Ainsi, s'il n'arrive pas à déterminer les destinataires marocains des capsules, il peut tout de même établir l'identité des personnes impliquées dans le transfert de la Suisse à Marseille.

Félix Martinez, suisse, cafetier à Genève, semble être le principal intéressé dans l'affaire⁶⁹. Les colis, préparés à sa demande, ont été expédiés de Genève à Marseille par Paul Gros, français, camionneur dans la ville suisse⁷⁰. Louis-Julien Curchod, également suisse, de profession indéfinie, est le signataire de la déclaration faite à la douane, alors qu'un certain Edouard Martin, français, a été identifié comme intermédiaire à la Savonnerie nationale de Varnier où les boîtes d'amorces ont été dissimulées dans les barres de savon.

La Savonnerie nationale avait une trentaine d'employés de toutes nationalités : Allemands, Français, Italiens et Suisses. Le directeur de cette société anonyme, Jules-Samuel-Auguste Laudriset, suisse, est finalement la seule personne sollicitée par les enquêteurs. Quoique sa réputation soit très bonne, il sera licencié de la savonnerie peu après la découverte des boîtes d'amorces à Bellegarde⁷¹.

⁶⁷ Rapports de M. Louis Eymery, commissaire spécial de la police de Chemins de fer de Bellegarde, à M. le Directeur de la Sûreté générale, ministère de l'Intérieur, Paris, Bellegarde, 28/1/1911 et 18/2/1911 ; CARAN, archives nationales, série F, vol. S (supplément) « Contrebande d'armes » ; c. F 7 12836, d. 3.

⁶⁸ Rapport de M. Louis Eymery, commissaire spécial de la police de Chemins de Fer de Bellegarde, à M. le Directeur de la Sûreté générale, ministère de l'Intérieur, Paris, Bellegarde, 18/2/1911, doc. cité.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ Rapport de M. Louis Eymery, commissaire spécial de la police de Chemins de Fer de Bellegarde, à M. le Directeur de la Sûreté générale, ministère de l'Intérieur, Paris, Bellegarde, 22/2/1911 ; CARAN, archives nationales, série F, vol. S (supplément) « Contrebande d'armes », c. F 7 12836, d. 3.

Ces capsules savonnées ne sont pas parvenues jusqu'au Maroc mais d'autres envois d'armes se font sous le couvert de la dénomination « savon » et réussissent à atteindre l'intérieur du pays. A la mi-décembre 1911, le contrôleur en chef de surveillance de la Société internationale de régie co-intéressée des tabacs au Maroc, Carette-Bouvet, affirme qu'un vapeur côtier de la Oldenburg Portugiesische Dampfschiffs Rheder aurait débarqué au nord de Marrākesh, à la « Puenta Tres Santos », jonction de deux lagunes et embranchement de différentes routes vers l'intérieur du Maroc, 10 000 fusils allemands modèles 1888 et 1898 et 2 millions de cartouches à balles⁷². Les destinataires de ces armes, déclarées comme savon et matériel de construction, seraient les Zammūr, les Ayt Yūsi, les Zā'ir et les Banī Warayyin – populations qui participent, au printemps 1912, à l'assaut de Fās pour en chasser les Français – et le sultan Mawlāy 'Abd al-Hafidh en personne. Les exportateurs de ce matériel de guerre seraient :

- Alfred-Auguste Montillet, suisse, naturalisé français depuis 1903, expéditeur, ancien représentant de la bière Phénix à Tanger, protagoniste d'autres envois d'armes dans le sultanat 'alawite, condamné le 26 mars 1910 par le tribunal consulaire de France à Tanger pour tentative d'introduction frauduleuse de munitions, et objet d'un arrêté d'expulsion de la part du ministre de France le 22 juin 1911⁷³. Sa femme aurait servi d'intermédiaire au pays maghrébin pour négocier la vente des armes aux tribus. Au moment du débarquement, il aurait été en Europe ou sur le navire transportant les fusils ;

- Fuchs, allemand, ancien directeur de la succursale tangerine de la Deutsche Orient Bank et pourvoyeur de fonds dans l'affaire ;

- Baille, français, commerçant de Marseille, déjà impliqué dans le trafic d'armes pour Bū Hmara, aurait été l'intermédiaire avec les tribus à Al 'Ara'ish ;

- Lanfer, suisse, représentant des Mannesmann à Tanger⁷⁴.

Deux convois de chameaux et mulets auraient transporté des fusils et des munitions vers l'intérieur. Le premier, guidé par Sī Ahmad *az-Zammūrī*⁷⁵,

⁷² Mais dans sa lettre n°402 du 26/12/1911 au chargé d'affaires de France à Tanger, le gérant du consulat de France à Fās, Mercier, indique que le nombre d'armes et de munitions débarquées se monte à 10 000 fusils et 3 millions de cartouches. CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 367.

⁷³ Lettre n°98, l'agent de France à Tanger à M. le Général Lyautey, résident général au Maroc, 3/8/1912 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁷⁴ Lettre n°464, le capitaine Vary, commandant le détachement régional du Gharb, à M. le Chargé d'affaires de France au Maroc à Tanger, et rapport annexé de M. Carette-Bouvet, contrôleur de la Société internationale de régie co-intéressée des tabacs au Maroc, Arbawa, 19/12/1911 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 367.

⁷⁵ Deux ans plus tard, Sī Ahmad Ez-Zammūrī est encore au centre d'un passage d'armes, faisant l'intermédiaire pour une consigne de quinze chameaux chargés de cartouches envoyés par Muha

aurait pénétré dans le Khlot atteignant les Djabala. Ici, les intéressés auraient pris les armes en les chargeant sur des petits convois de sept ou huit mulets. Par conséquent, les Français seraient dans l'impossibilité de trouver la caravane et saisir le chargement.

Le second convoi aurait été conduit par Djallūl Rmiqī, protégé espagnol, ancien pasha d'al-Kasr al-Kbīr, et aurait été arrêté à Mashra bin al-Qsiri par un nommé Būshaīb al-Nasrawi⁷⁶. Pour intercepter ce convoi, le lieutenant Besse, chef du bureau des Renseignements de Marrākesh, se rend chez le qa'id Bū Salām al-Aslūdji, dont dépend Mashra bin al-Qsiri. Il cherche des informations soit au sujet des armes soit relatives à la conduite de Būshaīb al-Nasrawi, notoirement considéré comme acquis aux Espagnols et favorisant l'introduction d'armes pour la future zone française du protectorat⁷⁷. Le qa'id dément tous ces renseignements, mais pendant sa conversation avec le lieutenant Besse, deux mokhazni du Pasha d'Al 'Ara'ish lui portent une lettre dans laquelle il apprend que Būshaīb al-Nasrawi et son fils ont obtenu la protection espagnole, ce qui veut dire qu'ils ne peuvent pas être interrogés par l'officier français.

Malgré cela, le lieutenant gagne également Mashra bin al-Qsiri, y effectue une perquisition mais ne trouve aucune arme. Commentant l'échec de l'arrestation du premier convoi, le 19 décembre 1911, le commandant Brémont écrit : « *Il est certain que si par le manque de communications rapides ce convoi parvient à passer, le succès encouragera les contrebandiers. Et d'autre part, le voisinage d'une zone espagnole est un sûr garant que la contrebande continuera* »⁷⁸.

Dix jours plus tard, le capitaine de Vary signale qu'à la mi-décembre, en concomitance avec les convois de Marrākesh, de grandes quantités d'armes avaient été débarquées aux environs de Ceuta et dirigées vers le sud chargées sur un convoi de deux cents mulets. Il ajoute : « *Le convoi serait passé grâce à la complicité des Espagnols et de Raïssouli* »⁷⁹.

U Hammū à Muha U Sa'id, le contrôleur en chef de la surveillance Carette-Bouvet au consul de France à Casablanca, 20/6/1913 ; CADN, ARGM, CD, c. 619.

⁷⁶ Lettre n°402, le gérant du consulat à Fās, Mercier, au chargé d'affaires de France à Tanger, 26/12/1911, doc. cité.

⁷⁷ Lettre n° 61, le général de division Moinier, commandant en chef des troupes débarquées au Maroc, à M. le Ministre de France à Tanger, Casablanca, 9/1/1912 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁷⁸ Lettre n°112 L, le commandant Brémont, ff. de chef de la mission militaire, à M. le Chargé d'affaires de France au Maroc à Tanger, Fās, 19/11/1911 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 367.

⁷⁹ Lettre n°492, le capitaine Vary, commandant le détachement régional du Gharb, à M. le Chargé d'affaires de la Légation de France à Tanger, 28/12/1911 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 367.

Toutes ces armes semblent disparaître dans le néant. En réalité, elles sont regroupées en des points bien précis d'où elles sont acheminées vers l'intérieur du pays et où des véritables foires ont lieu. Le 11 janvier, le capitaine de Vary affirme que Rmiqī a un dépôt dans son douar « où le commerce de la contrebande de guerre s'exerce en grand, (...) [servant aussi de] refuge [pour] tous les brigands de la région »⁸⁰ et auquel s'approvisionnent en armes les Zammūr. Le même jour, le lieutenant Thiriet, sous les ordres du capitaine de Vary, engage la poursuite d'un rassemblement d'environ 300 hommes postés aux environs du douar de Rmiqī pour assurer la couverture d'un marché d'armes en cours. L'officier français fait 114 prisonniers, saisit 32 chevaux, 5 ânes, 24 fusils tous modèles confondus et 3 tentes : « *Beaucoup d'armes et des plus modernes échappèrent aux recherches, leurs propriétaires les ayant cachées ou fait emporter par des cavaliers qui purent fuir. Les indigènes formant le rassemblement appartenaient non seulement aux douars voisins, mais aussi à d'autres éloignés plus de 30 kilomètres* »⁸¹.

Toujours en janvier, une rumeur rapportée par l'un des indicateurs de Carette-Bouvet fait état d'un proche débarquement de 6 000 fusils qui devraient ensuite être enterrés dans la forêt de la Mamora où ils seraient récupérés par le Shaykh Haddū des Zammūr⁸². Seraient impliqués également dans l'affaire le sieur Montillet et un nommé Feries avec sa femme. Les trois Européens formeraient une association à laquelle participeraient également deux Marocains, un nommé Bū Ghālib et un certain *qa'id* Ya'qubi, ainsi que deux sujets espagnols⁸³.

Quelques mois plus tard, Montillet se trouve mêlé à un autre cas d'introduction de matériel de guerre à Mazagan. Le 12 mai, la douane du port saisit dix-sept sachets contenant 85 000 capsules pour le réamorçage de fusils de chasse, qui viennent d'être débarqués du vapeur *Circassie*, de la Compagnie Paquet. Les sachets avaient été confiés à un Marocain, M'hamad bin Sharqi, par un Suisse Louis Maréchal qui les envoyait à Montillet résidant en cette période à Mazagan. Le Marocain affirme qu'il s'était rendu à bord du navire sur indication d'un certain Aaron Trampa, envoyé vraisemblablement par Montillet. D'après M'hamad bin Sharqi, Maréchal avait sorti les paquets de caisses placées sous sa couchette à bord. A la suite de ces déclarations, le contrôleur

⁸⁰ Lettre n°40, le capitaine Vary, commandant le détachement régional du Gharb, à M. le Chargé d'affaires de la Légation de France à Tanger, 11/1/1912 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁸¹ Lettre n°26, le capitaine Vary, commandant le détachement régional du Gharb, à M. le Chef de la mission militaire Française à Fās, 12/1/1912 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁸² Lettre n°59, le contrôleur-chef de la surveillance de la Société internationale de régie co-intéressée des tabacs au Maroc, à M. le Ministre de France à Tanger, Tanger 15/1/1912 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁸³ Note anonyme, vraisemblablement de l'Agence de France à Tanger, 11/1/1912 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

des Douanes se rend à bord du *Circassie*, assisté par le consul de France dans la ville d'Huytéza. Les deux hommes découvrent, dans la cabine de Louis Maréchal, deux caisses pleines et neuf sacs contenant en tout 195 000 capsules. Celles-ci, qui portent comme étiquette « *Amorces guerre 4 pailles étamées vernies* », sont immédiatement saisies au profit de la douane. Maréchal reconnaît en avoir envoyé à Montillet, lequel, un mois auparavant, lui avait écrit que les capsules se vendaient aisément au Maroc et l'avait engagé à effectuer un voyage avec une petite cargaison. Les paquets d'amorces auraient dû lui être payés par Montillet à raison de 40 F le paquet. Maréchal affirme avoir acheté les capsules à Paris, chez un fabricant de munitions⁸⁴. D'Huytéza et le contrôleur des douanes se rendent alors à son domicile pour effectuer une perquisition, mais ils en sont empêchés : Montillet revendique la nationalité suisse, qui lui aurait été reconnue par gouvernement fédéral de Berne, et se prétend correspondant de la Légation des États-Unis⁸⁵. Mais le 10 août, le consul de France à Casablanca, d'où dépend la circonscription de Mazagan pour les affaires judiciaires, signe une ordonnance prévoyant un mandat de comparution du suspect dont les autorités françaises décident ne pas prendre en compte les éventuelles protestations, à moins qu'il ne fournisse des preuves de sa nationalité helvétique⁸⁶. On ne sait pas depuis quand Montillet habite Mazagan, mais il n'aura pas été long à comprendre que dans la ville, et vraisemblablement dans ses environs, la demande de munitions de guerre est très forte, et d'y voir une activité lucrative à développer.

Effectivement, entre la fin du printemps et l'automne 1912, la région qui s'étend d'une part au sud de Mazagan, comprenant Asfi, Mogador, jusqu'à Agādīr, Ifni et Tarfaya, sur la côte atlantique, et d'autre part sur l'axe Marrākesh-Tārūdānt-Tiznit, à l'intérieur, est le siège de l'action d'Ahmad al-Hayba, fils de Mā' al-'Aynayn, bien décidé à combattre le protectorat français.

Le mouvement hibiste⁸⁷ se développe au moment du changement de souverain à Fās, période d'instabilité qui donne aux résistants venus du Sahara de remarquables chances de succès, d'autant qu'ils ont pour but déclaré de rétablir la légitimité, l'autorité et le prestige du trône marocain indépendant, bafoué par la signature du Traité de protectorat⁸⁸.

⁸⁴ Procès-verbal de constat et de perquisitions du Vice-consul de France à Mazagan, 12/5/1912 ; CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

⁸⁵ Procès-verbal du vice-consul de France à Mazagan, 12/5/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁸⁶ Lettre du consul gérant le consulat de France à Casablanca à M. le Général Lyautey, résident général de France au Maroc à Casablanca, 31/8/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁸⁷ Hibiste : de Ahmad al-Hayba, appelé dans la plupart des documents coloniaux El Hiba.

⁸⁸ Charles-André Julien, *Le Maroc face aux impérialismes 1415-1956*, Paris, Éditions J.A., 1978, p. 88-89, affirme à ce propos que Mawlāy 'Abd al-Hafīdh avait maintenu ses contacts avec

Les opérations militaires d'al-Hayba sont assez rapides. Sans entrer dans leur détail, retenons le schéma qu'en donne Daniel Rivet, qui distingue trois phases :

- de mai au début de juillet 1912 : les troupes du fils de Mā' al-'Aynayn envahissent le Sūs et le versant méridional du Haut Atlas, où al-Hayba donne naissance à un Makhzan embryonnaire, avec la nomination de fonctionnaires, pour la plupart berbères originaires du Sūs ;

- de la mi-juillet à la mi-août : il remonte vers Marrākesh, sans trop d'affrontements armés et le 15 août il est proclamé sultan ;

- du 15 août au 5 septembre : le mouvement hibiste atteint son apogée, et le Maroc, dans sa grande partie, semble lui faire allégeance, prêt à s'engager à ses côtés⁸⁹.

Les Français réagissent assez promptement à la situation dont le contrôle leur échappe au risque d'anéantir les efforts de deux décennies de stratégies. Lyautey envoie le colonel Mangin qui, avec seulement 4 000 hommes, à raison d'une *mahalla* de 12 000 individus, fantassins et cavaliers dont la force est annihilée par les premiers coups de l'artillerie et les tirs de huit mitrailleuses à Sīdī Bū 'Uthmān, le 6 septembre 1912⁹⁰.

Al-Hayba s'enfuit et se retire vers le Sud, où, pendant les mois qui suivent, les forces françaises continuent à le harceler, décidées à obtenir la complète dissolution du mouvement hibiste⁹¹. Toutefois, comme on le verra dans les chapitres suivants, le fils de Mā' al-'Aynayn, soutenu par les Allemands, reprend son action pendant la Première Guerre mondiale. Si la défaite de Sīdī Bū 'Uthmān a été due à l'armement lourd dont les Français disposaient – Rivet parle d'un mort parmi ceux-ci et de 2 000 parmi les hibistes ! –, il n'empêche que, soit avant cet exploit soit pendant les semaines de l'avancée vers Marrākesh, soit après la défaite, les troupes hibistes cherchent à obtenir davantage d'armes et de munitions. Une partie de celles qu'ils possèdent déjà provient des stocks accumulés pendant la décennie précédente, au moment de l'action de Mā' al-'Aynayn en Mauritanie et dans le Sahara occidental. Mais il s'agit là d'armes usées et anciennes, pour la plupart des fusils Martini-Henry fournis à l'époque par le Makhzan. Ils disposent également d'une petite quantité

Ahmad al-Hayba et l'avait prévenu de la date de son abdication afin que celui-ci pouvait occuper Marrākesh avant la désignation d'un nouveau sultan.

⁸⁹ Daniel Rivet, *Lyautey et l'institution du Protectorat français au Maroc 1912-1925*, Paris, L'Harmattan, 1996, 3 volumes, 1^{er} vol., p. 136-137. Rivet analyse dans les pages successives les composantes du mouvement hibiste, les raisons qui en déterminent le succès et, ensuite, la chute. D'autres détails sur la résistance d'Ahmad al-Hayba pendant cette période se trouvent dans Tomás García Figueras, *op. cit.*, p. 208-210.

⁹⁰ Daniel Rivet, *op. cit.*, p. 143.

⁹¹ Tomás García Figueras, *op. cit.*, p. 210-213.

de fusils plus modernes, Mauser débarqués sur la côte atlantique, ou Lebel provenant des razzias effectuées dans les unités méharistes françaises de Mauritanie, mais ils manquent de munitions. Il est donc fort possible que, parmi les acheteurs potentiels des capsules de guerre que Montillet fait emporter d'Europe à Louis Maréchal, se trouvent des hommes d'al-Hayba. Les livraisons de matériel de guerre à leur intention ne pouvaient évidemment avoir lieu que sur la côte, à distance des ports ouverts.

En juin, le consul de France à Asfi affirme qu'un débarquement d'armes et de munitions doit avoir lieu à Souira Qādimāh, à l'embouchure du Wādī Tensift, dans le Shiadma. Le gouverneur de la région, destinataire des armes, en aurait expédié une certaine quantité au *qa'id* al-M'Tūggī⁹². Il s'agirait du deuxième débarquement de matériel de guerre enregistré à cet endroit durant les deux derniers mois. Les armes seraient entreposées dans un ancien dépôt d'une propriété personnelle du gouverneur, apparemment acquis à la cause hibiste⁹³. Lyautey, très préoccupé de la question, écrit : « *J'appelle toute votre attention sur l'intérêt qu'il y a actuellement à redoubler de vigilance dans la surveillance des faits de contrebande. Vous ne devez pas hésiter à pratiquer les perquisitions nécessaires sans vous laisser arrêter par l'exception de protections que vous ne pourriez sérieusement contrôler. Vous userez avec la plus grande latitude quand il s'agira d'individus suspects de contrebande du droit d'expulsion (...)* »⁹⁴.

Le soutien dont jouit al-Hayba va bien au-delà des confins des régions méridionales où devrait s'exercer le protectorat. Au début du mois d'août, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française écrit que dans toute la région comprise entre Guelimīm, Tiznit et Marrākesh, le marché des cartouches est très actif, les munitions se vendant couramment à 0,30 F l'une maximum. Le lieu d'entrée de ces cartouches se trouverait dans la Sāgya al-Hamrā⁹⁵. Deux jours plus tard, Henri Martin, ministre de France à Tanger, relate que le comité panislamique de la ville⁹⁶ a organisé un envoi d'armes pour le fils de Mā' al-

⁹² Lettre du consul chargé du vice-consulat de France à Asfi, à M. le Général Lyautey, résident général de France au Maroc à Fās, 21/6/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁹³ Lettre n°55, le consul de France à Asfi à M. le Résident général de France au Maroc à Rabāt, 29/8/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁹⁴ Lettre n°23, le général de division Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, à M. le Consul de France à Asfi, Rabāt, 9/8/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

⁹⁵ Lettre n°1194, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française au ministre des Colonies, Dakar, 6/8/1912 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes, XII (juin 1912-février 1913) », vol. 176.

⁹⁶ Daniel Rivet, *op. cit.*, 1^{er} vol., p. 137, parle d'un petit cercle panislamique, réuni autour du journal *al-H'aqq*. Deux de ses membres, Rifāt et Mohammad Zakkī Mustafā, seraient les responsables de l'envoi de subsides d'origine égyptienne et d'instructeurs ottomans à Marrākesh.

‘Aynayn qui devrait partir sous peu pour les Canaries⁹⁷. La rumeur concernant un tel envoi se précise dans les mois suivants. Un officier ottoman, Aarif Tahār, aurait entreposé dans un local, à Gibraltar ou sur la côte andalouse, un chargement de 6 000 fusils, achetés pour le compte des milieux panislamiques turcs et tangerins à Anvers⁹⁸. Les armes, destinées à al-Hayba, seraient passées au Maroc le 7 novembre avec trois autres officiers ottomans, compagnons d’Aarif Tahār, qui auraient gagné le campement d’al-Hayba⁹⁹. Les munitions ne sont pas seulement importées sur le territoire marocain. Certaines de leurs composantes sont également l’œuvre d’artisans locaux : *« Les indigènes fabriquent eux-mêmes leur poudre avec les éléments qu’ils ont en leur possession, ou trouvent facilement à en acheter dans des fabriques clandestines : ils fondent leurs balles : ils ont des appareils nécessaires pour recharger les étuis de cartouches qu’ils conservent soigneusement. Il ne leur manque en somme que des capsules »*¹⁰⁰.

Ainsi, en février 1913, un informateur communique à Carette-Bouvet qu’il y aurait trois fabriques clandestines de poudre aux douars de Simichié, Awlād Hasan et Awlād Bahilil, chez les Rahamna, entre Mazagan et Marrākesh. Le contrôleur envoie le préposé à cheval de la brigade de Settāt, Ahmad bin al-Hadj, au marché de *Souk Es-Sept*, des Banī Gurir, où celui-ci achète à un nommé Abbās bin al-Hamri trois livres de poudre et deux de salpêtre, dissimulés sous du sel. Abbās bin al-Hamri serait du douar de Shaykh Bu-l-Qa’id, proche de Simichié. Il fabriquerait la poudre chez lui, où il en garderait également cinquante livres à côté de cent livres de salpêtre, achetées à un agent du Makhzan à Marrākesh. D’après Ahmad bin al-Hadj, de fortes transactions de poudre auraient lieu à l’intérieur des Rahamna alors que les armes seraient vendues plutôt dans le Tādīlā.

Le lendemain, ayant eu connaissance d’un marché à Sūq al-Arba’a des Syhems, Carette-Bouvet y arrive à l’improviste et prend en flagrant délit de vente de poudre le nommé al-‘Arbi bin Ahmad, des Awlād Sid Bahilil. Il saisit deux kilos de poudre, vendue à 2 P.H. la livre, arrête l’homme et le conduit au *qa’id Raja’*, des Rhamnā. Interrogé, al-‘Arbi bin Ahmad affirme que le salpêtre est vendu par un nommé Bin Shibanī al-Marrākshī, employé au Dār al-Barūd du Makhzan à Marrākesh et ayant son magasin près de la Jma’a al-Fna. La place

⁹⁷ Lettre n°114, le consul de France à Tanger au résident général à Rabāt, 8/8/1912 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁹⁸ Lettre n°27, le consul général, chargé du consul de France à Gibraltar, à M. Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à Paris, 6/11/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁹⁹ Lettre n°44, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, au général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, Paris, 20/11/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁰⁰ Lettre du capitaine de vaisseau De Marliave, commandant la division navale du Maroc, à M. le Ministre de la Marine à Paris, à bord du *Du Chayla*, Asfi, 5/6/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

principale de Marrākesh serait lieu privilégié de toutes les transactions concernant à la fois le salpêtre et la poudre sans fumée. En outre, dans la ville, les Attar seraient spécialisés dans la vente du soufre. Parmi les commerçants, les nommés Salāh al-Hasani, Fatmi al-Hasani et al-Ayyāshī bin Mohammad seraient en relation constante avec le *qa'id* Raja' dont, par conséquent, Carette-Bouvet se méfie. D'ailleurs, d'après le contrôleur, « *tous les indigènes sont parfaitement au courant de ces transactions* »¹⁰¹.

Il est ainsi probable qu'après le combat de Sīdī Bū 'Uthmān, les agents d'al-Hayba s'aventurent jusqu'à Marrākesh pour acheter de la poudre ou des munitions¹⁰².

En juillet 1913, suivant les rumeurs qui font des Canaries une sorte d'entrepôt de la contrebande de tout type pour les hommes d'al-Hayba – comme l'archipel l'avait été, d'après les mêmes sources, pour Mā' al-'Aynayn cinq ans auparavant –, le Contrôle de la dette envoie à La Luz, port franc de l'île de Gran Canaria, un agent secret, W. R., chargé de « *se documenter sur les agissements de la contrebande de guerre, et d'essayer d'établir à La Luz un service secret de renseignement* »¹⁰³. W. R. affirme que la douane espagnole de La Luz ne s'occupe que de l'importation de quelques denrées tarifées, les colis transitant étant déposés sans autre contrôle que celui des transitaires. Les relations entre La Luz et la côte africaine seraient très actives, effectuées en particulier par des schooners à moteur à pétrole et à simple ou à double hélice. Ces embarcations se consacraient spécialement à la pêche, mais souvent elles se dirigeraient sur l'est, transportant des marchandises non précisées sur la côte africaine¹⁰⁴.

Quelques-uns des équipages de ces bateaux seraient composés de gens originaires du Cap Juby et d'Ifni. D'ailleurs, une petite colonie de Sūsī aurait été découverte dans un hôtel de troisième catégorie : il est possible qu'il s'agisse d'hommes d'al-Hayba en quête d'armes et de munitions. W. R. ne peut pas le confirmer, mais cette hypothèse lui apparaît plus plausible lorsqu'il découvre qu'à Las Palmas serait établi un certain Hawkyard Hinde, sujet anglais expulsé de Mazagan et de Mogador par les autorités consulaires britanniques pour s'être livré au commerce des armes et de munitions.

¹⁰¹ Lettre n°32 B, le contrôleur-chef de la Société internationale de régie co-intéressée des tabacs au Maroc au résident général de France à Rabāt, Settat, 20/2/1913, + annexes n°36 B, Casablanca, 6/3/1913, et n°31 B, Settat, 3/3/1913 ; CADN, ARGM-CD, c. 619.

¹⁰² Tomás Garcia Figueras, *op. cit.*, p. 211, soutient qu'en octobre 1913 al-Hayba avait envoyé des émissaires officieux auprès du représentant du Makhzan pour connaître les éventuelles conditions de paix.

¹⁰³ Rapport du capitaine chef de service du 19/7/1913, envoyé sous le n° 476 du 2/8/1913, au ministre des Affaires étrangères, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (mars-septembre 1913), vol. 177.

¹⁰⁴ *Ibidem*.

Hinde, qui aurait séjourné à Tarfaya avant de se rendre à Las Palmas, ne serait pas le seul Européen suspect dans l'archipel : « *On a (...) appris qu'un sujet allemand, originaire de Hambourg, nommé Dakke (...) se dit commerçant de poissons salés. Mais en l'état actuel des procédés de pêche, il paraît douteux que ce commerce soit réel. Le poisson pêché par les insulaires est absorbé par la consommation locale ; il est à supposer que le sujet allemand en question fait un commerce tout autre avec les nombreux bâtiments allemands qui touchent à La Luz* »¹⁰⁵. De plus, un Français se serait rendu depuis peu de temps à La Luz à la recherche d'un nommé Mohammad Sabbāh « *qui se prétendait proche parent du sultan de l'Adrar chargé par lui d'acheter des armes aux Canaries* »¹⁰⁶.

Au retour des Canaries, l'officier du Contrôle de la dette qui maintient le contact avec l'agent secret passe par Tarfaya et constate que le fort de Cap Juby et deux grands bâtiments, anciens locaux de la North West African Company, sont occupés par des Européens. Sur le fort est arboré le pavillon espagnol – mais Tarfaya ne sera occupé officiellement qu'en 1916 -, et le militaire se demande de quel type de commerce peuvent vivre ses habitants, alors que les alentours du fort semblent inhabités et « *d'une extrême sévérité* »¹⁰⁷.

Quelques semaines plus tard, les îles Canaries sont de nouveau au centre de la correspondance diplomatique française. Les soupçons sur les commerçants européens établis dans l'archipel, et fournissant des armes et des munitions aux hommes d'al-Hayba, sont réitérés par le consul de France à Las Palmas et par le commissaire du gouvernement en Mauritanie. En particulier, pendant le mois de mars, un sujet allemand – Dakke ? – aurait vendu 1 500 carabines Mauser, lesquelles, chargées sur un voilier espagnol, auraient été débarquées à Tarfaya¹⁰⁸. Au printemps, d'autres Européens se seraient mis en contact avec Mohammad al-Aǧdaf, frère d'al-Hayba, lui délivrant sept Mauser à cinq coups¹⁰⁹. Al-Aǧdaf aurait également reçu, fin janvier, trois carabines Winchester à tir rapide, cadeau d'un commerçant espagnol qui cherchait à entrer en relation avec lui. Cet Espagnol lui aurait demandé de nommer un *qadi* pour juger les différends et de désigner deux notables pour percevoir, au nom d'al-Hayba, les droits à l'entrée et à la sortie de Tarfaya : « *Il est (...) probable que ce commerçant est le destinataire des armes [les 1 500 Mauser débarqués à Tarfaya] dont l'expédition par goélette vous a été signalée par notre consul à*

¹⁰⁵ *Ibidem.*

¹⁰⁶ *Ibidem.*

¹⁰⁷ *Ibidem.*

¹⁰⁸ Lettre du consul de France à Las Palmas à M. Ponty, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, 31/3/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

¹⁰⁹ Tél. n°741, le colonel Mouret au gouvernement général de l'Afrique occidentale française, Nouméa, 20/4/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

Las Palmas. S'il en était ainsi, il existerait dès à présent sur la côte espagnole un débouché permanent par où passeront des armes et des munitions que nous trouverons ensuite devant nous »¹¹⁰.

La véracité de ces informations n'est plus mise en doute. Le ministre des Affaires étrangères, qui envoie un résumé de ces épisodes à son ambassadeur en Espagne, afin que celui-ci réclame au ministre d'État une plus grande surveillance des côtes des possessions africaines, écrit : « *Ces renseignements fournis par des indigènes dignes de foi, sont, malgré leurs provenances diverses, tellement concordants dans l'ensemble, qu'il paraît difficile de ne pas admettre l'authenticité des faits* »¹¹¹.

On peut retrouver là un *leitmotiv* français destiné à être crié de plus en plus fort, jusqu'à devenir une certitude pendant la Grande Guerre : les Espagnols, n'occupant que virtuellement les territoires que les traités leur ont assignés, créent un déséquilibre régional quand la France s'évertue au contraire à conquérir et occuper les territoires qui lui reviennent. Dans les zones espagnoles, non seulement il ne s'exerce aucune autorité mais les soldats et les officiers des garnisons s'adonnent à toutes sortes de commerce, licite et illicite, avec les tribus « dissidentes » qui attaquent les postes et les colonnes françaises. Ce refrain, que nous aurons l'occasion d'analyser plus attentivement dans les pages qui suivent, reflète à l'évidence les situations respectives de chacune des puissances coloniales.

Les populations du Sud marocain, les populations sahariennes et celles du nord de la Mauritanie, désormais armées de fusils à tir rapide, sont très actives au cours de l'année 1913. Le 10 janvier, un contingent de Rgaybāt attaque le campement français de Liboirat, en Mauritanie, pour s'approvisionner en armes et munitions, dans l'objectif de monter une expédition contre les Français installés à Atar et Shangītī. L'expédition aurait été préconisée par Mohammad al-Aḡḡadaf¹¹². L'attaque est un succès pour les Rgaybāt, qui ne perdent que 14 hommes contre les 67 pour l'ennemi, dont quatre officiers français. Ils

¹¹⁰ Lettre n°344 C, le lieutenant-colonel Mouret, commissaire du gouvernement général et commissaire militaire en Mauritanie, à M. le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, Saint-Louis, 5/6/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

¹¹¹ Lettre n°462, le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Madrid, Paris, 21/8/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII, (mars-septembre 1913), vol. 177.

¹¹² Lettre n°672, le lieutenant-colonel Mouret, commissaire du gouvernement général et commandant militaire en Mauritanie, à M. le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française à Dakar, Atar, 1/4/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

enlèvent 488 chameaux, 15 000 cartouches en sus de celles récupérées sur les morts, et plus de 50 fusils à tir rapide¹¹³.

A la suite de cette attaque, le lieutenant-colonel Mouret organise une colonne de 380 hommes qui cherche à poursuivre les Rgaybāt vers le nord et entre à Smara, dans le Sahara occidental. Le 10 mars, la colonne est attaquée au Wādī Taglyāt, mais cette fois les Français ne se laissent pas surprendre. D'après Mouret, les assaillants emploient non moins de 40 000 cartouches, et parmi les cadavres des combattants sahariens, les Français trouvent des corps porteurs de 200 cartouches, provenant probablement de la prise faite à Liboirat¹¹⁴.

En septembre, une nouvelle attaque dont est victime la section méhariste de Shangītī révèle que les résistants saharo-mauritaniens sont largement munis d'armes modernes à tir rapide. Les pertes, pour les Français, s'élèvent à 25 hommes, mais un mois plus tard le regroupement qui avait conduit l'assaut est atteint par un détachement du Haut-Sénégal et Niger qui « *le taille en pièces* ». Les troupes coloniales récupèrent quinze fusils à tir rapide et dix baïonnettes, ce qui conduit le ministre des Colonies à affirmer que « *les assaillants étaient amplement munis d'armes de contrebande* »¹¹⁵.

Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française est convaincu que cette activité des populations du Nord mauritanien est une directe émanation du mouvement hibiste. Pourtant, il ne reconnaît aucun mobile politique aux résistants, oubliant qu'al-Hayba a jadis visé le trône marocain : « *A l'inverse [des Français] (...) nos adversaires du Sous n'ont pas de programme tracé, leurs intentions sont variables et fuyantes, leur activité agressive qui s'exerce aujourd'hui contre la Mauritanie, se manifestait naguère vers Marrakech* »¹¹⁶.

L'analyse du lieutenant-colonel Mouret témoigne, en revanche, d'une vision plus large : « *Nous nous trouvons en présence d'un mouvement bien net d'hostilité résolument dirigé contre nous par El Heiba et cela depuis plusieurs mois déjà. De sorte qu'aujourd'hui, à proprement parler, le théâtre des opérations au Maroc s'est élargi et englobe, à mon avis, la Mauritanie. Les premiers auxiliaires que les Ma el Ainin devaient songer à utiliser contre nous*

¹¹³ Lettre du capitaine Gerhardt, commandant les méharistes de l'Adrār au chef de bataillon de tirailleurs sénégalais n°1 à Atar, Liboirat Ameyyim, 17/1/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

¹¹⁴ Lettre n°39 CM, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Ministre des Colonies, Dakar, 18/4/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

¹¹⁵ Lettre n°393 AE, le ministre des Colonies à M. le Ministre des Affaires Étrangères, Paris, 6/11/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

¹¹⁶ Lettre n° 41 CM, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Ministre des Colonies à Paris, Dakar, 16/4/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

en Mauritanie étaient les tribus soumises, au moins nominalement, résidant sur notre territoire : Reguiebats, Ouled Delim, Yagouts, Souads, toutes tribus ayant déjà dans le Nord des fractions dissidentes. Ils n'y manquèrent pas et, dès le mois de novembre, un émissaire nommé Mohamed Ould Ahmed, Yagout dissident, venait prêcher le départ, obtenant séance tenante certains succès parmi les Yagouts et les Souad soumis (...) »¹¹⁷.

Objectif politique ou banditisme du désert, ce qui surprend les militaires engagés en Mauritanie est l'extension du mouvement hibiste. Ce mouvement a besoin d'armes. D'après les Français, les « dissidents » ne peuvent se les procurer qu'au travers des territoires qui devraient dépendre de l'autorité coloniale espagnole. Ainsi, les rumeurs suivent les rumeurs, et les discours des hommes du protectorat marocain, des ministres parisiens, des militaires en Mauritanie et des publicistes de la mère-patrie, semblent une éternelle répétition les uns des autres : *« Les pillards qui assaillirent nos tirailleurs à une heure de marche du poste de Chinguetti étaient armés de fusils et amplement pourvus de munitions. Or, ces fusils et ces cartouches d'où les ont-ils tirés ? Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour voir que cela ne peut être que du Rio del Ouro (...). Leur coup fait, les nomades au voile bleu n'avaient point 25 lieues à parcourir pour se trouver dans la colonie espagnole qui leur offre un abri sûr et des moyens de se ravitailler (...) »*¹¹⁸.

A des telles affirmations, le gouvernement espagnol répond par des négations ou des demandes de mise au point des faits qu'on lui reproche constamment¹¹⁹. Mais si, en 1913, Paris fait contre mauvaise fortune bon cœur devant les lettres de Madrid¹²⁰, s'abstenant de poursuivre à l'intérieur du Río de

¹¹⁷ Lettre n°207 G, le lieutenant-colonel Mouret, commissaire du gouvernement général et commandant militaire en Mauritanie, à M. le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française à Dakar, Saint-Louis, 8/5/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

¹¹⁸ Extrait de l'éditorial de Georges Boussetot « Encore des pertes dans l'Adrar », *La presse coloniale*, 4/11/1913, 8^e année, n°1317, p. 1, gardé au CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4. Voir aussi la note pour M. le Sous-Directeur Duchene représentant du département à la commission d'organisation de la marine coloniale, Paris, 20/11/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4 ; et la lettre du ministre des Colonies à M. le Ministre des Affaires étrangères, Paris, 13/1/1914 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

¹¹⁹ Le ministre d'Etat à l'ambassadeur de France à Madrid, 9/9/1913 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

¹²⁰ Par exemple, dans sa lettre n°1037 du 3/12/1913, le ministre des Affaires étrangères écrit à son collègue des Colonies que le gouvernement espagnol lui a assuré avoir entrepris toutes les démarches nécessaires pour vérifier les informations fournies par les autorités françaises et, le cas échéant, pour enrayer tout trafic d'armes dans ses colonies ; CAOM, archives du ministère des Colonies, série géographique, Mauritanie V, d. 4.

Oro les combattants qui attaquent les postes mauritaniens¹²¹, le ton des échanges va se durcir au début de la guerre au cours de laquelle les reproches émises par voies diplomatiques et militaires prendront de l'ampleur.

1.2.2 - Les effets de l'action hibiste de 1912 sur l'instauration du protectorat marocain

Le mouvement hibiste constitue à la fois un choc pour le protectorat et une deuxième tentative d'insurrection dont il a militairement raison. Sérieusement menacées pour la deuxième fois après le mouvement du printemps qui avait investi Fās, les autorités coloniales considèrent que l'une des premières mesures à adopter est la répression du trafic d'armes par le biais duquel les populations se procurent les moyens pour leur résister¹²².

Entre 1912 et l'été 1914, la question n'atteint pas les niveaux d'une paranoïa sécuritaire, comme ce sera le cas après l'ouverture des hostilités en Europe, mais sa résolution est perçue comme vitale pour la survie même du protectorat. En août 1912, Lyautey ordonne au Contrôle de la dette de le débarrasser du trafic de matériel de guerre¹²³. Un mois plus tôt, l'auteur du manuscrit anonyme consacré spécialement à cette question avait, pour sa part, remarqué : « *Les moyens de (...) faire parvenir [la contrebande de guerre] en dehors de la zone d'influence française sont nombreux. Nous avons su que certains européens possèdent des propriétés aux environs de la ville [de Casablanca], qu'ils y reçoivent des chargements partis la nuit des maisons situées dans des faubourgs de la ville. Un contremaître de la maison Mannesmann frères qui répare des machines agricoles sur la route de Médiouna, ancien légionnaire, se chargerait paraît-il de faire expédier sur l'intérieur des armes et munitions renfermées dans lesdites machines et sur lesquelles aucun contrôle ne peut être exercé ces machines étant étrangères, entre les mains d'étrangers et adressées à des étrangers, l'action est donc nulle* »¹²⁴.

Dans ces lignes, comme pour les affaires dans lesquelles sont impliqués le Pasha Rmiqī, protégé espagnol, ou Montillet dont la nationalité est douteuse, il apparaît clairement que le protectorat subit les mêmes effets des avantages dont jouissent les protégés et les étrangers que le Makhzan précolonial. Ces sujets,

¹²¹ Pour s'être poussé jusqu'à Smara, Mouret subit une réprimande de la part du Quai d'Orsay, auquel parviennent les protestations du gouvernement de Madrid.

¹²² Lettre n°2067 9/11, le ministre de la Guerre à M. le Ministre des Affaires étrangères, Paris, 23/4/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹²³ Lettre n°619 BM2, le général Lyautey, résident général de France au Maroc, à M. le Ministre plénipotentiaire délégué au Contrôle de la dette à Tanger, Rabāt, 1/8/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

¹²⁴ Manuscrit anonyme, Casablanca, juillet 1912, doc. cité.

suspectés de trafic d'armes, sont à l'abri de toute poursuite de la part des autorités coloniales. Même l'article 29 de l'Acte d'Algésiras, qui permet de sanctionner les Marocains inculpés du délit de contrebande d'armes déférés aux autorités du Makhzan, exclut de la juridiction marocaine ou française les protégés et les étrangers. S'inscrivant dans le contexte plus ample de l'abolition des privilèges capitulaires, la répression du trafic d'armes trouve comme obstacle le même Acte d'Algésiras utilisé par le gouvernement français en 1906 pour dessaisir le sultan de sa souveraineté.

Pour surmonter cet obstacle, la tendance des autorités coloniales est d'assimiler le délit de « contrebande » d'armes aux délits contre la sûreté de l'armée d'occupation, comme le général d'Amade l'avait fait pendant l'occupation de la Shāwīyā, soutenant que « *les capitulations, créées pour fournir des garanties contre les abus des fonctionnaires indigènes, n'ont jamais été faites et sont inopérantes contre les lois qui régissent les armées des grandes nations* »¹²⁵.

L'article 29 de l'Acte d'Algésiras n'est pas le seul à entraver l'action du protectorat. Toutes les dispositions concernant la surveillance des côtes, le droit de visite à bord des navires et ses limites, la saisie des marchandises suspectes, etc., sont remises en question par les administrateurs coloniaux qui effaceraient volontiers l'ensemble des prescriptions qui leur lient les mains : « *Il était manifeste, à la fin de la campagne d'été 1911, que les guerriers des tribus n'avaient plus sur eux qu'un nombre très réduit de cartouches : cette situation était attestée tant par la mollesse de leur action au combat que par le dire unanime des indigènes. Il est donc certain que, depuis cette époque, les tribus marocaines ont été abondamment ravitaillées en cartouches par l'extérieur (...). Seule la division navale française convenablement renforcée serait en état de surveiller d'une façon permanente et sérieuse la totalité des côtes marocaines, y compris celles de la zone espagnole. J'ai l'honneur de vous demander si, comme conséquence de l'établissement du protectorat, il n'est pas devenu possible de transférer à la division navale les attributions actuellement imparties à la Dette en matière de répression de la contrebande de guerre* »¹²⁶.

Le Service de surveillance douanière, dont Millerand parle quand il fait référence aux attributions imparties au Contrôle de la dette, fonctionne depuis janvier 1911. Il est spécialement affecté à la côte atlantique, depuis le 35° parallèle jusqu'à Agādīr et au-delà. Le littoral à contrôler a été divisé en deux secteurs : du 35° parallèle à Mogador la surveillance est assurée par des

¹²⁵ Lettre du général d'Amade au ministre de la Guerre, Casablanca, 10/10/1908, citée par Mohammed Kenbib, *Les protégés...*, op. cit., p. 325.

¹²⁶ Lettre n°2067 9/11, le ministre de la Guerre à M. le Ministre des Affaires étrangères, Paris, 23/4/1912 ; doc. cité.

brigades mobiles de douane. L'installation des brigades mobiles progresse au fur et mesure de l'occupation française du territoire. Cela fait affirmer au ministre plénipotentiaire délégué au Contrôle de la dette, en mars 1913, que onze sur quinze des postes prévus sont actifs, deux sont en train d'être mis en état de fonctionnement et les deux derniers, dans la région de Mogador, seront mis en place « *dès que la sécurité le permettra* »¹²⁷.

Le second secteur s'étend au sud de Mogador et est exclusivement affecté à la surveillance maritime. Trois bâtiments garde-côtes, le *Faci*, le *Marrakchi* et le *Maknassi*, battant pavillon marocain, y pourvoient. Un quatrième, le *Taroudant*, est prévu pour la fin de 1913.

Le personnel du Service de surveillance douanière est mixte, mais l'important est qu'il agit en tant qu'organisme marocain, adapté en cela à maintenir la fiction du protectorat. Ainsi structuré, le Service est tenu à l'observation des règles internationales valables pour l'État sharifien et doit donc respecter l'Acte d'Algésiras. La seule façon d'outrepasser l'Acte serait, pour les autorités coloniales, la militarisation du territoire et de ses eaux territoriales par la mise en place de la loi martiale.

L'esprit de cette mesure, réclamée à haute voix par les militaires, est assez clair : par l'instauration de la loi martiale et la proclamation de l'état de siège, tout sujet suspect serait immédiatement justiciable des conseils de guerre français. De même, pour la surveillance navale, le droit de visite serait généralisé et non exclusivement réservé aux situations présentant des indices sérieux permettant de suspecter un transport de matériel de guerre, ainsi que l'établit l'article 24 de l'Acte d'Algésiras.

A ce sujet, le capitaine Simon est très direct : « *Cette question de la surveillance de la contrebande des armes est une des plus décevantes qu'il y ait et quand on lit l'Instruction marine du 6/12/1907, ce qui frappe d'abord l'esprit c'est que les bâtiments de la Division n'opèrent que comme délégués du Gouvernement Chérifien. On dirait que celui-ci est seul en cause, que c'est un service que nous lui rendons et que c'est de lui qu'il s'agit, alors qu'en somme c'est de nous, car ce ne sont pas les troupes chérifiennes qui auront à souffrir des effets de la contrebande des armes, ce sont les nôtres. C'est nous qui nous battons. Nous sommes des belligérants et au lieu de jouir du premier des droits que cet état confère – celui de visite – nous n'en avons d'autre que de demander aux bâtiments qui ils sont et, une fois leur pavillon reconnu, de les mener – à leur consul ! Et c'est le Consul d'Espagne qui est chargé de juger un bateau espagnol à lui amené par un bâtiment de guerre français. On se doute de la*

¹²⁷ Lettre n°20, le ministre plénipotentiaire délégué au Contrôle de la dette à M. le Général Lyautey, résident général de France au Maroc, Tanger, 21/3/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (mars-septembre 1913), vol. 177.

bienveillance avec laquelle le jugement est rendu – serait plutôt – car, en fait, on n’a encore jamais pris personne malgré la surveillance des bâtiments de la Division et des canonnières de la Douane. (...) Il y en aurait, de plus, long à dire, sur l’écoulement qui se fait directement dans les ports ouverts par les bâtiments faisant un service régulier avec les ports marocains, et qui, de par l’Instruction du 6/12/1907, ne doivent pas être soupçonnés ! à la barbe des ulémas [Umanā !] chérifiens qui ne peuvent ouvrir tous les colis et ne se doutaient pas, avant d’en avoir vu une s’éventrer sous leurs yeux ébahis, que certaines barriques d’huile contenaient des fusils – rien de tel en effet que l’huile pour conserver les armes en cours de transport »¹²⁸.

Il apparaît dans ce texte que, pour Simon, le protectorat n’est qu’un mot : ce qu’il réclame en réalité n’est autre que l’adoption de mesures ayant, pour logique conséquence, l’administration coloniale directe. Il entre également en contradiction avec son ministre qui, le 20 mai 1912, avait écrit qu’au Maroc, les Français n’étaient pas dans un état de guerre déclaré contre une autre puissance. Par conséquent, la contrebande d’armes n’était pas assimilable à la contrebande de guerre mais plutôt réprimée par le Contrôle de la dette en tant que fraude commerciale. Il dérivait de ce principe l’illégitimité, pour les navires exerçant la surveillance des côtes marocaines, de disposer des droits de belligérants et particulièrement des droits de visite conférés par l’état de guerre¹²⁹.

Le véritable enjeu de l’application d’une législation de guerre est en effet résumé par les deux positions de Simon et du ministre de la Marine. En réalité, il n’est pas dit que le ministre ait raison sur l’état de belligérance au Maroc. Les troupes engagées dans le pays maghrébin, que les différents protagonistes le reconnaissent ou non, mènent bel et bien une guerre comme le montre le fait que certains d’entre eux réclament des mesures adaptées à la situation sur le terrain sans penser nécessairement au volet politique que leur application mettrait en jeu.

La base du débat sur la question, qui s’échelonne entre 1912 et 1914 à coups d’avis de jurisconsultes des ministères et d’objections diverses, est le principe déjà énoncé par le général d’Amade en 1907 et soutenu par quelques militaires après la signature du traité de Fās.

¹²⁸ Lettre n°52, le capitaine de vaisseau Simon, chef de division, à M. le Ministre de la Marine, en mer, de Mogador à Gibraltar à bord du *Du Chayla*, 9/9/1912 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », IX (juin 1912-février 1913), vol. 176.

¹²⁹ Lettre du ministre de la Marine au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 20/5/1912 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », VIII, (mars 1910-mai 1912), vol. 176. Le 7 août, le ministre des Affaires étrangères, sous sa note n°541, répond qu’effectivement il ne « paraît (...) possible en raison de nos relations avec le gouvernement marocain de nous attribuer le droit de belligérants » ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes, IX » (juin 1912-février 1913), vol. 176.

A la fin d'avril 1912, répondant à une question soulevée par Millerand, le ministre des Affaires étrangères affirme qu'il est possible d'étendre à tout le territoire marocain le Code de justice militaire déjà appliqué dans les régions de la Shāwīyā et d'Ūjda occupées depuis 1907¹³⁰. Suivant cette indication, en août, pendant l'activité du mouvement d'al-Hayba, Lyautey envisage de déclarer l'état de siège dans les ports marocains de la côte atlantique et d'arrêter, sans tenir compte d'aucun privilège, les étrangers « *commettant des actes attentatoires contre la sûreté de nos troupes* »¹³¹. L'objectif principal est clairement d'empêcher le mouvement hibiste de s'approvisionner. Le ministère de la Guerre, qui étudie la question, conclut que non seulement les étrangers coupables de délits contre l'armée peuvent être mis en état d'arrestation, mais que, suivant le principe énoncé par le Quai d'Orsay, ils peuvent être déférés directement aux conseils de guerre du Maroc. Relativement à l'état de siège dans les ports atlantiques, le ministère déclare qu'il peut être proclamé directement par Lyautey en raison du pouvoir que la jurisprudence reconnaît au général commandant en chef sur un territoire ennemi « et notamment dans les pays de protectorat en vertu du droit de la guerre »¹³². Toutefois, le ministère précise : « *L'état de siège (...) aurait (...) pour effet de rendre justiciables des conseils de guerre les étrangers qui se seraient rendus coupables de tous les crimes ou délits de droit commun. Dans ces conditions, il semble bien que les limitations apportées à la compétence de la juridiction militaire au Maroc occidental, en raison des règles que nos accords internationaux ne nous permettent pas de violer (...) ne permettent pas la constitution de l'état de siège dans cette région sans une autorisation formelle de M. le Ministre des Affaires étrangères* »¹³³.

Loin de se désister du propos, le 3 décembre, Lyautey demande un avis¹³⁴ sur la faisabilité de la proclamation d'une loi martiale instituant l'état de siège, avis qui lui est rendu sous forme de note par le délégué à la Résidence générale – probablement Saint-Aulaire – le lendemain. La note affirme que la

¹³⁰ Lettre n°557, le ministre des Affaires étrangères au ministre de la Guerre, Paris, 29/4/1912 ; SHAT, archives de la guerre, supplément de la série N (1872-1940), série 8 N ; sous-série : Direction du contrôle, service spécial du contrôle, c. 121.

¹³¹ Tél. n°439 BM, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc à M. Poincaré, président du Conseil, ministère des Affaires étrangères, Casablanca, 29/8/1912 20 h 45 ; SHAT, archives de la guerre, supplément de la série N (1872-1940), série 8 N ; sous-série : Direction du contrôle, service spécial du contrôle, c. 121.

¹³² Note de la Direction du contentieux et de la justice militaire pour l'état-major de l'armée, section d'Afrique, Paris, 6/9/1912 ; SHAT, archives de la guerre, supplément de la série N (1872-1940), série 8 N ; sous-série : Direction du contrôle, service spécial du contrôle, c. 121.

¹³³ *Ibidem*.

¹³⁴ Lettre n°2444 BM, le général de division Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, à M. le Délégué à la Résidence générale à Rabât, Casablanca, 3/12/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

contrebande d'armes peut être traitée comme un délit contre la sûreté de l'armée, permettant ainsi « *aux autorités militaires, commandants d'armes, chefs de région, de poste ou de détachement de perquisitionner eux-mêmes, ou par leurs sous-ordres en cas de présomption grave jusque chez les étrangers et protégés étrangers, et de les arrêter ensuite pour traduction en conseil de guerre* »¹³⁵.

Elle propose également la constitution d'un corps militaire spécial employé uniquement pour la répression du trafic d'armes, dépendant directement du général commandant les troupes au Maroc – Lyautey – qui s'en occuperait au titre de la sûreté de l'armée : « *Ce service purement militaire comprendrait : d'une part des brigades de surveillance côtière composées de gendarmes ou de douaniers militarisés installés dans les points signalés comme points de contrebande, Fédala, Bou-Znika, Medjda-Bou Selkiam, Cap-Blanc ; Cap Cantin, Oulalidia, Bessouda, Soueïra Khedima – et également une ou plusieurs fortes brigades pourraient être affectées à Arbaoua, sous la direction du commandant du Cercle pour faire la surveillance de l'infiltration de contrebande entre Larache, El-Ksar et Ouezzan – d'autre part un service de sûreté, agents de la sûreté ou des douanes de la métropole ou d'Algérie, détachés à Casablanca, Rabat, Saffi, etc., surveillant secrètement dans les ports les Européens ou indigènes s'occupant de contrebande et transmettant des renseignements à l'autorité militaire. De la sorte les brigades de surveillance militaire, les commandants d'armes, chefs de poste ou détachement recevraient le droit de perquisition et d'arrestation en cas de délit de contrebande d'armes au titre de la sûreté de l'armée. De plus les brigades de surveillances douanières de la Dette, les agents de surveillance du Monopole des tabacs, les commissaires de police, etc. pourraient être réquisitionnés par les autorités militaires dans ce but. Enfin, cela sera à compléter par l'installation d'agents de sûreté spécialisés dans les ports d'où part la contrebande : Anvers, Cadix, Gibraltar, les Canaries. On pourrait les rattacher pour la forme aux consulats comme commis auxiliaires. Cette organisation nouvelle fonctionnera en certains cas parallèlement à celle de la Dette : sur la côte entre Larache et Saffi, etc. il y aurait à côté des brigades de surveillance de la Dette, réquisitionnables du reste par les autorités militaires, les brigades militaires spécialement chargées de la contrebande des armes : évidemment, là, risque de heurt entre la Dette et autorités militaires ; il faudrait une entente. De même dans les confins espagnols. Cette organisation sera chère. Mais il y aurait là l'avantage d'un corps spécialisé, uniquement attentif à ce délit de la contrebande d'armes, bien outillé, et ayant pour lui le concours constant des*

¹³⁵ Note du délégué à la Résidence générale de France au Maroc à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, Rabât, 4/12/1912 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

*chefs militaires, auxquels il faudrait du reste donner des instructions spéciales. Les gros avantages seraient surtout de faire du délit de contrebande d'armes un délit purement militaire, poursuivi et jugé par les militaires. Système de primes et fonds pour indicateurs. Le tout sur le budget de la guerre. Campagne de presse sans doute utile pour faire entrer dans esprit l'idée que l'introduction d'armes est un délit intéressant la sûreté de l'armée, donc justiciable du conseil de guerre (...) »*¹³⁶.

C'est à Guiot, plénipotentiaire délégué au Contrôle de la dette, de formuler ses objections au projet susvisé, soutenant qu'en cas d'approbation, le Service de surveillance douanière serait jeté « *dans le trouble* »¹³⁷, et que la proclamation de la loi martiale rencontrerait difficilement la faveur des puissances, dont les représentants à Tanger montraient déjà « *un état d'esprit général peu conciliant* »¹³⁸.

Le 31 janvier, Lyautey remet la proposition au Quai d'Orsay¹³⁹, affirmant qu'il cherchera à apporter au projet originel des changements allant dans le sens des souhaits du Contrôle de la dette. Il attend l'avis du juriconsulte du département, mais avant que celui-ci soit émis, le ministre de la Guerre soulève ses réserves au sujet du budget, soulignant que celui-ci ne pourra trouver place dans les fonds métropolitains normaux du ministère. Les ressources nécessaires à l'application du plan de la Résidence générale devraient être trouvées dans des crédits spéciaux destinés au Maroc, dont, toutefois, les moyens semblent à ce moment inexistant¹⁴⁰. En effet, bien que Lyautey prévoie la création d'un « Budget militaire du Maroc », aucun postulat de cette recette ne figure encore, en avril 1913, dans les crédits que l'administration de la Guerre devrait y destiner. D'autre part, comme le souligne Guiot, non seulement un problème financier se pose pour les opérations militaires visant à la répression du trafic d'armes, mais même les crédits de 1913, spécialement destinés à la Surveillance douanière, sont effacés du budget du ministère des Affaires étrangères qui les

¹³⁶ *Ibidem*. La note est accompagnée d'un télégramme - le n°519 - qui précise : « *La base de ce projet est la militarisation de ce service [de surveillance] ce qui aurait l'avantage de rendre plus efficace et d'en imputer les dépenses sur le budget de la guerre. Je signalerai seulement que le droit de perquisition qui figure au dit projet ne saurait sans doute [être] exercé à l'égard des étrangers sans une entente internationale. En (illisible) arrivé de la note, l'essentiel serait obtenir adhésion de la Guerre au principe de ce projet* » CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

¹³⁷ Lettre n°49, le ministre plénipotentiaire délégué au Contrôle de la dette au ministre des Affaires étrangères, Tanger, 25/1/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », IX (juin 1912-février 1913), vol. 176.

¹³⁸ *Ibidem*.

¹³⁹ Lettre n°71 G, le général de division Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, à M. le Ministre des Affaires étrangères, Paris, 31/1/1913 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

¹⁴⁰ Lettre n°1130 9/11, M. Eugène Etienne, ministre de la Guerre, à M. Jonnart, ministre des Affaires étrangères, Paris, 10/3/1913 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

avait prévus jusqu'à l'année précédente¹⁴¹. Ce contexte général de pénurie financière constitue, finalement, un élément prioritaire dont l'impact sur les moyens – qui requièrent l'application de la législation militaire en usage –, est assez sous-estimé tant par Lyautey que par le rédacteur de la note de décembre 1912.

Fin mars 1913, la proposition du projet de loi martiale est soumise à l'examen de Louis Renault, jurisconsulte du ministère des Affaires étrangères, et du jurisconsulte du protectorat, le professeur de droit De Lapradelle. L'avis de celui-ci fournit à la Résidence générale des raisons de persister dans son idée d'application de la loi martiale.

De Lapradelle développe en effet son argumentation en s'appuyant sur une idée forte : le protectorat français ne peut pas tolérer une multitude de législations et de compétences judiciaires vis-à-vis d'une menace aussi sérieuse que l'introduction d'armes de guerre destinées aux populations qui le combattent. L'intervention des tribunaux étrangers et des tribunaux sharifiens devant être exclue, la répression du délit en question reviendrait seulement à la France dont l'armée doit être protégée¹⁴². Cela dit, le jurisconsulte examine les sources juridiques auxquelles l'armée française peut faire appel pour se protéger, et conclut que la proclamation de la loi martiale est certainement la mesure la plus efficace, puisqu'elle permet incontestablement le recours à la juridiction militaire dont les tribunaux seraient les seuls compétents.

Que reste-t-il des pouvoirs de répression de l'autorité chérifienne – locution dans laquelle De Lapradelle inclut le système de surveillance douanière mis en place par le Contrôle de la dette – ? Le professeur tranche net : *« C'est l'armée (...) par une loi pénale supplémentaire, émanée d'elle, (...) la seule compétente pour connaître des faits incriminés par la loi martiale. (...) Seule la police militaire est ici compétente. (...) Loin (...) que l'autorité chérifienne puisse, dans la zone d'action militaire française coopérer officiellement avec nos troupes à la recherche, à la visite, à la perquisition et aux premières constatations de la contrebande des armes, il semble au contraire, qu'elle doive se borner à des indications officieuses, à des renseignements discrets, sans jamais prendre en main l'initiative des mesures de recherche et de perquisition. Pour assurer à nos troupes, dans la répression de la contrebande des armes l'utile concours du service de la Dette, l'idée pourrait très naturellement venir d'en commissionner les agents, en leur faisant, ici, délégation des pouvoirs de l'autorité militaire française. Il faut rejeter, croyons-nous, cette idée séduisante.*

¹⁴¹ Lettre n°177, le ministre plénipotentiaire, délégué au Contrôle de la dette, à M. le Résident général de France au Maroc, Tanger, 21/4/1913 ; CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

¹⁴² Note de M. De Lapradelle sur la répression de la contrebande des armes, Paris, 28/3/1913 ; CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

Et cela pour trois raisons : 1) c'est par ses propres moyens qu'une armée d'occupation se protège ; 2) la souveraineté d'un État ne se délègue pas ; 3) la souveraineté d'un État de civilisation inférieure peut se déléguer à un État de civilisation supérieure. La réciproque est contraire à l'idée même de protectorat. (...) J'estime donc que dans le rayon d'occupation des troupes françaises, les autorités chérifiennes, et notamment les agents du service du Contrôle de la dette, service chérifien, devront rigoureusement s'abstenir de procéder officiellement à la répression de la contrebande parce que, même en vertu d'une délégation de l'autorité militaire, ces agents ne pourront jamais le faire au titre français (...) »¹⁴³.

Si l'intention de couper court au problème des compétences partagées entre ce nouveau corps militaire et les hommes du Service de surveillance douanière est claire, la question demeure ouverte. La dualité des deux corps de surveillance et de répression ne peut être surmontée que par l'absorption du service sharifien par le nouveau service militaire exclusivement français. De ce fait, ce dernier relèverait le Contrôle de la dette même dans l'ultime compétence que le projet initial lui avait fait garder : la surveillance des côtes. C'est dans ce sens, finalement, que se prononce le ministre de la Guerre au début de mai. Reprenant le problème des ressources financières, Eugène Etienne se déclare alors prêt à inscrire au budget militaire les sommes nécessaires aux premières dépenses d'organisation du nouveau service, qu'il définit comme « *Corps des douaniers du protectorat placé sous les ordres du général commandant en chef les troupes d'occupation* », sous la condition de l'intégration du Contrôle de la dette au service douanier militaire préconisé¹⁴⁴.

L'argument financier semble donc mettre un point à une question dont les termes sont essentiellement politiques, traduisant d'une manière contradictoire les différentes façons d'entendre le protectorat. Malgré son auréole historiographique d'intransigeant « protecteur » opposé aux partisans des milieux coloniaux prônant l'administration directe au Maroc, Lyautey se manifeste, en cette occasion, délibérément en contradiction avec lui-même. Son projet de proclamation de loi martiale et de création du corps des douaniers militaires attaque bien dans sa substance même, la valeur nominale de la souveraineté sharifienne à l'intérieur du protectorat, symbolisé, dans ce cas de figure, par le Contrôle de la dette, qui demeure un organisme marocain. La répression de la « contrebande d'armes » au nom de la France est virtuellement chose bien différente que la répression exercée au nom du sultan. D'ailleurs,

¹⁴³ *Ibidem*.

¹⁴⁴ Lettre n°2052 9/11, le ministre de la Guerre au ministre des Affaires étrangères, 5/5/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (mars-septembre 1913), vol. 177.

comme l'affirme le jurisconsulte De Lapradelle¹⁴⁵, la mesure proposée se rattache directement à la tradition militaire algérienne et à l'arrêté du 22 octobre 1830, par lequel le général en chef édicte, en vertu des pouvoirs que le roi lui a conférés, un arrêté interdisant, sous peine de mort, à tout habitant de la régence, de vendre des armes : mesure militaire dans un pays qui a été annexé. Ces propos en disent long sur les intentions des hommes qui envisageaient l'application de la loi martiale au Maroc. Si d'autres personnages, tel le capitaine Simon, peuvent ne pas mesurer ces conséquences quand ils proposent des mesures qui contredisent la notion de protectorat, il est difficile de penser que le résident général n'en ait pas eu la pleine conscience.

Ce climat, dans lequel l'armée se rend probablement compte qu'on est en train de discuter une mesure qui pourrait lui donner les pleins pouvoirs dans le gouvernement des territoires occupés, provoque des dérapages avant même que l'éventuelle promulgation de la loi martiale soit officiellement décrétée. Le 31 août 1913, Lebe, consul de France à Mogador, informe ses collègues d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas et d'Autriche-Hongrie qu'une surveillance spéciale des caravanes venant du Sūs sera exercée par l'autorité militaire. L'objectif annoncé de cette disposition est d'éviter que les populations « dissidentes » puissent se ravitailler aux marchés de la ville¹⁴⁶. Neuf jours plus tard, le délégué à la Résidence générale écrit au général Brulard que les militaires de Mogador appliquent dans les faits la mesure en question, bien que la notification du consul de France n'en ait pas été portée à la connaissance des autorités locales¹⁴⁷. Le consul de France en veut pour preuve les réclamations des commerçants à qui l'armée interdit tout négoce n'ayant pas obtenu son approbation préalable¹⁴⁸. Il semble donc, que bien avant d'être décidée, la mesure ait été appliquée en toute illégalité : *« C'est ainsi (...) que des chameaux étaient retenus aux portes ou dans la ville, placés dans des foundouks, sans que le pacha en ait été avisé ; ce fonctionnaire s'en est plaint à moi et j'ai dû intervenir auprès du commandant de cercle pour faire cesser ces abus, d'autant plus qu'ils donnaient occasion, d'après des informations qui me sont revenues de source*

¹⁴⁵ Note de M. De Lapradelle au sujet de la loi martiale et de la contrebande des armes, 20/7/1914, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (juillet 1914-octobre 1916), vol. 179.

¹⁴⁶ Note du consul de France à Mogador, 31/8/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (mars-septembre 1913), vol. 177.

¹⁴⁷ Lettre du délégué à la Résidence générale à Rabât au général Brulard, commandant général du Sud à Marrâkesh, 9/9/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (mars-septembre 1913), vol. 177.

¹⁴⁸ Lettre n°74, le consul de France à Mogador au délégué à la Résidence générale de France à Rabât, 9/9/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII, (mars-septembre 1913), vol. 177.

*sérieuse, à des exactions de la part des mokhaznis du Bureau des renseignements, chargés en la circonstance d'attributions qui n'étaient pas les leurs »*¹⁴⁹.

La solution envisagée par le ministre de la Guerre au problème des compétences respectives du Contrôle de la dette et du corps des douaniers militaires est loin de résoudre tous les problèmes que la mise en place du nouveau système provoque. En particulier, les cas de découvertes de contrebande d'armes par les douaniers du Contrôle de la dette, qui devraient s'astreindre à en faire respecter l'interdiction à défaut de pouvoir recourir à l'Acte d'Algésiras – et donc à une juridiction qui exclut les tribunaux militaires –, posent une question qui reste sans réponse et dont la conséquence est une inaction qui paraît inadmissible¹⁵⁰.

L'examen de la proposition de la Résidence générale, toutefois, ne s'arrête pas là. Le 12 août, Pichon annonce à Lyautey que le gouvernement l'autorise à proclamer l'état de siège au Maroc « *reconnaissant la nécessité de mettre fin au trafic d'armes et munitions qui alimente journellement la rébellion* »¹⁵¹. Le ministre invite le résident général à s'accorder avec Guiot pour tout ce qui concerne les questions en suspens relatives aux compétences du Contrôle de la dette, et à lui soumettre, au préalable, « *l'énumération précise des délits qu'elle [la loi martiale] visera ainsi que l'exposé des mesures et des peines qui y seront édictées* »¹⁵². Le même jour, le Quai d'Orsay adresse un message à tous ses agents accrédités auprès des puissances signataires de l'Acte d'Algésiras et leur communique, afin d'en donner la plus grande publicité, le projet d'application de la loi martiale dans la zone d'influence française pour les délits de contrebande d'armes¹⁵³.

A partir de ce moment, se pose le problème de l'écriture de la loi. Dès le 31 mai, Lyautey demande l'envoi au Maroc sur le budget du ministère de la

¹⁴⁹ *Ibidem*.

¹⁵⁰ Guiot soumet cette question au Quai d'Orsay par une lettre du 20/6/1913. Celle-ci provoque un nouvel avis de De Lapradelle qui réitère l'impossibilité pour le Contrôle de la dette d'investir les tribunaux militaires pour le principe de la non-délégation des pouvoirs de l'armée française à un organisme marocain, et suggère que « *aucune constatation ne saurait (...) être faite par le service de la Dette. Il se contentera de communiquer ses renseignements à l'autorité militaire mais il se gardera de procéder à la découverte de la fraude* », ce qui équivaut à provoquer un vide de compétence dont les « contrebandiers » ne pourraient que tirer leur avantage ! La lettre de Guiot est gardée au MAE, nouvelle série (NS), 1^{ère} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (mars-septembre 1913), vol. 177 ; le nouvel avis de De Lapradelle, du 24/7/1913, se trouve au CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹⁵¹ Lettre n°789, le ministre des Affaires étrangères à M. le Général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabât, Paris, 12/8/1913 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹⁵² *Ibidem*.

¹⁵³ Lettre adressée par le ministère des Affaires étrangères à tous les agents accrédités auprès des puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, Paris, 12/8/1912 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

Guerre d'un agent des Douanes spécialement affecté à la rédaction du texte. Mais le 22 septembre, Etienne écrit que cette affectation obligerait à créer un poste qui n'a pas été prévu dans le budget de 1913. De ce fait, la désignation du fonctionnaire réclamé par Lyautey doit être renvoyée, dans le meilleur des cas, au début de 1914¹⁵⁴.

La présentation du texte de la loi au ministère ne peut pas attendre aussi longtemps. Le 31 août, Lyautey, auquel n'ont pas échappé les tergiversations précédentes du ministre de la Guerre, invite le capitaine Simon à mettre au point des articles concernant le domaine de la répression en mer et la surveillance des côtes¹⁵⁵. Le même jour, il demande à Guiot de lui faire connaître dans quelle mesure la diminution des compétences du Service de surveillance douanière pourrait permettre la relève, par le nouveau corps de douaniers militaires, des hommes et du matériel excédant les nouvelles lignes d'action du Contrôle de la dette ainsi réduites¹⁵⁶. Le 28 septembre, Simon envoie au résident général un véritable projet de loi martiale relatif au contrôle et à la répression en mer. Au passage, le capitaine souligne qu'il a prévu comme pénalités les mêmes sanctions édictées par l'Acte d'Algésiras, plus sévères que les sanctions établies en cas de contrebande d'armes par la loi française¹⁵⁷.

Le texte de Simon, rédigé le 8 octobre et comprenant quinze articles, se transforme en « *Projet de loi martiale pour la répression de la contrebande de guerre* ». Le 6 novembre, Lyautey le remet à Pichon, ajoutant qu'il renonce au fonctionnaire des douanes qu'il avait demandé et qu'il procédera, en accord avec les services de la Résidence générale, à l'élaboration d'un projet d'organisation des douanes militaires¹⁵⁸. Cependant, les problèmes concernant la dualité des services demeurent.

Le 17 décembre, Saint-Aulaire, délégué à la Résidence générale, écrit un long rapport dans lequel il cherche à arrêter les principes qui devraient

¹⁵⁴ Lettre n°4381 9/11, le ministre de la Guerre au ministre des Affaires étrangères, Paris, 22/9/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XII (mars-septembre 1913), vol. 177.

¹⁵⁵ Lettre n°1127 bis BC 2, le général de division Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc à M. le Capitaine de vaisseau Simon, chef de la division navale du Maroc à Agādīr, Rabāt, 31/8/1913 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹⁵⁶ Lettre n°1128 bis BC 2, le général de division Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, à M. le Ministre plénipotentiaire délégué au Contrôle de la dette à Tanger, Rabāt, 31/8/1913 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹⁵⁷ Lettre n°344, le capitaine de vaisseau Simon, chef de la division, à M. le Général de division commissaire résident général de France au Maroc, à bord du *Du Chayla*, en mer, 28/9/1913 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹⁵⁸ Lettre n°835 EMI, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, à S.E. M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 6/11/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

permettre au Contrôle de la dette d'opérer en synergie avec le nouveau corps militaire. La dualité du service reste intacte, mais Saint-Aulaire résout le problème de l'incompatibilité des activités des fonctionnaires dépendant du Contrôle de la dette qui agissent d'une part comme agents sharifiens et d'autre part comme douaniers militaires opérant au nom de la France et de son armée. Il propose la création de brigades mixtes, composées à la fois d'hommes du Service de surveillance douanière et d'officiers des troupes d'occupation. Ce doublement d'un service qui est, finalement le même, a l'avantage, d'après le délégué à la Résidence, de permettre de sanctionner deux infractions à la fois : *« L'autorité militaire et l'autorité douanière sont (...) intéressées, ensemble et au même titre, à intervenir. Comme l'une d'entre elles ne peut-être appelée à remplacer la seconde, il est indispensable qu'elles agissent en même temps. Aussi, la question de la constatation par l'une ou par l'autre ne se pose plus, si la constatation peut être faite, simultanément mais séparément, après que la recherche a été commune afin d'éviter tous les inconvénients qui apparaissent à envisager la possibilité du doublement inadmissible des deux services parallèles. Il semble bien que l'on pourrait échapper ainsi au danger signalé par les jurisconsultes du département : le douanier militaire et l'agent de la Dette ouvrant ensemble le même colis, le premier pourra avoir l'occasion d'appliquer la loi martiale au nom de laquelle il sera intervenu et le second agira d'après l'Acte d'Algésiras, qui motive sa recherche. Si ce dernier atteint la limite de ses pouvoirs restreints, le premier peut poursuivre plus loin son investigation en vertu d'une règle plus rigoureuse, et loin, de se gêner, les deux services auront pu ainsi s'apporter un mutuel appui dans la recherche, sans courir le danger signalé par les jurisconsultes d'avoir à opérer l'un pour l'autre. Pratiquement, il en résulte que les brigades de recherches devront comprendre des douaniers militaires et des agents chérifiens. Il restera à déterminer dans quelles conditions la direction des recherches communes sera assurée, l'une des deux autorités intéressées s'en remettant à l'autre de toute la partie « commandement », ses droits étant entièrement sauvegardés pour la suite à donner aux constatations faites. Pour la raison déjà invoquée de la situation réciproque résultant pour la France et le Maroc du principe du Protectorat, il semble que la prépondérance doive être donnée au service Français, c'est-à-dire à celui de la douane militaire. Cela serait avantageux à terre pour le service côtier, réserve faite pour les opérations dans les ports, sinon sur les rades. Cela semble plus indispensable encore pour la surveillance maritime dans les eaux territoriales où les garde-côtes actuels du Contrôle de la dette naviguent sous pavillon marocain. Il était juridiquement inadmissible d'embarquer des douaniers français à bord d'un navire marocain, ainsi que la correspondance du Département en fait foi, la réciproque, c'est-à-dire l'embarquement des douaniers marocains sur un navire français ne peut encourir les mêmes reproches. Sur les rades, l'exercice du droit de visite au titre français et militaire ne peut être appliqué dans toute sa rigueur et son*

*efficacité qu'au nom de la loi martiale. Dans les ports, il en est différent pour la visite des marchandises débarquées, car l'intervention de la douane commerciale est constante et donne lieu à des taxations normales par le fait même de l'examen général de toutes les marchandises débarquées, la recherche de la fraude n'intervenant alors que par surcroît. En ce cas, la présence constante d'un agent militaire est indispensable, mais cette présence suffit, afin que l'on soit bien certain que, le cas échéant, les constatations entraînant l'application de la loi martiale pourront être faites dans des formes irrécusables »*¹⁵⁹.

Respectant la lettre de ces suggestions, Lyautey envoie le 1^{er} janvier 1914 au ministère des Affaires étrangères¹⁶⁰ un texte, vraisemblablement rédigé en deux semaines, dans lequel, à côté du projet de loi martiale remis en novembre, il décrit en détail l'organisation du corps des douaniers militaires destinés à former des brigades mixtes avec les hommes du Contrôle de la dette. Le texte se compose de 95 pages et d'une carte du Maroc montrant l'implantation des postes de douane militaires. Les prévisions de budget indiquées par Lyautey font ressortir des chiffres très élevés : 1 900 000 F pour l'année 1914, répartis en 559 538 F de dépense initiale de première mise et 1 340 462 F pour la dépense annuelle¹⁶¹.

Un autre problème auquel se trouve confronté le projet de la Résidence générale est la réaction des puissances signataires de l'Acte d'Algésiras. Dès la notification du 12 août, le Quai d'Orsay reçoit les réponses des gouvernements étrangers. Parmi ceux-ci, trois s'opposent fermement à toute prescription législative comportant le dépassement des juridictions consulaires : l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. A ces objections, De Lapradelle répond en réitérant que l'armée d'occupation d'un territoire a toujours le droit de se défendre de tout acte qui la menace, et que, bon gré mal gré, les trois gouvernements seront forcés de se conformer aux décisions du commandant en chef des troupes d'occupation¹⁶². Effectivement, entre octobre 1913 et février 1914, le gouvernement français se maintient dans une position extrêmement

¹⁵⁹ Note n°10 BP 1 du délégué à la Résidence générale Saint-Aulaire pour M. le Général Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, Rabât, 17/12/1913 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes » XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

¹⁶⁰ Lettre n°15bis BP, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, à S.E. M. le ministre des Affaires étrangères, Rabât, 1/1/1914 ; CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

¹⁶¹ Le texte élaboré par la Résidence générale est gardé au SHAT, archives de la guerre, supplément de la série N (1872-1940), série 8 N ; sous-série : Direction du contrôle, service spécial du contrôle, c. 121.

¹⁶² Notes de De Lapradelle du 3/10/1913 pour l'objection allemande, et du 6/10/1913 pour celle anglaise ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

rigide. Par exemple, le 5 février, répondant à l'énième contestation du gouvernement allemand, le ministre des Affaires étrangères écrit : *« L'ambassadeur d'Allemagne dans une note remise à mon prédécesseur a exposé les objections du gouvernement impérial. (...) Des protestations analogues se sont produites de la part de l'Autriche et de l'Angleterre. Le gouvernement de la République a résolu de passer outre. Si l'Allemagne, conformément aux engagements pris par elle le 4 novembre 1911, avait, au lieu de l'entraver, favorisé notre action au Maroc en supprimant ses tribunaux consulaires, nous ne nous serions pas trouvés dans la nécessité de recourir à une mesure exceptionnelle telle que la proclamation de la loi martiale »*¹⁶³.

Cette attitude rigide évolue au fur et mesure que la Résidence générale procède à l'examen du texte proposé et que des objections de tout type sont formulées non par les États étrangers mais par les hommes les plus avisés du gouvernement français. Ainsi, le 20 juillet 1914, deux semaines avant le début de la guerre, De Lapradelle, qui est sûrement l'un des plus convaincus de la nécessité de proclamer l'état de siège afin d'enrayer le trafic d'armes au Maroc, doit concéder que *« juridiquement irréprochable, le projet d'une loi martiale, relative à la contrebande des armes devait cependant rencontrer de vives résistance, parce qu'il devait, au point de vue pratique, soulever de graves difficultés. Dès l'origine, les juriconsultes du département avaient appelé l'attention de la Résidence générale sur cette particularité que l'autorité militaire, seule qualifiée pour mettre en mouvement la procédure de la loi martiale, n'aurait pas le droit de déléguer ses pouvoirs d'enquête, vérification ou visite, à la douane chérifienne. Le général Lyautey conçut alors l'idée d'un dualisme douanier en vertu duquel les agents de la Dette (...) coopéraient d'une manière permanente avec les délégués de l'autorité militaire chargés de la surveillance de la contrebande des armes. Les brigades à terre devaient être dorénavant composées pour partie de douaniers militaires et d'agents chérifiens, et le commandement en serait dévolu au service français, c'est-à-dire à la douane militaire. A la mer, les garde-côtes, battant désormais pavillon français, passaient sous le commandement des autorités françaises, mais un agent de la Dette y serait embarqué pour procéder, le cas échéant, aux constatations de contrebande et de commerce. Enfin, dans les ports, la présence constante en douane d'un agent militaire permettrait de constater dans les formes voulues les délits de contrebande d'armes révélés au cours de la visite de taxation des vérificateurs de douane. (...) La difficulté d'organiser une recherche de la contrebande des armes par des procédés exclusivement militaires constituait ainsi un premier motif d'hésiter avant de recourir, pour*

¹⁶³ Lettre n°140, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, Paris, 5/2/1914 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes » XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

*arrêter la contrebande des armes, au procédé très efficace, mais aussi très coûteux et compliqué, de la loi martiale »*¹⁶⁴.

On voit que les obstacles qui poussent à l'abandon du projet de loi martiale et d'organisation d'un corps de douaniers militaires sont essentiellement de deux ordres : le coût de la réalisation d'un tel plan et l'opportunité d'une opération qui, parue nécessaire après les dangers encourus par le protectorat devant le mouvement hibat à la fin de 1912, n'apparaît plus si indispensable en juillet 1914.

Sur le plan financier, Chaumont, directeur de l'administration militaire au Maroc, propose des variantes au projet présenté qui peuvent se résumer dans la pleine utilisation des hommes du Contrôle de la dette et du Service des renseignements du protectorat, agissant en autonomie, chacun dans leur domaine de compétence respectif ; et par l'emploi, concerté avec l'armée, d'un corps de douaniers militaires très réduit, dans des cas bien définis et seulement dans les rades et dans les ports. Une organisation ainsi structurée, se fondant sur des services déjà existants, nécessiterait certes une mise au point mais permettrait de réduire le budget demandé de 284 000 P.H.¹⁶⁵. Chaumont ne précise pas quelle devrait être la juridiction compétente, mais il renvoie, de fait, le principe d'exclusivité à l'avantage des tribunaux militaires. Le projet de loi martiale apparaît ainsi dénaturé, quelques semaines seulement après sa conception.

A la fin de février 1914, face aux problèmes financiers que pose la réalisation du projet de la Résidence générale, Lyautey fait marche arrière : *« Selon l'avis exprimé par M. le Contrôleur général (...), la solution du problème serait facilitée si les agents de la Dette qui découvrent la contrebande de guerre pouvaient en aviser l'agent de la surveillance militaire, pour que celui-ci fasse la constatation et que les poursuites soient exercées par l'autorité militaire. De plus, la réciprocité serait admise pour la contrebande commerciale. En un mot, la contrebande serait caractérisée, définie, après la constatation, agents de la Dette et agents militaires coopérant tous à sa recherche »*¹⁶⁶.

¹⁶⁴ Note de M. De Lapradelle au sujet de la loi martiale et de la contrebande des armes, 20/7/1914, doc. cité.

¹⁶⁵ Note n°1843bis BP2, « Avis du contrôleur général de 1^{re} classe, directeur du contrôle de l'administration militaire au Maroc sur le projet d'organisation du système répressif pour l'application de la loi martiale et de création d'un corps de douaniers militaires au Maroc », Rabât, 10/1/1914 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

¹⁶⁶ Lettre n°29 BP1, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, à S.E. le ministre des Affaires étrangères, Paris, 28/2/1914 ; CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

Ces lignes entrent en contradiction totale avec les énoncés des jurisconsultes dont il apparaît bien que, soit Lyautey soit le Quai d'Orsay deviennent les prisonniers. Mais le résident général ne s'arrête pas aux considérations relatives à la dualité des services envisagés : « *Je ne sais pas si la proclamation de la loi martiale rencontrerait des difficultés, mais il est certain qu'elle n'est pas encore proclamée. Or, à mon sens, la loi martiale n'est peut-être pas nécessaire, et sa proclamation en pleine période de paix serait même anormale. Dans tous les cas, il serait sans doute toujours possible d'assimiler les faits de contrebande de guerre dûment constatés à des attentats à la sûreté de l'Armée et, comme tels, de les déférer aux conseils de guerre. En formulant son avis sur la question, M. le Délégué au Contrôle de la dette n'envisage pas la question financière si importante à notre point de vue. Il est nécessaire de la résoudre. Aussi s'il n'est pas très intéressant d'assurer immédiatement la proclamation de la loi martiale, il est de toute importance d'obtenir que les dépenses afférentes à la surveillance de la contrebande de guerre – y compris l'entretien des bateaux – dépenses trop onéreuses pour le Protectorat, soient supportées par le Budget de la guerre, par lequel logiquement elles doivent être supportées, puisque, en l'espèce, il s'agit de dispositions propres à assurer la sécurité de l'Armée* »¹⁶⁷.

La pirouette du général touche tous ceux qui, jusqu'à ce moment, avaient donné leur aval à l'application de la loi martiale. Le 3 mars, une note de la Direction du contentieux et de la justice militaire affirme que le Maroc n'est pas dans une situation justifiant l'application d'une législation militaire spéciale, d'autant que « *l'arme extraordinaire de la loi martiale paraît inutile pour réprimer efficacement la contrebande de guerre* »¹⁶⁸. D'après le rédacteur de la note, pour déférer les coupables aux conseils de guerre, il suffirait de rappeler par une simple note au commandant des divers détachements au Maroc qu'ils peuvent appliquer la loi du 24 mai 1834 relatives aux détenteurs d'armes ou de munitions de guerre¹⁶⁹.

De son côté, le ministre de la Guerre continue à examiner le projet de loi martiale¹⁷⁰, écrivant que sa réalisation soulève d'assez nombreuses difficultés d'ordre pratique et financier, notamment pour la constitution du corps de douaniers militaires, et que par conséquent il demande au résident général « *de*

¹⁶⁷ *Ibidem*.

¹⁶⁸ Note n°933 de la Direction du contentieux et de la justice militaire envoyée par le ministre de la Guerre au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 3/3/1914 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

¹⁶⁹ Mais De Lapradelle l'avait exclue dans sa note du 28/3/1913 puisque cette loi ne frapperait pas l'introduction et le trafic d'armes de guerre.

¹⁷⁰ Notamment sous ses aspects budgétaires, comme le témoigne la lettre n°2495 1/9 envoyée au ministre des Finances le 28/3/1914, SHAT, archives de la guerre, supplément de la série N (1872-1940), série 8 N ; sous-série : Direction du contrôle, service spécial du contrôle, c. 121.

bien vouloir modifier ses propositions premières »¹⁷¹. Le 18 avril, c'est le bureau diplomatique de la Résidence générale qui émet ses réserves partielles, suggérant d'appliquer la loi martiale seulement dans les « zones dites d'insécurité (...) que nous déclarions dangereuses [s'agissant] (...) de régions rebelles ou du moins de régions où notre contrôle n'était pas assis »¹⁷².

Toutefois, le coup décisif au projet de loi est donné le 1^{er} mai par le ministre des Affaires étrangères qui prône, tout simplement, le fonctionnement à plein du système d'Algésiras auquel, en accord avec le Contrôle de la dette, la Résidence générale devrait contribuer à donner une plus grande efficacité¹⁷³. L'examen du projet se poursuit jusqu'à la fin du mois de juillet, notamment avec un échange de correspondance entre les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances.

La loi martiale est malgré tout proclamée le 2 août, mais en raison de l'ouverture des hostilités en Europe. Quant au dispositif des douanes militaires, il n'est plus d'utilité et il n'est donc plus repris. Comme l'affirme alors, dans une note du 1^{er} juin 1914, le cabinet politique de la Résidence générale, les conditions dans lesquelles la promulgation de la loi martiale avait été envisagée n'existent plus depuis un an et demi : « *Aujourd'hui, tant en raison des progrès de la pacification que des premiers pas accomplis dans la voie de la suppression des capitulations, il semble préférable de s'en tenir à la poursuite de la contrebande au nom du gouvernement marocain par l'application intégrale de l'Acte d'Algésiras* »¹⁷⁴.

On ne peut s'empêcher de remarquer que la voie la plus rapide pour tenir en respect les trafiquants d'armes avait été préconisée malgré le coût politique de l'opération : administration militaire directe et au nom de la France, hostilité de trois grandes puissances – dont une alliée de la France –, suppression d'un corps civil déjà entraîné, bien qu'encore très peu efficace par manque de moyens.

L'« autre » Maroc, celui qui restait attaché à son indépendance, avait fait peur au tout jeune protectorat, au point que la Résidence générale n'avait pas hésité à prôner l'adoption d'une mesure draconienne que, par une singulière ironie, elle ne considère plus nécessaire au moment où se déclenche la Première

¹⁷¹ Lettre n°934 9/11, le ministre de la Guerre à M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 3/3/1914 ; MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie « Maroc, contrebande des armes », XI (octobre 1913-juin 1914), vol. 178.

¹⁷² Note n°653 D pour M. le Chef du bureau politique, Rabât, 18/4/1914 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹⁷³ Lettre n°739, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. le Général Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, Paris, 1/5/1914 ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹⁷⁴ Note du 1^{er} juin 1914 du cabinet politique de la Résidence générale de France au Maroc ; CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

Guerre mondiale. Au début de l'été 1914, Lyautey et ses hommes jugent que la tâche « pacificatrice » du Maroc est en train de s'accomplir et que le pays est désormais presque acquis. De ce point de vue, la guerre qui s'ouvre en Serbie est un véritable traumatisme qui les remet face à une réalité se manifestant avec violence : l'« autre » Maroc continue à ne pas vouloir du protectorat ni de la France. Et, pour le montrer, il retourne contre les « protecteurs » du sultan les armes que le conflit mondial lui fournit.

Conclusion

La « contrebande d'armes » n'est pas un phénomène qui relève exclusivement de la présence coloniale dans le Maghreb occidental. En particulier, la société marocaine est déjà une « société armée » grâce à sa structure politico-institutionnelle et par la nature même des contradictions qui la régissent. La présence européenne et les quantités d'armes que les trafiquants exportent de plus en plus dans la région contribuent à accélérer la désagrégation du tissu social, économique et politique du sultanat. Seule l'intervention des Français et des Espagnols empêche la destitution du pouvoir 'alawite et la recomposition d'un nouvel ordre politique reposant, par exemple, sur des hommes comme Ahmad al-Hayba, sultan de Marrâkesh en août 1912.

En revanche, la monarchie 'alawite ne perd pas son trône mais sa fonction s'atrophie jusqu'à se dénaturer : il ne s'agit plus d'un pouvoir opérant sur le plan religieux et politique mais d'un instrument dont les autorités coloniales tirent avantage pour s'imposer dans la région. En 1912, ce sont deux chemins qu'elle pourrait emprunter : 1. la reconstitution d'une marocaineté 'alawite, liée aux traditions d'un Makhzan compromis avec les Européens, et dont le salut n'est possible qu'à travers la protection étrangère ; 2. la régénération d'une identité islamique indépendante qui s'oppose à la pénétration européenne jusqu'à remettre en cause le *statu quo* établi par la Conférence d'Algésiras en 1905-1906.

Ces deux possibilités ont en réalité des partisans sur le terrain qui, fusils à la main, s'affrontent dans un combat armé qui se poursuit pendant trente ans. Dans ce combat sont également impliquées les populations des régions saharienne et mauritanienne qui, elles aussi, résistent à la conquête coloniale. Les armes, qui jouent un rôle bien précis dans la détermination des hiérarchies sociales et des statuts de chaque tribu, deviennent le seul moyen par lequel ces populations peuvent envisager de maintenir leur indépendance.

De ce point de vue, qu'il s'agisse du protectorat marocain ou du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, l'introduction des fusils à tir rapide, dotant les populations d'un réel potentiel offensif, représente un problème d'importance primordiale pour les troupes coloniales.

Le « contrebandier » d'armes, qui facilite l'acheminement d'armes modernes devient, pour les Français et les Espagnols, l'un des ennemis à combattre. C'est pour mener cette bataille que le protectorat envisage la militarisation du territoire et des institutions. De ce fait, il vise la poursuite des coupables au nom de la France et de son armée, et non du sultan 'alawite, signataire des dérogations de pouvoir établies dans le traité de Fās.

Envisagée immédiatement après la crise hibiste, l'idée de proclamer la loi martiale au Maroc, pour appréhender et juger rapidement les « contrebandiers »,

est définitivement abandonnée, ironie du sort, à la veille de la Première Guerre mondiale.

Toutefois, les questions que les deux premières années du protectorat ont ôtées sont destinées à être réouvertes dès août 1914. Le nouveau régime colonial réussira-t-il à tenir à l'abri de la guerre européenne et de ses boucheries les nouveaux espaces maghrébins où sa puissance est censée s'imposer ? Arrivera-t-il à éviter que ses ennemis européens déversent sur les « dissidents » des tonnes d'armes pour ouvrir un front maghrébin ? De leur côté, les résistants, éventuellement ravitaillés en armes, pourront-ils réellement contrecarrer le pouvoir colonial français au Maghreb ? Et celui-ci gardera-t-il le sang-froid indispensable au maintien des principes de sa « mission civilisatrice » ?

Finalement, ces fusils et ces munitions que d'un côté l'on craint, et auxquels, de l'autre, on aspire, quels effets produiront-ils sur les stratégies des populations qui continuent à résister et sur celles des troupes coloniales ayant la charge d'ouvrir « les chemins de l'ordre et de la loi » ?

- II -

**1914-1916 : LES TENTATIVES ALLEMANDES D'ALIMENTER
LA RESISTANCE MUSULMANE**

Francesco Correale, CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours

Introduction

En août 1914, l'Europe entre en guerre. L'assassinat de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand à Sarajevo brise les limites verbales et diplomatiques habituelles lors des affrontements entre impérialismes européens depuis une décennie. Le Maghreb, et notamment les régions du sultanat 'alawite, avaient été l'un des terrains où ces affrontements s'étaient manifestés avec le plus d'évidence. Jusqu'à l'entente franco-anglaise de 1904 et les différents traités avec l'Italie et l'Espagne, chaque État avait joué sa partie pour s'assurer une part du gâteau maghrébin encore indépendant. A la suite de cette série de traités, et après la Conférence d'Algésiras de 1906, la rivalité franco-allemande à propos du Maghreb reste la seule qui pourrait déboucher sur un conflit militaire. En revanche, Français et Espagnols, officiellement unis sous la bannière du rétablissement de l'ordre et de la paix au Maroc – et dans les zones sahariennes qu'elles s'étaient respectivement attribuées depuis la Conférence de Berlin de 1885 –, s'échangeaient des « amabilités » tout en se livrant à une guerre sournoise qui, si elle ne s'est pas transformée en conflit armé, a posé les jalons de rebondissements qui se sont multipliés pendant la Grande Guerre.

D'une perspective éminemment européenne, l'histoire des espaces maghrébins pendant le premier conflit mondial pourrait se résumer à ces deux points essentiels : une extension des affrontements germano-français au Maghreb, où les deux puissances guerroient par personnes interposées ; une aggravation de la rivalité hispano-française sous la forme d'un farouche antagonisme diplomatique et d'un engagement qui, lui aussi, a lieu par le truchement d'intermédiaires, sans qu'aucune déclaration de guerre entre les deux pays n'ait ouvert officiellement les hostilités¹. Cependant, la Première Guerre mondiale dans ces espaces, suprême moment de crise des capitalismes européens qui essayent de les assujettir, est l'occasion pour les populations qui subissent leur présence de bénéficier d'une partie de la production du matériel de guerre du Vieux Continent qu'elles réussissent à s'approprier pour mener leur propre combat. Y a-t-il une extension de la Première Guerre mondiale dans ces espaces, se définissant différemment des opérations militaires propres à la guerre coloniale déjà en cours ? C'est là une question, que nous posons au sujet du Maroc, et à laquelle maintenant nous essayerons de donner une réponse.

Il est important tout d'abord de rappeler que la plupart des protagonistes du conflit européen sont sur place depuis plus d'une décennie et qu'ils ravitaillent en fusils, canons, explosifs et munitions les hommes censés mener la guerre

¹ L'Espagne demeure neutre pendant le conflit 1914-1918.

maghrébine pour leur propre compte. Cependant, une caractérisation toute locale émerge des méandres du conflit : celle de l'apparition ou, plutôt, d'une plus grande visibilité des chefs et des populations qui luttent pour acquérir ou sauvegarder leur indépendance et mettent en crise le système colonial qui, malgré les batailles sur les fronts européens, continue de s'implanter dans ces espaces. Cette visibilité s'accroît de par le nombre et la puissance des armes en leur possession. Des résistances déjà bien actives deviennent, par la fragilité évidente des institutions coloniales, objet de rumeurs, d'actions et de représentations déstabilisant les fondements d'un ordre colonial très récent au Maroc et de plus en plus engagé dans la conquête des espaces « insoumis », tant au nord du pays même qu'à ses frontières, au Sahara et en Mauritanie. Or, la plupart de ces éléments concernent des faits de guerre et nous mènent droit au cœur de l'objet de cette étude : l'afflux d'armement censé détruire l'ordre colonial est le premier sujet de ces rumeurs et le facteur de bouleversement des administrations coloniales le plus important, indépendamment du fait que le combat soit réel ou non.

Un second point doit attirer notre attention. L'historiographie coloniale affirme que les zones sahariennes et mauritaniennes demeurent, malgré quelques affrontements, tranquilles. Elle opère une coupure artificielle nette entre des espaces qui, malgré l'établissement de frontières poreuses, demeurent unis par un même dessein : rejeter l'envahisseur, les Français puis les Espagnols, à la mer. Cet objectif devient possible parce que les Turcs et les Allemands mènent précisément le combat sur ce registre. Pourtant, ils n'inculquent ni aux Rifains, ni aux Berbères de l'Atlas, ni aux Sahariens ou aux habitants des zones déjà soumises qui prennent part à cette guerre de résistance, un projet d'indépendance et de rétablissement d'un ordre souverain émanant de leurs propres traditions religieuses, politiques, économiques et culturelles. L'unité de ce mouvement est évidente dans ses objectifs mais reste tout de même fragmentée dans son action ; et cela malgré les efforts germano-turcs, et nonobstant le fait qu'une alliance de base existe déjà notamment au niveau des échanges et des passages d'armes d'une région à l'autre.

L'action sur le terrain, appelée « allemande » ou « turco-allemande » dans les documents coloniaux – mais dont les protagonistes sont les Maghrébins qui coopèrent, parfois, avec le personnel militaire en provenance de Berlin et de Constantinople –, se déroule en deux phases. La première, que nous examinerons dans ce chapitre, peut être considérée comme celle de « préparation » aux opérations militaires d'envergure qui, au cours des années 1914-1916, ne manquent pas. Elles se caractérisent par les tentatives, parfois couronnées de succès, de mettre les résistants en mesure de mener une bataille de longue haleine dont l'objectif est de déstabiliser des « acquis » du système colonial. Ces interventions, envisagées en Allemagne et dans les zones

maghrébines sous influence espagnole, sont essentiellement soutenues par des expéditions d'armes et de munitions.

C'est dans ce cadre que s'inscrit également l'exploitation de la germanophilie espagnole, tant de la part du gouvernement de Berlin que des chefs musulmans résistants. Parallèlement, l'« hispanophobie » des militaires français se confond au soupçon d'une collaboration ibérique aux entreprises du Reich. La Résidence générale, Lyautey en tête, ne tolère pas la présence des Espagnols aux confins du protectorat français. Elle leur attribue toutes sortes d'actes inamicaux provoqués par la germanophilie de certains secteurs du gouvernement de Madrid. Cette crainte est fondée et repose sur des faits réels comme le montre le rôle équivoque joué par l'Espagne pendant la guerre en Europe. C'est en procédant à l'examen des réactions du « système protectorat », des idiosyncrasies et des phobies de ses hommes, ainsi que de la mise en place des organismes appelés à faire face à l'offensive de ses ennemis que nous illustrons notre propos. Tout cela est observé par le biais de micro-histoires, où l'objet de l'étude, le trafic d'armes et de munitions, reste prépondérant.

II.1 - Le protectorat sur le front colonial de la Première Guerre mondiale

*Une fausse nouvelle naît toujours de représentations collectives
qui préexistent à sa naissance ; elle n'est fortuite qu'en apparence,
ou, plus précisément, tout ce qu'il y a de fortuit en elle
c'est l'incident initial, absolument quelconque,
qui déclenche le travail des imaginations ;
mais cette mise en branle n'a lieu que parce que les imaginations
sont déjà préparées et fermentent sourdement (...).
La guerre (...) a été une immense expérience de psychologie sociale².*

En 1922, Augustin Bernard écrit, à propos des répercussions de la Première Guerre mondiale au Maroc : « *Le Maroc, où notre occupation si récente pouvait faire craindre les pires événements, est demeuré tranquille ; l'insurrection générale escomptée et préparée par nos adversaires européens ne s'est pas produite. Non seulement le Maroc est demeuré paisible, mais les indigènes, si récemment soumis, nous ont donné un précieux concours et ont héroïquement combattu à nos côtés sur le front français contre l'ennemi commun* »³.

Cependant, quelques lignes plus loin, il passe en revue les personnages qui se heurtent aux troupes d'occupation françaises et les théâtres des affrontements principaux, ajoutant qu'à la fin des combats en Europe, « *il n'y eut point d'armistice ni paix sur le front marocain, où les hostilités continuèrent* »⁴. Ainsi la question se pose bel et bien : y a-t-il lieu de parler d'une extension de la guerre européenne aux territoires marocains, ou faut-il compter les affrontements de cette période sur le sol maghrébin comme les difficultés habituelles et inhérentes à la politique de « pacification » ? Il est évident que la question du trafic d'armes à destination des « dissidents » revêt une importance cruciale pour les troupes françaises engagées sur le terrain. Les rumeurs de débarquements massifs de fusils et de munitions, effectués par les Allemands, provoquent ainsi une véritable psychose dans les milieux militaires et civils. Du coup, tout autochtone détenant une arme est considéré comme susceptible d'être au service des « Boches ». La chasse aux pro-Allemands, contrebandiers ou non, et les dénonciations, derrière lesquelles il est possible d'imaginer des règlements de comptes entre individus, contribuent à enrichir la toile de fond mise en place dans le sultanat 'alawite lors de la campagne militaire menée contre les populations « rebelles » par les troupes coloniales depuis l'invasion de la Shāwīyā en 1907. Un télégramme de la

² Marc Bloch, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Paris, Editions Alia, 1999, première publication en 1921 dans la *Revue de synthèse historique*.

³ Augustin Bernard, *Le Maroc*, Paris, Alcan, 1922, p. 368-369.

⁴ *Ibidem*, p. 370.

Résidence générale du 5 août 1914, adressé à toutes les régions et subdivisions du Maroc décrète d'ailleurs que, suite à la déclaration officielle de l'état de guerre, les autorités peuvent adopter toute mesure susceptible de permettre l'arrestation d'Allemands.

Fausse alarmes, bruits et rumeurs de débarquements et marchés d'armes touchent durement les autorités coloniales et, plus largement, le « nouvel ordre » lyautéen. De fait, les victimes des rumeurs ne sont pas seulement des hommes ou les suspects qui subissent la répression des autorités coloniales, mais c'est l'« ensemble protectorat » où s'infiltrer l'insécurité, qui se trouve déstabilisé. La prise de conscience de ne pas être en Algérie, « chez soi », mais au milieu d'un territoire et de populations qui sont ouvertement hostiles, a lieu.

La crainte des autorités françaises se justifie par une véritable campagne initiée par les Allemands bien avant la déclaration de guerre, laquelle s'intensifie dès l'ouverture des hostilités. S'il ne semble pas que le gouvernement de Berlin et ses alliés n'aient jamais songé à débarquer directement au Maghreb⁵, leur activité manifeste leur intention d'ouvrir un véritable « front méridional » dans les territoires qui viennent d'être délaissés des soldats envoyés en Europe. Dans le protectorat marocain, cette hémorragie se concrétise avec le départ de 50 000 soldats sur 90 000 du corps d'occupation entre août 1914 et le début de 1916⁶. Ceux qui restent ont donc la lourde tâche de ne pas se replier sur la côte et de maintenir les positions acquises comme l'impose la stratégie ordonnée par la Résidence générale. Par là, Lyautey entend contrecarrer tous les agissements ennemis fondés sur la faiblesse des contingents militaires et sur l'idée, répandue parmi les populations marocaines par la propagande germanophile, d'un proche abandon du protectorat.

Cette décision du résident avait été prise dans les jours précédant la déclaration de guerre. Le 27 juillet, une dépêche du ministère des Affaires étrangères avait ordonné le repli des troupes dans les principaux ports de la côte marocaine et « si possible »⁷ le long de la ligne ouest-est Knitra, Miknās, Fās et Ūjda, c'est-à-dire les points les plus avancés devaient être abandonnés. Une

⁵ Bien qu'ils ne se gênent pas pour bombarder les villes, notamment en Algérie. Le 4/8/1914, peu après la déclaration de guerre, à 4 heures du matin, le croiseur allemand *Breslau* tire vingt minutes durant 140 obus sur Bône, dont l'artillerie n'est pas encore à même de riposter au feu, faisant un mort et des dégâts pour 10 000 F. Une heure plus tard, le *Goebben*, plus puissant encore, s'attaque à Philippeville et, après quatre minutes et une vingtaine de coups, laisse seize morts, environ vingt blessés et des dégâts pour 68 000 F. Ici, l'artillerie est en mesure de répondre aux tirs du navire allemand mais sans l'atteindre. Les deux croiseurs s'éloignent rapidement. Cela laisse supposer qu'il ne s'agit que d'une action sans suite destinée à démontrer la puissance allemande, Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée*, Genève, Librairie Droz, 1981., p. 263-264.

⁶ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 8.

⁷ Louis Barthou, *La bataille du Maroc*, Paris, Librairie Ancienne Honoré Champion, 1919, p. 19-20 et 25-27.

seconde dépêche le même jour, mais issue du ministère de la Guerre, semblait cependant laisser un peu plus de liberté au résident général. Ainsi, le 30 juillet, Lyautey avait convoqué à Rabât les généraux Gouraud, Henrys et Brulard, ainsi que les colonels Peltier et Gueydon de Dives, commandants des régions de Fās, Miknās, des Zayyān, de la Shāwīyā, de Marrākesh et des Dukkālā-‘Abdā. Cette réunion, pendant laquelle l’« état major » des autorités militaires au Maroc avait analysé la situation sur le terrain, avait amené les généraux et Lyautey à soutenir une position de fermeté⁸.

Au moment de la déclaration de guerre, Lyautey avait déclaré que celle-ci, « *au point de vue du Maroc, arrivait trois mois trop tard ou trois mois trop tôt. Trois mois trop tard, parce que, avant l’occupation de Taza et de Khenifra, nous n’étions pas aux prises avec les Riata, les Zayan et les Chleuh et qu’ainsi, maîtres de nos mouvements, nous aurions pu, dans une situation expectante, maintenir une occupation restreinte. Trois mois trop tôt, parce que les mesures de consolidation projetées par les généraux Gouraud et Henrys ne pouvaient amener qu’à l’entrée de l’hiver la soumission complète des tribus et notre pleine sécurité* »⁹. Quelle est donc la situation dans le protectorat français au début d’août 1914, et quels sont les dangers pour la tenue des troupes ?

Sans revenir sur toutes les étapes de la « pacification » avant guerre, on peut résumer la ligne des fronts marocains en citant les points les plus avancés de la conquête. Ceux-ci sont, en raison de la faible implantation des postes, les plus exposés aux attaques des populations « dissidentes ». A l’ouest, l’occupation de Khanīfra, le 12 juin, semble couper le territoire soumis à l’influence de la résistance berbère des trois grandes confédérations Zayyān, Zā’ir et Zammūr aux flancs du Moyen Atlas ; plus au sud, elle ne dépasse pas Agādīr¹⁰, alors que la vaste plaine du Sūs demeure partiellement sous l’autorité des grands qa’id-s jusqu’aux limites de l’Anti-Atlas. Cependant, la région du Wādī Dra’ā échappe encore à tout contrôle du Makhzan « francisé ». Au Maroc oriental, l’entrée des troupes du colonel Baumgarten à Taza le 10 mai marque un point important pour la liaison avec les colonnes de l’ouest qui aura lieu six jours plus tard à Miknassa-Tahtūnia ; au sud, on se limite aux reconnaissances du Wādī Zīz supérieur mais tout le Tafilālt et les zones présahariennes demeurent hors de la portée des opérations militaires du moment¹¹.

Il reste néanmoins une zone dont la définition est problématique : c’est celle qui englobe tous les confins des zones franco-espagnoles, notamment au nord. Ce « front-frontière », ou plutôt ce « *front obscur* », selon l’expression de Germain

⁸ *Ibidem*.

⁹ *Ibidem*, p. 15-16.

¹⁰ Prise en juin 1913.

¹¹ Pour plus de détails, cf. Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 359-368.

Ayache¹², demeurera une source de problèmes constants pour l'administration française. Ses troupes n'y peuvent pas opérer et l'attitude des Espagnols peut être considérée pour le moins hésitante face aux « besoins de guerre » de leurs voisins. Les Français réagissent avec une véritable « hispanophobie » qui doit être prise en compte dans la lecture de tous les documents traitant de la (supposée) complicité espagnole avec les Allemands¹³ et de l'incapacité des Espagnols à maîtriser des territoires moins étendus que ceux où s'exerce le protectorat du général Lyautey. Cela est d'autant plus vrai que les difficultés tactiques et politiques de la « pacification » espagnole sont réelles et qu'ils ne menent pratiquement aucune opération militaire d'envergure depuis 1912¹⁴. L'essentiel de leur avancée sur le terrain est le résultat d'une politique assez hasardeuse d'« achat » des chefs marocains¹⁵ et des domaines des tribus¹⁶. Au sud, ils n'occupent ni la région de

¹² « Et que dire des effets de la carence des Espagnols pendant la guerre mondiale ? Dans les tribus qui auraient dû leur obéir, des mercenaires payés, armés et commandés par des Allemands, avaient, d'un bout à l'autre du conflit, tenu contre la France un front obscur, non mentionné dans les communiqués, mais dont Lyautey ne manquait pas de souligner le prix qu'il lui avait coûté, et aussi le danger qu'il avait, selon lui, fait courir aux Alliés », Germain Ayache, *La guerre du Rif*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 48.

¹³ Sur la propagande allemande en Espagne avant la Première Guerre mondiale, voir Luís Alvarez Gutierrez, « Intentos alemanes para contrarrestar la influencia francesa sobre la opinión pública española en los años precedentes a la primera guerra mundial », *Españoles y Franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Centro de Estudios Históricos, Departamento de Historia Contemporánea, 1986, p. 1-21.

¹⁴ María Rosa De Madariaga, dans *En el barranco del lobo. Las guerras de Marruecos*, Madrid, Alianza Editorial, 2006, p. 106, affirme que cette inertie de l'armée espagnole après le début de la Première Guerre mondiale répond à une demande précise des autorités françaises qui avaient sollicité du Haut-Commissariat de Titwān de limiter la pénétration de ses troupes dans la zone septentrionale du Maroc.

¹⁵ Juan Pando, *Historia secreta de Annual*, Madrid, Ediciones Temas de Hoy, S. A. (T.H.), 1999, p. 82-83, signale que cette politique par laquelle on s'accordait avec les chefs rifains, moyennant de l'argent pour une fiction d'occupation, remonte au 1908 lorsque les Espagnols avaient occupé la localité dite Restinga, contrôlée par Bū Hmara. María Rosa De Madariaga, *op. cit.*, p. 107-117, fait état d'une véritable politique d'attraction menée par la *Comandancia General de Melilla* aux ordres du général Gómez Jordana entre 1912-1915, visant à créer un parti pro-espagnol dont l'objectif était celui d'informer l'administration coloniale et de désarticuler d'éventuelles *harka* anti-espagnoles. Les chefs ou les collaborateurs de l'administration coloniale étaient désignés sous le nom de « *moros pensionados* » puisqu'ils recevaient une « pension » espagnole. Parmi ceux-ci il y avait des notables qui jouaient un rôle de premier plan dans l'évolution des relations hispano-rifaines, comme démontre la liste de personnalités indiquées par María Rosa De Madariaga dans son *Abd el-Krim el Jatabi. La lucha por la independencia*, Madrid, Alianza Editorial, S.A., 2009, p. 97-116.

¹⁶ Par exemple, en juin 1914, la Compañía de Colonización « achète » aux Banī Bū Ya h i, pour un prix infime, 30 000 hectares de la plaine du Garet, au sud de Melilla, dans une région qui dans l'ensemble échappe au contrôle ibérique et où s'installent quelques milliers de colons espagnols et français venant d'Algérie. Les Banī Bū Yahī, chassés de leur milieu, n'oublieront pas cette véritable expropriation de leurs terres. Ils participeront aux combats contre les Espagnols lors de la guerre du Rif, devenant les protagonistes principaux de la bataille du Mont Arwiŷit, le 9 août 1921, qui coûtera la vie à 2 598 militaires tués en quinze minutes sur les terrains « achetés » par la Compañía, Juan Pando, *op. cit.*, p. 85-86.

Tarfaya (zone méridionale du protectorat espagnol au Maroc) ni la colonie du Río de Oro, où les troupes espagnoles restent sur la côte, essentiellement à Villa Cisneros. Cela ne manquera pas d'avoir des effets dans le Sud marocain tout comme dans le territoire mauritanien sous domination française, d'où les tribus s'échappent, après leurs razzias pour aller s'abriter en territoire « espagnol », sachant qu'à l'intérieur de ces limites leurs hommes ne peuvent plus être poursuivis par les troupes françaises.

Dans la région nord de leur « protectorat », les deux campagnes de 1909 et de 1911 ne permettent aux Espagnols que la prise d'Al 'Ara'ish (13 juin 1911), celle d'Azīla (17 août 1912) et de Titwān (19 février 1913). Le Djabala, pour un moment acquis par le biais de l'autorité exercée par al-Raysūnī, avec qui les Espagnols avaient conclu deux accords d'alliance en 1911 et 1912 et qui les avait littéralement guidés à Al 'Ara'ish, al-Kasr al-Kbīr et à 'Azīla¹⁷, se transforme en territoire de guérilla lorsque le chef marocain décide de passer en « dissidence » (janvier 1913)¹⁸. Le Rīf, qui constitue plus de la moitié de la région assignée à l'Espagne, demeure encore une vaste zone montagneuse inconnue. Ce n'est pas le cas du mont Arwiŷīt, occupé le 10 janvier 1912, ni des zones côtières sous souveraineté du gouvernement de Madrid comme Melilla, le Peñon de Vélez de la Gomera, le Peñon de Alhucemas et, à l'extrémité est, les îles Chafarinas. En revanche, à l'ouest, dans la plupart du Gharb et au Ghumara, la présence espagnole s'impose à grand-peine.

Ces « fronts » où les « actions » allemandes tendent à se déployer disposent, semble-t-il, d'un véritable arrière-pays en Espagne, notamment à Madrid, Barcelone et dans les villes de l'Andalousie.

Entre août 1914 et les premiers mois de 1915, les Allemands et leur allié principal dans cette campagne, l'Empire ottoman, semblent viser trois objectifs : la désorganisation de la Légion étrangère, en incitant la révolte de ses soldats et leur désertion ; l'agitation antidynastique tendant à discréditer le « sultan des Français » Mawlāy Yūsuf par l'exploitation des sentiments hafidhistes et azizistes, encore bien présents dans les populations marocaines, l'action directe sur les tribus pour les pousser à la lutte contre les Français, contre finances et distribution d'armes modernes¹⁹.

¹⁷ Germain Ayache, *La guerre...*, *op. cit.*, p. 21.

¹⁸ Ce qui arrive après que les Espagnols, se méfiant de l'attitude hostile du sharif à l'encontre Mawlāy al-Mahdi, khalifa du sultan pour la zone espagnole, destituent al-Raysūnī de sa charge de *pasha* d'Azīla, María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, *op. cit.* p. 120-121.

¹⁹ *Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général*, n° 143 NR, commandement général du Nord, 3/2/1915, BGAR, Archives du protectorat, carton non classé.

Mais les éléments autrichiens et allemands de la Légion étrangère sont soumis à une surveillance spéciale qui empêche de véritables défections de masse. A ce sujet, dès le début du conflit, des renseignements venus de Marrâkesh avaient mis en garde le commandement général au sujet des ressortissants de ces deux nationalités engagés peu avant la déclaration de guerre. Malgré cela, deux « appels » à la désertion ont lieu à Taza et à Miknās mais sont immédiatement réprimés²⁰. De plus, le consul français à Gênes soumet au Centre de renseignements de Tanger un projet pour porter « *un grand coup à la Légion étrangère dans ses deux berceaux de Saïdia et de Bel-Abbès* »²¹. Au même moment, on découvre à Fās une « *agence de désertion* » ouverte avant la guerre, par le consul d'Autriche à l'aide des Mannesmann et de « *quelques personnalités juives* »²². De plus, des petits groupes de légionnaires de la région de Taza abandonnent parfois leurs régiments, pour se joindre aux tribus « dissidentes » de la zone où ils sont « *bien accueillis et convenablement traités* »²³.

Les désertions dans la Légion étrangère servent donc deux buts complémentaires ; d'un côté, on vise à déstabiliser la troupe sur laquelle le protectorat français compte pour parer aux départs des effectifs du corps d'occupation vers l'Europe ; de l'autre, l'accueil de ces légionnaires dans les tribus « insoumises » montre le résultat d'une propagande produisant ses fruits auprès des populations qui, comme l'affirme le capitaine Huot dans sa note, « *ont [une] réputation certaine de xénophobie* »²⁴. Ces populations, dont la francophobie est exaltée par les Allemands, sont ainsi disposées à recevoir tout type de renfort « *avec la raison bruyamment évoquée du salut de l'Islam* »²⁵, dont le protectorat demeure l'ennemi et l'Allemagne le précieux soutien²⁶.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, envoyée par le capitaine Huot au résident général, Tanger, vraisemblablement mai 1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

²² *Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général*, doc. cité.

²³ *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Après le 2 août 1914, l'Allemagne organise une importante propagande adressée au monde musulman à laquelle participe l'orientaliste Carl Heinrich Becker, directeur du *Kolonialinstituts* (Institut colonial) de Hambourg depuis 1908 et professeur à l'université de Bonn depuis 1913. Travaillant pour le ministère de la Culture prussien, Becker édite un pamphlet intitulé *Deutschland und der Islam* (L'Allemagne et l'Islām) où il affirme que le Reich doit maintenir son axe privilégié avec l'empire ottoman comme le fondement de sa politique d'attraction vis-à-vis des musulmans d'Afrique et d'Asie, pour contrecarrer l'influence de la France, de l'Angleterre et de la Russie (cf. Maria Rosa de Madariaga, *Abd el-Krim...*, *op. cit.*, p. 118-119), qui utilise comme source le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* de janvier-février 1915. Pour la biographie de Carl Heinrich Becker, voir aussi l'introduction de Giuseppe di Costanzo à la traduction en italien de l'essai de Becker « *Der Islam als Problem* », *L'Islam come problema*,

Apparemment séparée des autres actions qu'on cherche à mener et qui ont comme but déclaré la tentative de soulever les populations autochtones contre la France, l'incitation à la désertion n'est cependant qu'un élément de la même stratégie. Celle-ci comporte aussi ce que les sources coloniales françaises appellent « agitation antidynastique », laquelle revêt plusieurs formes. Elle n'est pas forcément liée au contexte de la Première Guerre mondiale et elle n'est pas non plus strictement « antidynastique », c'est-à-dire anti-'alawite. Au contraire, les Allemands et les Turcs cherchent à présenter les deux frères de Mawlāy Yūsuf – donc, deux 'Alawites ! – comme les légitimes détenteurs de la souveraineté sharifiennne dont les Français ont usurpé le pouvoir en plaçant « leur propre sultan » sur le trône. Le commandement général se concentre tout d'abord sur Mawlāy 'Abd al-'Azīz qui, au début de la guerre, réside à Tanger. Le 10 août, son attention est attirée par des rumeurs concernant celui-ci, rumeurs confirmées par les renseignements provenant du Gharb²⁷ : l'ancien sultan devrait « *ressaisir son trône et régénérer au Maroc l'ISLAM en chassant les Français* »²⁸ à l'aide des gouvernements de Berlin et de Constantinople. Cette propagande atteint aussitôt le nord du Maroc où Mawlāy 'Abd al-'Azīz serait encore populaire et aurait, chez les notables, de chauds partisans²⁹, ainsi que la montagne Zayyān où, cependant, les autorités coloniales estiment qu'elle aura moins de succès. Les Français craignent également l'agitation que cette politique pourrait provoquer dans certaines populations berbères « *plus arabisées de l'Innaouen, de l'Ouergha et de la zone frontière* »³⁰. Et ils ont raison de redouter cette propagande : les Ghyata, l'une des tribus parmi les plus hostiles, proclament Mawlāy 'Abd al-'Azīz sultan et lui envoient leur bay'a à Tanger³¹. De même, un échange de lettres a lieu entre certains notables de la région de Taza et des partisans azizistes à Melilla et à Tanger, foyers de la campagne pour la restauration de l'ancien sultan. C'est pourquoi la Résidence générale décide dès le mois de septembre 1914, d'éloigner Mawlāy 'Abd al-'Azīz en France³² et désamorce ainsi la propagande qui le mettait à la tête de la lutte antifranaise³³. Toutefois, son nom reste une référence pour les membres

Soveria Mannelli, Rubettino Editore, 2000, p. 11-25, dans lequel le pamphlet dont parle le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* est absent de la bibliographie de l'éminent orientaliste allemand, bien qu'on fasse mention de son activité politique pendant et après la Grande Guerre.

²⁷ *Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général*, doc. cité.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Ibidem*.

³¹ A remarquer que pendant la révolte de Bū Hmara (1902-1909), les Ghyata avaient été l'une des tribus sur lesquelles le Rogui avait pu compter pour combattre les troupes du Makhzan de Mawlāy 'Abd al-'Azīz.

³² Cependant, vers le milieu de la guerre, Lyautey propose à l'ancien sultan, résidant à Pau, de rentrer au Maroc, à Casablanca. Mawlāy 'Abd al-'Azīz refuse, protestant que son seul désir est de rentrer à Tanger, ce que le résident général lui refuse, Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e tome, p. 137.

³³ *Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général*, doc. cité.

de quelques tribus restées « azizistes » et qui, évidemment, ignorent son départ du Maroc. Le 16 janvier 1915, une lettre du général Henrys fait état d'hommes venus du Sūs, passés par Tanger et le Wādī Tahaddart et qui auraient vu en chemin sous « *les tentes des Allemands*³⁴, [des Marocains], *qui venus d'un peu partout (...), s'y sont installés sous la garde des Djebala. Ils reconnaissent l'autorité de Moulay Abdel Aziz qui, prétendent-ils, est actuellement à Tanger et qui a nommé au Souk établi près du campement, un Pacha, un Khalifa, un Mhotasseb, ce souk s'appelle souk Abdel Aziz* »³⁵.

Toutefois, les Germano-Turcs semblent déployer tous leurs efforts vers Mawlāy 'Abd al-Hafidh qui paraîtrait plus disposé à mener le combat pour récupérer son trône. Le 25 novembre 1914, dans un rapport au ministère des Affaires étrangères, Lyautey fait le point sur les effets de la propagande panislamique. Il souligne que le gouvernement turc offre une pension deux fois plus élevée que la pension française ainsi qu'un appui logistique important à l'ex-sultan pour reprendre le pouvoir. Il préconise l'adoption de mesures de précaution : « [Nous devons] *développer par tous les moyens le prestige de Moulay Youssef et lui conserver dans toute son intégrité son caractère de chef religieux* »³⁶. De fait, le résident général se montre assez rassurant quant aux influences de la propagande ottomane auprès des Marocains, en raison de leur indifférence séculaire envers les sultans de la Sublime Porte³⁷. Toutefois, il ne manque pas de souligner que « *l'Empire Turc représentant à leurs yeux le seul État musulman ayant une apparence d'indépendance et faisant figure de puissance dans le concert européen, [les Marocains] apportent un certain*

³⁴ Lesquels, vraisemblablement, entretiennent cette propagande.

³⁵ Note de renseignements n°72 NR, le général de division Henrys, commandant général du Nord à Lyautey, Mīknās, 16/1/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

³⁶ Lettre n°255, Lyautey au ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 25/11/1914, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122. Une première partie de la lettre se trouve dans le premier dossier et une seconde dans le deuxième.

³⁷ « *La question ne se présente pas du tout au Maroc comme en Algérie, en Tunisie et en Égypte et j'insiste particulièrement sur ce point de vue : alors que les pays précités ont toujours reconnu l'obédience spirituelle du sultan de Constantinople et ont été longtemps sous son obédience politique, ou le sont même encore comme en Égypte ; que d'autre part nos sujets algériens ont continué à entretenir des relations souvent fort étroites avec des sujets de l'empire Turc, le Maroc au contraire s'est toujours montré d'une intransigeance irréductible, à ignorer les sultans de Constantinople, n'ayant aucune origine chérifienne et à reconnaître d'autre souveraineté spirituelle que celle du sultan du Maroc, qu'ils considèrent comme le véritable représentant de l'Islam dans le monde comme étant le descendant direct du Prophète. J'avais déjà été vivement frappé à mes premiers contacts à Aïn Sefra et à Oran avec les tribus marocaines les plus mêlées aux tribus algériennes, telles que les Beniguil, de ce qui les différenciait des tribus algériennes et eût rendu très difficile leur annexion si on l'avait voulue, c'est que tout en professant leur indépendance administrative à l'égard du sultan marocain, elles étaient irréductibles en ce qui concernait sa suprématie religieuse comme chérif couronné* », *ibidem*.

intérêt à ce qui le touche »³⁸, et que par conséquent, il faut employer tous les moyens pour éviter que les populations du protectorat considèrent que « *le sort de l'Islam [est] lié à la cause du Sultan de Constantinople* »³⁹.

En outre, dans une lettre du 8 janvier 1915, Lyautey transmet à Couget, ministre plénipotentiaire, chargé de l'Agence et du consulat général de France à Tanger, des instructions rigoureuses à propos de l'embarquement d'objets précieux et de colis destinés à Mawlāy 'Abd al-Hafidh qui réside dans le sud de l'Espagne, ainsi que d'un chèque de 400 F joint à la lettre destinée au représentant du sultan à Tanger pour qu'il puisse organiser une surveillance efficace autour de la maison et des gens de Mawlāy 'Abd al-Hafidh⁴⁰. Daniel Rivet soutient que le dernier sultan indépendant était devenu, après le traité de Fās, « *la phobie privilégiée de Lyautey* »⁴¹. En effet, après son abdication et un périple qui l'avait conduit en Orient, Mawlāy 'Abd al-Hafidh avait conclu avec le protectorat un « *arrangement immobilier fructueux pour les deux parties* »⁴². Il s'agissait, pour les Français, d'acheter presque toutes ses propriétés immobilières pour la somme de 2,5 millions de francs. Mais déjà au début de la guerre, le chargé d'Espagne à Tanger offrait à l'ancien sultan de s'installer dans la péninsule pour lui permettre d'échapper à la surveillance de la Résidence générale. Etabli à Séville, Mawlāy 'Abd al-Hafidh fait figure d'un roi exilé, provoquant la colère de Lyautey qui lui coupe sa pension⁴³, fait séquestrer ses biens au Maroc et obtient le retrait de sa protection. Cette crainte du résident général qui, peut-on supposer, considère le sultan détrôné comme le dernier obstacle à la légitimité du protectorat français, s'exprimera plusieurs fois

³⁸ *Ibidem*.

³⁹ *Ibidem*. En effet, le 9 septembre 1914, les consulats allemands avaient diffusé une déclaration de Guillaume II dans laquelle le Kaiser affirmait qu'il n'y avait aucune guerre contre le monde musulman et que les prisonniers de guerre musulmans faits aux troupes françaises devaient être libérés et envoyés au sultan de Constantinople, *khalifa* du monde musulman, Abdil Bicer, « La Propagande anti-française au Maroc en 1915 », dans *Revue historique des armées*, n°235/II 2004, cité par Frédéric Médard, *Les prisonniers en 1914-1918, acteurs méconnus de la Grande Guerre*, Paris, Éditions Soteca, 2010, p. 110.

⁴⁰ Lettre n°10D, Lyautey au ministre plénipotentiaire, chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, Rabāt 8/1/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁴¹ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 137.

⁴² *Ibidem*. Charles-André Julien, *op. cit.*, p. 88-90, relate bien tous les « pourparlers » des autorités du protectorat à peine instauré, et notamment de Lyautey, avec Mawlāy 'Abd al-Hafidh, dans une ambiance de méfiance et d'hostilité latente entre le résident général et le sultan, afin de le convaincre d'abdiquer, ce qui a lieu le 12/8/1912. Celui-ci, afin de manifester la renonciation forcée au trône et la fin de l'indépendance du Maroc, détruit peu avant son départ tous les symboles de la souveraineté sharifienne à l'exception des livres saints.

⁴³ La pension s'élevait à 6 000 P.H. Dès son arrivée en Espagne, l'équivalent lui aurait été versé par la Deutsche Bank, lettre n°163/52, l'agent d'Italie au Maroc à S.E. le sénateur Vittorio Scialoja, ministre des Affaires étrangères à Rome, Tanger, 19/3/1920, ASMAE, Serie Affari Politici 1919-1930, Marocco, Pacco 1423 (1919-20), d. 5997.

pendant la guerre. A la suite de la saisie de deux navires chargés d'armes par les Espagnols et les Anglais dans les eaux de l'Andalousie, Lyautey avait immédiatement adressé une lettre au ministre des Affaires étrangères soutenant que le fait en question « (...) apporte une preuve convaincante de l'importance majeure qu'il y aurait à décourager Moulay-Hafid de résider dans le sud de l'Espagne »⁴⁴, réitérant le même jour « l'inconvénient (...) qu'il y aurait à laisser Moulay Hafid résider dans le sud de l'Espagne qui est précisément le centre le plus actif de l'action antifranaïaise au Maroc »⁴⁵. De fait, l'ex-sultan est contacté à Séville par le major Arnold Von Kalle, attaché militaire de l'ambassade allemande à Madrid, et par des officiers turcs⁴⁶.

Le résident général semble propager sa « phobie » à l'ensemble des autorités consulaires françaises installées en Andalousie. En février 1916, à l'occasion d'importantes investigations sur des possibles embarquements d'armes pour le Maroc au départ de Séville, Tinayre, consul de France, ne manque pas de rassurer l'Agence de France à Tanger : « Notre surveillance est redoublée autour des gens qui fréquentent Moulay Hafid »⁴⁷. Quelques jours plus tard, Lyautey transmet au commandant de la Division navale à bord du Cassard, un télégramme du ministère des Affaires étrangères qui réclame l'attention de la Marine sur un possible embarquement de Mawlāy 'Abd al-Hafidh pour le Maroc⁴⁸. On craint un débarquement de l'ancien sultan au Rîf ou sur la côte atlantique, avec l'aide des Allemands et des Turcs, et ce, même quand, sur invitation de Lyautey, les autorités espagnoles l'isolent d'abord à San Sebastian dans les Pays Basques, puis à San Lorenzo del Escorial non loin de Madrid⁴⁹.

L'inquiétude d'une agitation ayant comme toile de fond un mouvement panislamique, se trouve justifiée quand pendant l'été 1915, les Alliés ont connaissance d'un « Document blanc » et d'un « Document vert – Appel à la guerre sainte ». Les deux pamphlets diffusés par la propagande germano-turque

⁴⁴ Lettre n°981, résident général au ministère des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabât 24/11/1914, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916), vol. 179.

⁴⁵ Lettre n°981 G, résident général au ministère des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabât 24/11/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁴⁶ Tél. n°28, ministre des Affaires étrangères au résident général, Paris 24/1/1915, 14 h 15, CADN, ARGM, CD, c. 617-2. D'après Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 138, Lyautey aurait aussi envisagé de faire séquestrer Mawlāy 'Abd al-Hafidh d'Espagne par les services de la Résidence générale et de le faire emmener au Portugal. A la fin de la guerre, en manque de la pension allemande, l'ancien sultan sollicite l'amân et sa rentrée à Tanger, ce qui lui est refusé par le résident qui l'autorise cependant à s'installer à Enghien.

⁴⁷ Lettre du consul de France à Séville à M. le ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 7/2/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁸ Lettre n°40 DRC 2, commissaire résident général au commandant division navale à bord du Cassard, Rabât 12/2/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁴⁹ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 137-138.

s'adressent aux soldats musulmans engagés dans leurs armées et aux populations des pays musulmans sous la domination de l'Entente. Les objectifs sont évidents :

« DOCUMENT BLANC - Louange à Dieu, que la prière et le salut soient sur le prophète de Dieu. Soldats musulmans qui êtes sous la dépendance des ennemis de Dieu, les Français, les Anglais et les Russes, sachez qu'en combattant avec ces pires ennemis de l'Islam vous commettez une impiété manifeste, car vous combattez dans la voie du Démon. Or le musulman doit combattre dans la voie de Dieu et non dans celle du Démon (ou de Taghout). Dieu Très Haut a dit : Ceux qui croient combattent dans la voie de Dieu, et les infidèles dans la voie du Démon (ou de Taghout) ; quiconque combat avec eux est égaré dans ce monde et dans l'autre. Voyez leur perfidie, même en temps de guerre : alors que vous leur prêtez assistance, alors que vous les défendez, ils vous placent au premier rang et vous exposent à la mort. Sachez que Dieu, dans sa bonté, apporte le salut à vos pays. En effet, le gouvernement ottoman a proclamé la guerre sainte, pour la cause de Dieu, dans l'univers entier, afin de délivrer le monde musulman de ces démons et il a conclu un accord dans ce but avec l'Allemagne. Il ne reste aucune excuse au musulman pour s'abstenir de la guerre sainte. Hâtez-vous d'accourir avec toutes vos armes et vos biens, vers l'armée allemande et autrichienne et le gouvernement turc. Quiconque viendra dans nos armées, nous l'enverrons à Stamboul, et il sera respecté et honoré. S'il le désire, il y restera jusqu'à la fin de la guerre, et, s'il le veut, le gouvernement ottoman lui donnera des armes et l'enverra à l'armée, qui délivrera son pays, s'il plait à Dieu, le Très Haut, et il combattra pour la cause de Dieu afin de sauver sa patrie et ses frères, les musulmans ».

« DOCUMENT VERT - APPEL A LA GUERRE SAINTE adressé aux musulmans du monde entier par le gouvernement du Khalife contre ses ennemis, les Français, les Anglais et les Russes. O musulmans, qui êtes répandus dans toutes les régions du globe, le prince des croyants, khalifa du prophète de Dieu, vous appelle à la guerre sainte pour défendre la religion de Dieu et vous crie: levez-vous pour le combat ; chargés ou légers, marchez et combattez dans le sentier de Dieu, avec vos biens et vos personnes. Sachez que les Anglais, les Français et les Russes, infidèles pervers, se sont réunis contre vous ; ils ont levé leurs armées, résolus à faucher les musulmans, à anéantir leur religion et à détruire leurs mosquées. Levez-vous comme un seul homme, formez un seul bras pour les défendre ; aucun blâme ne vous atteindra et si vous aidez Dieu, lui-même vous assistera. Les soldats turcs combattent les Russes dans le Caucase pour délivrer les habitants musulmans de ces régions, leurs frères en religion, des mains des Russes, combattant ainsi dans la voie de Dieu. Sachez que le chérif Senoussi, qui n'a cessé d'inviter le khalifa du prophète de Dieu à proclamer la guerre sainte, est arrivé en Égypte, avec des milliers de musulmans, pour massacrer les Anglais, tandis que d'autre part les

soldats turcs ont envahi les frontières égyptiennes et se sont emparés du canal de Suez. Beaucoup de vos frères du Moghreb, tunisiens et marocains, opprimés par les Français, se sont levés contre ces derniers et les ont chassés de leurs territoires. Sachez que la Sublime Porte, qui est maintenant l'alliée de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, amies de l'Islam, s'est levée contre les Anglais, les Français et les Russes. Les Allemands ont infligé une défaite sanglante aux Russes qui ont perdu des milliers et des milliers de soldats. Les Français, les Anglais et les Russes luttent contre l'Islam. Levez-vous contre ceux qui vous oppriment, combattez-les et tuez-les, comme vous l'ordonne le khalifa du prophète de Dieu. Dieu leur infligera un châtement dans ce monde et dans la vie future »⁵⁰.

Les deux documents constituent de véritables exhortations à désertre des armées françaises, anglaises et russes et à rejoindre la Sublime Porte. Comme le montre le récit du tirailleur marocain al-'Arbi bin Ahmad Djariri, cette propagande voit sa véritable concrétisation auprès des musulmans servant dans les rangs alliés et capturés par les troupes allemands pendant la guerre.

Originaire de la fraction Aghbūla de la tribu des Awlād Djarīr, dans la région du Wādī Dra'ā, al-'Arbi s'engage comme volontaire pour quatre ans le 12 mars 1915 à Marrākesh, où il est incorporé à la 14^e Compagnie du 4^e Bataillon. Dirigé sur Rabāt puis sur la France, il participe à divers combats jusqu'au 6 octobre 1915 où il est fait prisonnier avec d'autres soldats de la même compagnie, pendant la bataille de la Champagne. Il sera interné dans les baraques du camp de Giessen, où il demeurera trois mois : « [Nous étions] assez bien traités par les Allemands [qui] nous laissaient librement circuler dans toute l'étendue du camp et gâtés par les Français et Anglais qui partageaient avec nous les colis de vivres et de vêtements qu'ils recevaient »⁵¹. Il est ensuite transféré avec les autres musulmans au camp de « Mohammadin », aménagé par les Turcs et situé à environ une journée de chemin de fer de Giessen⁵².

Le camp « se composait d'innombrables baraques et représentait, au minimum, comme étendue, la superficie de la ville de Mogador. Au centre du camp se trouvait une vaste mosquée en planches surmontée d'une koubba où les

⁵⁰ Annexes à la dépêche à St. Sébastien n°581, 3/9/1915, CADN, AAFE-M., série B, *Guerre 1914-1918*, c. 511. Les documents, dont les traductions françaises n'indiquent pas de date, font vraisemblablement partie de *l'Islam dans l'armée française*, une brochure d'une quarantaine de pages publiée à Constantinople en 1915, et dont l'auteur est un tirailleur algérien déserteur, Rabah Boukabouya alias *El Hadj Abdallah*. La brochure fait partie d'une série de publications sur le rôle des musulmans dans la Grande Guerre, inspirées par le gouvernement de Berlin, Frédéric Médard, *op. cit.* p. 113-114.

⁵¹ *Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari*, Mogador 9/2/1917, signé par l'officier interprète Pozzo di Borgo, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

⁵² *Ibidem*.

fidèles pouvaient aller prier comme bon leur semblait ; à proximité de la mosquée s'élevait un hammam très confortable, pourvu de tout le nécessaire et dont [ils avaient] la libre disposition »⁵³. Le tirailleur marocain soutient que le camp retenait environ 25 000 hommes prisonniers dont des Algériens, des Marocains, des Tunisiens et des Goumiers, organisés par les Germano-Turcs en cinq bataillons, dont un est composé de mutilés ou de blessés graves. Il souligne que « comme à Giessen, les Allemands ne nous malmenaient pas »⁵⁴ et qu'en revanche « toutes les misères que nous avons subies là-bas étaient provoquées par nos sergents qui nous vendaient et nous achetaient aux Allemands pour mériter (...) [une] prime hebdomadaire (...) qui leur était accordée. Nous avions tous pour nos sous-officiers marocains une haine féroce et quelques-uns d'entre eux ont eu affaire [sic] à nos couteaux »⁵⁵. La liberté de circulation dans le camp est complète : « En dehors de quelques heures d'exercices qui nous étaient imposés, on nous laissait parfaitement tranquilles »⁵⁶.

A côté de ces aspects de la captivité racontés par al-'Arbi avec un mélange d'étonnement et d'admiration et qui, vraisemblablement, impressionnent ses coreligionnaires autant que lui, les Turcs développent une propagande intense pour l'enrôlement des prisonniers : « Journallement, ces Turcs répartis dans le camp groupaient autour d'eux tous les prisonniers de Mohammadin. Montés chacun sur une estrade, ils lisaient des télégrammes de guerre annonçant régulièrement des défaites françaises, puis ils haranguaient la foule. Leur thème habituel était que toutes les colonies françaises se trouvaient à feu et à sang par l'insurrection, que les Français, véritables oppresseurs des musulmans dont ils avaient usurpé les territoires, étaient bien près d'être totalement écrasés par les Allemands, amis de l'Islam, que ces derniers se battaient pour l'honneur du Prophète et pour le rétablissement intégral de l'indépendance musulmane, et ils terminaient en engageant les prisonniers à prendre du service dans l'armée turque afin de combattre pour l'Islamia »⁵⁷. Mais ces arguments ne semblent pas convaincre les prisonniers. Ils croient en la victoire de la France et, par conséquent, sont sourds aux propositions d'enrôlement dans les rangs ottomans jusqu'au moment où, d'après le tirailleur marocain, les Turcs centrent leur discours sur un autre registre : « Leurs prédicateurs (...) nous humilièrent profondément en nous représentant nos femmes et filles livrées en Afrique à toute la lubricité et à tous les outrages des Français, pendant que, nous refusant à nous ranger pour tirer vengeance de cette honte, sous l'étendard de l'Islamia, nous nous obstinions à demeurer les

⁵³ Ibidem.

⁵⁴ Ibidem.

⁵⁵ Ibidem.

⁵⁶ Ibidem.

⁵⁷ Ibidem.

soldats captifs d'une nation vaincue, sans espoir de relèvement. Ces propos firent bouillonner bien des cœurs et les soldats les plus atteints par ces arguments se présentèrent dans les jours qui suivirent au bureau de l'enrôlement turc. Leur nombre se monta au total à 600 dont, environ, 20 Marocains, le restant Algériens ou Tunisiens. Lorsque la liste fut close, ils partirent pour la gare en hurlant à maintes reprises cette imprécation : Allah Insal Din en Francis (Que Dieu maudisse la religion des Français). Cela ne manqua pas d'agir sur nos nerfs et le doute s'empara de nos esprits. La plupart des partants étaient des prisonniers du début de la guerre, moralement fatigués par leur longue détention »⁵⁸.

Le camp dont al-'Arbi parle aux Français est en réalité le *Halbmondslager* (camp du croissant lunaire) situé à Zossen-Wünsdorf, dans la région du Brandebourg, au sud de Berlin. Aménagé avec les comforts décrits par le tirailleur et une mosquée inaugurée par Guillaume II, il n'hébergera pas plus de 3 400 prisonniers (et non 25 000 !) dont environ 2 000 rejoignirent l'armée turque qui combattait en Mésopotamie, en Macédoine et en Palestine⁵⁹. Un autre camp avait été construit non loin de celui-ci par les Allemands selon le même modèle, mais destiné aux Tartares russes, eux aussi musulmans, qu'ils cherchaient à dresser contre les troupes du Zar.

Al-'Arbi bin Ahmad Djariri demeure prisonnier au *Halbmondslager* un peu plus d'un an, puis il est emmené à Berlin et engagé comme guide dans la « mission Probst » en raison de son appartenance à une tribu des environs du Wādī Dra'a, région où les Allemands espèrent apporter des armes et de l'argent à Ahmad al-Hayba.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ James W. Gérard, *Face to face with Kaiserism*, New York, George H. Doran Company, 1918, p. 96 et 345. Frédéric Médard, *op. cit.*, p. 110-118, ajoute de nombreux détails sur le *Halbmondslager*, précisant que les Allemands avaient établi un autre centre de regroupement des prisonniers musulmans à Salzberger, tandis que d'autres partageaient le sort des prisonniers européens dans les camps éparpillés un peu partout dans le Reich.

II.2 - L'action allemande et les contre-mesures françaises

Si la propagande en faveur des anciens sultans déchus prend un tour « panislamique », il ne nous semble pas que la politique allemande envers les autres chefs marocains, désignés quelquefois par les documents coloniaux comme en conflit direct avec le trône de Mawlāy Yūsuf⁶⁰, ait les mêmes caractéristiques. En excluant al-Hayba, qui opère entre le Sahara et le Sud marocain et dont les objectifs antidynastiques s'étaient clairement manifestés, voire matérialisés en 1912, pour les interlocuteurs du gouvernement de Berlin il s'agit de trouver un allié antifrçais plutôt qu'anti-'alawite ; et la politique allemande va exactement dans ce sens. Ces chefs, bien qu'ayant un charisme remarquable dans leurs zones d'action respectives, n'affichent ni une réelle volonté ni une dimension religieuse et/ou politique extrarégionale capable d'investir tous les territoires soumis à la pénétration française et de constituer une sérieuse alternative à la dynastie sur le trône.

C'est ainsi qu'à côté de la propagande visant les grands thèmes énoncés, on peut distinguer une véritable « action directe sur les tribus », par laquelle les Allemands tentent de provoquer un soulèvement général contre les Français. Pour ce faire, ils ont deux problèmes impératifs à résoudre : 1) trouver des hommes crédibles, fidèles, avec une autorité certaine sur une partie des territoires visés, c'est-à-dire qui, pour une raison ou une autre, s'opposent farouchement à l'avancée des Français ; 2) confirmer leur rôle primordial auprès de ces tribus comme pourvoyeurs de fonds et d'armes sans mettre en évidence qu'ils cherchent à remplacer les Français à la tête du protectorat, mais qu'ils soutiennent plutôt les revendications d'autonomie et/ou d'indépendance des populations.

Ces « dissidences » ne sont pas une « invention » des Allemands et des Turcs. Elles existaient déjà avant la guerre, même si l'action des tribus demeure étouffée par les avancées du Corps d'occupation français au nom de Mawlāy Yūsuf. Les Allemands doivent faire adhérer ces populations à leur politique, leur fournissant les moyens matériels d'une guerre antifrçaise : souvent, des cadres et des soldats européens – des légionnaires, par exemple, qui serviraient également à contrôler et à mieux véhiculer l'argent et les armes. Les agents du gouvernement impérial semblent cibler des chefs comme al-Raysūnī au nord-ouest, dans la région comprise entre Tanger et le début de la zone française ; 'Abd al-Mālik, dont l'influence s'étend entre les confins orientaux de la zone espagnole et la région de Taza ; Ahmad al-Hayba, agissant entre le Sahara et le Sud-Ouest marocain. A côté de ces trois hommes, dont l'action est constante

⁶⁰ C'est le cas, par exemple, de la *Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général*, doc. cité, qui considère al-Raysūnī comme le chef d'« une autre forme » d'agitation antidynastique.

pendant la guerre et sur lesquels les Allemands concentrent leurs efforts, il faudrait énumérer toute une série de personnages moins importants, occasionnels, auxquels il faut encore ajouter ceux de la résistance berbère qui profitent des effets de la propagande et des agissements germano-turcs sans être pleinement dirigée et/ou contrôlée par les gouvernements de Berlin et de Constantinople.

Pour atteindre leur but, les Allemands utilisent une organisation assez bien montée en Espagne et au Maroc espagnol⁶¹. Il n'est pas facile d'en reconstituer l'organigramme ni les activités des hommes qui agissent sur le sol ibérique, utilisés comme tremplin pour « sauter » le détroit de Gibraltar et atteindre le cœur du Maghreb. Cela est d'autant plus difficile qu'il n'y a pas, à notre connaissance, d'ouvrage complet sur la conduite et le rôle joué par le gouvernement espagnol pendant le premier conflit mondial. Par conséquent, dégager les responsabilités et les complicités politiques, militaires et industrielles de la péninsule bienveillantes envers l'une ou l'autre alliance en guerre comporte un certain degré d'approximation.

De facto, l'Espagne est divisée en deux, avec un roi, Alphonse XIII, dont les sentiments pro-allemands sont notoires et un gouvernement – ou, du moins, une partie de celui-ci – qui cherche à maintenir une position neutre, « équidistante » entre un profit économique possible et une opinion publique divisée entre germanophiles et alliadophiles⁶². De même, les milieux militaires qui pèsent lourdement sur les décisions de l'exécutif, demeurent partagés, avec une prédominance d'éléments qui regardent Berlin avec complaisance. Dans ce contexte, le gouvernement impérial trouve un terrain assez propice à la création d'un véritable filet d'agents qui opèrent et coordonnent leur « action » dans la péninsule et au Maghreb.

Au sommet de cette structure, l'ambassadeur allemand à Madrid, le prince von Ratibor, représente le contact avec Berlin qui envoie les instructions et l'argent. A ses côtés, l'attaché militaire de l'ambassade, le major von Kalle, est chargé de coordonner les différents agents au Maroc pendant que l'attaché naval von Krohne s'occupe des questions relatives aux sous-marins. Un rôle non

⁶¹ Le capitaine Huot, chef du Centre de renseignements de Tanger, la définit comme « machine allemande depuis longtemps construite en Espagne et dirigée contre les intérêts français au Maroc », dans sa *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

⁶² On remarque ainsi l'existence d'une « Ligue Antigermanophile » et des manifestes en faveur du 23 avril 1915 et de la « Unión Democrática Española ». Dans les milieux pro-allemands, à part les nombreux journaux qui sont directement ou indirectement liés à la propagande menée par l'ambassade du Reich à Madrid, il faut considérer le soutien de l'archevêque de Tolède, Primat d'Espagne, le cardinal Guisasola y Menéndez ou les séances cinématographiques à faveur de la Croix-Rouge allemande, Paul Aubert, « La propagande étrangère en Espagne pendant la Première Guerre mondiale », *Españoles y Franceses*, op. cit., p. 368 et 389.

mieux défini est attribué au conseiller von Stoeher⁶³. A Barcelone, l'action du baron Ostman von der Leye, consul du gouvernement impérial, s'appuie sur le *Deutscher Nachrichtendienst für Spanien*⁶⁴ (Bureau d'informations allemandes pour l'Espagne) dirigé par August Hofer, chargé de la propagande dans les journaux et les brochures « *d'un tel luxe d'impression et d'illustration* »⁶⁵ qu'on les soupçonne d'être subventionnées directement par Berlin par le biais des frères Mannesmann. Ceux-ci auraient d'ailleurs leur quartier général dans la capitale catalane et seraient considérés comme le moteur de toute l'organisation antifranaïaise en Espagne et au Maroc⁶⁶.

La diffusion des journaux allemands est le premier moyen par lequel la propagande se répand en Espagne et au Maroc espagnol. Le plus important d'entre eux serait « *Die Welt Im Bild* », avec de remarquables illustrations et un texte en cinq langues : le français, l'allemand, l'anglais, l'arabe et le russe. Le journal serait envoyé par paquets aux consuls ou aux agents consulaires de Séville, Cadix, Algésiras et Malaga pour être distribué au Maroc, sans atteindre véritablement les Marocains⁶⁷. Toutefois, les Français soulignent que les journaux qui leur sont les plus hostiles restent ceux qui se publient en Espagne, parfois subventionnés par l'Allemagne tels que le fameux « *A.B.C.* », très répandu et très lu dans les ports marocains de la zone espagnole ; le « *Correos de España* »⁶⁸ ; « *El Porvenir* », journal officiel de l'agence espagnole à Tanger ; le « *Telegrama del Rif* », de Melilla, et « *La Correspondencia de Africa* »,

⁶³ Louis Barthou, *op. cit.*, p. 35. A propos de Von Kalle, le 27/8/1915, Lyautey, sous le n°149 CMC, adresse une lettre au ministère de la Guerre et au ministre des Affaires étrangères relatant des « *renseignements apportés par le commandant Huot de Madrid et de Gibraltar (...) dont il se porte garant* », dans laquelle il affirme : « [L'attaché militaire allemand] aurait reçu du Kaiser mandat de s'occuper plus spécialement des questions marocaines. Entouré de M. Weisberger qui a parcouru jadis toute l'Afrique du Nord, à la suite de M. Oppenheim, pour y étudier les questions musulmanes, du prince Aziz-Hassen, le vaincu de Lule-Bourgas, de divers agents allemands, réfugiés en Espagne, de Turcs, de Syriens, d'Espagnols achetés, il a élaboré un plan qui consiste à entretenir soigneusement en Espagne l'hostilité qui se manifeste contre nous dans certains milieux et à inciter les Espagnols au Maroc à multiplier les incidents qui pourraient légitimer de leur part une intervention qui se traduirait par l'occupation de Tanger », SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919); sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

⁶⁴ Anne Rosenbush, « *Por la Patria y la verdad – Germany's effort to maintain Spanish neutrality during the First World War* », Maria Fernanda Rollo, Ana Paula Pires, Noémia Malva Novais (ed.), *War and Propaganda in the XXth Century*, Lisbonne, IHC – CEIS20, 2013 (<http://run.unl.pt/handle/10362/10758>, 9/1/2014), p. 19.

⁶⁵ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

⁶⁶ *Ibidem*.

⁶⁷ Une liste plus détaillée des journaux germanophiles publiés en Espagne est donnée par Paul Aubert, *op. cit.*, p. 357-411, p. 386-389.

⁶⁸ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

publié à Al ‘Ara’ish, germanophile et francophobe⁶⁹. Lyautey, soulignant la complicité espagnole dans la propagande allemande, ajoute : « *Les agents allemands, sous l’œil bienveillant des autorités espagnoles, répandent à profusion dans les tribus les journaux germanophiles, les appels à la guerre sainte dirigée contre nous, les excitations contre les chefs français et l’argent à défaut des armes et des munitions qu’ils ne peuvent plus faire pénétrer que par petites quantités, d’abord en raison de la pénurie de l’armement en Europe résultant de la prolongation de la guerre et aussi, par suite des mesures de surveillance maritime prises dans les eaux du détroit de Gibraltar* »⁷⁰.

De fait, les consuls ou agents consulaires austro-allemands des villes de l’Andalousie et du Maroc espagnol sont le prolongement naturel du dispositif mis en place par le Reich. Ils jouissent de l’appui constant des Mannesmann avec leur personnel marocain « *qui semble (...) [leur] être sincèrement dévoué* »⁷¹ et qui fonctionne comme liaison entre l’Andalousie et le territoire maghrébin. Ce personnel attaché aux comités germanophiles locaux serait constitué, en principe, par Alī bin Mohammad à Titwān, Bin Hima à Chiclana, Shu‘ayb Tamsamani à Malaga, Sī Mohammadi à Séville et Bū Mghayt à Séville et Algésiras⁷². Le capitaine Huot, du Centre de renseignements de Tanger, dans sa note attire l’attention sur trois axes hispano-marocains. Le premier, considéré comme le plus important « *dans les circonstances actuelles* »⁷³, comprend Melilla et Malaga. Malaga serait le centre de regroupement d’un bon nombre d’Allemands qui reçoivent souvent la visite d’Henri Mannesmann et se retrouvent « *dans une petite brasserie de la calle Marques de Larrios* »⁷⁴ où ils

⁶⁹ Tél. n°134 G, Casablanca, 30/3/1915, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l’armée, section Afrique, c. 2122.

⁷⁰ Lettre n°149 CMC, Lyautey au ministre de la Guerre et au ministre des Affaires étrangères, 27/8/1915, doc. cité.

⁷¹ Note sur l’action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

⁷² Ibidem. D’ailleurs, l’activité de Bū Mghayt semble être des plus importantes. A la fin de janvier, avant son départ pour Séville, il cherche à louer, sans succès, un petit voilier pour se rendre d’Algésiras à la zone espagnole du Maroc, tél. n°979, consul de France à Gibraltar à résident général, 17/2/1915, 15 h 05, CADN, ARGM-CD, c. 617-2. L’année suivante, une information anonyme du 27/5/1916, provenant de Séville, assure : « *Boumegait, ex-employé des Mannesmann (...) est peut-être celui qui, à Séville, s’occupe le plus activement de toutes les affaires clandestines avec le Maroc : transport de correspondance, trafic d’armes, de munitions, etc. Il n’est pas une affaire louche de cette nature dans laquelle il ne joue, moyennant rétribution, un rôle, souvent le principal. Quoiqu’il soit illettré, c’est, dit-on, un homme intelligent et, de plus, audacieux. Il a, paraît-il, des intelligences avec des pêcheurs de Puerto S.ta Maria (...)* », SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l’armée, section Afrique, c. 2124. Bū Mghayt continue son activité pendant la guerre du Rif, quand il fait fonction de courrier entre les Rifains et les Espagnols, María Rosa De Madariaga, *Abd el-Krim...*, op. cit., p. 297.

⁷³ Note sur l’action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

⁷⁴ Le nom exact de la rue est *Calle Marqués de Larrios*, existante encore aujourd’hui à Malaga.

peuvent boire de la bière allemande et manger des produits de leur pays »⁷⁵. Les plus notables d'entre eux sont l'ingénieur Langenheim, homme de confiance d'Henri Mannesmann vivant en Afrique du Nord depuis 1907⁷⁶; Haaslinger, son fondé de pouvoir, Fritz Schwarzenholzer, ingénieur, Kurt Hempel, Karl Kleinoscheg et Stalwinger. A ce dernier, « *qui se fait appeler aussi Pfeffer, Petit Doseur, Fulenkamps [ou Fulenkampff]* »⁷⁷, ancien légionnaire et probablement ancien officier allemand, revient la tâche de « *semer la révolte dans la Légion étrangère à Bel-Abbès et à Saïdia* »⁷⁸. Pour ce faire, il reçoit « *des sommes relativement considérables* »⁷⁹ de l'ambassade à Madrid, « *qu'il a toujours dépensées pour ses plaisirs* ». Considéré comme « *homme à tout faire* »⁸⁰, il serait « *intelligent mais débauché, alcoolique et brutal* »⁸¹, menant « *une existence déréglée* »⁸².

À Melilla, les Allemands trouvent en Bashir bin Sinnah, ancien fonctionnaire du Makhzan⁸³, délégué du sultan dans le préside, leur meilleur interlocuteur. Il se charge de la propagande et serait impliqué dans les actions plus substantielles comme l'organisation de la désertion de soldats de la Légion étrangère à Taza.

⁷⁵ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

⁷⁶ Voir à ce sujet Michael B. Miller, *Shangai on the Metro. Spies, Intrigues, and French Between the Wars*, Berkeley – Los Angeles – Oxford, University of California Press, 1995, p. 70.

⁷⁷ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

⁷⁸ *Ibidem*.

⁷⁹ *Ibidem*.

⁸⁰ *Ibidem*.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² *Ibidem*. Mais quelques mois plus tard, le consul de France à Malaga, Santi, dénonce un projet à la tête duquel aurait été Stalwinger, visant les bataillons de la Légion étrangère de Nemours, Tilimsān, Al 'Ara'ish et Sebdū. A Malaga, depuis le 2 février 1915, où il est arrivé avec un faux passeport américain au nom de Fulenkampff et d'où il maintient une correspondance suivie avec Tilimsān, probablement avec des anciens légionnaires, Stalwinger, récupéré de l'argent à l'Ambassade allemande à Madrid s'est embarqué pour Melilla le 18 février. Ici, il s'est aperçu des difficultés à atteindre l'Algérie sans un visa du consul de France et les relate à un nommé Ehrenfeld de Madrid dans une longue lettre cryptogammée. N'ayant pas pris le risque de traverser par voie de terre le chemin Melilla-Saydiyah- Tilimsān, le 9 mars il quitte Melilla pour Almeria, lettre n°11, consul de France à Malaga à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, Malaga, 27/1/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁸³ Bashir bin Sinnah al-Djilālī était Pasha des Gūlaya au début du siècle. Abandonnant le territoire de sa juridiction suite aux attaques de Bū Hmara dans les premiers mois de 1903, il s'était réfugié à Melilla avec ses soldats. Toutefois, le 7 novembre 1904, il était à la tête des renforts débarqué à Saydiyah, envoyés par Mawlāy 'Abd al- 'Azīz contre le Rogui, José Antonio Cano Martín, *Bu Hamara y Melilla*, Melilla, Marfe, 1990, p. 43; L. Voinot, *Les conséquences de la lutte du Makhzen et du Rogui à proximité de la frontière algérienne (1903-1905)*, Oran, Société anonyme des Papeteries et Imprimeries L. Fouque, 1934, p. 30-32. Il devient ensuite représentant du sultan dans le Rif. Nous soulignons son passé car la place qu'il occupe à Melilla lui permet d'entrer en contact avec des populations qu'il connaît depuis plus d'une dizaine d'années.

La seconde ligne d'action des Allemands touche Algésiras, Ceuta et Titwān. Dans la ville de la Conférence de 1906, l'agent consulaire d'Allemagne et d'Autriche, Walther, est le centre de ralliement des éléments francophobes tels Westheimer, correspondant pour la propagande du bureau de Barcelone, et l'abbé Valdepares qui, « *aumônier du général Alsina, gouverneur d'Algésiras* »⁸⁴, serait également engagé dans la propagande germanophile. Walther maintient des relations suivies avec les Mannesmann et trouverait dans l'agence de la maison de commerce Tornow, à Ceuta, son interlocutrice principale. L'agence propriétaire du « Heraldo » et d'« El Defensor », deux journaux antifrançais habituellement lus par les officiers des garnisons de Titwān et de Ceuta, jouirait « *d'une extraordinaire faveur auprès des officiers espagnols qui tiennent ses agents, notamment M. Wendele, à Tétouan, dans la plus haute estime* »⁸⁵. A partir d'Algésiras, « *qui, malgré sa proximité de Gibraltar, est un foyer d'intrigues allemandes* »⁸⁶, le flux vers Tanger serait conséquent. Là, les autorités du protectorat avaient incité le Makhzan à expulser les Légations d'Allemagne et d'Autriche, provoquant ainsi le départ de la plupart de leurs ressortissants. Néanmoins, une propagande demeurerait active, menée par des individus restés sur place et d'autres qui seraient retournés, apparemment sans aucun contrôle.

Le troisième axe de concentration des germanophiles en Andalousie se situe autour de Séville et de Cadix et ciblerait spécialement Al 'Ara'ish. A Séville, le consul Otto Engelhardt, également directeur de la compagnie d'éclairage électrique et des tramways de la ville et représentant des firmes Siemens et AEG, coordonne la propagande allemande⁸⁷. A Al 'Ara'ish, on aurait engagé un officier espagnol, Manuel Vigueras y Gómez Quintero, qui aurait pris un congé d'un an afin de diffuser le « verbe » du gouvernement impérial. Cette attitude pro-allemande des militaires de Madrid serait alimentée directement par les hautes sphères de l'armée espagnole, notamment au Maroc⁸⁸.

Le général José Marina Vega, haut-commissaire à Titwān entre 1913 et 1915, est accusé de mener la « pacification » de la zone nord par l'intermédiaire d'al-Raysūnī avec qui les Espagnols se sont réconciliés après les déboires de l'année précédente. La mise en œuvre de cette politique est confiée à Juan Zugasti, secrétaire général de Marina Vega et consul d'Espagne à Tanger, ce qui « *fait également douter de la sincérité de[s] intentions [du haut-commissaire] ou*

⁸⁴ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

⁸⁵ Ibidem.

⁸⁶ Ibidem.

⁸⁷ Ibidem. Pour l'intéressante biographie d'Otto Engelhardt, fusillé par les franquistes en 1936, voir Ruth Engelhardt Pintado, *Engelhardt, Otto*, disponible sur le site web <http://www.todoslosnombres.org/php/verArchivo.php?id=405> consulté le 9 juin 2013.

⁸⁸ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

de celle du gouvernement espagnol à (...) [l'] égard [des Français] »⁸⁹. Il faut cependant préciser que cette ligne d'action n'était pas partagée par l'ensemble des militaires espagnols qui étaient actifs au Maroc. C'est ainsi que, en 1915, le général Manuel Fernández Silvestre allant contre les directives de Marina Vega et, plus généralement, du gouvernement de Madrid, cherche vainement à capturer al-Raysūnī. Il semble aussi être le principal responsable d'une tentative de sabotage des négociations entre l'administration coloniale espagnole et le *sharīf* qui se conclut par l'assassinat du courrier envoyé par Zugasti à al-Raysūnī le 15 mai 1915, et par la démission de Marina Vega qui sera remplacé en juillet par le général Francisco Gómez Jordana Sousa⁹⁰.

Les Français obtiennent d'autres informations sur le réseau germanophile au Maroc grâce aux interrogatoires de Jean Bales Imanoff, alias Georg Regensratz, arrêté par le croiseur auxiliaire français *Corte II* sur le paquebot italien *Re Vittorio* qui faisait le trajet Buenos Aires-Barcelone-Gênes, dans les eaux de la Méditerranée, le 11 avril 1915. Bien qu'il soit détenteur d'un faux passeport vraisemblablement russe, cet individu avoue « *relativement vite* »⁹¹ être un capitaine de réserve au 3^e Bavarois, né à Nuremberg et âgé de 40 ans.

L'enseigne de vaisseau Pruneyre qui interroge Regensratz pendant plusieurs jours, et est confronté à ses contradictions et ses demi-mots, suspecte qu'il détient des informations sur le Maroc. Il découvre ainsi que Regensratz connaît les réseaux d'agents allemands qui opèrent au Maghreb. Il nomme « *sans y être invité* »⁹² Friquet, chauffeur des Mannesmann⁹³, et reconnaît avoir appris en Espagne un certain nombre de détails sur l'organisation germanophile qui agit dans le pays et sur l'autre côte de la Méditerranée : « *Plusieurs groupes d'officiers allemands sont déjà au Maroc ; un autre groupe va partir, soit par l'Espagne, soit par Brindisi, soit même par la France pour débarquer à Melilla ; mais dans ce groupe, tous parlent très bien français, anglais, espagnol, italien et arabe et ont des passeports en règle. Beaucoup de ceux partis sont à Taza* »⁹⁴.

⁸⁹ *Ibidem*.

⁹⁰ María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, op. cit., p. 121-122.

⁹¹ *Notes particulières sur Jean Bales Imanoff, alias Georg Regensratz, alias..... ?*, Front de Mer – Nice – Villefranche. Service de l'arraisonnement, 14/4/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

⁹² *Ibidem*.

⁹³ *Ibidem*. Mais plus tard, Regensratz affirmera croire que les frères Mannesmann sont au nombre de trois, qu'ils ne résident pas à Madrid et qu'ils payent eux-mêmes les frais de déplacement de leurs hommes allant au Maroc, à raison de 3 000 Marks. En revanche, la rétribution des officiers serait de 6 000 Marks. *Déclarations faites par Regensrats au cours d'un interrogatoire devant une commission spéciale les 17 et 18 avril 1915*, Paris, 20/4/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

⁹⁴ *Ibidem*.

Il aurait eu connaissance de l'« affaire Maroc » lorsqu'à Madrid il avait remplacé le secrétaire d'ambassade alors souffrant. Ainsi, au moment de sa capture, il rentrait en Allemagne⁹⁵ afin de se mettre à la disposition du *Colonialamt*⁹⁶. Il révèle que l'insurrection qui se préparerait depuis août 1914 contre les Français et dont le chef serait le shaykh Ouri « *qu'il croit être officier allemand* »⁹⁷ devrait bientôt se produire. Le mouvement, qui devrait débiter dans la région de Taza, comprendrait les tribus « *Senatchi-Brannès-Ben bou ou ahi-Benni Saïd Beni Nassen ainsi qu'une partie des Kabyles du Rif (une ou deux tribus de celle encore non soumises aux Espagnols)* »⁹⁸. Les armes proviendraient d'Espagne. Les munitions, cachées dans des sacs de ciment, seraient envoyées par la jetée de Melilla alors que les mitrailleuses seraient contenues dans des pianos. Les points de débarquement seraient deux : l'endroit où le « General Concha », canonnière espagnole, avait échoué⁹⁹ et le Cap de l'Eau, n'excluant pas l'utilisation de la Mulūya. Entre dix et douze officiers allemands seraient en chemin vers Gênes pour se concerter avec le consul et décider des itinéraires. Les points d'arrivée sur la côte marocaine se situeraient à Melilla, Tanger et Al 'Ara'ish : « *Des officiers espagnols à qui les agents allemands ont payé leurs dettes se prêtent aux combinaisons* »¹⁰⁰. Environ quinze officiers allemands et une trentaine de soldats seraient au Rif et à Taza. Pruneyre souligne que Regensratz « *a offert d'aller chercher les papiers de cette affaire à Berlin au Colonialamt et de [les] rapporter !!* »¹⁰¹ et ajoute que l'Allemand semble « *sensible [à] l'argument argent* »¹⁰². Beaucoup d'armes et de munitions allemandes seraient déjà aux mains des Marocains depuis le mois d'août 1914 et seraient arrivées au Maroc grâce à la complicité d'un lieutenant-colonel espagnol. Des officiers turcs et

⁹⁵ *Suite du rapport sur Regensratz (interrogatoire du 15 avril 16 heures)*, Front de Mer - Nice - Villefranche. Service de l'arraisonnement, 14/4/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c.2122. Pour entrer au Colonialamt, Regensratz affirme qu'il aurait pu compter sur l'appui des Mannesmann, et notamment de leur bras droit à Madrid, Steinwachs, *Déclarations faites par Regensrats au cours d'un interrogatoire devant une commission spéciale les 17 et 18 avril 1915*, doc. cité.

⁹⁶ Bureau des colonies du ministère des Affaires étrangères allemandes.

⁹⁷ *Suite du rapport sur Regensratz (interrogatoire du 15 avril, 16 heures)*, doc. cité.

⁹⁸ *Ibidem*.

⁹⁹ Le *Général Concha* s'était échoué dans la rade d'Alhucemas le 11 juin 1913. Les Rifains - Banī Waryaghal et Boqqoya - avaient alors attaqué la canonnière en difficulté, tuant une partie de l'équipage, faisant prisonnier le reste et emportant les canons du navire. Le *General Concha* participait, à ce moment, à l'occupation espagnole de la baie d'Alhucemas qui avait été envisagée par le général Gómez Jordana, à l'époque commandant de la place de Melilla. Lettre n°1594/687, l'ambassadeur d'Italie à Madrid à M. le Marquis Della Torretta, ministre des Affaires étrangères à Rome, 5/12/1921, ASMAE, Serie Affari Politici 1919-1930, Marocco, Pacco 1424 (1921-22), d. 6001.

¹⁰⁰ *Suite du rapport sur Regensratz (interrogatoire du 15 avril, 16 heures)*, doc. cité.

¹⁰¹ *Ibidem*.

¹⁰² *Ibidem*.

allemands seraient à la tête du mouvement à l'intérieur du pays alors que d'autres actions seraient prévues parallèlement en Algérie. Regensratz parle d'un plan consistant à faire sauter une citerne dans la région de Wahrān sur une ligne principale de chemin de fer, auquel auraient dû participer des légionnaires et qui aurait échoué au dernier moment. On aurait préparé à Sīdī Bu-l-ʿAbbās l'arrivée de troupes du Maroc pour en déstabiliser certaines régions. Enfin, des « introductions » d'Allemands ou de Turcs auraient lieu dans le camp de prisonniers d'Ayn Sebū¹⁰³ pour opérer des recrutements et donner des consignes. Regensratz conclut que le mouvement insurrectionnel devrait intégrer toute l'Afrique du Nord, le shaykh *Ouri* possédant 40 000 hommes¹⁰⁴, sans compter les tribus du Rīf, et que des actions auraient été envisagées en Tripolitaine à l'instigation des Mannesmann. Ainsi, beaucoup d'Allemands quitteraient l'Espagne pour la mère patrie via Alicante-Naples, moins surveillé et moins dangereux que le trajet Barcelone-Gênes¹⁰⁵. Pruneyre exprime son avis personnel : selon lui, des personnages importants seraient impliqués dans l'affaire « *mais Regensratz n'a été pressenti en rien sur cette idée* »¹⁰⁶. Les 17 et 18 avril, Regensratz est entendu par une commission spéciale qui tire ses conclusions et dessine mieux le rôle joué par le prisonnier allemand : à l'ambassade du Reich à Madrid où il traduisait le courrier concernant spécialement le Maghreb, il recevait également les officiers allant au Maroc, leur donnait de l'argent et des renseignements sur les itinéraires à suivre menant à Malaga, à l'Hôtel Simon et à Melilla, à l'Hôtel Universal. Les consignes dans cette dernière ville seraient fournies par un horloger de Melilla, Paul Rettschlag¹⁰⁷. Les Allemands auraient organisé leurs actions en Afrique du Nord en différents secteurs. Regensratz serait informé du secteur du Maroc Nord, dont le centre est à Madrid et dont la ligne des communications par courriers spéciaux, et non pas par la poste, serait : Shangītī¹⁰⁸-Melilla-Malaga-Madrid-Barcelone-Gênes-Berlin. Des agents chargés de l'« action allemande » dans les pays africains bordant la Méditerranée seraient installés à Naples et à Palerme. Là, le baron Schomburg, *Legationsrat*¹⁰⁹, centraliserait les consignes et les informations pour la Tripolitaine et, vraisemblablement, pour l'Égypte et la Tunisie.

¹⁰³ Sebūdū?

¹⁰⁴ Il est bien probable, comme nous le verrons plus tard, qu'il s'agisse de Shangītī.

¹⁰⁵ Lettre n°3 du chef d'escadron de Peyret, commandant le dépôt spécial des prisonniers de guerre à M. le Général commandant la 15^e Région de Marseille, Uzès, 11/5/1915, doc. cité.

¹⁰⁶ *Ibidem*.

¹⁰⁷ *Déclarations faites par Regensrats au cours d'un interrogatoire devant une commission spéciale les 17 et 18 avril 1915*, doc. cité. María Rosa de Madariaga, *Abd el-Krim...*, op. cit., p. 121, affirme que l'horloger allemand était marié avec une Espagnole de Valladolid et s'était établi à Melilla depuis 1908.

¹⁰⁸ On fait référence au shaykh Shangītī et non à la ville en Mauritanie.

¹⁰⁹ Conseiller de consulat.

Le docteur Grossmann serait à la tête du secteur Maroc¹¹⁰ alors que le « docteur Braun »¹¹¹, professeur de langues orientales, serait chargé de la correspondance en arabe. Les missives et les télégrammes que s'envoient les allemands seraient chiffrés selon un dictionnaire bilingue. A Malaga, où le correspondant est aussi vice-consul allemand, se trouverait un dépôt d'armes et de munitions depuis avant la guerre, et qui fournit les armes expédiées sur Melilla dans de faux emballages (pianos, horloges, sacs de ciment) ; les communications avec le Maroc passeraient par Malaga-Melilla. A Melilla, Rettschlag, qui reçoit l'argent et les correspondances pour mener la propagande et serait « à la tête de la contrebande des armes »¹¹², serait également en relation avec un lieutenant colonel espagnol qui vendrait des armes et des munitions. Pour ses relations avec les Marocains, l'horloger passerait pour un nommé Bumstrie, ancien drogman, qui se rendrait dans l'intérieur et qui aurait longuement voyagé entre l'Allemagne et l'Espagne (Séville et Madrid).

D'après les dires de Regensratz, les espagnols seraient généralement germanophiles, notamment les Carlistes¹¹³. L'officier inclut parmi eux les capitaines du *Barcelo* et du *Vincente Ferrer* qui auraient caché des officiers allemands dans leurs navires en route vers le Maroc¹¹⁴. De plus, à Barcelone une brigade spéciale s'occuperait des agents français, grâce à l'aide de l'inspecteur Martorell : « Ainsi, le consul de France ne peut faire un pas sans que la police le suive et aille en rendre compte immédiatement au consul (...) [d'Allemagne] »¹¹⁵. Les officiers allemands se trouvant en Espagne avaient ordre de se tenir « soigneusement cachés à bord des bateaux allemands ancrés

¹¹⁰ Vraisemblablement à Madrid.

¹¹¹ Il pourrait s'agir d'Hugo Brauner, directeur du comité germanophile de Valence, ou du professeur Bruns qui donnait des leçons d'allemand à Alphonse XIII, Paul Aubert, *op. cit.*, p. 388.

¹¹² *Déclarations faites par Regensrats au cours d'un interrogatoire devant une commission spéciale les 17 et 18 avril 1915*, doc. cité. María Rosa De Madariaga, *Abd el-Krim...*, *op. cit.*, p. 121, affirme que Rettschlag combinait son négoce d'horlogerie avec une véritable agence de désertion chargée de manipuler les hommes de la Légion étrangère établis à Wahrân et au Maroc oriental.

¹¹³ Les carlistes sont les partisans de Carlos Maria Isidro de Bourbon-Espagne, dit Don Carlos, mort en 1855, deuxième fils de Charles IV, qui avaient refusé de reconnaître la reine Isabelle II. Absolutistes et farouchement opposés à toute ouverture libérale, ce sont pour la plupart de petits propriétaires terriens et des paysans expulsés de leurs fermes transformées par la modernisation. Ils sont à l'origine de trois guerres civiles au cours du XIX^e siècle : 1820-1823, 1833-1840, et 1872-1876. Bien que défaits au dernier conflit, ils continuent à soutenir la descendance de *Don Carlos*, constituant ainsi l'un des éléments perturbateurs des plus importants pour les équilibres politico-institutionnels de l'État espagnol. En 1936, ils participeront au soulèvement franquiste.

¹¹⁴ *Déclarations faites par Regensrats au cours d'un interrogatoire devant une commission spéciale les 17 et 18 avril 1915*, doc. cité.

¹¹⁵ *Ibidem*. Paul Aubert, *op. cit.*, p. 389, affirme qu'on soupçonne aussi au ministère de la Guerre espagnole l'existence d'une police payée par les Allemands et composée d'officiers espagnols à leur solde. L'information donnée par Regensratz semble confirmer ce propos.

dans les différents ports »¹¹⁶, tandis que « les sujets allemands ordinaires sont logés au Deutschen Heim et menés militairement. Ils y sont actuellement environ 600 sous la direction d'un capitaine. Les sujets autrichiens sont parqués dans un autre endroit à cause des disputes qui se sont produites surtout par les Croates »¹¹⁷.

Le 11 mai 1915, le chef d'escadron de Peyret, commandant le dépôt spécial des prisonniers de guerre d'Uzès, rend compte au général commandant la 15^e Région Marseille¹¹⁸ les résultats d'un nouvel interrogatoire auquel Regensratz a été soumis par le lieutenant Vinciguerra appartenant au même dépôt. Pendant les mois de septembre 1914 et février 1915, le chef d'une tribu, l'horloger de Melilla et Brunswick, ancien drogman en relation avec Mawlāy 'Abd al-Hafidh, se seraient réunis pour discuter de « l'affaire Maroc ». En septembre 1914, Regensratz aurait traduit des lettres concernant la première conférence qui s'était tenu avec le prince von Ratibor. De ces lettres, il ressort que le magasin de Malaga, auquel il avait fait précédemment référence, serait le principal dépôt dans lequel les Allemands puisent les armes et munitions, et que le consul Fromke et son secrétaire en seraient responsables. Les débarquements se feraient à Cap de l'Eau pour Melilla et près du Wādī Khert pour la côte atlantique. Le matériel de guerre serait embarqué à Gênes, Palerme, Messine, Venise, Barcelone, Valence, Malaga, Bilbao, Tripoli, Melilla, probablement Tanger et sans doute ailleurs encore. En Italie, les transports auraient lieu sous la surveillance de la Légation allemande de Palerme. En Allemagne, les frères Mannesmann, Steinwachs et Sprenger seraient responsables des expéditions. Tous les officiers et sous-officiers allemands au Maroc, arrivés d'Allemagne entre août et septembre, auraient de faux papiers. A Barcelone, le secrétaire Carbowitz et un nommé Hermann coopéreraient avec le baron Ostman ; le docteur Kühnel, venu de Berlin, serait attaché à Mawlāy 'Abd al-Hafidh ; à San Palo et Malaga, le chargé de « l'affaire Maroc » serait Walter Zerneck¹¹⁹, auxiliaire du consul Fromke¹²⁰.

¹¹⁶ Renseignements obtenus à la suite de l'arrestation de quatre sujets allemands à bord du *Re Vittorio*, Villefranche, 14/4/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ Lettre n°3 du chef d'escadron de Peyret, commandant le dépôt spécial des prisonniers de guerre à M. le Général commandant la 15^e Région de Marseille, doc. cité.

¹¹⁹ En effet, la présence de Walter Zerneck est signalée dans le Sud espagnol également par la police de Gibraltar. Celle-ci affirme que l'Allemand vit avec deux des frères Mannesmann et d'autres anciens protégés ayant quitté le Maroc mais en « *rapport constant avec Tanger et Tarifa* », lettre n°823 G, commissaire résident général à ministre des Affaires étrangères, Rabât 8/9/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹²⁰ Lettre n°3 du chef d'escadron de Peyret, doc. cité.

Le deuxième secrétaire du consulat de Naples surveillerait les expéditions d'armes et de munitions de Malaga par le biais d'un agent de commerce de la ville. Celui-ci s'occuperait en même temps de la vente des cotons égyptiens pour une maison d'Alexandrie, la Cotton Export Company, dont le chef allemand se serait rendu à Gênes en avril pour acheter des quantités importantes d'armes et de munitions de chasse et qui auraient été envoyées à Alexandrie via Barcelone ou Valence, au nom du directeur de la maison Frank Kuhl¹²¹. Regensratz s'offre d'aller à Malaga, Barcelone et Gênes accompagné d'un officier français pour s'informer des noms des personnes impliquées dans l'affaire, ce que refusent les Français aussi parce que ses révélations deviennent de plus en plus précises. Ainsi, lorsque Vinciguerra lui montre une lettre trouvée sur un autre prisonnier allemand, Willi Hoffmeier, dont la phrase suivante attire l'attention des Français : « *En ce qui concerne les affaires, elles marchent on ne peut mieux, nous avons acheté pour environ un million d'actions Champs Mannesmann, sur lesquelles je compte gagner au moins 30 %, mais de perte il n'y en aura jamais* »¹²², Regensratz explique : « *Aussitôt qu'il est question d'achats de terrains par l'association Mannesmann ou d'opérations financières s'y rattachant, il s'agit pour moi (...) d'articles de guerre tels que munitions, armes et provisions alimentaires, car toutes les lettres que j'ai eues entre les mains employaient le même subterfuge que seule une personne au courant peut démasquer. Les lettres commencent généralement par traiter d'affaires de famille, puis entre les lignes on parle de l'affaire principale au moyen de quelques mots comportant des indications. Ensuite, on parle du commerce même mais au moyen de mots conventionnels intelligibles pour le destinataire seulement. Tout commerçant employant des mots conventionnels ou des textes chiffrés est obligé, par décret ministériel, d'en rendre compte au ministre et ce dernier se réserve le droit d'user du code convenu pour les besoins de l'armée à l'étranger* »¹²³. Après avoir donné d'autres informations de moindre importance¹²⁴, Regensratz assure qu'il a toujours dit la vérité et que, contre financement, il souhaiterait entrer au service de la France¹²⁵.

¹²¹ Lettre n°4 du chef d'escadron de Peyret, commandant le dépôt spécial des prisonniers de guerre à M. le Général commandant la 15^e Région de Marseille, Uzès, 15/5/1915, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

¹²² *Ibidem*.

¹²³ *Ibidem*.

¹²⁴ Lettre n°37 C, rapport du capitaine de Sézille commandant le dépôt spécial de prisonniers de guerre à M. le Général commandant la 15^e Région sur une communication faite au lieutenant Vinciguerra par le prisonnier Regensratz, Uzès, 12/11/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

¹²⁵ *Ibidem*.

Si ces propos confirment l'impression que l'Allemand est sensible à la question « argent », les Français se posent des questions sur les véritables raisons qui poussent le prisonnier à de telles déclarations. Ainsi Regensratz dévoile avec une aisance suspecte des renseignements fondamentaux sur la bataille interposée entre les Anglo-Français et les Germano-Turcs en Afrique du Nord. Est-il naïf au point de croire qu'en pleine guerre les Français puissent payer un officier allemand pour qu'il rapporte toutes les informations qu'il « promet » ?

Effectivement, si bon nombre de ses déclarations se trouvent confirmées par les renseignements que les autorités françaises et anglaises se procurent par d'autres sources¹²⁶, d'autres semblent être le résultat de racontars et de rumeurs, voire le fruit de son imagination ; on ne peut cependant ignorer les informations qu'il donne. Ainsi il s'avère non seulement nécessaire de les vérifier mais également de se poser des questions quant aux raisons qui poussent Regensratz à les relater. Finalement, s'insinue le doute que ses affirmations ne fassent partie d'un plan pour brouiller les pistes de la surveillance anglo-française ou pour amplifier les rumeurs sur les actions allemandes afin de tenir les troupes engagées au Maroc en état d'alerte permanent.

Si le réseau d'agents allemands et germanophiles est assez complexe à saisir dans ses proportions réelles – qui semblent être remarquables –, le rôle joué par la péninsule ibérique est bien plus clair. L'Espagne n'abrite pas seulement les hommes mais, par sa proximité géographique avec l'aire maghrébine, elle constitue le terrain naturel où peut être organisé et d'où peut partir l'équipement destiné à matérialiser l'« action allemande ». Regensratz avait déjà parlé du territoire espagnol comme d'un support logistique important pour les relations interallemandes par TSF : trois postes à Barcelone communiquent avec l'Allemagne, la tour Eiffel et la station de TSF aux Baléares d'où partiraient les ordres pour les sous-marins ; deux postes à Melilla, dont l'un sous les ordres d'un lieutenant espagnol carliste rétribué par les Mannesmann, et l'autre sous les ordres de l'horloger. Ce dernier poste est lié aux autres stations du Maroc¹²⁷. Toutefois l'enjeu capital, notamment des côtes andalouses ainsi que du Maroc espagnol, est la maîtrise des ports ouverts au commerce et de ceux, plus petits, destinés à la pêche. C'est par la surveillance des escales de Cadix, Séville, Malaga, Ceuta, Titwān et Melilla que les agents français et anglais arrivent à déterminer, pendant la guerre, les noms des bateaux de petite et moyenne taille,

¹²⁶ Voir *infra*, à propos du réseau allemand à Gênes, dont la présence est évidente dans l'affaire de la saisie de Malaga ; ou les quelques noms qui reviennent plus tard, comme Bashir bin Sinnah à Melilla ou d'autres agents allemands en Espagne.

¹²⁷ Lettre n°18/3, le chef d'escadron de Peyret, commandant le dépôt spécial de prisonniers de guerre, à M. le Général commandant la 15^e Région à Marseille, Uzès, 1/7/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919); sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

soupçonnés, à tort ou à raison, d'acheminer des armes et des munitions aux « dissidents » au Maroc ou bien du carburant pour le ravitaillement des sous-marins allemands qui croisent en Méditerranée. Cette vigilance, qui se poursuit après la guerre, permet aux services de sûreté de Titwān, entre la fin de 1918 et le début de 1919, de dresser une liste assez complète des barques qui opèrent le long du littoral du Maroc espagnol. Les embarcations photographiées individuellement et dont le cliché est presque toujours accompagné du nom du propriétaire, du numéro, du port d'immatriculation et du tonnage, sont divisées en trois catégories : 1) la catégorie de celles « *faisant la contrebande d'armes* »¹²⁸ ; 2) celles « *faisant de la contrebande* »¹²⁹, donc non nécessairement d'armes ; 3) celles « *suspectes* »¹³⁰. Ces listes sont le résultat d'un long et difficile travail de contre-espionnage qui vise à contrecarrer les tactiques et les stratégies des Allemands et de leurs alliés.

Depuis décembre 1914, les Français mettent ainsi en place un véritable contre-réseau d'agents et d'informateurs qui a sa base au Centre de renseignements de Tanger et qui fut créé à la suite d'une mission d'étude menée par le lieutenant de vaisseau Fortoul. Comme le dit son directeur, le capitaine Huot, « *le Centre de renseignements de Tanger (...) a pour but de rechercher les origines de l'action allemande au Maroc, d'en découvrir les organes, de les détruire ou d'en stériliser les effets, de préserver autant que possible, notre protectorat marocain contre leurs atteintes (...). Ainsi que l'a démontré monsieur le Lieutenant de vaisseau Fourtoul dans son rapport de fin de mission, la base des agents allemands et turcs se trouve en Espagne, leur terrain d'action est dans la zone espagnole du Maroc. Nous ne pouvons annihiler leurs efforts qu'en leur coupant la route en haute mer, dans la traversée d'Espagne au Maroc, par l'organisation d'une surveillance maritime adéquate à l'objet poursuivi, ou encore, en entretenant dans les groupements indigènes qu'ils cherchent à pénétrer un courant d'opinion qui leur soit contraire, une mentalité qui leur soit hostile autant que favorable à l'influence française* »¹³¹.

En Espagne, ce contre-réseau est constitué des consuls de France en Andalousie, et notamment de Santi à Malaga, de Tinayre à Séville et de Clavery

¹²⁸ Note pour le Centre de renseignements, Titwān 4/12/1918, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

¹²⁹ Note pour le Centre de renseignements, Titwān 19/2/1919, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

¹³⁰ Note pour le Centre de renseignements, Titwān 22/1/1919, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

¹³¹ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

à Cadix¹³². Ils sont coordonnés par l'ambassadeur de France à Madrid¹³³. À Gibraltar, le consul de France, le baron de Fougères, travaille en stricte liaison avec les Anglais par le biais du « *merveilleux organisme dénommé Admiralty's Intelligence Department* »¹³⁴ et dirigé par le major Thoroton. Ce département surveille toutes les côtes d'Espagne et du Portugal, de Bilbao à Lisbonne et à Barcelone. Il est particulièrement précieux pour les Français qui recoupent les renseignements relatifs au Maroc à partir de ceux fournis par les Anglais, sur toute l'action allemande en Espagne. En ce qui concerne la surveillance en haute mer, le Centre de renseignements de Tanger s'appuie sur la Division navale du Maroc, dont le commandant est le capitaine de vaisseau Henri Durand¹³⁵ et dont les bâtiments surveillent la côte atlantique par des croisières continues qui, périodiquement, poussent l'un des navires jusqu'au « triangle » îles Canaries-Cap Juby-Rio de Oro. Quant au contrôle de l'espace maritime entre l'Espagne et le Maroc oriental, notamment la ligne Malaga-Melilla, il devrait revenir à deux torpilleurs de Bāni Saf appartenant à la Division navale d'Algérie, le *Forban* et le *Cyclone*, placés sous le commandement du lieutenant de vaisseau Martin-Decaen. Cependant, les deux bâtiments demeureraient trop loin du point où ils pourraient intercepter des embarcations suspectes avant que celles-ci n'entrent dans les eaux territoriales espagnoles. De plus, ils sont dépourvus de TSF, ce qui rend leurs communications assez complexes. C'est dans ce contexte que Durand avait demandé à la Résidence générale, pour l'axe Malaga-Melilla, le détachement d'un contretorpilleur muni de TSF qui stationnerait à Gibraltar, tandis que le *Forban* et le *Cyclone* seraient plus utiles à la surveillance de la contrebande sur la côte algérienne.

¹³² En revanche à Madrid et à l'intérieur de la péninsule, la contrepropagande française commence à être active assez tardivement, à partir plus ou moins du second semestre de 1915, Paul Aubert, *op. cit.*, p. 389-394.

¹³³ Il est à remarquer que sur suggestion de l'Agence de France à Tanger (n°75 D, Agence de France à Tanger à commissaire résident général, 28/3/1915), faisant suite à une présumée introduction de 50 000 Mauser au Maroc par un nommé Folkestein, sujet allemand résidant à Madrid, Lyautey avait suggéré de « *demande à la Direction de la sûreté du ministère de l'Intérieur de constituer à Madrid un commissariat spécial pour suivre les affaires de cette nature et assurer [une] surveillance étroite des Allemands se trouvant à Madrid et leurs relations avec les groupements allemands dans la péninsule* », tél. officiel n°370 bis DR2, commissaire résident général à l'ambassadeur de France à Madrid 29/3/1915. Le lendemain, Geoffroy avait répondu qu'il avait déjà avancé une requête de ce type aux Services de sûreté, mais que seul un agent connaissant l'espagnol était arrivé à Madrid pour suivre l'affaire Folkestein (tél. de l'ambassadeur de France à Madrid à commissaire résident général à Rabāt, 30/3/1915). Tous les documents cités se trouvent au CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹³⁴ *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

¹³⁵ Jusqu'au 7 novembre 1916, quand une baleinière du *Cassard* chavire en rade d'Agādīr, provoquant la mort par noyade du capitaine Durand et d'un matelot.

Le contrôle terrestre de la côte marocaine dans sa partie orientale est exercé par des douaniers et des *mhazīya*¹³⁶ qui sont également chargés de surveiller la *Mulūya* de son embouchure au gué de *Moul El Bacha*¹³⁷. La côte occidentale rentre, quant à elle, dans le domaine de surveillance du Contrôle de la dette soit par les petits bateaux dont il dispose soit par les brigades de douanes des ports et de leurs environs. A l'intérieur du Maroc, l'Agence et le consulat général de Tanger, sous la direction de Couget, et les deux consulats de Titwān avec Lucciardi et d'Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr, avec Langlais, devraient assurer le flux d'informations obtenues à l'aide d'agents spéciaux, marocains et européens. Enfin, le dernier organisme de ce contreréseau est le Service des renseignements du protectorat, spécialement affecté, pour l'occasion, aux confins avec les zones espagnoles.

Cette organisation semble avoir quelques points faibles. Certains agents consulaires n'ont guère la confiance du capitaine Huot qui, au Centre de renseignements de Tanger, cherche à centraliser les informations provenant à la fois de l'intérieur du Maroc et de l'Espagne. Ainsi, par exemple, par une phrase sibylline, Huot exprime son regret de voir le consul d'Algésiras, Marill, trop occupé dans son commerce de liège et de bouchons pour contrecarrer l'œuvre de son collègue allemand Walther¹³⁸. Mais, en général, c'est l'utilisation d'indicateurs ou d'informateurs extérieurs qui inquiète le plus les autorités françaises, en raison de la possibilité d'un double jeu de leur part. De plus, les différentes administrations du protectorat, du Contrôle de la dette, de la Marine et du ministère des Affaires étrangères rechignent parfois à rendre service, voire à accepter comme lieu centralisateur des informations le Centre de renseignements de Tanger. En effet, pendant les premiers mois de 1915, le Centre semble être totalement ignoré par les rapports et les informations que les consuls et la Résidence générale s'échangent au sujet de bateaux suspects, dont la visite est d'ailleurs à la charge de la Marine. Cela provoque des interférences dans le système antiallemand qu'on vient d'organiser et qui se trouve gêné par le chevauchement et le croisement de renseignements et de rumeurs entre les différentes administrations¹³⁹. Un premier avertissement en faveur d'une réelle centralisation des informations au Centre de renseignements de Tanger est donné par Lyautey. Le 22 février, le résident écrit au ministère des Affaires étrangères afin que celui-ci adresse en même temps les nouvelles sur les « agissements » des Allemands et des Turcs au capitaine Huot et à la Résidence

¹³⁶ *Mhāzni*, pl. *mhazīya* : soldat, gendarme, faisant partie d'une escorte d'un fonctionnaire, d'un gouverneur.

¹³⁷ *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

¹³⁸ *Ibidem*.

¹³⁹ Par exemple, par tél. n°993 au résident général du 19/2/1915, 12 heures, le consul de France à Gibraltar dénonce : « *L'amirauté n'a pu envoyer torpilleur en temps utile pour arrêter Correo-Malaga-Melilla* », CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

générale¹⁴⁰. Deux jours plus tard, Santi, consul de France à Malaga, pose la question de la centralisation des informations de façon plus évidente, ce qui décide Lyautey à écrire une lettre à l'Agence de France à Tanger qui a presque la teneur d'une directive : toutes les informations doivent être envoyées au capitaine Huot à qui revient la charge de les centraliser et les adresser aux services compétents¹⁴¹.

Ces rumeurs-informations que l'on cherche à obtenir affluent de plus en plus nombreuses et de façon confuse, notamment aux différents consulats de France dans la péninsule ibérique et à la Résidence générale à Rabât. Il s'agit, pour la plupart, d'indications concernant d'éventuels embarquements ou transports d'armes sur tel ou tel bateau. Elles concernent également la présence dans une ville donnée d'un certain personnage susceptible d'être acquis à la cause germano-turque et que l'on cherche à arrêter ou à faire filer. Tous les renseignements sont le plus souvent le résultat d'enquêtes menées par des informateurs dont l'identité n'est presque jamais donnée dans les documents. Deux exemples illustrent cet état de fait.

Le 3 février 1915, la Résidence générale écrit à l'Agence de France à Tanger au sujet de voyages suspects du vapeur *James Haynes* entre Ceuta et le Portugal, signalés précédemment par deux lettres du consul honoraire de France à Titwān ; il prie Huot d'informer la Division navale à Tanger¹⁴². Le vapeur, naviguant sous pavillon espagnol, appartient à un nommé Coriat, banquier de Ceuta, espagnol et germanophile « *notoire agent de maisons allemandes et correspondant des Mannesmann* »¹⁴³, et pourrait transporter des armes et munitions de Lisbonne, de Séville ou de Cadix au Maroc. Cependant, le consul de France à Gibraltar signale que le vapeur, passé récemment par Gibraltar, n'a pas été visité malgré les informations données à l'amirauté anglaise sur son propriétaire¹⁴⁴. Quelques jours plus tard, le consul de France à Malaga prévient que le 4 février le *James Haynes* a quitté Séville pour la côte africaine, et que, si à son retour, il repartait pour le Portugal, il le ferait étroitement surveiller. Une

¹⁴⁰ Lettre n°73 G Secret, commissaire résident général à diplomatie, Paris, Rabât 22/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2, où il ajoute : « *C'est uniquement en coordonnant notre surveillance tant du côté de l'Espagne et du Maroc que dans les ports neutres hollandais ou italiens que nous avons une chance d'empêcher nos adversaires de parvenir à leurs fins* ».

¹⁴¹ Lettre n°41 D Secret, commissaire résident général à l'Agence de France à Tanger, Rabât 24/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁴² Lettre n°24 D, commissaire résident général à l'Agence de France à Tanger, Rabât 3/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁴³ Lettres du commissaire résident général au consul de France à Malaga (n°14 D) et au commandant la division navale à bord du *Cassard* (n°2 D), Rabât 3/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁴⁴ Tél. n°910, consul de France à Gibraltar au commissaire résident général à Rabât, 6/2/1915, 11 h, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

pareille mesure est annoncée même si le vapeur stationnât à Cadix¹⁴⁵. Une dizaine de jours plus tard, le même bateau inquiète de nouveau les autorités françaises : il aurait quitté Tanger pour Séville et son patron serait à son bord¹⁴⁶. Il y aurait dans la ville andalouse des dépôts d'armes et de munitions que le *James Haynes* pourrait embarquer pour le Maroc¹⁴⁷, situation considérée d'autant plus grave que les autorités anglaises, qui continuent d'estimer le vapeur inoffensif¹⁴⁸, renoncent ainsi à toute poursuite ou visite. L'amirauté anglaise change d'attitude après s'être aperçue que le *James Haynes* avait un nouveau capitaine et que, par conséquent, il serait réellement suspect¹⁴⁹. Elle l'inclut même, avec le *San Antonio*, le *Sirra* et le *Cabo Rey*, parmi les bateaux les plus à craindre et demande une surveillance spéciale de ses appareillages à Séville¹⁵⁰. Néanmoins, après cela, le *James Haynes* est absent de la chronique, presque quotidienne, des rumeurs sur le trafic d'armes jusqu'au mois de novembre quand le consul de France à Séville écrit : « *Des marins, faisant partie de l'équipage du petit vapeur James Haynes se sont vantés de ce que, leur vapeur n'étant plus suspect aux autorités anglaises, ils en profitent pour transporter secrètement des marchandises de contrebande, destinées aux Maures ou aux Allemands* »¹⁵¹. Aucune suite n'est donnée à ces informations, et le *James Haynes* tombe dans l'oubli comme un bateau fantôme dans le brouillard.

Bien qu'on puisse suivre des histoires comme celle-ci pour d'autres embarcations, pour la plupart espagnoles, le second exemple touche la ville de Séville. Celle-ci, comme on l'a déjà vu à propos de l'« affaire » Mawlāy 'Abd al-Hafidh, provoque des véritables angoisses aux autorités françaises. Il est vrai que l'organisation allemande y est active, assez bien structurée et dotée d'une feuille de propagande financée directement par les services du Reich, « La Gaceta del Sur »¹⁵² ; cependant, entre 1915 et 1916 l'attention portée sur la ville

¹⁴⁵ Tél. n°7, consul de France à Malaga au résident général, 9/2/1915, 16 h 30, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁴⁶ Tél. de l'Agence de France à Tanger au résident général, 18/2/1915, 20 h, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁴⁷ Télégrammes du commissaire résident général au consul de France à Gibraltar (n°21 D) et au commandant division navale à bord du *Cassard* (n°7 D), Rabât 20/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁴⁸ Tél. n° 997, consul de France à Gibraltar au résident général, 19/2/1915, 12 h, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁴⁹ Tél. n°1040, consul de France à Gibraltar au résident général, 25/2/1915, 7 h 45, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁵⁰ Lettre du lieutenant de vaisseau, adjoint de la division navale du Maroc à M. le Ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, *Cassard* 7/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

¹⁵¹ Lettre du consul de France à Séville au consul de France à Gibraltar, 22/11/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

¹⁵² Paul Aubert, *op. cit.*, p. 397.

frôle l'obsession. Borgia, inspecteur mis à disposition du consulat de France à Malaga, y est envoyé en tournée à la fin de janvier 1915. Il devrait également visiter Cadix¹⁵³. Le port sur le Guadalquivir abriterait le vapeur *Ivanhoe*, battant pavillon anglais, chargé de « *contrebande de guerre sur le point de partir pour le Maroc* »¹⁵⁴. La nouvelle est démentie trois jours plus tard par Santi, de Malaga, qui fait état de l'absence du bateau à Séville¹⁵⁵. Mi-février, à cause de bruits circulant au sujet de caisses d'armes qui pourraient se trouver sur les quais du Guadalquivir et seraient prêtes à être embarquées pour le Maroc, Lyautey rappelle au consul de France à Malaga qu'il conviendrait de renvoyer Borgia en tournée dans les deux villes déjà visitées¹⁵⁶. Enfin, l'*Ivanhoe* rentre finalement dans la ville andalouse et le consul de France à Gibraltar persuade l'amirauté d'y envoyer un officier pour l'examiner¹⁵⁷. La conclusion des Anglais est que le bateau est « *trop grand pour faire contrebande de guerre* »¹⁵⁸.

A part les mouvements des bateaux « suspects » au port, Séville apparaît de nouveau à la mi-juin 1915 dans les dépêches françaises comme le centre d'une affaire de trafic présumé de pétrole destiné vraisemblablement aux sous-marins allemands. Le 12 du mois, le *Castilla*, vapeur en provenance de Valence, débarque 125 barils de pétrole marqués FST, dont les acheteurs dans un premier temps, ne se présentent pas au port pour les retirer. Cette cargaison, objet d'une enquête menée par les Espagnols, avait été d'abord embarquée de Valence sur le *Jucar*, petit vapeur de plaisance frété par des inconnus dont les autorités maritimes avaient empêché le départ à cause de son chargement. De plus, le manifeste du *Castilla* indique, parmi les marchandises transportées, huit ballots de papier qui semblent avoir disparu et que le capitaine du navire déclare avoir probablement fait débarquer par erreur pendant une escale¹⁵⁹. Ces colis, comme l'affirme ensuite Tinayre, font partie d'un envoi de vingt ballots à l'ordre d'Engelhardt, à qui le cosignataire, un Allemand de Séville, Martin Marten, en délivre douze, les ballots restants ayant été récupérés à Valence. Le consul de France à Séville commente : « *Mes informateurs supposent que les huit ballots*

¹⁵³ Tél. n°3, consul de France à Malaga au résident général, 30/1/1915, 1 h 55, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁵⁴ Tél. n°914, consul de France à Gibraltar au commissaire résident général à Rabât, 6/2/1915, 11 h 20, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁵⁵ Tél. n°7, consul de France à Malaga au résident général, 9/2/1915, doc. cité.

¹⁵⁶ Tél. n°23 D, commissaire résident général consul de France à Malaga, 20/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁵⁷ Tél. n°1009, consul de France à Gibraltar au résident général, 21/2/1915, 13 h 50, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁵⁸ Tél. n°1015, consul de France à Gibraltar au résident général, 21/2/1915, 15 h 35, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁵⁹ Lettre du consul de France à Séville à M. le ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 14/6/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

non embarqués ont été substitués après coup aux manquants, et que ces derniers, qui pouvaient contenir tout autre chose que des papiers, ont été transbordés ou débarqués en cours de route. A ce sujet, on prête à M. Engelhardt le propos suivant : Le capitaine du port de Valence et le gouvernement ont fait bien maladroitement les choses »¹⁶⁰. Le transbordement aurait eu lieu, d'après des assertions non vérifiées, au cours du trajet Valence-Carthagène. En tant que directeur de la Compañía Sevillana de Electricidad, Engelhardt réclame les 125 barils de pétrole que l'on stocke dans un dépôt à San Juan de Aznalfarache. Le consul de France nourrit des soupçons sur cette localité car le consul d'Allemagne y possède une villa où les barils pourraient être stockés pour être ensuite embarqués sur des bateaux traversant le Guadalquivir en toute tranquillité. D'autre part, toute surveillance organisée autour des barils par Tinayre et son homologue anglais semble être mise en cause par l'enquête menée par les autorités ibériques à l'instigation de l'ambassade de Grande-Bretagne à Madrid. A ce sujet, le consul anglais à Séville estime que l'instruction espagnole aura pour conséquence d'embrouiller les enquêtes empêchant la découverte de la véritable destination du pétrole ! De son côté, Tinayre soutient : « Il est hors de doute que cet envoi de pétrole soit des plus suspects. On peut se demander de quelle utilité pouvait être, à la Société d'électricité, cette quantité de combustible liquide, et pour quelles raisons elle avait été expédiée à ordre »¹⁶¹.

Le trafic de pétrole pour les sous-marins allemands revêt pour les Français autant d'importance que celui des armes. Le trafic des navires d'Algérie et de Tunisie vers la France est important mais le potentiel de défense des côtes demeure assez faible. De septembre 1915 à la fin de l'année, la marine française subit trente-quatre torpillages qui coulent vingt-trois navires au large des littoraux maghrébins. De février à août 1916, une trentaine de bâtiments sont perdus près de la côte algérienne, dont dix-huit vapeurs pendant le seul mois d'août. L'utilisation des hydravions permettra de revoir les chiffres à la baisse notamment entre l'automne 1916 et la fin de la guerre¹⁶². La surveillance des côtes marocaines vise donc les possibles dépôts de pétrole et les balancelles pouvant s'approcher des sous-marins et les éventuels abris naturels, d'où ils pourraient sortir à tout moment pour frapper un convoi allié.

Les Espagnols sont les premiers à être accusés de faciliter ce trafic. Selon les dires de Bin Ahmo, le secrétaire local du consul allemand à Melilla, des dépôts

¹⁶⁰ Lettre du consul de France à Séville à M. le Ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 18/6/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁶¹ *Ibidem*.

¹⁶² Gilbert Meynier, *op. cit.*, p. 485-489.

de pétrole existaient à San Vicente et à Gato¹⁶³. Après avoir eu des entretiens avec un Marocain, agent allemand à Carthagène l'en ayant informé, Haddū bin Hammū, notable beqqoya déjà connu par les autorités françaises¹⁶⁴, affirme que d'autres dépôts d'essence existaient sur l'îlot de Sharran, près du cap des Trois-Fourches, à Carthagène et à l'île de Majorque¹⁶⁵. Invité à monter sur le *Forban* pendant une croisière, il indique les points du littoral qu'il juge susceptibles de servir aux ravitaillements des sous-marins. Il s'agit tout d'abord de l'îlot de Sharran¹⁶⁶ ; puis, aux alentours de la baie d'Alhucemas, Haddū bin Hammū signale des grottes sur la côte où se trouveraient des cafés maures tenus par les Marocains, agents des Mannesmann, et, dans l'anse d'Idrīs, une plage utilisée pour le débarquement d'armes. Martin-Decaen, commandant du navire français, conclut que le lieu le plus approprié aux approvisionnements des sous-marins est sans doute la presqu'île des Trois-Fourches¹⁶⁷. Les balancelles qui naviguent dans ses eaux sont considérées comme un moyen possible pour le transbordement d'armes entre les côtes espagnoles, le navire « contrebandier » et les plages marocaines. Fin juillet 1915, le consul de France à Séville fait état d'une nouvelle rumeur parlant de 10 000 fusils et 3 à 4 millions de cartouches qui seraient en transit dans la ville pour être embarqués « *incessamment* »¹⁶⁸ pour le Maroc. Ce dernier signale quelques mois plus tard une information concernant le probable départ de 3 000 fusils du port de Séville pour les côtes marocaines. La tâche de mener à bien l'expédition aurait été proposée à l'un des informateurs du diplomate français¹⁶⁹. Ainsi, Tinayre s'accorde avec le gouverneur civil de la province de Séville pour effectuer des enquêtes sur les armes qui seraient sur le point de partir. Le consul apprend donc « *de source espagnole, ni officielle ni même officieuse (...) qu'une surveillance inusitée était exercée, non seulement à Séville mais dans certaines localités proches du Guadalquivir, où un embarquement clandestin serait facile* »¹⁷⁰. De plus, il fait suivre « *certain individus particulièrement suspects, dans l'espoir qu'ils*

¹⁶³ Lettre n°585 D, résident général à *Aviso Jeannette* à Port-Say, septembre 1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2. Les deux villages semblent aujourd'hui disparus ou avoir été renommés.

¹⁶⁴ Etroitement lié au milieu wahrānī et au lobby franco-algérien, Haddū bin Hammū jouera un rôle de premier plan dans la guerre du Rif, María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, *op. cit.*, p. 425-444.

¹⁶⁵ Tél. n°726, général TME au résident général, Ūjda, 2/10/1915, 19 h 20, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁶⁶ Rapport de mer adressé par le commandant du *Forban*, Martin-Decaen, à l'amiral commandant en Algérie, vraisemblablement 7 ou 8/10/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁶⁷ *Ibidem*.

¹⁶⁸ Tél. n°195 D, Agence de France à Tanger au commissaire résident général à Rabāt, 27/7/1915, 12 h 45, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁶⁹ Tél. n°52, ministère des Affaires étrangères au résident général à Rabāt, Paris 1/2/1916, 17 h 50, CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

¹⁷⁰ Lettre du consul de France à Séville à M. le Ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 7/2/1916, doc. cité.

peuvent avoir connaissance des endroits où sont cachées les armes »¹⁷¹. Parallèlement, le commissaire Dessens, de Sanlúcar de Barrameda, lui assure que l'*alcalde* (maire) de la ville, « *M. Joaquín Díaz, (...) agent consulaire [français], a pris toutes les dispositions nécessaires pour faire arrêter et fouiller au besoin les petits voiliers et vapeurs susceptibles de contenir de la contrebande de guerre pour le Maroc* »¹⁷². Enfin, Tinayre demande à l'Agence de France à Tanger qu'elle fasse surveiller neuf petits vapeurs de pêche immatriculés dans la ville, mais dont il ignore les noms, parce qu'un chargement d'armes aurait déjà quitté Séville¹⁷³.

Deux mois plus tard, un nouveau bruit en provenance de Melilla frappe les Français : les Allemands auraient installé une fabrique d'armes et de munitions dans la ville andalouse, à la Calle Lealtad¹⁷⁴. Mais il s'agit de nouveau d'une fausse alarme : Tinayre dément fermement la nouvelle, soutenant qu'il n'existe à Séville ni fabrique d'armes allemande ni Calle Lealtad¹⁷⁵.

Il est évident que les autorités françaises en Espagne souffrent de l'insécurité qui règne sur toute l'étendue des espaces maghrébins soumis à la « pacification ». Les troupes du protectorat marocain, d'Algérie et de Tunisie, et même les méharistes qui avancent en Mauritanie, subissent l'effet de la « machine allemande » qui agit non seulement au niveau de l'action militaire sur le terrain, mais exploite également ses capacités de propagande et de diffusion des rumeurs à partir d'une situation privilégiée. Les Allemands savent bien que, sauf revirement des autorités espagnoles, ils seront assez peu inquiétés dans leur œuvre de désagrégation des milieux diplomatiques et militaires alliés, notamment français, qu'ils souhaitent voir éclater à force d'usure.

Si l'on peut avancer un premier bilan de l'« action germano-turque » dans les années 1915-1916, on peut le faire notamment sur ce terrain et ainsi conclure que la mise en tension d'un système qui se croyait à l'abri de la guerre européenne, ou plutôt qui faisait semblant d'y croire – notamment celui du protectorat marocain de Lyautey –, constitue sans doute un succès pour le gouvernement de Berlin. Il reste à comprendre s'il s'agit là d'un résultat effectif, susceptible de déboucher sur une véritable implosion de l'organisation militaire, administrative et institutionnelle lyautéenne ou si, au contraire,

¹⁷¹ *Ibidem.*

¹⁷² *Ibidem.*

¹⁷³ Télégrammes du consul de France à Séville à l'Agence de France à Tanger, 10/2/1916, et de l'Agence de France à Tanger au consul de France à Séville, même date, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

115 Tél. du consul de France à Malaga au résident général, 14/4/1916, 1 h 05, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

¹⁷⁵ Tél. du consul de France à Séville à l'Agence de France à Tanger, 18/4/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

l'« action allemande » ne représente qu'un succès passager qui n'atteindrait pas en profondeur la construction du « nouveau Maroc » entrepris officiellement depuis 1912 par le gouvernement français. Nous ne pouvons cependant pas répondre à cette question sans avoir passé en revue les phases de cette action sur le terrain.

II.3 - L'action directe sur les tribus : Tanger et le Maroc nord-occidental

L'écho de la guerre en Europe provoque un certain enthousiasme parmi les tribus non « soumises » aux Français. Elles s'aperçoivent, également grâce à la propagande allemande, de la faiblesse de leurs adversaires et de la possibilité d'échapper à leurs troupes. Ainsi, d'un côté, le commandement général français remarque que les premiers actes hostiles « *n'ont pas abouti à déterminer le mouvement général auquel (...) [ils] tendent* »¹⁷⁶ en raison des mesures de défense adoptées par le protectorat et à cause de l'organisation encore *in fieri* de la prétendue armée au service des Allemands. De l'autre, il note que les « *ennemis manifestent une activité journallement constatée et croissante à mesure que la guerre d'Europe se prolonge. Elles entretiennent une agitation effective sur tout [le] front Est, latente, partout ailleurs, et nécessitent une activité constante de[s] troupes [françaises] et une surveillance continue de la part du commandement* »¹⁷⁷. Ce sont les « grands noms » visés par les Allemands qui provoquent les plus fortes inquiétudes de la Résidence générale. Mawlāy Ahmad Ibn Mohammad Ibn 'Abd Allāh al-Raysūnī est sans doute l'un des plus importants. Sharif idriside puisqu'il se dit descendant du Prophète par Idrīs, fondateur de la première « dynastie impériale » du pays et neveu de Hasan, fils d'Alī et de Fatima, il est sur la scène marocaine depuis plus d'une quinzaine d'années. Ses exploits les plus fameux sont bien connus et ils ne retiendront donc pas notre attention ici¹⁷⁸. Le danger qu'il fait courir aux Français s'accroît à la suite de ses liens d'« alliance » avec l'administration coloniale espagnole qui s'en sert comme « pacificateur ». D'après des informations provenant de Tanger et arrivées dans la zone française, le haut-commissaire de Titwān aurait augmenté, entre la fin de 1914 et le début de 1915, le recrutement de Marocains « *pour faire passer des soldats soi-disant déserteurs, avec armes et bagages, chez Raissouli, afin de lui procurer les hommes, les armes et les munitions dont il manque pour s'imposer dans les tribus* »¹⁷⁹. Le capitaine Huot en conclut : « *En agissant ainsi, les Espagnols*

¹⁷⁶ Note sur les menées allemandes dans les Régions dépendant du commandant général, doc. cité.

¹⁷⁷ Ibidem.

¹⁷⁸ On remarquera, à titre d'exemple, l'enlèvement du journaliste anglais Walter Harris, en juin 1903, et du millionnaire américain John Hanford Perdicaris, en mai-juin 1904, qui avait forcé le président des Etats-Unis, Théodore Roosevelt, à envoyer une escadre navale à Tanger pour en obtenir la libération. L'ouvrage le plus complet sur al-Raysūnī nous paraît être celui de Carlos Federico Tessainer Tomasich, *El Raisuni, aliado y enemigo de España*, Madrid, Tesis doctoral de la Facultad de Geografía e Historia, Departamento de Historia Contemporánea, Universidad Complutense de Madrid, 1992.

¹⁷⁹ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

*n'ont certainement pas à l'égard des Français, leurs voisins, des intentions amicales (...) »*¹⁸⁰.

Un an plus tard, le consul honoraire de France à Titwān s'exprime dans des termes beaucoup plus alarmants, soulignant la croissante influence d'al-Raysūnī sur les tribus des environs et l'attitude aussi bienveillante qu'hasardeuse des Espagnols à son égard : « *Les autorités espagnoles entourent la personnalité de leur nouvel ami d'un prestige presque royal et se confient à lui avec un manque de prudence qui pourrait leur occasionner, dans un avenir plus ou moins éloigné, de désagréables et peut être cruelles surprises. Ce n'est plus aux autorités espagnoles que les montagnards soumis obéissent mais bien au seul Raissouli devant qui tous tremblent. (...) Ses gens entrent en ville librement, armés jusqu'aux dents. Les convois destinés à son campement se succèdent chaque jour, car les Espagnols ne lui refusent rien. En fait, il est déjà plus fort et plus influent que le khalifa Mouley Mehdi, et il traite d'égal à égal, tout au moins, avec le haut-commissaire espagnol. Il y a là, à mon sens, un très réel danger que les Espagnols ne voient pas ou ne veulent pas voir* »¹⁸¹.

D'après le capitaine Huot, le projet qu'al-Raysūnī présenterait aux tribus qu'il lui appartient de soumettre, après s'être concerté avec le Haut-Commissariat de Titwān, serait assez simple et consisterait au rejet à la mer des Français avec l'aide des Germano-Turcs, tout en comptant sur une retraite volontaire des Espagnols du sol marocain une fois la France chassée¹⁸². L'ampleur de l'action et de l'influence d'al-Raysūnī, qui prend de plus en plus d'envergure, est soulignée également par le consul honoraire de France à Titwān¹⁸³. De plus, au cours d'une rencontre entre les troupes du chef marocain et les Andjara, al-Raysūnī en personne aurait blâmé ces derniers pour l'opposition que la tribu lui avait manifestée, affirmant : « *Vous savez bien que je ne suis pas avec les Espagnols. Ce que je fais avec eux, c'est pour me procurer des armes et des munitions pour faire la guerre aux Français* »¹⁸⁴. Il aurait ainsi cherché un accord avec l'un des chefs des Andjara, 'Abd ar-Rahman

¹⁸⁰ *Ibidem*.

¹⁸¹ Lettre n°225, le consul honoraire de France à Titwān à M. Boissonnas, ministre de France à Tanger, 12/6/1916, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

¹⁸² *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité. Sur ce point, voir aussi María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, op. cit., p. 129.

¹⁸³ Lettre n°225, doc. cité. Mais le capitaine Huot, dans sa *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité, avait déjà affirmé qu'al-Raysūnī était en « *révolte ouverte contre le sultan Moulay Youssef* ».

¹⁸⁴ « Renseignements » du capitaine Toulat, instructeur en chef du Tabor n°1 de Tanger, 11/7/1916, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

Bin Aīsh, qui lui aurait rendu visite, accompagné d'une délégation de notables¹⁸⁵.

Les préoccupations du capitaine Huot et du consul à Titwān semblent bien saisir la politique d'al-Raysūnī qui aboutit soudain aux effets d'« agitation » visés. Au début du conflit européen, ses « agissements » sont signalés tout d'abord par le Cercle de Sebū et ensuite par les lettres qu'il envoie aux tribus de la montagne, annonçant l'arrivée de munitions allemandes¹⁸⁶. Son action devient plus évidente et menaçante pour les Français quand elle vise la région de Fās prenant « *une allure très énergique* »¹⁸⁷. De même, certaines tribus soumises du Gharb « *nullement guerrières* »¹⁸⁸ entrent en « *contact intime avec les tribus [du] Djebala* »¹⁸⁹ et subissent son influence. D'ailleurs, al-Raysūnī semble opérer pour que ses intermédiaires à Al 'Ara'ish, Tanger et Titwān « travaillent » les tribus de la zone espagnole afin que leur hostilité se tourne contre les Français¹⁹⁰. Plusieurs de ses missives atteignent les Banī Waraīn, les Ghyata, les Branes et l'ensemble des tribus Djabala établies au nord du Wargha. Une correspondance identique est adressée aux populations de Bū Denib, de Sifrū et d'Ayn Sbit¹⁹¹. Ces lettres qui, toutes, portent son sceau, font état de la mauvaise posture des troupes françaises en Europe. Elles conseillent la résistance et « *demandent une offensive générale pour le Mouloud* »¹⁹². Les fruits de cette politique sont ainsi résumés en quelques lignes : « *A la suite des lettres pressantes de ce chérif, les Beni Ouarain montrent une telle surexcitation que la Région de Fez prend des mesures pour couvrir les Hiayna, les Beni Sadden et aussi certaines fractions Beni Ouarain qui, plus rapprochés de nous, ont couru à Fez rendre compte des menées raissoulistes et demander du secours contre leurs frères de la montagne. Simultanément, la Région de Rabat signale de l'effervescence due aux menées du chérif chez les Djebala* »¹⁹³.

En outre, un nommé Bruzeaud, vraisemblablement colon et informateur français dans la région d'Azīla, parle, dans son rapport de janvier 1915, d'une

¹⁸⁵ Mais d'autres fractions Andjara hostiles au *sharif* et à l'occupation espagnole se battent contre les troupes coloniales et la *mahalla* d'al-Raysūnī le 29 juin 1916 à Bouit, María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, op. cit., p. 128-129.

11. *Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général*, doc. cité.

¹⁸⁷ *Ibidem*.

13. *Note sur le mouvement des Djebala contre les confins nord de la zone française du Maroc en mai et juin 1915*, n°1081 NR, du général Henrys, vraisemblablement juillet 1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

¹⁸⁹ *Ibidem*.

¹⁹⁰ *Ibidem*.

¹⁹¹ *Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général*, doc. cité.

¹⁹² *Ibidem*.

¹⁹³ *Ibidem*.

réunion qui se déroulerait au douar de Bou Khedifia afin de réunir les hommes nécessaires pour former une harka¹⁹⁴. Celle-ci, campée au gué du Wādī Lūkos, dans la tribu des Ahl Sharif, devrait attaquer al-Kasr al-Kbīr et Arbawa. Cet affrontement ferait également le jeu des Espagnols, dont la « pacification » ne fait guère de progrès¹⁹⁵. Ils cesseraient ainsi d'être la cible privilégiée des tribus qui, pourtant, habitent leur zone d'influence. Si Bruzeaud affirme que les alliés d'al-Raysūnī se montrent assez « *incrédules quant aux attaques aux Français* »¹⁹⁶, il est probable que le chef marocain cherche à grouper autour de lui la plus grande partie des tribus de la région, en leur désignant un ennemi commun, ce qui lui permet aussi de rallier les éléments qui paraissent lui être hostiles, comme le démontre un attentat dont il manque être victime¹⁹⁷.

D'où provient le matériel de guerre destiné aux hommes d'al-Raysūnī et aux tribus qui sont sous son influence ? Le commandant Huot et le consul de France à Titwān répondent partiellement à cette question. Ils soulignent que le Haut-Commissariat de Titwān ravitaille lui-même le chef marocain pour lui permettre, au nom des Espagnols, de réaliser la « pacification » de la région nord-occidentale. Découlant à la fois de circuits réguliers et de circuits moins licites, le « drainage » de fusils et munitions espagnols constitue une source d'armement sur laquelle le chef marocain et les tribus de la zone peuvent compter avec une certaine assurance. Ainsi, Bruzeaud affirme qu'à 'Azīla on peut « *facilement et sans risques aucuns se procurer des munitions* »¹⁹⁸, puisque « *les Espagnols qui ont des relations d'affaires avec la troupe et surtout les gradés indigènes de leur police ne se [gênent] (...) nullement pour vendre des munitions aux indigènes* »¹⁹⁹. Les autorités ibériques auraient de surcroît donné des armes aux tribus des douars du Khlot et du Gharb pour leur permettre de se défendre des Djabala. Ces tribus auraient droit à de nouvelles cartouches contre

¹⁹⁴ Harka : expédition militaire.

¹⁹⁵ *Rapport de M. Bruzeaud*, du 17/01/1915, vraisemblablement adressé au consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584. Au sujet de la « pacification espagnole », Bruzeaud écrit : « *Sans parler de Tétouan, où ils [les Espagnols] sont pour ainsi dire bloqués dans la région entre El Qsar et la zone internationale [et où] ils ont construit de nombreux fortins qui sont impuissants à empêcher les attaques tantôt ouvertes tantôt nocturnes que journellement les Djebalas font dans la plaine. Ces attaques sont faites par des groupes de 200 à 300 Djebalas parfaitement armés. — Les avions du parc d'Arzila n'ont produit qu'une impression médiocre sur ces dissidents ; les bombes qu'ils jettent dans les douars de montagnards ne produisent que des dégâts insignifiants. (...) Les officiers de Renseignements espagnols, qui connaissent très peu l'arabe et qui n'ont que des interprètes sans aucune instruction, ne sachant pas lire l'arabe, ne savent pas exercer leur autorité auprès des caïds dont ils craignent les intrigues et ne peuvent par conséquent exercer qu'un contrôle dérisoire* ».

¹⁹⁶ *Ibidem*.

¹⁹⁷ *Ibidem*. Il s'agit probablement du plan organisé par le Général Fernández Silvestre que nous avons mentionné précédemment.

¹⁹⁸ *Ibidem*.

¹⁹⁹ *Ibidem*.

dépôt des douilles vides, ce qui les amènerait à accumuler une certaine quantité de munitions qu'elles revendraient, justement, aux Djabala !

Les marchés principaux, où ces échanges ont lieu, sont les quatre suivants : Sabta de Banī Gorfat, al-Arba'ā de Banī Arros, Tleta de Djebel Habib et Djūmā'a de Zināt. Les prix des cartouches varient selon le modèle requis. On part de 30 P.H. le cent pour celles des Mauser, à 40 P.H. le cent pour les Remington, jusqu'à 65 P.H. le cent pour les fusils Gras et à 90 P.H. le cent pour les Martini-Henry. Bruzeaud conclut : « *Sur ces marchés, les indigènes apportent 4 ou 5 bêtes chargées de cartouches qui sont achetées par les moujaheddin (combattants pour la foi), nom qu'on donne aux tribus qui se battent contre les Espagnols. (...) Ces mois derniers, le stock des cartouches Mauser était très abondant et il se peut que les bateaux allemands qui faisaient ce commerce aient envoyé leurs stocks d'un coup pour se débarrasser des munitions qui les gênaient dans les ports espagnols où ils sont réfugiés* »²⁰⁰. Le lieu de débarquement de ces munitions et de celles arrivées d'Europe est le petit port d'al-Kasr al-Sghir, dans la région habitée par les Andjara, sur le littoral du détroit de Gibraltar. Tarifa, sur la côte espagnole, fonctionnerait comme dépôt provisoire de ce matériel.

Un an plus tard, la situation est presque identique. Le 4 février 1916, le ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et du consulat général de France à Tanger peut affirmer, à la suite de nouvelles informations de Bruzeaud, que les Djabala n'ont pas besoin de recourir à la contrebande pour se procurer des armes dans la région. Ils seraient approvisionnés d'un côté par al-Raysūnī, qui leur transfère le matériel fourni par le Haut-Commissariat, et de l'autre par la police indigène espagnole à cheval « *formée principalement de tous les indésirables de la Chaouia-Doukala-Haha, etc* »²⁰¹. Celle-ci leur vendrait ses munitions pour un prix allant de 3 à 5 douros le cent. En même temps, les tribus soumises du Khlot continueraient à bénéficier de l'échange des douilles vides contre des cartouches²⁰², rendant pratiquement illimitée la capacité de ravitaillement en munitions des Djabala. Les Andjara, de leur côté, achèteraient aux troupes espagnoles leurs propres armes à Ceuta et à Titwān. Dans ces deux villes, les femmes seraient envoyées vendre des œufs et des poules, réussissant à se procurer aisément des cartouches et des fusils. Quelquefois, les cartouches serviraient également de monnaie d'échange aux Espagnols qui les troqueraient contre des produits alimentaires. En général, elles vaudraient 30 P.H. le cent,

²⁰⁰ *Ibidem*.

²⁰¹ Lettre n°71 D, le ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger à M. le Commissaire résident général à Rabāt, Tanger 4/2/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²⁰² *Ibidem*.

bien que les Andjara les livreraient aux autres tribus à 40/45 P.H.²⁰³. A Ceuta, on achèterait également le soufre avec lequel la tribu fabrique la poudre, vendue ensuite sur des marchés divers à 1,25 P.H. les 250 grammes²⁰⁴. Cependant, Tanger demeurerait leur point de ravitaillement privilégié. Même ici, les munitions leur seraient vendues par les soldats espagnols du Tabor n°2, qui prélèveraient les cartouches de stocks anciens ou bien ils leur céderaient les leurs clandestinement²⁰⁵. Dans la ville, il serait également possible d'acheter des fusils, en très petit nombre, pour 300 ou 400 P.H.²⁰⁶. Leur transport se ferait par des femmes puisqu'on ne fouille pas les ballots qu'elles emmènent en dehors de la ville. Les armes seraient chargées sur des bêtes de somme qui attendent en « zone insoumise », pour les conduire ensuite à leur destination finale²⁰⁷. Tanger servirait également de point principal pour l'achat de poudre fournie par Orbea, débitant d'armes espagnol officiellement autorisé, et par deux petites fabriques illégales installées l'une sur la route de Fās et l'autre derrière la maison du consul de France, Filippi. Certains pharmaciens fourniraient aussi du chlorate employé dans la production de la poudre. Celle-ci serait introduite d'Espagne par les femmes qui, avant de débarquer, la cacheraient sous leurs robes²⁰⁸.

Les informations ci-dessus énoncées dévoilent bien qu'on est au-delà des échanges faits avec les effectifs espagnols et qu'on entre dans le domaine du véritable trafic. Un trafic qui se métamorphose en fonction du contexte et des conditions de réalisation de l'entreprise. Il prend ainsi plusieurs « visages », qui vont du débarquement « faluche²⁰⁹-terre » au transbordement en mer d'un navire plus important à un bateau léger, et qui comprennent l'introduction « individuelle ». C'est du moins ce qu'on peut relever de la lettre du 18 novembre 1914 que Lyautey expédie au ministre des Affaires étrangères. Il y cite des télégrammes reçus du consul de France à Gibraltar signalant que de nombreux Allemands réfugiés à Malaga auraient acquis six ou sept chalutiers

²⁰³ Lettre du capitaine de douane Conte, chef de service par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 23/2/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²⁰⁴ Lettre du capitaine de douane Conte, chef de service par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 23/2/1916, doc. cité.

²⁰⁵ Lettre du capitaine de douane Conte, chef de service par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 18/2/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A. Dans le même document, on parle d'une saisie de 2 000 douilles, opérée le 17/8/1915, cédées par des officiers et des « soldats indigènes » du Tabor qui avaient formé une véritable association pour vendre des armes et des munitions réglementaires. A la date de la lettre, un qa'id Mia et plusieurs soldats du Tabor seraient encore emprisonnés.

²⁰⁶ *Ibidem*.

²⁰⁷ Lettre du capitaine de douane Conte, chef de service par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 23/2/1916, doc. cité, où on fait état d'une saisie, le 25/5/1913, de 100 kilos de salpêtre sur trois femmes.

²⁰⁸ Lettre du capitaine de douane Conte, chef de service par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 18/2/1916, doc. cité.

²⁰⁹ Type d'embarcation.

susceptibles de poser des mines – hypothèse qui est considérée comme la plus vraisemblable –, ou de transporter des armes au Maroc. Trois des chalutiers achetés s'appelleraient *Fortuna*, *Agustet* et *Sustra*. De plus, le 16 novembre Gibraltar aurait intercepté le télégramme suivant, émanant d'un agent allemand : « *Pour Gehardt, Gênes de Cadix, urgent : télégraphiez d'urgence, signé Petit Pain, s, vapeur-s, malaga excepté pain pour Madrid impossible trouver dans manifeste j'ai offert avant-hier Wirsoky* »²¹⁰. Les Anglais pensent que Petit Pain signifie armes de guerre, cartouches ou bien mines sous-marines, que le télégramme est en relation avec l'achat des chalutiers et que le signataire probable du télégramme est Felix Wisotzki, officier surveillant le chargement allemand à bord du vapeur norvégien *Unita*. D'ailleurs, on souligne encore que « *Gehardt* » à Gênes recevrait continuellement des télégrammes concernant des cargaisons allemandes. Le 20 novembre, le consul de France à Gibraltar avertit le résident général qu'un voilier espagnol, le *Joven n°10* aurait jeté à la mer son chargement car il se serait aperçu qu'il était poursuivi. Malgré cela, des munitions auraient été expédiées de Malaga à Ceuta en barils d'huile et sacs mêlés à d'autres marchandises²¹¹. Le consul signale, quelques heures plus tard, qu'un navire chargé de sel a été saisi la veille à Ceuta, et qu'il contenait, cachée sous sa cargaison, « beaucoup contrebande de guerre »²¹². Alors que les services de surveillance française dressent une liste de probables contrebandiers qui pourraient opérer depuis Tanger sur les zones limitrophes du Maroc nord-occidental – pour leur propre compte et pour celui d'al-Raysūnī³⁸ –, d'autres individus, venant d'Andalousie, débarquent dans la ville, porteurs de cartouches et de munitions diverses. Par exemple, le 7 décembre, le sous-brigadier à la surveillance douanière de Tanger, Fons, signale dans son rapport de service : « *Le 6 décembre à 14 heures, le fantassin Tetaouni, planton sur les quais, vit venir un individu qui, monté sur un canot, débarqua en face du bureau de l'aconage et se dirigea rapidement vers la ville. Ayant remarqué les allures suspectes de cet individu, Tetouani le suivit et, arrivé sur le terre-plein de la douane, il me le fit remarquer. L'ayant accosté après déclaration de mes qualités, je le sommais de passer au poste où après avoir répondu à mes interpellations qu'il n'avait aucune marchandise en fraude, je le fouillai minutieusement et le trouvai porteur, dissimulées dans une ceinture sous les vêtements, de 130 boîtes contenant chacune 100 capsules pour fusil à piston, soit au total 13 000 capsules. Interrogé, le délinquant a déclaré se nommer José*

²¹⁰ Lettre n°967 G, Lyautey au ministre des Affaires étrangères, Casablanca, 18/11/1914, MAE, nouvelle série (N.S.), 1^{re} partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179.

²¹¹ Tél. du consul de France à Gibraltar au résident général, 20/11/1914, 12h, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

²¹² Tél. du consul de France à Gibraltar au résident général, 20/11/1914, 15h10, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

*Abilorie Manez, sujet espagnol âgé de 26 ans, né à Cadix, et avoir reçu la marchandise du nommé Antonio Palican, patron de la balancelle Pena ; ce dernier a été impliqué dans l'affaire comme complice. Le délinquant a été remis avec une copie du présent rapport à l'autorité consulaire compétente. Les capsules ont été confisquées et procès-verbal a été rédigé »*²¹³.

Quelques mois plus tard, le 27 mars 1915, les Umanā de Tanger relatent, dans leur procès-verbal, une saisie effectuée par des employés du Service des douanes sur un autre sujet espagnol, Pedro Espigado, résidant à Tanger mais débarqué du navire *General Silvestre* provenant de Cadix. Dans le double-fond de ses trois malles, ils trouvent 200 boîtes de poudre noire de 100 grammes chacune, soit 20 kilos, de la marque Unión española de explosivos Madrid ; 13 400 amorces en boîtes de marque Remington ; 1,710 kg d'amorces sans marque ; 200 cartouches à balle en plomb pour revolver ; 321 cartouches à balle blindée pour revolver de marque Herstal (Liège). Au moment d'enlever les doubles-fonds, le contrevenant leur recommande d'agir avec précaution pour éviter une explosion, chaque malle devant contenir 6 kilos de poudre environ. Les malles lui auraient été expédiées de Cadix comme bagages pour une personne dont Pedro Espigado, remis aux autorités consulaires de son pays, déclare ne pas connaître le nom²¹⁴. Même pour la sortie de matériel de guerre de la ville, à destination de l'intérieur, les exemples ne manquent pas. Ainsi, le 18 août 1915, un sous-brigadier et des cavaliers de la surveillance douanière de Tanger interceptent un convoi sur la route de Titwān qui se compose d'une mule et d'un âne conduits par deux Marocains. Dans les sacs du convoi, les douaniers découvrent 21 kilos de soufre et 2 000 douilles vides pour fusil Gras, de marque SME, d'un poids de 22 kilos. Les deux conducteurs, Mohammad Fattāh et Ahmad Fattāh, originaires du douar Sharrar, dans l'Andjara, déclarent avoir acheté le soufre à un Marocain de Tanger, dont ils ignorent le nom et le domicile, et les douilles à des enfants du Sokko²¹⁵.

L'attention que les Français portent à la zone urbaine de Tanger les amène à envisager des mesures de surveillance draconiennes qui investissent également les lieux les plus insoupçonnables²¹⁶. Le 10 janvier 1915, le capitaine Conte

²¹³ Contrôle de la Dette, surveillance douanière, brigade de Tanger, *Rapport de service* du 7/12/1914, CADN, ALFM, Tanger, série B complément, c. 19.

²¹⁴ *Procès-verbal* n°36 des Umanā de Tanger, 27/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série B complément, c. 19.

²¹⁵ *Procès-verbal* des Umanā de Tanger, 18/8/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2. Les deux Marocains, déférés au Pasha de Tanger, sont condamnés à deux mois et demi de prison pour colportage de contrebande d'armes, lettre n°411, contrôle de la Dette au résident général, Tanger 30/10/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²¹⁶ A remarquer un télégramme du consul de France à Gibraltar au résident général, 24/7/1915 12 h 25, où on suggère la surveillance étroite du monastère franciscain de Tanger, CADN, ARGM, CD, c. 617-2. Josep Lluís Mateo Dieste, *La « hermandad » hispano-marroquí. Política y*

remet au directeur des services Luret un rapport dans lequel il affirme que, pour une surveillance efficace de la contrebande de guerre sortant de Tanger, il faudrait encercler la ville de postes fixes placés aux endroits les plus menacés et reliés entre eux par des brigades volantes²¹⁷. En même temps, il déclare qu'on ne dispose pas des effectifs pour réaliser un tel réseau et que pour mettre en place un système embryonnaire de surveillance, on aurait pu se borner à créer une brigade volante. Celle-ci aurait été composée de quelques éléments prélevés des brigades de mer, qui à l'aide du concours du Tabor régulier et du recrutement de quelques individus sur place, auraient été « *sur chaque route à chaque poste du Tabor* »²¹⁸. Pour la nuit, ils auraient prévu des embuscades autour de la ville et aux endroits les plus menacés.

Conte fait également état de nombreuses difficultés auxquelles doivent faire face les agents, qui n'ont pas les mêmes pouvoirs que dans la zone française du protectorat : « *Le régime des capitulations, sous lequel nous nous trouvons toujours, ne leur donne aucune garantie. [Les agents du Tabor] ne sont pas assermentés, leurs procès-verbaux ne font pas foi et ils ne sont pas placés sous la sauvegarde de la loi. Les oppositions aux fonctions, menaces, insultes, voies de fait, coups de feu, restent toujours sans suites judiciaires. Plusieurs fois, ils ont eu à soutenir d'importantes attaques à main armée et il se passe peu de jours sans qu'ils soient injuriés. D'autre part, les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de leur donner une tenue, et la coutume civile en présence des difficultés auxquelles ils sont en butte ne leur donne pas le prestige qui serait, ici plus qu'ailleurs, nécessaire* »²¹⁹. Il se plaint également du système de répression qui ne permet pas de punir véritablement les contrebandiers, puisqu'on ne possède pas de droit de visite : « *[Les agents] sont obligés de pécher par excès de prudence ; certains convois, la Mouna par exemple, ne peuvent être visités sans créer d'incidents ; cependant ce sont peut-être ces convois qu'il serait le plus intéressant de vérifier. Les femmes indigènes font aussi une certaine contrebande : elles transportent les munitions dans des ballots de linge, de laine ou autres objets. Je ne pense pas qu'on puisse actuellement songer à les arrêter sans provoquer de protestations et peut-être une révolte. Enfin, nous ne trouvons pas dans une certaine colonie l'appui qu'il nous semblerait logique d'y rencontrer ; au contraire, cette colonie nous est*

religión bajo el Protectorado español en Marruecos (1912-1956), Barcelona, Edicions Bellaterra, S.L., 2002, p. 160-161, relate une tentative de révolte anti-espagnole (et antirépublicaine) mises en œuvre en 1932 par un groupe de sujets marocains auxquels les Franciscains de Tanger avaient essayé de fournir des fusils !

²¹⁷ Lettre n°15, le capitaine des douanes Conte, chef du service par intérim de la surveillance douanière au directeur des Services, Tanger, 10/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²¹⁸ *Ibidem*.

²¹⁹ *Ibidem*.

sourdement hostile »²²⁰. Il se réfère clairement, dans ce dernier point, aux Espagnols. A leur propos, il souligne que les armes provenant de Tanger sont destinées presque exclusivement à leur zone et à la zone internationale, ajoutant que « *les débarquements sont trop faciles sur les côtes du Riff et de Larache, où [ils] (...) n'ont pas réussi encore à créer la moindre surveillance (...). Il semblerait que les Espagnols devraient ici, puisque notre surveillance ne peut que leur être utile, nous prêter tout leur concours et tout leur appui. Il n'en est rien et cet état d'esprit rend notre situation d'autant plus difficile que la contrebande est presque toute faite par des ressortissants espagnols* »²²¹. Et finalement, dans une phrase qui trahit la profondeur et l'importance du phénomène dans la ville, il affirme la nécessité de traquer les dépôts de la contrebande *intra muros*, ce qui demanderait un service de police établi à cet effet, puisque « *le vrai contrebandier n'est souvent pas le malheureux qui transporte la marchandise moyennant une prime plus ou moins élevée mais le fournisseur, très souvent riche, qui reste prudemment chez lui* »²²².

Quelques jours plus tard, Luret transmet ce rapport à Lyautey²²³, lui signifiant l'urgence d'adopter les mesures destinées à améliorer le service et la possibilité d'action des agents (question des uniformes, mesures pour faire face aux obstacles soulevés par la protection et par les consuls, etc.). Cependant, il n'est pas d'accord avec la création de postes fixes autour de la ville. Ceux-ci seraient très onéreux et n'auraient pour résultat que de bloquer l'entrée et/ou la sortie de la contrebande de la zone urbaine, qui est de proportions minimales par rapport à celle effectuée dans le reste de la zone internationale ou en zone espagnole et qui affecte notamment cette dernière. Il exprime le regret de ne pas pouvoir élargir l'action des brigades de Tanger en créant une ligne de surveillance Martil-Titwān-Fondak-Tanger en raison des conditions politiques du Maroc. Luret approuve Conte quant à l'idée sur la brigade volante accréditée auprès du tabor de la ville, appuyée par les postes de police et soutenue par la surveillance des postes de perception des droits des portes. Il adhère également au projet d'utilisation des embuscades préconisées et à l'application rigide de la procédure prévue par l'Acte d'Algésiras. Il souhaite, en outre, l'achat d'un voilier de faible tonnage, similaire aux embarcations espagnoles et portugaises fréquentant les côtes de la zone internationale. Le voilier aurait des frais d'entretien mineurs comparés à ceux d'un remorqueur qui requiert l'achat du charbon à des prix élevés et sa haute consommation pendant les stationnements. Il jouirait aussi de la possibilité de se camoufler – donc de s'installer au milieu

²²⁰ *Ibidem.*

²²¹ *Ibidem.*

²²² *Ibidem.*

²²³ Lettre n°21, le délégué au contrôle de la Dette à M. le Résident général de France au Maroc, Tanger 13/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

des autres embarcations –, mais doté d'un moteur afin de lui fournir « *la vitesse nécessaire pour gagner sur les voiliers suspects de contrebande* »²²⁴. La dépense totale s'élèverait à 26 000 P.H., comportant 10 000 P.H. pour l'achat et 16 000 P.H. pour les frais d'équipage et d'entretien. Lyautey répond positivement et invite le directeur des services du Contrôle de la dette à assurer Conte du soutien du Tabor pour la création de la brigade volante²²⁵, écrivant dans le même sens à l'Agence de France à Tanger²²⁶. Celle-ci reçoit le 16 février, de la part du commandant Toulat, instructeur en chef du Tabor n°1 (français), l'assurance de ce concours qui, déclare-t-il, a toujours été prêté dans la mesure du possible²²⁷. A la suite de nouveaux renseignements au sujet de débarquements d'armes et de munitions aux confins de la zone espagnole et internationale²²⁸, Luret envisage en plus la création d'un poste de surveillance à la pointe du cap Spartel, dont le rayon d'action s'étendrait des environs du cap à la côte atlantique, jusqu'à la limite de la zone internationale. Ce poste comprendrait un gradé français et quatre cavaliers marocains²²⁹.

Le projet examiné est toutefois loin de pouvoir assurer une protection complète contre les débarquements d'armes. Ceux-ci semblent avoir lieu, pour la plupart, en dehors de la ville, alors que Conte et Luret se bornent à envisager un dispositif de répression qui aurait sa cible principale dans l'enceinte urbaine de Tanger et dans ses proches environs. D'ailleurs, le 10 septembre 1914, Conte relate que les Djabala recevraient de Cadix des armes et des munitions, transportées par balancelles et emmenées à au Wādī Tahaddart, sur la côte atlantique, à l'endroit où se trouve l'épave du navire *Delhy*. Il se déclare impuissant à agir, en raison de l'insécurité des parages, dans une zone qui est, pourtant, sous le contrôle français²³⁰. Le directeur des Services à Tanger suggère d'effectuer une surveillance de la zone à l'aide de remorqueurs. A défaut de leur

²²⁴ Lettre n°44, contrôle de la Dette au commissaire résident général, Tanger 23/1/1915, CADN, ALFM, Tanger, série B complément, c. 19. Cependant, huit mois plus tard, le voilier n'a pas été encore acheté puisque la note n°352 du contrôle de la Dette, datée du 18/8/1915, fait état d'un doublement de la surveillance douanière de la zone Cap Spartel-Wādī Tahaddart qui, par voie de mer, doit s'exercer à l'aide de l'un des remorqueurs de Tanger, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

²²⁵ Tél. 19 D, Lyautey au directeur des services du contrôle de la Dette à Tanger, Rabāt, 29/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²²⁶ Lettre n°48 D, Lyautey à M. Couget, ministre plénipotentiaire, chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, Rabāt 29/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²²⁷ Lettre n°442, le commandant Toulat, instructeur en chef du Tabor n°1 à M. Couget, ministre plénipotentiaire, chargé de l'Agence et consulat général de France, Tanger 16/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²²⁸ Par exemple, tél. n°34 D du commissaire résident général à l'Agence et consulat général de France à Tanger, Rabāt, 20/2/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²²⁹ Lettre n°78, le contrôle de la Dette à M. Couget, ministre plénipotentiaire, chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 26/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

²³⁰ Lettre n°318, capitaine des douanes Conte par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 10/9/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

efficacité, il propose de déplacer, quelques jours par mois, un garde-côte, de la zone française à la zone internationale²³¹. Lyautey, qui insiste pour saisir le gouvernement espagnol de la question, puisque les armes proviendraient de Cadix²³², assume une attitude attentiste. Mais les alarmes ne s'arrêtent pas. Le capitaine Conte annonce qu'un remorqueur, envoyé le 29 et le 30 septembre dans la zone entre le cap Spartel et le Wādī Tahaddart, a constaté la présence de balancelles suspectes faisant des signaux à terre²³³. D'ailleurs, une nouvelle tournée du remorqueur dans les parages, le 2 et le 3 octobre, donne des résultats encore plus évidents : « *L'apparition du remorqueur semble avoir fait prendre la fuite aux nombreuses balancelles mouillées dans sa zone de surveillance* »²³⁴. En effet, les balancelles *Florentina*, *San José*, *Sant James*, et d'autres dont les noms ne sont pas précisés, ainsi que deux voiliers abandonnent leurs zones de mouillage dès l'apparition du remorqueur français²³⁵.

Toute cette zone, qui s'étend des limites de la zone de Tanger à la zone espagnole, fait l'objet d'une attention spéciale pendant la guerre, en raison à la fois de son statut particulier, qui reste à définir, et des mesures de surveillance dont la compétence est difficile à établir. A cela s'ajoute le fait qu'en tant que « porte du Maroc », la ville se prête à tout genre de commerce, licite et illicite. Eu égard aux étendues de la côte méditerranéenne et de celle atlantique, les armes qu'on cherche à introduire par cette zone visent essentiellement les tribus de la région. Elles sont donc plus susceptibles de servir 'Abd al-Mālik ou al-Raysūnī que, par exemple, Ahmad al-Hayba. Toutefois, le colportage de ces armes à travers des territoires assez vastes, ne semble pas être une source de difficulté pour les partisans des « agissements allemands » étant donné leurs réseaux bien développés. Ainsi, la surveillance de la région du Wādī Tahaddart demeure une source d'inquiétude pour la Résidence générale. Ses moyens de manœuvre dans les ports et ses « yeux » dans les zones où le « bandeau » espagnol, ou prétendu « international », en empêche l'observation et le regard, en interdisant concrètement sa vigilance.

Le 7 janvier 1915, le contrôleur d'aconage au port de Tanger, Jaurand, effectue une reconnaissance des côtes atlantiques de la région sur le remorqueur

²³¹ Lettre n°581 D, directeur des Services au résident général, Tanger, 12/9/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²³² Lettre n°353 D, Lyautey à M. Couget, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, Rabāt, 15/9/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²³³ Brigades mobiles des Douanes du Maroc, subdivision de Tanger, brigade de mer, rapport de service, service du 29 au 30 septembre 1914, Tanger, 30/9/1914, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

²³⁴ Brigades mobiles des Douanes du Maroc, subdivision de Tanger, brigade de mer, rapport de service, service du 3 au 4 octobre 1914, Tanger, 4/10/1914, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

²³⁵ *Ibidem*.

Ghouroub. Il signale avant le cap Spartel, à 500 mètres à l'est du phare, une petite baie qui semble susceptible d'abriter des embarcations « *même par houle légère d'ouest* »²³⁶. Passé le cap Spartel, il décrit une succession de criques et de paysages qui ne paraissent abordables que par « *très beau temps, mais dans ce cas tous les points de la côte peuvent servir de lieu de débarquement* »²³⁷. A presque 5 milles de Spartel, après l'épave d'un petit bateau anglais à côté duquel se dressent les maisons de ses gardiens, et après l'épave du *Delhi*, il y a le drapeau du marabout Sīdī Naam, avec une tente installée dans le voisinage. Trois cents mètres plus au sud, s'élève une maison appartenant au ministre d'Allemagne. Après celle-ci, on trouve une succession d'épaves et de petites maisons de gardiens, jusqu'à l'embouchure du Wādī Tahaddart. Sur la rive gauche de la rivière, à deux kilomètres à l'intérieur des terres, « *une tente construite sur un mamelon sert d'abri à un poste espagnol* »²³⁸. Jaurand descend ensuite à trois milles de l'embouchure, affirmant qu'il ne considère pas que cette partie de la côte soit facilement accostable et qu'il n'y a rien observé de suspect²³⁹. Parallèlement, une reconnaissance terrestre est menée dans la même région par le brigadier de la surveillance douanière, Soupizet, qui arrive presque aux mêmes conclusions que son collègue²⁴⁰. Les deux rapports amènent le capitaine Conte à soutenir que, bien que les agents français ne soient pas autorisés à séjourner dans la zone par mesure de prudence, le calme semble régner dans la région confinant avec Tanger. Cela confirmerait l'arrêt de tout débarquement de matériel de guerre, jadis destiné aux tribus « s'agitant » autour de la ville internationalisée²⁴¹. Pour sa part, Bruzeaud avait écrit, dans son rapport au sujet d'une mission d'investigation effectuée en janvier 1915 dans la région du Wādī Tahaddart, qu'après une enquête sérieuse dans les environs, il n'avait trouvé nulle part trace dans la conversation des indigènes d'un genre quelconque de contrebande²⁴². Faut-il avancer qu'on se retrouve, encore une fois, face à un « syndrome de la contrebande d'armes », véritable « Némésis » de l'instauration du protectorat français ?

La réponse est négative. Conte conclut ainsi son rapport : « [La contrebande] destinée à la zone française, a tout intérêt à débarquer dans la zone espagnole

²³⁶ Lettre du contrôleur d'aconage au port de Tanger à messieurs les Délégués au contrôle de la Dette, Tanger, 8/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²³⁷ *Ibidem*.

²³⁸ *Ibidem*.

²³⁹ *Ibidem*.

²⁴⁰ Lettre du brigadier de la surveillance douanière Soupizet, à M. le Capitaine chef de service par intérim de la surveillance douanière, Tanger, 13/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²⁴¹ Lettre n°14, capitaine chef de service Conte à M. le Directeur des Services, Tanger, 13/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²⁴² *Rapport de M. Bruzeaud*, doc. cité.

*plus rapprochée et où il n'existe aucune surveillance »*²⁴³. Parallèlement, le général Henrys, commandant général du Nord, signale que des négociants allemands de Tanger et d'Al 'Ara'ish seraient établis entre Tanger et 'Azīla, près de l'embouchure du Wādī Tahaddart, et échangeraient des armes avec les Djabala²⁴⁴. Il réitère ses affirmations, en les rectifiant, quelques jours plus tard, sur la base de renseignements recueillis par un saharien revenant d'Alger : « *Les Allemands de Tanger et de Tétouan*²⁴⁵ *sont toujours à Taheddart sous la tente ; ils ont entouré leur campement d'un petit mur de pierres sèches. Ils ont peur des Djebala, et une tribu des environs à laquelle ils payent 1 000 douros par mois fait la garde de Taheddart. Des indigènes des environs ont établi un souk aux abords du campement, ils y apportent des produits et les indigènes gardiens des Allemands perçoivent le droit de souk. Quatre canons défendraient la presque île (de Taheddart) du côté de la terre. Les Allemands s'occupent de commerce, ils sont servis par des garçons qu'ils ont amenés de Tanger et de Tétouan »*²⁴⁶. En outre, même la zone entre Ceuta et le cap Malabata serait concernée par le trafic de cartouches et de fusil Mauser au profit des Andjara qui payeraient les premières 25-30 P.H. le cent et les secondes 125-150 P.H. la pièce. Les armes seraient apportées par des balancelles espagnoles qui les débarqueraient notamment à l'Oued Elian et à al-Kasr al-Kbīr²⁴⁷.

En effet, la zone entre al-Kasr al-Kbīr et Al 'Ara'ish paraît se transformer en un véritable port franc pour les Allemands qui y agissent assez librement, profitant des chantiers pour l'aménagement de l'escale maritime d'Al 'Ara'ish. Le 3 février 1915, Langlais, vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr, souligne que malgré la surveillance que les autorités espagnoles exercent autour du port d'Al 'Ara'ish, et les préoccupations exprimées plusieurs fois par le général Fernández Silvestre, commandant général de Melilla, « *les Allemands ont (...) grâce à leurs installations et à leurs accointances avec certains navires battant pavillon neutre les plus grandes facilités pour faire venir ici des armes, et il reste à savoir si leur ingéniosité ne trouve pas le moyen de tromper ou même d'endormir la surveillance établie. Ils ont la libre circulation dans le port et la rade sans être soumis à aucune visite, même de la part de la Douane ; d'autre part, la Drague va assez souvent dans les périodes de beau temps, s'ancrer en rade pour rejeter les sables puisés sur la passe et y reste quelquefois la nuit ; il lui est alors loisible, sans qu'aucune surveillance puisse*

²⁴³ Lettre n°14, capitaine chef de service Conte à M. le Directeur des Services, 13/1/1915, doc. cité.

²⁴⁴ Tél. n°10 du commandant général du Nord au résident général à Rabāt, Miknās 4/1/1915, 20 h, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

²⁴⁵ Ou bien d'Al 'Ara'ish ?

²⁴⁶ Note de renseignement n°72 NR, 16/1/1915, doc. cité.

²⁴⁷ Lettre n°82, contrôle de la Dette au ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 17/2/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

avoir lieu, de recueillir à son bord la contrebande d'armes que viendraient lui confier des bateaux complices »²⁴⁸. Comme ses collègues établis en Andalousie, Langlais dresse la liste des bateaux qui fréquentent la rade d'Al 'Ara'ish : le *Miguelito* et le *Quetzal* de la Compagnie Miguelito ; l'*Urbana* de Cadix, qui a comme agent à Al 'Ara'ish la maison Renschhausen ; l'*Unión*, l'*Alerta*, le *Villa Real*, le *Sevilla*, le *Rosa* et les vapeurs de la compagnie anglaise Bland²⁴⁹. Toutefois, il insiste sur le *Sirra* et sur le *San Antonio*, tous les deux de nationalité hollandaise, apportant souvent du matériel de guerre pour les Espagnols. Les équipages des deux voiliers seraient pour la plupart composés de sujets allemands et, bien que le vice-consul se dise très attentif à toute cargaison provenant des deux navires, il avoue que les indications sont des plus difficiles à recueillir²⁵⁰. On soupçonne que le trafic d'armes passe par les bateaux qui apportent aux ouvriers allemands le matériel pour l'aménagement du port, d'autant plus que ces mêmes navires sont indiqués comme probables fournisseurs de pétrole aux sous-marins. De fait, le hollandais *Sirra*, chargé du ravitaillement des militaires ibériques, est spécialement surveillé par les Français pendant tous ses déplacements entre la côte espagnole et les ports marocains. Conjointement, le danois *Nerma*, qui transporte du ciment, du charbon et des caisses de différents matériaux, est confié au strict contrôle de la police espagnole pour qu'elle l'empêche de débarquer des armes²⁵¹. Or, quelques jours plus tard, Langlais reçoit de son homologue anglais à Al 'Ara'ish, Mulock, la nouvelle d'une plainte adressée par les autorités britanniques aux Espagnols au sujet d'irrégularités commises dans la présentation du manifeste du *Nerma*²⁵². Ces anomalies auraient pu permettre à l'équipage de l'embarcation danoise de décharger en toute tranquillité, et en dehors de toute vérification de la part de la douane espagnole, des armes et des munitions à l'aide de barcasses. Celles-ci auraient pu se rendre directement aux débarcadères des travaux du port ou de ceux du chemin de fer que les Allemands construisent pour lier Al 'Ara'ish à al-Kasr al-Kbīr²⁵³. Ainsi, Langlais conclut que la découverte d'un trafic d'armes à la charge des Allemands pourrait constituer une sorte de boomerang. Il provoquerait la fin des

²⁴⁸ Lettre n°20, le vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr au commissaire résident général de France au Maroc à Rabāt, Al 'Ara'ish, 3/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

²⁴⁹ *Ibidem*.

²⁵⁰ *Ibidem*.

²⁵¹ Lettre n°35, vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr au commissaire résident général de France au Maroc à Rabāt, Al 'Ara'ish, 22/2/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2; et lettre n°43, Vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr au commissaire résident général de France au Maroc à Rabāt, Al 'Ara'ish, 4/3/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

²⁵² Lettre du représentant de la Grande-Bretagne à Al 'Ara'ish au vice-consul de France dans la même ville, 8/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

²⁵³ Lettre n°47, vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr au commissaire résident général de France au Maroc à Rabāt, Al 'Ara'ish, 9/3/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

travaux au port et leur conséquent éloignement de la zone sous l'autorité du Haut-Commissariat de Titwān. Et il ajoute que, malgré la bonne foi et les bonnes intentions manifestées par le général Fernández Silvestre, il resterait à savoir si les entreprises allemandes courent réellement des dangers étant donné « l'apathie, l'incurie ou la vénalité assez fréquente des fonctionnaires espagnols et même leur sympathie non déguisée à l'égard des Allemands »²⁵⁴.

Une seconde indication de Mulock aux Français, en avril, reconnaît le danger de la contrebande faite à Al 'Ara'ish par des sous-marins allemands. Langlais ne le croit pas, même s'il admet que les concessionnaires des travaux du port peuvent être mêlés à ces trafics. La surveillance exercée jusqu'à ce moment-là n'a donné aucun résultat dans ce sens²⁵⁵. Mais en juillet, Saint-Aulaire, délégué à la Résidence générale, écrit qu'un certain nombre de sujets allemands circuleraient entre Al 'Ara'ish et 'Azīla, et qu'ils pourraient organiser le ravitaillement de sous-marins ou le débarquement de contrebande de guerre²⁵⁶.

Dans un contexte à peu près semblable, se trouve Titwān où Lucciardi signale les mêmes navires cités par Langlais à Al 'Ara'ish, comme nécessitant une surveillance particulièrement attentive en raison de leur possibilité de transporter du pétrole de Ceuta, destiné aux U-Boot de la marine de Berlin²⁵⁷. Une alarme, provenant du vice-consulat de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr, sur d'autres possibles envois d'armes, provoque, au début de janvier 1916, de nouvelles reconnaissances de la région. Deux Allemands, Von Felsen et Hinz, ce dernier connu également sous le nom de Don Alvirez, se font passer pour Espagnols. Ils ont comme centre d'opération 'Azīla ou le « village » d'Allemands travaillant au port d'Al 'Ara'ish. Ils auraient plusieurs mules disséminées dans les douars de la zone afin de former des convois transportant des armes et des munitions. Celles-ci seraient apportées, par des barques de pêche, à l'Oued Alif, nom qui indiquerait, pour les Marocains, le Wādī Tahaddart, en zone internationale non loin de la mer et au pied de dunes couvertes de broussailles inextricables²⁵⁸. Les marchandises seraient, au besoin,

²⁵⁴ *Ibidem*.

²⁵⁵ Lettre n°74, le ministère des Affaires Étrangères à M. Couget, ministre plénipotentiaire de l'Agence et consulat général de France à Tanger, Paris, 6/4/1915 ; et tél. n°55, Couget au ministre des Affaires étrangères, Tanger, 13/4/1915. Les deux documents sont gardés au CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

²⁵⁶ Lettre n°29 D confidentiel, délégué à la Résidence générale à Rabāt au vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr, 28/7/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

²⁵⁷ Lettre n°195, le consul honoraire de France à Titwān à Lyautey, 17/6/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2. Les navires cités par Lucciardi sont le *Sirra*, le *San Antonio*, le *Ahi Va!* et le *Miguelito*.

²⁵⁸ Lettre n°2, vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr à M. le Délégué à la Résidence générale de France au Maroc, Al 'Ara'ish 9/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

cachées à cet endroit. Ensuite, elles seraient chargées sur des mules par des Marocains et emportées à 8-10 kilomètres en amont du Wādī. Tous les habitants sur le parcours seraient acquis aux Allemands et connaîtraient ce trafic. La rivière traversée, les colis pénétreraient en zone espagnole, un peu au-delà d'un poste militaire ibérique. Ils poursuivraient leur chemin vers une destination que les Français n'arrivent pas à préciser²⁵⁹. Vraisemblablement, ces colis atteindraient les troupes d'al-Raysūnī. En effet, Von Felsen, venu de Turquie, serait installé auprès du chef marocain et se ferait appeler 'Abd ar-Rahman.

D'autres individus participeraient au ravitaillement en armes d'al-Raysūnī. Un homonyme de Von Felsen, 'Abd ar-Rahman bin 'Abd al-Karīm, parent du pasha Rmiqī, d'al-Kasr al-Kbīr²⁶⁰, serait impliqué dans l'achat de matériel de guerre²⁶¹. Il est en de même pour Mukhtār bin Amar, dit Bravo, sujet probablement allemand, ancien employé des Mannesmann, « *depuis longtemps (...) soupçonné de se livrer à la contrebande de guerre* »²⁶², qui habiterait al-Kasr al-Kbīr et serait utilisé comme agent de renseignements par les Espagnols²⁶³. Il serait souvent à Tanger.

Langlais ajoute qu'on lui signale un dépôt de soixante-dix-huit caisses appartenant aux Allemands, cachées en zone espagnole et prêtes à être envoyées au pays Djabala, précisément à Ayn Shala bin Aysha²⁶⁴. Son informateur se déclare disponible à suivre le convoi malgré le risque de se faire écartier par les Allemands, peu respectueux de sa nationalité. Malgré l'impossibilité de vérifier ces renseignements²⁶⁵, ils déclenchent la chasse aux dépôts et aux trafiquants d'armes dans la zone. Le 21 janvier, le brigadier-chef de la surveillance

²⁵⁹ *Ibidem*.

²⁶⁰ Lettre n°11, vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr à M. le Commissaire résident général, Al 'Ara'ish, 25/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

²⁶¹ L'attache de Rmiqī avec les Allemands et l'intérêt de ceux-ci pour le Gharb est confirmé par un rapport allemand signé Probster, Berlin, 3/3/1915, intercepté et rendu notoire par l'état-major français seulement le 9 juillet suivant : « (...) *Pour des atterrissages secrets, en dehors du cours du Sebou* [navigable par des bateaux à moteur jusqu'à Mashra bin al-Qsiri, et même, pendant la saison des pluies, jusqu'à Magrn, au confluent de la Wargha] *il faut prendre en considération Zarqa de Mulai Belham dans le Gharb qui est encore plus favorablement situé, et où un important transport d'armes a été débarqué en 1911 par un vapeur Oldenbourgeois. Pour faire parvenir, au-delà, des articles de ce genre, on trouverait comme prêts à la faire des Remiqiīn qui habitent dans le voisinage et appartiennent à la tribu des Khlot, dont un des chefs est le protégé d'une maison allemande de Tanger. Je crois que c'est Djelud Remiqi (...)* », SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

²⁶² Lettre n°100 DR2, résident général au général commandant du Nord à Rabāt, 22/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

²⁶³ Il s'agit très probablement du *Mojtar*, confident du Bureau des affaires indigènes de Melilla, rappelé par María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, *op. cit.*, p. 366.

²⁶⁴ Lettre n°11, vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr à M. le Commissaire résident général, 25/1/1916, doc. cité.

²⁶⁵ *Ibidem*.

douanière, Soupizet, se rend avec le gardien des eaux, Vannier, en reconnaissance dans les montagnes environnantes de Sharf al-Haqab, à quelques kilomètres de Tanger, et au douar d'Ayn Zitūn. Vannier lui déclare qu'il n'a pas connaissance du passage de convois d'armes, qu'il est impossible de remonter le Wādī Tahaddart sur la rive droite, et que tout transport, sans exception, passe à proximité du Bordj des travaux publics, où il habite. C'est pourquoi un convoi d'armes en transit dans la zone ne lui aurait pas échappé²⁶⁶. Le lendemain, Soupizet poursuit sa reconnaissance, atteignant le douar d'Ayn-Hamman et le Wādī Tahaddart. Il ne remarque aucune agglomération ou habitation dans les montagnes environnantes, à l'exception du poste espagnol et de la ferme Belardo, au gué Hakba al-Hamrā, situé à huit kilomètres de la mer, sur la route de Fās. Après avoir interrogé des bergers et d'autres habitants de la région, il conclut : « *Nul ne connaît l'Oued Alif. (...) A l'Oued Tahaddart (...) aucun convoi, même les personnes à pied ne [peuvent] (...) longer l'oued sur la rive droite à moins de 3 kilomètres à certains endroits* »²⁶⁷. Les pêcheurs lui déclarent que jadis le douar Haourara était le lieu où les Djabala se rassemblaient quand ils venaient effectuer des razzias. Pourtant, au moment de la reconnaissance, rien de suspect ne peut être observé ni à l'embouchure du Wādī Tahaddart, ni à la maison allemande de Sīdī Qāsim, ni le long de la côte atlantique. De l'embouchure de la rivière aux grottes d'Hercule, où « reposent » les navires échoués, aucune cabane ou habitation, « *sauf celle qui se trouve à l'épave du Strasbourg* »²⁶⁸, n'est remarquée par le brigadier. De plus, personne ne semble connaître Mukhtār bin Amar, nommé dans la lettre de Langlais. Mais ces informations ne suffisent pas à rassurer les autorités françaises. Du 25 janvier au 1^{er} février, le capitaine Toulat envoie bivouaquer un petit groupe franc du Tabor n° 1, dont le rapport confirme les conclusions de Soupizet quant à l'absence de toute contrebande dans la zone. Toulat ajoute : « *Il faut reconnaître (...) que la région de Tahaddart, formée de dunes couvertes de broussailles, se prête bien à la contrebande et que la surveillance douanière n'y est exercée qu'au moyen d'un poste lointain, celui du cap Spartel* »²⁶⁹. Par conséquent, il prône la création d'un poste fixe permanent à Sharf al-Aqab, composé par des soldats du Tabor n°1 et des gardiens civils, auxquels pourrait s'ajouter un poste douanier qui remplacerait celui du cap Spartel et contrôlerait à la fois la région du Wādī Tahaddart et de Sīdī Qāsim.

²⁶⁶ Le brigadier-chef de la surveillance douanière, Soupizet, à M. le Capitaine chef de service à Tanger, 24/1/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²⁶⁷ *Ibidem*.

²⁶⁸ *Ibidem*.

²⁶⁹ Lettre n°49, le lieutenant-colonel Toulat, instructeur en chef du Tabor n°1 à M. le Ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et du consulat général de France à Tanger, 1/2/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

Ces mesures n'arrêtent pas les fournitures d'armes pour al-Raysūnī, comme le démontre l'existence d'une « bande » de trafiquants qui agit à Tanger et aux alentours. Un indicateur à la solde du Tabor n°1 la file depuis la mi-février. Ainsi on découvre que les dénommés Masāwrī et Hamādī, accompagnés de deux hommes de Dār Shawī, achètent de la poudre chez un certain Attūbi et chez le moqaddem²⁷⁰ de *Bou Keskes*, Hamādī bin Allūsh. Ils se procurent ensuite des amorces au café espagnol El Gallo, de Tanger, et deux fusils chez l'armurier Henry. Durant la même période, d'autres habitants du Dār Shawī atteignent Tanger pour se joindre à la bande. Du 14 février au 14 mars, le total des armes et munitions achetées en ville est de 60 kilos de poudre, 40 000 amorces, 1 000 cartouches, 5 Mauser et 2 fusils de guerre. Au même moment, le beau-frère d'al-Raysūnī procède à un véritable recrutement d'hommes pour escorter le convoi chez les Banī Mazūar et au Dār Shawī. Le maître du convoi semble être al-Kalāī, chef de l'azīb²⁷¹ Hadj Kaddūr dont la plupart des habitants seraient sous protection espagnole. La collaboration des Espagnols paraît se confirmer quand on découvre que l'un des magasins fournisseurs de munitions est celui de la maison Orbea²⁷². Un second dépôt est découvert chez Shalon, un petit boutiquier du Grand Sokko. Ici se rend régulièrement un certain Ahmad Hamīdū Hasani, originaire de Tanger-Balia et habitant le Marshan, un quartier de la même ville²⁷³. Néanmoins, pendant que les armes et les munitions sont gardées dans une des maisons du beau-frère d'al-Raysūnī, à cause des pistes impraticables, on envisage d'organiser le convoi « en zone insoumise », faisant transporter par des femmes le matériel de guerre à un point déterminé, d'où partirait la caravane²⁷⁴. Nous sommes donc face au même procédé qui est utilisé par les Andjara afin de renouveler leurs stocks de matériel de guerre. Hommes et espaces se trouvent « unis » par les stratégies employées afin de se ravitailler en armes et munitions.

Le pillage des armes et des munitions abandonnées après les combats par les Espagnols et les Français constitue une autre source d'approvisionnement sur laquelle se base l'acquisition de fusils et des munitions pour toutes les tribus « dissidentes ». Les renseignements sur les achats d'armes à Tanger par les Andjara expliquent le nombre relativement faible de pièces demandées par la tribu car ils ne remplacent que les armes hors d'usage. Celles-ci font partie de l'arsenal constitué au cours de 1912 pour combattre les Espagnols, et alimenté

²⁷⁰ Moqaddem, pl. moqaddmīn : chef de quartier ou comptable des revenus d'une zāwiya.

²⁷¹ L'azīb est un fief, un domaine, une grande ferme.

²⁷² Lettre du capitaine des douanes Conte, chef par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 14/3/1916, CADN, ALFM, Tanger, série B complément, c. 19.

²⁷³ Lettre du capitaine des douanes Conte, chef par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 16/3/1916, CADN, ALFM, Tanger, série B complément, c. 19.

²⁷⁴ Lettre du capitaine des douanes Conte, chef par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 14/3/1916, doc. cité.

au fur et mesure des défaites des Ibériques qui laissent leurs équipements sur les camps évacués²⁷⁵. Cependant, des armes nouvelles acquises par les Andjara deviennent l'objet d'un « mystère ». En effet, les Français écartent la possibilité qu'al-Raysūnī ait pu leur en fournir en raison de leurs relations assez conflictuelles. Le 16 juillet 1916, le consul honoraire de France à Titwān envoie à la Résidence générale et à l'Agence de France à Tanger deux copies de lettres allemandes. Celles-ci ont été expédiées par Rohmer, vice-consul d'Allemagne à Al 'Ara'ish, au prince de Ratibor à Madrid²⁷⁶. Dans la première missive, du 10 juillet, on lit : « *Le Marocain Si Ali Plot a dit au secrétaire de ce vice-consulat que, après la punition des Andjeras par les Espagnols et la Mehalla de Raissouli, il avait été auprès de Raissouli avec le secrétaire de Menhebhi²⁷⁷ qui lui aurait montré des caisses françaises de munitions prises chez les Andjeras. Raissouli aurait juré que les Français devront payer cher le soutien donné aux ennemis* »²⁷⁸. Les autorités françaises sont surprises de la nouvelle. Elles avancent trois hypothèses, écartant immédiatement que les caisses en question aient été débarquées à Tanger ou dans les ports du protectorat : soit les munitions en question proviennent de la zone espagnole puisque le Rif est la région la plus exposée à ce genre d'opération en raison de l'absence de postes de surveillance ; soit elles font partie du butin des « dissidents » de la bataille d'al-Harri, dans la région de Khanīfra, en novembre 1914 ; soit elles sont le produit du pillage d'un convoi d'une colonne française aux environs de Taza, en janvier 1915²⁷⁹. Cette dernière supposition semble être privilégiée. De toute façon, la préoccupation principale de Lyautey est de devancer de probables plaintes espagnoles accusant les Français de contrebande. C'est pourquoi l'ambassadeur de France à Madrid, Geoffray, s'empresse de rassurer le ministre d'État²⁸⁰. Au-delà des complicités espagnoles, les Allemands continuent à agir de façon à ne pas faire douter de leur soutien à l'action dans la région. C'est ainsi que par l'interception d'une correspondance entre le consul d'Allemagne à Titwān, Walter Zechlin, et des chefs « dissidents », plus ou moins en relation avec al-Raysūnī, on découvre que les autorités de Berlin ont décidé de

²⁷⁵ Lettre du capitaine des douanes Conte, chef de service par intérim de la surveillance douanière à M. le Directeur des Services à Tanger, 23/2/1916, doc. cité.

²⁷⁶ Lettre n°84 D bis, Lyautey à M. Boissonnas, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, Casablanca, 31/7/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

²⁷⁷ Al-Mahdī al-Manhabī avait été « ministre » de la Guerre du Sultan Mawlāy 'Abd al- 'Azīz.

²⁷⁸ Lettre n°85 D bis, Lyautey au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Casablanca, 31/7/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

²⁷⁹ *Ibidem*.

²⁸⁰ Note verbale de Geoffray au ministre d'État du 12/9/1916, suivie de la réponse de ce dernier du 28/9/1916 qui annonce avoir communiqué la version française au général Gómez Jordana, haut-commissaire de la zone espagnole à Titwān, CADN, AAFE-M., série B, *Guerre 1914-1918*, c. 511.

poursuivre leurs apports d'argent, d'armes et de munitions²⁸¹. Le soutien apporté à al-Raysūnī est assez discret car il est, de « notoriété publique », l'allié déclaré des Espagnols. Il jouit donc d'une certaine indépendance d'action à l'égard des Allemands. En revanche, dans le cas d'Abd al-Mālik, qui est installé au Maroc nord-oriental, l'appui du Reich devient bien plus évident et ouvert.

²⁸¹ Lettres du 9/9/1916, Shaykh Mohammad Bin Ahmad et Khalīl Nāsir au consul d'Allemagne à Titwān, et réponse de ce dernier à Khalīl Nāsir, où on annonce également l'arrivée au Rīf d'un envoyé allemand de Malaga, Hermann Bender, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

II. 4 - L'action directe sur les tribus : le Maroc nord-oriental

Au point de vue du territoire, le Maroc oriental, et notamment son littoral, constitue, à l'instar des régions atlantiques, une véritable porte d'entrée pour les armes introduites clandestinement. Ses couloirs qui traversent le Rif amènent les fusils et les munitions directement au centre du pays. Il est ainsi plutôt *naturel* qu'avant d'être l'avant-garde de la lutte antifranaise, le territoire joue le rôle de pont vers les tribus installées plus au sud qui s'opposent aux troupes du protectorat, avec ou sans le concours de l'action turco-allemande. Cette double fonction d'intermédiaire et de trait d'union avec les populations des autres régions du pays est assez évidente dans les premiers mois de guerre. Les Ghyata et les Branes, par exemple, sont les deux groupes tribaux qui facilitent le passage des armes à la montagne berbère : « *Une dizaine de jours après l'Aïd, une lettre adressée par Ahmed Raisouli à tous les chefs de la montagne est arrivée aux Aït Attab. L'émissaire l'a vue et en a entendu la lecture faite par un taleb. Cette lettre annonçait l'arrivée dans la montagne, pour la fin de ce mois, de 40 000 (...) carabines à trois coups, à chargeurs, avec les cartouches nécessaires. Cet envoi serait fait par les Allemands. Les armes débarquent aux environs de Tanger, traversent la zone espagnole. Elles passeraient par les Branès. Une partie de ces armes serait dirigée sur la région de Khénifra, l'autre sur Sidi Ali Bou Brahim* »²⁸². Ensuite, ils deviennent eux-mêmes destinataires du matériel de guerre qui transite par la zone espagnole : « *Je suis informé de deux sources qu'un apport considérable de munitions et peut-être d'armes a été fait récemment par la zone espagnole sur la région Branès et de là chez Riata. Les cartouches par tous calibres et de bonne fabrication se vendraient en grande quantité chez Riata au prix de deux guirches pièce au lieu de cinq qui était leur cours récent* »²⁸³. Les points les plus proches de ces débarquements se trouvent dans le Rif, ce qui permet d'accuser de nouveau les troupes espagnoles du manque de contrôle du territoire : « *Les munitions débarquées des felouques espagnoles et riffaines aux anes de Badès, Jenada et Hajrat-Dekour comportent surtout des cartouches Md. 1874, de la poudre, du soufre (150 F le quintal) des amorces 5 F le mille. Un des agents les plus actifs de cette contrebande serait le nommé Si Hammadi ben Ali Ferkani Guelai habitant près de Melilla (...). Cet indigène se targue de la protection*

²⁸² Lettre n°118 C, le capitaine Maitrat, f.f. de contrôleur en chef à M. le Colonel commandant la subdivision, Service de renseignements, à Casablanca, Settât, 18/11/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

²⁸³ Tél. n°135 FMR, le général Henrys, commandant général des régions de Miknās et de Fās au résident général à Casablanca, Khanifra, 20/11/1914 9 h 20, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

allemande »²⁸⁴. Ces envois demeurent toutefois stériles aux yeux des Allemands puisque la direction des opérations militaires leur échappe. Ainsi, le gouvernement impérial essaye de mettre en place un véritable « béliet » qui enfonce les murailles des troupes coloniales à l'ouest, en direction de Fās. Ce « béliet » est protégé au nord par la zone espagnole et à l'est-sud-est par les territoires non « pacifiés ». Les déclarations de Regensratz avaient déjà mis l'accent sur le mouvement dissident alimenté, par ses compatriotes, aux environs de Taza et de la région autour de Melilla²⁸⁵. L'un des personnages agissant dans ces espaces, pilier de l'action allemande est, d'après Regensratz, Shangīī, dont les origines sont controversées. Daniel Rivet affirme qu'il s'agirait d'un neveu de Mā' al-'Aynayn, nommé H'ājī Mohammad bin al-Mamun, né autour de 1870 et fixé à Fās. En revanche, selon certaines rumeurs, il serait un ancien interprète algérien de la mission militaire se faisant passer pour le neveu du *shaykh* saharien²⁸⁶. Un informateur français à Melilla le décrit également comme un probable frère d'al-Hayba, affirmant qu'il aurait « *acquis une assez grosse influence sur les Branès, les Riata, le Tgznaia, et les Ouled Bour Rima et quelques tribus voisines. Il a près de lui une mehalla de moujahiddine de 400 ou 500 hommes qui seraient grossis de contingents à fournir par les tribus au moment de l'attaque contre les postes français. Ils se déclarent en correspondance avec le sultan de Turquie [et] il a confectionné une lettre avec [le] sceau de ce sultan et il l'a montré à tous ceux qui viennent le voir ; il serait sur le point de se faire proclamer sultan de Branès et autres tribus voisines. Il posséderait des télémètres de marque allemande dernier modèle, des revolvers d'origine allemande, ses partisans seraient pour la plupart armés de Mauser* »²⁸⁷.

Pour sa part, Paul Marty²⁸⁸ soutient que « *Mohammad Mamoun* » était membre d'une tribu « *portant le nom spécial d'Ahel Mohammed ould El-Abeidi* », dont la plupart des membres résidaient dans l'Adrār mauritanien et cousine de celle de Mā' al-'Aynayn, les Ahl Tālib al-Mukhtār. Il serait parti en Orient depuis 1903 et à son retour se serait installé à Fās où il demeure au moment où il écrit. Aucune référence n'est faite ni à la guerre – et à d'éventuels « ennemis » de la France, originaires de la Mauritanie et opérant dans le nord du Maroc – ni à son hypothétique surnom. De même, Angel

²⁸⁴ Note de renseignement n°169 FMR, le général Henrys, commandant général des régions de Miknās et de Fās à M. le Commissaire résident général commandant en chef à Rabāt, Miknās, 4/12/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

²⁸⁵ Voir *supra*.

²⁸⁶ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 107-108.

²⁸⁷ Lettre de Melilla (marqué en marge : « *Note d'un agent* »), 3/6/1915, SHAT, Archives de la Guerre, Série N (1872-1919), sous-dérie Etat-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

²⁸⁸ Paul Marty, « L'Islam en Mauritanie et au Sénégal. Les Fadelia », *Revue du monde musulman*, XXXI, 1915-1916, p. 145-147.

Domenech Lafuente²⁸⁹ sans faire référence à son surnom, affirme que « *Mohammed El Mamún* » est l'un des fils du shaykh « *Mohammed Fadel Uld Abeid* » et neveu de Mohammad Fadil b. Mamin al-Qalqamī, celui-ci étant le père de Mā' al-'Aynayn. Né vers 1880, il aurait abandonné son pays en 1901 et, après de nombreuses années passées en Orient, il se serait installé à Fās. Suite au refus du sultan Mawlāy 'Abd al-Hafidh de lui confier une charge de haut niveau dans le Makhzan, il aurait abandonné la capitale pour s'établir à Taza où le conflit mondial l'amène à se proclamer « *sultan de la Moulouya, de Taza et de ses environs* »²⁹⁰. Des informations²⁹¹ plus complètes sur le personnage sont fournies par l'anthropologue espagnol Alberto López Bargados, qui sans jamais désigner le personnage comme Shangītī, complète les renseignements cités ci-dessus. Il affirme que Mohammad bin al-Mamun, parent de Mā' al-'Aynayn, était né dans l'Adrār mauritanien en 1880. Poète et intellectuel, il s'était établi à Fās en 1907, après avoir voyagé pour les régions du Wādī Nūn et du Sūs. Grâce à son prestige d'érudit, il était arrivé à se faire inviter par les ulamā de Fās qui lui avaient demandé de donner des cours dans les *madāris*²⁹² de la ville. A Fās, il était entré en relation avec le milieu Makhzan et, probablement, avait participé à quelques conspirations de palais. Il avait fait son pèlerinage à Makka d'où il était rentré dans la région de Taza, en 1910²⁹³.

Les documents français soutiennent qu'en mai 1913, à l'aide des Darqāwa²⁹⁴ qui visaient à organiser la défense de la ville contre les Français, Shangītī se fait proclamer sultan. Il reçoit l'allégeance des Ghyata, des Tsoul, des Branes, des Gzannaya et des Banī Bū Yahī²⁹⁵. Pourtant, quand on dresse la liste des *rogui(s)*

²⁸⁹ Angel Domenech Lafuente, *Ma el Ainin, señor de Smara*, Tetuan, Ed. Marroquis, 1954, p. 100, en note.

²⁹⁰ *Ibidem*.

²⁹¹ Abdallah Laroui, *op. cit.*, p. 425, parle de ceux qu'il définit comme « *les chefs de jihād improvisés comme (...) Māmūn al-Shangītī à Taza (...)* », sans donner d'autres précisions sur le personnage. Sophie Caratini, *Les Rgaybāt (1610-1934)*, Paris, L'Harmattan, 1989, 2 vol., 1^{er} vol., p. 170, affirme, citant le livre du reporter J. Perrigault *On se bat dans le désert*, que Muhamdil Mamūn wuld A'lin Šayh, petit-neveu de Mā' al-'Aynayn, se serait battu à côté de al-Raysūnī, ce qui semble erroné.

²⁹² Plur. de *madrasa*, école, établissement d'enseignement.

²⁹³ Alberto López Bargados, *Arenas coloniales. Los Awlād Dalīm ante la colonización franco-española del Sáhara*, Barcelona, Edicions Bellaterra, S.L., 2003, p. 520.

²⁹⁴ La Darqāwīya était une zāwiya fondée par al-'Arbi al-Darqāwī autour de 1823, Abdallah Laroui, *op. cit.*, p. 137. Sur le rôle de la zāwiya pendant la période coloniale, notamment dans la zone espagnole, voir Josep Lluís Mateo Dieste, *op. cit.*, p. 339-364.

²⁹⁵ Daniel Rivet, *op. cit.* 2^e vol., p. 107-108. Et dans le *Rapport politique mensuel* du Territoire de Taza, période du 20/12/1914 au 20/1/1915, on écrit : « *Le 20 décembre, la situation paraissait des plus satisfaisantes (...). Mais l'effervescence reprit plus forte que jamais avec les beaux jours de janvier, soigneusement alimentée par Chenguiti. Il paraît maintenant hors de doute que ce dernier a reçu du consul allemand de Melilla la mission de faire accepter à toutes les tribus du territoire de Taza la protection allemande (...).* » CAOM, fonds privés, fonds général Louis Mougin, série 11 APOM, Afrique du Nord 1900-1916, c. 10.

qui, au début de 1915, inquiètent encore les troupes coloniales, on le trouve cité à côté d'autres personnages « mineurs » qui cherchent à entraver la « pacification » et à élargir les fronts de guerre au Maroc : « *A l'heure actuelle, nos forces réunies à Taza vont être obligées de se porter sur les Branes, d'éteindre chez eux les foyers d'hostilité que nos ennemis y entretiennent et repousser plus au nord ces influences. (...) Enfin, comme à toute époque troublée, les agitateurs, les roguis ont surgi un peu partout. Le Chenguiti est parvenu à grouper les Branes. El Hadjami fait le jeu des Allemands en protégeant leurs émissaires. Un rogui batteur de fausse monnaie est apparu chez les Beni Ouarain, un autre chez les Beni Yazra, un inconnu a lancé de chez les Beni Snassen sur tout le monde berbère des lettres au nom de Moulay Mohammed* »²⁹⁶. De fait, Regensratz, exagérant peut-être le rôle qu'il lui assigne, le présente comme le chef de la propagande germanophile, ajoutant que « *dans les milieux allemands on le dit ancien officier ; il réside à Sénadja; on l'appelle aussi le Sénadji* »²⁹⁷. Les tribus qu'il vise seraient les Tsoul, les Branes, les Banī Warayyin, les Banī Sayyid, les Banī Bū Yahī et les Banī Snassan, au total environ 40 000 hommes²⁹⁸. De nombreux officiers allemands opéreraient avec lui, parmi lesquels le baron Von Reibnitz, De Vater (ou De Walter ou De Yater), Engelhard, Seutter von Lötzen, plus trente sous-officiers arabophones servant d'instructeurs tels Buller, Keller, Stuhlfauth, Weber, Werner, Maier, Stewinger, Schlegel, Wollgemüt²⁹⁹. En outre, dans la Kasbah de Shangītī logeraient 400 à 500 Européens dont de nombreux déserteurs de la Légion étrangère et des prisonniers faits aux combats avec les Français. Un certain Yūsuf Pasha serait son collaborateur. Tous les hommes seraient armés de fusils Mauser. Ils auraient également des mitrailleuses et des canons enlevés au *General Concha* échoué et ils attendraient encore d'autres armes et munitions ainsi qu'une dizaine d'officiers. Les militaires allemands devraient débarquer à Melilla, mais Rettschlag, l'horloger de Melilla qui sert de liaison avec l'Espagne, aurait demandé de les faire arriver par Al 'Ara'ish en raison des difficultés pour rejoindre le préside espagnol. En revanche, il y aurait la

²⁹⁶ Note sur les menées allemandes dans les régions dépendant du commandant général, doc. cité. Mawlāy Mohammad est l'un des frères du sultan Mawlāy Yūsuf (et de Mawlāy 'Abd al- 'Azīz et Mawlāy 'Abd al-Hafidh).

²⁹⁷ Déclarations faites par Regensrats au cours d'un interrogatoire devant une commission spéciale les 17 et 18 avril 1915, doc. cité.

²⁹⁸ Nous ne pouvons que réitérer nos doutes à propos des 40 000 hommes à la disposition de Shangītī !

²⁹⁹ Déclarations faites par Regensrats au cours d'un interrogatoire devant une commission spéciale les 17 et 18 avril 1915, doc. cité, et Note au sujet déclarations Regensrath, ministère des Affaires étrangères, DAPC, sans lieu ni date, CADN, AAFE-M., série B Guerre 1914-1918, c. 511, où on ajoute : « *Le chef du mouvement francophobe est le Chinguetti qui cherche à grouper autour de lui les éléments non soumis du Nord. Le Chinguetti aurait avec lui une quinzaine d'officiers allemands (...) et une trentaine de sous-officiers* ».

possibilité d'utiliser du matériel appartenant aux Mannesmann ou à une société minière de Mannheim pour naviguer sur la Mulūya et sur le Wādī Khert.

Shangītī est-il un personnage éphémère dans le contexte du conflit 1914-1918, qui s'éclipse, après avoir servi les intérêts germano-turcs dans la zone ? Le gouvernement impérial n'attend-il pas un chef plus prestigieux, avec une influence plus solidement établie au Maroc oriental ? C'est l'hypothèse la plus vraisemblable puisque dès l'apparition d'Abd al-Mālik, Shangītī garde le rôle précieux d'intermédiaire entre les Allemands et les tribus de la région. Il continue à accueillir les légionnaires déserteurs mais sa « visibilité » en tant que chef « indépendant » d'un mouvement insurrectionnel est de moins en moins évidente³⁰⁰. Cela dure jusqu'en 1917-1918 lorsque le gouvernement de Berlin, comme le dit un officier français, le « ressuscite »³⁰¹.

L'irruption d'Abd al-Mālik dans la Première Guerre mondiale est assez tourmentée. Abd al-Mālik bin Abd al-Qādir Muhyī al-Dīn est l'un des fils de l'émir Abd al-Qādir d'Algérie³⁰². Il est né à Damas³⁰³ vers 1870³⁰⁴. Après avoir servi dans l'armée ottomane, dont il était devenu officier³⁰⁵, il se rend en Algérie entre 1900 et 1902. Il rejoint ensuite le Maroc oriental, se met au service de Bū Hmara et prend le commandement d'une partie des effectifs du Rogui, menant vingt-six batailles contre les troupes du sultan Mawlāy Abd al-

³⁰⁰ María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p. 121, soutient qu'à la fin d'août 1915 Shangītī se serait retiré vers Alhucemas, entrant dans la *harka* rifain du Khert, en contact direct avec les agents de l'espionnage allemand à Melilla.

³⁰¹ *L'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

³⁰² Il est ainsi défini par la plupart de la littérature consultée. Cependant, Germain Ayache, *Les Origines...*, op. cit., p. 210, en note, le désigne comme petit-fils de l'émir. Il soutient que Abd al-Mālik se serait présenté comme fils d'Abd al-Qādir, tandis qu'il était fils de Muhyī al-Dīn, ce celui-ci fils d'Abd al-Qādir. María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, op. cit. p. 359, et *Abd el-Krim...*, op. cit., p. 120, est du même avis. Daniel Rivet, op. cit., 2^e vol., p. 108, maintient le doute, citant, en note, Michaux-Bellaire, d'après lequel Abd al-Mālik aurait été le benjamin de l'émir algérien. La même information est donnée par Mohamed Bekraoui, « Les relations entre Bou Hmara et les puissances européennes » *Revue de la Faculté de Lettres et des Sciences Humaines de Fes*, n°2 spécial « Etudes d'histoire du Maroc », 1985, p. 3-25, p. 14; et par Gabriel Delbrel, « El Pretendiente y sus Harkas en el nordeste marroquí. Hechos relativos a la dominación del Rogui (1902-1908) », *Marruecos*, Tánger, 1909, p. 1-124, p. 35. Enfin, dans la lettre de Mustafā Belhadri, ancien interprète du consulat de France à Fās, au secrétaire général des Affaires indigènes à la préfecture de Wahrān, Wahrān, 5/8/1903, relatant les renseignements recueillis pendant un séjour dans le camp de Bū Hmara, l'auteur de la missive parle d'une rencontre avec « Abdel-Malek, fils d'Abd el Kader, commandant dans l'armée turque, qui envisagerait de faire de l'Algérie une occupation turque (...) sûr de l'aide secret de la Turquie ». La lettre est gardée au CAOM, fonds du gouvernement général de l'Algérie, Affaires indigènes, série H, sous-série 30, c. 49.

³⁰³ Daniel Rivet, op. cit., 2^e vol., p. 108.

³⁰⁴ Louis Barthou, op. cit., p. 40.

³⁰⁵ Daniel Rivet, op. cit., 2^e vol., p. 108.

‘Azīz³⁰⁶. En novembre 1904, déçu par l’attitude peu turcophile de Bū Hmara et à cause de la dimension exclusivement régionale de son action, il quitte ses rangs et gagne Ūjda, où il est chargé d’un emploi par le Makhzan³⁰⁷. Quelques semaines plus tard, le sultan l’appelle à Fās et lui confie une tâche de haut-fonctionnaire³⁰⁸. En 1908, il est à Tanger, fidèle au sultan Mawlāy ‘Abd al-‘Azīz³⁰⁹. Toutefois, après la victoire de Mawlāy ‘Abd al-Hafidh, ‘Abd al-Mālīk est arrêté et emmené en prison à Fās. Il est libéré sur l’intervention de la Légation de France à Tanger. Le nouveau sultan le fait arrêter une seconde fois, lui reprochant d’avoir pris parti pour son frère. Il est finalement remis en liberté, à la suite d’une nouvelle intervention des autorités diplomatiques françaises³¹⁰. En 1910, il est à la tête d’une *mahalla* sharifiennne dans le Maroc central. En août, il rentre à Fās, sous la protection de trois shurafa des Branes. Mawlāy ‘Abd al-Hafidh fait mettre à sa disposition une maison et lui attribue une solde journalière de trois douros hassani³¹¹. Nommé « *Vizir pour les Forces de Police dans les ports* »³¹² à Tanger, grâce à une énième démarche de la Légation de France auprès du sultan, il détient cette charge au début des hostilités en Europe. Cependant, comme les gens qui le fréquentent dans la ville l’affirment, « *il n’a jamais renié ses sympathies pour la Turquie* »³¹³. A Constantinople, il avait noué des liens avec les milieux panislamiques de l’Empire ottoman. En

³⁰⁶ Mohamed Bekraoui, *op. cit.*, p. 14. Mohammed Essaghir Al Khalloufi, *Bou Hmara. Du jihad à la compromission. Le Maroc oriental et le Rif de 1900 à 1909. Textes et documents*, Rabāt, imprimerie El Māarif al Jadida, 1993, p. 83, soutient que ‘Abd al-Mālīk était le ministre de la Guerre du Makhzan de Bū Hmara. Dans un rapport de 1906 sur le Rogui, écrit par Ghomri Hamīda, fonctionnaire du gouvernement général de l’Algérie, gardé au CAOM, fonds du Gouvernement général de l’Algérie, Affaires indigènes, série H, sous-série 30, c. 5, on lit : « *Abdelmalek, fils de l’émir Abdelkader et ancien lieutenant colonel de l’armée turque, avait acquis grâce à l’illustration de son origine et à son courage brillant, un prestige réel sur les M’Hammedai* [les partisans de Bū Hmara qui se faisait passer pour Mawlāy Mohammad, frère du sultan Mawlāy ‘Abd al-‘Azīz] (...). *N’étant pas traité avec les égards qu’il estimait lui être dus, il manifesta trop ouvertement sa déception, dénigrant Mouley M’Hammed dont il allait jusqu’à accuser la foi religieuse de tiédeur : il chercha, dit-on, à se créer un parti personnel indépendant, sinon ennemi du prétendant lui-même. Celui-ci jugea prudent d’éloigner un mécontent de cette importance et le renvoya de son camp (...)* ».

³⁰⁷ Gabriel Delbrel, « El Pretendiente... », *op. cit.*, p. 60.

³⁰⁸ *Ibidem*.

³⁰⁹ Gilbert Meynier, *op. cit.*, p. 222.

³¹⁰ Gabriel Delbrel, « El Pretendiente... », *op. cit.* p. 60, affirme qu’après cette seconde libération, ‘Abd al-Mālīk s’était rendu en Égypte pendant quelques mois. Il était ensuite rentré au Maroc.

³¹¹ Rapport mensuel n°63, août 1910, le commandant Mangin, chef de la mission militaire à M. le Ministre de la Guerre à Paris, Fās 1/9/1910, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H (1877-1960), c. 16.

³¹² Germain Ayache, *Les origines...*, *op. cit.*, p. 210, en note, relate l’information telle qu’il l’a apprise d’une lettre de Mawlāy ‘Abd al-Hafidh à ‘Abd al-Mālīk, publiée dans « El Telegrama del Rif » du 6/4/1911.

³¹³ *Note sur l’action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

effet, l'entrée de la Sublime Porte en guerre est sans doute l'une des raisons qui le pousse à partir « en dissidence ».

En décembre 1914, son neveu Sī Mustafā Wuld Muhyī al-Dīn se rend de Tanger à Algésiras pour une quinzaine de jours. Vraisemblablement, il contacte le consulat allemand alors que de nombreux agents turcs de même que des Marocains sous la protection allemande et quelques agents allemands de Malaga et de Séville y affluent. En même temps, des journaux turcs décrivent l'entrée triomphale d'ʿAbd al-Mālik à Fās à la tête de 10 000 hommes qui avaient chassé les Français au nom de l'Islām. Portées par les autorités françaises à la connaissance de l'intéressé, ces nouvelles provoquent un semblant d'indignation chez ʿAbd al-Mālik qui s'offre de les démentir, même si, en réalité, il ne le fait pas³¹⁴. L'élément décisif qui lui fait abandonner Tanger est strictement privé et revêt le caractère d'un véritable drame. Le 28 février 1915, son fils se suicide, apparemment à la suite d'une dispute familiale. Mais trois semaines après l'événement, Lyautey écrit : « *J'ai acquis (...) la certitude que [le suicide] (...) a été motivé par [une] querelle d'ordre politique au sujet [de l'] attitude à prendre vis à vis de nous, le fils très Jeune Turc poussant son père à [une] action hostile immédiate* »³¹⁵. Le 13 mars, après avoir envoyé à Algésiras sa famille et celle de l'émir Khālīd al-Hāshimī sous la conduite de Sī Mustafā, ʿAbd al-Mālik quitte Tanger. Il annonce son intention de se rendre chez les Ghyata, tribu qu'il connaît bien depuis le temps de Bū Hmara. Sur le chemin, il est « arrêté » par les Andjara, qui le retiennent captif « avec certains égards »³¹⁶. A ce moment-là, le ministre de France à Tanger, Couget, cherche à négocier sa « remise » contre rançon. Cependant, il est plus vraisemblable que la complète liberté de mouvement et d'action lui est « octroyée » par les Andjara trois mois plus tard³¹⁷, suite à l'intervention d'al-Raysūnī et des Allemands, puisque ʿAbd al-Mālik se réclame de la Turquie et du

³¹⁴ *Ibidem*. Le journal en question est vraisemblablement le « Soedst » de Tanger, Gilbert Meynier, *op. cit.*, p. 513.

³¹⁵ Tél. n°55 CMC, commissaire résident général au ministère de la Guerre à Paris, Rabāt, 20/3/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122. Louis Barthou, *op. cit.*, p. 41, relate l'épisode différemment : « [ʿAbd al-Mālik] crut que l'Allemagne représentait la force, et il se mit du côté du plus fort. Sa trahison et sa fuite provoquèrent le suicide de son fils qui, boursier de Beyrouth et obligé de la France, refusa de le suivre et préféra la mort au déshonneur (...) ».

³¹⁶ Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915, doc. cité.

³¹⁷ Dans sa communication au ministre de la Guerre, Lyautey affirme : « *Il est certes heureux qu'Abd el Malek n'ait pas réussi à se libérer des Andjeras au mois de Juin car sa présence aurait beaucoup aggravé le mouvement [dissident] (...)* », lettre n°147 CMC, commissaire résident général au ministère de la Guerre, s/c M. le Ministre des Affaires étrangères à Paris, 15/8/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

gouvernement impérial³¹⁸. D'un autre côté, le 16 mars, Sī Mustafā, à l'aide du consul allemand à Titwān, emmène, via Ceuta, les familles d'Abd al-Mālik et de l'émir Khālīd dans la capitale de la zone d'influence espagnole. A Titwān, elles se placent sous la protection du consulat allemand. A ce propos, Lucciardi, consul français dans la ville, adresse au général Marina Vega, haut-commissaire espagnol, des appels pour « se faire rendre » les deux familles car il s'agit de sujets algériens. Toutefois, ces appels demeurent vains, et cela malgré le fait que le gouvernement espagnol soit directement informé par le Quai d'Orsay de toute l'affaire³¹⁹. Celle-ci a une dernière répercussion qui touche l'émir Khālīd, lui aussi neveu d'Abd al-Mālik. Pendant qu'il combat sur le front français avec le grade de capitaine des Spahis, il est prévenu de l'abandon de Tanger de la part de son oncle et il « déclare officiellement au Département qu'il désire rentrer en possession de sa femme et de ses enfants »³²⁰. Lucciardi, qui a perdu tout contact avec la famille d'Abd al-Mālik, intervient de nouveau auprès du général Marina Vega qui lui répond encore « évasivement en lui opposant toutefois qu'il n'est pas sûr que la femme et les enfants de Khaled veuillent bien se placer sous la protection du consul de France »³²¹. Enfin, une correspondance entre Khālīd et Sī Mustafā, interceptée par Lucciardi, éclaircirait les intentions de l'émir. Celui-ci communiquerait à son cousin son désir de rejoindre Abd al-Mālik³²².

³¹⁸ Tél. n°55 CMC, commissaire résident général au ministère de la Guerre à Paris, 20/3/1915, doc. cité. María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p.120, donne une version un peu différente de cette étape, qu'elle obtient des « Bulletins du Comité de l'Afrique française ». D'après cette version, Abd al-Mālik serait tombé prisonnier de tribus non mieux identifiées de la région du Wādī Rās, qui l'auraient dépouillé de ses biens ; et puis il serait tombé (« vendu » par ces tribus mêmes ?) dans les mains du *qa'id* des Banī Mazūar. Puis, il aurait été libéré le 24 juin à la suite des démarches entreprises par le consul allemand à Titwān et par Shangītī moyennant le paiement d'un rachat de 10 000 reales. A son tour, Abd al-Mālik aurait dû laisser au *qa'id* sa fortune personnelle, consistant en 30 000 F en or et billets. Compte tenu du fait que le principal instrument de la propagande coloniale française au Maroc, le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », a tout intérêt à discréditer la figure du benjamin d'Abd al-Qādir, la version rentre en contradiction avec elle-même quand on affirme que les tribus du Wādī Ras auraient dépouillé Abd al-Mālik de tous ses avoirs et que, ensuite, il aurait laissé au *qa'id* des Banī Mazūar sa fortune personnelle.

³¹⁹ *Ibidem* et *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

³²⁰ *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

³²¹ *Ibidem*, souligné dans le document.

³²² *Ibidem*. Meynier doute de la véracité de cette correspondance et suppose une fabrication *ad hoc* d'une lettre de la part des milieux algériens, voire de Lyautey, qui est ouvertement hostile à Khālīd. Cependant, même si nous n'avons pas trouvé les deux lettres dont Huot parle dans son rapport (mais Meynier ne cite qu'une lettre !), il n'empêche pas moins qu'il affirme qu'elles ont été jointes à la *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*. Meynier soutient, quelques lignes après, que malgré la correspondance avec son cousin, l'émir, espionné sur le front par ordre des hauts commandements algériens, demeure fidèle à la République. Au contraire, le résident général du Maroc, qui l'estime dangereux à cause de la correspondance susdite, en

Lyautey considère le passage d'‘Abd al-Mālik chez les Ghyata comme assez inquiétant³²³. Il pense qu'il peut ainsi assurer la cohésion entre les tribus de la région de Taza et le bloc berbère dissident : « *Sa qualité de chérif, son optique générale très supérieure à celle des chefs montagnards, sa connaissance des choses d'Europe, sa pratique des Européens, ses relations nombreuses avec la côte en font un adversaire très dangereux, capable de créer un lien entre tant d'éléments qui jusqu'ici n'ont pu réussir à se concerter efficacement, mais le péril qu'il représente est néanmoins atténué par son mauvais état de santé et par [le] défaut de valeur réelle du personnage* »³²⁴. Sa crainte semble se confirmer dès le début à la suite de renseignements « *de diverses sources sûres* »³²⁵, faisant état de correspondances entre al-Raysūnī, ‘Abd al-Mālik et les berbères Alī Amhāush et vraisemblablement Muha U Hammū. Les quatre chefs prévoiraient un plan d'attaque contre les postes français et les tribus ralliées au Makhzan francisé. Le rôle d'‘Abd al-Mālik est bien esquissé dès l'été 1915 par le résident général, qui parle de son organisation méthodique de la résistance pendant qu'il est installé chez les Ghyata, au sud de Taza³²⁶. Son plein déploiement étant encore en train de s'accomplir, le mouvement insurrectionnel provoque des réactions immédiates de la part des tribus de la région qui en subissent l'influence et qui intensifient leurs attaques contre les Français, notamment sur la route M'Coun-Taza que Lyautey commente ainsi :

demande également l'arrestation, qui n'a toutefois pas lieu grâce aux suggestions de prudence du gouverneur général de l'Algérie Lutaud et du général Moinier. Khālid ne cesse de manifester sa loyauté à la France, et à la fin de 1916, atteint par une tumeur au larynx qui devrait lui être fatale, est rapatrié en Algérie. C'est pendant cette période que, la rentrée de sa famille du Maroc ayant eu lieu au cours de l'été 1915, le gouvernement général d'Algérie appuie, en automne 1917, sa requête d'intermédiation avec ‘Abd al-Mālik, afin de convaincre ce dernier de se soumettre aux Français. Il rencontre, encore une fois, l'opposition farouche de Lyautey. Guéri mais pensionné à la fin du conflit, l'émir Khālid avait également participé à une réunion de la Ligue des droits de l'homme à la fin de 1917. La parenthèse de la guerre mise à part, Khālid était, depuis 1913 - et il le sera plus encore après 1918 - pleinement investi dans la vie politique algérienne. Il y jouit d'un certain prestige, notamment chez les Jeunes Algériens (dont il sera l'un des leaders), probablement en raison de ses racines. En effet, né en 1875 à Damas et arrivé en Algérie en 1892, son père est l'émir Hāshim, fils d'‘Abd al-Qādir. Envoyé une première fois au Maroc en 1907, il y avait déjà rencontré l'hostilité de Lyautey qui, malgré la carrière militaire de Khālid, nommé capitaine en 1908 et intégré dans le 19^e Corps en Algérie, s'était opposé à son retour au Maroc au début du protectorat. Pour d'autres renseignements sur l'émir, qui deviendra président de l'Etoile nord-africaine en 1926 et, par conséquent, l'un des pères du nationalisme algérien, nous renvoyons à l'ouvrage de Gilbert Meynier, déjà cité, et notamment aux p. 221-222, 416-418, 505-506, et 696-734.

³²³ Cela contredit l'affirmation de Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 109, d'après laquelle ‘Abd al-Mālik aurait inquiété vraiment la Résidence générale seulement à partir de l'été 1917.

42. Lettre n°147 CMC, commissaire résident général au ministère de la Guerre, s/c M. le Ministre des Affaires étrangères à Paris, 15/8/1915, doc. cité.

³²⁵ Tél. n°55 CMC, commissaire résident général au ministère de la Guerre à Paris, doc. cité.

³²⁶ Lettre n° 147 CMC, commissaire résident général au ministère de la Guerre, s/c M. le Ministre des Affaires étrangères à Paris, 15/8/1915, doc. cité.

« L'étranglement de notre occupation à hauteur de M'Coum reste toujours le point très faible de notre situation. C'est, comme le marque si clairement le croquis³²⁷, un véritable isthme entre la dissidence du Nord et la dissidence du Sud. Il faut signaler aussi que cette dernière qui, jusqu'ici était restée orientée sur le front berbère et portait son principal effort sur la ligne Tadla-Khénifra avec tendance à déborder sur le côté de Marrakech, commence à regarder vers le Nord. Tous mes renseignements s'accordent à me signaler le fait nouveau d'une correspondance et d'un échange de vues entre Moha ou Hammou et Ali Amkouch avec le Chenguitti, les Riffains et Melilla. Il ne pouvait rien nous arriver de plus désagréable. J'attribue cette orientation vers une action d'ensemble à la présence d'Abd el Malek chez les Ghiata, il est bien placé pour être le trait d'union entre les dissidents du Nord et du Sud »³²⁸. Et, dans le « Bulletin politique » du 16 août, il affirme : « Chez les Riata, l'action d'Abd el Malek commence à se faire sentir. Ils recommencent leurs agressions aux abords de Taza où nous avons eu huit tués (...) et seize blessés depuis quinze jours »³²⁹. Si l'on ajoute aux activités d'Abd al-Mālik la propagande germanophile déjà assez active depuis quelques mois sur l'axe Melilla-Taza, on comprend aisément que la condition du protectorat est, dans cette partie du Maroc, bien critique³³⁰. De fait, parallèlement au travail d'Abd al-Mālik pour établir sa légitimité et organiser « une armée » contre les Français entre le Nord-

³²⁷ Ce croquis manque à la documentation consultée.

³²⁸ *Ibidem*.

³²⁹ « Bulletin politique » du 16 août 1915 transmis par lettre n°323 G, Lyautey à l'ambassadeur de France à Madrid, Rabât 17/8/1915, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

³³⁰ Dans la *Note sur le mouvement des Djebala contre les confins nord de la zone française du Maroc en mai et juin 1915* n°1081 NR, doc. cité, le général Henrys avait saisi l'importance de la situation et écrivait : « Les réductions d'effectifs avaient interrompu le travail d'aération entrepris autour de Taza. Les tribus hostiles du nord et du sud de l'Innaouen se trouvaient en contact, reliant par les Ghiata et les Beni Ouarain les agitateurs opérant en zone espagnole avec tout le Maroc berbère central. Par ce point faible de notre ligne s'est effectuée dès le début la propagande allemande. Sur l'ensemble de nos confins, elle a agi sous des formes différentes : action directe sur l'axe Melilla Taza avec l'aide du Chenguitti, agent très actif, passage continu d'émissaires, apport considérables d'armes et de munitions, excitation à la révolte des légionnaires allemands de nos garnisons ». Jean Ajalabert dans *Le Maroc sans les Boches. Voyages de guerre 1916*, Paris, Éditions Bossard, 1917, p. 85-88, confirme : « [C'est par la voie de Fās à Taza] que s'était opérée, sur Oudjda, la communication avec l'Algérie en mai 1914. Les Riata, les Beni Ouarain, les Branès, les tribus les plus guerrières, vaincues, maintenues, non soumises, reprirent du poil de la bête, au prélèvement de nos effectifs, au départ des généraux Gouraud et Baumgarten. Les agressions les plus audacieuses se succédaient, sous une direction combinée, à travers la zone espagnole, avec, plus tard, Abdel Malek, ce neveu d'Abdelkader, transfuge de Tanger, dont le prestige personnel, les ressources financières, les relations avec les agents turcs et allemands donnèrent une sûre cohésion aux forces dispersées. Une campagne vigoureuse du général Henrys sauva la mise, le fil fut rétabli, la route assurée – et, victorieusement, le rail se déroula de M'çon, où il s'était interrompu, jusqu'à Taza ; il avance, maintenant, vers Fez. C'est ici, quand même, le front précaire : une bande étroite, aux temps pressés, entre les Branès du Nord, les Riata du Sud... ».

Est marocain et la région de Taza, les Allemands ne ménagent pas leurs tentatives pour asseoir leur influence auprès des tribus établies un peu plus au nord, aux alentours immédiats de Melilla. Les deux efforts, qui sont destinés à se rencontrer et à fusionner sont, au début, indépendants l'un de l'autre.

D'après la reconstruction de Santi, consul de France à Malaga³³¹, un Américain du nom de Lanc débarque dans la ville andalouse le 23 juin 1915. Deux jours plus tard, sans avoir fait viser son passeport par le consulat des États-Unis, Lanc part pour Melilla où il avait maintenu des contacts, noués avant la guerre, avec la société minière La Navarrete, pour laquelle il avait travaillé en tant qu'ingénieur directeur. L'individu en question semble être en réalité un nommé Far³³², sujet allemand, qui, dès son arrivée dans le préside espagnol, entre tout d'abord en relation avec Bachir bin Sennan, délégué du sultan, qui est considéré comme un « *agent secret de Moulay Hafid* »³³³; puis Mohammad 'Abd al-Karīm al-Khattābī, Qadi de Melilla, et ses Adouls³³⁴; Bū Iyād, directeur des Habous, surnommé Coueca; de nombreux

³³¹ Lettre n°11, consul de France à Malaga à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 27/1/1916, doc. cité.

³³² Dans d'autres correspondances que celle du consul de France à Malaga, on l'appelle également Farr ou el-Far, d'où le soupçon d'un surnom donné par les Marocains – *al-Fārr*, le fugitif, le fuyard ! D'autres documents le désignent aussi comme Fart, en lui attribuant également un prénom : Francisco (ce qui est très peu américain et très peu allemand !). Pour compliquer encore plus, Germain Ayache, *Les origines...*, op. cit., p. 210, dit qu'un « *certain Farle, déjà connu là-bas pour avoir avant guerre, servi comme ingénieur à la mine des Beni Bou Ifrou* » aurait débarqué à Melilla. Dans la note qui suit cette affirmation, il indique que les services de renseignements français avaient signalé son arrivée à Malaga en juin 1915, le désignant comme « *l'ingénieur allemand Lang, dit 'Farr'* ». Cela « retourne » les dires de Santi, qui avait bien soutenu le contraire – Lanc comme nom de couverture de Far. Ayache continue tout en soutenant que les Rifains nommaient généralement ce personnage « Farr » – donnée qui nous fait avancer que l'hypothèse du surnom est assez vraisemblable – citant à l'appui Mohammad Azerkane, chef rifain auteur d'un manuscrit *Ad Dill al warif fi Muhārabat er Rif*, p. 19. María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p. 121, en note, affirme que le nom devait être Farlang qui, déformé par la prononciation de l'accent andalou, donnait Farle. Nous continuerons à l'appeler « Far » comme on le trouve dans la plupart des documents consultés.

³³³ Lettre n°11, consul de France à Malaga à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 27/1/1916, doc. cité. En décembre 1914, le général Henrys assignait au délégué du sultan un rôle prépondérant dans la diffusion du message germanophile chez les Gzannaya : « *Bachir Ben Senna (...) a écrit aux Guesnaïa pour leur dire que les Français vaincus vont bientôt évacuer le Maroc et que les tribus doivent s'armer et combattre sans relâche les postes français (...)* », dans *Note de renseignements* n°169 FMR, 4/12/1914, doc. cité.

³³⁴ Selon J. Roger-Mathieu dans *Mémoires d'Abd-El-Krim* (Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1927, p. 59-61), le vainqueur d'Anwal aurait ainsi reconstruit ses rapports avec l'Allemand : « *Mes relations avec Francisco Farle [individu d'origine allemande habitant Melilla] dataient de fin 1914. J'avais reçu de lui les propositions suivantes : si je consentais à engager, dans le plus bref délai, une action au Maroc contre la France afin de créer à celle-ci, en pleine guerre, les plus cruelles difficultés, il mettrait à ma disposition non seulement tout l'argent mais tout l'armement nécessaire. Le rêve de l'affranchissement de l'étranger se dressait devant moi. En principe, je ne repoussai point l'appât. Mais une autre chose m'inquiétait, contre laquelle je*

Fassis germanophiles, habitant Melilla. Parmi les Espagnols, Far fréquente ses anciens collègues de La Navarrette et des officiers du Bureau des Affaires indigènes dans la ville tels le colonel José Riquelme y López Bago et le capitaine d'artillerie José Barbeta. Il est également en relation avec le général Luis Aizpuru y Mondéjar, commandant général de Melilla entre 1915 et 1919, et avec le fondateur et directeur du « Telegrama del Rif », Cándido Lobera. Il déploie, depuis le préside, son énergie dans la propagande par l'expédition de brochures illustrées censées faire revenir les tribus des zones « pacifiées » à la lutte contre les Français, concertant son action avec Rettschlag. Entre la fin de juillet et le début d'août, il se rend dans le Rif avec une douzaine de légionnaires déserteurs. Là, un nommé Carlos Coppel, bijoutier de Madrid arrivé à Melilla avec son fils du même nom, lui fait parvenir des fonds pour financer le soulèvement de la région³³⁵. Pendant un temps, Far arrive à rassembler autour de lui les M'Talsa et les Banī Bū Yahī. Il envoie également des émissaires auprès des Banī Snassan (zone sous contrôle français) et entre en relations avec Sīdī Hamidū, Sharif de Wazzān, qui jouit d'un prestige remarquable chez les Rifains en vertu de ses positions résolument anti-espagnoles et joue un rôle de médiation entre les Allemands et les populations locales. Avec ses légionnaires, dont le nombre est monté à vingt-huit, Far s'installe dans la mehalla d'Abd al-Mālik, au Djabal Mauru, dans la tribu des Banī Sayyid, où il est rejoint par Sīdī Hamidū. Il commence la distribution d'argent, promettant un prochain débarquement d'armes allemandes sur le littoral rifain. En même temps, il maintient ses relations avec

*voulais prendre toutes mes précautions avant de courir aucune aventure : les projets de l'Espagne. Comme il eût été vain d'exiger des Espagnols un engagement formel de ne pas occuper le Rif, je proposai à Farle de lever, en plus des guerriers qui m'étaient nécessaires pour porter le trouble dans la zone française, une mehalla de 4 000 guerriers bien armés qui monteraient la garde du Rif. Ces tractations furent connues par les Espagnols qui me traduisirent devant une cour martiale ». Cette reconstruction pose plus d'un problème. Tout d'abord, nous avons l'énigme nom de l'Allemand, appelé ici Francisco Farle. En second lieu, on affirme que Far résiderait à Melilla déjà à la fin de 1914, tandis que tous les documents que nous avons examinés s'accordent sur le fait que Far débarque à Malaga et de là qu'il se rend à Melilla. Il est également vrai qu'il aurait pu débarquer à Malaga de Melilla, et donc avoir habité toujours le préside espagnol, même après la période où il travaillait pour La Navarrette ou aux mines de Banī Bū Ifrur. Plus importantes encore nous semblent les réserves que María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, *op. cit.*, p. 21-35, émet sur la véracité même du témoignage de Roger-Mathieu, bien qu'elle aussi fait état de contacts entre Far et le père d'Abd al-Karīm (p. 142). Enfin, Zakya Daoud, *Abdelkrim. Une épopée d'or et de sang*, Paris, Séguier, 1999, p. 84-85 tout en nommant l'Allemand Francisco Farle, alias Lang, soulève plus nettement la question du basculement, pendant la guerre, de la famille d'Abd al-Karīm du côté des Allemands et d'Abd al-Mālik contre la France et l'Espagne, au nom des Turcs et en échange de l'indépendance future des tribus rifaines. Toute l'affaire est traitée de façon assez rigoureuse et détaillée par Germain Ayache, *Les Origines...*, *op. cit.*, notamment aux p. 232-234 et par Maria Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, *op. cit.*, p. 359-368, et *Abd el-Jrim...*, p. 126-193.*

³³⁵ María Rosa De Madariaga, qui semble avoir comme source fixe pour la reconstruction de ces événements le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, affirme que Carlos Coppel, agent très actif de la propagande germanophile, était le véritable bailleur des fonds de l'« action allemande » dans le Rif, *Abd el-Krim...*, *op. cit.*, p. 121-122.

Coppel au travers des légionnaires³³⁶. Ces derniers « fonctionnent » comme de véritables rakka(s)³³⁷ entre le Rīf et Melilla où, aux dires de Santi, ils entrent et sortent librement, habillés à la marocaine, « *au vu et au su des autorités espagnoles* »³³⁸. Malgré l'assurance de la livraison de fusils et munitions, donnée aux populations dont « *les chefs (...) avaient formellement déclaré que plus que de l'argent c'étaient des armes qu'ils voulaient et qu'ils n'entreraient en action que tout autant que eux et leurs gens auraient été préalablement et suffisamment équipés et armés* »³³⁹, la fourniture de matériel de guerre n'arrive pas, et un certain état d'effervescence surgit dans les tribus. Far cherche à les persuader que le débarquement aura bientôt lieu et continue ses largesses d'argent. Cependant, d'après ce que Santi relate, « *ces distributions faites sans discernement, à la précipitée, bien des fois mal à propos, provoquent des rivalités, des jalousies. Certains chefs, mécontents de la part qui leur est faite, accusent Far d'être au service des Espagnols, et comme pour venir appuyer cette accusation, ces derniers réalisent à ce moment une avance du côté de Tikermina* »³⁴⁰. L'Allemand feindrait, deux fois de suite, de contacter des embarcations sur la côte d'Abdūna par des signaux demeurant sans réponse. Cela ne lui est pas véritablement utile puisque les Rifains, « *qui réclament des armes à cor et à cri* »³⁴¹, ne s'en satisfont point. Ensuite, il essaie d'organiser une sorte de corps de police, composé par 200 à 300 individus auxquels il paie une solde de 3 à 5 Ptas journalières et avec qui il envisage une action contre les Espagnols. Même cette fois ses efforts ne produisent pas le résultat escompté. Harcelé par la demande constante de matériel de guerre qui reste insatisfaite et ses légionnaires qui subissent continuellement des rapines et des maltraitements, il décide de s'adresser directement à 'Abd al-Mālik³⁴².

Ainsi, il rencontre le fils d'Abd al-Qādir à Mīdār aux alentours du Djabal Mauru. Après un long entretien, 'Abd al-Mālik joint sa parole aux engagements de Far envers les Rifains. Pourtant, ceux-ci, dans l'attente du débarquement qui

³³⁶ Le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* publie en avril 1917 le cahier intime du légionnaire déserteur Fritz Bottjier repris par María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p. 122. Bottjier affirmerait qu'il était installé avec d'autres légionnaires déserteurs dans la zāwiya de Sīdī Hamidū, entouré par les Rifains qui n'affichaient pas de sympathie à leur égard.

³³⁷ Rakka : messenger, coursier.

³³⁸ Lettre n° 11, consul de France à Malaga à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 27/1/1916, doc. cité.

³³⁹ *Ibidem*.

³⁴⁰ *Ibidem*.

³⁴¹ *Ibidem*. Dans la lettre du 3/6/1915 de l'informateur français à Melilla, doc. cité, au moment de l'attaque espagnole à Tikermina, les Rifains auraient manqué de munitions après quelques heures, ce qui les aurait forcés à céder et ce qui expliquerait également le besoin pressant de cartouches qu'ils manifestent à Far et à 'Abd al-Mālik.

³⁴² Lequel, d'après Santi, « *fait de l'agitation contre les Français, d'abord pour son compte, mais sans succès, et ensuite pour celui de Moulay Hafid, ex-sultan du Maroc réfugié en Espagne* » lettre n°11, consul de France à Malaga à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 27/1/1916, doc. cité.

s'éternise, continuent à faire preuve de la même animosité envers lui, forçant les deux hommes à abandonner la région. 'Abd al-Mālik rejoint les Gzannaya, échappant, d'après le consul de France, à toute une série de pillages en cours de route. Far se retrouve de plus en plus seul : ses légionnaires gagnent peu à peu Melilla et Sīdī Hamidū rentre chez lui. Far se décide alors à rejoindre Shangītī et à organiser, avec lui, une harka de 200 à 300 individus pour attaquer Tawrirt et Camp Berteaux, mais sa tentative échoue³⁴³. Passé chez les M'Talsa, il y organise, à l'aide de Shangītī et du *qa'id* Hadj Amar M'Talsi, un corps de police semblable à celui qu'il avait créé au Rīf, distribuant de fortes sommes d'argent et continuant à promettre des armes.

On est désormais en novembre 1915 : Far, tombé malade, est remplacé par un légionnaire, Hokk, qui assume le commandement de l'organisation avec l'appui de l'interprète de Far. Toutefois, une nouvelle avancée des Espagnols en zone « dissidente » étouffe la tentative de révolte chez les M'Talsa. Ceux-ci, soupçonnant les Allemands de les trahir, se soulèvent contre Far et Shangītī. Ce dernier s'enfuit dans le Rīf, mais Far, dont la maladie s'aggrave, continue sa distribution d'argent et de quelques sacs de cartouches achetés dans le préside espagnol. Il réaffirme encore sa foi dans un prochain débarquement de matériel de guerre. Après un séjour de courte durée à Melilla, Hokk, Hadj Amar M'Talsi et Far, avec trois ou quatre légionnaires, reviennent en pays M'Talsa, où ils sont rejoints par Albert Bartels alias Hermann, un ex-prisonnier de guerre allemand évadé du camp de Sebdū. Far meurt le 27 novembre 1915³⁴⁴. Bartels prend sa relève, pendant que Coppel lui envoie les fonds et les instructions qu'il reçoit du gouvernement impérial. Ces fonds sont confiés, à Malaga, à une certaine Emilia ou Julia Nuñez, apparemment maîtresse de Coppel, qui les apporte elle-même à Melilla pour les verser, à son nom, au Banco de España. C'est à elle que revient la tâche d'effectuer les retraits au fur et mesure des nécessités de l'organisation. Le climat chez les M'Talsa étant devenu insoutenable pour Bartels et ses camarades, ils rejoignent 'Abd al-Mālik chez les Gzannaya, suivis, quelques jours plus tard, par Hokk et les légionnaires restés fidèles. Santi ajoute qu'au moment où il écrit, Bartels et 'Abd al-Mālik seraient chez les Gzannaya et que les troupes françaises viendraient les attaquer. Il ne dit rien du sort de Hadj Amar M'Talsi.

³⁴³ Lettre n°11, consul de France à Malaga à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 27/1/1916, doc. cité.

³⁴⁴ D'après María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, *op. cit.*, p. 123, Carlos Coppel trouve Far moribond et essaye de l'amener à Melilla où il meurt le 26 novembre. Cette version est fortement contestable car les documents consultés nous disent que Coppel se trouve, durant cette période, à Madrid et non dans le Nord marocain. Un télégramme officiel d'Alhucemas, dont parle l'historienne espagnole, ferait postdater la mort de Far à une date postérieure au 30 novembre, date à laquelle l'Allemand se trouverait encore en situation critique à Melilla.

Le résumé du consul de France à Malaga, qui a le mérite de présenter succinctement l'évolution de la situation au cours de 1915, peut être complété par les différentes communications qui se suivent pendant l'année en question. Un agent français à Melilla, sur l'identité duquel nous ne pouvons que formuler des hypothèses³⁴⁵, fournit entre juin et août de nombreuses informations supplémentaires à la fois sur l'organisation du mouvement de Far, sur les sources d'approvisionnement de cartouches et fusils et sur les rumeurs concernant de nouvelles arrivées de matériel de guerre, notamment pour les Rifains³⁴⁶. Le 3 juin, il écrit qu'un présumé intermédiaire des frères Mannesmann, Mohammady Bin Alī dit le Fraile³⁴⁷, serait chargé de faire passer des armes et munitions à Shangīti. Mohammady Bin Alī trouverait pour cela une aide précieuse en ses compatriotes « *les Farkana* » (fraction des Gūlaya), « *contrebandiers émérites* », ingénieux et capables de surmonter toutes difficultés. A l'aide de son beau-frère le *qa'id* Bū Zayn³⁴⁸, protégé allemand, Fraile ferait débarquer par des voiliers ou barques de pêche des armes et munitions dans des anses du littoral du Djabal Mauru, sur la rive gauche du Wādī Khert³⁴⁹. Rettschlag, Bashir bin Sinnah et Far à part, le groupe agissant dans la zone comprend également trois Marocains qui s'activent pour la propagande à l'intérieur de la région : Bin al-Hasan, Mohammad Bū Iyād al-Fasi, commerçant et gérant les fonds emportés par Far et Sīdī Mohammadi³⁵⁰. Le premier, « *sujet allemand des Beni Snassen (sic !)* »³⁵¹, aurait distribué, vraisemblablement à la mi-juillet, « *des documents (...) contre reçu* »³⁵² aux

³⁴⁵ Il pourrait s'agir de Emm Jossin, propriétaire du magasin Paris-Mode, à la Calle Tetúan 8, Melilla, auteur de la lettre classée n°643D, au sujet de Far mais d'importance mineure, adressée au ministre de France à Tanger le 10/10/1915 et qui est gardée en copie, mais avec l'entête susdite, au CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

³⁴⁶ Lettre de Melilla, 3/6/1915, doc. cité ; Rapport de Melilla, vraisemblablement du 7/8/1915 ; Rapport de Melilla, vraisemblablement du 11/8/1915. Les trois documents sont gardés au SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919), sous-série : État-major de l'armée, section Afrique, c. 2122 ; et rapport de Melilla, 27/8/1915, CADN, AAFE-M., série B Guerre 1914-1918, c. 511.

³⁴⁷ « Fraile » aurait collaboré avec Ahmad al-Rukayna, commandant des troupes sharifiennes, lors de la lutte contre Bū Hmara en 1903. En particulier, il aurait organisé une sorte de *complot* avec l'officier aziziste, afin de provoquer une lutte fratricide entre deux tribus qui appuyaient le Rogui, les Māzūzah et les Banī Sicar. Les premiers, qui avaient ainsi décidé de quitter le camp de Bū Hmara, s'étaient heurtés aux Banī Sicar, partisans fidèles du Rogui, qui les avaient battus. Si al-Rukayna était alors rentré à Fās, et Fraile s'était installé à Melilla où les Espagnols l'avaient souvent employé comme intermédiaire avec les tribus des alentours du Préside. Il meurt le 14/10/1920 à Ferhana, José Antonio Cano Martin, *op. cit.*, p. 59.

³⁴⁸ Il pourrait s'agir du sharif *El Buz-zain* des Banī Tuzīn, dont parle María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, *op. cit.*, p. 114, qui joue un rôle dans les rivalités intertribales rifaines.

³⁴⁹ Lettre de Melilla du 3/6/1915, doc. cité.

³⁵⁰ Dont le nom est incomplet. S'agit-il du même Sī Mohammadi, agent des Mannesman à Séville, nommé plus haut ?

³⁵¹ Rapport de Melilla, 27/8/1915, doc. cité.

³⁵² *Ibidem*.

chefs de tribu de la zone française, lesquels lui auraient remis, pour Far, vingt-huit lettres de réponse. Les documents dispensés seraient en arabe : les uns, verts, imprimés à Makka, prêcheraient la guerre sainte contre les alliés ; les autres, blancs, auraient été imprimés à Marrākesh et viseraient spécialement la lutte contre les troupes françaises³⁵³. Bin al-Hasan remplirait également le rôle d'intermédiaire entre Far et 'Abd al-Mālik. Il se serait rendu chez ce dernier début d'août, probablement en vue de se concerter sur la rencontre entre les deux hommes³⁵⁴. L'informateur français de Melilla relate enfin un mouvement d'Allemands et de déserteurs de la Légion étrangère beaucoup plus important que celui qui apparaît dans le rapport du consul de France à Malaga. Si Shangīl demeure le point de référence des transfuges de la Légion, le 11 août, l'informateur affirme que onze soldats allemands, armés de fusils, se seraient joints au groupe de Far³⁵⁵. En même temps, quatre officiers allemands et deux officiers turcs, dont un colonel, auraient atteint la harka d' 'Abd al-Mālik³⁵⁶. Enfin, entre le 8 et le 9 août, douze autres Allemands « *habillés en Marocains et ayant chacun un revolver ont quitté Melilla et sont allés se présenter à la harka de Maourou près du Kert. Ils ont dit être envoyés par le sultan de Turquie et l'empereur d'Allemagne pour aider les Marocains à les délivrer des mains des Français. (...) Les notables de la harka leur ayant demandé comment ils voulaient faire, ils ont répondu qu'ils auraient des lettres du sultan et de l'Allemagne à remettre à Sidi Hamidou, chérif d'Ouazan habitant Senada près de Peñon de la Gomera* »³⁵⁷.

Il est pratiquement impossible de distinguer le simple bruit de l'information réelle. L'indicateur semble adopter, dans ses rapports, un minimum de prudence relatant les uns et les autres, utilisant souvent, en cas de rumeurs, l'expression « on dit » ou « on prétend ». Il n'empêche, étant à Melilla, il est assez bien placé pour pouvoir relater rapporter soit des renseignements produits par la propagande soit des informations véridiques. Cela vaut tout autant pour le « trafic » d'hommes qui affluent dans les rangs de Far et d' 'Abd al-Mālik que pour le trafic d'armes, dont le « mouvement insurrectionnel » a un besoin désespéré. De ce point de vue, Melilla est l'un des principaux marchés. Les Marocains y renouvellent et y enrichissent leurs stocks de matériel de guerre. Cela se fait à la fois par la vente de cartouches et de fusils effectuée directement par les soldats espagnols et par les introductions clandestines, dans des malles à

³⁵³ Les deux types de documents devraient être semblables à ceux cités au sujet de la propagande panislamique.

³⁵⁴ Rapport de Melilla, vraisemblablement du 11/8/1915, doc. cité. Bin al-Hasan serait parti de la Mar Chica pour l'intérieur le 9 août, emmenant 7 Allemands qu'il aurait « déposés » chez le qa'id Hadj Amar M'Talsi avant de continuer son chemin pour atteindre 'Abd al-Mālik.

³⁵⁵ *Ibidem*.

³⁵⁶ Rapport de Melilla, 27/8/1915, doc. cité.

³⁵⁷ *Ibidem*.

double fond, dans des montants de lits et pieds de table évidés, dans des sacs de chaux et de ciment, etc. Ces marchandises sont parfois soumises à des inspections soigneuses de la Douane qui suit les informations des indicateurs du préside³⁵⁸. Ainsi, pendant le mois d'avril, à la suite d'une dénonciation faite à la Garde civile de Melilla, la police arrête un individu à Smert, sur la rive droite du Wādī Khert, avec un mulet chargé de caisses de thé où sont cachées 1 000 cartouches. Le Marocain avait désigné comme lieu d'achat des munitions un café maure de Melilla, où une perquisition s'était conclue par la saisie de 5 000 cartouches et quelques fusils. Un officier espagnol du Génie étant mêlé à l'affaire, la police n'avait pas poursuivi ses investigations. Néanmoins, quelques mois auparavant, un simple soldat espagnol avait été emprisonné pour avoir vendu neuf fusils à des Rifains³⁵⁹. Au-delà des ventes frauduleuses, et à l'instar de ce que nous avons déjà dit pour al-Raysūnī, les troupes espagnoles donneraient « *à leurs partisans (riffains de tribus soumises prêts à fournir des volontaires au premier appel) un fusil quand ils n'en ont pas, et par an cinquante cartouches, les cheikhs et les chefs indigènes reçoivent deux cents parfois trois cents cartouches par an. Quand ces partisans sont convoqués pour aller au feu, ils sont très largement approvisionnés de cartouches et sans aucun contrôle réel. D'où des abus* »³⁶⁰. D'autres sources de ravitaillement de matériel de guerre viendraient des stocks remontant à la période d'avant le protectorat³⁶¹. Malgré quelques petites livraisons du côté de la Mar Chica et du cap des Trois-Fourches, qui ont échappées aux autorités espagnoles, celles-ci paraissent avoir adopté des mesures de répression et de surveillance par la croisière presque continuelle d'une canonnière qui se rend de la Mar Chica à la baie d'Alhucemas ; et par l'établissement de postes terrestres côtiers faisant également des patrouilles jour et nuit. Ces dispositions auraient entraîné une hausse des prix des armes, portant un Mauser de 150-200 à 500-600 F et une cartouche de 0,10 à 0,30 F l'une³⁶².

Ce qui est plus intéressant dans les rapports de l'informateur de Melilla concerne les procédés que Far et Mohammady bin Alī – Fraile – mettent en place pour faciliter l'arrivée de fusils et de munitions. Le 8 août, les deux hommes préparent le terrain pour un débarquement qui devrait avoir lieu « *par L. 35°12' N et 2°56' E du méridien de San Fernando* »⁸¹ et qui nécessiterait l'intervention de Mohammady bin Alī auprès de ses parents, la famille du *qa'id* Bū Zayn. Celle-ci agirait sur une fraction des Banī Sayyid installée auprès du

³⁵⁸ « *Quand on demande à un Riffain où il achète ses cartouches, il répond invariablement « aux soldats espagnols ». Mais je crois que les Riffains exagèrent et trouvent là une réponse toute prête à des questions indiscrètes* », lettre de Melilla du 3/6/1915, doc. cité.

³⁵⁹ Lettre de Melilla du 3/6/1915, doc. cité.

³⁶⁰ *Ibidem.*

³⁶¹ *Ibidem.*

³⁶² *Ibidem.*

Wādī Abdūna, afin d'obtenir l'autorisation pour un déchargement sur une plage de leur territoire. On comprend alors mieux les déplacements de Far sur la côte et ses vaines tentatives d'intercepter une barque ou un navire. Elles sont considérées, par le consul de France à Malaga, comme un stratagème pour gagner du temps vis-à-vis des Rifains. Au contraire, elles semblent avoir une motivation bien établie. L'informateur à Melilla parle de discussions qui auraient eu lieu entre Far et Fraile au sujet d'une cargaison d'armes qui, une fois sur la côte rifaine, serait conduite au-delà de la zone espagnole. Les armes devraient vraisemblablement cimenter d'une part, l'union entre Far et 'Abd al-Mālik, qui, de son côté aurait reçu de petits approvisionnements en cartouches par les Allemands de Titwān ; et, de l'autre, l'alliance entre ces deux hommes et les quelques tribus du Rīf possédant encore un certain armement³⁶³. La concentration des harka(s) se ferait à Bū Harmana, près du Wādī Khert, d'où l'ensemble des forces partirait à l'attaque des postes français³⁶⁴. On mentionne même une date pour le début des hostilités, le 24 août, ce qui fait supposer que, dans un premier temps, Far imagine avoir déjà l'armement qu'on lui a vraisemblablement promis à Berlin. D'ailleurs, la rumeur circulant dans le préside fait état d'un dépôt de 36 000 fusils et d'un nombre non précisé de cartouches à Malaga³⁶⁵. On ne peut pas non plus oublier les informations et les rumeurs sur les livraisons de fusils et cartouches embarquées en Andalousie à destination du Maroc, qui apparaissent dans certaines dépêches de la même période³⁶⁶.

Réalité ou bruits de guerre, l'arrivée d'armes au Rīf est assez bien relatée même pour la période qui précède l'apparition de Far sur la scène marocaine. La tentative – échouée en juillet 1914 – d'introduction de 1 000 fusils, apportés par un bateau de la Compañía del Norte Africano, aurait été menée à bien par la suite. Puis, à la mi-juillet 1915, un débarquement de revolvers aurait eu lieu à la Cala Tramontana, près de Melilla³⁶⁷. Mais on ne s'arrête pas là. Auparavant, les Rifains, ayant reçu dans la baie de Badis une fourniture de cartouches par des bateaux espagnols, en auraient vendu une partie aux tribus soumises de la

³⁶³ Cela entre en apparente contradiction avec les réclamations pressantes de munitions faites à Far et 'Abd al-Mālik. D'après l'indicateur de Melilla : « *Il a été fait un recensement de fusils et de munitions, chez les Beni Tou Riaden. Il y aurait 5 000 fusils et 100 cartouches par homme ; un chérif en aurait 16 000. Le recensement a été également fait dans la zone d'Alhucemas* », Rapport de Melilla, 27/8/1915, doc. cité. Mais il est également vrai que, même si le chiffre d'armes à disposition des Rifains est moins considérable, ils ont été tout de même assez armés pour tenir tête aux troupes espagnoles jusqu'à l'attaque de Tikermina.

³⁶⁴ *Ibidem*.

³⁶⁵ *Ibidem*.

³⁶⁶ Voir *supra*.

³⁶⁷ Rapport de Melilla, vraisemblablement du 11/8/1915, doc. cité.

zone française, à l'est de la Mulūya³⁶⁸. Le 8 juin 1915 à 19h50, le torpilleur français le *Cyclone*, mouillé dans la baie d'Alhucemas, est la cible d'une fusillade de la part d'embarcations qui communiquaient par des signaux lumineux avec la côte et qui, probablement, essayaient de débarquer des armes³⁶⁹. Le commerce entre les tribus rifaines, véritables intermédiaires du marché des armes en provenance d'Europe, et les tribus de la zone française prétendument « insoumise », prend de l'envergure. Le 3 août, le commissaire résident général communique à la division navale à Tanger qu'on lui signale, de plusieurs côtés, des convois partant du Maroc oriental français³⁷⁰ à destination du Rif, et notamment de Badis ou Peñon de Velez de la Gomera et Alhucemas, où les tribus attendent l'arrivée des armes³⁷¹. Le même type d'informations se reproduit quelques jours plus tard quand la Résidence générale demande le redoublement de la surveillance navale puisque, de « source sûre », un convoi important est parti du sud de Taza pour la baie d'Alhucemas afin de charger des fusils et des munitions. Ce renseignement trouve également confirmation dans les dépêches envoyées de Melilla, Toulon et Malaga³⁷². Il est assez plausible que l'écho des annonces de Far au sujet de prochains débarquements de matériel de guerre se répande dans toute la zone « insoumise ». On peut penser que cette rumeur est même souhaitée par l'Allemand car provoque une chaîne irrésistible de bruits et de véritables déplacements de caravanes qui semblent faire la queue à Badis, dans la baie d'Alhucemas et un peu sur tout le littoral du Rif, rêvant – et attendant – l'arrivée des arsenaux promis par Far et par 'Abd al-Mālik ! Ainsi, le 2 septembre, Santi signale au résident général qu'un débarquement d'armes est attendu entre le Wādī Khert et Alhucemas, sur les lieux dénommés Abdūna, Sīdī Hasan et Sīdī Idrīs, appelés par les Espagnols Rocaleon, 'Abd Sī Sayyid et Sīdī Idrīs³⁷³. Mais six jours plus tard, son collègue

³⁶⁸ Lettre n°389 R, le colonel Laquière, commandant les troupes d'occupation du Maroc oriental au commissaire résident général à Rabāt, Ūjda, 2/2/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

³⁶⁹ Tél. n°2616/S, général commandant l'Armée en Afrique du Nord au ministère de la Guerre, section Afrique à Paris, Alger, 9/6/1915, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

³⁷⁰ Et non seulement du Maroc oriental si l'on prend en compte le « Quotidien politique du 19 octobre 1915 » de la région de Marrākesh, qui relate : « *Informateur annonce convoi Aīt Ouirra envoyé Selouane pour y chercher cartouches, serait revenu avec quatre mulets chargés ayant passé par Tsoul, Branès, Beni Sadden et Tserrouchen de Harira Aīt Alfa ; ces cartouches auraient été distribuées mercredi 13 au cours d'une réunion tenue à l'Arba de Tanoussant (Aīt Ouirra)* », CADN, ARGM-CD, c. 617-2. Cela constitue un bon exemple du réseau et de la solidarité existant entre les différentes « dissidences », rien que pour ridiculiser, dans ce cas, l'effort de surveillance et la répression déployée par la Résidence générale de France au Maroc !

³⁷¹ Tél. chiffré n°840 DR2, commissaire résident général à la division navale à Tanger, Rabāt, 3/8/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

³⁷² Tél. chiffré n°2 DRC2, commissaire résident général à la division navale à Tanger et à l'Agence de France à Tanger, Rabāt, 27/8/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

³⁷³ Tél. du consul de France à Malaga au résident général, 2/9/1915, 19 h 30, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

de Titwān annonce, sous réserve, qu'un débarquement de 7 000 fusils aurait bien eu lieu aux environs du Peñon de Velez de la Gomera. Les armes, destinées à 'Abd al-Mālik, seraient déposées chez un nommé Sīdī Ahmad Būkria, de la tribu des Banī Bū Ifrur, en face de Badis. De plus, un individu du nom Bin 'Abd ar-Rahman bin 'Abd as-Sādiq, aurait reçu à Melilla, par l'intermédiaire du vizir du khalifat de la zone espagnole, une forte somme d'argent du gouvernement allemand pour soulever les Marocains de la région contre les Français. Une partie de cette somme devrait être versée à 'Abd al-Mālik³⁷⁴. Du moins, pour ce qui concerne le matériel de guerre, la nouvelle semble peu vraisemblable puisque le 18 septembre, le commissaire résident général écrit à la division navale à Tanger que le « mouvement insurrectionnel » attendrait encore des armes³⁷⁵. Le 23, l'Agence de France à Tanger, à la suite d'une correspondance avec le consul honoraire de France à Titwān, fait état de la même attente sur les côtes du Rif³⁷⁶. L'alarme semble sonner le 12 octobre quand le consul de France à Malaga affirme que les Rifains ont donné à Far, comme dernier délai pour le débarquement d'armes, le 20 octobre³⁷⁷, et suggère de redoubler encore une fois la surveillance « *dans les parages de Roca-Leon* »³⁷⁸. Il est possible que quelques petits débarquements d'armes aient eu lieu³⁷⁹, mais le signe le plus évident de l'absence, ou du moins du retard des fournitures qu'« Abd al-Mālik et Far attendent de l'Allemagne, est donné par une nouvelle d'après laquelle les « *Européens déjà signalés dans le Rif achètent tous fusils qu'ils peuvent trouver et les feraient transporter de nuit dans un petit port des Beni Said* »³⁸⁰. On peut donc assez facilement imaginer que l'Allemand a lancé les légionnaires déserteurs dans toute la région environnante à la recherche d'armes.

³⁷⁴ Lettre n°323, consul honoraire de France à Titwān au ministre de France à Tanger, 8/9/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

³⁷⁵ Lettre n°161, commissaire résident général à la division navale à Tanger, Casablanca, 18/9/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

³⁷⁶ Tél. n°268D, Agence de France à Tanger au résident général, Tanger, 23/9/1915, 19h20, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

³⁷⁷ Au début du mois d'octobre, 'Abd al-Mālik et Far auraient organisé une grande assemblée avec les notables rifains à Tafarsit, María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim, op. cit.*, p. 123.

³⁷⁸ Tél. du consul de France à Malaga au résident général à Rabāt, 12/10/1915, 19 h 45, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

³⁷⁹ On signale en particulier un débarquement de matériel de guerre au début de novembre à Tikissas, port de Ghumara, où al-Hadj Saddik Darqāwī en aurait pris livraison, tél. n°1500 NR, commandant général du Nord au résident général à Rabāt, Mīknās, 6/11/1915, CADN, ARGM - CD, c. 617-2. Lyautey commente : « *Il [se] peut [que] cet approvisionnement ne soit pas important mais il suffit pour sauver la face des Allemands et d'Abd el Malek vis-à-vis des tribus du Rif et pour les maintenir en alerte dans l'attente des envois plus importants* », CADN, lettre n°50DRC2, commissaire résident général au ministre de France à Tanger, pour le commandant Huot, Rabāt, 7/11/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

³⁸⁰ Tél. n°1108 RR, commandant de la région de Fās au résident général à Rabāt, Fās, 7/11/1915, 18 h, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

La division de Wahrān relate un épisode qui suffit à faire saisir l'atmosphère régnant chez les Rifains. Un groupe de notables convaincus par 'Abd al-Mālik de s'engager contre les Français, lui avait accordé un délai de huit jours pour les équiper suffisamment en armes et munitions et former une harka. Deux jours plus tard, 'Abd al-Mālik était parti, sans rien dire, pour les Gzannaya, avec une centaine de cavaliers, ce qui avait rendu les Rifains furieux au point qu'ils « *se rendirent au Maourou et malmenèrent très fort 'El Far', son interprète nommé Si Abdelkader, Mohammed Bel Lahcene (ex-caïd de Taghedjirt) et Mostefa Herfouf des Kebdana ; ils leur enlevèrent tout ce qu'ils possédaient : une quinzaine de fusils, une caisse de cartouches et une somme de 3 500 douros. 'El Far' fit prévenir aussitôt le caïd El Hadji Amar El Guellouchi des Metalsa et, sur les insistances de ce dernier, les Riffains consentirent à remettre les agents allemands en liberté. 'El Far' et huit allemands qui l'accompagnaient ainsi que Mohammed Bel Lahcene et Mostefa Herfouf, furent conduits par les Riffains à Sidi Aissa (tribu des Metalsa) et remis à El Hadji Amar El Guellouchi. Les Riffains restituèrent ce qu'ils avaient enlevé aux Allemands mais déclarèrent à El Hadji Amar qu'ils ne voulaient plus voir chez eux ni Abdelmalek ni El Far* »³⁸¹.

Si les armes n'arrivent pas, où si celles qui sont débarquées sur le littoral rifain ne suffisent pas à assurer la cohésion des tribus autour de Far et d'Abd al-Mālik, il n'empêche que ce dernier, pour éviter que les tribus le lâchent complètement, continue à annoncer, probablement en connaissance de cause, des livraisons de matériel de guerre, voire d'armement lourd³⁸². Cela suscite, plus que jamais, les inquiétudes des autorités françaises qui soulignent la nécessité de surveiller la côte sous autorité espagnole, notamment en raison de l'état d'effervescence des populations à cheval sur la limite des deux zones³⁸³, même si les informations provenant d'Espagne donnent des nouvelles assez rassurantes au sujet d'éventuelles expéditions d'armes de la péninsule³⁸⁴. De

³⁸¹ « Renseignements », n°295 mob., division de Wahrān, cercle de Marnia, 18/11/1915, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122. D'après le récit du légionnaire déserteur Bottjier, ces escarmouches auraient eu lieu le 1^{er} octobre, donc avant la date de la réunion de Tafarsit, María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p. 123.

³⁸² « *Abd el Malek aurait annoncé que les canons promis par Allemands étaient débarqués Badès où irait les chercher prochainement (...)* », tél. n°190 RC, région Fās au commandant général du Nord à Rabāt et Miknās, Fās, 29/12/1915 18 h 30, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

³⁸³ Tél. chiffré n°100 DRC2, commissaire résident général au chef de la division navale à bord du *Cassard* et au commandant Huot à Tanger, Rabāt, 30/12/1915, CADN, ARGM., DAI, c. 348, où on affirme également : « *La mehalla d'Abdelmalek aurait reçu récemment (...) cent fusils à tir rapide et attendrait très prochainement nouvel envoi plus important armes et munitions* ».

³⁸⁴ « *Capitaine Halid (...) revient (...) de Malaga où il vécut au milieu d'Allemands qui ne lui ont pas caché leur dépit, de la gêne qu'ils ont éprouvée dans les envois d'armes et de munitions au Maroc à cause de la surveillance anglo-française en Méditerranée (...)* », tél. n°20, commandant

fait, ce qui arrive à Malaga, au début de janvier 1916, confirme pleinement les difficultés des Allemands de faire parvenir des armes à leurs agents et à leurs alliés au Maroc. D'un autre côté, il faut bien souligner que les complicités dont les Germano-Turcs et les tribus « dissidentes » jouissent ne sont pas seulement espagnoles, ainsi que toute la correspondance entre les différentes autorités françaises laisse à penser. Comme le démontre l'affaire « F. C », et d'autres cas qui prennent en flagrant délit de trafic d'armes les troupes françaises, les contrebandiers d'armes, ou présumés tels, n'ont pas de nationalité, même si leur pays est plongé en plein conflit mondial.

Huot au général Henrys, commandant en chef par intérim Rabât, Tanger, 31/12/1915, 12 h 35, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

II. 5 - La saisie de Malaga

*De Cádiz a Gibraltar
¡Qué buen caminito!
El mar conoce mi paso
Por los suspiros.
¡ Ay, muchacha, muchacha,
Cuántos barcos en el puerto de Málaga !³⁸⁵*

Depuis le début des hostilités en Europe, les autorités du protectorat redoutent l'introduction d'une forte quantité d'armes qui pourrait provoquer l'ouverture d'un nouveau front au Maroc. Toutes les rumeurs relatées montrent cette inquiétude, mais il y a un seul « fil rouge », dont nous ne pouvons pas confirmer la véracité à défaut d'archives allemandes, qui mène à la saisie de Malaga, la plus sérieuse tentative de débarquement de matériel de guerre mise en place par le gouvernement impérial au cours des deux premières années de guerre.

Le 18 janvier 1915, le ministère des Affaires étrangères écrit que 5 000 Mauser et 5 millions de cartouches destinées au Maroc seraient arrivés d'Allemagne à Lisbonne. Des Allemands chercheraient une maison de commerce espagnole à laquelle cet envoi pourrait être adressé et se préoccuperaient des moyens de le faire parvenir d'Espagne au Maroc³⁸⁶. L'ambassade de Grande-Bretagne à Madrid confirme le renseignement. Le diplomate anglais et son homologue français, Geoffray, préviennent le ministre d'État afin de s'assurer du maximum de surveillance à l'intérieur du territoire espagnol³⁸⁷. Les marines anglaise et française reçoivent l'ordre de contrôler les eaux entre les côtes ibériques et le littoral marocain, au cas où le transit des armes devrait échapper à la surveillance espagnole et arriver jusqu'à un port andalou³⁸⁸. Face aux obstacles qui se présentent, le gouvernement de Berlin montrerait des hésitations et songerait à un nouveau plan consistant à envoyer par Gênes ou par les Pays-Bas des armes dans un coffre-fort. Il s'agirait de

³⁸⁵ Federico Garcia Lorca, *Canto nocturno de los marineros andaluces*, paru dans le quotidien « La Nación », en 1933. Ces vers sont tirés de la *Tragicomedia de don Cristóbal*, de 1922-1923, et sont chantés par le personnage du contrebandier.

³⁸⁶ Tél. n°23, ministère des Affaires étrangères au résident général à Rabât, Paris, 18/1/1915 16h15, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

³⁸⁷ Lettre n°40, M. Geoffray, ambassadeur de la République française à Madrid à Delcassé, ministre des Affaires étrangères, Madrid, 20/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

³⁸⁸ Télégrammes n°28 D bis, 29 D Bis et 30 D bis, résident général respectivement au commandant division navale à bord du *Cassard*, au consul de France à Gibraltar et au consul de France à Malaga, Marrākesh, 23/1/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

« presque toute la totalité des fusils pris aux Français depuis le commencement de la guerre »³⁸⁹. Ce bruit continue à envahir la correspondance entre Paris et Rabât pendant plus d'un mois³⁹⁰. Début février 1915, le ministère des Affaires étrangères précise que les difficultés dont les Allemands de Madrid parleraient concernent les expéditions directes d'Allemagne au Maroc. Ils ne feraient pas référence, donc, à l'acheminement des armes via le Portugal et l'Espagne. Par cet itinéraire, ils estimeraient pouvoir envoyer jusqu'à 25 000 fusils avec 30 millions de cartouches, la première fourniture de 5 000 fusils et 5 millions de cartouches devant suffire « pour les premiers besoins »³⁹¹. Les bruits au sujet de cette importante livraison de matériel de guerre persistent³⁹² et se croisent avec les renseignements déjà cités à propos de l'état d'alerte des consuls français dans le sud de l'Espagne. Cependant, le 2 mars, le ministre de France à Lisbonne coupe court à toute rumeur. Il annonce que l'enquête à laquelle se sont livrées les autorités lusitaniennes n'a donné aucun résultat positif sur la présence d'armes allemandes, ajoutant que dans le pays la surveillance du trafic d'armes est très efficace³⁹³. Vraisemblablement, le renforcement du dispositif anglo-français et/ou la faiblesse de l'organisation des « dissidents », qui est

³⁸⁹ Tél. n°28, ministre des Affaires étrangères au résident général, Paris 24/1/1915, 14h15, doc. cité.

³⁹⁰ « J'apprends de source sûre et secrète que ministère Guerre allemand pourra disposer d'ici fin mars, pour les envoyer au Maroc, de 20 000 fusils français avec leurs munitions ; de plus, 3 000 carabines avec munitions seraient disponibles immédiatement. On pense à Berlin que le transport par mer pourrait être plus facilement effectué d'un port italien » Tél. n°52 Secret, ministre des Affaires étrangères au résident général, 20/2/1915, 0h20, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

³⁹¹ Tél. n°37, ministre des Affaires étrangères au résident général, Paris 2/2/1915, 0h25, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

³⁹² Le 19 février, le ministère des Affaires étrangères prévient le commissaire résident général : « Le chargement serait à destination d'une maison espagnole avec un emballage qui permettra de traîner facilement les colis lors de l'accostage au Maroc et les transporter dans l'intérieur du pays. La plus grande partie de la cargaison devrait consister en caisses remplies d'autres marchandises afin que le vendeur puisse prouver que la cargaison n'est pas suspecte (...) », tél. n°50 Secret, CADN, ARGM, CD, c. 617-2. Deux jours plus tard, le ministère des Affaires étrangères écrit à la résidence générale : « Le premier envoi aurait un poids de 500 000 kilos. A titre d'indication j'ajoute que l'on pourrait essayer de faire passer ces armes et munitions pour des machines agricoles, comme c'est le cas pour un envoi qu'on prépare à Berlin pour le Cameroun et par la voie d'Espagne », tél. n°57, ministre des Affaires étrangères au résident général, Paris, 21/2/1915, 18h45, CADN, ARGM, CD, c. 617-2. Mais le 26, le commissaire résident général indique que l'envoi de 500 000 kilos se rapporterait à une cargaison qu'on se propose d'envoyer de Hollande, tél. n°30 D, commissaire résident général au consul de France à Gibraltar, Rabât, 26/2/1915, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

³⁹³ Lettre n°27, M. Daeschner, ministre de la République française à Lisbonne, à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères à Paris, 2/3/1915, CADN, ARGM, CD, i nv. n°2, c. 617-2. A remarquer le ton assez différent, utilisé dans la lettre par le représentant français, au sujet des Portugais, en comparaison avec celui de ses collègues en Espagne. Ces derniers se montrent très critiques envers les Espagnols voire méprisants. Le Portugal, pays neutre à l'époque de la lettre citée, entrera en guerre aux côtés des Alliés le 9 mars 1916.

encore en train de se faire, ainsi que le manque de points de référence crédibles au Maroc amènent le gouvernement de Berlin à abandonner l'envoi d'une forte cargaison d'armes pendant les premiers mois de guerre. D'un autre côté, toutes les vicissitudes et les promesses de Far montrent que ce projet n'est guère écarté. 'Abd al-Mālik a dû également recevoir des assurances des agents allemands sur l'expédition d'armement à son mouvement. Même al-Raysūnī, dans ses déclarations, promet à ses partisans l'arrivée d'armes qui les dresseront aussitôt contre les postes français. Il se peut que des ravitaillements sporadiques, et en modeste quantité, soient effectivement délivrés. Mais en analysant ce que Far est obligé de mettre en œuvre pour satisfaire la demande pressante des Rifains – faire acheter partout dans la région des armes, pièce par pièce, cartouche par cartouche –, on peut avoir une idée assez précise des fusils et des munitions qui sont réellement arrivés à ses partisans potentiels.

Il reste des zones d'ombre autour de l'affaire exceptionnelle appelée saisie de Malaga, saisie qui constitue un succès pour les Alliés et porte un coup dur aux tentatives d'armer des « troupes marocaines » fidèles au gouvernement impérial. D'autant qu'une action d'envergure des « dissidents » au Maroc était la meilleure carte que les Allemands se réservaient de jouer sur le front colonial marocain. Les territoires coloniaux français sont dégarnis de soldats lorsque, en Europe, les deux armées s'affrontent dans la bataille de la Champagne durant 1915 et, à partir de février 1916, dans les batailles de Verdun et de la Somme. La guerre européenne et la guerre maghrébine sont strictement liées l'une à l'autre. L'ouverture d'un autre front pour les Français risque de produire la chute de Lyautey³⁹⁴ et la fin de la mainmise française au Maroc. Inversement, si des renforts devaient parvenir de la métropole à la résidence générale – ce qui ne semble être nullement question ! –, ils provoqueraient l'affaiblissement des lignes alliées en Europe, risquant de les faire s'effondrer. Mais que s'est-il passé au juste ?

Les 17 et 18 novembre 1915, six wagons contenant des pierres artificielles arrivent à Gênes. Le chargement est adressé par la maison Heinrich Pfändler, d'Arth Goldau en Suisse, à l'ordre d'un nommé José Gamero, de Malaga, par l'intermédiaire de la maison génoise Fratelli Arecco, qui doit en assurer l'embarquement dans le port italien. Il s'agit de 38 caisses à claire-voie contenant 318 blocs de pierre dure, que les documents joints au chargement déclarent être des pierres sciées ou sculptées destinées à la construction. Le commis de la Fratelli Arecco affirme qu'elles sont prévues pour bâtir la façade d'une église. Chacun des six wagons est accompagné d'un double certificat d'origine de la Chambre de commerce de Zurich, délivré le 9 novembre, dont

³⁹⁴ Comme il arrive en 1925 à l'occasion de l'offensive rifaine contre les postes françaises du Nord marocain.

l'exemplaire joint à la marchandise porte le visa du consul de France dans la ville suisse³⁹⁵. Chargées sur le vapeur espagnol *Pedro Pi*, les caisses atteignent Malaga le 8 décembre, mais jusqu'au 12 janvier personne ne les réclame. L'amirauté de Gibraltar avait signalé dès son arrivée la nature suspecte de la cargaison aux consuls de France et de Grande-Bretagne dans la ville. Vraisemblablement, ces derniers en avaient informé l'administrateur de la Douane qui avait ordonné une enquête pour abandon de marchandises. En même temps, le 8 janvier, il avait communiqué au directeur général de la Douane le caractère douteux des caisses. Lors de l'inspection des blocs de stuc ainsi que des fûts de colonnes et des chapiteaux, « *un des blocs s'étant effrité a laissé apparaître sous une couche d'enduit épaisse de six centimètres environ une caisse de zinc où étaient renfermés douze fusils (...). Tous les matériaux du même stock étaient truqués d'une façon identique* »³⁹⁶. L'examen des colis est interrompu sur ordre de l'autorité militaire, et une enquête judiciaire est ouverte. Les premiers renseignements, qui sont obtenus assez difficilement par le consul de France, indiquent que les armes en question auraient été expédiées par un nommé Feller, de Zurich³⁹⁷. Cependant, le juge chargé de l'instruction de l'affaire pour le compte de la Comandancia del Puerto, Don Mariano Franco³⁹⁸, posséderait la preuve écrite que l'envoi a été fait de Bavière³⁹⁹. Dans un premier temps, on pense qu'il s'agit de Mauser avec leurs cartouches⁴⁰⁰. Mais la poursuite du déballage dévoile, enveloppées dans des papiers qui ont deux étiquettes allemandes⁴⁰¹, 4 carabines Lebel 1890, 2 396 carabines Lebel 1892,

³⁹⁵ Lettre n° 13, consul de France à Gênes au ministère des Affaires étrangères à Paris, 20/1/1916, MAE, Nouvelle Série (N.S.), 1^{re} partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179 ; note adressée à H. M. Dockyard, Gibraltar (en marge du document : « *Note communiquée par le major Thoroton* »), 14/2/1916, et *pro memoria* du ministère royal des Affaires étrangères à l'ambassade de la République française à Rome, 24/2/1916. Les deux documents sont gardés au CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

³⁹⁶ Lettre n°42, M. Geoffray, ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à Paris, 14/1/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1. A souligner que « le *Courrier de Saumur* » du 13/1/1916 avait affirmé que la découverte avait été faite grâce à la dénonciation du député des Cortès José Estrada, soutenant toutefois que l'embarquement des blocs de ciment avait eu lieu à Marseille, en transbordement d'un navire hollandais, MAE, nouvelle série (NS), première partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179.

³⁹⁷ Tél. du consul de France à Malaga à Ambassadeur de France à Madrid, 14/1/1916 23h, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

³⁹⁸ Lettre n°75, consul de France à Malaga, à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, 19/5/1916, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

³⁹⁹ Tél. du consul de France à Malaga au ministre de France à Tanger, 22/1/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584, où Santi ajoute : « *J'ai eu ce renseignement confidentiel d'un officier attaché au tribunal* ».

⁴⁰⁰ Tél. du consul de France à Malaga au résident général, 13/1/1916 13h45, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

⁴⁰¹ Note adressée à « H. M. Dockyard, Gibraltar », 14/2/1916, doc. cité.

246 384 cartouches de guerre balle P. modèle 1890-92⁴⁰². Les fusils portent la marque « MFC »⁴⁰³ et proviennent de la Manufacture de Saint-Etienne ; la fabrication des cartouches remonte à février-mars 1914⁴⁰⁴. La direction de l'artillerie du ministère de la Guerre française ne tarde pas à confirmer qu'il s'agit bien, au moins pour sa plus grande partie, d'un stock d'armement pris par les Allemands à la garnison de Maubeuge⁴⁰⁵. Ces éléments peuvent être associés aux rumeurs sur l'expédition que le gouvernement de Berlin avait envisagée au début de 1915, et notamment les 3 000 carabines « immédiatement disponibles » dont le ministre des Affaires étrangères avait parlé au résident général⁴⁰⁶. S'il faut faire confiance aux chiffres des bruits relatés, la livraison d'armes aurait dû être de 5 000 armes et de 5 millions de cartouches. Or, le nombre de Lebel et munitions chargés sur le *Pedro Pi* représente, en ce qui concerne les fusils, environ la moitié de l'envoi initialement envisagé par le gouvernement de Berlin et, pour les munitions, plus ou moins 5 %⁴⁰⁷. Est-ce que l'autre partie de la fourniture a été débarquée au Maroc, sans être repérée par la surveillance anglo-française, ou se trouve-t-elle déposée ailleurs, en attente d'un embarquement ? N'écartant pas l'idée que les Allemands aient décidé de réduire l'approvisionnement de leurs agents et alliés au Maroc, la correspondance française examinée au sujet de la saisie de Malaga met en relation, peut-être assez arbitrairement, cette tentative de ravitaillement avec d'autres caisses, supposées contenir des armes, et « en dépôt » sur le sol andalou. Ainsi, le 6 février, l'attaché naval de l'ambassade de France à Madrid, le lieutenant de vaisseau de Roucy, affirme : « *L'affaire du Pedro Pi n'aurait pas été, semble-t-il, une tentative isolée* »⁴⁰⁸. Il relate la rumeur, non confirmée, suivant laquelle 3 000 fusils seraient prêts à être embarqués pour le Maroc du Guadalquivir, et 163 caisses d'armes seraient entreposées à Algésiras. Cette indication est « *corroborée à la fois par le service des renseignements anglais (Gibraltar) et*

⁴⁰² Lettre du chargé d'affaires de France en Espagne à Son Excellence M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, Madrid, 25/10/1919, MAE, nouvelle série (NS), État numérique des fonds de la « Correspondance Politique et Commerce », sous-série : M MAROC 1917-1940, vol.1214.

⁴⁰³ Tél. du consul de France à Malaga à l'ambassadeur de France à Madrid, 14/1/1916, CADN, AAFE-M., série B, « Guerre 1914-1918 », c. 511.

⁴⁰⁴ Tél. du consul de France à Malaga au ministre de France à Tanger, 22/1/1916, doc. cité.

⁴⁰⁵ Lettre du ministre de la Guerre au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris 21/5/1916, MAE, Nouvelle Série (N.S.), première partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179.

⁴⁰⁶ Voir *supra* en note, tél. n°52 Secret, ministre des Affaires étrangères au résident général, 20/2/1915, 0 h 20, doc. cité.

⁴⁰⁷ Mais cela serait presque la moitié même pour les cartouches si les rumeurs du commencement de 1915 avaient eu comme base le chiffre de 500 000, avec un zéro en moins, ce qui serait, d'ailleurs, plus vraisemblable !

⁴⁰⁸ Lettre n°16, lieutenant de vaisseau de Roucy à M. le Ministre de la Marine, Madrid, 6/2/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

par nos consuls et informateurs de la région »⁴⁰⁹. Les caisses « de très grandes dimensions et de poids considérable »⁴¹⁰ contiennent des armes et des munitions envoyées de Barcelone au nom de Mawlāy ‘Abd al-Hafidh un an auparavant⁴¹¹. Logées dans les magasins d’un nommé Francisco Maldonada Villavieja, elles étaient sur le point d’être chargées avec la complicité du consul d’Allemagne Walther « qui devait les adresser à Tanger, sans doute à El Hadj ben Abd el Kader (?) »⁴¹². Cependant, prévenu par le gouverneur de Gibraltar, son collègue d’Algésiras avait fait mettre les scellés sur les caisses, demeurées sous la surveillance de ses agents. Il semble, selon les termes d’un contrat passé devant le notaire, que les caisses auraient dû être transportées dans un autre magasin de la ville pour masquer une manœuvre d’embarquement⁴¹³. Soulignons au passage que, d’après de Roucy, les caisses d’Algésiras sont réservées « sans doute à El Hadj ben Abd el Kader », nom que l’attaché naval à Madrid complète avec un point d’interrogation. Il est toutefois probable que le destinataire soit en réalité ‘Abd al-Mālik, qui a fait son pèlerinage à Makka et qui est le fils de l’émir ‘Abd al-Qādir, d’où la désignation de *El Hadj ben Abd el Kader*. Mais à qui auraient dû parvenir les armes saisies sur les quais de Malaga ?

Nul doute, d’après les auteurs de la correspondance consultée, que le chargement de carabines était adressé « aux mehallas indigènes qui avec le concours des agents allemands essayent actuellement d’opérer contre la zone française »⁴¹⁴. Il s’agit là d’une affirmation qui ne contribue pas à éclaircir la stratégie des expéditions d’armes au Maroc, voire les modalités de la guerre que le gouvernement de Berlin y pense mener. En revanche, Santi, auteur de la synthèse sur « l’épopée » de Far, en se lançant dans l’apologie de l’Allemand et commentant l’arrivée de Bartels, écrit : « [Ce dernier] est loin d’avoir l’envergure de Far ; il n’en a ni l’audace, ni l’activité, ni la puissance de travail, ni la crânerie, toutes choses qui font grande impression sur les tribus. Dans les moments les plus critiques, alors que les fusils étaient pour ainsi dire braqués sur sa poitrine et où toute défaillance pouvait bien lui être fatale, Far montra toujours un tel dédain de la mort qu’il en imposa à ses ennemis et bien souvent les désarma. C’était un homme d’action remarquable, type de condottiere admirablement doué pour conduire l’expédition pleine de dangers

⁴⁰⁹ *Ibidem*. De Roucy commente au sujet des 3 000 fusils destinés aux côtes marocaines : « Il se pourrait (...) que [ces informations] (...) soient le produit d’une imagination tant soit peu troublée par le récent événement de Malaga, ou bien encore peuvent-elles être nées de la déformation d’un fait nouveau survenu à Algésiras (...) ».

⁴¹⁰ *Ibidem*.

⁴¹¹ S’agirait-il de la fourniture dont les bruits avaient circulé au commencement de 1915 ?

⁴¹² Lettre n°16, lieutenant de vaisseau de Roucy à M. le Ministre de la Marine, Madrid, 6/2/1916, doc. cité.

⁴¹³ *Ibidem*.

⁴¹⁴ Tél. chiffré n°19 DRC2, délégué à la Résidence générale au consul de France à Malaga, 14/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

que l'Allemagne lui avait confiée. Il joignait à toutes ces qualités une connaissance parfaite du Maroc, de la mentalité indigène et du caractère espagnol et l'on peut aujourd'hui avancer sans crainte d'être contredit, que s'il n'est pas parvenu à provoquer le soulèvement des tribus des régions insoumises et à créer ainsi des difficultés de la plus grande gravité tant au gouvernement espagnol qu'au gouvernement français cela n'est dû qu'au défaut que lui ont fait les quelques milliers de fusils qui lui avaient été promis et qui ne sont arrivés à Malaga qu'après sa mort »⁴¹⁵. Même sans pouvoir consulter les documents allemands, on peut supposer que les Lebel et les munitions emportés par le *Pedro Pi* et destinés à Far, avaient précédé le ravitaillement d'Abd al-Mālik. Il est en effet probable que le gouvernement de Berlin ait tout d'abord cherché à asseoir son autorité par l'intermédiaire de Far parmi des populations qui avaient comme ennemies les troupes espagnoles, et non pas les françaises. C'est pourquoi la tâche de l'Allemand et de ses légionnaires était double chez les Rifains : 1) les convaincre que leurs véritables ennemis étaient les troupes et les partisans du protectorat lyautéen ; 2) établir l'autorité de l'Allemagne comme puissance garant de leur indépendance également à l'égard de l'Espagne, ce qui était particulièrement ardu au moment où celle-ci réalisait des progrès, même faibles, dans sa « pacification ». Abd al-Mālik devait avoir vraisemblablement, dans cette phase, un rôle de trait d'union entre les tribus « insoumises » de la zone espagnole et celles de la zone française, où il jouissait d'une certaine autorité et maîtrise du terrain. Les obstacles rencontrés par Far et Abd al-Mālik, notamment chez les Rifains, dont Berlin avait connaissance par son réseau d'agents à Melilla et en Espagne, sont peut-être la cause des hésitations de l'envoi des armes. Celles-ci, comme l'affirme Santi, demeurent le seul « élément » défaillant du noyau de tribus qui s'était finalement lié à Far. Enfin, le choix d'envoyer des Lebel à des tribus qui combattaient essentiellement contre les troupes espagnoles était habile et ne répondait pas à une simple question d'économie.

La surveillance assez stricte que les Alliés mènent dans la Méditerranée et dans la péninsule ibérique rend l'organisation de l'envoi du chargement embarqué sur le *Pedro Pi* assez laborieuse. L'Allemagne peut compter sur trois pays neutres ou non belligérants où la présence de ses agents est importante pour faire transiter les armes : la Suisse, l'Italie, qui lui déclarera guerre seulement le 27 août 1916, et l'Espagne. Santi affirme qu'il y aurait un rapport entre l'échec de la tentative d'envoi d'armes et l'arrivée à Malaga, dans les jours précédents, de Walther Zerneck. Celui-ci avait déjà été cité par Regensrath comme attaché au consul d'Allemagne, Fromke, chargé de l'affaire

⁴¹⁵ Lettre n°11, Consul de France à Malaga à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, doc. cité.

Maroc »⁴¹⁶. Toujours en compagnie de Stalwinger⁴¹⁷ et d'autres Allemands, Zerneck se serait rendu à Barcelone à la fin de février 1915 où il se serait embarqué pour Gênes. En cours de traversée, le navire aurait été arrêté par une croisière française. Deux Allemands qui étaient à bord auraient été faits prisonniers et emmenés en France. Zerneck, déguisé en matelot et possédant un certificat de nationalité hollandaise, daté du 17 juin 1912⁴¹⁸, au nom de Théodorus Johannes Boks, n'aurait pas été inquiété. De Gênes, il serait aisément passé en Suisse et en Allemagne pour y préparer l'expédition d'armes que les agents allemands du Rif attendaient⁴¹⁹. Mais s'il est soupçonné d'être l'organisateur de l'envoi, le voyage des carabines de la Bavière jusqu'à Malaga, et ensuite au Maroc, nécessite d'autres complicités. Santi porte son attention sur un nommé Lorenzano, espagnol, qui le jour de la découverte des armes aurait hâtivement quitté la ville andalouse pour Melilla⁴²⁰. De son côté, le consul honoraire de France à Titwān parle d'un officier de la Marine impériale, Karl Friedrich Wilhelm Kortman, agent du consul d'Allemagne, trouvé mort à l'Hôtel Victoria de Ceuta le 28 janvier. Lucciardi assure que l'officier était « *mêlé, plus ou moins directement, à l'affaire de contrebande de guerre découverte à Malaga (...)* »⁴²¹. Il se serait suicidé. Il est vraisemblable que si Lorenzano et Kortman avaient été réellement mêlés à la tentative de débarquement au Maroc des armes transportées par le *Pedro Pi*, leur rôle aurait pu être celui d'agents de liaison avec les Allemands de Melilla et avec Far.

Les facteurs qui nous font comprendre la complexité de la mise en œuvre de l'opération sont toutefois ailleurs qu'au Maroc, et seulement en partie en Espagne. Le premier élément est le certificat d'origine qui aurait été délivré par la Chambre de commerce de Zurich, présenté à la douane de Gênes avec un destinataire qui diffère de celui relevé par les autorités espagnoles. En Italie, les marchandises semblent avoir été envoyées par la maison Heinrich Pfändler d'Arth Goldau tandis qu'à Malaga, Santi annonce que l'expéditeur est la maison Feller. Cependant, sur le certificat d'origine qui porte le visa du consul de France, la maison citée est bien la Pfändler, mais domiciliée à Zurich, Limmatquai 88, et non à Arth Goldau. La « note » adressée à H.M. Dockyard, Gibraltar, affirme que la maison a effectivement son siège à Zurich mais la

⁴¹⁶ Voir *supra*.

⁴¹⁷ Voir *supra*.

⁴¹⁸ Délivré par le commissaire du roi de la province de Gelderland.

⁴¹⁹ Lettre n°13, consul de France à Malaga à Son Excellence M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à Paris, 1/2/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁴²⁰ Tél. du consul de France à Malaga au résident général à Rabāt, 15/1/1916, 16 h, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

⁴²¹ Lettre n°43, consul honoraire de France à Titwān au commissaire résident général à Rabāt, 31/1/1916, à laquelle se réfère la citation ; et lettre du même consul au délégué à la Résidence générale à Rabāt, 14/2/1916, toutes les deux gardées au CADN, ARGM, DAI, c. 348.

cargaison aurait été expédiée d'Arth Goldau. Cela pourrait expliquer la confusion des lieux de résidence de la maison et de départ de la marchandise, mais ne nous dit rien sur la raison de l'envoi d'une ville assez éloignée de Zurich ni sur le nom de Feller. D'ailleurs Briand, qui suit de près la question, écrit à son ambassadeur à Madrid soulignant cet équivoque ou présumé tel⁴²². D'autre part, Steenackers, consul de France à Zurich, nie avoir visé un certificat d'origine délivré par la Chambre de commerce au nom d'Heinrich Pfändler. De plus, l'enquête à laquelle se livrent les autorités suisses révèle que la chambre de commerce n'a trouvé dans ses registres aucune attestation datée du 9 novembre 1915 au nom de Pfändler. Ce nom ainsi que Feller lui sont inconnus tout comme à la police et au propriétaire de la maison située à Limmatquai 88. Le certificat d'origine présenté à la douane de Malaga constitue donc un faux⁴²³ ou il est, du moins, le produit d'une manipulation assez patente. En effet, le visa du consul de France à Zurich remonte au 13 octobre, alors que la déclaration de responsabilité de l'expéditeur, datant du 9 novembre, est postérieure⁴²⁴.

Le gouvernement italien mène également son enquête en réponse aux reproches, peu diplomatiques, émis par le consul de France à Gênes au sujet de la superficialité des visites douanières. Le consul entend répondre à l'objection des autorités italiennes selon lesquelles le visa français avait facilité le passage des 318 caisses. Nous ne savons pas à quoi aboutissent les résultats de l'instruction, qui vise particulièrement la Fratelli Arecco. Dans sa réponse à l'ambassade de France, le ministère des Affaires étrangères de Rome se porte obstinément garant du travail de la douane génoise et réaffirme que le visa apposé par Steenackers avait été déterminant pour le passage de la cargaison

⁴²² Lettre n°221, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, Paris, 7/3/1916, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

⁴²³ Lettre n°173, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, Paris, 25/2/1916, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511 ; et lettre n°274, ambassadeur de France à Berne au ministre des Affaires étrangères à Paris, Berne, 1/3/1916, où on ajoute : « *Seule une maison Adolf Feller existe à Horgen, et elle affirme ne rien connaître de cette affaire. En outre, le département Politique [de la Confédération helvétique] laisse entendre que les documents du genre de celui dont il s'agit, établis pour des marchandises expédiées en Espagne par Gênes, sont visés non par le consul général de France mais par celui de Grande-Bretagne* ». L'ambassadeur, dans sa lettre n°637 au ministre des Affaires étrangères, 20/5/1916, annonce que, le gouvernement suisse n'ayant pas trace de la maison Heinrich Pfändler à Arth Goldau, il se voit forcé d'arrêter toute enquête à ce sujet. Les deux lettres sont gardées au MAE, nouvelle série (NS), première partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179.

⁴²⁴ Lettre du consul de France à Malaga au résident général à Rabât, 24/1/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

incriminée⁴²⁵. Pourtant, il nous semble que le nombre d'agents allemands qui résident dans la ville ligure peut avoir joué son rôle. Ils pourraient avoir aidé matériellement l'équipage du *Pedro Pi*, dont nous n'avons nulle trace dans les documents examinés. Ils auraient pu être plus ou moins mêlés aux procédures d'embarquement des caisses d'armes, effectué par la Fratelli Arecco. En effet, il est difficile d'imaginer que les agents de Berlin n'ont pas collaboré avec la maison génoise⁴²⁶.

Un dernier élément, auquel personne ne semble faire attention complète le tableau de la saisie de Malaga. Le 28 mars, le ministre d'État communique à l'ambassade de France à Madrid que le certificat d'origine n'avait été ni présenté à la douane de Malagani joint au manifeste du *Pedro Pi*⁴²⁷. Il s'agit là simplement d'un escamotage des autorités espagnoles pour éviter de rendre notoire un document qui se trouve désormais dans le dossier analysé par le juge et qui est donc réservé. Au tout début de l'affaire, Santi y avait eu accès grâce à la complaisance d'un fonctionnaire de la *Comandancia del Puerto*⁴²⁸. Cependant, quand les autorités espagnoles désignent le destinataire du chargement du *Pedro Pi*, elles parlent d'un certain Don J. Largue, « *personne inconnue, qu'il n'a pas été possible de trouver* »⁴²⁹. Le nommé José Gamero de Malaga, à l'ordre de qui les caisses semblaient avoir été expédiées lors de leur transit par Gênes, a disparu ! On ne peut pas savoir si ce nouvel élément du dossier a eu de l'importance dans la poursuite de l'enquête espagnole. Aucun autre document n'y fait référence, et nos recherches à ce sujet, en Espagne, sont demeurées sans résultat. Il faut toutefois signaler qu'à partir de 1917, les tensions sociales et politiques dans le pays⁴³⁰ débouchent sur une crise qui amène le gouvernement de Madrid à pratiquer la censure des journaux et de toutes les affaires « délicates », comme peut l'être celle d'une saisie d'armes. Il est donc peu probable qu'il y ait d'autres documents disponibles concernant l'affaire, postérieurs à 1916. Le seul élément que nous pouvons citer est une

⁴²⁵ Lettre n°13, consul de France à Gênes au ministère des Affaires étrangères à Paris, 20/1/1916, doc. cité, et *pro memoria* du ministère royal des Affaires étrangères à l'ambassade de la République française à Rome, 24/2/1916, doc. cité.

⁴²⁶ Par exemple, le commis de la maison qui fait sa déclaration à la douane connaît-il le vrai contenu des caisses ?

⁴²⁷ Ministère d'État à l'ambassadeur de France à Madrid, 28/3/1916, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

⁴²⁸ Lettre n°423, ambassadeur de France à Madrid au ministère des Affaires étrangères, 22/5/1916, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

⁴²⁹ Ministère d'État à l'ambassadeur de France à Madrid, 28/3/1916, doc. cité.

⁴³⁰ En particulier : la constitution des Conseils de défense militaire qui, le 1^{er} mai, réclament la convocation, refusée, des Cortès ; une vague de grèves à Valence et Bilbao, violemment réprimées par l'armée ; la formation d'un gouvernement d'unité nationale guidé par Manuel García Prieto le 3 novembre (Guy Hermet, *Storia della Spagna del Novecento*, Bologna, Società Editrice Il Mulino, 1999, p. 69-70 et 283).

lettre du consul honoraire de France à Titwān. Le 11 août 1917, Lucciardi écrit que le lieutenant Miguel Martínez, commandant de la Garde civile à Titwān, est appelé à témoigner dans la ville andalouse pour « *une affaire de contrebande d'armes que cet officier découvrit à Malaga il y a environ deux ans. Le procès commencera le 23 août. Bien que les accusés soient espagnols ou marocains, je crois savoir que le consul d'Allemagne à Malaga et d'autres Allemands seront mis en cause (...)* »⁴³¹. Malgré la forte analogie des données, nous ne pouvons pas affirmer qu'il s'agit de la saisie du 12 janvier 1916. Nous pouvons seulement suivre l'itinéraire des carabines et des munitions emportées par le *Pedro Pi* qui deviennent objet d'un véritable marchandage entre les gouvernements de Paris et de Madrid.

En mai 1916, le ministère de la Guerre avait déjà prié le Quai d'Orsay d'entamer des pourparlers afin de rentrer en possession de ces armes⁴³². La question se précise pendant l'été lorsque l'attaché militaire de l'ambassade de France à Madrid, le colonel Tillion, exprime la crainte que la restitution des carabines n'ait lieu que dans le cadre d'un échange. En effet, les Espagnols réclament les plans de l'obusier de 15 cm fabriqué par la maison Schneider qui, avant la guerre, avait passé un projet de contrat avec l'exécutif de Madrid au sujet d'une commande d'un certain nombre de batteries. Le projet n'ayant pas été ratifié par les Cortès, l'acquisition des obusiers avait été renvoyée.

Devant la requête espagnole, Schneider se déclare prêt à livrer les plans de l'obusier après la signature du contrat projeté, dont l'exécution devrait être reportée à la fin du conflit. Cependant, le général Santiago, chef de la Direction de l'artillerie espagnole, refuse l'échéance et préconise la production immédiate des obusiers en Espagne, sur la base des plans français⁴³³. De ce fait, toute autre négociation échoue. Pour que la querelle soit résolue, il faudra attendre 1919 quand le chargé d'affaires de France en Espagne avisera le ministère des Affaires étrangères que certaines carabines et une partie des cartouches, entreposées par les Espagnols à Gibralfaro, sont désormais abîmées. Il signalera que pour récupérer celles qui sont encore en bon état il a besoin d'instructions

⁴³¹ Lettre n°262, consul honoraire de France à Titwān au résident général à Rabāt, 11/8/1917, CADN, ARGM, CD, c. 618.

⁴³² Lettre du ministre de la Guerre au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/5/1916, doc. cité.

⁴³³ Lettre n°503, ambassadeur de France à Madrid au ministre des Affaires étrangères à Paris, 6/7/1916 ; président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, Paris, 19/8/1916 ; note de l'attaché militaire de l'ambassade de France à Madrid à M. l'Ambassadeur, 22/8/1916 ; lettre n°576, ambassadeur de France à Madrid au ministre des Affaires étrangères, 22/8/1916, dans laquelle Geoffray soutient que refusant de donner les plans de l'obus, le gouvernement français risque de perdre à la fois les armes saisies à Malaga et la commande d'obus. Tous les documents ici visés sont gardés au CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

de la part du gouvernement⁴³⁴. Après un échange de lettres entre ministres, ces consignes seront envoyées par le ministère de la Guerre au consul de France à Malaga. Puisque les frais d'emballage et de transport seront à la charge dudit ministère, Santi sera prié d'employer le moyen d'envoi le plus commode et le moins onéreux pour l'État : « *Elles pourraient être emballées sommairement, ou expédiées en vrac, en prenant les précautions utiles pour éviter leur détérioration en cours de route. Je vous serai obligé de (...) me faire savoir le plus tôt possible le point d'entrée en France de ces armes afin de me permettre de donner en temps voulu les instructions nécessaires pour leur réception par un établissement d'artillerie (...)* »⁴³⁵.

⁴³⁴ Quatre carabines 1892 et 1 120 cartouches seraient hors d'usage, lettre du chargé d'affaires de France en Espagne à Son Excellence M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, 25/10/1919, doc. cité. A remarquer que d'après certains bruits, un employé du consulat d'Allemagne à Malaga aurait cherché à acheter, en 1917, environ 300 de ces armes pour les faire diriger, par bateaux de pêche, sur la côte rifaine, lettre n°134, consul de France à Malaga à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, 18/6/1917, CADN, AAFE-M., série B *Guerre 1914-1918*, c. 511.

⁴³⁵ Lettre n°82955 E/G, ministère de la Guerre au consul de France à Malaga, Paris, 28/11/1919, MAE, nouvelle série (NS), état numérique des fonds de la « Correspondance Politique et Commerce » ; sous-série M MAROC 1917-1940, vol.1214.

II. 6 - L'affaire F. & C.

Au-delà des ravitaillements massifs comme celui de Malaga, les populations qui se battent contre les Français reçoivent des armes et des munitions par petites quantités. Elles ne leur permettent pas de mener des actions d'envergure et de longue haleine contre les troupes coloniales, mais leur permettent de conduire des attaques et même de remporter des succès qui lèsent le prestige du protectorat et du makhzan francisé, ralentissant ainsi la « pacification ».

Les fournisseurs d'armes ne sont pas seulement des individus dévoués à l'« ennemi » mais se trouvent également dans la communauté européenne dont les intérêts sont garantis par le régime de protectorat. En effet, il faut rappeler la dimension prioritairement économique et commerciale du trafic d'armes. Si les volets politiques sont quasiment le premier mobile de l'acheteur d'armes, il y a tout un réseau d'intermédiaires qui ne voient que l'aspect négoce de la question. Bien qu'il soit forcément associé à un côté politique, le but du trafiquant n'est que l'enrichissement, comme pour tout autre marché. Evidemment, cet aspect est plus prégnant chez les individus mais il touche également les États et leurs gouvernements. La vente de cartouches aux Marocains par les soldats espagnols, qui savent bien pouvoir succomber sous les coups des munitions que, le jour précédent, ils avaient entre leurs mains, est significative. Dans son « Rapport sur la contrebande des armes au Maroc », un officier français souligne, involontairement cet aspect et laisse entrevoir les enjeux qui « chatouillent » des sujets plus importants que le simple soldat⁴³⁶.

De passage à Melilla peu avant le début de la guerre, il assiste à la remise de pots-de-vin par un commerçant wahrānī, de nationalité espagnole, à quatre officiers du préside, pour des fournitures diverses à la garnison militaire. Il découvre que les cartouches sont revendues aux Marocains par les mêmes soldats espagnols censés « pacifier » la zone sous l'autorité du haut-commissariat de Titwān. A leur tour, les Marocains habitant les environs de Melilla les revendent à l'intérieur aux tribus établies plus au sud qui s'opposent aux troupes franco-makhzaniennes. Les munitions viennent, pour la plupart, d'Espagne et de France. Elles sont ensuite chargées sur des balancelles espagnoles qui, à leur tour, les font passer à bord de cargos français qui touchent Melilla et d'autres ports de la côte nord-africaine. La bienveillance des douanes, algériennes et espagnoles, serait acquise moyennant de l'argent. L'officier français ajoute : « *Les acheteurs sont de gros caïds, de gros commerçants* » et il cite divers noms : *El Glaoui, El Mokri, Tazi, des*

⁴³⁶ On ne connaît pas l'identité de l'officier. Une note en marge du document, classé 2D, relate : « *Remis le 11 septembre 1915 par le [incompréhensible] de l'E.M. La personne qui a fait ces déclarations à l'E.M. désire, pour le moment, conserver l'anonymat* », CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

commerçants, même oranais (...). Ces gens avaient des capitaux suffisants pour créer une grosse association. Une cartouche représentait un assez beau bénéfice pour valoir la peine d'être vendue et en cherchant bien on découvrirait facilement à l'origine des certaines grosses fortunes oranaises, la contrebande de guerre (...) »⁴³⁷.

Le rappel du milieu wahrānī nous rapproche de l'affaire F. & C. dont l'un des protagonistes principaux, Alphonse Hippolyte Fouroux, habite Marnia. Ancien officier de la Marine⁴³⁸ et ex-maire de Toulon de 1888 à 1890, révoqué et emprisonné pour avoir fait avorter sa maîtresse⁴³⁹, il est en Algérie depuis plusieurs années, y ayant « *des alternatives diverses de prospérité et de déboires* »⁴⁴⁰. Au début de mars 1915, il entre en contact avec l'ambassade d'Allemagne à Madrid et dresse un projet de débarquement d'armes dans la zone du Cap de l'Eau qui, initialement, devrait aboutir au début de mai⁴⁴¹. Il est accompagné et assisté, dans ses déplacements entre l'Algérie, le Maroc et l'Espagne, par un Catalan, Galo Castell Fort Serra⁴⁴², appelé dans presque tous les documents Casteltorto, mais également Galo⁴⁴³ ou Masse⁴⁴⁴. Fouroux était entré en relations avec les Allemands grâce à Casteltorto, que Lyautey définit comme « *un agent de la propagande allemande au Maroc (...) également à notre service* »⁴⁴⁵, car il a servi d'intermédiaire entre l'ambassade allemande à Madrid et l'ancien maire, et qu'il est « *venu s'offrir comme indicateur à l'ambassade [de France] à Madrid (...)* »⁴⁴⁶. D'après les informations relatées par le capitaine Huot, Fouroux et Casteltorto devraient chercher à aborder les chefs des populations « insoumises » du Maroc oriental. Cette tâche devrait

⁴³⁷ « Rapport sur la contrebande d'armes au Maroc », classé 2D, « Remis le 11 septembre 1915 (...) », doc. cité.

⁴³⁸ Lettre n°598, haut-commissaire du gouvernement à Ūjda au ministère des Affaires étrangères à Paris, 12/4/1915, MAE, nouvelle série (NS), première partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179.

⁴³⁹ Lettre n°6365, gouverneur général de l'Algérie au ministre des Affaires étrangères, Alger, 19/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584. Pour plus d'informations sur cette affaire, voir Albert Bataille *Causes criminelles et mondaines de 1891*, Paris, E. Dentu Éditeur, 1893, p. 10-70.

⁴⁴⁰ *Note sur l'action allemande au Maroc de février à avril 1915*, doc. cité.

⁴⁴¹ *Ibidem*.

⁴⁴² Lettre de G. Castell Fort Serra au ministre de France à Tanger, Tanger 21/7/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁴³ Lettre de M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 30/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁴⁴ Tél. n°554-DR2 Secret, commissaire résident général au commandant général du Nord à Miknās et au capitaine Huot à Ūjda, Rabāt, 31/5/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁴⁵ *Ibidem*.

⁴⁴⁶ Lettre n°153 G, commissaire résident général au ministre des Affaires étrangères à Paris, Fās, 24/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

revenir tout particulièrement au Catalan⁴⁴⁷. Les deux hommes quittent donc Wahrān le 12 mars pour se rendre à Ūjda. Le lendemain, ils voyagent en automobile jusqu'à Garsif. De là, Fouroux, seul, arrive à cheval jusqu'au point « *situé entre Merada et Nekhila [pour] parler à un caïd des Beni bou Yahi nommé Hachdj-Amar-Bel-Kamduchi* »⁴⁴⁸. Il devrait s'entendre avec ce dernier sur la destination à donner aux armes, une fois celles-ci débarquées⁴⁴⁹.

La recherche d'interlocuteurs crédibles pour les Allemands se confirme. Elle permet de formuler l'hypothèse suivant laquelle le retard dans l'envoi d'armes au Maroc, par rapport aux rumeurs en circulation, trouve sa cause principale dans l'organisation sur le terrain, qui n'est pas encore réalisée. En fait, alors que le qa'id rentre renseigner sa tribu, Fouroux retourne à Ūjda d'où il repart pour Melilla. Là, il s'installe à l'hôtel Marina se faisant passer pour un ingénieur des Mines. Il se fait adresser sa correspondance au Café Alhambra, dans le centre-ville, sous son vrai nom. Après quelque temps, il regagne Marnia où nous le retrouvons à la fin du mois. Pour la livraison du matériel de guerre, il soutient pouvoir compter sur un petit port algérien, très proche du Maroc⁴⁵⁰. Il est difficile de ne pas penser à Port-Say, qui est le seul point d'accrochage possible immédiatement après la frontière algéro-marocaine, dans la zone du Cap de l'Eau, et qui est indiqué également par Casteltorto⁴⁵¹. Là, il envisage de réussir son entreprise avec la complicité d'un officier des spahis⁴⁵², probablement le capitaine De Saraitris⁴⁵³, et un douanier chef de service, brigadier dans le port en question et chargé d'éloigner les autres agents la nuit du débarquement⁴⁵⁴.

Le 29 mars, Casteltorto est à Madrid, où l'ambassade d'Allemagne doit lui communiquer le nom du port espagnol qui abrite les armes, le nombre de caisses ainsi que le nom du bateau transporteur. Il doit ensuite transmettre ces renseignements à Fouroux qu'il rejoindra à Melilla. Dans le préside, un

⁴⁴⁷ Tél. « très confidentiel » du capitaine Huot, par l'intermédiaire du ministre de France à Tanger, au haut-commissaire et commandant des TME à Ūjda, Tanger, 25/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁴⁸ Lettre de M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 30/3/1915, doc. cité.

⁴⁴⁹ Tél. « très confidentiel » du capitaine Huot, par l'intermédiaire du ministre de France à Tanger, au haut-commissaire et commandant des TME à Ūjda, Tanger, 25/3/1915, doc. cité.

⁴⁵⁰ Tél. de l'ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 16/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁵¹ Lettre de M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 30/3/1915, doc. cité.

⁴⁵² Tél. « très confidentiel » du capitaine Huot, par l'intermédiaire du ministre de France à Tanger, au haut-commissaire et commandant des TME à Ūjda, Tanger, 25/3/1915, doc. cité.

⁴⁵³ Tél. de l'ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 6/3/1915, 12 h 45, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁵⁴ Tél. de l'ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 16/3/1915, doc. cité.

Marocain leur confirmera le point du débarquement. Le plan prévoit que, à ce moment-là, Casteltorto ira prévenir le capitaine du bateau dans le port espagnol. Sa barque apportera, la nuit suivante, les fusils et les munitions dissimulés dans des caisses contenant apparemment du tabac et des marchandises diverses. Sur la côte marocaine, un convoi de chameaux devrait attendre les armes pour les acheminer à l'intérieur du pays. Le Catalan, qui relate le plan à Geoffray, aurait demandé « à F. pourquoi il travaillait ainsi contre son pays, ce dernier aurait répondu qu'il avait besoin d'argent et que rien ne comptait dès lors pour lui »⁴⁵⁵.

Le port où sont concentrées les armes est indubitablement Malaga, puisque c'est pour la ville andalouse que Casteltorto part le soir du 31 mars. Sa rencontre avec l'agent de liaison allemand, une femme, est prévue⁴⁵⁶ à l'hôtel Inglaterra. Celle-ci, qui devrait le présenter au capitaine du bateau chargé d'embarquer les armes, serait aussi chargée de lui donner des nouvelles instructions. En revanche, les Allemands refuseraient de lui faire une avance d'argent, prétextant qu'ils avaient été souvent trompés. Cependant, ils lui auraient promis un prix de 1 500 F à la réussite de l'affaire qui porterait sur 3 000 fusils et 200 000 cartouches. Ces chiffres évoquent ceux des armes qui seront saisies, dans la même ville andalouse, le 12 janvier 1916. Le gouvernement impérial aurait également prévu une fourniture plus importante, se réservant de la traiter seulement avec le Catalan, à l'aide de deux ou trois officiers. Les Allemands se méfieraient de Fouroux qui, français, pourrait faire double jeu⁴⁵⁷ !

Le projet, dont le Casteltorto raconte les détails à Geoffray, met en état d'alerte toutes les autorités qui peuvent être concernées par l'affaire. Ainsi, le haut-commissaire d'Ūjda envoie Deville, commissaire de police à Ūjda, en mission spéciale à Marnia, Wahrān et Malaga, sur les traces de l'ex-maire de Toulon. Il demande également des instructions à propos d'une éventuelle arrestation de Fouroux avant qu'il atteigne Melilla pour faire exécuter le débarquement sur un point de la côte en zone espagnole⁴⁵⁸. L'ancien maire se déplace d'Ūjda à Martimprey, gagnant ensuite Birkan, d'où il poursuit avec des accompagnateurs vers Melilla. A Birkan, deux agents de la Sûreté, un Marocain

⁴⁵⁵ Lettre de M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 30/3/1915, doc. cité.

⁴⁵⁶ « Afin d'être sûr de leur identité réciproque, cette femme devra dire à C. le numéro (996) du passeport français qui a été délivré à Oran et dont l'ambassade d'Allemagne a pris le numéro. De plus, elle possédera la photographie de C. que ce dernier va donner à ce propos à l'ambassade d'Allemagne », lettre de M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à l'Agence de France à Tanger, pour le capitaine Huot, 31/3/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁵⁷ *Ibidem*.

⁴⁵⁸ Tél. du haut-commissaire d'Ūjda au ministre de France à Tanger, 2/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

et un Français, se faisant passer pour des commerçants qui doivent rejoindre le préside espagnol, sont invités par Fouroux à monter dans la même automobile. Si Deville reste à Ūjda, le brigadier de la Sûreté de Wahrān, Ferrer, se rend par voie de mer à Melilla⁴⁵⁹. Ici, Fouroux télégraphie aux Postes de Marnia pour se faire adresser son courrier à l'hôtel Marina⁴⁶⁰, et le 9 avril reçoit un télégramme qui fait envisager un prochain passage du Français à Malaga afin d'y rencontrer Casteltorto⁴⁶¹. Mais dans la ville andalouse, c'est l'un des accompagnateurs de Fouroux qui contacte le Catalan. Il l'emmène vers l'intérieur, à un kilomètre environ de la Mulūya, en zone espagnole, où des pourparlers ont lieu avec le qa'id des Banī Bū Yahī. Le qa'id aurait expliqué à Casteltorto « *qu'à partir du 13, chaque nuit les Maures enrôlés pour les opérations se trouveront à cet endroit et que le bateau qui doit apporter la cargaison devra mettre au haut de son mât d'avant comme signe distinct IF et un feu rouge* »⁴⁶². Ces informations sont communiquées également au consul d'Allemagne à Malaga ainsi qu'à un autre Allemand, probablement l'un des frères Mannesmann, qui part pour Madrid avec son secrétaire et l'Espagnol Lorenzano⁴⁶³. Il semble donc que le débarquement ait lieu sur le littoral qui échappe à la juridiction du protectorat français ou du gouvernement général de l'Algérie. Pour cette raison, le brigadier Ferrer, qui se trouve à Malaga, suggère d'envoyer à Port-Say un Espagnol francophile, José Gonzáles, dit Roqueterro, marchand de poissons à Ūjda, pour surveiller la côte⁴⁶⁴.

Le deuxième voyage de Fouroux et les relations moins serrées qu'il a, à partir de la fin de mars, avec Casteltorto, marquent probablement un premier tournant dans l'affaire. L'ancien maire de Toulon chercherait à traiter indépendamment du soutien de l'Allemagne des fournitures d'armes pour son propre compte. D'ailleurs Santi, qui écoute le dernier récit de Casteltorto, paraît lui-même s'apercevoir de ce dessein⁴⁶⁵. Deux indices plus importants nous conduisent à formuler cette supposition. Dans sa déposition du 13 avril faite au consul de France à Ūjda, l'un des accompagnateurs de Fouroux à Melilla, Bin

⁴⁵⁹ Télégrammes du haut-commissaire d'Ūjda au ministre de France à Tanger, 3/4/1915 et 4/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁶⁰ Tél. n°65, haut-commissaire d'Ūjda au ministre de France à Tanger, 8/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁶¹ Tél. du ministre de France à Tanger au consul de France à Malaga, 9/4/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁶² Tél. du consul de France à Malaga à l'Agence de France à Tanger, 11/4/1915, relaté dans tél. n°92 D, Agence de France à Tanger au résident général, 12/4/1915, 17h50, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁶³ *Ibidem*. Lorenzano avait été suspecté d'être mêlé à la saisie des armes sur le *Pedro Pi*. Le fait qu'en avril 1915 il soit en contact avec les Mannesmann renforce ces soupçons, mais à défaut d'autres indications, il n'est pas possible de les confirmer.

⁴⁶⁴ *Ibidem*.

⁴⁶⁵ *Ibidem*.

Aïssa wuld Kaddūr, algérien, originaire de la commune de Nadruma, intermédiaire de commerce pour les étrangers, parle des relations que le Français a nouées pendant son séjour dans le préside espagnol. Il affirme avoir rencontré Fouroux trois semaines auparavant. Celui-ci lui avait proposé de le suivre dans un voyage d'affaires : « *Ce jour-là [Fouroux] (...) me dit qu'au besoin il pouvait vendre des armes et des cartouches, que c'était une bonne affaire, et que si cela réussissait c'était pour lui comme pour moi une grande situation assurée* »⁴⁶⁶. Quelques jours plus tard, Fouroux l'avait informé qu'ils seraient partis ensemble le lendemain et qu'il l'aurait payé 5 F par jour. Accompagnés par un nommé Bin Amara et un Européen⁴⁶⁷, ils gagnent finalement Melilla et ils y restent sept jours. Le lendemain de leur arrivée, pendant que dans un café maure Bin Amara et Fouroux conversent de marchés divers, trois Rifains entrent dans la salle : « *Ces indigènes sont très connus à Melilla : ils s'occupent d'affaires de mines et recherchent les Européens qui arrivent pour leur proposer ces affaires. Ils se nomment l'un Si Mohammed qui est jeune et instruit, l'autre Kaddour est grand, âgé de 40 ans environ et illettré, le troisième dont j'ignore le nom a 25 ans et ne parle pas tandis que les deux autres font la conversation avec les personnes qui peuvent les intéresser* »⁴⁶⁸. Les trois Rifains, en l'absence de Bin Aïssa wuld Kaddūr, proposent à Fouroux des affaires de mines. Mais le Français change de discours et leur demande combien ils payent les cartouches. Devant leur réponse – 6 F la douzaine, rarement 5 F –, Fouroux garantit pouvoir leur en procurer « *tant qu'ils en voudront* » à 2,50 F la douzaine⁴⁶⁹. Bin Aïssa wuld Kaddūr continue : « *Dans la soirée étant avec ben Amara, j'ai rencontré les trois Riffains, nous avons causé de leur pays. Pour aller à Tamsaman, il faut prendre le vapeur de Melilla à Alhucemas et de là une barque qui prend quatre heures pour vous mener à destination. Il faut pour les Européens qui se risquent à y aller s'habiller en Arabe et voyager la nuit. Beaucoup de déserteurs qui s'y sont rendus sont prisonniers des Riffains. Le chef qui achète les munitions est le fils de l'ancien chef Si Mohammed Meziane, tué récemment par les Espagnols. Le fils tient la campagne avec son oncle, frère du défunt. Les Riffains payent les marchandises au débarquement* »⁴⁷⁰. A la suite d'entrevues suivantes, Fouroux s'accorde avec les Rifains afin que Bin Aïssa wuld Kaddūr se rende dans la région de Tamsaman. Puis, il décide de partir à l'improviste, le jour même de l'entretien,

⁴⁶⁶ « Déposition faite par l'indigène Ben Aïssa Ould Kaddour », envoyée par Varnier, haut-commissaire du gouvernement français à Ūjda, vraisemblablement à la Résidence générale, 15/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁶⁷ Dont l'identité demeure inconnue. On pourrait penser à Casteltorto si, dans les mêmes jours, celui-ci n'était pas en Espagne.

⁴⁶⁸ « Déposition faite par l'indigène Ben Aïssa Ould Kaddour », doc. cité.

⁴⁶⁹ *Ibidem*.

⁴⁷⁰ *Ibidem*.

pour Cap de l'Eau et Birkan. Il est de nouveau accompagné par Bin Amara et par l'Européen qui les suivait. De Cap de l'Eau, il rentre à Marnia et explique à Bin Aïssa wuld Kaddūr qu'ils retourneraient au Cap de nuit, pour voyager tranquillement sans être aperçus⁴⁷¹. Un nouveau rendez-vous est établi avec Fouroux pour le 17 avril⁴⁷².

Le deuxième élément qui joue en faveur de l'hypothèse mentionnée est la découverte, par le Haut-Commissariat d'Ūjda, des relations avec un nommé Alfred Courmes, de Paris. Fouroux lui aurait proposé de participer « à une affaire rapportant gros et colossale »⁴⁷³. L'enquête à laquelle se livre le ministère de l'Intérieur révèle que Courmes, disposant d'une fortune importante, s'occupe d'affaires financières. Malgré les renseignements favorables que la police recueille sur lui⁴⁷⁴, Courmes manifeste son intérêt pour l'offre de Fouroux, qu'il délègue pour développer les réseaux nécessaires qui permettront de mener l'affaire en bon terme⁴⁷⁵. Le ministère de l'Intérieur

⁴⁷¹ *Ibidem*.

⁴⁷² Il faut souligner que Bin Aïssa wuld Kaddūr est deux fois « victime » de la surveillance française. La première comporte une véritable mise en scène organisée par la police espagnole en complicité avec... Bin Amara, qui est en réalité un ancien agent des Services de renseignements de la commune mixte de Nadruma, acheteur pour les Services de l'administration militaire du Maroc oriental et tenancier du bain maure Habous, à Ūjda. Ainsi, après la rencontre avec les trois Rifains, Bin Amara et Bin Aïssa wuld Kaddūr sont arrêtés par la police et emmenés au Bureau arabe des affaires indigènes. Ici, un capitaine espagnol accuse l'Algérien « d'avoir tenu dans les cafés maures des propos subversifs et injurieux pour la France », et le somme de ne plus le faire, à défaut de quoi il procédera à son arrestation. Voici la réaction de Bin Aïssa wuld Kaddūr : « En sortant, j'étais complètement bouleversé par cette affaire : je n'ai jamais été en justice et je n'ai jamais été condamné. J'ai demandé à Ben Amara ce qu'il en pensait : Si tu n'as rien fait et si tu restes à côté des autorités françaises dans toutes les affaires que tu entreprends, tu n'as rien à craindre et tu as tout à gagner. Nous sommes allés alors au marabout de Sidi Ouriech, qui est le marabout le plus réputé de Melilla, j'y ai prêté serment de rester du côté des autorités françaises pendant que Ben Amara jurait que je n'avais rien à craindre en faisant ainsi. Voilà pourquoi, dès notre retour à Berkane, j'ai parlé aux personnes que vous aviez envoyées et pourquoi je parle avec vous ce soir ». La seconde est justement celle du jour de la déposition, quand les autorités du Haut-Commissariat d'Ūjda décident de continuer à se servir de lui : « Il y aurait lieu de ne point surveiller ni inquiéter Ben Aïssa Ould Kaddour jusqu'à nouvel ordre, ses agissements peuvent être contrôlés de façon discrète. Il faut que F. [ait] l'impression que son compagnon indigène lui reste acquis, il faut aussi que ce compagnon indigène puisse agir et venir nous rendre compte à Oudjda où il peut venir très facilement sous des prétextes plausibles qu'il donnera à F., de la sorte le Haut-Commissariat pourra se rendre compte de la véracité des dires de Ben Aïssa et informer de suite les différentes autorités qui poursuivent cette affaire », « Déposition faite par l'indigène Ben Aïssa Ould Kaddour », doc. cité.

⁴⁷³ Lettre n°598, haut-commissaire du gouvernement à Ūjda au ministère des Affaires étrangères, 12/4/1915, doc. cité.

⁴⁷⁴ Lettre n°17379, ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 30/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁷⁵ Lettre n°37, haut-commissaire d'Ūjda au délégué résidence générale, 12/4/1915, relatée dans tél. n°15 D « Priorité-Très urgent », délégué Résidence générale au résident général à Fās, Rabāt,

effectue d'autres recherches qui ne consentent pas de comprendre exactement la nature du négoce. Fouroux cherche apparemment à faire entrer Courmes dans un projet d'exploitation de mines, puisqu'il lui envoie de nombreux échantillons de minerai⁴⁷⁶. Cela n'exclut nullement que, à côté de ces projets, Courmes puisse être associé à un possible trafic d'armes. D'autant que dans sa réponse, il demande à Fouroux de le mettre au courant « par mots couverts », qu'il comprendra, ce qui suggère une entreprise illicite. Jadis dans l'histoire du Maroc, les rêves d'exploitation des mines du Rif, véritable Eldorado marocain, avaient été associés aux marchés de fusils et munitions, beaucoup plus réels⁴⁷⁷. D'ailleurs, indépendamment des indications de l'ambassade allemande à Madrid, l'ancien maire de Toulon poursuit son « pèlerinage » à Wahrān, Marnia, Tilimsān et Ūjda pendant le mois d'avril. Il est vraisemblablement en quête d'« affaires »⁴⁷⁸.

Les milieux allemands semblent de plus en plus exclure Fouroux et compter seulement sur Casteltorto pour mener à bien leur expédition d'armes. Le 13 avril, le consul allemand à Malaga dit au Catalan, ne plus avoir besoin de lui jusqu'au début de mai. A ce moment-là, Casteltorto devra se rendre à Barcelone, et non plus évidemment à Malaga⁴⁷⁹, pour suivre personnellement la cargaison qui sera transportée au Maroc par voilier. Le 10 mai, Casteltorto est à Tanger où, après quelques jours d'attente, il rencontre le capitaine Huot de retour de Rabāt. L'officier français le renvoie à Malaga avec la consigne de reprendre contact avec les Allemands et avec Fouroux, dont il n'a plus de nouvelles depuis quelques semaines. Il devra également continuer à le renseigner au sujet d'éventuelles expéditions qui auraient lieu soit de Barcelone,

22/4/1915 19 h 15, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁷⁶ Lettre n°24337, ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 18/6/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁷⁷ Cela notamment pendant la lutte de Bū Hmara contre les sultans légitimes, entre 1902 et 1909. A cette époque-là, la possibilité d'exploiter les mines du Rif, sans en rendre compte au Makhzan, avait attiré l'attention des milieux d'affaires de Melilla et de Wahrān. Voir à ce sujet Maria Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, op. cit., p. 43-58.

⁴⁷⁸ Télégrammes n°76 et n°79, Haut-Commissariat d'Ūjda au ministre de France à Tanger, 19/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁷⁹ Cette supposition est avancée également par le commandant du *Cosmao*, mouillé à Tanger, qui affirme : « D'après informations que Service des renseignements Gibraltar croit sérieuse aucune expédition armes n'aurait lieu de Malaga ces derniers temps et ne serait à prévoir actuellement. Le port de Malaga est petit et facile à surveiller, par ailleurs agents allemands y auraient commis dit-on des indiscrétions. Le nouveau point de départ serait Barcelone. Henri Mannesmann ne retournerait pas à Malaga avant 10 mai », tél. n°96, *Cosmao* au résident général, 17/4/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

soit de la ville andalouse⁴⁸⁰. Une fois à Malaga, Casteltorto communique « la nouveauté » : le débarquement prévu pour la mi-mai est renvoyé. Les Allemands craignent pour la réussite de l'opération en raison de l'endroit indiqué pour le déchargement des armes, trop voisin à la zone française. De plus, la période établie coïncide avec le voyage des infants d'Espagne dans la zone dépendant du Haut-Commissariat de Titwān. Cela fait penser à une surveillance espagnole beaucoup plus stricte, dangereuse pour les plans allemands. Les Marocains devraient être dédommagés du retard par une fourniture plus abondante qui leur parviendra dans un second temps⁴⁸¹.

Le consul d'Allemagne à Malaga invite le Catalan à rencontrer Fouroux, via Carthagène-Wahrān, pour s'entendre avec les destinataires des armes. Les deux hommes devront indiquer aux Marocains le point du débarquement, situé à l'endroit où se trouve l'épave du *General Concha*, aux alentours d'Alhucemas. A partir du 10 juin, les Marocains devront allumer, chaque nuit, des feux sur les sommets de la côte, véritables petits phares destinés à guider l'embarcation transportant le chargement d'armes. Casteltorto devra quitter l'Algérie le 31 mai par le vapeur partant de Wahrān. Le lendemain, il rencontrera, à la gare de Carthagène, un Allemand connu à l'ambassade à Madrid. Ils prendront ensemble le premier train pour Barcelone, où le Catalan sera emmené au caveau où sont stockées les armes. Il recevra alors 5 000 Ptas et s'embarquera sur le bateau qui transportera la cargaison au Maroc. Le départ du navire est prévu pour le 2 ou le 3 juin. Santi donne 375 Ptas à C. et suggère de le faire suivre par un agent de Barcelone, qui aura la charge de prendre le signalement du « bateau contrebandier » afin que des croiseurs français puissent l'arrêter au large⁴⁸².

Dix jours plus tard, le 26 mai, Casteltorto est chez le ministre de France à Tanger, Couget. Il affirme ne pas avoir pu atteindre Wahrān, ni donc Fouroux, car il n'avait pas les papiers que les autorités espagnoles lui avaient demandés à Carthagène. Il avait alors décidé, soutenu par son accompagnateur allemand, de prendre le train pour Algésiras. Là, il se serait embarqué pour Tanger sans aucune difficulté. Après avoir attendu plusieurs jours une réponse de Fouroux, à qui il déclare avoir télégraphié dès son arrivée à Tanger, le Catalan avait décidé de rejoindre l'Agence de France pour l'informer de sa décision de gagner Ūjda et Taza par voie de terre. Une fois atteint les Ghyata, véritables destinataires du chargement d'armes, il compterait s'accorder directement avec eux. Le silence

⁴⁸⁰ Lettre du capitaine Huot au consul de France à Malaga, Tanger, 11/5/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁸¹ Tél. du consul de France à Malaga au ministre de France à Tanger, 14/5/1915, relaté dans tél. n°58, ministre de France à Tanger à la division de Wahrān. Pour le capitaine Huot, 15/5/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁸² *Ibidem*.

du Fouroux lui fait supposer, affirme-t-il, que l'ancien maire s'est retiré de l'affaire à cause de quelque soupçon.

Couget fait remarquer à Casteltorto qu'en raison de l'état de rébellion des populations de la zone espagnole, on ne peut atteindre Ūjda et Taza que par voie maritime. Il engage donc le Catalan à prendre le premier bateau pour Melilla ou Wahrān⁴⁸³. En raison du détour accompli, le départ des armes de Barcelone s'effectuerait avec quelques jours de retard. En effet, les Allemands attendraient C. à Carthagène au plus tard le 8 juin. Le ministre de France à Tanger conclut : « [Casteltorto] tient (...) à ce que si le bateau n'était pas saisi par nous en mer, il trouve au point d'arrivée les Arabes annoncés comme devant l'attendre, de façon que les Allemands ne puissent soupçonner son double jeu et s'en venger (...). [Ceux-ci] lui auraient laissé entrevoir, après cette première affaire, d'autres missions, auprès de tous les chefs de tribu jusqu'à l'Atlas pour leur offrir des armes qui leur seraient envoyées avec des officiers allemands de façon à provoquer la guerre sainte dans le Maroc entier »⁴⁸⁴.

À partir de ce moment, l'attitude de Casteltorto devient de plus en plus suspecte aux yeux des différents interlocuteurs français qu'il contacte. Tout d'abord, ils cherchent à le surveiller le plus étroitement possible, par crainte qu'il ne fasse pas réellement parvenir les armes aux tribus « insoumises ». Ensuite, après s'être assurés qu'il est devenu « inoffensif », ils le lâchent. Trois jours après la visite du Catalan, Couget n'hésite pas à affirmer qu'il juge la façon dont Casteltorto se comporte comme n'étant pas très sincère⁴⁸⁵. Lyautey, qui est bien plus sceptique, souligne les dangers du voyage de C. à cause des difficultés de surveillance. Il préférerait que l'on dissuade le Catalan de son « périple »⁴⁸⁶. Mais le ministre de France à Tanger avoue son impuissance à convaincre Casteltorto, qui est sujet espagnol, à renoncer à ses projets qui ne prennent nullement en compte la suggestion de rejoindre Melilla ou Wahrān par voie de mer. Casteltorto devrait désormais atteindre Taza par un itinéraire terrestre comportant la traversée du Maroc français, via al-Kasr al-Kbīr et Fās⁴⁸⁷. Cela inquiète encore plus le résident général : « Dès la réception [de la

⁴⁸³ Tél. chiffré du ministre de France à Tanger au colonel commandant TME et haut-commissaire à Ūjda, 26/5/1915, 22 h 55, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁸⁴ *Ibidem*.

⁴⁸⁵ Tél. du ministre de France à Tanger au colonel commandant les TME et haut-commissaire à Ūjda, 29/5/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁸⁶ Tél. n°550 DR2, commissaire résident général au haut-commissaire à Ūjda, Rabāt 30/5/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁸⁷ Lettre n°21, ministre de France à Tanger au colonel commandant TME et haut-commissaire à Ūjda, 31/5/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

nouvelle des déplacements envisagés par Casteltorto] j'avais fait connaître à l'agence que ce projet de voyage présentait à nos yeux les plus graves inconvénients, qu'il serait bien difficile de surveiller C. dans cette zone, de l'empêcher de correspondre avec des indigènes et surtout de rapporter verbalement aux Allemands à son retour, des renseignements et des indications constituant des faits d'espionnage proprement dits, car il ne faut pas oublier que C. joue double jeu et qu'on ne sait pas lequel il trompe le plus (...). La conduite à tenir vis-à-vis de C. est assez difficile à préciser et surtout à observer dans la pratique. D'une part, nous avons intérêt à nous assurer pour quelque temps encore du moins, les services de C. et, d'autre part, il faut le mettre dans l'impossibilité de nuire (...). J'estime donc que le mieux serait de chercher à entrer le plus vite possible en relations avec l'agent C. lorsqu'il aura pénétré dans notre zone de lui faire connaître que nous ne pouvons le laisser exécuter jusqu'au bout la mission que les Allemands lui ont confiée, et que le mieux est qu'il se rende directement à Oudjda par Taza avec un de nos convois, sans l'autoriser à entrer en relations avec des indigènes (...) »⁴⁸⁸. Les doutes s'accroissent quand le capitaine Huot affirme qu'il n'y a aucune trace, au bureau des postes de Marnia, du télégramme que le Catalan aurait expédié à Fouroux⁴⁸⁹. D'ailleurs celui-ci serait dans une situation assez précaire à Marnia et aurait renoncé à son négoce d'armes⁴⁹⁰. Casteltorto serait donc tout seul à traiter avec les Allemands, et l'officier français croit qu'il n'a pas dévoilé entièrement le but de sa nouvelle mission au Maroc⁴⁹¹.

Accompagné par sa femme, le Catalan quitte Tanger le 1^{er} juin. A Arbawa, il se trouve mêlé à une affaire de vol et de vente de chevaux. Sa culpabilité n'étant pas nettement établie, Huot et Lyautey décident, dans un premier temps, de lui faire continuer son voyage⁴⁹², et quelques jours plus tard, ils jugent plus prudent de l'arrêter avant qu'il ne gagne une zone où la surveillance serait plus difficile à effectuer. En conséquence, ils convoquent « l'agent C » à Rabât, où il est soumis à un interrogatoire de Lyautey, pendant lequel il repète qu'il a envoyé son télégramme à Fouroux. Mais les réponses du Catalan semblent vagues,

⁴⁸⁸ Tél. n°554-DR2 Secret, commissaire résident général au commandant général du Nord à Miknās et au capitaine Huot à Ūjda, Rabât, 31/5/1915, doc. cité.

⁴⁸⁹ L'inexistence du télégramme est confirmée par le colonel commandant le TME qui soutient que les services de sûreté n'ont abouti à la découverte d'aucune correspondance adressée à Fouroux par Casteltorto. Tél. n°388 R, colonel commandant les TME au ministre de France à Tanger, pour le capitaine Huot, Ūjda, 10/6/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁹⁰ Tél. n°355 R, capitaine Huot par l'intermédiaire du colonel commandant TME à Ūjda au résident général à Rabât, Ūjda, 2/6/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁹¹ *Ibidem*.

⁴⁹² Tél. n°597, commissaire résident général au capitaine Huot à Ūjda, sans date ; et n°598, commissaire résident général au capitaine Huot, 8/6/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

faisant monter le doute du résident général qui l'invite à se rendre à Casablanca et, ensuite, à embarquer pour Tanger⁴⁹³. Casteltorto ayant déclaré d'être de nouveau sans ressources, Lyautey lui remet 400 F. Toutefois, le Catalan ne suit pas les consignes reçues à Rabât, et s'arrête à Casablanca. Ici, l'inspecteur Guidicelli, chargé de le filer, affirme que l'agent C. se rend, dans l'après-midi du 26 juin, chez le nommé Francisco Sotto, espagnol : « *Ces deux individus paraissent très liés. Au cours de la conversation, la femme de l'agent C. (qui paraît être une femme de mœurs légères ou une ancienne danseuse) a déclaré à l'indicateur avec lequel elle s'entretenait pendant que son mari causait avec Sotto, qu'il n'y avait aucune urgence pour eux de partir le 27 car la personne qui attendait son mari avait été avisée par lui et par télégramme que nous n'arriverions qu'à la fin du mois et ne quitterons que probablement Casablanca le 29, nous ne savons pas si nous devons fixer notre domicile à Tanger-Rio de Oro-Iles Canaries ou revenir à Casablanca, car elle a ajouté que son mari avait un travail spécial et était très fort pour dresser des plans* »⁴⁹⁴.

Nous n'avons aucune donnée pour nous permettre d'éclaircir cet épisode. Il est tout de même possible de souligner que tandis que Casteltorto se déclare démuné d'argent pour gagner Tanger, recevant à ce propos une certaine somme de Lyautey, il demeure dix jours à Casablanca avec sa femme. De plus, il ne s'empresse nullement de partir pour rencontrer le capitaine Huot. Sotto est-il un agent allemand ? Rien ne nous permet de l'affirmer. Suivant les dires sa femme, Casteltorto apparaît avoir acquis une certaine aisance du point de vue économique. Cela nous amène à penser qu'il a dupé à la fois les Allemands et les Français. Il aurait pu, ainsi, arranger ses propres affaires – conversation avec Sotto ? En même temps, il aurait constitué une petite fortune en accumulant les sommes que les autorités des deux pays lui versaient au fur et mesure de ses déplacements. Il est également possible qu'il vise à obtenir un travail fixe dans les services du protectorat, comme la correspondance avec l'Agence de France à Tanger le laisse à penser. Quoi qu'il en soit, le non-respect des consignes de Lyautey provoque la rupture définitive entre l'agent double et les Français.

Le 3 juillet, Santi reçoit de C., encore à Tanger, l'énième requête d'argent. Le Catalan demande 250 F pour emprunter le train de Carthagène à Barcelone et suivre l'embarquement des armes. Le diplomate français lui oppose une fin de non recevoir⁴⁹⁵. Casteltorto se rend alors chez le capitaine Huot qui lui donne

⁴⁹³ Tél. n°630 bis DR2, commissaire résident général au capitaine Huot par l'intermédiaire de l'Agence de France à Tanger, Rabât, 16/6/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁹⁴ Rapport de l'inspecteur Guidicelli au commissaire central à Casablanca, vraisemblablement 28/6/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁴⁹⁵ Tél. chiffré du consul de France à Malaga au capitaine Huot par l'intermédiaire du ministre de France à Tanger, 3/7/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

50 F pour gagner Malaga, où il devra s'entendre avec le consul de France⁴⁹⁶. Néanmoins, le 7 juillet, C. n'a pas encore quitté la ville marocaine. Il écrit de nouveau à Santi en se plaignant de ne pas avoir eu de réponse au télégramme dans lequel il lui demandait les 250 F et dit qu'il préfère demeurer à Tanger, malgré la somme reçue de l'Agence de France. Il soutient que si les Français envisagent de ne plus suivre l'affaire, et donc si Santi ne lui remet pas l'argent nécessaire pour aller jusqu'à Barcelone, il lui sera plus facile de gagner Marnia. Là-bas, il trouvera plus aisément un métier. Toutefois, ses plaintes ne s'arrêtent pas là. Il écrit avoir été poussé à suivre l'affaire de contrebande d'armes par le chancelier de l'ambassade de France à Madrid et il souligne que, quand il s'était rendu à l'ambassade, les autorités françaises auraient pu le remercier, sans se servir de lui. Finalement, il conclut : « *Et moi, pour les tromper, je n'aurais pas mis en danse aux Allemands, que si quelquefois nous nous rencontrons, que peuvent-ils me dire ? Absolument tout, si je ne me présente pas pour faire sortir l'expédition si longtemps déjà préparée ; et M. Fouroux aussi, que peut-il me dire s'il ne reçoit les munitions ou si l'expédition attendue n'est pas [illisible] ?* »⁴⁹⁷. Le commentaire de Santi est lapidaire. La lettre de Casteltorto enlèverait « *les derniers doutes que l'on pouvait avoir encore sur la mauvaise foi de l'individu qui l'a écrite* »⁴⁹⁸. Le consul envisage de ne pas répondre⁴⁹⁹ et de porter la lettre à la connaissance du capitaine Huot et de la Résidence générale.

Le 21 juillet, n'ayant toujours pas eu de réponse du consul de France à Malaga, Casteltorto écrit de nouveau à Couget. Il déclare être sans ressources. Toutefois, il ne réclame pas d'argent. Il « exige » plutôt, du ministre de France, une lettre de recommandation pour M. Porche, ingénieur des travaux publics : « *Je suis sûre que malgré n'avoir pas besoin de nouveau personnel dans les Travaux Publics, vous pouvez m'y faire rentrer* »⁵⁰⁰. Il souligne que cette aide serait la récompense pour les services qu'il a rendus à la France en renonçant à travailler loyalement pour l'Allemagne⁵⁰¹. Il se propose également comme agent, sans l'intermédiation de Santi, mais dans une relation directe avec

⁴⁹⁶ Tél. du capitaine Huot par l'intermédiaire du ministre de France à Tanger au consul de France à Malaga, 5/7/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁹⁷ Lettre de Castell Fort Serra à M. Santi, Malaga, Tanger, 7/7/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁹⁸ Lettre du consul de France à Malaga à M. Couget, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et du consulat général de France à Tanger, 15/7/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁴⁹⁹ *Ibidem*.

⁵⁰⁰ Lettre de G. Castell Fort Serra au ministre de France à Tanger, Tanger 21/7/1915, doc. cité. Toutes les fautes d'orthographe de la citation appartiennent à Casteltorto, qui s'en excuse en fin de lettre.

⁵⁰¹ « *Enfin, moi esclave toujours de mon idéal, que je crois beau, je ne veux pas (autant que je trouve des autres moyens de vivre) m'engager au service loyal des boches* », *ibidem*.

l'Agence de France à Tanger⁵⁰². Casteltorto sort donc de cette affaire. Nous ne connaissons pas la suite que les autorités françaises donnent à ses requêtes ni de quelle façon son rapport avec les Allemands s'arrête (si c'est le cas !). Il reste la supposition qu'il ait trompé à la fois l'ambassade de France et celle d'Allemagne, et que Fouroux soit devenu malgré lui le moyen par lequel le Catalan ait pris prétexte pour agir.

L'histoire de l'affaire F. & C. peut être reconstituée par le scénario suivant. Casteltorto connaît, dans des circonstances impossibles à préciser (en écoutant des propos au café ?), le besoin d'argent du Français et ses façons d'être assez peu scrupuleuses. Envoyé par l'ambassade d'Allemagne à Madrid ou, peut-être, agissant seul, il approche Fouroux et lui fait subodorer une affaire de contrebande d'armes. Non satisfait, il s'adresse également aux autorités françaises, dont il connaît parfaitement les craintes quant au sort du protectorat. Il dénonce donc l'ancien maire de Toulon comme participant à l'introduction d'armes sur les côtes rifaines. A ce moment-là, la toile est tissée. Les Français se pendent à ses lèvres pour tout renseignement concernant les plans allemands, qu'il dévoile par petits morceaux à Malaga, à Madrid et à Tanger. Chaque information donnée a pour contrepartie un versement d'argent. De plus, Casteltorto a entre ses mains l'exécution de son plan, qui probablement prend sa véritable forme au fur et à mesure du déroulement des événements. Il est difficile qu'il ne soit pas conscient d'être filé partout et que, par conséquent, il ne puisse se faire suivre où il veut et quand il veut. Que penser, sinon, des pertes soudaines de ses traces par les agents qui sont sur ses talons ?

De l'autre côté, les Allemands, vraisemblablement obligés de lui faire confiance pour développer leur action, demeurent eux aussi, pris dans son « jeu à trois cartes » : Fouroux, les Français et les tribus marocaines. Mais Casteltorto s'aperçoit que l'ancien maire est devenu l'objet d'une surveillance assez stricte qui empêche à Fouroux de réaliser ses plans. En même temps, l'ancien maire de Toulon cherche d'autres partenaires pour mettre en œuvre ses projets d'introduction d'armes, ce qui détermine Casteltorto à l'abandonner. Ce qui suit rentre dans le domaine de l'histoire documentée, avec les continuelles requêtes d'argent que le Catalan adresse aux Français et, faut-il supposer, également aux Allemands. En revanche, contrairement aux dires du capitaine Huot, Fouroux n'a guère abandonné ses projets de contrebande. Il est réellement dans une situation financière précaire⁵⁰³, mais il continue à chercher des interlocuteurs pour réaliser son marché d'armes.

⁵⁰² *Ibidem.*

⁵⁰³ « F. (...) est actuellement dans situation excessivement précaire, fait argent de tout et se dispose à quitter Marnia pour destination inconnue. F. devait aller Oran le 19 vendre automobile mais manque fonds nécessaires voyage. Il a dû demander à sa maîtresse vendre bracelets et il est possible qu'il cherche gagner Oran aujourd'hui par le premier train », Tél. du commandant du

Il rencontre à Marnia la nommée Decarra, espagnole, qui demeure depuis 1913 avec sa famille à Cap de l'Eau. Le Français et son domestique, Mohammad bin Salāh, s'y étaient souvent arrêtés durant leurs voyages à Melilla. Le commandant du Cercle de Marnia écrit : « *F. et Decano [sic] sont gens à s'entendre parfaitement, les besognes les plus répugnantes ne les rebutent pas pourvu qu'il y ait de l'argent à gagner. La ferme de Cap de l'Eau pourrait parfaitement abriter contrebande d'armes et contrebandiers venus de Malaga* »⁵⁰⁴. Les Decarra sont jugés très francophobes bien qu'ils aient des intérêts à Marnia. Ils passeraient « *pour être contrebandiers* »⁵⁰⁵. Leurs contacts avec Fouroux seraient de plus en plus fréquents. D'ailleurs, celui-ci noue des relations avec un nommé Moutonnier, repris de justice habitant Wahrān⁵⁰⁶, et avec un négociant né à Bordeaux, Louis-Marc Rabaud⁵⁰⁷. Le général Laquière écrit : « *Le 12/8, un sieur Moutonnier venant d'Algérie s'est rendu à la Moulouya dans automobile de F. conduite par chauffeur indigène en compagnie Ben Salah domestique de F. Voyageurs ont traversé Berkane rapidement pour gagner gué Kerbacha et aller chez Decarra à Cap de l'Eau sauf Ben Salah resté sur rive droite soi-disant pour affaires personnelles. Ils ont ensuite été chez Kebdana sous prétexte chercher échantillons puis ont regagné Algérie sans retard en abandonnant au Maroc Ben Salah qui a manqué automobile au retour. Ben Salah a été arrêté pour défaut permis voyage et enquête sur agissements très suspects de ces gens se poursuit. Le 26/8, Marnia m'a avisé du départ pour Berkane de F. avec Moutonnier et un nommé Dabaud [Rabaud] qui doivent se rendre à Cap de l'Eau le 27* »⁵⁰⁸.

Il semble donc que Fouroux cherche à créer une nouvelle association commerciale. Son objet pourrait être bien le commerce d'armes, masqué par un négoce qui a une apparence beaucoup plus « respectable ». Nous remarquons également que les interlocuteurs marocains de l'ancien maire ont changé. Il porte son attention non plus aux tribus « dissidentes » de la région de Taza, mais aux Kabdana, dont le territoire est pleinement en zone espagnole. Le marché de « couverture », s'il en est ainsi, concerne principalement le crin

Cercle de Marnia au colonel commandant le TME à Ūjda, 11/6/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁵⁰⁴ *Ibidem*.

⁵⁰⁵ Lettre du ministre de France à Tanger au consul de France à Malaga, 30/8/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵⁰⁶ Lettre très confidentielle du général Laquière, commandant les troupes d'occupation du Maroc oriental à Ūjda au commissaire résident général à Rabāt et au ministre de France à Tanger, 27/8/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵⁰⁷ Lettre n°639 R, général TME à Ūjda au résident général à Rabāt et au ministre de France à Tanger, 3/9/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵⁰⁸ Lettre très confidentielle du général Laquière, commandant les troupes d'occupation du Maroc oriental à Ūjda au commissaire résident général à Rabāt et au ministre de France à Tanger, 27/8/1915, doc. cité.

végétal dont la fabrique serait installée à Cap de l'Eau. La société contactée par Fouroux et ses associés est la *Esparto Limited* de Londres. Celle-ci répond à une lettre de l'ancien maire de Toulon au sujet de pourparlers effectués par Rabaud, qui aurait proposé d'exporter en Europe du crin végétal, du café, des peaux et d'autres produits similaires. La *Esparto Limited* oppose qu'il ne lui semble pas possible d'ouvrir le marché européen à ce type de marchandises. En revanche, elle estime qu'il serait envisageable de les écouler dans la zone espagnole, et notamment à Melilla⁵⁰⁹. Mais les autorités françaises à Ūjda soupçonnent que le crin végétal pourrait être vendu à l'Allemagne ou à l'Autriche par pays neutres interposés. Les deux nations ennemies seraient, de fait, le principal débouché commercial pour ce type d'article⁵¹⁰.

Ces doutes prennent corps à la suite d'une enquête du ministère de l'Intérieur au sujet de Rabaud qui avait été associé à un Allemand, un nommé Milani, jusqu'en 1907-1908, dans une maison de commerce à Bordeaux. Puis il avait été le représentant en Tunisie d'une maison allemande qui avait sa succursale à Sousse et dont l'activité avait cessé au début de la guerre. Les associés anglais de la maison l'avaient remontée un peu plus tard, et Rabaud continuerait à y travailler, comme employé dans l'une de ses succursales à Wahrān⁵¹¹. Bien qu'il soit défini comme « *indifférent (...) au point de vue patriotique* »⁵¹², et que son frère, commandant d'artillerie, ait été tué sur le front européen, ses anciennes relations commerciales avec les Allemands ne cessent d'inquiéter les autorités coloniales. Or, tous les déplacements des individus suspects sont méticuleusement suivis. Les autorités françaises découvrent ainsi que F. aurait retenu à Nemours 500 tonnes à bord d'un des bateaux Compagnie de navigation Mazella pour une date prochaine⁵¹³. Entre le 3 et le 22 septembre, Fouroux fait plusieurs voyages à Cap de l'Eau en automobile, conduit par son nouveau chauffeur nommé Castelani⁵¹⁴. Il continue à être étroitement surveillé bien que ses allées et venues incessantes rendent sa surveillance difficile⁵¹⁵.

⁵⁰⁹ Lettre de la *Esparto Limited*, succursale de la région de Wahrān, à M. A. Fouroux au Cap de l'Eau, par Birkan, Wahrān, 20/9/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵¹⁰ Lettre n°639 R, général TME à Ūjda au résident général à Rabāt et au ministre de France à Tanger, 3/9/1915, doc. cité.

⁵¹¹ Lettre du ministère de l'Intérieur à M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 25/10/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵¹² *Ibidem*.

⁵¹³ Lettre n°639 R, général TME à Ūjda au résident général à Rabāt et au ministre de France à Tanger, 3/9/1915, doc. cité.

⁵¹⁴ Lettre n°695 R, commandant général des troupes d'occupation du Maroc oriental au résident général à Rabāt et au ministre de France à Tanger, Ūjda, 23/9/1915, CADN, ALFM, Tanger, Série A, c. 584.

⁵¹⁵ Tél. du commandant Général TME au résident général à Rabāt et au ministre de France à Tanger, Ūjda, 26/9/1915, doc. cité.

La référence à la Compagnie de navigation Mazella n'est pas sans conséquence au point de vue de l'analyse des développements de cette affaire. L'officier français, témoin de la remise de pots-de-vin aux militaires de la garnison de Melilla, après le rappel de la richesse de certains hommes d'affaire de Wahrān dont l'origine, selon le négociant avec qui il avait parlé, seraient douteuse, écrit : « *Un de mes amis, vers 1900, était à Tanger, employé de la maison Mazella ou d'une de ses filiales. Lors d'un voyage qu'il fit à Paris, il me parla avec enthousiasme des gros bénéfices à réaliser au Maroc. Il cita parmi les articles faciles à importer les armes et munitions dont les tribus continuellement en lutte entre elles usaient énormément. De là sans me dire que la Maison Mazella fit ou ne fit pas ce commerce. Or la maison Mazella, devenue compagnie de navigation touche à Melilla. Elle faisait avant la guerre le voyage Oran-Arzew-Oran-Melilla, allant chercher à Arzew un fret qui me paraît hypothétique. On pourrait admettre que des chargements sont faits soit dans ce port soit pendant le voyage Arzew-Oran, par des balancelles qui abondent dans ces régions. La maison Mazella touche à Kénitra, à proximité du Gharb. Elle étend ses ramifications sur tout le Maroc par ses services de voitures. Ces voitures passent partout en quasi-sécurité alors que les régions traversées sont loin d'être sûres. L'an dernier, par exemple n'attaquait-on pas aux portes de Taourirt un camion automobile chargé de voyageurs alors que quelque temps auparavant six charretiers espagnols étaient passés, m'a-t-on dit sans anicroche. De tels faits on dû se reproduire fréquemment et leur étude me paraîtrait intéressante* »⁵¹⁶.

Initialement, les autorités françaises ne se posent pas la question de la facilité des mouvements de Fouroux dans la région, entre les rives de la Mulūya⁵¹⁷ et celles du Kiss⁵¹⁸. La plupart de ses déplacements se font au moyen de sa voiture personnelle, qu'il n'a pas vendue comme il l'envisageait. Mais on peut se demander si la démarche effectuée à Nemours, auprès de la compagnie de navigation Mazella, n'est pas en relation avec ce que l'officier français affirme. Et, d'ailleurs, aucune indication n'est donnée au sujet de la cargaison qui devrait être embarquée au port algérien. Enfin, on peut supposer que lorsque les associés de Fouroux ne voyagent avec lui, à bord de sa voiture, ils utilisent les services offerts par la maison Mazella car celle-ci semble avoir une sorte de laissez-passer entre les régions de Wahrān et d'Ūjda et la zone espagnole.

Deux autres épisodes, qui demeurent ambigus, amènent à croire que Fouroux n'a pas renoncé à son projet d'importation d'armes au Maroc. Le 6 septembre, Moutonnier télégraphie à une « Faraire Librairie », à Casablanca : « *Pouvez*

⁵¹⁶ *Rapport sur la contrebande d'armes au Maroc*, remis le 11/9/1915, doc. cité.

⁵¹⁷ Qui marque la limite entre la zone d'influence espagnole et le protectorat français.

⁵¹⁸ Frontière entre l'Algérie et le Maroc.

*offrir deux cents quintaux cent cinquante francs Oran télégraphiez. Amitiés »*⁵¹⁹. Si, au tout début, les autorités du protectorat envisagent d'interroger Faraire pour connaître la nature de l'affaire et des relations qui le lient à Moutonnier, l'enquête ne paraît pas avoir lieu. Cependant, deux mois plus tard, le ministre de la Guerre communique au résident général un renseignement de source anglaise : « *Un agent rapporte qu'il existe organisation suisse au Maroc pour importer munitions pour les indigènes. A la tête de ce service est un lieutenant français dont le nom se prononce Farere. Munitions sont importées à Mogador* »⁵²⁰. La zone d'importation des armes semble exclure la participation de Moutonnier et Fouroux. Néanmoins, ayant reçu cette information, le capitaine Huot s'inquiète et écrit au résident général qu'il pourrait bien s'agir du libraire Faraire de Casablanca. Cela pousse Lyautey à mener des investigations⁵²¹ qui ne débouchent, apparemment, sur aucun résultat.

Dans un deuxième épisode, une nommée Rachel Dahane est impliquée. La femme, du Grand Hôtel de France et Paris, à Carthagène, dénonce des expéditions de munitions et d'explosifs faites par la ville espagnole où elle se trouve, à destination de pays ennemis de la France⁵²². Sur suggestion de Lyautey, le consul de France à Malaga envoie un agent à Carthagène pour avoir plus de détails sur ce trafic. Mais l'inspecteur Borgia ne trouve plus Rachel Dahane quand il arrive au Grand Hôtel de France et Paris. En revanche, un télégramme adressé au propriétaire de l'hôtel affirme : « *Prévenez personnes qui demanderaient pour me voir que je suis Hôtel Espagne Madrid, Dabau* »⁵²³. Le propriétaire de l'hôtel soutient ne connaître aucun Dabau, mais le consul de France à Malaga écrit que ce nom « *est celui de l'individu avec qui Fouroux s'est rendu au Bec de l'Eau en dernier lieu* »⁵²⁴. Quelques jours plus tard, Rachel Dahane, qui est à Madrid, reçoit la visite d'un agent de l'ambassade de Grande-Bretagne. Étonnée de voir un Anglais venir l'interroger, elle ne fournit aucune information complémentaire par rapport à ses dires antérieurs. Se plaignant que sa correspondance ait été interceptée et lue, elle se montre surprise de ne pas avoir reçu la visite d'une personne qui aurait dû venir de Wahrān. Geoffray, ambassadeur de France dans la capitale espagnole, commente : « *Son attitude permet de faire deux hypothèses : ou bien Rachel*

⁵¹⁹ Tél. n°563 D, Agence de France à Tanger au résident général à Rabāt, 9/9/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵²⁰ Tél. n°7415 9/11, ministère de la Guerre au résident général à Rabāt, Paris, 22/11/1915, 14 h 45, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵²¹ Tél. n°11, capitaine Huot par l'intermédiaire du ministre de France à Tanger au résident général à Rabāt, 4/12/1915, 18 h 50, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵²² Tél. n°424 Opérations-Priorité, division de Wahrān au résident général à Rabāt, 14/10/1915 15 h 50, CADN, ARGM- CD, c. 617-2.

⁵²³ Relaté dans le tél. du consul de France à Malaga au résident général à Rabāt, 23/10/1915, CADN, ARGM- CD, c. 617-2.

⁵²⁴ *Ibidem*.

*observe la discrétion la plus absolue en conformité d'instructions reçues à Oran, ou bien elle est venue à Madrid pour chercher à savoir qui s'occupe de la surveillance des affaires de contrebande. Elle n'a voulu se rendre ni à l'ambassade d'Angleterre ni à l'ambassade de France. Elle est partie lundi soir pour Carthagène et Oran. Elle doit revenir à Madrid dans une dizaine de jours »*⁵²⁵.

Cette affaire, comme la précédente, reste dans la plus complète obscurité. Le nom de Dabau ressemble sûrement à celui de Rabaud, mais il paraît difficile de conclure qu'il s'agit de la même personne. Nous ne nous trouvons pas face à une transcription erronée d'un nom, mais à la signature d'un télégramme. A moins qu'une confusion n'ait été faite volontairement par l'expéditeur, c'est plutôt Santi, consul de France à Malaga, qui associe ce nom à celui de Fouroux. Il pourrait s'agir également d'un autre individu, réellement en relation avec l'ancien maire, dont, toutefois, nous ne trouvons plus aucune trace dans les documents consultés. Enfin, il faut également souligner que malgré les attaches que Rachel Dahane semble avoir avec la ville de Wahrān – qu'il s'agisse des autorités coloniales ou de particuliers –, le télégramme que le propriétaire de l'Hôtel de Carthagène montre à l'inspecteur Borgia, puisqu'il ne connaît pas, justement, l'individu en question, n'a apparemment aucune relation avec la dame. Bien sûr, certaines coïncidences apparaissent mais en absence d'autres éléments, il se peut que les autorités françaises, et notamment Santi, forcent la création d'un lien qui pourrait ne pas exister. Néanmoins, Fouroux et ses associés continuent à être surveillés.

En février 1916, un rapport anonyme envoyé de Melilla fait état d'un autre individu qui se serait uni à Moutonnier et à l'ancien maire de Toulon. Il s'agit de Joseph Saez, surnommé Pépé, originaire de la province de Wahrān, réfractaire à l'enrôlement lors de la mobilisation de 1914. Il est établi au Cap de l'Eau où il ferait du commerce en céréales, denrées coloniales et alimentaires avec les tribus de la zone⁵²⁶. Bien que l'usine de crin végétal de Cap de l'Eau ne fonctionne pas, Moutonnier, Saez et Fouroux, se consacraient ensemble au commerce d'alfa, du charbon végétal et des caroubes⁵²⁷. Fouroux et ses associés animeraient donc un négoce complètement licite, profitant des besoins matériels des populations habitant la zone de Cap de l'Eau. Pourtant, quand l'ancien maire se déplace de Wahrān, qui est devenu sa résidence habituelle et son domicile d'affaire, pour gagner la zone espagnole, en compagnie notamment de

⁵²⁵ Tél. de l'ambassadeur de France à Madrid au résident général à Rabāt, 26/10/1915, 20 h, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁵²⁶ « Fouroux-Moutonnier-Pepe », rapport anonyme de Melilla, daté 20/2/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320. L'auteur du rapport est probablement un négociant du préside qui est, en même temps, un agent au service des Français.

⁵²⁷ *Ibidem*.

Moutonnier, il le ferait avec la plus grande prudence. Le commandant du cercle des Banī Snassan remarque : « *Lorsque Fouroux veut se rendre au Cap de l'Eau, et pour éviter que ses allées et venues n'attirent l'attention des postes de surveillance de Khebacha ou de Kelli, à l'embouchure de la Moulouya il ferait descendre son compagnon en un point très éloigné de la rive ; ce dernier se rendrait de là, à pied, isolément ou avec des indigènes jusqu'au Cap de l'Eau. Fouroux l'y ayant précédé, ils se retrouveraient ainsi en zone espagnole sans éveiller les soupçons. Fouroux serait connu des commerçants espagnols du Cap de l'Eau et les autorités espagnoles de ce poste n'ignorerait pas sa présence à chacune de ses venues* »⁵²⁸. On peut se demander quel est l'intérêt pour Fouroux de cacher – assez maladroitement – aux autorités ibériques ses relations suivies avec Moutonnier et la zone de Cap de l'Eau. Pourquoi Moutonnier est-il forcé d'atteindre la zone espagnole clandestinement ? Cela apparaît d'autant plus bizarre, que les chargements de produits vendus aux tribus de la région sont soigneusement surveillés⁵²⁹. La seule supposition possible est que Fouroux n'a nullement renoncé à vendre des armes qui, normalement, devraient rapporter, en termes économiques, beaucoup plus que les produits qu'il vend aux populations de la zone espagnole. Ainsi, peu après la saisie de la cargaison du *Pedro Pi* à Malaga, l'ancien maire envoie Moutonnier et Mathias Decarra dans la ville andalouse, via Melilla, pour se renseigner sur les conditions de la confiscation des armes⁵³⁰.

D'après de nouveaux renseignements provenant du commandant du cercle des Banī Snassan, il serait avéré que Fouroux, dès le début de ses relations avec les Decarra, se serait rendu au Cap de l'Eau utilisant comme prétexte son commerce d'alfa et il aurait fait, pendant la nuit, des signaux « *du haut du djebel Bou Assam, entre Cherouith et les Berkaniine (Berkanen de la carte)* »⁵³¹. De plus, l'ancien maire aurait rapporté, à deux reprises différentes, vingt revolvers à dix coups avec chargeurs dont la vente aurait été confiée à Mathias Decarra. Le général Laquière s'inquiète également, et pour la première fois, des voyages continuels de Fouroux et des frais de voyages auxquels celui-ci doit faire front : « *Ces allées et venues sont très suspectes et comme il n'a jamais pu être prouvé qu'il se livrait à la contrebande d'armes, de munitions ou de bestiaux (ce que l'on aurait fini par savoir), comme d'autre part, son commerce d'alfa et de palmier nain est insignifiant, on peut se demander d'où il*

⁵²⁸ Lettre n°27 C, le chef de bataillon Hovart, commandant le cercle des Banī Snassan à M. le Général commandant le territoire militaire à Ūjda, Birkan, 26/4/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵²⁹ *Ibidem*.

⁵³⁰ *Ibidem*.

⁵³¹ Lettre n°1627 R, le général Laquière, commandant la subdivision du Maroc oriental au capitaine Huot, par l'intermédiaire du ministre de France à Tanger, Ūjda, 19/5/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

*tire les ressources qui lui permettent de faire face à toutes les dépenses que lui occasionnent ses déplacements fréquents en automobile alors qu'il y a moins d'un an, à Marnia, il avait été obligé, pour se rendre à Oran, de vendre les bijoux de la femme indigène avec laquelle il vivait »*⁵³². Apparemment, conclut le général, ses revenus devraient être alimentés par le commerce de crin végétal avec la Esparto Limited de Londres. Il faut toutefois se souvenir des difficultés que la société anglaise avait signalées dans sa lettre à Fouroux. Cela amène Laquière à dire : « *Si les ressources de Fouroux ne viennent pas de cette société, il faudra en conclure qu'il se livre à l'espionnage pour le compte des agents allemands de Melilla avec lesquels il peut être en relations constantes par l'intermédiaire de Mathias Decarra et de ses fils »*⁵³³.

L'ancien maire de Toulon aurait donc fait carrière ! De trafiquant d'armes manqué à espion pour le compte des Allemands. Puisque même cette accusation ne se trouve pas confirmée, nous devons conclure que Fouroux continue son commerce aux limites de la légalité. Il se peut qu'il importe également, de temps en temps, des armes en petites quantités. Toutefois, il est plus vraisemblable que ses économies soient enrichies par des trafics de marchandises qui constituent, plutôt, la base d'un marché noir dont le centre est au Cap de l'Eau. Il continue à être signalé comme se déplaçant entre l'Algérie, la zone espagnole du Maroc et l'Andalousie. En Espagne, il ferait des achats de produits pour les revendre aux alentours de Melilla et d'Ūjda⁵³⁴. Il est également possible que le négoce avec les Allemands ne soit pas exclu par l'ancien maire. En février 1917, il aurait mené des pourparlers avec un nommé Moore, ancien prisonnier de guerre évadé du camp de Sebdu. Fouroux traiterait avec lui une fourniture de bois de Tizra pour les maisons allemandes installées en Espagne⁵³⁵. Pourtant, son « escalade » dans le monde de la contrebande des armes ne paraît pas avoir lieu.

Ce personnage, qui entre dans la « petite histoire » du Maroc, filé dans presque tous ses déplacements, objet d'une surveillance asphyxiante, cherche à exploiter une situation qui pourrait lui être profitable. Toutefois, en paraphrasant les affirmations que Santi emploie au sujet du tandem Far-Bartels, on peut dire que Fouroux est loin du « talent » de double joueur de Casteltorto.

⁵³² *Ibidem.*

⁵³³ *Ibidem.*

⁵³⁴ « *Je sais (...) que Fouroux a fait quelques achats à Malaga pour Oudjda, notamment un fût de 800 litres d'alcool qui a été expédié via Melilla-Oran* », lettre du consul de France à Malaga au capitaine Huot à Tanger, 7/6/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

⁵³⁵ Lettre n°28, chef de bataillon Hovart, commandant le cercle des Beni Snassen, au haut-commissaire du gouvernement à Ūjda, Birkan, 5/2/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, Centre de renseignements extérieurs du Maroc, c. 1320.

En réalité il demeure au centre de bruits, dont les fondements restent soumis, à tout moment, à une vérification qui n'est pas toujours possible.

Au-delà de leur aspect d'anecdote, ces exemples tirés des archives montrent l'importance de tous ces racontars en tant qu'éléments perturbateurs de l'installation française au Maghreb. Ils mobilisent des hommes et ils provoquent de remarquable dispersion d'énergies. Nous pouvons légitimement nous demander s'ils ne finissent pas par représenter les véritables « protagonistes » de cette phase historique, devançant fréquemment les faits et les hommes qu'ils visent. Le Maroc leur offre le meilleur des terrains possibles. Un terrain de plus en plus investis par les belligérants européens qui ne cessent de brandir, sur les différents fronts où ils se combattent comme dans les territoires où ils se heurtent par « sujets » interposés, l'arme de la rumeur.

II.7 - L'action « indirecte » au Maroc central

Le Maroc central comprend la région située entre Taza et Fās, qui touche Miknās et s'étend au sud tout au long du Moyen et du Haut-Atlas, jusqu'à Marrākesh. Cette région débouche, à l'ouest, sur l'océan Atlantique et les zones les plus urbanisées du pays. En revanche, ses confins orientaux sont marqués par le Tafilālt qui demeure, comme le Sahara, la « mer inconnue » qui abrite et qui nourrit une grande partie des tribus « dissidentes » dont les dernières ne poseront les armes qu'au milieu des années 1930. Il s'agit là de ce que les documents et la littérature coloniale nomment « le bloc berbère », et qui présente effectivement une certaine homogénéité ethnique à l'intérieur du territoire soumis au protectorat français.

Cette cohésion ethnique et territoriale ne produit pas automatiquement l'union des populations. Daniel Rivet illustre admirablement les stratégies que la résidence générale met en œuvre, entre 1912 et les années 1930 pour « sanctionner » leurs divisions. Lyautey agit sur les équilibres socioéconomiques pour obtenir la soumission de certaines tribus et provoquer, par conséquent, l'isolement des chefs qui demeurent « insoumis »⁵³⁶. Au début de la guerre, cette tactique est loin de prouver son efficacité et les Berbères sont encore considérés comme « arbitres » du sort du protectorat. Les tentatives des Germano-Turcs visant à « inféoder » cette dissidence paraissent plus floues qu'ailleurs. Pourtant, il est incontestable qu'une partie des armes, débarquées sur les littoraux atlantiques et méditerranéens, atteint ces populations et que, donc, le « cachet » allemand de ces expéditions parvient jusqu'à l'intérieur du Maroc. On est loin, toutefois, du contrôle ou de l'influence directe des agents germanophiles. Si les Français signalent, pendant les premiers mois du conflit européen qu'« une active propagande allemande se ferait dans la montagne »⁵³⁷, un seul cas de contrebande est avéré⁵³⁸.

L'événement saillant qui marque cette phase est la bataille d'al-Harri, à l'est de Khanīfra. Le 13 novembre 1914, les Zayyān, conduits par leur chef Muha U Hammū, attaquent une colonne française venue les poursuivre, commandée par le colonel Laverdure. La colonne est décimée, avec plus de 600 morts, dont 33 officiers, laissant sur le terrain deux batteries de canons et de très nombreuses armes et munitions⁵³⁹. Bien que les Zayyān subissent à leur tour le pillage du butin de guerre récolté⁵⁴⁰, le coup est terrible pour Lyautey. Il craint

⁵³⁶ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 79-85.

⁵³⁷ Lettre n°118 C, le capitaine Maitrat, f.f. de contrôleur en chef à M. le Colonel commandant la subdivision, Service de renseignements à Casablanca, Settāt, 18/11/1914, doc. cité.

⁵³⁸ *Ibidem*.

⁵³⁹ Louis Barthou, *op. cit.*, p. 39.

⁵⁴⁰ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 99.

que l'écho du désastre amène tout le « bloc berbère » à pousser sur les avant-gardes à peine établies dans la région. Le 7 décembre, il écrit aux ministres des Affaires étrangères et de la Guerre : « *La répercussion de l'affaire Khenifra commence à se faire sentir sérieusement en raison de la vente sur tous les marchés de la montagne des 600 Lebel, des munitions, des équipements, des charges de mulets et de toutes les dépouilles, ce qui matérialise au plus haut point aux yeux des indigènes leur succès, ainsi que les 4 pièces 65 et mitrailleuses gardées en trophée par Moha ou Hammou. J'ai entre les mains des lettres émanant des Zaïan et où le chiffre de nos pertes et de nos dépouilles est décuplé. Il en résulte une extrême effervescence dans tout le bloc berbère depuis le Tafilalet et la Moulouya jusqu'à l'Oum Rebia, faisant perdre pour longtemps le bénéfice des résultats locaux acquis ou près d'aboutir et l'on ne saurait juger trop sévèrement l'initiative criminelle du colonel Laverdure au sujet de laquelle vous envoie rapport. Cette situation ajourne jusqu'après la guerre tout espoir de progrès que j'avais espéré réaliser même en cette période grâce à la sagesse et à la sûreté de la méthode du général Henrys qui malheureusement ne fait pas le compte des chercheurs d'aventures coloniales et y trouve des résistances qu'il faut briser (...)* »⁵⁴¹. Et quatre jours plus tard, il poursuit : « *L'agitation provenant de la vente sur les marchés des armes et du butin de Khenifra s'accroît dans la montagne où nos pertes sont ainsi matérialisées et où commentaires sur événements d'Europe et intervention Turquie sont de plus en plus actifs et défavorables* »⁵⁴². Le général Henrys paraît reprendre en main la situation militaire⁵⁴³, mais les tribus berbères continuent à être alimentées en armes et à manifester leur opposition à l'avancée des Français.

Lyautey demeure assez préoccupé par certaines liaisons qui, au printemps 1915, semblent se nouer entre cette zone dissidente et celle plus au nord, directement soumise à la propagande germano-turque⁵⁴⁴. Les centres où ces populations vont chercher le matériel de guerre sont Bāni Mallal, Khanīfra et ses environs. Deux voies permettent l'acheminement de cet armement jusqu'au Moyen-Atlas.

⁵⁴¹ « Quotidien du 7 décembre 1914 », commissaire résident général au ministère des Affaires étrangères à Paris et au ministère de la Guerre à Bordeaux, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

⁵⁴² « Quotidien du 11 décembre 1914 », commissaire résident général au ministère des Affaires étrangères à Paris et au ministère de la Guerre à Bordeaux, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

⁵⁴³ Louis Barthou, *op. cit.*, p. 40.

⁵⁴⁴ Tél. n°182 G, commissaire résident général au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Guerre à Paris, Rabāt 21/5/1915, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122 ; et « Bulletin politique » du 16 août 1915, doc. cité.

La première passe pour Fās. Les intermédiaires de commerce des négociants fassis, qui se rendent à Khanīfra pour vendre des étoffes et pour acheter des moutons, profiteraient du voyage pour vendre aussi des cartouches. Les plus connus, Sīdī Djafar, Sīdī al-‘Arbi et al-Ayyāshī, sont également les principaux fournisseurs de l’Administration des subsistances du protectorat⁵⁴⁵. A ces trois derniers, s’ajoutent Mohammad wuld al-Abbās, originaire des Awlād Sayyid de Bāni Mallal et Mohammad wuld Ashī Ahmad, de la même tribu. Les deux individus « vont s’approvisionner à Fez en tissus et bolas et rapportent également, dissimulées dans leurs ballots, des cartouches qu’ils vendent au marché des Beni Mellal »⁵⁴⁶. Réciproquement, les commerçants qui vont à Fās pour vendre leurs articles, y achèteraient en même temps des munitions, bien qu’« il leur est maintenant difficile de s’en procurer depuis l’occupation de Khénifra »⁵⁴⁷. En même temps, Fās serait également le lieu où les commerçants, provenant d’autres zones du pays, se procurent les balles à pointe molle, dites Dum-Dum⁵⁴⁸, qu’ils revendent au sūq de Bāni Mallal : « Un indigène du nom de Ahmed Meknèssi, originaire de la Chaouia et très connu à Meknès qu’il habite, transporte à la Kasba des Beni Mellal des cotonnades qu’il vend ; mais ce transport de tissus n’est qu’un prétexte car au milieu de sa marchandise se trouvent très soigneusement dissimulées des balles Dum Dum qu’il apporte de Fez. Pour se rendre au marché des Beni Mellal, il suivait avant notre occupation de Khénifra la route directe, c’est-à-dire la vallée de l’Oum-er-Rebia. Depuis notre occupation de Khénifra, il se mélange aux caravanes, fait un détour et pour se rendre à son marché habituel, passe par les Béni Amir. Au début, il avait de la peine à écouler les balles Dum Dum, les indigènes n’aimant pas beaucoup acheter un produit qu’ils ne connaissent pas. Mais depuis qu’ils en connaissent les effets, Ahmed n’est pas plutôt arrivé que les connaisseurs s’arrachent sa marchandise »⁵⁴⁹. Les documents ne précisent pas d’où viennent exactement les balles Dum-Dum, mais les Français se montrent assez

⁵⁴⁵ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d’armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 6/10/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁴⁶ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d’armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 15/10/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁴⁷ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d’armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 6/10/1914, doc. cité.

⁵⁴⁸ Il s’agit de balles expansives utilisées pour des cartouches de guerre particulières. Une fois atteint l’objectif, la balle explose, d’où l’effet spécialement meurtrier de la cartouche. Le nom Dum-Dum est emprunté à la ville de Dum-Dum, située à 5 kilomètres de Calcutta, en Inde, où les Anglais avaient installé une fabrique de munitions de ce type, Claude Blair (a cura di), *Enciclopedia ragionata delle armi*, Milano, Arnoldo Mondadori Editore S.p.A., 1979, p. 149.

⁵⁴⁹ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d’armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 15/10/1914, doc. cité.

préoccupés par la diffusion de ce type de munitions parmi les tribus « insoumises ».

Ainsi, les autorités militaires se lancent dans une véritable poursuite du nommé Miknassi qui ne ferait pas seulement la vente aux tribus, mais revendrait les Dum-Dum également à des particuliers qui se chargeraient, à leur tour, de les passer aux intermédiaires envoyés par les tribus berbères à Bāni Mallal⁵⁵⁰. Les informations sur l'identité de Miknassi se suivent et se contredisent les unes les autres. D'après le commandant de la région de Miknās, Miknassi serait en réalité Ahmad bin Mohammad Dūqqali, d'environ 60 ans, surnommé Amirife⁵⁵¹. Pour la Résidence générale, Miknassi est en fait Ahmad bin Halima al-Miknassi, originaire de la Shāwīyā mais arrivé très jeune à Miknās où il avait été élevé⁵⁵². Cette déclaration corrobore les affirmations du lieutenant de Saint Martin.

Le 9 novembre, le commandant de la région de Miknās annonce que les services municipaux de la ville, après des recherches assez difficiles, sont parvenus à découvrir, parmi les Marocains du même nom, l'homme qui se livre à la contrebande d'armes. Il serait absent depuis plusieurs mois de Miknās mais il devrait revenir en ville à l'occasion de l' 'āshūrā, c'est-à-dire après une vingtaine de jours⁵⁵³. Un mois plus tard, le commandant de la région de Miknās soutient que le Marocain dont le nom ressemble le plus à Ahmad Miknassi est un nommé Mohammad Bu-l Maāti wuld al-Hawlya. Celui-ci ne paraît guère impliqué dans la contrebande d'armes et semble ne pas avoir voyagé au-delà de la région de Bāni M'tir. La perquisition de sa maison ne révèle pas aucun indice pouvant alimenter la suspicion⁵⁵⁴. Le mot « fin » aux recherches de Miknassi semble être écrit par de Saint Martin le 6 mars 1915 : « *L'indigène en question (...) se faisait appeler El Meknèssi pour détourner les soupçons, il aurait habité Meknès, mais de temps en temps seulement, d'où son surnom d'el Meknessi. Son vrai nom serait Ahmed ould Halima el Bou Alaloui, il serait originaire des Oulad Bou Ali des Krakra et serait actuellement campé chez les nomades des*

⁵⁵⁰ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d'armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 27/10/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁵¹ Lettre n°538, commandant région de Miknās au résident général à Rabāt, 26/10/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁵² Lettre n°797 DR2, commissaire résident général au commandant région Miknās, Rabāt, 28/10/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁵³ Lettre n°1037 R, commandant région de Miknās au commissaire résident général à Rabāt, 9/11/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A. Il est à remarquer que la référence à l' 'āshūrā paraît assez bizarre vu qu'elle fait partie plutôt du rite chiite qui est quasi absent au Maroc.

⁵⁵⁴ Lettre n°1150 R, commandant région de Miknās au commissaire résident général à Rabāt, 3/12/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

environs de Rabat »⁵⁵⁵. Il serait apparenté à un nommé Ahmad *al-‘Alālī*, marchand de Fās al-Bālī, qui avait été jadis signalé comme se consacrant au commerce des munitions pour le compte des Zayyān.

On dit que, à Rabāt, des cartouches, renfermées dans des bidons de pétrole soudés, seraient pris en charge par des petites barques. Celles-ci remonteraient le Bū Rāqrāq et de là, les bidons seraient dirigés dans l’intérieur⁵⁵⁶. Toutefois, bien que les recherches se poursuivent dans la région de Rabāt, à la date du 23 juin elles demeurent infructueuses et Miknassi reste introuvable⁵⁵⁷. Pourtant, les armes et les munitions continuent à être vendues sans arrêt aux populations peu francophiles de la zone centrale du Maroc.

La deuxième piste conduit à Marrākesh. Des « dissidents » arrêtés à Būjād, porteurs de cartouches pour fusils Lee Metford – parmi lesquelles des cartouches à balle à pointe molle –, affirment que les munitions emmenées de Marrākesh à Bāni Mallal seraient remises aux marchands de sucre. Ceux-ci les revendraient au détail au prix de 3 Grouch⁵⁵⁸ ou 1 Pta les 100. Il s’agirait, là, d’une véritable association. Les pourvoyeurs à Marrākesh seraient M’Hammad Bin’t des Banī Maskīn et un certain Sī Rahāl des Awlād Sī Rahāl. Les munitions seraient destinées principalement aux Sraghna et aux Banī Shgdal. Leurs émissaires s’adresseraient, dans le village de Bāni Mallal, aux nommés Mohammad U Muha, Muha U al-Hadj, Mohammad wuld Mallū al-Milūdī Khayat et Sī Mohammad al-Gharbawī. Ces derniers achèteraient les cartouches aux deux fournisseurs de Marrākesh⁵⁵⁹.

Les commerçants particuliers participeraient eux aussi au ravitaillement des tribus de la région. Ainsi, de Marrākesh, le nommé Bin Sayyid Tādlāwī se rendrait à Bāni Mallal tous les deux ou trois marchés pour vendre des munitions de tous modèles, y compris les Dum-Dum. Quelques mois auparavant, il en aurait apporté environ 2 000 de ce type. Reparti le 26 septembre pour Marrākesh afin de se réapprovisionner, il se serait engagé ensuite dans une véritable vente par « porte-à-porte » chez les Banī Shgdal, puis chez les *Aīt*

⁵⁵⁵ Lettre n°18, le capitaine de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād à M. le Directeur du Service de renseignements du Maroc à Rabāt, 6/3/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁵⁶ Lettre n°1071 R, le colonel Targe, commandant la région de Casablanca au résident général à Rabāt, 28/4/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁵⁷ Lettre n°941 R, le colonel Jouinot-Gambetta, commandant la région de Rabāt au résident général à Rabāt, 23/6/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁵⁸ La référence au Grouch, monnaie turque, paraît indiquer une présence ottomane dans la région dont on ne trouve aucune trace dans les documents, bien qu’il pourrait s’agir tout simplement d’un héritage de la présence turque dans l’Algérie voisine.

⁵⁵⁹ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d’armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 6/10/1914, doc. cité.

Lenzy, accueilli, dans ce dernier cas, par de nombreux notables de la tribu⁵⁶⁰. Bin Sayyid Tādlāwī ne serait pas le seul vendeur particulier de munitions, mais un autre petit commerçant ferait le même chez les Awlād Iyād, leur procurant des cartouches 1874 sans aucun intermédiaire. Une autre sorte d'association serait formée par différents israélites de Marrākesh, dont le chef présumé serait un nommé Douikka. Avant la guerre, le procédé employé pour le partage des munitions était le suivant : Douikka achetait les munitions à Nier, consul d'Allemagne à Marrākesh. Puis il les partageait sommairement parmi ses complices. Ceux-ci engageaient des chameliers pour porter les cartouches en dehors de la ville, assez loin pour ne pas être dérangés par les autorités. A cet endroit, le véritable marché avait finalement lieu, avec des acheteurs provenant essentiellement de Bāni Mallal⁵⁶¹. Arrêté et écroué à la prison de Rabāt, Douikka, qui est également mis en cause pour une affaire de vol d'une caisse de fonds appartenant à l'État, nie toute responsabilité⁵⁶². Cependant, son nom est mis en relation avec une autre association de trafiquants de Marrākesh⁵⁶³.

Le négoce à part, les vendeurs d'armes réapprovisionneraient leurs magasins au travers d'un système de véritables « collectes ». Leurs émissaires seraient envoyés de Bāni Mallal et de Marrākesh sur les lieux des affrontements aux troupes du Makhzan francisé, pour enlever les fusils et les munitions aux corps des tués. Cela expliquerait, d'ailleurs, la présence de remarquables stocks d'armements français 1886, revendus aux marchands de sucre susnommés. Les incursions dans les campements pour voler ce type d'armes seraient un autre moyen employé pour satisfaire la demande grandissante de matériel de guerre⁵⁶⁴. A la fin de juillet 1916, le commandant de la subdivision de Miknās écrit que les recherches du Service de renseignements ont permis l'arrestation de huit Chleuhs, Berbères du Sūs, séjournant à Miknās depuis plusieurs jours. Ils seraient coupables du vol de 6 carabines, à Dār al-Bayda et de 4 fusils au camp Pouban. Les aveux de l'un d'eux font découvrir l'existence d'une véritable association de voleurs d'armes, dont les prises les plus récentes

⁵⁶⁰ *Ibidem*.

⁵⁶¹ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d'armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 19/10/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁶² Note en marge sur un document anonyme et sans date, provenant de la Résidence Générale, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁶³ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d'armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 19/11/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁶⁴ « Rapport du lieutenant de Saint Martin, chef du Bureau des renseignements de Būjād, sur le commerce d'armes et de munitions dans le Tadla et la montagne », 6/10/1914, doc. cité.

auraient été faites à Dār al-Dabibagh, à Miknās et à Marrākesh, pour un total de 10 fusils⁵⁶⁵.

La poursuite de l'enquête relève que cette association de voleurs agit sous le patronage d'Alī Amhāush et la protection de Muha U Sa'īd, tous les deux importants chefs « dissidents » comme Muha U Hammū. Le véritable chef de l'association n'est pas découvert mais il déplacerait sa résidence entre « *Zaouia Ait Ashac (...) [et] Ksiba* »⁵⁶⁶. Les individus prenant part aux vols seraient au nombre de trente-trois, pour la plupart appartenant à la tribu des Ayt Wyra. Ils seraient divisés en six groupes, chacun sous les ordres d'un moqaddem⁵⁶⁷.

La résonance d'un marché aussi propice aux échanges d'armes au Moyen-Atlas atteint les villes de la côte atlantique et des zones « pacifiées ». Le capitaine Quéré, chef du Bureau des renseignements du territoire de Kasbah Tādlā affirme : « *Les indigènes riches des ports, des villes et de l'intérieur possèdent une grande quantité de cartouches. Les munitions pour armes de guerre leur étant désormais inutiles, ils s'en débarrassent en les faisant vendre dans les tribus insoumises* »⁵⁶⁸. Et de Casablanca, la Brigade de sûreté de la ville fait connaître : « *Le nommé Hadj El Kekich, demeurant aux Ouled Ali (Medakra), envoyait fréquemment des approvisionnements aux Chleuhs rebelles des montagnes de Kenifra. Tous les huit ou dix jours, un convoi formé de chameaux et de mulets part dans cette direction pour une destination inconnue* »⁵⁶⁹. Ce commerce s'étend également aux capsules employées pendant les Moussem. En août 1916, le contrôleur en chef de Settāt écrit au commandant de la région de la Shāwīyā : « *Les capsules consommées au Moussem de Ben-Ahmed proviennent de trois sources : 1° d'achats effectués par le Service des renseignements (5 000 capsules) ; 2° de colporteurs étrangers à la tribu qui les ont apportées sur les souks Tadla ou au Moussem même. Ces colporteurs achètent les capsules à Larache, Meknès ou Rabat et les apportent en assez grande quantité, qu'ils dissimulent dans des chouari et déposent en lieu sûr en tribu ; ils les vendent par deux ou trois boîtes à un individu en lequel ils ont confiance ; ils renouvellent leur provision à leur dépôt et continuent à colporter jusqu'à épuisement du stock dissimulé. L'un de ces individus, Ould Rebia, demeurant chez le caïd Ould el Ghandour (...), aurait vendu au Moussem*

⁵⁶⁵ « Quotidien politique du 26 juillet 1916 », envoyé par le tél. n°177 P par le commandant de la subdivision de Miknās au commissaire résident général à Rabāt, 26/7/1916, 19h20, CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

⁵⁶⁶ Tél. n°184, commandant région Miknās au résident général à Rabāt, 30/7/1916, 9 h 10, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁵⁶⁷ *Ibidem*.

⁵⁶⁸ « Rapport du Capitaine Quéré chef du Bureau des renseignements de Kasbah Tādlā, au sujet du commerce de munitions à Beni Mellal », 23/10/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁶⁹ Lettre n°2640, le commissaire chef de la Sûreté, Carrieu, à M. le Colonel commandant la subdivision de Casablanca, 4/12/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

*environ 30 000 capsules – marque anglaise – que lui procura un juif [nommé] Daouid qui habite Rabat et tient cantine à Christian ; 3° de fabrication indigène (Hela) qui font en petite quantité des capsules de très mauvaise qualité. Les capsules ont coûté cette année de 7 à 9 RH le cent »*⁵⁷⁰. Unies dans l'intérêt commun de la lutte aux Français, les Ghyata et les Banī Waraīn, tribus habitant notamment le Maroc oriental, se mettent à disposition de Muha U Hammū pour escorter un convoi de cartouches de Titwān au Moyen Atlas. Elles seraient accompagnées par Hammū bin Hadj, neveu du chef Zayyān⁵⁷¹.

Contrairement aux autres réalités décrites, la présence germano-turque est quasi absente pendant cette phase. Cela n'empêche pas les populations du Maroc central de nouer des relations avec les habitants des zones « pacifiées » ou des autres régions « insoumises » pour s'assurer le ravitaillement en armes et munitions. C'est le Maroc non « makhzenisé » (et non francisé) qui agit au travers d'anciennes et nouvelles dynamiques intertribales et par les espaces de liberté que la faiblesse du protectorat lui laisse encore. Pour un nombre relativement élevé de trafiquants identifiés et d'« associations de contrebandiers » saisies par les autorités coloniales, il y en a, peut-on supposer, un nombre égal ou supérieur qui échappe à tout « recensement » d'ennemis de la France. Nous sommes face à une organisation autochtone des échanges de matériel de guerre, qui marche assez bien pour permettre aux Zayyān de détruire entièrement une colonne militaire et d'affronter la puissance d'une armée moderne et bien équipée. La peur du « bloc berbère » tient ainsi en tension Lyautey et ses généraux sans qu'aucun sujet exogène au territoire y « perpètre » son action. De fait, malgré la probable origine des balles Dum-Dum, la présence des Allemands et de leurs agents présumés n'est repérée par les autorités françaises qu'à la fin de 1915.

II.7.1 – « L'affaire 44 »

Au début de septembre, le chef de la Force publique de Miknās, le gendarme Torcati, porte son attention sur la maison de tolérance d'une nommée dame Sazo, dont la conduite éveille les soupçons des autorités. La dame aurait des égards particuliers pour une « *filles soumise, dite Manuela, d'origine espagnole* »⁵⁷², entrée à la maison pendant la première quinzaine d'août. La fille

⁵⁷⁰ Lettre n°3176 R, le colonel Calmel, commandant de la région de la Chaouya à M. le Résident général de la République française au Maroc, direction du Service des renseignements, 24/8/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁷¹ « Quotidien politique du 30 novembre 1915 », commandant région Marrākesch au résident général à Rabāt, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁵⁷² « Rapport du colonel Thouvenal commandant la région de Miknās au sujet d'une bande opérant au Maroc, et s'occupant de contrebande de guerre et propagande antifranaise », n°25 C,

manifesterait toujours une attitude méfiante à l'égard des clients. Torcati affirme avoir persuadé le légionnaire Masseo, détaché à la 25^e Compagnie du 2^e Bataillon étranger, de s'infiltrer dans la maison. Le légionnaire devient client assidu de Manuela à qui il doit inspirer une certaine confiance car, après quelque temps, la fille semble n'avoir plus de secrets pour lui. Elle lui révèle l'existence d'une association basée en Espagne et dans toutes les villes du protectorat marocain. Ses buts seraient la contrebande de guerre et l'« endoctrinement » germanophile. L'association se composerait de deux « bandes », la première s'occupant de l'introduction d'armes et la seconde de la propagande. Cependant, leurs rôles ne seraient pas si nettement distincts, les membres de l'une se chargeant également de la tâche de l'autre. Les effets de la propagande seraient jugés encore faibles par l'association. Elle n'aurait provoqué qu'une seule attaque sur un convoi aux alentours de Taza, effectuée par une tribu non mieux précisée. Afin de l'organiser de façon plus efficace, la « bande » qui s'en serait chargée prévoirait trois réunions : à Fās, le 27 septembre, sous la présidence d'un nommé Martinez Mariano ; à Casablanca le 4 novembre, sous la présidence d'un nommé Silva, alias Isaac Jacob, qui est également le comptable de l'association ; à Rabāt, le 9 novembre, sous la présidence d'un nommé Hoffman, dont son rayon d'action s'étend aux Chafarinas et à Titwān⁵⁷³. L'introduction de matériel de guerre serait, par contre, déjà bien arrangée. Les armes seraient pour la plupart d'origine espagnole. Elles proviendraient de la manufacture de Tolède Pedro Oliva et elles seraient débarquées à Al 'Ara'ish, chez le transitaire Pepe González. Une fois atteint al-Kasr al-Kbīr via terre, elles gagneraient le Sebū pour le remonter jusqu'à l'Innaouen. Au sud de Sūq al-Arba'a' de Tissa, elles prendraient le chemin des tribus « insoumises » par petits groupes de mulets – entre six et sept bêtes – n'attirant pas, ainsi, l'attention des autorités. Le chef de la « bande » qui s'occupe de faire entrer les armes serait le directeur de la manufacture de Tolède. Les autres membres, pour la plupart espagnols, avec la présence de quelques Allemands et de quelques Marocains, seraient : à Fās, le susmentionné Martinez Mariano, agissant à l'aide d'une fille, Elisa Valencia Pierra ; à Rabāt, le banquier de l'association, un juif dont le nom n'est pas donné par Manuela, et un nommé Garcia, épicier et entrepositaire ; à Casablanca le déjà cité Silva alias Isaac Jacob ; à Tanger un certain Herrbs⁵⁷⁴. Néanmoins, le centre d'action au Maroc serait Miknās, considérée par l'association comme le point intermédiaire entre la zone espagnole, les localités du littoral atlantique sous protectorat français, la ville de Fās et les territoires des tribus « insoumises »⁵⁷⁵. Un nommé

commandant de la région Miknās au résident général à Rabāt, 22/9/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁷³ *Ibidem.*

⁵⁷⁴ *Ibidem.*

⁵⁷⁵ *Ibidem.*

Bin Ayūn serait le chef du groupe de Miknās ou son principal meneur. Il serait épaulé par un qa'id des Akka non identifié, et par un certain Bukari, qui s'occuperait des rakka-s à l'aide de sept ou huit employés. Enfin un sujet espagnol, Luis Navarro, entrepreneur des transports pour le ministère de la Guerre de Madrid, aurait des relations suivies avec quelques membres de l'association.

Deux immeubles de Miknās serviraient à l'organisation comme dépôt d'armes et munitions et comme bureau conservant les registres et le coffre-fort. Dans celui-ci, les deux bandes y garderaient un total de 182 000 F. L'association aurait deux comptabilités, l'une pour la propagande et l'autre pour l'introduction des armes. Enfin, les réunions principales de ce que Manuela désigne comme un véritable conseil d'administration de l'association, auraient lieu dans l'un des deux immeubles de Miknās.

En concluant son rapport, le colonel Thouvenal écrit que toutes les informations relatées par Masseo ont été vérifiées et trouvées exactes, mais qu'elles manquent de documentation écrite pouvant être employée comme preuve. Il exprime également ses doutes sur la possibilité que le légionnaire continue tout seul l'enquête, et il réclame l'envoi d'agents qui puissent le remplacer ou agir à ses côtés, sans le brûler⁵⁷⁶. En effet, une demande de ce type avait déjà été avancée au résident général par le commandant de la région de Miknās⁵⁷⁷. Deux agents hispanophones et arabophones, Juan Antonio Fructoro et son collègue Carreras, avaient dû se présenter directement au domicile du colonel Thouvenal⁵⁷⁸, pour que leur arrivée à Miknās restât la plus réservée possible. Cependant, une fois dans la ville, ils avaient été immédiatement renvoyés à Rabāt car ils s'étaient fait découvrir comme agents au service du protectorat⁵⁷⁹. Malgré cela, l'enquête se poursuit. Masseo permet d'identifier d'autres particuliers concernant l'association et notamment sa « succursale » de Tanger. Dans cette dernière ville, il y aurait une « *maison Sidon et Cohen, Patieximala Guenoplaya Grande, comprenant au sous-sol, magasin munitions, au rez-de-chaussée magasin de nouveautés, au premier étage salle de réunion, au second chambre pour les affiliés* »⁵⁸⁰. Le légionnaire ajoute que le 15 octobre, dans cet immeuble, un « meeting international »⁵⁸¹, réunissant les

⁵⁷⁶ *Ibidem*.

⁵⁷⁷ Tél. n°51, commandant de la région Miknās au résident général à Rabāt, 13/9/1915, 7 h 30, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁷⁸ *Ibidem*.

⁵⁷⁹ Tél. n°71 C, commandant de la région Miknās à la direction de la Sûreté générale auprès de la Résidence générale à Rabāt, 20/9/1915, 11 h 05, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁸⁰ Tél. n°89 C, commandant de la région Miknās à la direction de la Sûreté générale et à la direction du Service de renseignements de la Résidence générale à Rabāt, 29/9/1915, 15 h 30, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁸¹ *Ibidem*.

différents membres des deux bandes, devrait avoir lieu. Les barques que l'association emploie, vraisemblablement pour les transbordements d'armes, porteraient comme signe distinctif « E » ou « F » à côté du numéro d'immatriculation. Elles seraient abritées le long des quais du port de Tanger. Enfin, dans la rue Nana il y aurait un magasin de nouveautés ou de tailleurs à l'enseigne Herrbs & Cohen, dont le propriétaire serait membre de l'une des deux bandes. Masseo signale également l'existence d'un bateau allemand battant pavillon norvégien, le *Celesia* ou *Salesia* ou *Silesia*. Il aurait comme port d'attache en Espagne, *Allamonte*⁵⁸² ou Carthagène, et serait, au moment où le légionnaire parle, à Cardiff, prêt à repartir pour l'Espagne et le Maroc. Le bateau transporterait des armes et il en aurait débarqué une certaine quantité, la semaine précédente, au sud de Mogador⁵⁸³.

Répondant à la réclamation du commandant de la région de Miknās, la Sûreté générale met à disposition de l'enquête deux agents, eux aussi hispanophones et arabophones. Ils partent de Rabāt à deux reprises. Le premier, Antoine Gómez, devrait atteindre Miknās par train le 6 octobre. L'arrivée du second, Francisco Carrillo, est prévue pour le lendemain⁵⁸⁴. Afin de ne pas se faire découvrir, le commandant devra les recevoir à son domicile « *dans le plus grand secret et en l'absence de témoins* »⁵⁸⁵. Toutefois, une première vérification des renseignements concernant Tanger, fournis par Masseo, aboutit à des résultats peu heureux. Bourgès, commissaire de police détaché à l'Agence de France dans la ville, écrit : « *Il n'y a pas de maison Sidon Cohen Patieux Imalagueno (patio El Malagueño sans doute). Ce patio et le groupe de maisons appartiennent à un Espagnol nommé Juan Mellado. Les nombreux appartements sont occupés par des sujets espagnols et de très nombreuses familles. Il n'y a pas de magasin de nouveautés. S'il existe des sous-sols, il n'a pas encore découvert qu'ils servent de magasin de munitions. L'association de contrebandiers n'a pu être, jusqu'à présent, repérée, non plus que la chambre servant de réunion aux affiliés. L'enquête sera continuée. La réunion dont il est question et qui serait fixée au 15 octobre sera l'objet d'une surveillance. Le capitaine du port Jaurand déclare qu'il peut exister des barques portant comme signes distinctifs E ou F. Aucune des barques actuellement en rade ne porte cette marque. La surveillance sera continuée pendant plusieurs jours au fur et mesure de la rentrée des barques qui peuvent se trouver en mer. (...) Il n'existe pas à Tanger de rue Nana et l'enseigne de magasin de nouveauté Herrbs et*

⁵⁸² Il s'agit probablement de la ville andalouse d'Ayamonte, non loin de la frontière portugaise.

⁵⁸³ Tél. n°89 C, commandant de la région Miknās à la direction de la Sûreté générale et à la direction du Service de renseignements de la Résidence générale à Rabāt, 29/9/1915, doc. cité.

⁵⁸⁴ Tél. chiffré n°32 DRC2, commissaire résident général au commandant région de Miknās, Rabāt, 2/10/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁸⁵ Tél. chiffré n°28 DRC2, commissaire résident général au commandant région de Miknās, Rabāt, 2/10/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

*Cohen n'a pu être découverte jusqu'à ce jour. Aucun des facteurs des Postes et Télégraphes ne se rappelle cette adresse »*⁵⁸⁶. Les doutes au sujet des informations concernant Tanger n'arrêtent pas Masseo. Il aurait réussi à se faire admettre au sein de l'association et, le 9 novembre, après avoir obtenu de Thouvenal une permission de quinze jours, il part pour Casablanca. Ici il devrait *« se mettre en relation avec les membres de [la] société près desquels il trouvera le moyen de se rendre à Tanger »*⁵⁸⁷. Le but de sa mission est de connaître la composition exacte du cartel de contrebandiers et d'y faire entrer Gómez et Carrillo, qui se feraient passer pour des officiers se consacrant au trafic d'armes. Les deux agents devraient se borner à filer Masseo au cours de son séjour à Casablanca, atteignant ensuite Tanger, par leurs propres moyens, le 15 octobre, journée du « meeting ». Gómez devrait alors convaincre Masseo de se retirer de l'enquête, bien que l'attitude « jusqu'au-boutiste » du légionnaire ne rende pas sa tâche aisée.⁵⁸⁸ Thouvenal exprime sa perplexité à l'égard de Masseo. Il regrette que Gómez et Carrillo ne puissent pas entrer, dès leur arrivée à Casablanca, en rapport avec les membres de l'association de contrebandiers dans la ville, et ajoute : *« Il est possible, même probable, qu'il [Masseo] (...) a eu des relations avec des gens de toutes sortes. Mais il a raconté tellement de chose, il a mis en scène un si grand nombre de figurants que je le soupçonne d'avoir [incompréhensible] d'imagination. Il ne nous a pas été possible de vérifier la plupart de ses déclarations, soit parce que les gens dont il nous parlait venaient de partir soit parce que les rendez-vous qu'il recevait avaient eu lieu... D'autre part, dans ce qu'il avance, il met un tel accent de sincérité qu'on n'a pas le droit, de peine de ne pas y ajouter foi »*⁵⁸⁹.

Si ces affirmations entrent nettement en contradiction avec celles qu'il avait faites précédemment, elles semblent trouver un certain fondement dans les renseignements qui suivent. De Rabât, le commandant de la région déclare que *« les recherches relatives à l'association signalée n'ont, jusqu'à ce jour, donné, à Rabat, aucun résultat. Il n'existe, en effet, rue Petitjean, aucune épicerie. D'ailleurs, le seul Européen, du nom de Garcia, habitant Rabat est menuisier et est actuellement mobilisé ; il est honorablement connu ici. Il n'a pas été possible, d'autre part, de trouver rue El Gza, l'israélite qui serait le banquier*

⁵⁸⁶ Note du commissaire de police Bourguès, détaché à l'Agence et consulat général de France à Tanger, 2/10/1915, communiquée au commissaire résident général par le ministre plénipotentiaire de France à Tanger le 3/10/1915 sous le n°613 D, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁸⁷ Lettre n°91 C « Confidentiel », le colonel Thouvenal, commandant la subdivision de Miknās au commissaire résident général, commandant en chef (Sûreté générale) à Rabât, 9/10/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁸⁸ *Ibidem*.

⁵⁸⁹ *Ibidem*.

de l'association précitée »⁵⁹⁰. De plus, dans un télégramme où il exprime toutes ses craintes, le commissaire résident général soutient : « *Plusieurs mensonges ont été constatés en cours de route de Meknès à Casablanca. Dans ces conditions, je me demande s'il est opportun de (...) laisser [Masseo] continuer son voyage qui faciliterait une désertion qu'il envisage peut-être depuis quelque temps* »⁵⁹¹. Ces considérations sont partagées également par le général Henrys, qui juge préférable de faire rentrer Masseo à Miknās⁵⁹². Ainsi, le 19 octobre, sans n'avoir ni atteint Tanger ni avoir participé au « fantomatique » meeting international, le légionnaire est escorté, de Rabāt à Miknās, par Gómez et Carrillo. Non seulement l'enquête paraît arriver à sa fin sans que les dires de Masseo et de Manuela aient trouvé leur confirmation mais le militaire semble risquer des poursuites et des sanctions en raison de certains papiers « douteux », dont le contenu ne nous est pas révélé par la correspondance examinée⁵⁹³.

D'autre part, Luis Navarro, indiqué comme complice dans l'association, est suivi étape après étape dans son déplacement en Espagne. Ce voyage apparaît assez suspect aux yeux des autorités françaises. Le 25 septembre, l'Espagnol part en voiture de Miknās avec sa femme et un certain Reyboubey, qui est accompagné de son fils. Le long du chemin pour Al 'Ara'ish, il accueille à bord de l'automobile un compatriote, un nommé Ortigo. A Sūq al-Arba'ā', Navarro déclare au barrage de la gendarmerie qu'il se rend en Espagne pour acheter du bétail. En revanche, Reyboubey s'arrêterait à Tanger pour accompagner son fils au collège⁵⁹⁴. A Al 'Ara'ish, les voyageurs empruntent le *Quetzal* pour Tanger, où ils débarquent le soir du 28. Une information provenant du vice-consul de France dans la ville en zone espagnole soutient que Navarro se rendrait à Carthagène pour y acheter des mules à introduire en protectorat français. Cela serait d'ailleurs interdit⁵⁹⁵. En effet, à Tanger l'Espagnol aurait déclaré aller chercher dans la péninsule un camion automobile pour le transport de bétail. Quelques jours plus tard, le consul de France à Carthagène communique : « *Les nommés Navarro et José Nieto Carreras sont en ce moment tous les deux à Carthagène. Le deuxième, qui était naguère encore sale et misérable, a changé il y a quelque temps 12 000 F d'argent français et se promène à présent bien*

⁵⁹⁰ Lettre n°1564 R, le colonel Maurial, commandant la région de Rabāt, à M. le Résident général, direction du Service de renseignements à Rabāt, 15/10/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁹¹ Tél. n°1109 DR2 « Très urgent », commissaire résident général au général commandant le secteur Nord à Miknās, Rabāt, 14/10/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁹² Tél. n°123, général commandant le secteur Nord au commissaire résident général, 15/10/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁹³ Tél. n°43 DRC 2 chiffré, commissaire résident général au commandant général du secteur Nord à Miknās, Rabāt, 18/10/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁵⁹⁴ Tél. n°2285 N, « Priorité Extrême Urgence », général commandant le secteur Nord au résident général à Rabāt/Casablanca, Miknās, 26/9/1915, 21 h 55, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁵⁹⁵ Lettre n°198, vice-consulat de France à Al 'Ara'ish au résident général à Rabāt, 2/10/1915, CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

*vêtu et avec des bijoux peut-être faux. Le premier, Navarro, a déjà fait acheter pour son compte une quarantaine de mules qui sont marquées L.N »*⁵⁹⁶. Le renseignement semble couper court à toute suspicion au sujet du voyage de Navarro, d'autant que le 21 octobre le vice-consul de France à Al 'Ara'ish affirme que l'Espagnol serait en train de négocier l'entrée d'une partie des mules en zone française. Les autorités espagnoles lui auraient répondu que cela lui serait permis à condition que leurs collègues du protectorat accordent eux aussi, à titre de réciprocité bienveillante, une autorisation pour la sortie de leur zone de bétail ou de denrées en nombre ou valeur équivalent. Les mules devraient servir, en effet, pour le Corps d'occupation français⁵⁹⁷. Les informations au sujet de Navarro s'arrêtent, ainsi, à la frontière du protectorat, en zone espagnole, mais il est assez bizarre que l'armée d'occupation française au Maroc ait confié à un Espagnol l'achat du principal moyen de déplacement de ses troupes. En effet, de nombreuses contradictions sont présentes dans « l'affaire 44 », nom en code de l'histoire relatée.

Il est peu vraisemblable, comme l'affirme Thouvenal, que Masseo ait été persuadé à s'infiltrer dans la maison de tolérance. Si l'attitude de la maîtresse avait éveillé les suspects du colonel, pourquoi confier toute l'enquête à un légionnaire, vraisemblablement non français ? N'est-il pas vrai que, s'il y a un corps militaire attentivement surveillé au Maroc, pendant la guerre, en raison de l'hétérogénéité de ses composants, est-ce bien la Légion ? A ce sujet, nous pouvons avancer deux hypothèses. Masseo fréquente habituellement la fille Manuela, indépendamment des consignes militaires qui lui sont données dans un deuxième moment. Cela expliquerait également l'aisance avec laquelle la fille fait ses révélations au légionnaire pendant une période assez courte. Il est difficile d'imaginer que la confiance de Manuela ait été acquise aussi rapidement, comme le récit du colonel Thouvenal semble le faire croire. Donc, Masseo connaît l'histoire du réseau d'espionnage et de contrebandiers par les conversations qu'il doit avoir avec la fille. Il fait donc rapport à ses supérieurs. Ceux-ci le convainquent de poursuivre l'enquête. Mais Masseo, justement, est un légionnaire peu contrôlable, d'où la requête d'autres agents qui puissent agir à ses côtés. D'ailleurs, les doutes manifestés par le colonel Thouvenal ne s'expliqueraient que par la crainte d'absence de loyauté de la part du légionnaire. Elle ne serait pas justifiée si Masseo était un « homme de confiance ». Le colonel n'aurait pas avancé, dans ce dernier cas, le danger de la désertion.

⁵⁹⁶ Dans lettre n°302 D, Agence de France à Tanger au résident général à Rabât, 7/10/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2. La marque L.N. est apportée pour, vraisemblablement, indiquer le nom de l'acheteur, Luis Navarro.

⁵⁹⁷ Lettre n°212, vice-consulat de France à Al 'Ara'ish au résident général à Rabât, 21/10/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

La deuxième hypothèse est que Masseo est, lui aussi, membre de l'association ou d'une bande de trafiquants qui n'a aucune relation avec la société présumée. Celle-ci aurait été, tout simplement, inventée. Dans les deux cas, ses dires ne serviraient qu'à brouiller les pistes des autorités françaises. Tous les soupçons du général Henrys, du commissaire résident général et de Thouvenal seraient alors fondés. Les papiers compromettants, qu'on écrit avoir trouvés sur le légionnaire, ne seraient que la preuve définitive de sa culpabilité. Cependant, nous faisons l'hypothèse que l'association existe réellement, ne serait-ce que parce que l'un des personnages cités, Luis Navarro, est bien réel ! D'autre part, le voyage qu'il accomplit en Espagne, pour l'achat des mules, pourrait être un excellent moyen d'introduire des armes cachées, dupant à la fois les autorités espagnoles et françaises. D'ailleurs, les fusils et les munitions seraient d'origine espagnole, affirme-t-on au début de l'affaire. Si l'association est aussi bien structurée que le prétend Manuela, elle adopte sans doute des contre-mesures pour ne pas être découverte. S'agirait-il ou non d'une association « secrète », composée par un impressionnant nombre d'individus ayant, chacun à son tour, des couvertures, des doubles identités, des attaches qui le mettraient à l'abri de toute poursuite ? L'impossibilité de voir vérifiés tous les renseignements fournis par Masseo aurait, ainsi, son explication. D'un autre côté, le rôle joué par Manuela, dont la bonne foi n'est étrangement jamais mise en doute par les autorités françaises, est complètement à définir. Nous sommes donc ici aux limites des suppositions. Les éléments de la poursuite de l'enquête, si elle a lieu, nous manquent. Il reste, néanmoins, que l'existence du réseau décrit par Masseo, ou d'autres semblables, dans la région fournirait la source, par exemple, des balles Dum-Dum, voire un point d'appui bien plus caché qu'ailleurs, pour les populations qui luttent contre la « pacification ». La présence, dans l'association, de Marocains et de quelques notables comme le qa'id des Akka nous permet de soutenir, avec plus de force, cette hypothèse.

II. 8 - Le « calme » de la côte atlantique du protectorat

Les régions où la mainmise française est plus ancienne devraient être en même temps les zones les plus tranquilles à l'abri de tout soulèvement des populations contre le gouvernement franco-makhzanien en place qui s'organise autour de l'axe Casablanca-Rabāt. Cette dernière ville avait été choisie par Lyautey comme capitale du protectorat, au lieu de Fās ou Marrākesh, car elle était jugée plus sûre avec la possibilité d'échapper par l'Atlantique à une éventuelle attaque de tribus hostiles. Depuis 1912, le siège fixe du sultan et du Makhzan francisé avait donc été déplacé à Rabāt. Pour sa part, Casablanca était en train de devenir le cœur économique du protectorat. C'est elle qui battait la mesure du « nouveau capitalisme marocain » dont les colons et quelques privilégiés autochtones tiraient profit ; c'est elle qui était façonnée « à la française », notamment dans son architecture, et qui devenait, rapidement, la fine fleur de l'entreprise coloniale⁵⁹⁸. La plus récemment urbanisée, sa région jouit d'une morphologie assez favorable. Son immédiat arrière-pays est la plaine de la Shāwīyā et non les mystérieuses montagnes du Rīf ou les dunes du désert.

Les plaines côtières du nord et de l'ouest du Maroc ont toujours été facilement contrôlées par le pouvoir sharifien. Elles correspondent incontestablement au *bilad al-Makhzan*, les terres du sultan ; pour les mêmes raisons, elles forment le véritable territoire du protectorat au début des hostilités en Europe⁵⁹⁹.

Bien qu'elles soient sous « protection », ces régions constituent paradoxalement la zone où l'inquiétude pour l'introduction clandestine d'armes évolue en véritable phobie. Que les « barbares » de la périphérie marocaine, alliés des « Boches » et des « lâches Espagnols, contrebandiers par définition », reçoivent des armes pour s'opposer aux troupes françaises, heurte la dynamique de l'« œuvre civilisatrice » de la République mais apparaît quasi « normal ». D'un côté vivent les champions du progrès et de la modernisation ; de l'autre sont les vestiges d'un Moyen Âge anarchique et obscur qui résistent à la civilisation. Suivant cette optique, il est logique que dans les régions où l'établissement du « génie français » est encore chétif, les oppositions à la construction du « nouveau Maroc » pullulent.

⁵⁹⁸ En ce qui concerne l'aspect « présence coloniale », « développement économique » et « grands travaux d'infrastructures » pendant la période lyautéenne (1912-1925), voir Daniel Rivet, *op. cit.*, 3^e vol., p. 7-147.

⁵⁹⁹ « En 1914, sur les 420 000 kilomètres carrés dont se compose le Maroc, nous en occupons seulement 163 000 », Louis Barthou, *op. cit.*, p. 67.

Les éléments fondamentaux du combat des tribus « dissidentes » s'enrichissent d'un dernier facteur : ces populations ne contestent pas seulement l'autorité temporelle du Makhzan comme jadis ; elles refusent également le masque de l'*Amir al-mu'minin* Mawlāy Yūsuf porté par les troupes franco-makhzaniennes qui les massacrent⁶⁰⁰, en essayant de les assujettir et de conquérir leurs territoires. C'est là une véritable *vacatio religionis*, notamment un manque total de crédibilité de l'autorité spirituelle 'alawite, satellisée au pouvoir lyautéen⁶⁰¹. Ce déficit provoque d'un côté la multiplication de rivaux des shurafa filaliens et, de l'autre, une flambée de solidarité des régions « pacifiées » avec « l'autre Maroc ». Celui-ci oppose au protectorat ses racines historiques, ses propres équilibres, sa propre sensibilité et culture islamique, ses réseaux d'interdépendance entre tribus qui, souvent, se combattaient. Les discours prononcés par Lyautey au sujet du renforcement impératif du volet sacré de « son sultan » soutiennent cette lecture. Elles nous disent également que le général ne se fait aucune illusion, en 1914, sur le fait que la « pacification » puisse aisément avoir lieu ou que les populations des territoires, où elle s'est accomplie, soient complètement acquises au protectorat. C'est pourquoi il craint, à ce

⁶⁰⁰ La littérature que nous avons consultée s'accorde sur la difficulté d'évaluer le carnage. Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 68-70, après avoir fourni de nombreux exemples de massacres documentés, avance un nombre de 100 000 victimes entre 1901 et 1934. Il reste à savoir si cette estimation prend ou non en compte les morts des zones espagnoles au nord, dans l'enclave d'Ifni et dans la région de Tarfaya, puisque l'auteur commente : « Cette hypothèse numérique, l'historien issu de la nation colonisatrice la reçoit comme un coup de poing ». En revanche, Rivet donne un nombre assez ponctuel des tués dans les troupes coloniales entre 1907 et 1925 : 12 583 morts. Il précise que ce chiffre sous-estime les pertes des irréguliers et fait défaut pour les deuxièmes semestres de 1913 et 1919. À remarquer que Paul Doury, neveu du colonel Doury qui en 1915 avait été appelé par Lyautey à la tête des forces françaises du Haut Guir et du Territoire de Bū Denib et qui avait occupé momentanément le Tafilalet en 1917, dans son *Un échec occulté de Lyautey. L'affaire du Tafilalet, Maroc Oriental (1917-1919)*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 233, conteste l'emploi du mot « massacre » qui devrait être utilisé seulement pour indiquer des actions meurtrières contre des populations civiles et non des actions militaires « régulières » contre des groupes irréguliers armés. Gilles Perrault, *Notre ami le Roi*, Paris, Éditions Gallimard, 1990, p. 17, hasarde un nombre d'environ 37 000 morts et 15 000 blessés sans indiquer aucune référence chronologique. Il ne se prononce pas sur le nombre de victimes marocaines, mais décrit précisément les pratiques mises en place par les Français pour écraser les tribus dissidentes. Celles-ci utilisent également des expédients assez peu « civilisateurs » comme la marche forcée des habitants des villages récemment conquis, ou les distributions de pains fourrés en explosifs. On ne connaît pas les pertes subies par les Espagnols dans leurs zones mais il est vraisemblable qu'elles soient bien plus élevées que celles des zones françaises. Juan Pando, *op. cit.*, p. 186, parle d'environ 10 000 tués seulement pendant la bataille d'Anwal (22 juillet 1921) et ses suites, véritable début de la guerre du Rif. Ce nombre augmente en raison des pertes au combat du Mont Arwiyt, atteignant ainsi les 13 000 tombés pendant les trois premières semaines de guerre.

⁶⁰¹ En revanche, ce facteur est revendiqué par le résident général. Daniel Rivet, *op. cit.*, 3^e vol., p. 267, écrit : « Lyautey a tendance à surévaluer l'efficacité de sa politique de coopération avec le sultan, auprès duquel son apparence de lieutenant de Sidna lui confère, croit-il, un caractère quasi religieux. » Cette dernière citation est tirée de la « Note privée de Lyautey pour le commandant de Cuverville, attaché militaire à Madrid », 4/3/1924. D'après Mohammed Salahdine, *Maroc: tribus, Makhzen et colons. Essai d'histoire économique et sociale*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1986, p. 128, Lyautey aurait affirmé : « Si nous avons réussi en treize années à occuper et 'pacifier' ce vaste pays (...) c'est uniquement parce que nous n'y avons jamais agi que comme mandataire du sultan, celui au nom duquel on dit la prière ».

sujet, l'entrée en guerre de l'Empire ottoman. La Sublime Porte apporte une couleur religieuse à la propagande allemande qui attire les sympathies des tribus « dissidentes » mais garde le handicap d'émaner d'un sujet chrétien et européen. Nous le réitérons : à la Résidence, à Rabât comme chez l'ensemble des Français du protectorat l'appréhension règne. La chasse au contrebandier et à l'individu suspect à Casablanca, qui a lieu dès les premiers jours d'août 1914, ne s'explique que par une réaction émotionnelle gigantesque face à l'« action allemande ». Ici, les autorités françaises livrent une guerre au gré des rumeurs qui varient en fonction des rares saisies d'armes effectivement opérées. Mais, contrairement à l'inquiétude demeurant dans les zones à peine conquises, l'effroi ne peut être toléré aux abords des contrées qui apparaissent maîtrisées depuis longtemps.

Du nord au sud de la côte atlantique du protectorat, Knitra, Salā, Rabāt, Casablanca, Mazagan, Asfī et Mogador avaient été le passage obligé des armes, bien avant la présence européenne au Maroc. Les fusils et les munitions ne servaient pas spécialement aux gens du lieu, elles étaient généralement acheminées vers l'intérieur du pays. L'arrivée des Européens dans ces villes avait remarquablement augmenté leur rôle de porte du trafic de matériel de guerre. Avant 1912, les armes n'étaient pas seulement débarquées sur des plages isolées mais, avec les complicités des consuls et des protégés impliqués dans l'affaire, passaient le plus souvent sous les yeux de la douane. S'il n'en est plus ainsi depuis le Traité de Fās, ce sont les propriétaires des armes déjà introduites que les autorités du protectorat visent. Le début du conflit en Europe et la proclamation de l'état de siège dès le 4 août 1914 élargissent les possibilités de répression, notamment à l'égard des Allemands qui n'ont pas quitté le Maroc, et envers les anciens protégés des nations en guerre contre la France. Des documents consultés qui relatent la peur et l'insécurité dans lesquelles le protectorat tombe, il ressort que les institutions militaires et civiles ont besoin d'une manifestation de puissance contre les (présumés et avérés) espions ou trafiquants d'armes allemands et leurs complices. Les inculpés sont peut-être responsables des actes que les conseils de guerre leur reprochent mais, derrière cela, il y a également le désir de leur faire payer la tentative de miner le nouvel ordre qui devrait remplacer l'« anarchie » précoloniale. Le message que ces mesures font passer est destiné aux Marocains. A ce propos, Louis Barthou ne pourrait pas être plus clair : « *La déclaration de guerre nous rendit notre liberté et il suffit d'une volonté résolue pour démontrer aux indigènes, attentifs aux événements, que nous étions les plus forts. La fermeture des bureaux de poste et des consulats allemands, la saisie de leurs correspondances, la remise dans le droit commun des protégés et des censeux qui avaient abusé pendant tant d'années d'un intolérable privilège, produisirent un effet immédiat. Mais rien ne prouva mieux notre force, mise au service du droit, que l'arrestation et la condamnation de quelques Allemands notoires, dont Karl Ficke, notre*

*principal adversaire depuis son installation ancienne au Maroc, était le chef reconnu, tenace et habile »*⁶⁰².

Nous n'avons jamais rencontré le nom de Karl Ficke en tant que trafiquant d'armes, mais Barthou l'accuse également de ce délit. Ficke est un personnage important de la colonie allemande au Maroc. Il joue un rôle dans la propagande antifranaïaise, même avant la guerre. Il a des relations suivies avec les Mannesmann et des rapports constants avec son gouvernement. Il semble être, en conséquence, l'un des hommes clés de la politique marocaine de l'Allemagne. Son exécution à Casablanca a donc une valeur extrêmement symbolique qui fait ainsi conclure Barthou : « *Malfaisant et cynique, il passait pour invulnérable. Condamné à mort après un procès régulier, il subit le feu avec courage, mais il ne fallut pas moins que ces douze balles pour abattre sa puissance d'intrigue, d'orgueil et de haine, qui, se croyant à l'abri des lois de la guerre, nous avait porté un défi audacieux et prolongé* »⁶⁰³.

Les autorités du protectorat emploient tous les moyens dont elles disposent pour montrer leur puissance à leurs sujets. Ainsi, l'exécution des Marocains accusés de contrebande d'armes et d'intelligence avec l'ennemi devrait jouer un rôle pédagogique envers tous ceux qui pensent se joindre aux « dissidents ». Le 28 janvier 1915, le chef du cabinet militaire de la Résidence générale écrit : « *Reçu dossier condamnation à mort indigènes Ahmed Ben El Hadj, Kacem Ben Abderrahman et Ahmed Ben El Fatmi détenus du pénitencier d'Ali Moumen. Conformément à avis émis par commandant subdivision, je prescris que justice suivra son cours, sans délai, envers ces condamnés. Exécution aura lieu à Ali Moumen en présence détachements de la garnison de Settât et de tous les prisonniers du pénitencier* »⁶⁰⁴. Dans ce cas, il nous paraît que l'exécution des trois espions et trafiquants doit servir d'exemple également aux soldats de la garnison de Settât. Cela fait supposer que la Résidence générale redoute les désertions et cherche à montrer ce qui peut arriver aux individus qui abandonnent les rangs des troupes coloniales. Un an plus tard, le conseil de guerre de Casablanca émet ses condamnations pour trente-neuf personnes, dont deux Allemands : Hedrich, condamné à mort par contumace pour « *intelligence avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises* »⁶⁰⁵, et Théodor Kastner, condamné à dix-huit mois de prison et 1 000 F d'amende pour « *détention*

⁶⁰² Louis Barthou, *op. cit.*, p. 32.

⁶⁰³ *Ibidem*, p. 34.

⁶⁰⁴ Tél. n°193 CM, le chef du cabinet militaire de la Résidence générale à Rabât au commandant de la subdivision de Casablanca, 28/1/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁶⁰⁵ « État des condamnations prononcées par le conseil de guerre de Casablanca dans la séance du 18 mars pour l'affaire de la contrebande d'armes chez Doukkala », joint à la lettre n°283, le général Gueydon de Dives, chef d'état-major du général commandant en chef à M. le chef du CD de la Résidence générale, Rabât, 24/3/1916, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

illégal d'armes ou de munitions de guerre »⁶⁰⁶ ; un Suisse, Auer, condamné à deux ans de prison et 1 000 F d'amende pour « *complicité et détention illégale d'armes ou de munitions de guerre* »⁶⁰⁷, en fuite au moment du procès ; un Espagnol, José Albalat dit Pépé, condamné à deux ans de prison et 1 000 F d'amende pour « *détention illégale d'armes ou de munitions de guerre* »⁶⁰⁸ ; trente-cinq Marocains, tous condamnés pour « *détention illégale d'armes ou de munitions de guerre* »⁶⁰⁹ à dix-huit mois de prison et 800 F d'amende, à l'exception de deux hommes, dont la peine est réduite à seize mois de prison et à une moins forte amende.

La lettre qui accompagne l'état des condamnations parle de contrebande d'armes, mais aucune des spécifications du délit ne mentionne l'introduction clandestine de matériel de guerre. Trente-huit des inculpés sont condamnés pour détention illégale ou complicité et détention illégale d'armes, le dernier pour un crime qui, apparemment, semble n'avoir aucune relation avec la possession ou l'introduction de fusils ou munitions. A ce propos, il faut souligner également que les faits reprochés aux individus se sont déroulés pendant les années 1913-1914, dans la région des Dukkālā, avant le commencement des hostilités en Europe. De cela il ressort que l'intelligence avec l'ennemi contestée à Hedrich suppose une application rétroactive du Code pénal de guerre si, par ennemi, le conseil de guerre entend se référer à l'Allemagne. Il se peut également que l'adversaire en question soit une tribu « dissidente ». Mais il s'agit là d'une hypothèse qui ne trouve aucune confirmation. Un dernier commentaire concerne les peines qui sont infligées. Elles sont légèrement moins lourdes pour les Marocains qui jouent, vraisemblablement, un rôle mineur dans l'affaire par rapport aux Européens. S'il n'en eût pas été ainsi, il faudrait conclure que, dans cette circonstance, l'aspect « pédagogique » du procès visait plutôt les sujets d'autres pays européens. En particulier, les autorités du protectorat chercheraient à toucher les individus appartenant aux pays qui, au moment de la guerre, ont déclaré leur neutralité, comme l'Espagne et la Suisse, mais que les Français soupçonnent d'être germanophiles⁶¹⁰.

Parallèlement à la répression de délits qui concernent la détention d'armes ou la complicité avec « l'action allemande », la surveillance du littoral pour contrer l'introduction clandestine de matériel de guerre continue. En juin 1915, le contrôleur civil de Casablanca-Banlieue, Champion, mène une enquête minutieuse sur les abris possibles pour les trafiquants d'armes. Dans le même

⁶⁰⁶ *Ibidem.*

⁶⁰⁷ *Ibidem.*

⁶⁰⁸ *Ibidem.*

⁶⁰⁹ *Ibidem.*

⁶¹⁰ Parmi ces pays, il faut inclure les Pays-Bas et, jusqu'à la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie, l'Italie.

but, il effectue également une tournée à Fadhala et relate : « *J'ai appris qu'un sieur Zalewski, ancien employé de la Marocco-Mannesmann, individu très suspect et d'une moralité douteuse, s'était installé depuis quelques semaines près de la crique située à l'ouest de l'embouchure de l'Oued Mellah, pour y faire, a-t-il dit, l'élevage des porcs, en association avec un sieur De Bouzenguet de Balestrier, récemment arrivé d'Algérie et sur lequel je n'ai aucun renseignement. Or, cette crique est certainement dans la région de Fédalah la plus favorable qu'on puisse trouver pour se livrer à la contrebande. Outre qu'elle ne peut pas être surveillée directement de Fédalah, elle est à terre entourée d'un boisement de tamarins très touffu qui s'étend jusqu'à la piste de Rabat à la hauteur de la maison de l'ancien censal allemand Mohammed Lecheb. C'était un des points de la côte où, avant l'occupation française, se manifestait le plus activement la contrebande de guerre. Etant donné, d'une part, les attaches du sieur Zalewski avec les Mannesmann, d'autre part sa mauvaise réputation, j'estime qu'il y a lieu d'exercer une surveillance constante à son encontre* »⁶¹¹. Champion confie le contrôle de Zalewski à un agent marocain qui devra le filer pendant un mois. En même temps, il met au courant de ses doutes le lieutenant des Douanes de Fadhala qui, de son côté, lui assure la surveillance de la crique par ses hommes. L'attention que les autorités portent aux côtes touche également les mouvements des navires qui arrivent dans les ports du protectorat pour décharger leurs cargaisons. Toute modification des plans de navigation des bateaux entraîne des soupçons éveillant l'alerte des régies. Par exemple, en juillet 1915, le contrôleur des Douanes de Rabât remarque que parmi les navires qui accostent au début du mois, le *Maria Enriqueta*, provenant de Tanger, ne débarque pas ses marchandises. Son capitaine déclare que sa cargaison était destinée à Casablanca et qu'il n'avait touché Rabât qu'en relâche forcée. Pourtant, le voilier, chargé de vingt-six tonnes de charbon, au lieu d'atteindre immédiatement Casablanca, s'arrête à mi-chemin, à Fadhala. Le contrôleur des Douanes craint certainement qu'il puisse livrer une partie de sa cargaison en contrebande, et à ce propos, il écrit au sous-directeur du Contrôle de la dette : « *Ses agissements [du Maria Enriqueta] me paraissent suspects et je crois bien faire de les porter à votre connaissance. A mon avis, il serait utile d'obliger les capitaines des navires transportant des marchandises considérées comme contrebande de guerre tels que houille, pétrole, benzine, etc. à les débarquer au premier port de la zone française qu'ils toucheraient lorsqu'ils proviendraient d'un port autre que ceux de cette zone* »⁶¹². Un an plus tard, l'alerte est donnée directement par le ministère des Affaires étrangères qui signale l'expédition à Rabât de quatre « *colis*

⁶¹¹ Lettre n°1048, le contrôleur civil de Casablanca-Banlieue à M. le Colonel commandant la région, Service des renseignements, juin 1915 (sans jour précisé), CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁶¹² Lettre n°52, le contrôleur des douanes à Rabât, A. Mattei, à M. le Sous-Directeur du Contrôle de la dette, 8/7/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

contremarqués HGG »⁶¹³. Les marchandises sont envoyées de Budapest par la Haller & Co de Bregenz, en Autriche, à la maison allemande Baquera, Kusch et Martin de Malaga et de Séville, en relation avec les Mannesmann⁶¹⁴. En raison de cela, tout déchargement effectué par les navires partis des deux villes andalouses devra subir une stricte vérification. Enfin, en mars 1917, l'équipage du vapeur français *Jarlot*, de la Compagnie de navigation Paquet, signale au commandant de la région de Rabât, Pellegrin, les mouvements suspects du *Rosa*, de la Compañía Española Transmediterránea de los Correos Españoles de Barcelone⁶¹⁵. Le *Rosa* aurait appareillé au large de la côte de Rabât pendant la nuit du 17 au 18 mars, et vers 1h30 aurait montré des feux semblant des signaux. A 5h30, il serait rentré dans la rade⁶¹⁶. La perquisition du bâtiment, qui a lieu le 19, ne révèle aucun élément pouvant faire penser à la fourniture de pétrole ou d'essence pour les sous-marins allemands. De plus, l'équipage espagnol nie avoir fait des signaux, contredisant les hommes du *Jarlot* qui réaffirment ce fait particulier avec détermination⁶¹⁷. Deux jours plus tard, concluant sa correspondance au sujet de l'affaire, le colonel Pellegrin écrit : « [Le *Rosa*] portait à bord 15 fûts vides qui paraissaient avoir été défoncés au moyen d'une pioche ; ces fûts avaient contenu du vin. Il est possible que ce vin ait été employé au ravitaillement des sous-marins ennemis »⁶¹⁸.

La surveillance vise aussi les individus qui se déplacent en dehors du territoire du protectorat et qui sont soupçonnés d'aller chercher des armes à introduire subrepticement. Ainsi, le consul de France à Séville signale que deux Marocains sont dans la ville de sa résidence pour acheter des fusils et des munitions à expédier au Maroc dans des chargements de paille⁶¹⁹. Il s'agit d'un nommé Hamidū al Arā'ishi, employé des téléphones espagnols à Casablanca. Il parlerait couramment le castillan et il aurait quitté la ville pour l'Espagne dans la seconde quinzaine de juin, donnant comme motif de son déplacement un règlement d'intérêt avec la Compañía Telefónica Española. Ses voyages en

⁶¹³ Tél. du ministère des Affaires étrangères à l'Agence de France à Tanger, Paris, 29/8/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

⁶¹⁴ *Ibidem*. Si l'attention se focalise sur Rabât, d'autres colis du même type sont signalés comme devant atteindre Tanger et Al 'Ara'ish.

⁶¹⁵ Lettre n°413, le colonel Pellegrin, commandant la région de Rabât au résident général à Rabât, direction du Service des renseignements, 18/3/1917, CADN, ARGM, CD, c. 618.

⁶¹⁶ *Ibidem*.

⁶¹⁷ Note du colonel Pellegrin et rapport de l'agent de la Sûreté Fialon, du 19/3/1917, CADN, ARGM, CD, c. 618.

⁶¹⁸ Lettre n°423/R, le colonel Pellegrin, commandant la région de Rabât à MM. le commandant de la division navale en mer à Casablanca et au résident général à Rabât, direction des Renseignements, 21/3/1917, CADN, ARGM, CD, c. 618.

⁶¹⁹ Tél. n°165 D, l'Agence de France à Tanger au résident général à Rabât, 2/7/1915, 12 h 30, CADN, ARGM-CD, c. 617-2, dans lequel on relate le télégramme du consul de France à Séville.

Espagne auraient été fréquents antérieurement et depuis le début de la guerre⁶²⁰. Au contraire, on ne connaîtrait que le nom de l'autre individu indiqué par le consul de France à Séville, un certain Mohammad parti de Mogador pour Séville. Comme mesure de précaution, le commandant de la région de Casablanca prescrit aux commandants du port et de la base de ravitaillement, ainsi qu'au contrôleur-chef du service des Douanes à Casablanca, de porter leur attention à tous les colis suspects provenant d'Espagne⁶²¹. De même, les perquisitions chez les individus qui sont objet de dénonciations anonymes se poursuivent bien après les premiers moments de chaos provoqués par la déclaration de guerre. Par exemple, en mars 1916, le chef de la brigade de sûreté de Casablanca mène une enquête chez une certaine dame El Chelha, accusée de cacher des armes chez elle. Il commente : « *Cette femme occupe une petite maisonnette misérable composée d'une seule chambre. Elle vit des subsides que lui envoie son mari, employé dans le bled au cylindrage des routes. Elle reçoit chez elle beaucoup de ses compatriotes chleus et passe pour se livrer à la prostitution clandestine* »⁶²². D'autres fois, l'indication provient des autorités en place, mais le résultat de l'enquête demeure le même.

En avril 1917, les services municipaux de Rabât signalent à la section d'État de la Résidence générale qu'un nommé Ahmad Sharqāwī, berger de bœufs, recèlerait douze fusils Gras et un grand nombre de cartouches. Il se serait procuré ces armes chez les Zā'ir au cours d'un voyage à Miknās. Malgré son absence, les autorités procèdent à la perquisition de sa maison, n'y trouvant aucune arme. De plus, les indications concernant son voyage qu'il a données aux gens de son quartier apparaissent assez vagues : « *Il a pu emporter dans la fraction des Ameur [où Sharqāwī se serait rendu] les armes qu'il est accusé de receler, cachées dans la toile de tente que portait son âne. Il a pu donner aussi une indication fausse lorsqu'il a dit à ses voisins qu'il se rendait chez les Ameur, peut-être encore ne fera-t-il que traverser cette tribu* »⁶²³. La police interroge également la femme à qui Sharqāwī a confié le soin de l'habitation. Celle-ci affirme que l'individu est très pauvre et que ses ressources viendraient uniquement du commerce des oranges, qu'il pratique pendant l'hiver. Elle

⁶²⁰ Lettre n°204 RC « Confidentiel », le colonel Calmel, commandant la région de Casablanca, au résident général de France au Maroc, direction du Service des renseignements, à Rabât, 31/7/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A; tél. n°839 DR2, le commissaire résident général à l'Agence de France à Tanger, 3/8/1915, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁶²¹ Lettre n°204 RC « Confidentiel », le colonel Calmel, commandant la région de Casablanca, au résident général de France au Maroc, direction du Service des renseignements, à Rabât, 31/7/1915, doc. cité.

⁶²² Lettre n°158, le chef de la Brigade de sûreté de Casablanca à M. le Commissaire central, 29/3/1916, BGAR, Archives du protectorat, secrétariat général du protectorat, c. B 50.

⁶²³ « Note au sujet d'une perquisition effectuée au domicile du nommé Moulay Ahmed Cherquaoui habitant au quartier des Touarga (Rabât) », 19/4/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

affirme que quand il avait quitté Rabāt, accompagné de sa femme et de sa fille, Sharqāwī n'avait emporté avec lui qu'une natte, un petit moulin, une gargoulette et une jarre⁶²⁴. La femme interrogée ne mentionne donc aucune toile de tente dans laquelle les armes recelées auraient pu être cachées. La police en conclut que les conditions très modestes de l'homme ne lui auraient pas permis l'acquisition de fusils. Malgré cela, elle demeure soupçonneuse, redoutant que Sharqāwī ait pu acheter les armes pour le compte d'un autre individu⁶²⁵. Deux jours plus tard, le suspecté rentre à Rabāt. Emmené au commissariat, il subit un interrogatoire pendant lequel il fournit les noms de personnes pouvant témoigner en sa faveur. Interrogées, ces personnes n'apportent aucune nouvelle information qui pourrait donner lieu à des poursuites contre l'homme. Finalement, n'ayant rien trouvé à la charge de Sharqāwī, la police se décide à le remettre en liberté et à clôturer le dossier⁶²⁶.

L'exemple le plus prégnant qui montre le croisement de peur, des suspects et des règlements de comptes entre individus ainsi que la maladresse des autorités du protectorat découle d'une affaire qui se développe entre janvier et mars 1917. Le 20 janvier, le chef du service de la police générale de Casablanca relate les renseignements donnés par l'un de ses informateurs : les Mannesmann, avec la complicité de Sī al-'Arbi bin Makhlūf⁶²⁷ et du qa'id des Zanāta, T'Hami bin Alī, auraient débarqué entre janvier et février 1914, près de Fadhala, 3 000 fusils à répétition et leurs munitions. Les armes auraient été gardées par al-'Arbi bin Makhlūf qui, à l'aide du qa'id, aurait vendu 800 fusils à « *divers indigènes de la tribu. Ce fait pourrait être confirmé par la saisie d'un livre de comptes qui se trouverait encore en la possession de Larbi Ould Maklouf* »⁶²⁸. Les acheteurs des fusils n'auraient pas toujours payé en comptant, al-'Arbi bin Makhlūf leur laissant la liberté de régler leurs comptes également en nature, particulièrement en maïs. Les 2 200 autres fusils auraient été transportés chez le qa'id qui en aurait vendu 500 à 600 aux Zā'ir, par paquets de dix. Il aurait enterré le reste chez lui.

De plus, au moment de la déclaration de guerre, T'Hami bin Alī aurait saisi pour ordre des autorités du protectorat environ 3 000 fusils dans sa tribu, mais il n'en aurait remis au Contrôle de la dette qu'une partie, cachant les plus

⁶²⁴ « Interrogatoire de la négresse chargée de garder la maison de Moulay Ahmed Cherquaoui », 20/4/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶²⁵ *Ibidem*.

⁶²⁶ « Interrogatoire de Cherquaoui », 21/4/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶²⁷ Au début d'août 1914, Sī Larbi bin Maklouf avait déjà été au centre de bruits qui le présentaient comme contrebandier d'armes. Un dossier « Affaire El Arbi bin Maklouf » se trouve à la BGAR, Archives du protectorat, carton non classé, mais l'enquête qui avait été menée par les autorités françaises l'avait innocenté.

⁶²⁸ « Note pour Monsieur le Secrétaire général du protectorat » du chef du service de la Police générale de Casablanca, 20/1/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

modernes. Il aurait ensuite reçu un important stock de munitions via Casablanca, par un convoi de quarante chameaux dont la Sûreté générale aurait eu connaissance sans arriver à arrêter la caravane. Le qa'id aurait également reçu, peu avant la déclaration de guerre, des objets précieux, une certaine quantité de monnaie Hassani et des documents.

Le 18 janvier 1917, T'Hami bin Alī aurait organisé une réunion à Sīdī Mūsā Majdūb, à laquelle auraient participé : son fils ; son khalifat ; le qadi des Zanāta, Dimani, et son secrétaire, Sī Mohammad bin Moqadim Mohammad, ancien censal allemand ; le Moqadim T'Hami ; un nommé Būshaīb bin Ghālib, ancien homme de paille des Mannesmann ; une trentaine de notables, tous anciens protégés des Mannesmann. Le but de la réunion aurait été la lecture d'une missive apportée par un rakka au qadi Dimani dans laquelle on annoncerait un prochain débarquement d'armes et de munitions à Asfī « *ainsi que la présence, dans les parages, de quelques officiers allemands débarqués par sous-marin (...) qui avaient déjà fait assassiner un notable de Tiznit (pacha ou caïd) rallié à la cause française* »⁶²⁹. L'informateur ajoute à sa déclaration un croquis de la Kasbah du qa'id où seraient enterrés, dans un silo secret « *creusé des propres mains du fils du caïd* »⁶³⁰, environ 3 000 fusils, des objets de valeur et des documents compromettants, ainsi qu'une liste de Marocains acheteurs des fusils arrivés en possession du qa'id ou détenteurs d'armes d'une autre provenance⁶³¹. Le 3 février, le commandant de la région Casablanca, le colonel Calmel, répond à direction du Service des renseignements du protectorat, qui lui a transmis les informations émanant du service de police de Casablanca, qu'il connaissait déjà l'affaire. Il dispose même de renseignements plus détaillés sur la question, qu'il a constamment suivie, en préparant aussi sa résolution : « *D'ailleurs, renseignements police et les miens émanent certainement même source, en*

⁶²⁹. Ibidem.

⁶³⁰. Ibidem.

⁶³¹. Ibidem. Les nominatifs fournis par l'indicateur sont : « *Hadjai ben Larbi, des Beni Rached, 3 chassepots, 1 Winchester ; Mohammed ben Zemmouri Abdenebi, 4 chassepots, 1 Winchester ; Abdelkrim ben Moussa, neveu du Caïd, 1 Winchester ; El Haouli ben Ahmed, de Kalta, 2 chassepots, 2 Winchester ; Bouazza Gourich, d'El Hassan, 2 chassepots, 2 Winchester ; Ould Mohammed ben Larbi, des ouled Hedjala, 2 chassepots, 1 Winchester ; Azouz Ould Khalifat, de Guerma, 1 browning ; Hadj Bouchaïb oul Daouya, de Guerzouane, 6 chassepots ; Mokkadem Djillali ben Abdelkader, des Beni Amour, 2 chassepots ; Abdessalem ould Mokkadem Hocine, 1 chassepot, 1 browning ; Bouchaïb ben Guelloub, 6 chassepots, 2 browning ; Gatab ben Hadj, des ouled Maïza, 1 chassepot, 1 Winchester ; Hadj Khalifat ben Mohammed, de Guerzouane, 6 chassepots ; Ziani ould el Larbi, de Guerzouane, 2 chassepots ; Hadj Abdelkrim ould Hammou, 4 chassepots ; Kébir ould Hamou ben Lahcen, 4 chassepots ; Si Ahmed ben Mokkadem Adel, des Beni Amour, 6 chassepots, 2 Winchester ; Si Abdessalam ben Khobzi, des Ouled Sidi Ali, 6 chassepots, 1 Winchester ; Si Moussa ben Hadj Araft, des Ouled Sidi Ali, 4 chassepots, 2 Winchester ; Moul el Oued ben El Beïda, de Kalta, 2 chassepots, 1 Winchester ; Mokkadem Thami el Alia, 1 fusil de chasse, 6 chassepots, 1 browning et de nombreux autres dont la nomenclature vous sera fournie si vous en manifestez le désir./.* ».

raison de leur auteur doivent être tenus secrets et accueillis avec quelques réserves au moins en ce qui concerne écoulement armes. (...) Mes renseignements personnels m'ont amené à supposer qu'il y aurait connexion entre affaire Zenata et agissements hibistes. D'accord avec région Marrakech je recherche rekkas qui circulera presque sûrement entre région Zenata et centre propagande hibiste dans le Sud. (...) Officier que m'avez adressé m'a fait part de votre intention régler cette affaire par perquisition immédiate. Je crois devoir vous exposer les raisons pour lesquelles toutes mesures immédiates en la matière seraient à mon avis inopportunes : A. tribu Zenata très imprégnée d'esprit et d'intérêts étrangers, très proche de Casablanca, où toute affaire s'y traite y sera immédiatement connue et y aura répercussion fâcheuse aussi bien si perquisition fait découvrir quantité d'armes importante que si résultat nul. J'estime que dans circonstances actuelles il y a lieu éviter à population flottante toutes raisons émotion et énervement ainsi que vous l'ai fait pressentir dans rapport mensuel de décembre. B. ai raisons de croire également que tout acte de rigueur précipité à l'encontre caïd Zenata produira dans autres tribus, en particulier Ouled Zian, résultats peu favorables à (...) cause [des Français]. Pour ces motifs, estime préférable que Zenata et ramification que j'ai en main depuis quinzaine de jours soient poursuivis dans le sens que lui ai déjà donné, lequel me paraît seul capable de donner tous résultats que j'en attends avec minimum chance agitation »⁶³². Mais Gouraud⁶³³, qui ne partage guère l'avis du colonel, et qui voit encore l'ombre du mouvement hibiste dans l'affaire⁶³⁴, n'est pas d'accord avec le renvoi de la perquisition chez T'Hami bin Alī et, bien au contraire, ordonne qu'elle ait lieu aussitôt que possible. Il estime que dans cette affaire, qu'il juge très sérieuse, il faut intervenir immédiatement pour prendre les sanctions nécessaires et empêcher qu'elle prenne encore davantage d'ampleur⁶³⁵.

La perquisition chez T'Hami bin Alī a lieu le lendemain matin, en présence de l'état-major des autorités militaires de Casablanca. Un détachement de quarante hommes, dont quatre sapeurs mineurs, effectue des fouilles par piochage, à l'aide d'explosifs, jusqu'à une profondeur de deux mètres. Tout ce que les militaires trouvent consiste en 30 fusils Martini-Henry, en très mauvais

⁶³² Tél. n°51 C « Priorité-Urgent », commandant de la région Casablanca à résident général (direction du Service des renseignements) à Rabât, 3/2/1917 0h45, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶³³ Du 13 décembre 1916 au 7 avril 1917, Gouraud remplace Lyautey à la résidence générale. Celui-ci avait été appelé à Paris, au ministère de la Guerre.

⁶³⁴ Tél. officiel n°36 DRC2, chiffré, commissaire résident général au commandant de la région de Casablanca, Rabât 3/2/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶³⁵ *Ibidem*.

état, provenant de la harka de Mohammad al-Amrānī sur Fās, en 1911⁶³⁶, et gardés par le qa'id sur l'ordre des autorités locales de l'époque. Le commandant de la région de Casablanca commente : « *Attitude caïd et entourage très correcte. Je vous adresserai prochainement propositions relativement règlement de l'affaire* »⁶³⁷. En réponse aux propositions parvenues le 8 février⁶³⁸, la direction du Service des renseignements de la Résidence générale suggère d'adopter des mesures tendant « *au remplacement du caïd par un ancien chef militaire de Mehalla, après un temps suffisant pour que cette mutation n'apparaisse pas une sanction disciplinaire prise à l'encontre de ce chef indigène reconnu innocent des accusations portées contre lui (...). A donner à ce chef indigène le titre de caïd honoraire et à lui décerner une distinction honorifique (...). A poursuivre devant la juridiction convenable le dénonciateur* »⁶³⁹. Le lendemain, le commissaire résident général prescrit au colonel Calmel de dédommager T'Hami bin Alī des conséquences de la perquisition et de faire attention aux autres qa'id-s de la région qui pourraient avoir gardé les armes remontant à la constitution de la harka de 1911⁶⁴⁰. Est-il est possible que des renseignements aussi détaillés et précis n'aient pas été corroborés par des résultats concrets, après la perquisition menée chez le qa'id accusé ? La réponse est donnée un mois plus tard par les autorités militaires de la région de Casablanca.

Le 7 mars, le lieutenant Daugeard affirme que l'informateur, un nommé Germa, colon chez les Zanāta, lui avait parlé plusieurs fois des armes cachées par la tribu. Il en avait également discuté avec le contrôleur civil Coufourier. Celui-ci, un mois et demi avant la perquisition chez T'Hami bin Alī, avait remis au lieutenant un rapport de Germa, écrit à la main, avec un plan de la Kasbah du qa'id où auraient dû se trouver les armes cachées : « *Les renseignements souvent très précis (...) [concernaient] à la fois le caïd des Zénata et d'autres indigènes [et elles] ne provenaient pas, à ma connaissance de Si Ahmed Chleuh, l'ancien Katib du caïd* »⁶⁴¹. Toutefois, quelques jours plus tard, Coufourier avait affirmé que Sī Ahmad bin al-Makkī Ash Chleuh, qui n'exerçait plus ses fonctions, aurait dû forcément connaître des détails de l'affaire et il s'était proposé de le faire parler sous menace de rétorsions. Ainsi, Germa et

⁶³⁶ Qui aurait dû contribuer avec des officiers français à libérer Fās et le sultan Mawlāy 'Abd al-Hafidh du siège, Abdallah Laroui, *op. cit.*, p. 408.

⁶³⁷ Tél. n°156 D/S, le colonel Calmel au résident général à Rabāt (direction du Service des renseignements), 4/2/1917, 20 h 30, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶³⁸ Lettre n°63 C, le commandant de la région de Casablanca au commissaire résident général, 8/2/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶³⁹ Lettre n°439 R, la direction du Service des renseignements de la résidence générale au secrétaire général du protectorat, 10/2/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁴⁰ Lettre n°161 DR, résident général au colonel commandant la région de Casablanca, 11/2/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁴¹ Note du lieutenant Daugeard, 7/3/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

Coufourier avaient rendu visite à l'ancien Katib, accompagnés par des agents de la Sûreté qu'ils avaient présentés comme des colons désireux d'entrer en relations d'affaires avec lui. Une dizaine de jours avant la perquisition chez le qa'id, Sī Ahmad bin al-Makkī Ash Chleu s'était rendu au bureau du lieutenant Daugeard. Il lui avait dit que Germa était allé le voir, voulant le forcer à affirmer que le qa'id des Zanāta cachait du matériel de guerre⁶⁴². A ce propos, la déclaration que l'ancien secrétaire de T'Hami bin Alī rend au lieutenant est extrêmement claire : *« J'avais, au moment du départ du Khalifat El Ghali, quitté le caïd des Zénata chez lequel j'étais employé comme secrétaire parce que je ne sympathisais pas avec ses fils et que je m'étais aperçu qu'il devenait âgé et n'était plus très sensé. J'étais venu habiter Casablanca. Quelque temps après, je reçus la visite de M. Germa, colon chez les Zénata qui me dit savoir que des indigènes des Zénata et, en particulier, le caïd étaient détenteurs de stocks de fusils cachés dans des silos. Il me demanda de lui confirmer ces renseignements. Je lui déclarai que je n'en savais rien. A quelques jours de là, M. Coufourier me fit appeler chez lui, à Mers Soltan, la nuit. Il me demanda de lui préciser et de lui confirmer les dénonciations de M. Germa. Je lui répondis que j'ignorais tout. Je déclarais que le caïd des Zénata avait chez lui quelques fusils provenant de la Harka d'El-M'Rani. Il me dit qu'il s'agissait d'autres dépôts d'armes autrement importants. Devant mon insistance à nier, il me renvoya en me disant : Les Arabes n'avouent que sous le bâton⁶⁴³. M. Germa revint alors me voir et me dit qu'un européen, récemment arrivé au Maroc, désirait s'associer avec moi pour faire de la culture chez les Zénata ; malgré mes dénégations, il me dit qu'il me l'amènerait le lendemain. Il vint, en effet, accompagné de deux Européens que je reconnus aussitôt comme étant des*

⁶⁴² Ibidem.

⁶⁴³ La version des faits donnée par Coufourier est absolument antinomique. Il écrit : *« Lors de l'étude sur place des affaires Germa-Cappel-Fitzgerald, à l'Oued Mellah, Si Ahmed Chleuh, secrétaire du Caid des Zénata venu pour aider au règlement de ces affaires avait laissé entendre, à mots couverts, qu'il était au courant de bien des choses concernant la contrebande des armes dans la dite tribu. D'autre part, M. Germa avait manifesté, à maintes reprises, des inquiétudes, pour lui et sa famille du fait, disait-il qu'un certain nombre d'indigènes des Zénata possédaient encore des fusils de guerre. A la suite des incidents auxquels donna lieu l'égorgement des taureaux à Casablanca, le Caid congédia son secrétaire. Celui-ci, assez frappé de cette disgrâce se plaignit amèrement de ce que le vieux Caid qui l'avait employé à maintes et maintes besognes le mit aussi brusquement à la porte pour une faute imaginaire. Invité à préciser ce qu'il voulait dire, il expliqua qu'il avait assisté plusieurs fois à la mise en silo, dans la casbah du Caid d'armes et de munitions fournies par les Allemands. Sur ces entrefaites, M. Germa qui avait été prié d'indiquer de quel côté ses craintes se portaient quant aux dépôts possibles d'armes présenta un plan rudimentaire de la Casbah du Caid établi, disait-il, d'après les données de Si Ahmed Chleuh et indiquant les emplacements suspects. Interrogé à nouveau Si Ahmed Chleuh confirma en ajoutant qu'il craignait que des fuites ne se fussent déjà produites et qu'il y avait lieu d'agir rapidement. Il déclarait, en outre, qu'il était regrettable que la vieille négresse confidente du Caid fût décédée peu de temps auparavant car elle aurait pu fournir d'intéressants détails sur tout ce qui s'était passé chez le Caid », note de Coufourier, 11/3/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.*

agents de police. Pendant que je préparais le thé, ils s'entretenaient en français et le nom du caïd Tehami ainsi que le mot allemand revenaient souvent dans leur conversation. M. Germa me montra un plan et me demanda si c'était bien la disposition de la Casbah du caïd Tehami. Je répondis affirmativement. Il me dit alors : C'est bien dans cette pièce que sont enterrés les fusils, dans celle-ci que sont les papiers compromettants, etc. Je lui dis encore que j'ignorais ce qu'il voulait dire. Le lendemain, je vis M. Germa au café et je le priai de ne pas renouveler cette facétie. Il me dit : Je veux me venger sur le caïd des peines de prison que son fils a fait infliger à mes associés agricoles. J'ai rencontré l'interprète Ali Chebbi et je lui ai raconté ce qui s'était passé (...) »⁶⁴⁴. Malgré ces assertions et la bonne foi que le lieutenant Daugeard semble prêter à l'ancien Katib, la vraisemblance de certains faits particuliers de l'affaire demeure. Ce qui nous étonne est l'abondance des détails fournis par Germa.

Il se peut en effet qu'ils aient été recoupés, au hasard, d'anciens renseignements ou rumeurs. Dans sa réponse à la résidence générale, le colonel Calmel souligne à ce sujet la méfiance qu'il est obligé de garder par rapport à la provenance des informations⁶⁴⁵. Mais la panique et l'affolement l'emportent. Il faut se débarrasser de l'énième dangereux contrebandier d'armes qui encercle, seul, de sa forteresse au milieu du protectorat, le territoire makhzanisé ! C'est pourquoi, obéissant aux ordres de Gouraud, l'armée coloniale, à coups d'explosifs dans la Kasbah du qa'id, fait encore chou blanc.

Un an plus tard, une nouvelle affaire de trafic d'armes investit la région. Des rumeurs au sujet de trafiquants d'armes qui opèrent entre Rabāt et le Sūs, via Casablanca et Marrākesh, provoquent l'ouverture d'une enquête. A partir du 18 août 1918, l'inspecteur Thomas, du commissariat principal de la police de Casablanca, file pendant deux jours un nommé Alī bin 'Abd Allāh qui aurait précédé dans la ville un charretier conduisant un véhicule sur lequel devraient se trouver deux fusils et un sac de cartouches destinés aux « dissidents » du Sūs. Cependant, l'attente d'Alī bin 'Abd Allāh est vaine car le charretier ne se présente pas au rendez-vous. Aidé par les brigadiers Delhom et Shargwya Kaddūr, l'inspecteur Thomas procède à son arrestation. Interrogé, Alī bin 'Abd Allāh reconnaît attendre le charretier Mohammad bin Lhasān Tanani qui aurait dû lui remettre des armes et des munitions à transborder ensuite sur une autre charrette à destination de Marrākesh. De là, les armes auraient été emmenées au Sūs à dos de chameau. Toutefois, après s'être rendu à Casablanca, le charretier était rentré le 19 août à Rabāt avec son chargement pour une raison qui reste méconnue. Grâce à l'étroite collaboration avec la police de Rabāt, Mohammad bin Lhasān Tanani est arrêté dans la capitale du protectorat en possession de

⁶⁴⁴ Déclaration du nommé Sī Ahmed Bin El Mekki Ech Chleuh, sans date, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁴⁵ Voir *supra*.

« deux fusils Lebel portant les n^{os} 2678 et 95 716, dont les crosses avaient été sciées pour mieux les dissimuler, et 1 107 cartouches dont 631 à balles D, 456 à blanc et 20 cartouches de revolver »⁶⁴⁶ avec un complice, Alī bin Lhasān. Le charretier affirme être au service d'un sieur Pons, entrepreneur dans la ville.

Le commissaire principal de Casablanca décide alors de passer l'affaire aux collègues du commissariat central de Rabāt et d'y envoyer également Alī bin 'Abd Allāh. Il espère que l'enquête, menée sous la direction des Services de renseignements de la Résidence générale, « pourra établir si ces armes et ces munitions proviennent de vols militaires, ou d'abandon d'armes par les déserteurs passés en zone espagnole »⁶⁴⁷. Dès l'arrivée d'Alī bin 'Abd Allāh à Rabāt, le commissaire Massoulard obtient de celui-ci, sans trop peine, de nombreuses indications. Il s'était installé à Rabāt quatre mois auparavant pour prendre la succession d'un nommé 'Abd Allāh bin Hanafī, rentré « dans son pays Imitek (pays Chleuh dissident) »⁶⁴⁸. Dans le magasin de son prédécesseur, Alī bin 'Abd Allāh avait trouvé l'un des deux fusils, 2,5 kg de soufre et une certaine quantité de cartouches. Il avait ensuite acheté au tirailleur marocain Mahdjūb bin Mohammad, du camp de Sartiges, l'autre fusil pour 175 F. Le tirailleur était revenu trois fois pour lui apporter des cartouches qu'il avait payées 225 F, 100 F et 150 F. Le soldat nie : « Mahdjoub Ben Mohamed s'est contenté (...) de dire que c'était peut-être un autre qui aurait pu conseiller à Ali Ben Abdallah de le désigner au cas où ce dernier se ferait prendre »⁶⁴⁹, ce qui n'empêche pas Massoulard de conclure : « Il n'est peut-être pas (...) inutile de noter que Ali Ben Abdallah est originaire de Tadgdourt, Mohammed Ben Ahmed de Idoumtad (Ida ou Tanant), Ali Ben Lhasen des Ait Ba Amrane (pays dissident) et le tirailleur Mahdjoub d'un endroit du Sous qu'il ne put désigner »⁶⁵⁰. Le commissaire saisit la justice militaire de la question, qui fait écrouer les quatre hommes.

Au fond, il ne s'agit que de deux fusils et d'un millier de munitions, et donc d'une petite affaire de contrebande. Néanmoins, il est important de souligner le strict lien que les trafiquants semblent avoir gardé entre les villes où ils travaillent et leur région d'origine, non soumise au contrôle des troupes coloniales. D'ailleurs, de ce point de vue, l'affaire se clarifie au cours de l'enquête qui se poursuit, en même temps, à Casablanca.

⁶⁴⁶ Lettre n°1547, le commissaire de police du I^{er} arrondissement Massoulard à M. le Commissaire central à Rabāt, 27/8/1918, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁴⁷ Lettre n°8384, le commissaire principal de Casablanca Carrette à M. le Général commandant la région à Casablanca, 23/8/1918, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁴⁸ Lettre n°1547, le commissaire de police du I^{er} arrondissement Massoulard à M. le Commissaire central à Rabāt, 27/8/1918, doc. cité.

⁶⁴⁹ *Ibidem*.

⁶⁵⁰ *Ibidem*.

Le 24 août, le commissaire Carrette affirme d'avoir convoqué à son cabinet un nommé Hadj Mohammad bin Bū'az al Marrākshī, propriétaire d'un fondouk. L'ordre de procéder à l'interrogatoire du Marocain lui était parvenu directement du commandant de la région de Casablanca, sur suggestion de l'inspecteur Thomas. Interrogé, Hadj Mohammad bin Bū'az al Marrākshī déclare : *« Dimanche dernier, 18 août vers 4 heures après-midi, j'ai aperçu au café maure, non loin de mon fondouk, le nommé Bihi Ben Ahmed que je sais être au service du caïd Anflous, de Marrakech, en compagnie d'un indigène de taille petite, portant une courte barbe en pointe, portant en guise de rezza une ceinture rouge autour de la tête. J'ai remarqué que cette ceinture provenait des spahis car son extrémité visible était rayée de jaune. J'ai à ce moment demandé à Bihi de ses nouvelles. Le lendemain vers midi, me trouvant assis à la porte de mon fondouk, j'ai vu venir vers moi l'indigène que j'avais vu la veille avec Bihi. Il me demanda : Où est Bihi ? J'ai répondu que je l'ignorais, chose qui était exacte. Il me tint alors ce propos : Lorsque tu le verras, dis-lui que je vais à Rabat et que je lui amènerai ce qui était convenu. Je promis de faire la commission mais je n'ai plus revu Bihi. Ce dernier m'avait fait connaître qu'on devait lui amener à Rabat, des ustensiles de cuisine (toujen) Il y avait à ce moment dans mon fondouk un convoi de charrettes appartenant au caïd Anflous et prêt à se rendre à Marrakech »*⁶⁵¹. L'homme, de taille petite, à la courte barbe en pointe, est Alī bin 'Abd Allāh, qui cherche, à ce moment, un intermédiaire pour acheminer les armes à Marrākesh. Le général Calmel fait arrêter Bihi bin Ahmad à Madyun Toutefois, les charges contre lui relatives à l'affaire n'étant pas suffisantes pour l'inculper, il est forcé de le remettre en liberté. Mais les affirmations de Hadj Mohammad bin Bū'az al Marrākshī permettent de dresser un aperçu de la question qui sort du fait épisodique reproché aux charretiers arrêtés à Rabāt et à Casablanca.

La sensation de Calmel est qu'il se trouve confronté à une sorte d'organisation marocaine mise en place pour faire sortir les armes du territoire « pacifié » et les faire arriver aux « dissidents ». En réalité, affirme le général, les hommes du qa'id Mohammad Anflūs, parmi lesquels Bihi bin Ahmad, participeraient pleinement à ce type d'opération⁶⁵². Il suggère donc au commandant de la région de Marrākesh de surveiller les charretiers et notamment Bihi bin Ahmad. L'enquête reste ouverte, mais l'impression est que, en cette occasion, les autorités du protectorat ne voient que la partie émergée d'un iceberg dont la base serait constituée par les réseaux sociaux et tribaux qui se tissent en contradiction avec la toile lyautéenne. Ces réseaux unissent ou

⁶⁵¹ Lettre n°8241, le commissaire principal de Casablanca à M. le Général commandant de la région de Casablanca, 24/8/1918, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁵² Lettre n°119 C, le général Calmel, commandant la région de Casablanca, à M. le Général commandant de la région de Marrākesh, 27/8/1918, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

tendent d'unir un ensemble d'hommes insaisissables et de territoires inaccessibles. Les Français ne peuvent le détruire et le soumettre que par la force de leurs canons et mitrailleuses.

L'action contre les présumés contrebandiers peut également bafouer la nouvelle légalité lyautéenne. Le 11 mars 1916, le Contrôle de la dette de Tanger remet au résident général un rapport du sous-brigadier des Douanes, chef du poste de Fadhala qui a saisi, après avoir effectué une perquisition personnelle sur un pêcheur espagnol, un pistolet, un revolver et six cartouches. Le Contrôle de la dette commente : « *En principe, nous ne transigeons pas en matière de contrebande d'armes mais il y a lieu de tenir compte que notre préposé est sorti de ses attributions puisque les constatations n'ont pas eu lieu à l'occasion d'une importation d'armes. Il a accompli plutôt une opération de police dont la légalité est contestable. Je serais d'avis, étant donné le peu d'importance de l'affaire, de la terminer par une transaction par laquelle l'intéressé consentirait, à titre de sanction, l'abandon des armes et munitions trouvées en sa possession* »⁶⁵³. Le Contrôle de la dette fait référence à une « contrebande d'armes », tandis que le pêcheur espagnol pourrait être accusé de détention illégale d'armes et munitions, pourvu que le manque d'un permis régulier ait été effectivement constaté.

Cette nouvelle bavure ne fait que confirmer que, désormais, comme dans le cas des verdicts émis par le conseil de guerre de Casablanca, les autorités du protectorat n'établissent plus aucune distinction entre les deux délits. Le zèle excessif du sous-brigadier amène le Contrôle de la dette à proposer un règlement officieux et à l'amiable de l'affaire, qui rencontre également la faveur de Lyautey⁶⁵⁴. Or, soit le délit est important car il menace la sécurité du protectorat, et alors, en vertu de la loi martiale en vigueur, le pêcheur espagnol aurait dû être jugé par rapport à la gravité de sa contravention. Soit, malgré les intentions du résident général d'établir un nouvel ordre juridique, l'administration coloniale agit dans l'arbitraire le plus complet.

L'attention des autorités se porte également sur la fabrication et la vente de poudre, atteignant quelquefois des résultats paradoxaux. Au début d'août 1915, le lieutenant Bourcheix, détaché auprès du commandement de la région de Rabât, affirme qu'il avait su d'un Marocain, surpris avec un fusil et de la poudre, que celle-ci avait été achetée au shaykh Mohammad bin Djilālī. Le shaykh en fabriquerait de 8 à 10 kilos par semaine pour la vendre au Sūq al Had. Le prix de la poudre serait de 10 P.H. le petit Retal⁶⁵⁵. Tout cela est

⁶⁵³ Lettre n°99, le Contrôle de la dette à Tanger au Résident Général à Rabât, 11/3/1916, CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

⁶⁵⁴ Lettre n°2 D, Résident Général à Rabât au Contrôle de la dette à Tanger, 28/3/1916, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁶⁵⁵ 1 Retal = 6/800 grammes.

confirmé par la brève enquête menée par l'officier français auprès des habitants du douar de bin Djilali⁶⁵⁶. Malgré cela, le fait n'inquiète guère le commandant du Cercle du Gharb, le chef de bataillon Jeangerard qui, aux sollicitations du commandant de la région de Rabât, répond : « *D'après l'enquête faite, on fabrique peu de poudre dans la région. Quelques rares indigènes se livreraient à ce travail. Quand les indigènes veulent de la poudre, au moment des fêtes, particulièrement du Moussem de Moulay Bouselham, ils vont l'acheter à Ouezzan ou à El Ksar. Cette poudre fabriquée avec un matériel tout à fait rudimentaire, consistant en un vieux tronc d'arbre creux n'est guère bonne que pour les fantasias. Aussi je pense, pour ces motifs, qu'il n'y a pas lieu d'enlever aux indigènes qui exercent cette inoffensive industrie un des moyens de gagner leur vie. Il est reconnu que cette poudre est inutilisable pour les armes de guerre* »⁶⁵⁷. Nous sommes aux antipodes des attitudes paranoïaques des autorités de la Shāwīyā. Vraisemblablement, en raison de l'enquête qu'il mène, Jeangerard n'est pas atteint par le soupçon que la fabrication de poudre pour les fantasias puisse cacher la production d'autres types de poudres, dont la vente serait plus rentable et l'utilisation moins pacifique.

A l'inverse, quelques mois plus tard, un soldat détaché au dépôt des Isoles de Casablanca, Jean-Baptiste Ribéro, parle de contrebande de poudre qui serait introduite furtivement par Knitra au moyen de balancelles et de felouques. Le soldat, jadis employé comme indicateur par la division des Renseignements de l'armée⁶⁵⁸, s'offre de fournir les noms des principaux meneurs de l'affaire, deux Espagnols. Il affirme également pouvoir montrer l'endroit où la poudre est gardée⁶⁵⁹. Ainsi, le 11 mars 1916, Ribéro est mis en sursis d'appel pour quinze jours, à la disposition du Service des renseignements à Rabât. Il y arrive le 16⁶⁶⁰, mais le 21 il est déjà clair que les résultats de son enquête à Knitra sont décevants. Les deux Espagnols auraient quitté Knitra avant son arrivée. L'un d'eux, Perez (dit Ignacio), serait parti pour Fās. L'autre, Pelegri, se serait rendu à Dār bel Hamri. Le contrôleur civil, chef des services municipaux de la ville, qui relate la mission de Ribéro, doit en conclure : « *Je crois (...) devoir ajouter qu'il est peu vraisemblable que la contrebande de poudre s'effectue à Kénitra*

⁶⁵⁶ Lettre du lieutenant Bourcheix au colonel commandant la région de Rabât, 1/8/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁵⁷ Lettre n°274 C, le chef de bataillon Jeangerard, commandant le cercle du Gharb, à M. le Colonel commandant la région de Rabât, Mashra bin al-Qsiri, 26/8/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁵⁸ Lettre n°884 R, le lieutenant-colonel Berriau, Directeur du Service des Renseignements à Rabât à M. le Général chef de l'état-major, 11/3/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁵⁹ Lettre de Jean-Baptiste Ribéro, Dépôt des Isoles à Casablanca à M. le Colonel Berriau, directeur du Service des renseignements à Rabât, 9/3/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁶⁰ Lettre n°2345 RT « Urgent », le colonel Calmel, commandant la subdivision de Casablanca à M. le Lieutenant-colonel directeur du Service des renseignements du Maroc à Rabât, 15/3/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

ou aux environs de Kénitra. Je n'ai, pour ma part, jamais vu aucune des felouques ou balancelles que signale Ribéro et j'ajoute qu'il serait difficile, sinon impossible, à ces embarcations de franchir la barre de Mehedy sans être signalées par la direction de ce port »⁶⁶¹. Malgré cela, le commandant de la région de Rabât, le colonel Maurial, ordonne la surveillance de Pelegri à Dār bel Hamri et il signale au commandant de la région de Fās la présence de Perez dit Ignacio « qui pourrait (...) écouler [dans la ville] la contrebande introduite »⁶⁶². Cependant, un mois plus tard, le colonel Simon, qui commande la région de Fās, relate les issues de la surveillance de Perez. Elle n'a produit aucun résultat au sujet de la découverte du trafic de poudre⁶⁶³. Il n'y a donc aucune suite aux déclarations de Ribéro. L'affaire nous apparaît autant plus étrange à la lumière des considérations suivantes.

Le soldat affirme qu'avant sa nouvelle incorporation au sein de l'armée, il avait déjà fourni des renseignements concernant cette présumée introduction de poudre par Knitra. Or, pourquoi les autorités du protectorat, qui se montrent toujours aussi prêtes à effectuer toute investigation au sujet du trafic de matériel de guerre, ne mènent-elles aucune enquête à la suite des premières déclarations de Ribéro ? Les affirmations du chef des services municipaux de Knitra semblent donner la réponse la plus vraisemblable à la question posée : tout simplement, il n'y a pas d'introduction de poudre par le port de la ville, qui est très surveillé.

Deuxièmement, nous remarquons que Ribéro essaye de jouer le premier rôle dans l'affaire⁶⁶⁴. Probablement, il avance ses soupçons en raison des rumeurs qui lui sont parvenues quand il était employé comme indicateur par la division des Renseignements de l'armée. Il n'en reste pas moins qu'avant de rentrer au

⁶⁶¹ Lettre n°594, « Surveillance des étrangers - Confidentiel », le contrôleur civil, chef des services municipaux de Kenitra à M. le Colonel commandant la région de Rabât, 21/3/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁶² Lettre n°661 R, le colonel Maurial, commandant la région de Rabât, à la direction du Service des renseignements de la Résidence générale à Rabât, 23/3/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁶⁶³ Lettre n°88 RC, le colonel Simon, commandant la région de Fās, à M. le Général de division commandant général du Nord à Miknās, CADN, ARGM, DAI, c. 242A.

⁶⁶⁴ Ce sentiment pourrait s'encadrer dans la frustration que les troupes au Maroc ressentent, dont fait état Daniel Rivet, *op. cit.*, 1^{er} vol., p. 209-210: « [Les officiers] s'exaspèrent de faire un autre métier que celui d'homme de guerre: courtier en grains, bâtisseur de postes, arrangeur des bisbilles entre leurs protégés et big brother auprès des notables... Ces récriminations, dont l'écho est amplifié par la grande presse, troublent bien des jeunes officiers qui ne comprennent pas pourquoi au Maroc on fait tant de palabres et si peu de la guerre : en particulier ceux qui rongent leur frein dans les postes à l'arrière de la zone d'action et qui finissent par contracter le syndrome du service inutile à la manière du héros de Dino Buzzati dans le Désert des Tartares ». Cette exaspération ne peut que s'agrandir au début des hostilités en Europe et au fur et mesure des semaines de guerre : d'un côté on se bat pour la sauvegarde de la mère-patrie, de l'autre on est obligé de tenir les postes conquis en subissant, de plus, les attaques des tribus « dissidentes ».

dépôt des Isoles de Casablanca, le soldat se rend au Bureau régional des renseignements à Rabât, déclarant qu'il « *espérait recueillir des indications qui lui permettraient d'avoir bientôt sa revanche en faisant prendre les contrebandiers en flagrant délit* »⁶⁶⁵. S'agit-il du même excessif sens du devoir montré par le chef du poste de Fadhala à l'occasion de la saisie des deux armes et des six cartouches au pêcheur espagnol ? En tout cas, il nous paraît important de souligner l'énième court-circuit des autorités coloniales. Souvent, elles semblent agir au hasard. Poussées par la nécessité de renforcer leur maîtrise du territoire et des hommes, elles sont secouées en même temps par la tempête de la guerre européenne qui n'est pas aussi lointaine qu'elles le souhaiteraient.

⁶⁶⁵ Lettre n°661 R, le colonel Maurial, Commandant la région de Rabât à la Direction du Service des Renseignements de la Résidence Générale à Rabât, 23/3/1916, doc. cité.

II.9 - La préparation de l'action directe dans le Sud marocain et dans les régions sahariennes

Les territoires qui devraient être sous occupation espagnole et qui s'intercalent entre l'AOF d'une part et le Maroc de l'autre sont la zone d'Ifni, la région de Tarfaya et le Sahara espagnol, lui-même composé de deux entités de statuts différents. La Sāgya al-Hamrā est une région où l'Espagne a un droit exclusif d'occupation⁶⁶⁶, le Río de Oro est une véritable colonie⁶⁶⁷. Ifni demeure un territoire sans maître dont la souveraineté a été cédée par le sultanat 'alawite en 1861 mais que les Espagnols n'arrivent pas à occuper pour des raisons diverses. La région de Tarfaya constitue la partie méridionale de la zone d'influence espagnole au Maroc. Elle dépend du Haut-Commissariat de Titwān et elle n'est occupée qu'en 1916.

Les Français ne cessent de reprocher aux Espagnols leur inertie, leur cantonnement dans le fortin de Villa Cisneros. Ils soutiennent que tous les territoires dont l'administration a été assignée au gouvernement de Madrid demeurent aux mains des tribus « dissidentes » qui frappent, au nord comme au sud, les colonnes françaises. Les requêtes d'interventions auprès des autorités ibériques se multiplient au fur et à mesure des semaines de guerre, sans solution de continuité avec les réclamations déjà effectuées avant l'ouverture des hostilités en Europe. Le 2 septembre 1914, Lyautey écrit : « *Il m'est signalé qu'armes et munitions sont importées : 1° par Villacisneros (zone espagnole au nord de Draa) par trafiquants viennent de Ténériffe ; 2° par navires allemands près de Fom-Assaka à l'embouchure de l'Oued Noun. D'autre part agents de Hiba auraient eu entrevue à Tarfaïa (Cap Juby) avec agents allemands venus d'un navire mouillé au large et il résulte d'ensemble renseignements que tout le centre de cette contrebande est aux Canaries. Mes moyens ne me permettent pas y exercer surveillance efficace ; il y aurait intérêt à l'exercer si possible et à agir sur le gouvernement espagnol* »⁶⁶⁸. A la mi-octobre, il demande au

⁶⁶⁶ Il s'agit pratiquement d'un statut temporaire et virtuel, dont le gouvernement de Madrid jouit grâce au traité franco-espagnol de 1904. Au moment de l'occupation effective par l'Espagne, la Sāgya al-Hamrā devient d'abord une zone de protectorat et ensuite elle est rattachée au Río de Oro.

⁶⁶⁷ Protectorat entre 1885 et 1909, puis colonie à partir de cette date, Jesús María Martínez Milán, *España en el Sáhara occidental y en la zona sur del Protectorado en Marruecos, 1885-1945*, Madrid, UNED Ediciones, p. 82-83.

⁶⁶⁸ Tél. n°813, chiffré, Lyautey à ministère des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt, 2/9/1914, 19 h 25, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179. Le télégramme est communiqué par le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Madrid dans la lettre n°324 du 9/9/1914, gardée dans le même volume. En situant Villa Cisneros au nord du Wādi Dra'a, il est probable que Lyautey confond Ifni avec Villa Cisneros. Il n'en reste pas moins qu'il démontre sa complète ignorance de tous les territoires qui sont au sud d'Agādīr ! Dans le même sens du télégramme vont les lettres à l'ambassadeur de

ministère des Affaires étrangères de prescrire au consul de France à Las Palmas une mise à jour ponctuelle des « *agissements et mouvements des Allemands venus de l'Espagne aux îles Canaries, en raison des fréquentes relations existant entre le Maroc et Las Palmas et de la contrebande de guerre dont ce port est l'entrepôt* »⁶⁶⁹. Visiblement, Lyautey craint une action d'envergure des tribus « dissidentes » sur son front méridional qui avait déjà occasionné une crise politico-militaire peu après son arrivée en 1912. L'action de ces tribus, guidées notamment par Ahmad al-Hayba, serait patronnée par l'Allemagne. Celle-ci, grâce au peu de surveillance des Espagnols ou à leur complicité passive, débarquerait aisément ses fournitures de matériel de guerre pour les « dissidents » sur les côtes de la région d'Ifni, à Tarfaya et au Sahara espagnol. D'ailleurs, une missive adressée par des notables Rgaybāt au consul d'Allemagne à Mogador, Maur, paraît lui donner raison. La lettre, datée 24 août 1914, est signée également par Mrabbī Rabbū, « *frère de Hiba, son principal agent dans le Sous, (...) vrai meneur depuis deux ans de tout le mouvement hibiste* »⁶⁷⁰. Son contenu est plutôt clair : « *A notre 'Sahab' le consul du gouvernement allemand victorieux. Je vous avise que nous sommes très occupés à combattre la tribu de Tiznit : nous combattons très fort en vertu des paroles que nous avons échangées avec vous à ce sujet. Mais nous avons besoin de cartouches. Faites parvenir ma lettre à l'autorité supérieure (en haut lieu) pour qu'il nous soit envoyé des armes et des cartouches à Marsa Assaka. Il le faut absolument. Si vous nous envoyez des armes, nous pourrions arriver à Marrakech ou à Mogador. Nous sommes à vos ordres si vous faites le nécessaire ; nous trouverons un moyen sous peu. Pourquoi ne nous écrivez-vous plus depuis deux mois ? Nous attendons nuit et jour votre lettre. Maintenant, ne soyez pas en retard pour ce que nous vous avons dit et donnez-nous des nouvelles complètes. Amitiés. Salut* »⁶⁷¹.

Comme le résident général le souligne, les signataires font allusion à des démarches entreprises par Maur avant la guerre et aux relations assez strictes qui semblent se poursuivre. Ils ignorent qu'il n'y a plus de consulat allemand à Mogador⁶⁷². Lyautey s'empresse de demander l'ouverture d'une instruction

France à Madrid, 13/9/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1 ; et au ministre des Affaires étrangères à Bordeaux (219 D), Rabāt 28/9/1914, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2122.

⁶⁶⁹ Tél. n°902 G, commissaire résident général à M. le ministre des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt, 18/10/1914, 22 h 10, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179.

⁶⁷⁰ Lettre n°210 D, Lyautey à Son Excellence M. le ministre des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt 13/9/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁶⁷¹ Lettre traduite en français par l'interprète Pillet et jointe à la n°210 D, Lyautey à Son Excellence M. le ministre des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt 13/9/1914, doc. cité.

123. Lettre n°210 D, Lyautey à Son Excellence M. le Ministre des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt 13/9/1914, doc. cité.

contre Maur⁶⁷³, et à ce propos, il ne manque pas de remarquer certains bénéfices qui reviennent au protectorat, en matière de répression policière, par l'ouverture des hostilités franco-allemandes⁶⁷⁴. Puis, il précise que l'endroit d'un éventuel débarquement d'armes allemandes, Marsa Assaka, se trouve en territoire espagnol⁶⁷⁵ et commente : « *La contrebande d'armes dont nous avons tant à souffrir s'effectue, hors de nos atteintes, par les possessions espagnoles d'Ifni et de Rio de Oro. L'entrepôt où les contrebandiers de cette région s'approvisionnent se trouve, sans nul doute, aux Canaries* »⁶⁷⁶. Ce dernier point est confirmé par un rapport, vraisemblablement d'octobre 1914, du capitaine Halid du 2^e Bataillon étranger. L'officier affirme avoir rencontré le 21 septembre à Casablanca un nommé 'Abd as-Salām, commerçant de dentelles, tapis et autre produits entre le Maroc, la Libye et la Turquie. Le négociant déclare provenir de Las Palmas où il avait rencontré « *un nommé Fahri né à Constantinople, ancien espion du sultan Abd Ul Hamid, qui a trouvé moyen de se tirer d'affaires en devenant jeune Turc lors de la chute de ce dernier, et actuellement un des membres influents du Comité Union et*

⁶⁷³ L'inculpation de Maur n'a pas lieu. Saisi de la question, le chargé d'affaires des États-Unis, Blake, qui représente également les intérêts de l'Allemagne, déclare à son homologue français, Couget, que le gouvernement de Berlin n'accepterait jamais que son ancien représentant à Mogador puisse être poursuivi « *pour des faits antérieurs à l'établissement [du protectorat]* ». Il est à remarquer que les autorités françaises ne connaissent pas la date des premiers contacts avec les notables Rgaybāt, et que ceux-ci auraient pu avoir lieu après le Traité de Fās. Couget demande à Lyautey si le résident général estime utile de communiquer à Blake la lettre des Rgaybāt. Lyautey répond : « *Je fais savoir à M. Couget que je juge cette communication inopportune, car bien que ce document soit d'une grande importance politique, je ne sais encore s'il sera possible d'en faire état dans une information judiciaire en raison des difficultés que l'on rencontre toujours, lorsqu'il s'agit de lettres émanant de dissidents, à établir juridiquement la preuve irréfutable de l'authenticité d'un pareil document* ». Or, si le résident général ne considère pas la lettre authentique, sa demande de poursuite tombe d'elle-même, et l'historien est obligé de se demander quel intérêt pousse Lyautey à alimenter une rumeur pareille, sinon celui de justifier des mesures de répression draconiennes qui s'intègrent bien au régime de dictature militaire instauré dès le début du protectorat. Les citations concernant cette affaire sont tirées de la lettre n°262 D, Lyautey à S.E. le ministre des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt 28/11/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁶⁷⁴ « *Le maintien du régime des capitulations, qui nous interdisait toutes recherches et procédures efficaces, n'avait pas permis, jusqu'ici, de réunir les preuves de ces agissements criminels si contraires à la lettre, comme à l'esprit des traités dont le Maroc avait fait l'objet entre la France et l'Allemagne. Grâce à la situation nouvelle créée par l'état de guerre, à l'expulsion des sujets allemands, et la suppression des capitulations en ce qui concerne, à la rentrée dans le droit commun de leurs trop nombreux protégés et à la saisie des postes allemandes du protectorat, il a été possible de relever des faits probants et des témoignages permettant d'inculper un certain nombre de sujets allemands actuellement retenus à Sebdo et dont par télégramme du 11 de ce mois j'ai fait connaître les noms à Votre Excellence en lui demandant de vouloir bien prescrire aux autorités de l'Algérie de les faire par les soins du commissaire du gouvernement rapporteur près le 1^{er} conseil de guerre du corps d'occupation* », lettre n°210 D, Lyautey à Son Excellence M. le Ministre des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt 13/9/1914, doc. cité.

⁶⁷⁵ Dans la région d'Ifni.

⁶⁷⁶ Lettre n°210 D, Lyautey à Son Excellence M. le Ministre des Affaires étrangères à Bordeaux, Rabāt 13/9/1914, doc. cité.

Progrès »⁶⁷⁷. Le capitaine Halid continue : « *Fahri est très connu de moi, la présence d'un personnage aussi louche et d'une moralité très douteuse, à Las Palmas où il n'a rien à faire m'ayant rendu soupçonneux, j'ai prié instamment Abdesselam de me donner des renseignements sur ce que faisait Fahri là-bas. Après avoir hésité quelque moment, il m'a déclaré que celui-ci s'était installé à Las Palmas quelque temps avant la déclaration de la guerre. Venant de Constantinople avec deux Européens, il s'occupait de contrebande d'armes pour le compte des Marocains. Il m'a affirmé que quelques fonctionnaires haut placés s'étaient associés à lui, qu'ils lui facilitaient sa tâche en usant de leur influence, et que les bateaux chargés de cartouches et d'armes embarquées tout près de la ville portaient en piquant directement vers l'est pour attraper la côte africaine le plus vite possible, la remontaient ensuite en la serrant de plus près, ne voyageant que la nuit de manière à éviter les croiseurs de surveillance qui ne peuvent s'approcher des côtes par suite de manque de fonds jusqu'au près d'Agadir vers l'embouchure de l'oued Draa. Pour se garantir pendant les moments les plus difficiles du voyage, c'est-à-dire entre les îles Canaries et la côte, ils peuvent souvent obtenir avec la complicité des autorités espagnoles des papiers attestant que ces armes sont destinées à l'armement des indigènes soumis de la possession espagnole de Rio de Oro. Fahri a l'air de mener joyeuse vie et faire beaucoup de dépenses à Las Palmas comme à Constantinople – il ne possédait pas un sou et ne vivait que des produits de ses rapports d'espionnage ; son commerce doit lui rapporter beaucoup. D'ailleurs, d'après Abdesselam, les armes, surtout les cartouches, ont presque doublé de prix et se vendent très cher* »⁶⁷⁸.

Si les démarches diplomatiques auprès du gouvernement espagnol invoquées par Lyautey prennent un peu plus de temps pour être accomplies, le ministère des Affaires étrangères annonce promptement au résident général la collaboration de la marine britannique dans la surveillance des côtes sud-marocaines⁶⁷⁹. Toutefois, c'est le capitaine de vaisseau Simon qui donne des indications au sujet des débarquements d'armes dans les territoires qui échappent à la mainmise française. Fin septembre, le *Cassard* effectue une tournée qui atteint les eaux au large de Cap Juby. Simon estime que ce n'est pas par la région de Tarfaya que le matériel de guerre est introduit, à cause de la

⁶⁷⁷ Rapport fourni par le capitaine Halid du 2^e Étranger, vraisemblablement octobre 1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁶⁷⁸ *Ibidem*.

⁶⁷⁹ « Conformément à demande de votre télégramme 830 un croiseur auxiliaire anglais a reçu ordre seconder action croiseur français dans le sud du Maroc », tél. n°20, ministère des Affaires étrangères à la Résidence générale de France au Maroc, Bordeaux 19/9/1914, 15 h 20, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

misère du lieu et de ses habitants⁶⁸⁰. Le capitaine exclut également que les armes puissent être débarquées à Agādīr ou sur les côtes des régions limitrophes du sud, comme Ifni. Il soutient que pour les petits bateaux qui transportent les armes des Canaries, il est bien plus aisé de suivre le courant qui les amène au sud-est, sur les côtes du Río de Oro, plutôt que « *lutter contre le vent (...) pour, en fin de compte, venir se jeter sur notre côte dans la gueule du loup. Ils vont tout droit et tout simplement chez eux en pays espagnol où tout ce passe le plus tranquillement du monde pourvu qu'on se conduise comme il convient envers les autorités – une main au chapeau et l'autre au gousset et, de là, la marchandise s'écoule suivant les besoins vers le Maroc ou l'Afrique française. La distance est longue à parcourir ? Peu importe aux caravaniers. La question de fret ne se pose pas chez eux avec l'âpreté qu'elle a chez nous, et puis, ces espaces qui nous semblent immenses avec notre mentalité et notre hâte d'arriver, ils les parcourent en enfants de l'Afrique pour lesquels il n'y a pas de distance (...)* »⁶⁸¹. Pour Simon, donc, le Río de Oro constitue le point de débarquement du matériel de guerre qui est ensuite dirigé, au nord et au sud de ce territoire, suivant les nécessités des populations qui se battent contre l'avancée française. Il indique trois autres voies qui seraient utilisées par les trafiquants d'armes pour introduire leurs marchandises : le Maroc septentrional sous influence espagnole ; les ports ouverts du protectorat, à cause du régime des protégés et d'une surveillance insuffisante des douanes ; l'Afrique centrale « *avec l'apport des armes provenant des désertions et des vols faits au détriment de nos détachements et de nos groupes (méharistes et autres) du Niger à la Mauritanie et au Tafilalet – apport auquel vient se joindre celui du Maroc avec les mêmes causes* »⁶⁸². Le 31 octobre, par une note à l'ambassadeur de France à Madrid, le gouvernement espagnol repousse toute accusation

⁶⁸⁰ Lettre n°523, le capitaine de vaisseau Simon, chef de division, à M. le Général de division commissaire résident général de France au Maroc à Rabât, bord du *Cassard*, Tanger, 8/10/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁶⁸¹ *Ibidem*.

⁶⁸² *Ibidem*. Les autorités françaises craignent également les introductions d'armes qui pourraient se faire par les pays de l'Afrique subsaharienne qui ne sont pas sous leur contrôle. Ainsi, le 23 septembre 1916, le ministre de la Marine signale : « *Des renseignements récents et certains montrent que le commerce des maisons allemandes de Libéria déjouant les mesures prises par les Alliés et le gouvernement libérien lui-même continue dans des proportions notables et que les Allemands résidant dans les possessions espagnoles de la Guinée ont une activité commerciale que le souci de la sécurité des territoires conquis du Cameroun nous oblige à surveiller étroitement* », lettre du ministre de la Marine au ministre des Affaires étrangères, 23/9/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1. Un mois plus tard, le commandant du *Surcouf* parle du débarquement de 2 400 fusils à répétition et de 400 caisses de cartouches qui auraient été emmenés dans la colonie espagnole de Fernando Poo par un paquebot portugais ou espagnol. Les caisses, marquées « GCG » auraient été dirigées immédiatement vers un campement allemand, tél. du commandant du *Surcouf* au ministre de la Marine à Paris, Dakar, 18/10/1916, 17 h 30, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

concernant le rôle joué par les Canaries et ses colonies africaines dans l'introduction de fusils et de munitions. Malgré cela, le ministre d'État affirme qu'il a réitéré aux autorités du Rio de Oro et de l'archipel canarien les instructions de 1913, par lesquelles il prescrivait de surveiller attentivement les embarquements dans les ports canariens à destination de la côte africaine, et qu'il a donné instruction à la Marine pour que le croiseur *Cataluña* effectue des croisières le long du littoral des possessions espagnoles⁶⁸³. Enfin, par rapport aux craintes exprimées par Lyautey selon lesquelles les débarquements de matériel de guerre puissent avoir lieu aux alentours d'Ifni, le ministre d'État soutient que Marsa Assaka, lieu cité par les notables Rgaybât, se trouve aux frontières méridionales entre la zone française et la région assignée à l'Espagne. Il souligne ainsi que le point d'introduction des armes peut tomber soit sous la juridiction espagnole soit sous celle du protectorat. A ce sujet, il serait reconnu que la plage en zone française est beaucoup plus accessible, et que pour cela elle pourrait être privilégiée par les trafiquants⁶⁸⁴. Quoi qu'il en soit, le littoral de la région d'Ifni est visé par le gouvernement impérial qui, à la fin d'octobre, y envoie deux navires de guerre pour prendre contact avec les populations, et notamment avec les notables des Ayt Ba 'Amran. La nouvelle, donnée par Sī Madani Glawi⁶⁸⁵, provoque une enquête menée par le consulat de France à Mogador qui fixe la date de ce contact autour du 20 octobre. L'enquête permet également d'établir que la première tentative faite par les Allemands pour approcher les populations habitant au sud d'Agādīr, après l'ouverture des hostilités en Europe, se résout dans un quasi-échec⁶⁸⁶. Cependant, leur action n'en ressent guère. Les Allemands cherchent, ici comme sur la côte méditerranéenne du Maroc, des interlocuteurs capables de leur assurer l'entretien du mouvement antifrçais et notamment l'acheminement du matériel éventuellement débarqué vers l'intérieur. Dans un premier moment, ils semblent agir assez prudemment, d'autant plus que certaines tribus de la région s'approchent du protectorat. En mai 1915, Lyautey écrit que le colonel De Lamothe a emmené à Rabāt une délégation de quinze chefs des tribus de l'extrême Sud récemment « soumis » et commente : « *En somme, le Sous et l'extrême Sud vont très bien* »⁶⁸⁷.

⁶⁸³ Lettre du ministre d'État à M. Geoffray, ambassadeur de la République française à Madrid, 31/10/1914, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁶⁸⁴ *Ibidem*.

⁶⁸⁵ Tél. n°211 RSC, le commandant de la région de Marrākesh au commandant du cercle des Haha-Shiadma à Mogador, au commandant du poste d'Agādīr et en communication au résident général, 16/11/1914, 16 h, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁶⁸⁶ Feuille de renseignements sur le bateau allemand signalé à Areksis de M. Courtin, adjoint au consul de France à Mogador, 28/11/1914, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁶⁸⁷ Tél. n°182 G, commissaire résident général au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Guerre à Paris, Rabāt 21/5/1915, doc. cité.

Le résident général pêche par optimisme puisque trois mois plus tard il est nouvellement alarmé par Al-Hayba qui, recevant des armes et des consignes des îles Canaries et du Río de Oro⁶⁸⁸, a repris l'offensive vers le nord et menace Tiznit⁶⁸⁹. Les Français accusent de nouveau les Espagnols pour les fournitures de matériel de guerre. Ainsi, en août 1915, la rumeur circule qu'un Espagnol habitant Villa Cisneros aurait écrit au fils de Mā' al-'Aynayn lui promettant des armes et des munitions⁶⁹⁰. A la fin du même mois, un qa'id de la région déclare aux autorités de Mogador que d'après des renseignements dignes de foi, des armes, des munitions et de l'argent devraient être débarqués d'ici peu, par un bateau espagnol près du Wādī Arksis⁶⁹¹. Ce dernier point est celui qu'utilisent les navires allemands, mais le qa'id ne connaît pas la véritable provenance du chargement qu'il annonce. Ces alarmes provoquent une croisière du *Taroudant*, garde-côte au service du Contrôle de la dette, qui se déplace d'Agādīr jusqu'au Cap Juby du 28 août au 1^{er} septembre⁶⁹². A Tarfaya, un remarquable nombre de goélettes espagnoles stationne près de la côte. Il s'agit de pêcheurs dont certains ne cachent pas avoir des relations avec les tribus. Le commandant du *Taroudant*, le capitaine Flandrois, soutient que, dans ces conditions, ils peuvent apporter n'importe quel type de denrées ou de marchandises aux populations du littoral, y compris des armes et des munitions⁶⁹³, d'autant que les eaux et la côte visitées ne sont nullement surveillées. Le commandant écrit que les habitants du petit fort de Tarfaya, à son arrivée, arborent le pavillon espagnol. Pourtant, le premier poste des autorités ibériques n'est établi que l'année suivante. Interrogés par l'officier français, les habitants du lieu affirment avoir reçu le drapeau de barques provenant des Canaries et qui commercent avec eux, leur fournissant du thé, du sucre et de la peinture. Ils lui déclarent n'avoir jamais reçu des armes. Flandrois commente : « *Cette déclaration était (...) accompagnée d'un sourire qui pouvait en dire long* »⁶⁹⁴. Malgré ces soupçons, les huit embarcations visitées de gré à gré par les officiers français ne

⁶⁸⁸ Des Allemands ? Des Espagnols ? Le document ne le précise pas.

⁶⁸⁹ Bulletin politique du 16 août 1915, doc. cité.

⁶⁹⁰ Tél. n°323 RSC, le commandant de la région de Marrākesh au résident général à Rabāt, août 1915, sans jour précisé, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁶⁹¹ Tél. n°31, colonel commandant la région de Marrākesh à bord du *Du Chayla* au résident général à Rabāt, 24/8/1915, 22 h 10, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁶⁹² Le *Taroudant* avait déjà effectué une croisière en juillet 1915, longeant le littoral de la région Dukkālā-Abdā entre Mazagan et le Cap Cantin. Son commandant, le capitaine Flandrois, soulignait que les embarcations ayant, pour des raisons commerciales - vente du poisson - des relations continuelles avec les populations de la côte, étaient également susceptibles de pouvoir introduire des armes et d'autres produits interdits dans la zone du protectorat. La relation de la croisière, datée du 31/7/1915, est gardée au CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁶⁹³ Lettre n°97, le capitaine Flandrois, commandant le *Taroudant*, à M. le Capitaine de frégate, commandant le croiseur *Du Chayla*, 1/9/1915, CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

⁶⁹⁴ *Ibidem*.

contiennent aucune marchandise suspecte à leur bord⁶⁹⁵. A partir du rapport concernant la croisière du *Taroudant*, le commandant du *Du Chayla*, Loyer, suggère de multiplier les déplacements des garde-côtes du protectorat au sud d'Agādīr, jusqu'à établir pour quelque temps une certaine continuité des tournées de surveillance⁶⁹⁶. Surtout, il souhaite que l'action des garde-côtes s'étende également aux zones espagnoles d'Ifni et de Cap Juby⁶⁹⁷. Lyautey partage cet avis. Il confirme au capitaine Loyer que la surveillance des eaux du Sud marocain sera constante⁶⁹⁸, mais en même temps il se déclare impuissant à autoriser le droit de visite dans les eaux territoriales espagnoles⁶⁹⁹ et soumet la question au ministre des Affaires étrangères. Le général suggère de s'entendre avec le gouvernement de Madrid afin que les zones d'Ifni et de Tarfaya ne demeurent plus incontrôlées, suggérant l'adoption de mesures conjointes⁷⁰⁰. Le 23 novembre, l'ambassadeur de France fait connaître la réponse du marquis de Lema, ministre d'Etat : « *Sans avoir de motifs de penser qu'il y a contrebande [le marquis de Lema] ne voit que des avantages à autoriser le général Jordana à examiner, d'accord avec le général Lyautey, la situation et les mesures à prendre [pour contraster l'introduction d'armes dans le Sud marocain espagnol], sous réserve de l'approbation des deux gouvernements. Le ministre*

⁶⁹⁵ Il s'agit des embarcations suivantes : *Angel de Lanzarote, Estrella de Lanzarote, Isleño de Lanzarote, Leonor de Lanzarote, Pura de Lanzarote, San Blas de Lanzarote, Soledad de Lanzarote, Amalia de Lanzarote*. Comme leurs noms l'indiquent bien, toutes proviennent de l'île faisant partie de l'archipel canarien. Les résumés de leurs visites se trouvent dans la lettre n°97, le capitaine Flandrois, commandant le *Taroudant*, à M. le capitaine de frégate, commandant le croiseur *Du Chayla*, 1/9/1915, doc. cité ; et dans les procès-verbaux de visite, signés par le deuxième capitaine Beslé et par le lieutenant Chausse, document joint à la pièce précédente.

⁶⁹⁶ Lettre n°251 D, le capitaine de frégate Loyer, commandant le *Du Chayla* à M. le Général de division, commissaire résident général de la République française au Maroc à Rabât, Mogador, 2/9/1915, CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

⁶⁹⁷ *Ibidem*.

⁶⁹⁸ A ce propos, à la mi-janvier 1916, le commandant du *Cassard* annonce la disponibilité des bâtiments du Contrôle de la dette pour des tournées dans les eaux du Maroc méridional. Trois chalutiers, le *Janet*, le *Rosita* et le *Labrador* les remplacent dans la zone comprise entre Marrākesh, Casablanca et Mazagan, qui était celle initialement sous leur surveillance, lettre n°68 DR2, commissaire résident général au sous-directeur du Contrôle de la dette à Rabât, 17/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348. Un mois plus tard, la présence de navires militaires français dans l'Atlantique, entre les Canaries et le Maroc, s'accroît. Un croiseur corsaire allemand est signalé dans la zone, forçant la division navale à y envoyer le *Du Chayla* et le *Cassard* pour protéger le littoral marocain, tél. n°202, le commandant du *Cassard* au résident général, 12/2/1916, 23 h 30, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁶⁹⁹ Lettre de Lyautey au capitaine de frégate Loyer, commandant le *Du Chayla*, Rabât 20/9/1915, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁷⁰⁰ Lettre n°326 D, Lyautey au ministre des Affaires étrangères, Rabât 20/9/1915, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914- octobre 1916)*, vol. 179.

*d'État envoie au général espagnol une communication dans ce sens »*⁷⁰¹. Pourtant, un mois plus tard, un nouveau renseignement au sujet de fournitures d'armes et de munitions remet en cause les autorités espagnoles.

Fin décembre, le colonel de Lamothe envoie au résident général « *une boîte à poudre vide, quelques capsules pour Bou-Habba*⁷⁰² *et quelques capsules pour l'amorçage des étuis de cartouches métalliques, provenant des marchés des Aït Ba Amrane où elles sont vendues. Ces divers échantillons sont manifestement d'origine espagnole (...)* »⁷⁰³. Les échantillons portent la marque Unión Española de los Explosivos Villanueva II Madrid⁷⁰⁴. De plus, les alarmes concernant un débarquement d'armes sur le littoral de la région d'Ifni se poursuivent. Le 24 février 1916, trois bâtiments espagnols seraient attendus à Arksis, mais le renseignement, de source marocaine, ne spécifie pas leur but⁷⁰⁵. Un navire allemand est signalé dans les parages des Canaries⁷⁰⁶. En avril, l'information se précise : « *Un indigène arrivé à Casablanca le 10 courant par la voie de terre a tenu à un de mes indicateurs les propos suivants : Il y a environ quarante jours, un petit bateau battant pavillon espagnol a débarqué dans un port du Sud nommé Alkessiss-Guessabi près de l'oued Noun, des fusils et des cartouches qui ont été livrés à Moulay El Hiba. Trois officiers allemands qui accompagnaient la cargaison ont dit à El Hiba que si les Français venaient dans le Souss pour acheter de la laine, des plumes d'autruche, du beurre etc. de ne leur rien vendre parce que ce serait là un prétexte pour lever des plans et s'installer sur leur territoire. Ces officiers, dont l'un d'eux parle couramment l'arabe, ont accompagné l'agitateur dans le Souss et ont parcouru les tribus de Metikna, Azergouline, Oulad Sebbai, Aït Braïm, Foukat et Aït Mahmoud, en recommandant aux indigènes de se tenir prêts pour une prochaine campagne contre les Français. Le bateau est arrivé dans le port précité pendant la nuit et*

⁷⁰¹ Lettre n°604, l'ambassadeur de France à Madrid, Geoffray, au ministre des Affaires étrangères, 23/11/1915, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916), vol. 179.

⁷⁰² Type de fusil à percussion.

⁷⁰³ Lettre n°108 CRM, le colonel de Lamothe, commandant la région de Marrâkesh à M. le Commissaire résident général, direction du Service des renseignements, 27/12/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷⁰⁴ Lettre n°99 DRC2, le commissaire résident général au consul honoraire de France à Titwân, Rabât 30/12/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷⁰⁵ Dans les mêmes jours, le commissaire résident général avait annoncé un débarquement de matériel de guerre pour al-Hayba dans la région de Tarfaya. Le 18 février, le commandant du Cassard avait écrit : « *Où est situé le point de débarquement armes ?* », faisant état, lui aussi, de la non-connaissance de la région, tél. n°215, le commandant du Cassard au délégué à la Résidence générale, 18/2/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷⁰⁶ Tél. n°20 RSC, le commandant de la région Marrâkesh au commissaire résident général à Rabât, en communication au commandant du poste d'Agādīr, au commandant du cercle des Haha-Shiadma à Mogador et au commandant du chalutier *Afrique 2*, 24/2/1916 10 h 30, CADN, ARGM-CD, c. 617-1.

*est parti aussitôt après le déchargement des armes et munitions. Les trois officiers allemands sont encore dans le Souss »*⁷⁰⁷. Il est vraisemblable que le croiseur allemand soit celui qui était indiqué dans le premier renseignement puisque la date de son apparition aux Canaries est assez proche du débarquement des officiers. Il est également possible que les trois bateaux espagnols aient servi de moyen de transport des armes du croiseur à la côte. De toute évidence, l'événement constitue un tournant dans les relations entre les populations de la côte du Sud marocain et les Allemands. Ceux-ci préfèrent s'approcher d'une zone dangereuse pour eux, à limite de celles du protectorat dont, pourtant, les différentes tribus sont encore maîtresses. Les Allemands semblent exclure, en revanche, l'utilisation d'un point du littoral soumis aux Espagnols que les différentes voix des administrations coloniales françaises présentent comme étant germanophiles, « complices » du Reich !

Une semaine plus tard, le commissaire résident général communique au commandant de la Division navale qu'al-Hayba attendrait un prochain envoi d'armes et de munitions. Celles-ci seraient débarquées sur la côte au sud d'Agādīr ou aux alentours de Cap Juby⁷⁰⁸. Toutefois, le 26 avril, le commandant du *Du Chayla* télégraphie au résident général qu'étant en vue d'Ifni, il n'aperçoit aucune balancelle⁷⁰⁹.

L'alarme sonne également au sujet du Rio de Oro dont le colonel Francisco Bens Argandoña est le gouverneur depuis décembre 1903⁷¹⁰. En novembre 1915, un nommé Mahdjūb U Sha'rani de Gulimīm, vraisemblablement un informateur au service des Français, avait affirmé : « *Au Moussem de Tazeroualt, Si Sellam a rencontré de nombreux Ait Ba Amrane de connaissance et il a eu l'occasion de les plaisanter sur le peu de cartouches qu'ils semblaient posséder, chose étonnante pour des gens qui, comme eux, n'avaient que la guerre en tête. Ils lui ont répondu qu'ils trouveraient à profusion munitions de toutes sortes et tous les fusils possibles au Dakhla. Dakhla est un port de Rio de Oro formé par un bras de terre d'où le port tire son nom (Dakhla signifie qui entre dans la mer) et ce port n'est autre que Villa Cisnéros (...). Au mois de mars de chaque année les tribus des environs, Tekna, Reguibat, Anoussin,*

⁷⁰⁷ Lettre n°547, le commissaire spécial de l'immigration à M. le Colonel commandant la région à Casablanca (Service des renseignements), 15/4/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷⁰⁸ Lettre n°103 DRC2, commissaire résident général au commandant de la division navale à bord du *Du Chayla*, en communication au Centre des renseignements de Tanger, Rabāt 23/4/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷⁰⁹ Tél. n°556, le commandant du *Du Chayla* au commissaire résident général à Rabāt, 26/4/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷¹⁰ Avant la nomination de Bens, l'administration de la colonie avait été assurée par Emilio Bonelli y Hernando, sous-gouverneur, puis commissaire royal, du 3 novembre 1884 à 1902 ; et par Angel Villalobos, sous-gouverneur de 1902 au 1^{er} décembre 1903. Bonelli et Villalobos faisaient partie du corps d'infanterie de la marine.

Oulad Dlim, etc. nomadisent dans les parages mêmes de Dakhla et font alors du commerce avec les bateaux espagnols qui fréquentent la rade. Les tribus, contre du charbon⁷¹¹ et de la laine, reçoivent du sucre, du riz, des grains, des cartouches et des fusils »⁷¹².

Cinq mois plus tard, c'est Clozel, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, qui exprime ses inquiétudes au sujet de la colonie espagnole et des différentes embarcations stationnant à proximité de ces côtes. Le gouverneur écrit : « *Sous prétexte de pêche et d'opérations commerciales, [les goélettes et les autres bâtiments naviguant, pour la plupart, sous pavillon espagnol] débarqueraient des armes et des munitions destinées à approvisionner les rebelles du Sud marocain et les rezzous dirigés contre nos populations soumises de la Mauritanie et de la région septentrionale du Haut Sénégal Niger* »⁷¹³. Trois compagnies de pêche suspectes sont établies à Las Palmas : la première, Vuerhard & C^{ie}, dirigée par un certain Cornelius P. J. Vuerhard dit Don Cornelio ; la deuxième, Guedes, Grönn & C^{ie}, dirigée par les nommés Guedes, Grönn, Dunn, Blandy et Gillman ; la troisième, Paetow, Ungebauer & Dacque, dirigée par les nommés Karl Paetow dit Carlos et ses deux associés figurant dans la dénomination⁷¹⁴. Aux deux premières sociétés, Clozel avait refusé l'autorisation de s'établir à Port-Etienne et d'exploiter les aménagements réalisés pour les pêcheurs bretons. Les demandes avaient été présentées notamment par Vuerhard et Grönn depuis mai 1915. Bien que les installations de Port-Etienne soient encore inutilisées après le début de la guerre en Europe, le gouverneur avait donné une fin de non-recevoir aux requêtes « *en raison des renseignements très défavorables (...) sur les principaux actionnaires ou agents de ces sociétés* »⁷¹⁵. En effet, les deux individus avaient affirmé avoir été naturalisés espagnols, Vuerhard étant d'origine hollandaise et Grönn d'origine norvégienne. Mais ils n'avaient pu justifier, par aucun

⁷¹¹ Souligné à la main dans le document.

⁷¹² *Ravitaillement en armes et munitions des Ait Ba Amrane*, document traduit par l'officier interprète Pozzo di Borgo, Mogador, 19/11/1915, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷¹³ Lettre du gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Capitaine de frégate, commandant la marine au Sénégal, Dakar, 6/3/1916, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

⁷¹⁴ Lettre n°449, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Ministre des colonies, Dakar, 8/4/1916, CADN, ARGM-CD, c. 617-2. Clozel explique qu'en réalité les trois sociétés proviennent de la scission de la Vuerhard, Grönn & Paetow, existant au moment de la mobilisation générale.

⁷¹⁵ Lettre du gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Capitaine de frégate, commandant la marine au Sénégal, Dakar, 6/3/1916, doc. cité. Les demandes d'autorisation des deux individus avaient été adressées au résident de la Baie du Lévrier, à M. Baudet, consul de France à Las Palmas, à de nombreuses associations de pêcheurs bretons et au prédécesseur de Clozel, Merlaud-Ponty, lettre n°449, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le ministre des Colonies, Dakar, 8/4/1916, doc. cité.

document, leur véritable nationalité. De plus, leurs antécédents ainsi que leurs relations avec Paetow les rendaient suspects. Paetow serait un Allemand « *qui prétend, à tort, être naturalisé espagnol* »⁷¹⁶. Il aurait comme collaborateurs plusieurs compatriotes parmi lesquels Ungebauer. Il correspondrait avec Vuerhard, qui est également « le représentant attitré des Allemands établis au Libéria »⁷¹⁷, par l'intermédiaire de Dacque. Enfin, Vuerhard et Grönn, qui étaient à Port-Etienne au commencement d'août 1914, avaient quitté la ville « précipitamment »⁷¹⁸. Depuis lors, l'accès au poste mauritanien leur avait été défendu ainsi qu'à Paetow, et leurs biens avaient été confisqués⁷¹⁹. Clozel conclut : « *Il est certain (...) qu'en dépit de leur éloignement (...), ces individus et leurs associés se livrent, soit sur nos côtes soit à proximité, à un trafic illicite pour lequel la pêche et le commerce du poisson semblent bien ne constituer qu'une couverture* »⁷²⁰. C'est pourquoi il demande la présence d'un navire militaire français dans les eaux du Cap Blanc pour y exercer une surveillance effective.

Sa requête ne tarde pas à recevoir une réponse négative. Le contre-amiral Aubry, commandant de la 3^e Division légère, soutient que le ministre de la Marine lui a prescrit de concentrer les navires à Dakar et d'interrompre toute croisière. Il précise également que la limite septentrionale de la zone de surveillance qui lui est confiée est fixée au 28°30' parallèle, aux alentours de Cap Juby. Au nord de ce point, c'est à la division navale du Maroc qu'incombe la surveillance des côtes⁷²¹. Enfin, le rôle assigné à la 3^e Division se borne à une croisière au large d'un point déterminé. Aubry s'étonne de la pauvreté de moyens dont dispose l'officier résident de Port-Etienne pour assurer la surveillance nécessaire dans les eaux territoriales françaises⁷²², mais il affirme manquer du mandat nécessaire pour pouvoir traiter des questions maritimes concernant l'Afrique occidentale française. Ces consignes devraient être demandées directement par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française au gouvernement, ce que Clozel fait par une lettre assez détaillée qu'il

⁷¹⁶ Lettre du gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Capitaine de frégate, commandant la Marine au Sénégal, Dakar, 6/3/1916, doc. cité.

⁷¹⁷ *Ibidem*.

⁷¹⁸ *Ibidem*.

⁷¹⁹ Lettre n°449, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le ministre des Colonies, Dakar, 8/4/1916, doc. cité.

⁷²⁰ Lettre du gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Capitaine de frégate, commandant la marine au Sénégal, Dakar, 6/3/1916, doc. cité.

⁷²¹ Lettre n°135, le contre-amiral Aubry, commandant la 3^e Division légère à M. le Capitaine de frégate commandant la Marine au Sénégal, à bord de la *Gloire*, Dakar, 15/3/1916, CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

⁷²² *Ibidem*.

adresse au ministre des Colonies⁷²³. Il ne manque pas de souligner à la fois le danger d'un éventuel trafic d'armes pour la Mauritanie, et notamment pour le Hawd, et les connexions existantes entre l'introduction de matériel de guerre à Tarfaya⁷²⁴ et l'instabilité du Sud marocain.

A ce propos, puisque la surveillance du littoral au nord de Cap Juby revient à la Division navale du Maroc, Lyautey est immédiatement saisi de la question⁷²⁵, qu'il renvoie au capitaine Huot. La réponse du capitaine révèle la plus complète méconnaissance de la réalité saharo-mauritanienne et des « agissements » qui s'y perpétueraient⁷²⁶. D'ailleurs, il faut remarquer que les autorités directement concernées par les questions soulevées par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, ne s'empressent guère d'effectuer les démarches nécessaires auprès des Espagnols pour qu'un minimum de surveillance du littoral entre le Cap Juby et le cap Blanc puisse être assuré. Le ministère des Colonies écrit dans ce sens au président du Conseil le 12 mai⁷²⁷, c'est-à-dire plus d'un mois après la lettre assez alarmante de Clozel. En revanche, la réponse de Briand sollicitée vraisemblablement par Lyautey lui-même, est plus rapide. Dans sa demande d'intervention immédiate à la Marine⁷²⁸, Briand met l'accent sur les conséquences du trafic d'armes pour le protectorat français au Maroc. Il ne fait aucune référence à l'Afrique occidentale française. Puis, contrairement aux démarches effectuées jusqu'à quelques mois auparavant auprès du gouvernement de Madrid, le président du Conseil semble se « résigner » à outrepasser toute action diplomatique visant à impliquer la Marine espagnole dans la répression du trafic d'armes. Ainsi, bien que la totalité du littoral compris entre Cap Blanc et Cap Juby, avec ses eaux territoriales, fasse partie des territoires soumis à l'administration ibérique, Briand donne son feu vert à une action unilatérale française. Le 21 juin, une dépêche du ministre de la Marine assigne à la division navale du Maroc la

⁷²³ Lettre n°449, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Ministre des Colonies, Dakar, 8/4/1916, doc. cité.

⁷²⁴ Le 7 avril, le commandant de la région de Marrâkesh fait encore une fois état du commerce des armes dans cette région. Il affirme : « Deux commerçants Isserguin nommés Mohammed Ould Ali Ould Barrak et Mohammed Salah sont signalés comme faisant contrebande armes par Tarfaia; armes et munitions viendraient des îles Canaries par les bateaux de pêche à voiles », tél. n°32 RSC, commandant de la région de Marrâkesh au résident général (Service des renseignements) à Rabât, 7/4/1916, 16h30, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁷²⁵ Lettre n°499, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, au général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, 23/3/1916, CADN, ARGM - CD, c. 617-2.

⁷²⁶ Lettre n°290, le capitaine Huot au commissaire résident général à Rabât, Tanger, 21/4/1916, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁷²⁷ Lettre du ministre des Colonies à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 12/5/1916, CADN, ARGM- CD, c. 617-2.

⁷²⁸ Lettre du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, au ministre de la Marine, Paris 15/5/1916, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

surveillance du littoral atlantique jusqu'au Cap Nūn. Aux croiseurs *Desaix*, *Guichen* et *Châteaurenault*, de la 6^e Division légère, est confiée « éventuellement la côte aux abords du Cap Juby, lorsque leur croisière les conduira dans les parages des Canaries »⁷²⁹.

A la suite de cette décision, le contre-amiral Jaurès, qui commande la 6^e Division légère, demande un rendez-vous au capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale du Maroc, en vue de se concerter au sujet des mesures à adopter en cas de contrebande d'armes⁷³⁰. Le lieu du rendez-vous, la rade d'Agādīr, est choisi par Durand, en accord avec Lyautey, puisque « la présence de deux bateaux de guerre sur cette rade ne pourra produire qu'une impression salubre sur les tribus de ces parages »⁷³¹. Nous soulignons, une fois encore, que la caractérisation presque exclusivement marocaine de l'affaire prévaut, alors que les alarmes de Clozel concernaient bien les territoires les plus exposés de l'Afrique occidentale française. Le ministre de la Marine améliore également l'aspect *intelligence* qui est à la base de l'action de la Division navale du Maroc et de la 6^e Division légère. A partir d'août 1916, le Service des renseignements du Maroc englobe les îles Canaries, en raison de la position de l'archipel par rapport aux côtes marocaines. Une liaison est ensuite établie entre le Service des renseignements Maroc-Canaries et les forces navales qui patrouillent la zone. D'un autre côté, le ministre tend à consolider la collaboration entre le Service des renseignements existant en Espagne et le Centre des renseignements de Tanger d'où, normalement, devraient partir les instructions pour les deux divisions navales opérant entre Tanger et Cap Blanc⁷³². Juste au moment où les Français fixent les bases d'une action unilatérale dans les eaux sous juridiction espagnole, le colonel Bens établit un poste militaire à Tarfaya.

II.9.1 - L'occupation espagnole de Tarfaya

L'occupation de la région, censée être la zone d'influence espagnole du Maroc méridional, est envisagée dès août 1914. En effet, depuis son installation

⁷²⁹ Lettre du ministre de la Marine à M. le Capitaine de vaisseau, commandant la division navale du Maroc à bord du *Du Chayla*, Paris, 21/6/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷³⁰ Lettre n°41, le contre-amiral Jaurès, commandant la 6^e Division légère au capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale du Maroc, 22/6/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷³¹ Lettre n°465, le capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale du Maroc à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, Casablanca, à bord du *Du Chayla*, 4/7/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷³² Lettre du ministre de la Marine à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, le 7/8/1916, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

au Rio de Oro, Bens⁷³³ avait été assez actif. Il avait mené, dans les limites des moyens fournis par la métropole, plusieurs expéditions à l'intérieur de la colonie⁷³⁴, où il avait remarqué la valeur que les habitants de la région accordaient aux armes : « *Le Maure du Sahara donne sa vie pour un fusil. C'est son fantasme. Le fusil, disent-ils, est le gardien de son propriétaire. C'est pourquoi toutes les tribus ont des armes. J'en ai connu seulement une sans armement : la tribu des Ulad-Tridarín, qui se consacrait au pacage. Dans cette tribu, il y avait beaucoup de ceux qu'ils appellent frailes, hommes d'âge mûr, de barbe longue et de geste hautain (...) qui savaient écrire l'arabe* »⁷³⁵. Il se rend probablement pour la première fois à Tarfaya en 1910, rencontrant le qa'id du sultan par qui il cherche à nouer des relations avec les tribus de la région. Le gouverneur affirme vivre environ cinq mois⁷³⁶ à côté du qa'id. Abandonné par le contingent à cause de l'arrêt des ravitaillements envoyés par le sultan, le fonctionnaire marocain craint désormais l'occupation française du poste, malgré la protection du *shaykh* Mā' al-'Aynayn. Ainsi, il offre à Bens la cession du fortin, des armes et des munitions qu'il garde en son pouvoir⁷³⁷. Or, bien que

⁷³³ Francisco Bens Argandoña naît à La Havane le 28 juin 1867. Il fait partie de toute une série d'officiers nés à Cuba, qui, après la perte de la colonie, suite à la guerre hispano-américaine de 1898, avaient été employés dans les possessions africaines. Il occupe le poste de gouverneur du Rio de Oro jusqu'au 7 novembre 1925.

⁷³⁴ Entre 1907 et 1908, il s'était rendu deux fois à l'est de Villa Cisneros pour prendre contact avec un certain nombre de tribus et les attirer vers le poste espagnol. En 1911, il avait effectué une expédition qui, pendant quarante-deux jours, lui avait fait connaître la plupart de la colonie. A cette occasion, il avait rencontré pour la première fois Ahmad al-Hayba et son frère, Mohammad al-Agdaf, qui l'avaient invité à occuper la région d'Ifni, Francisco Bens Argandoña, *Mis memorias (Ventidos años en el desierto)*, Madrid, Selecciones Gráficas, 1947, p. 62.

⁷³⁵ Francisco Bens Argandoña, *Mis memorias...*, op. cit., p. 77.

⁷³⁶ Est-il vraisemblable ? Bens n'en reparle pas dans ses mémoires, et aucun des documents consultés ne fait état d'une permanence aussi longue à Tarfaya. De plus, il est difficile qu'il ait pu laisser pour toute cette période la colonie dont il était responsable, et dont le chef-lieu se trouve 600 kilomètres plus au sud, d'autant que le 9 mars 1911, il entreprend un voyage dans la Sāgya al-Hamrā s'embarquant à Villa Cisneros sur le paquebot espagnol *Río de Oro*, Tomás García Figueras, op. cit., p. 214.

⁷³⁷ Francisco Bens Argandoña, *Expedición comercial dirigida a Cabo Juby el día 18 de diciembre de 1910*, manuscrit original gardé à la Biblioteca Nacional de Madrid, Antiguo Fondo Tomás García Figueras, Afr G^a F C^a 347-53. Ce manuscrit ouvre des doutes sur la chronologie et même sur la véracité des affirmations de Bens sur ses voyages au Sahara. D'après sa reconstruction dans *Mis memorias...*, op. cit., p. 60, le 18 novembre 1910 il serait parti de Villa Cisneros pour l'intérieur du Sahara, débarquant le même jour à 'Argūb. Puis, à la suite d'une caravane, il aurait rejoint les puits qui se trouvaient à la limite avec la Mauritanie, et aurait envoyé le 10 décembre, d'al-Kasr Torshan, une missive aux autorités françaises d'Atar pour faire acte de présence et pour les annoncer son intention de leur rendre visite, ce qu'il fait le 12 décembre. La date est trop proche de celle du 18 décembre, qui est affiché sur le manuscrit pour relater son expédition à Tarfaya. José Ramón Diego Aguirre, *Historia del Sahara Español. La verdad de una traición*, Madrid, Kaydeda, 1988, offre une chronologie qui semblerait trancher la question, puisqu'il affirme que Bens rentre à Villa Cisneros le 31 décembre, mais le problème demeure car sa source est toujours un ouvrage de Bens, *Por segunda vez España en el África occidental*:

Bens affiche le but commercial de la mission, il ne cache pas, dans son récit, que son véritable objectif est la préparation de l'occupation du poste : « *Terminée ma première expédition, je commençais déjà la deuxième à l'encontre du littoral appelé Los Meanos de Toteman, à 70 milles approximativement au sud de Cabo Juby, où j'avais environs 300 Maures Erguibat employés dans la recherche du charbon. Le kaid, sans doute convaincu du fait que je ne serais pas revenu pour occuper Cap Juby ni pour y emmener les soldats qu'il réclamait, (...), abandonna Cap Juby, emmenant avec lui quelques sacs d'orge, riz et toiles que j'avais fait garder dans le fort* »⁷³⁸. Quand certains individus « *Erguibat, Isorguyui et Nitecassen* » s'aperçoivent de la disparition du *qa'id*, ils arrêtent la recherche du charbon et se lancent à sa poursuite. Ils l'atteignent peu loin de Cap Juby, où a lieu une escarmouche pendant laquelle le frère du *qa'id* est tué, certains membres de sa suite sont blessés et le fonctionnaire marocain est fait prisonnier. Les marchandises récupérées, les Maures ne les rendent pas au gouverneur espagnol mais ils lui font cadeau de deux chargements de charbon, ce qui laisse Bens satisfait⁷³⁹. Ce témoignage du gouverneur espagnol nous donne un aperçu des conditions dans lesquelles Cap Juby est administré par le gouvernement sharifien. De fait, le *qa'id* marocain est otage des tribus qu'il devrait gouverner et lorsqu'il est essayé de s'enfuir avec les denrées laissées à Tarfaya par le colonel espagnol, il subit la colère de « ses sujets ».

Trois ans plus tard, une délégation de différentes tribus du Sahara, guidée par le *shaykh* des Awlād Dlim « *Mohammed Bebe uild Elisal, à qui [le gouverneur était] lié par une grande amitié* »⁷⁴⁰, demande à Bens l'occupation de certains points de la côte saharienne. Les tribus souhaitent l'ouverture de factoreries et de ports pour écouler leurs produits vers l'extérieur en vue de réanimer le trafic commercial presque paralysé. Elles se plaignent des grandes distances à parcourir vers Villa Cisneros ou les ports ouverts du protectorat français, et regrettent le pillage par les tribus rivales. Le *shaykh* des Awlād Dlim suggère comme lieux où établir ces factoreries un endroit très proche du Cap Bojador, dénommé El Parchel, en plus de l'ouverture d'un port à Tarfaya⁷⁴¹.

memoria descriptiva de la expedición efectuada al interior de los dominios españoles en el Sá h ara y posesión francesa del Adrar-Steinar, 1911, que nous n'avons pas eu l'occasion de consulter. Mariano Fernandez Aceytuno, *op. cit.*, p. 293-295, est le seul auteur qui relate les deux voyages. Cependant, dans son ouvrage, l'ancien général des troupes nomades cite le document sur Tarfaya conservé à la Biblioteca Nacional de Madrid, mais il efface du titre la date du 18 décembre, de façon à ne pas mettre en doute les exploits du gouverneur du Sahara.

⁷³⁸ Francisco Bens Argandoña, *Expedición comercial...*, *op. cit.*

⁷³⁹ *Ibidem*.

⁷⁴⁰ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby por España, efectuada en 29 Junio 1916*, Cabo Juby, Junio de 1917, p. 2, texte dactylographié gardé à la Biblioteca Nacional de Madrid, Antiguo Fondo Tomás García Figueras, Afr Ga F. C^a 390-15.

⁷⁴¹ *Ibidem*.

Bens soumet la question au ministre d'État à Madrid et lui fait remarquer que les populations de la région de Tarfaya, qu'il connaît bien et qui avaient suivi la délégation guidée par Mohammad Bābā, insistent aussi pour que les Espagnols occupent le poste. L'occupation comporterait un coût assez réduit et la prise de possession de la région s'effectuerait pacifiquement. Le gouvernement espagnol donne son accord à l'expédition et, le 11 août 1914, fait envoyer des Canaries à Villa Cisneros des renforts en hommes⁷⁴². En même temps, il commande que le chef de la factorerie de la Compañía Transatlántica, installée à Villa Cisneros, suive l'expédition pour établir une factorerie jumelle au Cap Juby.

Le 14 août, tout est prêt. Mais Bens doit renvoyer le départ puisque le croiseur auxiliaire allemand *Kaiser Wilhelm Der Grosse*⁷⁴³ fait son apparition dans le port de Villa Cisneros. Le gouverneur ne juge pas opportun de laisser la colonie. En même temps, on lui annonce de Madrid que la « prise » de Cap Juby est suspendue à cause de l'éclatement de la guerre en Europe. Malgré cela, Bens décide d'effectuer un voyage via terre jusqu'à Tarfaya, pour faire face à la désapprobation des populations qui l'avaient invité à occuper le poste : « *Les indigènes ne se montrèrent pas assez satisfaits [par les explications données à propos de l'annulation de la mission]. Ils me dirent que le khalifa – c'est ainsi qu'ils le définissent – Mohammed L'Agdaj, frère d'El Hiba et intéressé en première personne que l'occupation de Cap Juby par l'Espagne fût un succès, attendait là-bas mon arrivée, la considérant sûre, et aurait été très contrarié s'il n'aurait reçu de ma part des informations clarificatrices concernant les raisons qui avaient obligé l'Espagne à ne pas respecter son engagement. En considération de tout cela, face aux suppliques et aux prières par lesquelles les chefs les plus importants me siégèrent pendant quatre tours, afin que je les accompagne pour parler avec Mohammed L'Agdaj ; en croyant que cela aurait lourdement contribué au maintien, parmi eux, d'une attitude favorable à notre cause; et ne perdant pas de vue que le voyage à cet endroit-là me donnait le moyen d'avoir sur le terrain des données importantes qui se seraient ajoutées à celles que j'avais déjà par le biais d'autres références, je décidai d'effectuer le voyage* »⁷⁴⁴.

D'un côté, Bens pense que le renvoi de l'expédition peut mettre en danger l'occupation pacifique du poste. De l'autre, nous ne pouvons pas ne pas remarquer que, comme le *qa'id* de Tarfaya en 1910, il semble être otage des tribus, ou du moins d'une politique qu'il a inaugurée depuis son arrivée à Villa

⁷⁴² En particulier trente et uns soldats aux ordres d'un Tenant et un médecin.

⁷⁴³ Le navire allemand est coulé le 26 août par le croiseur anglais *Highflyer* dans les eaux territoriales du Río de Oro, provoquant une vive protestation du gouvernement espagnol auprès des autorités anglaises, Juan Bautista Vilar, *El Sahara Español. Historia de una aventura colonial*, Madrid, Ediciones Sedmay, 1976, p. 112-114.

⁷⁴⁴ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 5-6.

Cisneros⁷⁴⁵. Celle-ci le force à ménager les populations de la colonie et de la région environnante par des compromis continuels, ce qui reflète parfaitement sa propre conception de la colonisation : « Ce n'est pas habile et cela ne répond pas aux fins d'une bonne politique pacifiste, que de marquer l'entrée dans un peuple étranger par la destruction à coups de canon de ses idoles et institutions ; si pour des raisons déterminées cette disparition s'impose, c'est plus sage d'entamer peu à peu son prestige, de saper discrètement son autorité et d'aider le temps dans son œuvre de démolition »⁷⁴⁶.

Le gouverneur part de Villa Cisneros le 18 ou le 19 octobre⁷⁴⁷. La traversée du désert dure dix-sept jours pendant lesquels il est « *objet d'attentions innombrables par les indigènes de toutes parties, sexes et âges. J'ai traversé les tribus d'Ulad Délim, Ulad Tidrarin, Ergueibat et Ulad bu Sba, par ses différentes branches, et dans tous les cas leurs chefs vinrent discourir avec moi* »⁷⁴⁸. Le nombre d'individus à la suite de la caravane ne cesse d'augmenter, toutes les tribus attendent de lui des cadeaux. Il arrive à Tarfaya le 5 novembre, accueilli par des salves de fusils et de revolvers. Reçu par un représentant de Mohammad al-Agdaf, il demeure dix jours dans la région, jusqu'à quand le *Cataluña* ne le prélève, le 16 novembre, pour le ramener au Río de Oro.

Une année et demie plus tard, la question de l'occupation de la zone méridionale du Maroc espagnol est posée. Le 7 mars 1916, le ministre d'État convoque le gouverneur du Río de Oro à Madrid pour discuter des modalités de l'expédition. Bens réitère sa confiance dans l'occupation pacifique de Tarfaya.

⁷⁴⁵ « *Je commençais la captation du Maure par cette politique que certains définissent du pain de sucre, puisque par ces cadeaux et d'autres j'attirais l'indigène vers moi (...). En échange de ces cadeaux (bracelets en argent Hassani ou de douros Alphonse, verroterie en argent pour ornements de coiffure, amulettes, mouchoirs de coloris divers, des babioles des Canaries, vêtements aux couleurs qui déteignaient, donnant une couleur bleue à leur peaux), les femmes maures me tenaient au courant de tout ce dont les nomades discutaient pendant la nuit dans leurs tentes, des conversations autour des puits du Sahara (...), des différends qui existaient parmi les tribus, de l'esprit des chefs des clans, de la propagande et de l'enseignement des marabouts, des combats entre les tribus et du caractère des Maures les plus importants et les plus turbulents* », Francisco Bens Argandoña, *Mis memorias...*, op. cit., p. 42-45. Pour ce qui concerne les coûts de cette « politique des cadeaux », Bens dépense en 1904 1 074 Ptas, en 1905 et 1906 1 250 Ptas, prévus par le budget du Gouvernement espagnol, lettre n°62, le sous-secrétaire au ministère d'État au gouverneur politico-militaire du Río de Oro, Madrid, 27/12/1907, AGA, Sección n°15: Africa - Fondo n°24 - Gobierno General del Sahara: Caja S 3743. En 1911, la somme utilisée pour des cadeaux aux tribus pendant son excursion à l'intérieur de la colonie et à Tarfaya s'élève à 8 537,85 Ptas, ce qui fait supposer que les dons augmentent et que le nombre de tribus qui en bénéficie s'accroît remarquablement, lettre n°20, le sous-secrétaire au ministère d'État au gouverneur politico-militaire du Río de Oro, Madrid, 28/03/1911, AGA, Sección n°15: Africa - Fondo n°24 - Gobierno General del Sahara: Caja S 3753.

⁷⁴⁶ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 16.

⁷⁴⁷ Mais Jesús María Martínez-Milán, op. cit., p. 87, donne comme date du départ le 20 octobre.

⁷⁴⁸ *Ibidem*, p. 6.

Dans les mêmes jours, al-Hayba envoie deux lettres à Villa Cisneros qui sont acheminées sur la capitale espagnole. La première est adressée à Alphonse XIII, la seconde au gouverneur de la colonie : « [al-Hayba] exprimait en ces dernières son désir que la nation chargée d'ouvrir au commerce les ports de cette côte fût l'Espagne ; il mettait à notre disposition tous les territoires compris entre Agadir et le Cap Blanc ; il nous invitait, sans crainte d'aucun type, à choisir ceux que nous estimerions nécessaires ; et il recommandait la plus grande promptitude dans nos décisions, présentant comme très nuisibles les retards et les attermoiements »⁷⁴⁹.

L'histoire se répète. Cette fois ce n'est pas seulement Bens qui semble être à la merci des populations du territoire qu'il est censé gouverner, mais l'ensemble du gouvernement de Madrid, autorisé par Ahmad al-Hayba à prendre possession des zones que la logique impérialiste du partage entre les puissances européennes a assignées à l'Espagne.

Al-Hayba se présente comme le véritable maître de toute la région qui s'étend d'Agādīr au Cap Blanc et que, dans sa missive, il met à la disposition des Espagnols, comme s'il ignorait qu'une colonie du Río de Oro existât depuis trente-deux ans. Or, son pouvoir et son influence sont reconnus par le Gouverneur lui-même au moment de l'occupation de Tarfaya : « Pour le développement d'une politique d'attraction pacifique et d'amélioration sociale, l'Espagne doit compter dans cette zone d'influence [Tarfaya] avec certains facteurs circonstanciels qui sont d'aide, et d'autres qui constituent un obstacle. Parmi les premiers figure la sympathie que notre nation inspire aux indigènes, et qui amoindrit chez eux, pour ce qui nous concerne, leur instinctive haine du chrétien ; et parmi les deuxièmes, le fait que ces indigènes ne reconnaissent pas ni ne respectent l'autorité du sultan, au nom duquel, par le biais de son khalifa, nous devons gouverner. Parmi ces gens, rebelles, indisciplinés, et qui, depuis Dieu jusqu'ici-bas, tutoient tout le monde, le seul qui exerce une véritable autorité est Ahmad al-Hayba, fils du feu shaykh Ma' al 'Aynayn acclamé comme sultan par toutes les tribus qui habitent depuis l'Uad Sus à la Mauritanie. L'importance politique de ce personnage est irréfutable et se fait sentir dans tous les ordres dès qu'on met les pieds dans n'importe quel point de la côte saharienne ; aucun chef nomade de prestige, aucun santón influent du Sahara Occidental ne se hasarderait à traiter avec les Espagnols à moins qu'il ne soit son mandataire. C'est à lui que tous les nomades reconnaissent l'autorité suprême ; c'est avec lui, comme avec son frère (...), Mohammed L'Agdāf, qu'il faut négocier pour toute entreprise qu'on veut réaliser pacifiquement dans ses domaines »⁷⁵⁰.

⁷⁴⁹ Ibidem, p. 9.

⁷⁵⁰ Ibidem, p. 14-15.

L'interprétation de la situation politique de la région que donne Bens est à l'opposé de celle des Français. Ceux-ci cherchent à amoindrir le plus possible le prestige d'al-Hayba tandis que le colonel espagnol le considère comme le principal pouvoir dont il doit tenir compte. D'un côté, la Résidence générale estime que le mouvement hibiste de 1914 est le prolongement résiduel de celui qui avait tenté de s'opposer à l'installation française au Maroc entre août et septembre 1912 et qu'il garde une dimension exclusivement marocaine. De l'autre, le gouverneur du Río de Oro affirme que toutes les tribus nomades du Sūs jusqu'à la Mauritanie reconnaissent le fils de Mā' al-'Aynayn comme leur autorité suprême. Il se peut que Bens exagère la portée de l'action politique d'al-Hayba, mais force est de constater que l'occupation de Tarfaya se négocie avec lui, au su des plus hautes sphères du gouvernement espagnol.

Le 13 juin 1916, le colonel rentre d'Espagne à Villa Cisneros. Il a demandé à Madrid du personnel et du matériel de guerre pour l'expédition : un lieutenant, un sergent, un chef d'infanterie et quatre autres soldats, plus une station TSF, quatre tentes de campagne, deux mitrailleuses automatiques Vickers et un canon de bronze de 9 cm, à installer au Cap Juby pour une éventuelle défense du poste. Le 27 juin, le *Fuerteventura*, avec le personnel et la plupart du matériel demandé, arrive des Canaries. Il manque encore les mitrailleuses, le canon et la station TSF qui n'ont pas été embarqués pour une question de temps. Cela n'empêche pas le gouverneur du Río de Oro de poursuivre l'occupation de Cap Juby. Le même jour il embarque pour Tarfaya où il arrive le 29 : « *En arrivant à la plage, j'ai été reçu par les indigènes des tribus Foueikat et Izarguiyin, qui habitaient les édifices [du poste] et qui m'ont souhaité la bienvenue dans les termes les plus cordiaux, en réitérant le plaisir avec lequel ils voyaient notre présence parmi eux et en m'invitant à faire débarquer à terre le détachement* »⁷⁵¹.

Bens retient dans la rade de Tarfaya le *Fuerteventura* jusqu'au 13 juillet, en raison de sa station de TSF et de la nécessité de communiquer avec son gouvernement. Le 16 juillet, le croiseur *Princesa de Asturias* arrive avec le matériel de campagne manquant et, quelques jours plus tard, le *Laya* apporte le reste des fournitures demandées.

Après s'être plaint pendant des années de l'absence de toute politique coloniale dans les territoires qui ont été assignés à l'Espagne, les Français devraient réagir positivement à la création du poste de Cap Juby⁷⁵². Ce n'est pas le cas.

⁷⁵¹ *Ibidem*, p. 11.

⁷⁵² A propos du manque d'une véritable occupation par les Espagnols du Río de Oro et de Cap Juby, le commandant Gillier écrivait, en 1926: « *Ce voisinage [des Espagnols] est pour nous une source de graves soucis car le manque de surveillance et l'abandon administratif du Río de Oro*

La confirmation de l'occupation de Tarfaya est donnée par les autorités du gouvernement général de l'Afrique occidentale française qui décrivent les phases de l'expédition de Bens à l'aide de renseignements inexacts⁷⁵³. De plus, le gouverneur par intérim de l'Afrique occidentale française commente : « Comme l'indiquait M. le Commissaire du gouvernement général en Mauritanie dans son rapport du 4 juillet, ce nouveau poste de Tarfaya installé d'accord sans doute avec El Hiba par les Espagnols deviendra vraisemblablement un centre de ravitaillement important pour les tribus rebelles du Sud marocain et de la Mauritanie, si ce point et ses environs ne sont pas l'objet d'une surveillance très active de notre part. Cette surveillance ne peut être exercée d'une manière efficace par la Mauritanie en raison de l'éloignement du Cap Juby de nos postes les plus septentrionaux et de la difficulté de trouver des agents sûrs qui consentent à s'y rendre. (...) En ce qui concerne [la Mauritanie], l'exécution des instructions du Département de la guerre concernant le rapatriement des officiers n'ayant pas encore été au front a généralement laissé le commandement des cercles et des pelotons méharistes entre les mains d'officiers qui ne possèdent pas toujours une expérience ni une connaissance suffisantes des régions et des tribus qu'ils administrent. Le ravitaillement en armes et en munitions venant aggraver cette situation à laquelle les circonstances actuelles ne nous permettent pas de remédier et qui n'échappe pas aux yeux avertis des habitants du territoire ne manquerait pas de troubler gravement notre action en Mauritanie »⁷⁵⁴.

Trois dépêches qui se suivent de fin juin à fin juillet donnent apparemment raison au colonel Obissier.

Le 28 juin, le commandant de la région de Marrākesh transmet au commissaire résident général à Rabāt une information provenant du poste d'Agādīr : le qa'id Iyād Djariri⁷⁵⁵ déclare qu'un bateau espagnol en route pour Tarfaya aurait eu des relations avec Mohammad al-Aḡḡaf, lui offrant des

ont souvent été complices de la facilité avec laquelle les rezzou se forment à l'abri de la frontière, constituant pour eux une véritable sauvegarde, et d'où ils fondent à l'improviste sur les campements de nos indigènes soumis », Gillier, commandant breveté, la Pénétration en Mauritanie, Paris, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1926, p. 298.

⁷⁵³ Le colonel Obissier affirme que Bens était parti de Villa Cisneros le 24 mai avec trente-trois hommes et deux mitrailleuses et avait effectué le voyage jusqu'à Tarfaya via terre, lettre du gouverneur de 1^{re} classe, délégué par intérim dans les fonctions de gouverneur général de l'Afrique occidentale française au ministre des Colonies à Paris, Dakar, 28/7/1916, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

⁷⁵⁴ *Ibidem*.

⁷⁵⁵ Il s'agit du qa'id des Awlād Djarīr qui réside à Talaynt, une vingtaine de kilomètres au sud de Tiznit. Il représente la dernière avant-garde du Makhzan francisé avant la zone « dissidente ».

cadeaux et notamment deux fusils à répétition et des cartouches⁷⁵⁶. Le 20 juillet, la région Marrākesh relate une nouvelle information qui a comme source le poste d'Agādīr. D'après une lettre du Pasha de Tiznit « *confirmée par agent et témoins oculaires* »⁷⁵⁷, un navire espagnol, stationnant dans les parages de Tarfaya, aurait débarqué de fortes quantités de poudre qui aurait été vendue au marché de Sīdī Mohammad bin 'Abd Allāh.

Enfin, cinq jours plus tard, le qa'id Iyād Djariri affirme que le navire mouillant dans la rade de Tarfaya aurait débarqué des marchandises et des armes. Une rencontre aurait eu lieu avec Mohammad al-Aḡdaf, et al-Hayba aurait envoyé son frère, Na' ma, à Cap Juby, pour entrer en relations avec les gens du bateau⁷⁵⁸.

Il est logique que les trois navires qui se suivent à Tarfaya – le *Fuerteventura*, le *Princesa de Asturias* et le *Laya* – alimentent les rumeurs sur des présumées fournitures d'armes pour al-Hayba. D'ailleurs, des marchandises et des armes sont effectivement débarquées par les trois navires, mais il s'agit de l'équipement qui sert à l'aménagement du poste espagnol. En revanche, la nouvelle de la rencontre avec Mohammad al-Aḡdaf mérite d'être approfondie.

Dans son rapport, Bens écrit que quelques jours après son arrivée à Tarfaya, al-Aḡdaf lui a rendu visite avec une suite de plus quatre cents individus, toutes tribus confondues : « *Il arrivait avec l'objectif de parler avec moi de l'occupation réalisée ; me montrer la satisfaction et le gré que notre présence lui provoquait ; se renseigner sur les millions de pesetas par lesquelles l'Espagne aurait exprimé sa gratitude pour la délicate attention qu'ils avaient eue en nous ouvrant, l'une après l'autre, les portes de leur maison (...); l'argent que nous étions disposés à payer pour l'achat ou le loyer des édifices ici enclavés ; l'armement et les munitions que nous aurions données en cadeau à chaque tribu ; et, dans un mot, quelles étaient les limites de notre magnificence et générosité avec eux* »⁷⁵⁹.

Mohammad al-Aḡdaf, suivant vraisemblablement les consignes de son frère, se présente donc à Tarfaya pour recouvrer le prix de la bienveillance manifestée à l'égard de l'occupation espagnole. Il est à souligner le nombre assez élevé des individus qui le suivent : expression de puissance ? Façon de montrer qui détient véritablement le pouvoir dans l'endroit ? Ou simple attente, de la part

⁷⁵⁶ Tél. n°55 RSC, commandant de la Région Marrākesh au résident général (direction du Service des renseignements) à Rabāt, 28/6/1916, 10 h, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁷⁵⁷ Tél. n°59 RSC, commandant de la région Marrākesh au résident général (direction du Service des renseignements) à Rabāt, 20/7/1916 17 h 30, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁷⁵⁸ Tél. n°60 RSC, commandant de la région Marrākesh au résident général (direction du Service des renseignements) à Rabāt, 25/7/1916 19 h, CADN, ARGM-CD, c. 617-2.

⁷⁵⁹ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, *op. cit.*, p. 16-17.

des différentes tribus sahariennes, du partage de la tarte espagnole fourrée, dans leur imaginaire, d'armes et de pesetas ?

Au début d'août, le chef du Bureau des renseignements de Mogador écrit : « Un voyageur digne de foi rentrant des Aït ba Amran a constaté que sur les marchés de cette tribu se vendaient, au prix de 10 PH l'une, de nombreuses petites boîtes de poudre européenne, rectangulaires et contenant 42 charges. Ce voyageur a appris des indigènes du pays que ces boîtes de poudre étaient répandues dans la région par les Espagnols de Tarfaya »⁷⁶⁰. Quelques semaines plus tard, le colonel Obissier relance l'alarme et souligne encore le danger constitué par la présence du poste de Tarfaya⁷⁶¹. Cependant, il faut préciser que la réaction de Bens aux requêtes de Mohammad al-Agdaf est plutôt claire : « [al-Agdaf et sa suite] dans leur fantaisie exaltée de sauvages méridionaux, ils avaient estimé comme fabuleux les avantages et les bénéfices qu'ils allaient obtenir de nous. Il convenait de ne pas jeter une carafe d'eau froide sur les espoirs de ces enfants fiers – on ne saurait peut-être pas appliquer avec plus de certitude autre qualificatif à l'indigène du Sahara ; il était préférable de laisser le temps agir pour leur donner le juste sens de la réalité »⁷⁶².

Dans ces conditions, on peut supposer que les pourparlers engagés par les Espagnols avec al-Agdaf ne doivent pas être faciles. D'après son récit, le gouverneur évite soigneusement tout sujet qui pourrait créer ou décevoir des attentes, comme les fournitures d'armes. Par contre, il poursuit sa « politique des cadeaux » distribuant aux différentes tribus des tissus, des denrées alimentaires et des marchandises diverses qui arrivent dans les magasins de la factorerie⁷⁶³. Celle-ci constitue, comme l'avait réclamé la délégation de tribus qui s'était rendu au Río de Oro en 1913, un port situé à mi-chemin entre Mogador, contrôlé par les autorités françaises du Maroc, et Villa Cisneros, 600 kilomètres plus au sud. Elle sert les tribus pour le commerce des produits de l'élevage acheminés également vers les Canaries⁷⁶⁴.

⁷⁶⁰ Feuille de renseignements du capitaine Deshayes, chef du Bureau des renseignements de Mogador, 2/8/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁷⁶¹ Tél. n°1438, commandant du gouvernement général de la Mauritanie au gouverneur général de l'Afrique occidentale française, cité dans le tél. n°1686, gouverneur général de l'Afrique occidentale française au ministre des Colonies à Paris, Dakar, 25/8/1916, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

⁷⁶² Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 17.

⁷⁶³ Sur la « politique indigène » suivie par Bens au cours des années de son mandat, voir aussi Jesús Maria Martínez-Milan, op. cit., p. 127-135.

⁷⁶⁴ Entre juin 1916 et juin 1917, Bens affirme que la factorerie a acheté des tribus : 25 tonnes de laine non travaillée, 45 kilos de viande de chameau, 226 moutons, 215 chèvres, 3 chameaux et 1 317 kilos de peaux diverses, Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 35-36.

Les documents consultés ne permettent pas de penser qu'un véritable trafic d'armes ait effectivement lieu sous la couverture officielle de Bens. Celui-ci est peint par les Français comme leur étant ouvertement hostile, comme germanophile⁷⁶⁵ et comme pourvoyeur de matériel de guerre en faveur des tribus francophobes. Pourtant, il repousse toutes les accusations à la fois dans son rapport sur l'occupation de Cap Juby⁷⁶⁶ et dans une lettre au gouvernement espagnol. En 1923, le ministre d'État lui fait connaître que dans un texte de Paul Marty concernant les tribus de la Mauritanie⁷⁶⁷, l'auteur affirme que les Espagnols distribuaient des armes aux tribus en échange d'une participation au partage des butins des razzias. Le gouverneur repousse résolument toute accusation, affirmant au contraire que pendant ses reconnaissances dans le territoire, il n'a vu partout que des armes d'origine française⁷⁶⁸. Cependant, les documents français insistent sur le fait que le Río de Oro et Cap Juby sont un passage obligé pour les fusils et les cartouches qui entrent en possession des tribus « dissidentes ». Si le gouvernement espagnol n'est pas directement impliqué dans ce trafic, il n'y a que la Compañía Transatlántica Española qui peut favoriser l'introduction des armes. Elle gère les deux factoreries à Villa Cisneros et à Tarfaya et, en même temps, elle possède une ligne de navigation qui lie l'Espagne à ses colonies africaines. C'est à cette conclusion que parvient l'agent du commandant Huot après avoir mené son enquête au sujet des Canaries⁷⁶⁹. Les navires de la Compañía qui effectuent régulièrement le trajet Barcelone - Valence - Alicante - Cadix - Las Palmas - Villa Cisneros - Mounoriu (Sierra Leone) - Fernando Poo (Guinée) et retour, sont le *Cataluña*, le *Ciudad de Cádiz* et le *Isla de Panay*⁷⁷⁰. L'agent du Centre des renseignements de Tanger suggère de faire surveiller les chargements de ces bâtiments au

⁷⁶⁵ Rapport d'un voyage aux Canaries fourni par un agent du Centre des renseignements de Tanger, 30/7/1916, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie *Maroc, contrebande des armes*, XII, (juillet 1914-octobre 1916), vol. 179.

⁷⁶⁶ « Pour obtenir l'occupation pacifique de Cap Juby, je me suis servi d'eux [Mohammad al-Agdaf et sa suite] et je me suis entendu avec eux, mais ni cela, ni le fait que lesdits Maures sont irréductibles ennemis de notre voisin de protectorat, signifie que j'ai mené ici une politique anti-française ni que j'ai maintenu une attitude hostile à cette nation, comme, avec des fins que j'ignore, on a essayé de démontrer au gouvernement de S.M. à la suite de la prise de possession de ce territoire », Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, *op. cit.*, p. 15.

⁷⁶⁷ Il s'agit vraisemblablement de l'ouvrage *Etudes sur l'Islam et les Tribus maures. Les Brakna*, Paris, E. Leroux, 1921.

⁷⁶⁸ Lettre n°168 « Reservado », le colonel délégué du haut-commissaire pour la zone méridionale du protectorat espagnol au Maroc au ministre d'État, Cap Juby, 21/4/1923, AGA, Sección n°15 : Africa - Fondo n°1-DG Marruecos Y Colonias: Actuación en Marruecos (1797-1956) : Legajo XVI (Zona Sur) A-4.

⁷⁶⁹ Rapport d'un voyage aux Canaries fourni par un agent du Centre des renseignements de Tanger, 30/7/1916, doc. cité.

⁷⁷⁰ Lettre n°5891, le ministre de la Guerre au commissaire résident général à Rabât, Paris, 12/9/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

moment de leur embarcation en Espagne, d'envoyer un agent arabophone et berbérophone (Chleuh) à Villa Cisneros et de faire arraisonner par les croiseurs français les trois vapeurs⁷⁷¹.

Il s'agit encore une fois de soupçons : aucun navire de la Compañía Transatlántica n'est pris en flagrant délit de contrebande ni de transport de marchandises prohibées. Il n'empêche que les factoreries de la Compañía étaient dans une situation privilégiée, et l'on peut supposer que pendant les absences prolongées de Bens de Villa Cisneros, les agents de la Compañía avaient les mains libres pour mener à bien n'importe quel commerce.

On doit enfin s'interroger sur le véritable but poursuivi par Ahmad al-Hayba, quand il appelle le gouverneur du Rio de Oro à occuper Cap Juby. Est-ce effectivement pour bénéficier de la possibilité d'avoir des armes et de l'argent par son intermédiaire ? Certainement, l'ouverture du port de Tarfaya lui rend un service précieux. Tarfaya lui permet de se soustraire au blocus économique imposé par Lyautey à son égard⁷⁷². Mais cette ouverture justifie-t-elle, à elle seule, l'empressement et l'insistance de ses démarches auprès des Espagnols ? Ou son véritable objectif est-il d'une autre nature ?

La création du poste espagnol trouble, en partie, le dispositif de surveillance mis en place par la marine française, ce qu'expriment clairement les commentaires des autorités coloniales de Mauritanie⁷⁷³. Pour sa part, afin de rendre plus efficace le blocus économique contre les populations du Sahara et du Sud marocain, Lyautey sollicite, d'urgence, un strict contrôle non seulement des navires soupçonnés d'apporter des armes mais également de ceux qui pourraient alimenter les caravanes destinées aux gens d'al-Hayba. A ce sujet, il entend inscrire dans le rayon d'action de Division navale les zones maritimes de la côte jusqu'à Villa Cisneros. Là, il souhaiterait contrôler les cargaisons que les embarcations y apportent, distinguant les marchandises d'origine ennemie et les marchandises de pays neutres, dont la quantité d'importation devrait être limitée

⁷⁷¹ Rapport d'un voyage aux Canaries fourni par un agent du Centre des renseignements de Tanger, 30/7/1916, doc. cité.

⁷⁷² « *Primo. Un des moyens d'action les plus efficaces contre Hiba et les populations dépendant de lui est le blocus économique par lequel j'empêche par tous moyens marchandises de leur parvenir par sud du Maroc. Secundo. Mais cette mesure perd son efficacité si elles les reçoivent par la côte, ce qui est le cas actuellement* », tél. n°309, le commissaire résident général au ministre des Affaires étrangères, Mogador, 6/9/1916, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, Commandement Supérieur des Troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

⁷⁷³ *Instructions aux pelotons méharistes sur l'orientation politique vis-à-vis des grands nomades du nord*, note confidentielle n°231, Bock, octobre 1916, Archives nationales de Mauritanie, Nouakchott, citées par Sophie Caratini, *op. cit.*, 1^{er} vol., p. 153.

aux besoins exclusifs de la colonie⁷⁷⁴. Il envisage de soumettre pour ce faire tout le territoire au blocus qu'il avait préconisé pour al-Hayba, laissant décider aux croiseurs français les produits qui sont nécessaires et ceux qui ne le sont pas aux habitants du Río de Oro ! Mais trois jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères lui répond : *« Il ne nous serait pas possible de fixer le contingent des marchandises neutres que la colonie espagnole du Rio de Oro serait autorisée à recevoir sans de longues négociations avec le cabinet de Madrid. Les éléments mêmes du contingent nous manquent et seraient difficilement réunis. Une mesure de ce genre me paraît au surplus avoir le principal inconvénient d'appeler l'attention de nos voisins sur des régions où, leur surveillance étant jusqu'ici inexistante, vous pouvez, en fait, agir au mieux de nos intérêts. J'estime que nos croiseurs ont le droit d'intervenir non seulement au nord du 30° degré mais sur toutes les côtes du Maroc français. Au surplus, je serais disposé si vous en exprimez le désir à demander au ministre de la Marine d'autoriser nos croiseurs à arrêter les marchandises visées au décret du 13 mars 1915 ainsi que dans tous les cas les marchandises dont l'importation au Maroc est prohibée au nord du 27°40 qui marque la limite sud du Maroc ou, à la rigueur, au nord du cap Bojador au sud duquel commence le Rio de Oro. Je demanderai en même temps à l'amiral Lacaze de tenir ses instructions secrètes afin de ne pas réveiller la susceptibilité de nos voisins »*⁷⁷⁵.

S'il ne peut pas contrôler les marchandises qui entrent à Villa Cisneros, Lyautey ne laisse pas échapper la possibilité d'étendre la surveillance aux limites indiquées par Briand. Celles-ci comprennent non seulement le protectorat français au sud du 30° parallèle mais aussi la région de Tarfaya et la Sāgya al-Hamrā où l'absence des Espagnols est considérée, désormais, comme un élément positif. Le général souhaite donc que le commandant de la Division navale du Maroc s'entende directement avec celui de la 6° Division légère pour déterminer leurs zones d'actions respectives⁷⁷⁶. Le contenu de la lettre que le ministre des Affaires étrangères envoie, à ce sujet, au ministre de la Marine, est lumineux : *« Je vous serais obligé, sur la demande de monsieur le Général Lyautey, d'autoriser nos croiseurs à arrêter les marchandises visées au décret du 13 mars 1915 ainsi que toutes les marchandises dont l'importation au Maroc est prohibée non seulement au nord du 30° mais sur toutes les côtes atlantiques au nord du 26° (cap Bojador) qui marque la frontière de la colonie espagnole du Rio de Oro. La délimitation des zones française et espagnole, telle*

⁷⁷⁴ Tél. n°309, le commissaire résident général au ministre des Affaires étrangères, Mogador, 6/9/1916, doc. cit.

⁷⁷⁵ Tél. n°654, le ministre des Affaires Étrangères au commissaire résident général, Paris, 9/9/1916, 21 h 45, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁷⁷⁶ Tél. n°317, le commissaire résident général à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Casablanca, 11/9/1916, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

*qu'elle a été fixée par l'art. 4 de la convention franco-espagnole relative au Maroc (27 novembre 1912) reconnaît en effet au sud du 30° une zone française coupée en deux parties par l'enclave espagnole d'Ifni, puis, entre l'oued Draa et l'oued Sakia el Hamra une zone espagnole. Au sud de cette zone qui finit au 27°40, le Maroc cesse et entre le 27°40 et le 26° s'étend une région que les documents officiels espagnols qualifient de zone sur laquelle existe un droit d'occupation et sur laquelle le traité secret franco-espagnol du 3 octobre 1904 a reconnu au gouvernement royal pleine liberté d'action. Il n'a été fait jusqu'ici aucun usage par nos voisins de cette liberté d'action. Je vous serais obligé de bien vouloir tenir rigoureusement secrètes les instructions que vous adresserez à nos autorités navales afin de ne pas éveiller les susceptibilités des Espagnols qui n'exercent sur les côtes de leurs zones qu'une surveillance purement illusoire. Il ne me paraît pas possible cependant de demander que l'activité de nos croiseurs s'étende officiellement sur les côtes de la colonie espagnole du Rio de Oro, comme l'avait suggéré monsieur le Général Lyautey, mais nous avons lieu de penser que nous aurons en fait une liberté d'action suffisante sur ces côtes désertiques »⁷⁷⁷. La présence du poste espagnol de Tarfaya établi par le colonel Bens est volontairement ignorée. Les limites méridionales du Maroc sont définies. La non-occupation de la Sāgya al-Hamrā devient un véritable prétexte par lequel le gouvernement français prolonge, *de facto*, son pouvoir de contrôle et de répression au territoire reconnu, par des traités bilatéraux, à l'influence exclusive du gouvernement de Madrid.*

En revanche, pendant toute cette période, les Allemands semblent s'être éclipsés, bien que l'organisation d'une surveillance aussi stricte des côtes sahariennes ait été organisée même pour les décourager de toute entreprise. Quand les nouveaux bruits sur les fournitures d'armes et de munitions pour al-Hayba reviennent avec insistance, la rumeur la plus accréditée reprend l'hypothèse d'un débarquement allemand par sous-marin, aux environs de la région d'Ifni. Toutefois, le commandant de la Division navale du Maroc écrit : « C'est (...) au sud d'Agadir qu'aurait lieu l'opération. Or, tout le littoral est pour ainsi dire inabordable et il faut attendre des semaines pour trouver une journée à demi favorable. Pendant l'attente de l'occasion, l'entreprise aurait de grandes chances d'être troublée par les garde-côtes du Contrôle de la dette marocaine dont un, au moins, est toujours en patrouille entre Agadir et le cap Noun ; nos bâtiments font aussi de temps en temps une croisière dans les mêmes parages. Je doute donc que les Allemands tentent de débarquer des armes et

⁷⁷⁷ Lettre du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères au MMM, état-major général, Paris, 13/9/1916, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

*des hommes dans des conditions aussi aléatoires sur la côte occidentale du Maroc »*⁷⁷⁸.

Il ne tardera pas à être démenti et à réviser son opinion.

⁷⁷⁸ Lettre n°510, le capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale du Maroc à M. le Ministre de la Marine (cabinet du ministre - bureau du cabinet et de la correspondance générale), à bord du *Du Chayla*, Agādīr, 14/8/1916, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV: *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

Conclusion

Peut-on parler d'une extension de la guerre mondiale aux espaces saharo-mauritaniens et de l'ancien sultanat 'alawite ? Nous le croyons. Elle ne se manifeste pas en raison des *casus belli* qui sont bel et bien tous déjà en place avant 1914 mais relève essentiellement de deux facteurs : 1 - le sentiment de participer à une bataille de la guerre européenne. Cette sensation est assez claire chez tous les protagonistes, français, allemands et des pays neutres. Etre au service de la France ou de l'Allemagne, se sentir engagé dans ce sens, représente déjà un élargissement du conflit aux hommes et aux femmes qui sont bien loin de la Marne et de la Champagne ; 2 - bien qu'elles s'insèrent dans un contexte de guerre, les tentatives et les actions qui sont menées par les différentes parties qui sont installées dans les espaces maghrébins franchissent le Rubicon des escarmouches pour se retrouver pleinement dans la dynamique du conflit armé. Ce saut de qualité de la résistance anticoloniale provoque à la fois une crise évidente du système colonial qui, notamment dans le protectorat marocain, entre en résonance avec les différentes psychoses et phobies qui le ravagent ; et un effort supplémentaire du même système qui doit se réorganiser en fonction de paramètres tout à fait différents des principes adoptés pour faire face à une guerre coloniale. Ainsi, le Service des renseignements franco-anglais, tel qu'il est conçu et mis rapidement en place à Tanger pendant la guerre, était difficilement envisageable avant l'ouverture des hostilités européennes, quand pourtant les populations résistantes avaient déjà mis à dure épreuve la tenue des troupes coloniales.

En réalité, pendant les deux premières années de guerre, les effets du conflit au Maroc et dans les espaces saharo-mauritaniens sont de double nature. D'un côté, la guerre permet notamment aux Français de se débarrasser de tous les arguments qui empêchent de parvenir à une administration directe et militaire *de facto* du protectorat marocain. Celui-ci, encore une fois, est mis à nu face à la fiction de sa définition dans le traité de Fās. Loin d'administrer et de « civiliser » un territoire soumis à sa protection, la France y mène une guerre pour sauvegarder son statut de puissance, au Maghreb comme en métropole. Dans cette optique, ce ne sont pas les soldats français qui partent pour le Maroc afin d'achever la « mission civilisatrice » qui sont importants, c'est plutôt l'apport des hommes du Maghreb qui devient fondamental pour la défense de la France contre les armées du Reich. Le soutien nominal de Mawlāy Yūsuf permet l'engagement de troupes marocaines qu'on envoie se faire tuer pour tenir une tranchée belge ou française. Les contretemps de ces engagements sont très clairs dans toute l'affaire du tirailleur marocain fait prisonnier pendant la bataille de la Champagne. Nous aurons occasion d'y revenir dans la troisième partie.

D'un autre côté, les armes allemandes passées aux résistances entraînent une augmentation de l'opposition entre « dissidents » et franco-makhzaniens. Elle ne se manifeste pas seulement dans la période 1914-1916 par des affrontements mais assume également l'importance des rumeurs comme une des formes du conflit. Et, sur ce plan-là, les résistants – et avec eux, les Germanos-Turcs – sont sûrement gagnants. Mais ce n'est pas seulement cela.

En 1916, les tentatives de donner une unité d'action aux différents mouvements indépendants semblent avoir échoué. Ni des Allemands comme Far ni un musulman comme 'Abd al-Mālik n'arrivent à coordonner une action militaire d'ensemble sur la partie du territoire où ils sont installés. Le résultat de cette « campagne » demeure, momentanément, celle d'un afflux de rumeurs aux conséquences diverses qui ont probablement une portée plus ample que celle que révèlent les sources, sans pour autant provoquer le retrait des Français du Maroc. Tout cela, malgré l'arrivée d'armes, constitue dans d'autres zones de ces espaces un facteur qui nourrit les résistances qui frappent alors les troupes coloniales, comme à El Harri.

Il reste à comprendre dans quelle mesure cette bataille de rumeurs, qui immobilise et terrorise les hommes de la Résidence générale, se transforme, dans les deux années qui suivent, en une véritable guerre, bien plus périlleuse et sanglante. Les questions sont là : l'aide germano-turque arrivera-t-elle à renverser ou, du moins, à mettre sérieusement en danger les différents systèmes coloniaux français en place dans cette partie du Maghreb ? Ou, plutôt, toute l'extension de la guerre européenne se résume-t-elle à une longue et non moins dure bataille de nerfs, visant l'usure des institutions du protectorat et de l'Afrique occidentale française qui deviennent le véritable front où les populations résistantes et les Allemands combattent, ensemble, avec ténacité ?

- III -

**1916-1918 : DE LA RUMEUR A L’AFFRONTEMENT ARME,
DE LA GUERRE A L’ILLUSION DE LA PAIX**

Francesco Correale, CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours

Introduction

En 1916, la guerre européenne a déjà provoqué des carnages. Les combats dans les tranchées prennent la forme d'une boucherie sans fin que personne ne semble en mesure d'arrêter. Mais si, sur le front ouest, la situation est généralement stationnaire, les offensives austro-allemandes contre l'armée russe en pleine débandade atteignent un premier objectif : le retrait de la Russie de la guerre, en mars 1918.

Sur le front colonial du Maroc et des régions saharo-mauritaniennes, les deux premières années n'ont connu que des escarmouches et quelques épisodes meurtriers. Malgré le harcèlement que le protectorat subit par les rumeurs d'introduction massive d'armes au profit des différents chefs de la résistance, le système colonial semble tenir bon. Toutefois, la guerre n'est pas encore finie, ni en Europe ni dans les territoires maghrébins et sahariens. Après plusieurs recherches menées pour identifier leurs interlocuteurs sur place, les Allemands semblent désormais avoir trouvé les personnages sur lesquels ils peuvent compter. Cet élément joue son rôle à la fois sur un plan pratique, vis-à-vis des résistants, et sur un registre psychologique, à l'encontre des forces françaises restées en Afrique. Les deux facteurs réunis produisent une sorte de psychodrame qui se manifeste à travers le langage employé par les hommes du protectorat : « insurrection » ou « soulèvement général », « lourde offensive des insoumis » face à laquelle l'armée réduite du Maroc pourrait difficilement tenir. Cette peur qui repose sur des conditions de guerre réelles se fonde aussi sur une représentation pathologique de la situation qui demeure critique sur le terrain, mais n'atteint pas les circonstances extrêmes d'une évacuation générale, véritable frayeur des Français. Les efforts turco-allemands pour provoquer une attaque combinée des résistants sont plus insistants, et l'arrivée de fusils et de munitions ne demeure plus dans le domaine des rumeurs. Néanmoins, plus que par un débarquement volumineux de matériel de guerre – la saisie des armes à Malaga avait appris aux Germano-Turcs que la surveillance alliée était difficilement surmontable –, des armes, des cartouches et des explosifs arrivent aux résistants par petites quantités, introduites via l'Espagne ou le Maroc septentrional. L'ambition de débarquer du matériel de guerre en grande quantité n'est pas abandonnée, mais elle se heurte à une réalité internationale – l'Espagne qui ne paraît plus un collaborateur assez sûr et qui ne permet pas d'expédier des bâtiments chargés d'armes à partir de ses ports – et locale – le resserrement de la surveillance des alliés dans les eaux africaines – qui force les Allemands à la prudence.

Pour autant, les contradictions et les difficultés pratiques que rencontrent les résistants ne les empêchent pas de mener des attaques contre les troupes coloniales. Alors qu'al-Raysūnī cherche encore à regrouper ses partisans,

poursuivant des objectifs qui ne sont pas toujours les mêmes que ceux de ses possibles alliés, ‘Abd al-Mālik adopte une tactique de sabotage et de guérilla. Sur la toile de fond d’une insurrection possible mais qui tarde à se produire, des morceaux de fusils et de cartouches continuent à traverser les régions qui séparent la Méditerranée des montagnes de l’Atlas et du Sahara, et à atteindre leurs destinations, bien que la surveillance ait été remarquablement renforcée.

En Europe, le retrait de la Russie en mars 1918 permet aux Allemands de libérer des forces qu’ils peuvent employer sur le front ouest. Les conséquences militaires en Europe sont immédiates, avec les victoires du maréchal Ludendorff qui progresse dans le territoire français. Pour la Résidence générale au Maroc et pour les autres administrations coloniales, c’est le pire des cauchemars qui devient une réalité. Une petite armée allemande soutient de près les forces d’‘Abd al-Mālik. L’argent et les tracts – mais très peu d’armes – se répandent partout sur le territoire maghrébin. Malgré les bombardements aériens, le danger d’une débandade générale des troupes franco-makhzaniennes n’est pas écarté dans un contexte de continuels départs d’hommes pour la France, dont Lyautey demande désespérément l’arrêt. C’est dans cette situation de panique montante et de véritables exploits des forces résistantes que le résident général envisage l’usage des gaz. Instrument militaire comme un autre, à la mode sur les fronts européens et, par conséquent, utilisable aussi au Maroc ? La question est claire : après avoir envisagé la proclamation de l’état de siège en 1912-1914 pour abréger les modalités légales d’arrestation et de jugement des sujets qui lui interdisent une « pacification rapide », Lyautey préconise un nouveau raccourci, bien plus meurtrier, pour accélérer l’accomplissement de sa « mission civilisatrice ».

Le front colonial rentre pleinement dans le premier conflit mondial : il devient le naturel prolongement des tranchées qui sectionnent les territoires européens en zones de guerre. C’est sous cet aspect donc que nous analysons les deux dernières années de la Grande Guerre, en nous interrogeant sur les caractéristiques qu’elle porte au Maroc et au Sahara occidental, ainsi que sur l’impact qu’elle a sur la lutte des populations qui résistent aux troupes françaises. L’analyse portera également sur les réactions du système colonial que nous avons laissé dans le chapitre précédent en proie à un véritable syndrome de Cassandre.

III.1 - L'attente de l'insurrection générale

Pendant les deux premières années de guerre, les Allemands avaient essayé de mettre en place un véritable dispositif antifrançais au Maroc. Les différents chefs « dissidents » avec qui ils étaient entrés en relation s'étaient ainsi préparés pour des actions militaires d'envergure qui, toutefois, n'avaient pas eu de succès. Ces actions étaient restées relativement isolées, et les différentes populations non soumises aux Français n'avaient agi ensemble qu'occasionnellement. De plus, ces contacts avaient été souvent perturbés par des querelles qui, intéressant l'organisation militaire elle-même, se superposaient à des rivalités intertribales plus profondes et anciennes. Le Maroc antifrançais se composait en réalité de nombreux Maroc antifrançais, dont le sentiment commun était l'aversion pour le protectorat. Ce que les Allemands cherchent alors est précisément de donner une certaine unité d'action à ces populations, ce qui ne peut se réaliser que par le biais d'une plus grande coordination. Il s'agit d'une unité qui, pour les militaires de Berlin, n'a qu'une valeur stratégique et militaire : elle devrait intégrer et soutenir la politique des chefs et des populations qui se battent contre les troupes de Rabât. Pourtant, ces Maroc qui agissent encore indépendamment l'un de l'autre et que les Allemands essaient de cimenter représentent une alternative patente au protectorat lyautéen. A leurs yeux, c'est lui qui, avec son sultan et son Makhzan francisé, se soustrait aux équilibres séculaires du pays et trahit la civilisation et la commune identité islamiques.

L'action allemande de ces années continue à avoir comme arrière-plan les zones d'influence espagnole au Maroc et le territoire ibérique lui-même. Lyautey s'en aperçoit dès le début de 1916. Il parle d'une « *recrudescence marquée de la propagande allemande dans la zone espagnole* »¹ et de « *l'attitude franchement antifrançaise prise par les chefs indigènes de cette zone, le chérif Raïssouli et le Caid Zellal, à la fois zélés partisans de l'Allemagne et collaborateurs de premier plan de l'Espagne* »². Il dénonce aussi « *l'attitude de neutralité prise par l'Espagne à l'égard d'Abdelmalek (...)* [autre que les] *dangers que [présente] pour [le protectorat] la politique indigène espagnole utilisant systématiquement, pour ses besoins, les chefs déjà sollicités par l'Allemagne et nettement hostiles à la France* »³. Deux mois plus tard, les

¹ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabât à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919); sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

consuls allemands à Huelva, Almeria et Valence sont appelés par le prince von Ratibor à Madrid. Cette réunion, qui se déroule pour la première fois depuis le début de la guerre, dure plusieurs jours. Elle semble avoir pour objectif la planification d'une opération militaire au Maroc ainsi que l'organisation d'un embarquement d'armes⁴. Les autorités espagnoles paraissent se désintéresser de l'événement. En août 1917, des informations venues de sources italiennes et communiquées à l'attaché militaire belge à Berne révèlent à quel point la collaboration entre certains secteurs de la société et du gouvernement espagnol et les Allemands est étroite et répandue sur tout le territoire péninsulaire. Il existe à Stuttgart une association germano-espagnole, sous la présidence d'honneur du prince Von Urach, comte de Württemberg,⁵ ayant des ramifications dans toute l'Espagne et dont le but serait d'organiser un service d'espionnage pour provoquer une insurrection au Maroc. L'association serait en relation avec deux importantes tribus marocaines originaires de la zone de Tarfaya et du Río de Oro, auxquelles elle fournirait des armes, des munitions, des officiers et des approvisionnements⁶. L'attaché militaire ajoute : « Le 25 juillet, se sont embarqués dans un port allemand à bord d'un submersible plusieurs ulémas turcs d'origine arabe, envoyés au Maroc pour le compte de l'association. Le capitaine du submersible s'appelle Reinburg. Les ulémas ont reçu mission de prêcher la guerre contre l'Entente, aussi bien au Maroc qu'en Algérie, en Tunisie et en Tripolitaine »⁷.

Une fois encore, les autorités espagnoles restent silencieuses. D'un autre côté, il est évident que la stratégie d'attirer les populations non soumises aux pouvoirs coloniaux de l'Entente continue d'avoir, en soi, l'indispensable volet religieux. Celui-ci, uni au couple argent-armes, ne manquerait pas de produire ses fruits. Si cette stratégie recèle un espoir de réussite et entretient une très vive tension dans les milieux militaires français, ceux-ci ne cachent pas que son succès serait essentiellement dû aux difficultés d'anéantir les appuis dont les Allemands jouissent en territoire espagnol⁸. Ainsi, l'agent de Belgique à

⁴ Lettre n°165, le ministre des Affaires étrangères au ministre de France à Tanger, Paris, 12/6/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584 ; et lettre de l'état-major de l'armée 5^e bureau SCR à la section d'Afrique, Paris, 19/6/1916, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

⁵ Paul Aubert, *op. cit.*, p. 389, parle lui aussi de cette association qu'il met en relation avec l'Union économique germano-espagnole de Munich, fondée en 1916.

⁶ Lettre n°IV, l'attaché militaire de Belgique à Berne à M. le Baron de Broqueville, chef du cabinet, ministre des Affaires étrangères du royaume de Belgique au Havre, Berne, 23/8/1917, MAECE, service des Archives. Série Collection Afrique. Feuillet blanc : collection générale, AF 12 Maroc, c. 10 : 1917-1918.

⁷ *Ibidem*.

⁸ Lyautey écrit : « Faudra-t-il que nos voisins, qui proclament leur désir de collaborer avec nous, prennent à l'égard des agitateurs, partisans avérés de l'Allemagne comme Abd el Malek, et tous les agents germano-turcs qui circulent dans le Riff, une attitude moins indifférente, en évitant en

Tanger, qui transmet l'information reçue de Bruxelles au premier Drogman de l'Agence de France, commente : « *On sait à Tanger que des sujets espagnols ou des individus abusent dans la Péninsule de la neutralité espagnole pour servir les menées germaniques au Maroc. Les plaintes sont très vives en ce qui concerne le trafic des armes de guerre qui s'opère à travers la zone d'influence voisine du protectorat français (...). J'ai voulu éviter qu'une lettre officielle de ma part puisse servir à étayer ces réclamations (...) poussées à Madrid par les représentants de la République et par la Grande-Bretagne. Il convient de ne pas perdre de vue, en effet, que je suis commissionné également dans la zone espagnole et que les autorités castillanes pourraient prendre fort mal une démarche de ma part qui n'aurait pas été faite avec toute la prudence désirable. Mon collègue d'Espagne, avec lequel je m'entretenais dernièrement de ce trafic éminemment dangereux, a reconnu qu'on était impuissant à empêcher les Allemands réfugiés en zone espagnole de s'y livrer. Il a ajouté qu'il n'y aurait, pour mettre fin à cette contrebande, qu'un seul moyen radical : l'expulsion de tous les émissaires germaniques qui font de Tétouan, de Larache et de Rio de Oro etc. leurs centres d'opérations. Malheureusement, les rapports sont assez tendus au Maroc entre la France et l'Espagne qui reproche à la première de ne ménager en rien ses susceptibilités et de ne lui épargner aucune vexation. Il est difficile, par conséquent, d'arriver à s'entendre sur les mesures à arrêter de commun accord pour entraver l'expansion des intrigues allemandes au Maroc (...)* »⁹.

L'impuissance du gouvernement de Madrid à contrôler et à réprimer le mouvement germanophile, en métropole comme au Maroc sous son influence, est bien connue également des Allemands. Ceux-ci sont bien conscients qu'une partie des autorités espagnoles subit à la fois la fascination et la crainte du Reich pour des raisons qui ne demeurent pas seulement dans la sphère du politique. Ainsi, dans une lettre envoyée par le consul allemand à Titwān à son père et interceptée par le ministère de la Guerre de Paris, le diplomate allemand soutient : « *Ici, on commente (...) beaucoup l'action extrêmement renforcée de nos sous-marins; deux vapeurs espagnols ont été leurs victimes ; naturellement,*

même temps de favoriser les manœuvres des chefs indigènes à leur solde qui tendent à faire l'union de tous les insoumis contre nous (...) », lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité. Cette attitude contraste en réalité avec la propagande alliadophile en Espagne et par un sentiment francophile qui a parmi ses partisans des intellectuels d'envergure comme Miguel de Unamuno y Jugo, Recteur de l'Université de Salamanca, poète, philosophe et écrivain ; ou le poète Antonio Machado, qui transforme son initiale francophobie en francophilie, Paul Aubert, *op. cit.*, p. 363-369.

⁹ Lettre n°659/149/A, l'agent de Belgique au Maroc à Tanger à M. le Baron de Broqueville, chef du cabinet, ministre des Affaires étrangères du royaume de Belgique au Havre, 19/9/1917, MAECE, Service des archives. série Collection Afrique. Feuillet blanc : collection générale, AF 12 Maroc, c. 10 : 1917-1918.

*on exploite cela pour exciter les Espagnols contre nous, mais sans aucun succès car ces derniers ont reconnu depuis longtemps que le destin sur mer et l'avenir de leur pays dépendent de notre victoire. D'autre part, par suite de son action au Maroc et de sa situation économique (charbon), le gouvernement espagnol se trouve dans une situation difficile et se voit obligé de louver »*¹⁰. Cette difficulté est avouée également par le président du Conseil, le comte de Romanones¹¹, qui pendant une entrevue avec l'ambassadeur de France à Madrid, fait état des difficultés que le gouvernement rencontre pour obtenir de ses subalternes une obéissance et une exécution empressée des ordres donnés, autrement qu'en apparence¹². Tout en protestant à Geoffray son amitié et ses sympathies personnelles pour l'Entente, le comte insiste sur l'impossibilité de prendre une position très nette qui pourrait conduire l'Espagne à sortir, dans une certaine mesure, de sa neutralité¹³. Le comte est frappé par une violente campagne germanophile qui le force à abandonner son poste en avril 1917.¹⁴ Deux mois plus tard, un article publié sur le journal germanophile « El Debate » donne raison à ses réserves. Décrivant l'armement trouvé dans les tranchées d'*el Bioutz*, où a eu lieu un combat entre Marocains et troupes espagnoles, le journaliste s'en prend violemment à la Belgique, n'hésitant pas se moquer du sort dont souffre le pays envahi par les Allemands. Les cartouches utilisées par les Marocains proviennent, en effet, de la Fabrique nationale d'Herstal, près de Liège¹⁵.

Malgré la prudence des déclarations du comte de Romanones, et contrairement à leur attitude assez indulgente vis-à-vis des agissements allemands des deux premières années de guerre, les autorités essayent d'adopter des mesures plus sévères à l'encontre de ceux qui, Allemands, Espagnols ou Marocains, apportent leur soutien à la cause germano-turque. Au cours des années 1916-1918, quelques « signaux » confirment ce durcissement de

¹⁰ « Extrait d'une lettre d'un consul allemand actuellement à Titwān (Maroc) à son père, Conseiller privé à Lunebourg (Allemagne) », Titwān, 17/4/1916, SHAT, Archives de la Guerre, Série 7 N (1872-1919), Sous-série : État-Major de l'Armée, Section Afrique, c. 2124.

¹¹ Contre qui la presse espagnole germanophile déchaîne au printemps 1917 une campagne propagandiste visant en même temps les Alliés, Paul Aubert, *op. cit.*, p. 396.

¹² Lettre n°239, M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Madrid, 2/3/1917, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹³ Lettre n°239, M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Madrid, 2/3/1917, doc. cité.

¹⁴ Anne Rosenbush, *op. cit.*, p. 24.

¹⁵ C. Ventaldo, *Accusation avec preuves*, « El Debate » 9/6/1917, version française, CADN, ARGM, CD, c. 618. A propos de cet article, Lyautey souligne que la Belgique étant occupée par les Allemands, il est très probable que les munitions aient été expédiées au Maroc par leurs soins, lettre n°296 D, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc à M. Boissonnas, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France au Maroc à Tanger, Rabāt, sans date, CADN, ARGM, CD, c. 618.

l'attitude espagnole. Le 16 août 1916, une lettre anonyme provenant de Gibraltar et envoyée, vraisemblablement, à l'Agence de France à Tanger parle d'ordres très formels aux forces de la Garde civile et des carabineros afin d'éviter toutes sortes de trafic d'armes allemand. Le gouvernement espagnol aurait également recommandé aux capitaines généraux des diverses régions où sont internés des Allemands de ne leur délivrer aucun permis de séjour dans des ports espagnols et de recommander également aux médecins militaires qui les soignent de ne pas leur prescrire comme remède le séjour au bord de la mer¹⁶. Quelque temps plus tard, le général Gómez Jordana, haut-commissaire espagnol à Titwān, annonce l'ouverture d'une instruction judiciaire contre un sujet allemand, le nommé Lach, représentant de la maison Cappel, impliqué dans une « grave affaire [de] contrebande de guerre au profit d'Abdelmalek »¹⁷.

De plus, des mesures plus rigoureuses de surveillance et de répression du trafic de matériel de guerre paraissent atteindre un résultat positif. En avril 1917, le consul honoraire de France à Titwān signale que trois canonnières espagnoles, le *Lauria*, le *Álvaro de Bazán* et le *Recalde* croisent continuellement devant les côtes du Rīf pour s'opposer à toute tentative de débarquement d'armes¹⁸. En juillet, les autorités espagnoles saisissent vingt caisses d'explosifs au couvent de Chipiona, près de Cadix. Les caisses auraient été destinées au Maroc, mais la censure empêche la publication de la nouvelle dans la presse nationale espagnole¹⁹. En août, un informateur français de Melilla signale que les autorités de la ville auraient condamné plusieurs fois les « *Oulad Hannou (...) pour [leur] métier de contrebandiers* »²⁰. En stricte relation avec Bū Iyād, directeur des Habous de Melilla, ils seraient au centre d'un vaste marché de munitions ayant son foyer principal à Selwan. Ici, Hannū al Ūlishki, dont les fils « *sont les gros acheteurs de cartouches de toute la région* »²¹, tiendrait une boutique dans la ville et un 'azīb dans la banlieue²². Les Awlād Hannū achèteraient des cartouches dérobées par les troupes coloniales

¹⁶ Lettre anonyme provenant de Gibraltar, 16/8/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

¹⁷ Tél. du 2/11/1916, 9 h 53, probablement envoyé par le consul honoraire de France à Titwān à la Résidence générale à Rabāt, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹⁸ Lettre n°144, le consul honoraire de France à Titwān à M. Boissonnas, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France au Maroc à Tanger, Titwān, 19/4/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

¹⁹ Lettre anonyme provenant de Gibraltar et envoyée sous le n°34 au ministère des Affaires étrangères à Paris, sous le n°378 à l'ambassadeur de France à Madrid et sous le n°379 au Centre des renseignements de Tanger, 11/7/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

²⁰ Note anonyme *Affaire Selouan. Résultats de l'enquête faite très minutieusement*, 29/8/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²¹ *Ibidem*.

²² Lettre du commandant Huot, chef du Centre des renseignements de Tanger à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, direction du Service des renseignements à Rabāt, Tanger, 22/8/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

espagnoles soit personnellement soit par l'intermédiaire d'agents parcourant les marchés de la région. Ils auraient également une succursale d'achat à Nador tenue par le boutiquier Sī Ahmad Sūsī²³. En vertu des informations ci-dessus, il est important de souligner qu'en ce cas la répression faite par les Espagnols touche, par l'arrestation des Awlād Hannū, tout un entrelacs de relations – Awlād Hannū/Bū Iyād/marchés et marchands – sur lesquelles le gouvernement de Madrid s'appuie pour maintenir son pouvoir dans la zone. Il ne s'agit donc pas de frapper quelque chose d'étranger, qui vient de l'extérieur, mais de viser les éléments les plus compromis et compromettant sans s'acharner sur le système de rapports et de clientèles qui garantit la présence espagnole aux alentours de Melilla. Cela rend l'organisation de la répression encore plus difficile à accomplir.

Le 21 février 1918, une femme, Joaquina Garriga, est arrêtée à Algésiras. Elle transporte 8 000 capsules de pistolet qu'elle envisage de vendre aux Marocains. Les autorités espagnoles la laissent en liberté après lui avoir infligé une amende sous l'inculpation d'exportation illégale d'objets en cuivre²⁴. Cette affaire provoque une réaction de la part d'« El Telegrama del Rif » qui, dans un article du 3 mars, soutient la nécessité d'une réforme des lois pénales et fiscales concernant les trafiquants d'armes, soit dans la zone marocaine sous influence espagnole soit en métropole. Le journal souligne également le danger que présente la situation de la zone de Tanger et, prônant le complet contrôle de la ville par l'Espagne, établit un rapport entre le régime international en cours de réalisation et la facilité par laquelle les populations marocaines se procurent des armes et munitions²⁵. L'article passe ensuite en revue les différentes mesures pénales édictées afin de réprimer la contrebande d'armes, concluant qu'elles sont inadéquates. En 1914, le gouvernement espagnol avait augmenté les peines prévues pour les auteurs de cessions d'armes ou munitions aux Marocains²⁶, mais la disposition législative demeurerait inapplicable aux faits de contrebande découverts en Espagne tels que la saisie de Malaga de janvier 1916 et le cas de Joaquina Garriga. Il faut remarquer que le renforcement du dispositif répressif espagnol a lieu pendant une phase bien précise de la guerre, quand l'issue de l'affrontement des armées en Europe – notamment pendant les batailles de la Somme (juillet-septembre 1916) et de Verdun (février-octobre 1916) – est de plus en plus incertaine. A la nécessité de ménager les possibles vainqueurs, s'ajoute la pression diplomatique de la Grande-Bretagne et de la France qui déploient tous leurs efforts pour obliger le gouvernement espagnol à observer

²³ Note anonyme *Affaire Selouan. Résultats de l'enquête faite très minutieusement*, 29/8/1916, doc. cité.

²⁴ Note n°7282 SE 2/II du ministère de la Guerre pour le commissaire résident général de la République française au Maroc, Paris, 19/3/1918, CADN, ARGM, CD, c. 618.

²⁵ *El caso de Algeciras y las leyes penales. Una necesidad*, El Telegrama del Rif, 3/3/1918.

²⁶ *Ibidem*.

une plus stricte neutralité. Il va de soi que les mesures adoptées, et appliquées plus rigoureusement par les autorités compétentes, ne suffisent pas à enrayer la collaboration entre les Germano-Turcs et les Espagnols pro-allemands. Ce concours se réalise dans trois cas de figure : sujets espagnols qui participent à l'activité d'espionnage ou de secours actif aux plans allemands ; sujets espagnols qui effectuent du trafic d'armes, de pétrole ou d'approvisionnements divers ; sujets allemands qui utilisent le territoire espagnol ou marocain sous influence espagnole pour entreprendre leur action de soutien aux chefs marocains « dissidents ».

Ainsi, en septembre 1916, Santi, consul de France à Malaga, écrit qu'une barque de pêche devrait se rendre à Cadix et ensuite au Maroc. A Cadix, deux Espagnols, membres de l'équipage, devraient être remplacés par deux Allemands parlant couramment le castillan. En même temps, un stock d'armes de guerre devrait être embarqué. Puis, le bateau atteindrait Mogador où les deux Allemands et la cargaison d'armes et munitions devraient être déchargées. L'expédition serait organisée par la Maison Baquera, Kusch & Martin, de Malaga, ainsi que par le capitaine du vapeur allemand *Bremen* qui est réfugié dans le port²⁷. Le consul n'expédie pas le télégramme puisqu'il est informé que la barque a échoué à courte distance de Malaga et que les hommes qui étaient à bord ont été recueillis et amenés au port par une autre barque de pêche²⁸. Une quinzaine de jours plus tard, il revient sur l'affaire. Santi indique que les Allemands naufragés qu'on aurait dû recueillir à Cadix se trouveraient à bord d'un bateau de la marine impériale, interné dans le port de Sanlúcar de Barrameda, à l'embouchure du Guadalquivir. Toutefois, l'opération aurait été interrompue²⁹. Mais en décembre, il annonce que l'affaire est reprise après l'achat d'un nouveau moteur pour un bateau de pêche qui se trouve à Malaga et qui devrait se rendre à Cadix pour embarquer, à destination de Mogador, deux Allemands et deux caisses d'armes. Le moteur aurait été acquis par un nommé Antonio Llado Blanco qui tient un café à Malaga, à la Plaza de Prim, et qui s'occupe de commission et de représentation. La machine se trouverait à Ceuta³⁰.

Une affaire de trafic d'armes assez similaire à celle susmentionnée ressort de la correspondance entre Maria Dettmann, alias Betty Mobins, résidant à Malaga

²⁷ Tél. non expédié, le consul de France à Malaga au résident général à Rabât, Malaga, 26/9/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²⁸ Tél. du consul de France à Malaga au résident général à Rabât, Malaga, 27/9/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

²⁹ Tél. du consul de France à Malaga au résident général à Rabât, Malaga, 14/10/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

³⁰ Lettre du consul de France à Malaga au résident général, Malaga, 22/12/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

en qualité d'agent des services de renseignements allemands, et un certain Don Sidi Mojamez, de Tanger³¹.

L'examen de la lettre nous permet d'avoir un aperçu plutôt complet de l'entreprise. Maria Dettmann ne relate pas l'envoi d'armes *sic et simpliciter*, mais décrit toute l'organisation de l'expédition. Elle parle d'un bateau à voile sur lequel on devrait monter un moteur, d'autres matériels qui devraient être envoyés au Rîf – les bassins de verre, le cuivre, les cordons, le matériel nécessaire pour l'électricité³² et un quintal de *califonium*³³, ainsi que d'armes : 40 grenades et 4 000 cartouches. Elle affirme que les marchandises seront embarquées dans les ports espagnols d'Algésiras ou de Séville à destination de Tanger ou Rabât, et qu'elle traitera personnellement, à Gibraltar, l'achat de ce qui reste à envoyer.

L'agente allemande fournit également des indications relatives aux vendeurs qu'elle doit contacter dans le préside anglais ainsi que les modalités du transport clandestin. Enfin, elle fait référence à un ingénieur qui devait s'entendre, probablement à Tanger, avec un nommé Abraham Benarro y Coen, mais dont nous ignorons le rôle précis.

L'affaire qui s'organise entre l'Espagne, Gibraltar et le Maroc avec des complices espagnols et marocains est suivie par le commandant Huot. Il effectue des recherches sur Tanger³⁴ alors que Lyautey prescrit au commandant de la région de Casablanca de faire ouvrir toutes les lettres provenant de Malaga adressées à Rabât, par poste française ou anglaise³⁵. Toutefois, le réseau

³¹ Traduction d'une lettre de Maria Dettmann à Sr. Don Sidi Mojamez - Lista Corréos - Tanger, Malaga, 22/11/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

³² Pour envoyer des signaux à la côte ? La lettre ne cite pas des phares, mais il est probable qu'indépendamment du lieu où le matériel électrique doit être employé - barque ou côte du Rîf -, il pourrait être utilisé pour un phare ou un système de phares.

³³ Califonium, nom allemand du Californium (Cf.), *élément atomique transurien de la série des actinides dont tous les isotopes sont radioactifs*, le Nouveau Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1995. Il y a toutefois un paradoxe historico-chimique : le Californium a été découvert par Stanley G. Thompson, Glenn T. Seaborg, Kenneth Street Jr. et Albert Ghiorso à l'Université de Berkeley - Californie, d'où il tiendrait son nom - en... 1950 ! Utilisé comme agent réactif dans la recherche chimique, on en trouve très peu en nature. Il a très peu d'applications pratiques, parmi lesquelles le soin du cancer. Il est aussi employé comme combustible. Notre recherche à ce sujet ne nous a pas permis d'établir s'il s'agit d'un autre matériel ou si la découverte du Californium a été antérieure à 1950.

³⁴ Lettre n°972, le commandant Huot, chef du Centre de renseignements de Tanger, à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc (direction du Service des renseignements), 28/11/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

³⁵ Tél. n°235 DRC2, le commissaire résident général au commandant la région de Casablanca, 25/11/1916 ; et lettre n°36 D, le commissaire résident général au commandant de la région de Casablanca, 27/11/1916. Les deux documents sont gardés au CADN, ARGM, DAI, c. 348.

allemand et hispano-marocain semble l'emporter encore une fois car les officiers français perdent les traces de l'expédition. En particulier, ils ne mettent pas en relation l'affaire évoquée avec l'embarquement, sur une barque à voile mouillée au port d'Algésiras³⁶, de neuf caisses en bois qui contiendraient des munitions. Les caisses auraient été chargées le 1^{er} janvier 1917, à la tombée de la nuit, par un nommé 'Abd al-Qādir bin Isma'il, marchand d'œufs dans la ville espagnole³⁷.

En décembre 1916, une information de source italienne annonce qu'une importante maison de Barcelone, « *une des plus importantes entreprises commerciales au service de[s] ennemis [de la France]* »³⁸ serait sur le point d'expédier, « *comme elle l'a déjà fait plusieurs fois* »³⁹, un important chargement d'armes au Maroc. Une enquête est ouverte dans la ville catalane sans qu'on arrive à découvrir le nom de la firme. Entretemps, les nouvelles sur des expéditions d'armes continuent à parvenir aux autorités consulaires alliées dans la péninsule⁴⁰.

En janvier 1918, le Centre des renseignements de Tanger avise la Division navale du Maroc que plusieurs milliers de fusils devraient partir d'Algésiras le 27 ou le 28 du mois et que des dispositions de surveillance spéciale ont été adoptées⁴¹. En juillet, l'amirauté anglaise attire l'attention du Centre des renseignements de Tanger sur un certain nombre de voiliers espagnols suspects⁴². Les autorités britanniques signalent également qu'une expédition d'armes serait en train d'être préparée sur un point de la côte entre Algésiras et Tarifa. La barque employée serait un trois mâts, le *Nuestra Señora del Carmen*, dont le capitaine aurait été déjà impliqué dans une affaire de contrebande

³⁶ Il s'agit du même type de barque et de la même localité citée par Maria Dettman dans sa lettre.

³⁷ Note n°21R, le Centre des renseignements de Tanger à la police de Tanger et au ministre de France à Tanger, 7/1/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

³⁸ Tél. n°4000 R, le résident général au chef de cabinet de la Résidence générale, Rabāt, 20/12/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ Lettre de l'ambassadeur de France à Madrid au Centre des renseignements de Tanger, 3/6/1917 ; extrait d'une lettre écrite à la date du 12 septembre [1917] par le consul britannique de Malaga. Les deux documents sont conservés au CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

⁴¹ Tél. n°159 R, le Centre des renseignements de Tanger au commandant-chef de la division navale du Maroc à Casablanca, 25/1/1918 21 h 15, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

⁴² Note du Centre des renseignements de Tanger provenant de l'amirauté de Gibraltar et communiquée au commandant-chef de la division navale du Maroc à Casablanca, 15/7/1918, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

d'armes comme commandant du *San José*. Le Centre des renseignements de Tanger prévoit, en ce cas aussi, des strictes mesures de vigilance⁴³.

En septembre le lieutenant d'infanterie Norris, de la Mission américaine en France⁴⁴, fournit de nouveaux renseignements au sujet de présumés contrebandiers qui agiraient sur les côtes andalouses : « *Il y eut pendant quelque temps une activité inaccoutumée parmi les gens de contrebande, d'origine espagnole et marocaine, de la ville et des environs de Malaga. Montoro, un contrebandier bien connu vivant à Tanger et qui est en relation avec certains marocains de Melilla, fut vu à Malaga. Le nombre de ces contrebandiers indigènes a considérablement augmenté, peut-être d'une centaine au plus. Un correspondant de confiance nous informe qu'un certain marchand à Tarifa reçoit de gros paquets d'une quantité et d'un poids tels qu'ils paraissent être destinés à d'autres fins que d'être vendus à Tarifa. Un autre correspondant déclare qu'un certain individu de la Lines, qui possède un chaland pouvant être employé pour transporter des marchandises, a ouvert un magasin au square du Gobierno Militaire. Il a été impossible jusqu'à présent de découvrir une seule de ces transactions. Un de ses chalands est dirigé par un homme de réputation douteuse, connu seulement par le surnom d'El Italiano. Cet homme fut une fois arrêté à Algésiras pour transport de contrebande. Pendant six jours environ il resta en prison, mais le juge de première instance lui rendit la liberté, probablement à la demande du consul allemand, quoique les preuves contre lui fussent absolument convaincantes. Le second chaland est dirigé par un Salvador de Malaga, où il est connu comme joueur d'orgue de barbarie. Ces hommes furent soupçonnés par la police de s'occuper de piraterie. Ils employèrent des narcotiques pour endormir les équipages et piller leurs bateaux. Cela arriva récemment à un bateau à voiles chargé de morue. Un certain Joaquin Montoro est bien connu et est engagé dans l'achat et la vente de bateaux à voiles, et en a toujours plusieurs à ses ordres pour être engagés dans la contrebande. Il y a aussi à Malaga un homme d'El Riff du nom de Allel el Buscti, un contrebandier bien connu* »⁴⁵.

Enfin, on ne saurait omettre les quelques cas concernant plus strictement le territoire marocain qui devrait être contrôlé par l'Espagne.

En septembre 1916, un certain docteur Glaser⁴⁶ et sa femme s'installent à Río Martil, où ils achètent une embarcation. Le consul allemand de Titwān,

⁴³ Lettre envoyée vraisemblablement du consul anglais de Malaga à l'amirauté anglaise à Gibraltar, 31/7/1918, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

⁴⁴ Les États-Unis étaient entrés en guerre, à côté de l'Entente, le 6 avril 1917.

⁴⁵ Lettre n°G2 702, le lieutenant d'infanterie R. Norris, American Mission B.I. au chef de la 2° SCR - 2° bureau, ministère de la Guerre à Paris, 11/9/1918, CADN, ARGM, CD, c. 618.

⁴⁶ Il pourrait s'agir d'Ehrard Glaser, médecin autrichien ayant servi comme chirurgien sur plusieurs fronts de la Grande Guerre.

Zechlin, loue au même moment une cabane dans la même localité. Les Allemands soutiennent que l'embarcation leur servira pour aller se promener en mer. De son côté, le consul honoraire de France à Titwān paraît être assez sûr du véritable objet des excursions en mer : faire de la contrebande d'armes et de gazoline. Il informe de l'affaire les autorités espagnoles et envoie à Río Martil deux agents, un Marocain et un Européen, pour surveiller les mouvements des trois suspects⁴⁷. Quelques jours plus tard, Lucciardi réécrit à Lyautey pour l'avertir de l'existence d'un dépôt d'armes et de gazoline⁴⁸. Les renseignements fournis par l'informateur du consul, un nommé De Thaden⁴⁹, font penser que la zone où se trouverait le dépôt est dans le secteur de la surveillance anglaise et qu'on devrait s'entendre directement avec l'amirauté britannique pour en vérifier l'existence⁵⁰.

A la fin du mois, De Thaden fournit un nouveau renseignement au sujet d'une affaire différente. Le 26 septembre, dans les parages d'Al 'Ara'ish, le bateau espagnol *Pedro* appelé communément *El Pero*, aurait débarqué trente caisses de fusils et munitions qui auraient été déposées dans une baraque de la compagnie allemande de la construction du port. Un Espagnol avec sa femme, sa fille et trois autres enfants habiteraient dans la baraque. Des investigations menées par le consul de France à Al 'Ara'ish⁵¹ demeurent sans conclusions appréciables au sujet de l'équipage du bateau mais permettent d'affirmer que le débarquement d'armes aurait eu réellement lieu. Les munitions et les fusils auraient été délivrés à un sujet espagnol vivant avec sa famille dans la baraque indiquée et dont le nom serait Ponce⁵². L'enquête se poursuit par les soins du Contrôle de la dette de Tanger⁵³, sans autres résultats remarquables.

⁴⁷ Lettre n°355, le consul honoraire de France à Titwān à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, Titwān, 10/9/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁴⁸ Lettre n°363, le consul honoraire de France à Titwān M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, Titwān, 16/9/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁴⁹ *Ibidem*.

⁵⁰ Lettre n°102, le ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger à M. Lucciardi, consul de France à Titwān, 19/9/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁵¹ Lettre n°138, le ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger au consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr, 29/9/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵² Lettre n°244, le consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr au ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, Al 'Ara'ish, 5/10/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵³ Lettre du ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger au directeur de la Dette marocaine, 9/10/1916 ; et lettre du directeur de la Dette marocaine au ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 21/10/1916. Les deux missives sont gardées au CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

Quelques mois plus tard, en janvier 1918, la police de Tanger découvre que des contrebandiers espagnols auraient mis en vente 150 kilos de poudre noire de provenance française⁵⁴. Pendant la même période, vingt-huit caisses de munitions seraient arrivées à San Roque, non loin de Cadix, pour être envoyées à Algésiras et Tarifa et, de là, expédiées par balancelles vers Tanger, Ceuta et Al ‘Ara’ish⁵⁵.

En août, le Centre des renseignements affirme que les « *principaux agents espagnols de contrebande à Ceuta* »⁵⁶ seraient les frères Marquez dits Campanero. Ils auraient un agent à Algésiras, Cristobal García, et un intermédiaire nommé Manuel Perez qui fait journallement le voyage Ceuta-Algésiras, transportant aussi des capsules faciles à dissimuler. Le 22 juin, Manuel Perez aurait fait débarquer à Ceuta quatre caisses qui avaient été cachées sous un chargement de paille. Les frères Marquez auraient comme complices à Ceuta les frères Krimo et al-Hāshimī al-Ghumarī. Ceux-ci transporteraient la contrebande à bord du *Ceutaouia*, voilier appartenant à l’aîné des Krimo et à al-Hāshimī al-Ghumarī⁵⁷. Le 18 juillet, ce voilier aurait embarqué à Ceuta « *3 500 amorces achetées à Campanero, 2 carabines démontées et (...) passées dans des sacs de paille – ces carabines furent vendues par un sergent d’artillerie pour 60 douros –, un revolver allemand à sept coups acheté 13 douros à une vente aux enchères de la caserne des Regulares, 2 revolvers français à six coups vendus par le cuisinier du Casino militaire* »⁵⁸. Par ailleurs, le capitaine Jaudenes, employé à la Commandancia General, aurait vendu à un nommé Cherrat, associé des frères Krimo et d’al-Hāshimī al-Ghumarī, quatre Mauser et cinq cents cartouches sorties de chez lui dissimulées dans des matelas⁵⁹.

Cet ensemble de renseignements amène le général Lyautey à affirmer que la principale concentration d’agents germano-turcs et d’Espagnols germanophiles au Maroc se trouverait à Melilla, ville qui sert de tremplin pour entrer en relation avec ‘Abd al-Mālik et d’autres chefs « dissidents »⁶⁰. C’est aussi de

⁵⁴ Tél. vraisemblablement de l’Agence de France à Tanger au colonel Touchard, instructeur en chef du *Tabor n°1* de la police de Tanger, et au capitaine Bezert, 8/1/1918, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁵⁵ Note sommaire n°101 R, le Centre des renseignements de Tanger à l’Agence de France à Tanger, 17/1/1918, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁵⁶ *Note sur la contrebande de guerre entre les ports du sud de l’Espagne, d’une part, et l’Andjera et le Rif, d’autre part*, Centre des renseignements de Tanger, 20/8/1918, CADN, ARGM, CD, c. 618.

⁵⁷ *Ibidem*.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ « *Melilla (...) demeure un centre très actif des intrigues [des Allemands]. Ce port [est] en effet desservi par des courriers réguliers espagnols venant pour la plupart de Malaga et dont la surveillance en haute mer par les bateaux de guerre est assez difficile à assurer, permet des*

Melilla que proviendraient des armes vendues couramment dans les environs de la ville et notamment aux marchés des Branes et à Miknassa- Fūkania⁶¹.

La situation n'apparaît pas plus simple, pour le protectorat, sur la côte nord-occidentale du Maroc sous influence espagnole. Les Allemands, qui sont installés à Al 'Ara'ish, semblent y jouir d'une complète liberté d'action : « [Dans le Nord-Ouest marocain] l'action allemande est poursuivie par l'organisation mystérieuse de Larache et par le consul allemand de Tétouan. La guerre a surpris les ingénieurs et les ouvriers du port de Larache et du chemin de fer d'El Ksar. Ce personnel se fixe sur place et forme une colonie unie, disciplinée, impénétrable, apte à remplir telles besognes qui peuvent lui être confiées. Les Espagnols sont tout acquis à l'Allemagne. La colonie allemande est maîtresse des eaux de Larache et du littoral avoisinant ; elle est dirigée par le docteur Rohner, consul d'Allemagne »⁶².

L'ensemble de ces informations, qui montre l'implication de sujets espagnols⁶³ dans le trafic d'armes à destination du Maroc prouve aussi qu'une certaine coordination a lieu entre les germanophiles d'Espagne et les

relations faciles et rapides avec l'Espagne. De plus, Melilla est à l'origine des pistes menant soit sur la Moulouya soit sur Taza, dont la sécurité est moins précaire que celle des routes qui partant des différents points du Rif ou encore de Tétouan aboutissent aux mêmes régions; ces dernières routes en effet empruntent le territoire de tribus très indépendantes, méfiantes et peu disposées à laisser circuler, sans les inquiéter, des étrangers européens ou même indigènes. Melilla reste donc pour les allemands un point de transit important d'où sont lancés les nombreux émissaires indigènes ou européens qui portent les correspondances destinées à Abdelmalek et Bartels ou expédiées par eux. C'est de Melilla que parvient à ces derniers une grande partie des sommes d'argent nécessaire à leur œuvre de propagande (...) ; également, les quelques armes et lots de munitions que les agents ennemis ont réussi à ce jour à faire pénétrer au Maroc, et encore les tentes qui, confectionnées sur la côte, sont expédiées à AbdelMalek pour abriter les contingents de sa mehalla (...) » : lettre n°36, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à Paris, Rabât, 24/2/1916, SHAT, Archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124. Mais Lyautey parle de Melilla alors que les événements à partir desquels il tire ses conclusions se déroulent presque tous à Ceuta !

⁶¹ Extrait du « Quotidien de la Région de Fez » du 15/3/1916, n°290 RR, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

⁶² *Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917*, note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

⁶³ Cependant, il nous semble nécessaire de citer également un cas où le sujet qui serait impliqué dans le trafic d'armes entre la zone espagnole et celle française est vraisemblablement un citoyen de la République : « Un territorial nommé Barrouiller de la 6^e Compagnie du 139^e à Meknès, de passage à Rabat au retour d'une permission en France a fait les déclarations suivantes : En partant en France sur le Figuig qui a quitté Casablanca le 12 novembre dernier, j'ai entendu des chanteuses qui avaient séjourné à Fez dire entre elles d'un nommé Blum, propriétaire du restaurant français au Souk de Dar Debibagh : Si nous avions été méchantes, nous l'aurions dénoncé pour la contrebande de munitions qu'il fait, il les reçoit de la zone espagnole et les envoie ensuite par Meknès dans la région de Khenifra », renseignement envoyé au chef du Bureau régional des renseignements, Rabât, 8/12/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

Allemands. Il s'agit d'un phénomène similaire à celui observé entre 1914 et 1915. Ces renseignements oscillent entre la réalité et la rumeur continuant à alarmer les milieux proches du protectorat au Maroc. On peut toutefois avancer que les informations qui arrivent aux consulats de France en Espagne y parviennent déjà assez contrôlées. En d'autres termes, on est loin de la vague de bruits et de faux renseignements des deux premières années de guerre. Cela est dû, probablement, à un renforcement du réseau d'agents et d'informateurs, plus nombreux et qualitativement mieux recrutés. Ainsi, en septembre 1917, le consul de France à Gibraltar se rend à Malaga où il s'entretient avec Santi et avec l'un de ses collaborateurs, Rivaud, spécialisé dans les « affaires marocaines ». L'objet de la visite est précisément l'étude du système de surveillance mis en place par Malaga et que le consul de Gibraltar envisage d'adopter dans sa circonscription.

Au-delà de la vigilance constante sur les mouvements de navires de toute nature dans le port de Malaga, Santi s'est procuré, tout au long de la côte qui dépend de sa circonscription, un nombre remarquable d'agents. Ceux-ci le tiennent au courant très régulièrement de ce qui se passe et le préviennent dès qu'ils aperçoivent quelque chose de suspect. Malgré ses informateurs, le consul n'arrive pas à faire arrêter le transport de fonds pour les tribus marocaines hostiles au protectorat dont serait chargé l'Espagnol Lorenzano, déjà impliqué dans l'affaire de la saisie des armes sur les quais du port en janvier 1916 et membre de l'entourage des frères Mannesmann : « *A moins de recourir à des moyens violents qui ne semblent pas recommandables, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de (...) [stopper les transports de fonds] de ce côté-ci. La police, pour cette partie de la contrebande, ne peut être efficace que si elle est faite par l'Espagne, sur la côte d'Afrique pour empêcher le départ des fonds de Melilla pour les tribus* »⁶⁴.

Le réseau d'agents mis en place par le consulat de France à Malaga s'appuie essentiellement sur l'implication d'hommes employés sur le territoire – des hôteliers, des cantiniers, des employés du chemin de fer local qui longe la mer depuis Malaga jusqu'à Velez, une centaine de kilomètres plus à l'est, et des carabiniers – qui ont une maîtrise parfaite des zones qu'ils surveillent. C'est pourquoi son collègue de Gibraltar souhaite que ce système soit étendu à toute la côte espagnole où il y a des diplomates français qui, par leur autorité et par leur capacité d'action, sont susceptibles d'attirer les sympathies des Espagnols⁶⁵. Un tel contrôle contribuerait à resserrer les mailles par lesquelles passent les armes à destination de la côte marocaine. Suivant ce même principe,

⁶⁴ *Rapport sur une visite effectuée aux consuls français et britannique de Malaga*, note du consul de France à Gibraltar envoyée, vraisemblablement, au Centre des renseignements de Tanger, Gibraltar, 12/9/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

⁶⁵ *Ibidem*.

la surveillance en mer devient de plus en plus stricte. En janvier 1916, l'amirauté de Gibraltar annonce que dix-neuf patrouilleurs, munis de télégraphie sans fil, font journalièrement le trajet Gibraltar-Alborán pour assurer une plus grande protection des convois anglais et réprimer tout débarquement d'armes qui pourrait être tenté sur la côte rifaine⁶⁶. Poursuivant le même but, les quatre bâtiments de la Dette marocaine, le *Taroudant*, le *Faci*, le *Marrakchi* et le *Meknassi*, sont autorisés à effectuer leur ravitaillement en charbon à Gibraltar, ainsi que le font les navires de guerre français⁶⁷. Cela leur permet de ne pas quitter la côte septentrionale du Maroc, évitant la rentrée obligée sur l'un des ports marocains du protectorat où, habituellement, ils s'approvisionnent en combustible.

Les bâtiments du Contrôle de la dette n'ont pas les pouvoirs des navires de guerre. Attachés au Service des douanes, ils doivent réprimer tout débarquement d'armes ou tentative de débarquement d'armes sur les côtes marocaines. Mais ils ne peuvent intervenir qu'en cas de flagrant délit ou de tentative de flagrant délit, se bornant à amener le navire incriminé dans le port le plus proche pour le remettre à l'autorité consulaire compétente. L'Acte d'Algésiras, qui établit les règles de leur fonctionnement, ne leur confère pas le droit de visite ce qui, d'après les autorités coloniales françaises, rend à peu près nul leur soutien à la répression du trafic d'armes par mer, notamment en temps de guerre.

Au début de septembre 1916, Lyautey revient donc sur un argument déjà débattu plusieurs fois, posant au sous-directeur de la Dette marocaine la question de l'assignation du droit de visite aux quatre garde-côtes⁶⁸. Bien qu'il soit d'accord sur le principe⁶⁹, le sous-directeur de la Dette, appuyé par le commandant Durand, de la division navale au Maroc, conclut que les bateaux de la Dette doivent respecter les dispositions édictées à Algésiras. Par conséquent, ils « *ne [doivent être] employés qu'à la surveillance et à la*

⁶⁶ Tél. n°21 DRC2, le commissaire résident général au ministère des Affaires étrangères à Vichy, Rabât, 18/1/1916, MAE, nouvelle série (NS), 1^{re} partie - *Maroc, contrebande des armes, XII (juillet 1914-octobre 1916)*, vol. 179.

⁶⁷ Tél. du consul de France à Gibraltar au résident général, 28/1/1916, 15 h 50, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁶⁸ Lettre n°1298, le sous-directeur de la Dette marocaine à M. le Général Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc à Rabât, Rabât, 15/9/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁶⁹ Le sous-directeur de la Dette en particulier écrit : « *Pour rendre la surveillance efficace, il faudrait donner à nos capitaines de garde-côtes le droit de visite. Sans doute, cela est contraire à l'Acte d'Algésiras, mais, en temps de guerre, doit-on s'arrêter à cette considération ?* », *ibidem*.

répression de la contrebande douanière et de guerre et (...) ne doivent pas faire acte de belligérant »⁷⁰.

Si le protectorat ne peut pas utiliser de façon plus efficace ses garde-côtes, le Contrôle de la dette cherche, du moins, à enrayer les difficultés qui freinent la pleine utilisation de ses bâtiments. Le 20 septembre, le directeur se plaint du fait que certains passagers autorisés à s'embarquer sur les quatre bateaux pour se rendre en zone française télégraphient la date de leur départ et le nom du bâtiment sur lequel ils prennent place⁷¹. Par la suite, le ministre de France à Tanger impose des consignes très sévères à la poste française et à la direction des Télégraphes de Tanger, qui doivent refuser l'acceptation de tout télégramme privé portant des indications sur les horaires de départ et arrivée à destination⁷².

Dans le contexte des mesures répressives et de surveillance, le capitaine des Douanes, Conte, s'inquiète également des barques mouillées autour de Tanger. Elles appartiennent notamment à des Espagnols « qui ont leur domicile sur le bord de mer et débarquent leur poisson un peu partout »⁷³. Conte avait précédemment⁷⁴ signalé les inconvénients que cet état de choses aurait pu déterminer relativement aux débarquements : 1) de poisson en dehors de ports ouverts effectué par les Marocains ; 2) de poisson et de tout autre produit en dehors de ports ouverts, effectué par des étrangers. Le capitaine se dit également préoccupé par l'embarquement et le débarquement d'individus sur ces balancelles, parce que « sous le couvert de la pratique de la pêche côtière, les étrangers, surtout les Espagnols, trafiquent avec les indigènes et font avec eux des échanges de denrées ; il est avéré qu'ils ont répandu plusieurs fois parmi eux des bruits tendancieux ; on a signalé à diverses reprises la fuite de prisonniers allemands : ces derniers pouvaient très bien tenter leur évasion à la faveur d'un déguisement, avec la complaisance des pêcheurs ; le même stratagème peut permettre à des individus suspects de se répandre dans le territoire. A l'heure où l'Autorité militaire édicte une réglementation sévère au mouvement des passagers dans les ports et astreint ceux-ci à de rigoureuses formalités a fortiori ne serait-

⁷⁰ Lettre n°1145 DR2, le général de division Lyautey, commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef, à M. le Capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale au Maroc, Rabât, 13/10/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁷¹ Lettre n°466, le directeur du Contrôle de la dette à Tanger au ministre plénipotentiaire chargé du consulat général et Agence de France à Tanger, 20/9/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁷² Lettre du ministre de France à Tanger au directeur de la Poste française et au directeur des Télégraphes sharifiens à Tanger, 23/9/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁷³ Lettre n°856 bis, le capitaine des Douanes Conte, chef de service par intérim de la surveillance douanière, à M. le Directeur des Services à Tanger, Tanger, novembre 1916 (il manque l'indication du jour dans la date), CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁷⁴ Dans la lettre n°692 du 27/8/1915 adressée au directeur des Services à Tanger, que Conte cite dans sa n°856 bis.

on pas fondé à prendre, à l'encontre des personnes visées ci-dessus, toute mesure qu'exige la sécurité du territoire, mesures pouvant aller jusqu'à l'interdiction de tout débarquement et embarquement »⁷⁵.

Si le traité hispano-marocain de 1861, hérité par le protectorat français, ne permet pas de refouler hors des eaux territoriales marocaines les balancelles espagnoles qui s'y livrent à la pêche, l'adoption de mesures permettant une surveillance plus stricte desdites embarcations est toutefois possible. Ces mesures donnent aux quatre patrouilleurs du Contrôle de la dette le droit de visiter toutes les balancelles qui pêchent sur les côtes du protectorat⁷⁶. Il en résulte que le poisson, ainsi que toute autre marchandise, ne peut pas être débarqué dans les ports fermés au commerce et que les voyageurs à bord des balancelles ne peuvent débarquer que dans les ports régulièrement ouverts. La tâche de faire respecter ces règles revient aux postes douaniers, aux policiers ainsi qu'aux brigades de surveillance douanière⁷⁷.

Ces dispositions suffisent-elles, pour autant, à éviter que l'insurrection générale du Maroc, préconisée par les Allemands, ait lieu ? Enlèvent-elles réellement la possibilité aux Germano-Turcs de ravitailler en armes, munitions et argent les populations qui se battent contre les troupes franco-makhzaniennes ? Un officier français qui examine la question de près semble donner quelques indications au sujet : « (...) *La contrebande ne se fait guère que par les zones espagnoles. Encore le Sud sera-t-il sensiblement moins perméable depuis que nous pratiquons le droit de visite au large des eaux territoriales espagnoles. Mais il reste les environs de Tanger et toute la zone espagnole nord, où la surveillance du large ressemblerait trop à un blocus pour qu'on puisse l'entreprendre. Il serait donc du plus haut intérêt de chercher à organiser le long de la frontière espagnole non pas une douane intérieure pour les traités mais un service de visite quelconque sous un prétexte de statistique ou de mesure sanitaire* »⁷⁸.

C'est donc de la zone espagnole septentrionale que semble venir encore une fois le risque majeur pour le maintien du protectorat. Au-delà des facilités que les Allemands y trouvent pour communiquer avec les tribus « dissidentes » et pour leur faire parvenir toutes sortes d'aide – et cela malgré un certain regain de

⁷⁵ Lettre n°856 bis, le capitaine des Douanes Conte, chef de service par intérim de la Surveillance douanière, à M. le Directeur des Services à Tanger, Tanger, novembre 1916, doc. cité.

⁷⁶ « Dans les parages particulièrement suspects, il y aurait intérêt à ce que ces patrouilleurs n'hésitent pas à exercer ce droit fréquemment », lettre n°464 D bis, le chef du Cabinet Diplomatique à M. le Directeur du Service des renseignements à Rabât, Fās, 26/11/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ *Note au sujet de la contrebande de guerre*, note anonyme de 1916 - sans l'indication ni du mois ni du jour -, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

la répression par le Haut-Commissariat de Titwān –, cette zone est comme un balcon qui donne, le long de son étendue, sur les régions marocaines moins maîtrisées par les troupes françaises.

III.2 - La bataille du Nord marocain : 1916-1917

III.2.1 - A la charge ?

A partir de 1916, les stratégies d'al-Raysūnī et d'Abd al-Mālik, les deux principaux chefs « dissidents » du Nord marocain, semblent pouvoir converger. C'est d'ailleurs ce que les Allemands souhaitent le plus et encouragent par l'afflux de fonds, d'agents, d'armes et de munitions. Ils envisagent une concentration de forces qui, sous la bannière des deux hommes, avanceraient sur le couloir de Taza, alors qu'al-Hayba mènerait du Sud son action sur toute l'étendue du Haut-Atlas. La réalisation de ce plan n'est pas simple, soit à cause des méfiances existant entre les deux chefs du Nord soit parce que, bien qu'elles soient réduites, les troupes franco-makhzaniennes tiennent leur front et, quelquefois, l'emportent sur la résistance des tribus et gagnent du terrain.

Al-Raysūnī sort d'un échec. Il n'a réussi que temporairement à rallier à sa cause les Djabala. C'est vraisemblablement une source d'inquiétude pour les Espagnols, qui lui ont désormais confié la tâche de « pacifier » le territoire de la tribu rebelle, renonçant à une présence militaire massive dans la zone. Mais al-Raysūnī risque aussi de perdre son crédit auprès des autorités coloniales, ce qui fait que, en avril 1916, sa campagne au nord du pays Djabala constitue sa préoccupation principale⁷⁹. En même temps, il cherche à harmoniser les relations qu'il a avec les tribus du Gharb et du Wargha. Pour ce faire, il reçoit, depuis le début de mars, plusieurs personnalités : « *Un influent marabout des Ghezaoua (tribu voisine d'Ouezzan) est auprès de lui avec une nombreuse suite. Et le chérif désireux de se ménager son amitié pour le moment où il pourra réaliser l'attaque qu'il médite contre [la zone française], le comble d'égard et de prévenances. Si Ali El Hadj, homme lige d'El Hadjami, notre vieil adversaire des Beni Zeroual, se trouve également chez lui, Mouley Ahmidou (El Kherraz), l'ancien chef de la mehalla de Dar ben Karriche, qui amena la réconciliation de Zellal avec Raissouli, désigné comme khalifa du chérif à Chechaouen, aurait reçu mission de réunir dans le Djebel des contingents destinés précisément à se rendre aux Beni Zeroual auprès d'El Hadjami en vue d'une attaque prochaine [contre les colonnes françaises]* »⁸⁰.

Pour al-Raysūnī, l'attaque des colonnes franco-makhzaniennes est en même temps un instrument et une fin pour atteindre différents objectifs. D'un côté,

⁷⁹ Au printemps 1916, al-Raysūnī mène plusieurs combats pour arriver à unir les deux secteurs espagnols d'Al 'Ara'ish et de Ceuta, engageant ses propres troupes aux côtés des Espagnols, Germain Ayache, *Les origines ...*, op. cit., p. 262.

⁸⁰ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabât à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité.

cette action vise à rassurer les Espagnols qui en tirent un certain soulagement car les tribus rappelées à l'ordre par al-Raysūnī ne s'en prennent plus à eux mais aux Français. D'un autre côté, l'attaque contre le protectorat sert à al-Raysūnī à asseoir son influence sur ces mêmes tribus pour lesquelles ce combat n'est qu'une étape vers la sauvegarde d'un pouvoir local et islamique. Ce pouvoir s'identifie avec la personne même d'al-Raysūnī, *Sharif* idriside, seul possible bouclier contre l'invasion chrétienne et française. Enfin, par cette manœuvre, plus politique que militaire, il est probable qu'al-Raysūnī exécute une première partie du plan dicté par les Allemands, véritable garantie de son pouvoir dans la région.

Ainsi, le *Sharif* écrit aux Setta, les invitant à se procurer des armes et à s'opposer à la pénétration française par tous les moyens. Il s'adresse également aux Banī Mastara, à qui il ordonne une résistance dure contre les colonnes du protectorat, les menaçant d'une sévère punition s'ils n'arrivent pas empêcher l'occupation de Wazzān. Pour atteindre ce but, les Banī Mastara ainsi que les Banī Masguild demandent l'aide des Sanhādja et de toutes les autres tribus du Wargha⁸¹, provoquant une extension remarquable du bloc antifrçais par le biais de la solidarité intertribales et de l'établissement d'un ennemi commun à combattre. Les résultats de cette campagne ne se font pas attendre, et Lyautey commente : « *Son ingérence [d'al-Raysūnī] dans les affaires du pays s'accuse tous les jours davantage* »⁸², réitérant, quelques mois plus tard : « *La situation faite [par l'Espagne] à Raïssouli, agent de l'Allemagne, [m'a] forcé depuis 1915 à un sérieux effort militaire (...) portant [au Nord] des troupes dont il a fallu dégarnir l'armature intérieure contre la dissidence (...)* »⁸³.

Au-delà de l'appel à la guerre, al-Raysūnī gagne la confiance de ses voisins par un soutien actif aux populations qui, encerclées par les Français, subissent leur blocus économique. Il les fournit en céréales et leur permet de s'approvisionner aux marchés de la zone espagnole⁸⁴. Il peut compter également sur de nouveaux alliés. Lyautey écrit que le fqīh⁸⁵ darqāwa Mohammad bin Sādiq, chef de la fraction des Banī Hadifah et collaborateur des Espagnols⁸⁶, serait prêt à lui fournir l'appui de contingents provenant du Nord, notamment de

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité.

⁸³ Tél. n°302, chiffré et secret, le commissaire résident général au ministre de la guerre, Marrākesh, 3/9/1916, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

⁸⁴ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité.

⁸⁵ Fqīh : spécialiste de jurisprudence islamique.

⁸⁶ María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p. 177.

la zone du Wargha⁸⁷. Début janvier 1916, il aurait regroupé plusieurs fractions des Ghumara, auprès desquels il jouit d'une certaine influence, en vue de recruter des hommes pour former une harka devant pénétrer dans la zone française⁸⁸. Il aurait également annoncé un prochain débarquement de munitions à Tikissas⁸⁹ et se serait adressé aux Banī Zarwāl « où viennent de se manifester divers symptômes d'une sourde agitation »⁹⁰.

D'un autre côté, al-Raysūnī est également considéré comme point de repère par les populations qui résistent à l'autorité du protectorat en zone française. Le 22 janvier, la Résidence générale signale qu'un nommé Abbās bin Hafad bin Turqi, alias al-Hadj al Misni⁹¹, se rendrait, sur l'ordre de Muha U Hammū, chez al-Raysūnī ou bien chez Mawlāy al-Mahdi, Khalifa du sultan à Titwān, pour leur acheter armes et munitions⁹². Il est signalé à Titwān à la fin de février⁹³ mais deux semaines plus tard, l'affaire semble conclue avec al-Raysūnī qui serait « disposé à (...) vendre une assez forte quantité de fusils et de cartouches qu'il livrerait fin mars courant »⁹⁴.

Une année plus tard, un épisode derrière lequel l'ombre d'al-Raysūnī se dessine assez clairement donne une idée de l'extension de son pouvoir à l'intérieur de la ville de Tanger. Là, ses hommes agissent au milieu des troupes de police, sans répondre réellement de leurs actions aux autorités européennes en place, exploitant leur incapacité à tenir les quartiers. Un informateur occasionnel du *Tabor n° 1*, un nommé Serrat, déclare : « [Entre le 10 et le

⁸⁷ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité.

⁸⁸ Lettre n°13 DRC2, commissaire résident général à commandant Huot du Centre des renseignements de Tanger, Rabāt, 11/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

⁸⁹ *Ibidem*.

⁹⁰ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité.

⁹¹ Abbās bin Hafad bin Turqi aurait déjà servi d'intermédiaire entre l'ex-sultan Mawlāy 'Abd al-Hafid et le *sharif* idriside quelques mois avant des faits ici décrits ; il connaîtrait plusieurs langues et aurait une certaine expertise dans les négoes. Ces informations, de même que d'autres détails biographiques sont contenus dans la lettre n°281 du commissaire spécial de l'immigration Torre au colonel chef du Service des renseignements à Casablanca, sans date ; et dans la notice du 29 janvier 1916 du commissaire central de police générale de Casablanca, Ruffy. Les deux documents sont gardés à la BGAR, Archives du protectorat, secrétariat général du protectorat, c. B 50.

⁹² Tél. n°24 DRC2, le commissaire résident général au commandant général du Nord à Rabāt, Rabāt, 22/1/1916, BGAR, Archives du protectorat, secrétariat général du protectorat, c. B 50.

⁹³ Lettre n°382, le commissaire spécial de l'immigration Torre au colonel chef des Service des renseignements à Casablanca, Casablanca, 29/2/1916, BGAR, Archives du protectorat, secrétariat général du protectorat, c. B 50.

⁹⁴ Lettre n°428, le commissaire spécial de l'immigration Torre au colonel, chef du Service des Renseignements de Casablanca, Casablanca, 16/3/1916, BGAR, Archives du Protectorat, secrétariat général du protectorat, c. B 50.

11 mars 1917] les nommés Ould En Nadi, d'El Khreb, protégé espagnol, connu comme contrebandier, Bergache du Charf, protégé espagnol, également contrebandier avéré, El Aiachi, d'El Harrarech, censal de M. Kanoui (signalé comme ayant une mauvaise réputation et des relations avec Raisouli), se rendirent à Sania. El Aiachi était armé d'un fusil. Dans ce dchar, ils réunirent Abd el Krim, son frère, leurs deux cousins, le fils de Si El Aiachi Chouat, Ould Si El Aiachi Thama, Ould Ahmed ben Abdesselam, domestique de Mr. Harris, Ould Si Abdesselam Zefri. Ils se rendirent ensuite à Harrarech et convoquèrent les deux Ouled Ali Mennan, El Mokhtar ben Abderrahman et Haouari, son frère El Aiachi, Ould Derouiche, Ould Ben Rahmoun, beau-frère d'El Aiachi (censal de M. Kanoui) et Ould si Mohammed Ould El Hadj Ali Cheeba. El Aiachi, Bergache et Ould En Nadi ayant rassemblés ces hommes armés de fusils les disposèrent en différents postes sur un front s'étendant de Dar Harris à Mghougha K'bira leur donnant la consigne de barrer la route, d'arrêter tout convoi et de tirer dessus au cas où l'un d'eux n'obéirait pas à l'ordre d'arrêter. Ayant pris ces dispositions, ils allèrent à Mghougha K'bira où ils veillèrent en compagnie de Si Ahmed Bel Hadj de ce dchar et d'autres indigènes du même dchar dont on ne connaît pas encore les noms. Les individus réunis pour cette expédition seraient au nombre de 28 à 30. La nuit s'est passée sans incident ; au matin, chacun rentra chez lui. El Aiachi est rentré hier matin à 9 heures armé de son fusil et monté sur une mule »⁹⁵.

Serrat ajoute que cette opération avait été exécutée suivant les ordres de Kanoui, par l'intermédiaire du nommé al-Ayyāshī qui, à son tour, se serait présenté dans le dchar affirmant agir sur ordre du Makhzan⁹⁶. Cette prétendue opération de police sert probablement aux commanditaires de l'action à couvrir la sortie de marchandises prohibées de Tanger. Le ministre de France mène une enquête pour savoir qui a pu donner l'ordre de former un cordon de surveillance et des rondes pour bloquer tout convoi sortant de la ville. Après avoir écouté soit le pasha – qui croit l'action dirigée par l'Agence de France –, soit l'un des principaux acteurs de l'affaire, il conclut : « J'ai tout lieu de croire que les informateurs européens ou indigènes qui ont lancé cette affaire sont les mêmes qui ont fourni à M. Serrat les renseignements dont il a fait état. Il semble que ces informateurs aient voulu remuer ciel et terre pour arriver au résultat qu'ils poursuivaient et que nous ignorons sans doute »⁹⁷. Les relations existant entre le principal instigateur de l'opération, Kanoui⁹⁸, et al-Raysūnī, de même que le nombre et la qualité des personnages impliqués – des présumés contrebandiers

⁹⁵ Note du colonel Toulat, du *Tabor n°1*, Tanger, 12/3/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁹⁶ *Ibidem*.

⁹⁷ Note du ministre de France à Tanger, 13/3/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

⁹⁸ « Les informateurs représentaient cette expédition comme l'œuvre de M. Kanoui et Cie », *ibidem*.

qui recrutent des hommes parmi leurs parents – nous font supposer que l'objectif des barrages est d'empêcher d'éventuels convois de croiser une autre caravane venant la ville: « *Si des indigènes de Chechaouen transportant des cotonnades avec l'autorisation du Makhzen étaient sortis cette nuit-là, ils auraient sans doute échangé des coups de feu* »⁹⁹.

Un important marché d'armes a lieu dans la région et permet à al-Raysūnī de partager son stock d'armes, continuellement renouvelé, ce qui serait à la base du départ de convois de Tanger et des villages environnants. C'est ainsi que le 7 février 1917 le commandant général d'Al 'Ara'ish signale au général Gómez Jordana que de fortes quantités d'armes et de munitions seraient acheminées de Tanger vers l'Andjara. Comme exemple, le commandant Général fait savoir qu'un nommé Sī 'Abd al-Aqali aurait, depuis peu, acheté 60 000 capsules de rechange pour Mauser à Selam de Him, employé de Meio, marchand d'armes de chasse à Tanger, impliqué lui aussi dans des affaires de contrebande¹⁰⁰.

D'un autre côté, al-Raysūnī recevrait directement de l'armement Mauser grâce aux débarquements effectués à al-Kasr al-Kbīr et acheminés via Tawrirt, à l'aide des habitants de la région, tel un nommé Alli Easfi, dont certains Espagnols de Tanger seraient complices¹⁰¹.

Compte tenu de tout cela, la confusion et parfois l'absence des ordres issus des différentes autorités qui agissent à Tanger mènent à penser qu'une opération d'envergure comme celle du barrage des routes ne peut que porter le sceau d'al-Raysūnī¹⁰². De fait, fin février 1918, le commandant Toulat annonce qu'on essaierait de faire partir de Tanger pour Shifshawn un convoi qui devrait livrer au *Sharif* idriside du salpêtre et des capsules¹⁰³. Mais ni les Français, ni les Espagnols ne songent à empêcher qu'un tel convoi traverse tranquillement le territoire censé être sous leur autorité.

⁹⁹ *Ibidem*.

¹⁰⁰ Tél. n°1229 9/11, le ministre de la Guerre au commissaire résident général à Rabāt, Paris, 15/2/1917, 22 h 05, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV: *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

¹⁰¹ *Ibidem*.

¹⁰² Le ministre de France à Tanger stigmatise, d'ailleurs, la segmentation des pouvoirs dans la ville et affirme : « *Le mal dont nous souffrons à Tanger c'est l'extrême dispersion de l'Autorité. Il faudrait, au lieu d'aggraver le mal, tendre vers le retour des parcelles dispersées de l'Autorité entre les mains du pouvoir local, le Makhzen, dont nous tirons les ficelles. Tout ne va pas pour le mieux actuellement, mais le malaise a des causes profondes et le remède consiste à compléter et à perfectionner sans leur enlever de leur discrétion les moyens d'action que nous avons sur le Makhzen. Au lieu de se substituer à lui, surtout si les agents qu'on charge d'aller de l'avant, à l'insu des autorités locales, sont des individus louche ou des protégés étrangers qui doivent s'empressement de signaler à leurs chefs le cas que nous faisons des prérogatives et du prestige du Makhzen* », *Ibidem*.

¹⁰³ Note du colonel Toulat pour M. Bourguès, fin février 1918 – sans indication de date –, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

Les Allemands se chargent de la coordination des forces antifrançaises. Ils cherchent à établir un contact entre al-Raysūnī et ‘Abd al-Mālik à la fois par l’entremise du qa’id Zallāl, qui leur est favorable et qui sert de pont entre les deux hommes, et par le consul allemand à Titwān, Zechlin¹⁰⁴. Le même rôle est assigné aux agents germano-turcs, tel Zugasti, aux Espagnols germanophiles de Melilla et aux chefs collaborateurs des Espagnols comme Mohammad bin Sādiq¹⁰⁵, qui entretient des relations avec un neveu d’‘Abd al-Mālik. Comme pendant les deux années précédentes, les agents allemands cherchent à s’assurer le soutien des légionnaires et des déserteurs. Par exemple, fin novembre 1916, le consul honoraire de France à Titwān signale l’arrivée dans la ville d’un nommé Hock, alias Hock le Petit, un Allemand qui s’installe aussitôt à Nador¹⁰⁶. Hock serait chargé de se mettre en relation avec les déserteurs qui lui sont signalés en Algérie et au Maroc. A cet effet, il se déplacerait assez souvent vêtu à l’européenne ou à l’orientale, se faisant passer pour un Marocain ou un Algérien selon la région où il cherche à pénétrer¹⁰⁷. Pendant le mois de novembre, il aurait conduit en zone espagnole des Marocains qu’il serait allé chercher lui-même en Algérie, dont des évadés des prisons algériennes¹⁰⁸. Hock le Petit les aurait conduits à Melilla où ils se seraient mis en contact avec Jorge Gerlach, un agent allemand lié à Coppel. Deux d’entre eux auraient été ensuite envoyés à la mħalla d’‘Abd al-Mālik.

Par ailleurs, à Nador, Prawitz, un légionnaire, serait au service d’un horloger du nom de Marqués. Le légionnaire rentrerait tous les soirs par train à Melilla et se serait rendu plusieurs fois chez ‘Abd al-Mālik. Il envisagerait de s’y rendre encore pour y rester et, pour cette raison, « *il aurait envoyé sa femme en Espagne, pour avoir ses coudées plus franches* »¹⁰⁹.

Les efforts militaires et de propagande des Allemands visent à faire concentrer les attaques d’al-Raysūnī et d’‘Abd al-Mālik sur la ligne qui s’étend de Wazzān au méridien de Tissa. Lyautey écrit : « [Cette courtine] *présente face au Riff un front de moindre résistance, entre les deux bastions hostiles du Djebel et des Metalsa, tenus d’une part par Raïssouli, de l’autre par El Hadj*

¹⁰⁴ Mohammed bin Sādiq chercherait également à acquérir le soutien des Ghumara par la remise d’argent, tél. n°29, le commandant Huot du Centre des renseignements de Tanger au commissaire résident général à Rabāt, 12/1/1916, 16 h, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹⁰⁵ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité.

¹⁰⁶ Malgré l’orthographe différente, il pourrait s’agir de Hock, le légionnaire qui avait pris temporairement le commandement des effectifs de Far quand ce dernier était tombé malade.

¹⁰⁷ Lettre n°184, le capitaine Rive, chargé de l’expédition des affaires du cercle des Beni Snassen à M. le Haut-Commissaire du gouvernement à Ūjda, Birkan, 28/11/1916, CAOM, Fonds du gouvernement général de l’Algérie, affaires indigènes, série H, sous-série 30, c. 64.

¹⁰⁸ *Ibidem*.

¹⁰⁹ *Ibidem*.

Omar El Kellouchi, fortement sollicité par les Espagnols. Il est manifeste que les agents germano-turcs s'efforcent de coordonner l'action de tous les agitateurs à leur solde et de l'orienter directement sur cette partie de [l'armature française] où, l'année dernière à pareille époque, une rupture d'équilibre faillit se produire sous la pression des fractions insoumises entraînées à la lutte contre nous par des suggestions extérieures »¹¹⁰. Sur le danger que présente pour le protectorat cette nouvelle attaque, Lyautey se fait très peu d'illusions : « Si, l'année dernière, [les colonnes françaises] parvinrent à enrayer l'agitation qui prit subitement naissance dans les différents secteurs du front du Riff, c'est que précisément [les] ennemis n'étaient pas encore parvenus à coordonner les efforts de tous les adversaires que venaient de nous susciter leurs intrigues. (...) Aujourd'hui, la situation se présente avec des prémices plus favorables pour [eux]. Les différents chefs qui sont hostiles sont en place et leur nombre s'est encore accru (...). Ils reçoivent de nouveau, après un moment d'arrêt, des agents de l'Allemagne des fonds qui leur permettent aisément de réparer un échec momentané de leur politique ou de leurs armes et de regrouper contre [le protectorat] les contingents dispersés par [les colonnes françaises]. Leur accroissement de puissance (...) les rend de jour en jour plus dangereux (...) »¹¹¹.

Début 1916, la tâche la plus difficile et importante qui incombe aux Allemands est d'aider 'Abd al-Mālik à faire reconnaître son pouvoir par les tribus qui auraient dû lui être déjà acquises. Ainsi, les tentatives du fils d' 'Abd al-Qādir en vue de gagner les bonnes grâces des populations du Nord-Est marocain sont soutenues par l'arrivée de fonds et d'hommes en provenance de Berlin. Il n'en est pas de même pour les armes et les munitions qui, à elles seules, pourraient assurer les succès d' 'Abd al-Mālik.

Fin décembre 1915, le commandant du cercle des Hyayna signale qu'une centaine de fusils à tir rapide et des canons, promis par les Allemands, auraient été déchargés sur la plage de Badis et que, sous peu, 'Abd al-Mālik s'y rendrait pour les chercher¹¹². Le bruit persiste et se précise. Les armes débarquées comprendraient trois canons et des munitions, alors qu'un nouvel arrivage important serait attendu au même endroit ou à Hajar Nakkūr. 'Abd al-Mālik se préparerait à faire construire une route qui, partant de cette dernière localité, devrait s'enfoncer dans le Rīf, vers le sud. Des sous-marins allemands

¹¹⁰ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité.

¹¹¹ *Ibidem*.

¹¹² Tél. n°190 RC, le commandant de la Région de Fās au commandant général du Nord, Fās, 29/12/1915 ; et tél. n°100 DRC2 chiffré, le commissaire résident général au chef de la division navale à bord du *Cassard* et au capitaine Huot à Tanger, Rabāt, 30/12/1915. Les deux télégrammes sont gardés au CADN, ARGM, DAI, c. 348.

contrôleraient les eaux entre la pointe Cotelle et la pointe des Pêcheurs, sur la côte rifaine, et à Rās Tarf, à sept kilomètres au nord de Río Martil ; les Espagnols les ravitailleraient en vivres¹¹³.

La côte du Rīf étant sous la surveillance des Anglais, l'amirauté de Gibraltar envoie dans la baie d'Alhucemas deux torpilleurs qui ne trouvent aucun sous-marin. Par ailleurs, les Anglais soutiennent que l'un de leurs navires en service permanent devant Ceuta aurait pu être confondu avec un sous-marin par les agents de la Résidence générale¹¹⁴.

Par une autre dépêche, la Région de Fās informe qu'un groupe de 100 à 200 Germano-Turcs aurait débarqué à Hajar Nekkour et se serait dirigé avec deux mitrailleuses vers la mehallā d'ʿAbd al-Mālik. Le navire les ayant conduits au Rīf serait encore en rade et continuerait, sous la protection de sous-marins allemands, à débarquer des armes¹¹⁵. Bien que le renseignement provienne d'un informateur, un émissaire des Gzannaya jugé « *très sérieux* »¹¹⁶, il semble qu'en dehors de petites quantités d'armes circulant dans le Rīf, ʿAbd al-Mālik n'a reçu aucun apport important. Entre le 27 et le 30 janvier, il est attaqué à Sī Brāhīm par la colonne Derigoin qui disperse des contingents Sanhādja lui apportant leur soutien et lui inflige une sévère défaite¹¹⁷.

Cette situation rend de plus en plus difficile d'envisager une attaque concertée avec al-Raysūnī sur les lignes françaises, d'autant que celui-ci semble mal supporter le rôle que les Allemands attribuent à ʿAbd al-Mālik et cherche à se soustraire à son influence. De son côté, ʿAbd al-Mālik continue à annoncer des débarquements d'armes et incite les Sanhādja à attaquer les Hyayna soumis au protectorat. Mais en manque de fusils et de munitions, la situation d'ʿAbd al-Mālik risque de se dégrader. Ainsi, la Résidence générale signale qu'après avoir assisté au combat contre la colonne Derigoin, un Turc et un Allemand, « qu'on dit être consul »¹¹⁸, partent sur la côte du Rīf, à Sīdī Hasan, pour préparer un prochain débarquement de matériel de guerre. Il est probable que les deux

¹¹³ Tél. n°15 DRC2 C h iffré, commissaire résident général à commandant Huot à Tanger, Rabāt 14/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹¹⁴ Tél. n°39, le commandant Huot au commissaire résident général à Rabāt, Tanger, 17/1/1916, 14 h 30, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹¹⁵ Tél. n°3002 bis, commandant général du Nord à Miknās à commandant général du Nord à Rabāt, 13/1/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹¹⁶ *Ibidem*.

¹¹⁷ Lettre n°85, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 21/4/1916, doc. cité. María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p. 124, relate l'épisode différemment affirmant que c'est le colonel Simon qui aurait guidé le 27 janvier les troupes franco-makhzaniennes à la localité de *Souk al-Had*, point de concentration des forces d'ʿAbd al-Mālik.

¹¹⁸ Tél. n°35 DRC2, le commissaire résident général au commandant Huot, Agence de France à Tanger, Rabāt, 5/2/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

hommes doivent être rejoints par trois autres Allemands, débarqués au Maroc le 22 janvier, attaqués et dépouillés par les M'Talsa et, par conséquent, forcés à rentrer en Espagne via Melilla¹¹⁹. Pourvoyeurs de fonds pour 'Abd al-Mālik, ils auraient pour mission de contrôler l'utilisation de l'argent qui lui est versé et faciliter l'acquisition d'un point de la côte, dans le Rīf, où les embarcations chargées d'armes pourraient accoster sans être détectées par la surveillance anglo-française. 'Abd al-Mālik, qui n'arrive pas à obtenir par son seul prestige des Tamsaman l'autorisation d'utiliser la plage de Sīdī Idrīs, à l'est d'Alhucemas, cherche à l'acheter moyennant 6 000 F¹²⁰. Les pourparlers avec la tribu se poursuivent pendant quelques semaines¹²¹. Finalement, début mars, il aurait réussi à obtenir la cession temporaire de l'endroit, et se préparerait à accueillir les équipements de guerre promis par les Allemands¹²².

Dès qu'Abd al-Mālik engage les pourparlers avec les Tamsaman, des rumeurs de débarquement massif d'hommes et d'armes se répandent dans la région. Le 16 février, un informateur français à Melilla se voit obligé de démentir Lyautey qui avait lancé l'alarme sur l'arrivée, à la plage de Sīdī Idrīs, d'Allemands et de munitions¹²³.

Le 9 mars, Santi de Malaga prévoit un imminent débarquement d'armes qui devrait avoir lieu sur l'une des plages du Rīf : Sīdī Idrīs ou Sīdī Shā'ib¹²⁴. Quelques jours plus tard, il consigne une information provenant de Melilla : « *Des indigènes Bocoyas des villages des Tafnesa marocains et Ingraix ont déclaré que très prochainement un voilier hollandais débarquera canons et*

¹¹⁹ Tél. n°1309, le gouverneur général de l'Algérie au ministre de la Guerre et au ministre des Affaires étrangères à Paris, Alger, 13/02/1916, 11 h, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹²⁰ *Ibidem*.

¹²¹ Pendant ces pourparlers 'Abd al-Mālik aurait obtenu le soutien de Mohammad 'Abd al-Karīm, Germain Ayache, *Les origines...*, *op. cit.*, p. 234. D'après Zakya Daoud, *op. cit.*, p. 89, Mohammad 'Abd al-Karīm aurait fourni lui-même des armes au fils d'Abd al-Qādir. María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, *op. cit.*, p. 359, dit que les relations entre 'Abd al-Karīm père et 'Abd al-Mālik ne faisaient pas de doute et dans son *Abd el-Jrim...*, *op. cit.*, p. 244, nous informe du fait qu'un oncle du futur chef de la résistance rifaine, 'Abd as-Salām, avait été fervant partisan d'Abd al-Mālik et avait combattu dans ses harka-s contre les Français (p. 379).

¹²² Tél. n°75 DRC2 chiffré, le commissaire résident général au commandant Huot à Tanger, Rabāt, 3/3/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹²³ « *Il me semble que les gens prennent pour une réalité des projets futurs sur lesquels il vous a déjà été donné des renseignements. Il vous a été dit qu'Abd el Malek cherche un point d'appui pour y effectuer un débarquement d'armes, mais je doute fort que le fait se soit accompli et qu'ici on n'en ait rien su surtout si pont indiqué (Sidi Driss) était celui choisi* », lettre n°154, le commandant Huot à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, direction du Service des renseignements à Rabāt, Tanger, 28/2/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹²⁴ Tél. du consul de France à Malaga au commissaire résident général, 9/3/1916, 5 h, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

caissons dur la côte du Rif entre Alhucemas et le Penon, dans l'anse de Bosicu. Ce matériel sera ensuite dirigé sur Midar près Tafersit où se trouve la harka organisée avec Allemands (attaché d'ambassade Bartels sans doute) »¹²⁵. Le voilier hollandais à moteur serait le San Antonio¹²⁶, dont l'équipage, en plus, serait allemand, déjà signalé plusieurs fois par les consuls de France en Espagne et au Maroc sous influence espagnole comme pouvant transporter des armes. Le 19 avril, Santi annonce que le voilier serait parti le jour précédant de Séville à destination du Rīf, avec son chargement d'armes et munitions¹²⁷.

Le croisement des différentes informations fait penser que, cette fois, l'envoi d'armes est réel. Cependant, début mai, il semble certain qu'il s'agit encore de rumeurs¹²⁸, ce qui est également confirmé par le consul honoraire de France à Titwān. Lucciardi signale que, à la mi-mai, les Allemands chercheraient encore, sur la côte du Rīf, un point sûr où des « faluchos », petites embarcations dont l'équipage est généralement espagnol, pourraient débarquer leur charge d'une vingtaine de fusils et de quelques milliers de cartouches. En même temps, sur un autre point du littoral rifain, des sous-marins allemands seraient prêts à débarquer de plus grandes quantités d'armements. Le destinataire serait 'Abd al-Mālik et les débarquements sont annoncés, pour la énième fois, comme étant imminents¹²⁹.

En février 1916, 'Abd al-Mālik serait auprès de Badis avec sa propre mhallā et deux autres qui l'escortent. L'une serait guidée par le Turc Mawlāy Kabīr, l'autre vraisemblablement par un de ses parents¹³⁰. En août, les trois mhallas – dont celle d'Abd al-Mālik composée de 300 à 400 fantassins et cavaliers, celle de Mawlāy Kabīr avec 700 à 800 hommes et la troisième de 200 à 300 individus – se seraient déplacées vers l'est, chez les Gzannaya, sur la ligne de frontière

¹²⁵ Tél. du consul de France à Malaga au commissaire résident général, 16/3/1916, 17 h 50, CADN, ARGM, CD, c. 617-1.

¹²⁶ Tél. n°87, le consul de France à Gibraltar au commandant Huot, Centre de renseignements de Tanger, 4/4/1916, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

¹²⁷ Tél. du consul de France à Malaga au commissaire résident général à Rabāt, 19/4/1916, 5 h, CADN, ARGM, CD, c. 617-2.

¹²⁸ « *Nos agents de Melilla, ceux du service anglais et les Rifains eux-mêmes sont unanimes à reconnaître qu'il n'y a pas eu de débarquements d'armes et de munitions sur les côtes du Rif. (...)* », lettre n°325, le commandant Huot du Centre de renseignements de Tanger au commissaire résident général à Rabāt, 2/5/1916, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹²⁹ Lettre n°180, le consul honoraire de France à Titwān à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, 12/5/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 348.

¹³⁰ Lettre n°435/R/5, le capitaine Compain, chef du bureau annexe des renseignements à M. le Colonel commandant la région de Rabāt, Ayn Defali, 29/2/1916, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

entre les zones française et espagnole¹³¹. Elles seraient donc face à la baie d'Alhucemas mais assez loin de Sīdī Idrīs et des autres points indiqués comme lieux de débarquement d'armes. Faut-il conclure de leur éloignement de la côte que les fournitures d'armes ont bien été débarquées et délivrées ? Le chef de la sûreté générale du département de Wahrān décrit ainsi la situation, qui paraît très confuse : « *Pendant très longtemps, Abdelmalek était resté au village El-Roan (...), auprès du cheikh Hadj Bekkiche, qui tirait profit de lui. Il y a quelques semaines, le chérif Khamriche, qui possède une zaouia à Fez, vint prévenir le cheikh, de la part des Béni-Ouriaghel, des Ténissamane, des Beni-Oulid-Chect et d'une partie des Beni-Said, qui habitent des kabylats à proximité du littoral, qu'il devait se séparer de suite d'Abdelmalek parce que ce dernier, à l'aide de promesses d'argent, recrutait leurs gens afin de grossir ses harkas, ce qu'ils ne voulaient pas. Abdelmalek, mis au courant de cette démarche demanda trois jours de répit, qui lui furent accordés, et fit venir Sidi Ahemd Boudaine, grand marabout de Béni Tusine qui intervint en sa faveur mais qui ne put réussir. Craignant pour lui, Hadj Bekkiche invita Abdelmalek à le quitter, après lui avoir fait beaucoup de protestations d'amitié, ce que cet agitateur dut faire. Hadj Hammada, chef (...) Gzénayas, de francophile qu'il était, serait devenu francophobe parce que suivant les bruits qui courent, les Français lui auraient préféré un autre cheikh du nom d'Ould Elmetboh. Désireux de se venger, il aurait fait appel à Abdelmalek et l'aurait invité à se joindre à lui pour combattre les Français. Abdelmalek, craignant une feinte, lui aurait promis de l'aider le plus possible dans la campagne qu'il voulait entreprendre et lui aurait fait comprendre que, pour le moment et pour plusieurs raisons, il ne pouvait se joindre à lui. Hadj Hammada, qui paraît avoir agi par ruse, ne pouvant pas attirer cet agitateur chez lui, ferait en ce moment de la propagande contre lui auprès des différents chefs des Gzénayas en leur faisant entendre qu'Abdelmalek, malgré ses promesses réitérées de leur faire parvenir des armes et des munitions de guerre, n'arrive pas à ses fins. Un courant paraît se dessiner en ce moment à l'encontre de cet agitateur, qui va probablement se remuer encore pour essayer d'obtenir des armes. A ce sujet, on ne saurait trop surveiller la contrebande de guerre. Jusqu'à ce jour, elle n'a pu se faire d'une façon sérieuse. Il est bien parvenu quelques fusils de guerre, il y a quelque temps, dans des caisses à thé ; d'autre part, des tribus voisines ont bien vendu quelques fusils de leur fabrication, mais ces apports ont été insignifiants »¹³².*

¹³¹ Maria Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, op. cit., p. 125, parle de trois groupes d'environ 1 800 hommes établis en juin 1916 au nord de Taza.

¹³² Lettre du commissaire-chef de la Sûreté générale du département de Wahrān à M. le Directeur de la Sécurité générale de l'Algérie à Alger, Wahrān, 1/8/1916, CAOM, Fonds du gouvernement général de l'Algérie, affaires indigènes, série H, sous-série 30, c. 64.

‘Abd al-Mālik se trouve dans une situation quasi identique à celle dont il avait failli être victime avec Far, en 1915. Il est à la fois source de discorde et de convoitise pour les tribus, du fait de ses attaches avec les agents allemands. Mais, résidant dans le territoire Gzannaya, il se trouve dans la zone idéale pour recruter des hommes qui, provenant soit de la zone française soit de la zone espagnole, peuvent constituer la tête de pont de l’invasion.

Il est difficile de penser qu’agitant la nouvelle des débarquements de matériels de guerre, ‘Abd al-Mālik n’ait encore reçu aucun fusil, risquant de se brouiller avec des populations qui sont fondamentales pour la réalisation du plan allemand. De fait, et malgré les informations qui nient toute arrivée d’armes, sa mehabla se rend fin août dans le territoire de Taza et, début septembre, elle effectue le sabotage de la voie ferrée : « *Le 6 septembre [‘Abd al-Mālik] a saboté la voie ferrée à l’est de Taza et le 10 fait une tentative contre le pont métallique de Bouladjeraf à 8 km est de Taza où il a fallu trois jours pour rétablir la circulation* »¹³³. Sur son chemin, il répand une profusion de factums antifrançais en arabe, imprimés à Madrid¹³⁴. Il attaque aussi les Branes « soumis », n’arrivant à avoir raison ni d’eux ni de leurs partisans¹³⁵.

Commentant la nouvelle activité militaire d’‘Abd al-Mālik, Lyautey écrit : « *Le voici qui se met à nous gêner sérieusement par l’emploi d’engins européens, bombes et explosifs, dont les déserteurs de la Légion lui enseignent l’emploi et qu’il reçoit certainement par voie allemande (...). Il a fourni des bombes explosives aux Riata qui s’en sont servis le 12 septembre dans tentative contre poste Djebba. Les agents allemands redoublent activité en sa faveur annonçant toujours de prochaines arrivées par mer d’armes et munitions et lui envoient quotidiennement de Melilla de l’argent et du matériel ; il a reçu tout récemment 10 000 douros du consul allemand de Tétouan, il lui est annoncé de Malaga et ce qui prouve bien qu’il reçoit inspirations européennes, c’est qu’il annonce maintenant que son but n’est pas enlever nos postes, ce qui excéderait ses forces, mais de les harceler et alerter constamment les tribus soumises pour nous empêcher de dégarnir notre front marocain au profit de notre front de France ; cette déclaration est textuelle* »¹³⁶.

¹³³ Lettre du général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabât à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Rabât, 19/9/1916, CAOM, Fonds du gouvernement général de l’Algérie, affaires indigènes, série H, sous-série 30, c. 64.

¹³⁴ Bulletin périodique du 26/8/1916, le général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabât à M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Rabât, 26/8/1916, CAOM, Fonds du gouvernement général de l’Algérie, affaires indigènes, série H, sous-série 30, c. 64.

¹³⁵ *Ibidem*.

¹³⁶ Lettre du général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabât à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Rabât, 19/9/1916, doc. cité.

Ces attaques se poursuivent pendant plusieurs mois, accompagnées de l'extension de la propagande et d'une subséquente circulation de correspondances et d'émissaires entre al-Raysūnī, 'Abd al-Mālik, al-Hayba et les chefs berbères¹³⁷. Les appels aux populations à gagner les contingents antifrçais se multiplient¹³⁸. Fin décembre, la situation semble s'aggraver pour les Français. Gouraud s'exprime ainsi : « *Différents faits soulignent combien il serait désirable que le gouvernement espagnol arrivât à entraver sinon à empêcher complètement, comme il faudrait le souhaiter, le ravitaillement que nos adversaires trouvent dans la zone espagnole. Je citerai trois faits récents : 1° la destruction d'un pont de la voie ferrée de Taza – qui a fait l'objet de mon télégramme n°515, du 31 décembre 1916 pour laquelle l'ennemi n'a pas employé moins de 300 kg de cheddite; 2° un parti Ghiata, à la date du 29 décembre 1916, a réussi à faire sauter, avec des explosifs, un pan de maison des Ouled Bouziane et en tuer quatre ; 3° la région de Fez rend compte que les partisans d'Abd el Malek feraient creuser des souterrains pour se protéger contre les bombardements d'avions. On voit, par ces faits, que nos adversaires marocains ont une tendance à appliquer les procédés de la guerre moderne. Je crois qu'il y aurait lieu d'attirer l'attention du gouvernement espagnol sur le ravitaillement en explosifs qui, pour les Ghiata et les gens d'Abd el Malek, ne paraît pouvoir provenir que de la zone espagnole* »¹³⁹.

Pour renforcer et étendre son potentiel militaire et ses effectifs, 'Abd al-Mālik cherche à faire la jonction avec les Ghyata, au sud-est. A cet effet, il envisage une première attaque, avec environ 3 000 hommes, sur la ligne M'Coun – Taza, laquelle serait suivie d'un second assaut provenant du sud, guidé par les Ghyata et les Banī Waraīn. La rencontre des deux colonnes devrait avoir lieu au sud du blockhaus Kapler, détruit par les Ghyata ; et sur le pont qui traverse le Wādī Aqbal, visé par 'Abd al-Mālik. Celui-ci aurait avec lui les

¹³⁷ Lettre du commissaire résident général à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 15/9/1916, CAOM, Fonds du gouvernement général de l'Algérie, affaires indigènes, série H, sous-série 30, c. 64.

¹³⁸ « *Sur le Souk El Tenine des Maghraoua, il a été publié que tous les musulmans qui voudraient venir y vendre des munitions enlevées aux Français ou des chevaux seraient bien accueillis, à quelle que tribu qu'ils appartiennent, tous les musulmans devant être unis pour agir contre l'ennemi commun, les Français (...)* », lettre n°1273, le commandant de la division de Wahrān au gouverneur général de l'Algérie, décembre 1916 (sans jour indiqué), SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹³⁹ Lettre n°608 CMC, le général de division Gouraud, commissaire résident général de la République française au Maroc à M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 31/12/1916, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

M'Talsa, les Branes et les Gzannaya¹⁴⁰. En même temps, des armes devraient être débarquées en territoire Boqqoya, à Bosiku¹⁴¹. A propos de cette livraison de fusils et de munitions, deux rumeurs se diffusent.

Le 6 février 1917, le consul de France à Gibraltar signale qu'un vapeur battant pavillon hollandais et considéré suspect aurait été aperçu au large de Palma de Majorque. Le navire aurait deux avions à son bord¹⁴². Questionné par l'ambassadeur de France à Madrid, le ministre d'État Amalio Gimeno y Cabañas nie la possibilité que ces avions puissent être débarqués sur un point quelconque du Maroc sous influence espagnole, affirmant aussi qu'aucun cas de « contrebande » d'armes n'avait été rapporté¹⁴³.

Le 24 février, l'attaché naval à l'ambassade française à Madrid affirme que le débarquement d'armes devrait se faire début mars. Il précise que les armes seraient destinées à 'Abd al-Mālik¹⁴⁴. Le lendemain, l'attaché militaire écrit qu'un informateur, un nommé Jésus, revenu des îles Baléares, a vu les armes stockées à Ibiza en attente de leur acheminement. Le départ du navire devrait avoir lieu le 2 mars, le débarquement effectué au Peñon de Velez de la Gomera entre le 4 et le 6¹⁴⁵. Il précise aussi la quantité et la nature du matériel de guerre ainsi que les contre-mesures qu'il préconise pour arrêter le transport en mer : « 1° Caisses d'armes signalées contiennent 6 500 fusils, 2 000 sabres, (etc. ?) et 16 000 cartouches. Elles sont actuellement réparties en trois lots : le premier, 500 caisses de fusils et 1 000 de cartouches sur le trois-mâts Santa Ines, mouillé entre l'île d'Ivice [Ibiza] et l'îlot de Vedra [Es Vedra ou Vedrá]; le deuxième sur un vapeur mouillé dans les eaux de Palma ; le troisième qui doit partir avant le 28 pour les îles Baléares par Valence ou par Alicante. 2° Nous recherchons ce troisième lot ainsi que le nom du vapeur où se trouve le deuxième lot ; 3° C'est ce vapeur qui doit débarquer au Maroc ensemble de l'envoi. 4° (...) 5° L'ambassadeur ne préviendra (...) gouvernement espagnol que lorsque toutes précautions seront prises pour agir directement, le cas

¹⁴⁰ Tél. n°914 9/11, le ministre de la Guerre au commissaire résident général à Rabât, 27/1/1917 14 h 35, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc – 3^e bureau – IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

¹⁴¹ *Ibidem*.

¹⁴² Lettre du Consul de France à Gibraltar au capitaine Huot, Centre de renseignements de Tanger, Gibraltar, 6/2/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

¹⁴³ Lettre confidentielle du ministre d'État à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, 15/2/1917, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹⁴⁴ Tél. chiffré n°587, l'attaché naval à l'ambassade de France à Madrid à M. le Ministre de la Guerre à Paris, 24/2/1917, 20 h 45, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹⁴⁵ Tél. n°1305, l'Attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid à M. le Ministre de la Guerre à Paris, 25/2/1917, 14 h 10, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

échéant sur mer contre les transports d'armes. 6° Voici à mon avis en quoi peuvent consister ces précautions : A) Envoyez le plus tôt possible un faux vapeur de commerce armé de canons, muni de TSF qui simulerait une avarie et viendrait mouiller à l'île d'Ivice [Ibiza] près du Santa Ines. B) Par TSF, ce vapeur préviendrait des bâtiments de patrouille, dont un sous-marin devrait faire partie, veillant au large à partir de 27 février sur l'appareillage du Santa Ines de façon que la rencontre pour transbordement de ce voilier avec le vapeur de l'île Majorque ne puisse nous échapper et donc aussi de façon que le vapeur soit arrêté. C) Le faux vapeur de commerce doit agir très prudemment de façon à ne pas provoquer tout de suite les soupçons de l'ennemi ; il y aurait intérêt à ce qu'il soit non [instruit] mais réellement sous la direction de M. Warlusel car tout autre commandant ignorant de notre service et de notre organisation en agents et en communications, ignorant du service allemand et des possibilités permises par état des esprits en Espagne, risque fort de compromettre succès d'une manœuvre déjà forcément aléatoire (...) »¹⁴⁶.

Les armes sont probablement saisies en Espagne mais il est aussi possible que la marine française mette en œuvre le stratagème suggéré. Mais un renseignement daté de la mi-avril tend à exclure le fait que la cargaison d'armement puisse arriver à sa destination : « *Le ministre d'État me fait savoir que, d'après des informations de Tétouan, Abd-el-Malek venait d'éprouver une sérieuse défaite du fait d'une colonne française partie de Taza. Il se serait enfui, abandonnant son camp ainsi que des morts et blessés. Abd-el-Malek se trouverait très à court de munitions* »¹⁴⁷.

C'est la deuxième défaite que 'Abd al-Mālik subit en un mois, le forçant à se replier et à renoncer dans l'immédiat à la réalisation de son plan qui prévoyait une percée en direction de Taza et la libération de la ville. Le 15 mars, à Goribis, le groupe mobile léger de Taza l'avait déjà contraint à retarder l'offensive¹⁴⁸.

Les combats du 15 mars avaient également été à l'origine d'une escarmouche entre les gouvernements français et espagnol. A Goribis, les soldats français ramassent plusieurs paquets de cartouches de provenance espagnole, appartenant aux hommes d'Abd al-Mālik. Sollicité par l'ambassadeur de France, le nouveau ministre d'État Juan Alvarado y del Saz,

¹⁴⁶ Tél. chiffré de l'attaché naval de France à Madrid au ministre de la Marine à Paris, Madrid, 25/2/1917, 18 h 40, doc. cité.

¹⁴⁷ Tél. n°385, M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à M. Ribot, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à Paris, 12/4/1917, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹⁴⁸ Lettre du général de division Gouraud, commissaire résident général de la République française au Maroc à M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 26/3/1917, CADN, ARGM, CD, c. 618.

ordonne une enquête sur l'origine de ces cartouches¹⁴⁹. Tout en soutenant que le ministre de la Guerre et le Haut-Commissariat de Titwān exercent une intense surveillance sur les envois d'armes à partir de la zone espagnole, il riposte par une indication de trafic de matériel de guerre qui partirait de la zone française. Un grand nombre de fusils Remington auraient été envoyés de Fās aux Boqqoya, qui auraient déjà reçu 6 000 cartouches et 11 000 autres seraient en train d'être négociées dans leur territoire¹⁵⁰. La réponse du commandant de la région de Fās ne se fait pas attendre.

Tout d'abord, les fusils Remington n'étant plus utilisés dans sa région, il exclut qu'on puisse en avoir envoyé un grand nombre dans le Nord marocain. Deuxièmement, deux affaires de contrebande d'armes seraient suivies au même moment à Fās. Elles porteraient sur la vente de deux carabines modèle 92 à 'Abd al-Mālik. Mais, en général, le territoire de la région serait soumis à une surveillance rigoureuse qui rendrait impossible une livraison du type signalée par le gouvernement espagnol. En revanche, il se pourrait que des armes ayant appartenu à une tribu soumise soient passées dans la zone non contrôlée par les Français (mais le dernier désarmement effectué dans la région de Fās remonte aux années 1913-1914)¹⁵¹.

En ce qui concerne les munitions, le commandant de la région de Fās parle d'un commerce très actif, en zone insoumise, d'étuis ramassés après le passage des colonnes françaises. Une tribu en particulier, les Banī Ūlid, opérerait le rassemblement. Le rechargement des étuis se ferait au Rīf, où aurait lieu la vente : 65 à 75 P.H. la centaine pour les étuis, 25 P.H. pour les amorces et 150 P.H. pour les cartouches chargées. Ce commerce porterait spécialement sur les étuis modèles 86 ou 74, et presque jamais sur les cartouches Remington qui seraient remplacées par celles du modèle 74, susceptibles d'être employées par ce fusil. Ces renseignements font déclarer à Lyautey que les indications fournies par le ministre d'État sont complètement inexactes. Ils lui font aussi insinuer que le gouvernement de Madrid a voulu brouiller les cartes pour brouiller sa responsabilité dans l'affaire des cartouches de provenance espagnole trouvées sur le terrain, après la bataille de Goribis¹⁵².

¹⁴⁹ Lettre du ministre d'État à l'ambassadeur de France en Espagne, Madrid, 30/5/1917, CADN, ARGM, CD, c. 618.

¹⁵⁰ Lettre n°396, l'ambassadeur de France à Madrid à Son Excellence M. Ribot, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 25/5/1917, MAE, nouvelle série (NS) ; sous-série M MAROC 1917-1940, vol.1214.

¹⁵¹ Lettre n°831 R, le général de division Cherrier, commandant la région de Fās à M. le commissaire résident général de France au Maroc à Rabāt, direction du Service des renseignements, Fās, 3/6/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

¹⁵² Tél. n°226, le commissaire résident général au ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 7/6/1917, CADN, ARGM, CD, c. 618. Toutefois, les autorités du protectorat continuent à suivre l'affaire. En juillet le commandant de la région de Fās revient sur la question et écrit : « *Le*

Il faut souligner qu'à la fin du mois de mai, le Centre des renseignements de Tanger reçoit une information de Melilla selon laquelle la Mulūya serait le cœur d'un intense échange de produits divers entre la zone espagnole et française : *« Une contrebande assez active se fait entre les deux rives de la Moulouya. Deux points sont signalés comme particulièrement importants à surveiller, en dehors des gués ou passage de Kerbacha et Saf Saf : 1° Gué en face de Souk-al-Djemaa de Djebare, rive espagnole, en amont de Kerbacha ; 2° Gué de Mechra el Melah, en amont de Saf Saf. Les indigènes passent en zone française les produits alimentaires dont l'Espagne a prohibé l'exportation (...) et nous assure-t-on, des capsules de cartouches et même des cartouches (?). En face le gué de Mechra el Melha se trouve, en zone espagnole, la ferme de la Cia de Colonización ; c'est plutôt une factorerie bien approvisionnée et bien placée pour la contrebande. Dernièrement, une barque quillée, pouvant charger trois tonnes environ et appartenant à la Cia espagnole des Mines du Rif, y fut amenée de Melilla par charrette. Elle doit servir au transport du bois de tizra qu'un capitaine d'artillerie en retraite, Antonio Rodriguez, fait exploiter dans la région de Kebdana. Nous ignorons quelles sont les relations de Rodriguez avec la Colonizadora, mais comme cet individu est non seulement un germanophile mais encore un antifrçais, il y a tout lieu de s'assurer quelles sont ses véritables intentions. Il est tantôt à la ferme précitée (Granja agricola)*

commerce d'étuis vides (...) continue activement en zone insoumise. Chaque jour nous en apporte de nouvelles confirmations. Mais dans les tribus soumises à notre commandement, la surveillance très efficace que nous exerçons a complètement arrêté cette contrebande. En ce qui concerne la ville de Fès, je saisis cette occasion de faire remarquer le caractère invariablement des plus vagues de toutes les informations au sujet de la contrebande de munitions que les différents informateurs se plaisent à y imaginer. Outre qu'il est difficile de comprendre d'où pourraient venir les munitions en question, une surveillance attentive et des perquisitions, récentes et nombreuses, ont toujours prouvé l'inanité des insinuations émises ou leur exagération. Quant au ravitaillement des Bocoyas, auquel a fait allusion le gouvernement espagnol, je n'arrive pas à comprendre sur quoi reposent ses dires. Malgré l'étrangeté de cette information qui m'avait frappé dès le premier jour, j'ai prescrit une enquête. Elle n'a donné aucun résultat », lettre n°1198 R, le colonel Berriau, commandant la région de Fās par intérim à M. le Commissaire résident général à Rabāt, Fās, 24/7/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A. Un mois plus tard, le commandant la région de Taza confirme le non-fondement des indications espagnoles : « Je ne crois pas que ce soit la zone française qui ait fourni la zone espagnole. Quand une tribu fait sa soumission, elle cherche généralement à se débarrasser, par vente, de son armement. Je ne pense pas que ce soit ce commerce qui ait pu ravitailler les indigènes Bocoya », lettre n°1956 R, le colonel Aubert, commandant la région de Taza au commissaire résident général, direction du Service des renseignements, Taza, 17/8/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A. Il vaut le coup de souligner que tandis que Lyautey semble exclure toute possibilité de fournitures d'armes parvenues aux Boqqoya de la zone française, considérant la nouvelle inexacte, sinon fausse, dans son ensemble, le colonel Aubert se borne à indiquer qu'il ne pense pas que la fourniture ait eu lieu suite à la vente des armes d'une tribu soumise. Il semble confirmer que les Boqqoya ont reçu des armes, mais par un procédé différent.

*tantôt à Zaïo, tantôt au Cap de l'Eau »*¹⁵³. Il est donc probable que les cartouches destinées à ‘Abd al-Mālik ou encore celles destinées aux Boqqoya transitent par les gués du fleuve.

Dans un Maroc où les confins sont encore indéfinis, la Mulūya constitue l'une des limites fictives établies par les deux puissances coloniales. Toutefois, les populations ne songent nullement à la respecter. Cette frontière est paradoxale dans la mesure où elle coupe un territoire en deux sans le séparer réellement, alors que l'autorité supérieure nominale pour les deux côtés reste, théoriquement, le sultan de Rabāt. La Mulūya n'est reconnue comme limite que par l'Espagne et la France, jouant au contraire un rôle de catalyseur dans les échanges intercommunautaires sur les deux rives¹⁵⁴. Comme on le voit, celles-ci profitent de la diversité des produits introduits (ou interdits) par l'une et l'autre des deux autorités coloniales, devançant leurs restrictions respectives et donnant vie, là où l'émergence d'un marché était improbable, à une gigantesque foire qui parcourt toute l'étendue de ces confins virtuels.

III.2.2 - Brouille avec les Allemands

En absence de l'importante fourniture d'armes promise par les Allemands, ‘Abd al-Mālik se trouve de nouveau en difficulté. Il a une armée, des alliés, un plan, mais les moyens pour le mener à bien lui font défaut.

Bartels, qui a succédé à Far, est devenu son conseiller technique militaire. Coppel, qui s'occupait essentiellement des fonds à faire parvenir au Maroc, surpris par les autorités espagnoles pendant qu'il cherchait à faire pénétrer des armes, est expulsé en mars 1916. L'agent consulaire d'Allemagne à Melilla, Tausent, le remplace, jouant son rôle avec davantage de discrétion. Alors que Coppel surveillait lui-même la distribution de l'argent et des armes et, souvent, accompagnait les convois à destination du camp d'‘Abd al-Mālik, Tausent se borne à donner des directives à ses agents marocains¹⁵⁵. Il est probable que son occupation principale, celle d'agent consulaire d'Allemagne, l'empêche de se consacrer plus activement à la cause d'‘Abd al-Mālik.

Les fonds proviennent de l'ambassade d'Allemagne à Madrid, apportés par des hommes de confiance en billets de banque de 500 et 1 000 Ptas. ‘Abd al-

¹⁵³ Note sommaire du Centre de renseignements de Tanger pour la direction du Service des renseignements et le CD de la Résidence générale à Rabāt, Tanger, 31/5/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

¹⁵⁴ Et cela malgré l'hostilité de Lyautey qui refusait la construction d'un pont sur le fleuve pour empêcher au commerce du Maroc oriental de se tourner naturellement vers la zone sous influence espagnole et Melilla, Germain Ayache, *Les origines ...*, op. cit., p. 267.

¹⁵⁵ *Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars en décembre 1917*, note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

Mālik les fait échanger à Titwān, à Melilla et même en Algérie au fur et mesure de ses besoins, « moyennant d'assez fortes primes, dont de nombreux Juifs profitent »¹⁵⁶. Au moment où ses harkas subissent leur deuxième défaite en un mois, infligée par le groupe mobile de Taza, 'Abd al-Mālik aurait détenu dans ses caisses plus de 2 millions de pesetas, montant qui lui sert aussi à rétribuer par avance tous ses partisans¹⁵⁷.

Après la défaite, Bartels entre en contact avec le fils d'Abd al-Qādir, l'accusant de ne pas suffisamment croire en la victoire finale de l'Allemagne, en Europe comme au Maroc. Ainsi, il constitue une mehalla distincte dont il devient le commandant. Cette situation, assez dangereuse pour tout le mouvement antifrçais, ne dure que deux mois. Fin juin, Bartels reçoit l'ordre de Berlin de se rapprocher d'Abd al-Mālik, et pour ce faire l'ambassade allemande lui fait parvenir la somme de 1 200 000 Ptas : « *L'effet de cet afflux d'argent se fait sentir : les mahallas du chérif se gonflent à nouveau ; [les postes françaises] et les tribus (...) soumises [à la France] sont inquiétées. La colonne mobile de Taza est obligée de se remettre en mouvement et d'infliger des leçons sévères aux partisans d'Abdelmalek* »¹⁵⁸.

Les armes continuent à manquer. Fin juillet 1917, le commandant général de Melilla affirme qu'un prétendu comité de chefs des tribus de la côte aurait écrit à 'Abd al-Mālik, acceptant sa proposition d'établir sur la plage de Sīdī Bū Shūrīs, des Banī Sayyid, des agents préposés à la réception des munitions de guerre que les Allemands doivent faire débarquer¹⁵⁹. Une fraction de Branes soumis, qui aurait quitté les rangs français, se serait adressée à 'Abd al-Mālik pour lui demander des fusils et des munitions afin de combattre les troupes du protectorat. 'Abd al-Mālik aurait répondu par l'affirmative, promettant de lui en fournir autant qu'elle en désire¹⁶⁰. Ces deux renseignements amènent les autorités militaires espagnoles de Melilla à estimer que, cette fois, le débarquement d'armes aura vraiment lieu¹⁶¹. Des renseignements de source différente semblent d'ailleurs le confirmer : « *Des informateurs indigènes très sérieux et très sûrs qui reviennent du camp d'Abd-el-Malek où ils ont rencontré des indigènes de la zone espagnole, m'affirment qu'Abd-el-Malek a donné des instructions aux tribus du Riff pour protéger un débarquement très prochain d'armes et de munitions qui doit être effectué sur la côte du Riff entre Melilla et Ceuta. (...) De toutes les informations que j'ai recueillies, en effet, dans les*

¹⁵⁶ *Ibidem.*

¹⁵⁷ *Ibidem.*

¹⁵⁸ *Ibidem.*

¹⁵⁹ Lettre n°5698 9/11, le ministre de la Guerre à Paris au commissaire résident général à Rabāt, Paris, 26/7/1917, MAE, nouvelle série (NS), état numérique des fonds de la *Correspondance Politique et Commerce* ; sous-série M MAROC 1917-1940, vol.1214.

¹⁶⁰ *Ibidem.*

¹⁶¹ *Ibidem.*

*milieux indigènes, il résulte nettement que le prestige d'Abd el Malek augmenterait dans des proportions très inquiétantes s'il obtenait le concours matériel extérieur qu'il promet depuis si longtemps aux indigènes »*¹⁶².

En juillet, les Allemands augmentent leur effort de guerre au Maroc, cherchant à donner un caractère plus concret à leur action : « *Le but que [l'action allemande] poursuit n'est plus seulement de créer à la France des difficultés passagères et locales mais d'obtenir un soulèvement général du Maroc en coordonnant les efforts de tous les chefs rebelles »*¹⁶³.

Les agents du gouvernement impérial essayent d'opérer une médiation entre 'Abd al-Mālik et al-Raysūnī. Ce dernier, qui aurait reçu en mars un million de pesetas des Allemands, est l'objet de pressions constantes de la part du consul allemand à Titwān, Zechlin. Al-Raysūnī devrait soulever contre les Français les Djabala du Gharb, les Hyayna et les Tsoul et, ensuite, se diriger vers le sud, en direction des mehallas d'Abd al-Mālik. Son rôle est de plus en plus précieux : « *Toutes les routes de [la côte nord-occidentale] aux mehallas d'Abd el Malek sont en possession de Raisouli »*¹⁶⁴.

Mais al-Raysūnī se dérobe à chaque fois que les Allemands le mettent devant la perspective de l'action. Il se dit occupé par ses affaires en pays Djabala, jouant au chef purement religieux¹⁶⁵. Il est probable, en réalité, qu'il craigne d'être inféodé au fils d'Abd al-Qādir et de perdre, ainsi, son rôle de guide spirituel et politique pour toutes les populations du Nord-Ouest marocain ainsi que le crédit que les Espagnols lui accordent. C'est seulement en août qu'il consent à céder à 'Abd al-Mālik une partie des armes et munitions qu'il a accumulées, recevant, par le biais du nouveau consul d'Allemagne à Titwān, Wilhelm Bohn¹⁶⁶, 600 000 Ptas supplémentaires¹⁶⁷.

¹⁶² Tél. n°335, le commissaire résident général au ministre des Affaires étrangères, Fās, 27/7/1917, 17 h 20, MAE, nouvelle série (NS), état numérique des fonds de la Correspondance Politique et Commerce ; sous-série M MAROC 1917-1940, vol.1214.

¹⁶³ *Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917*, note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

¹⁶⁴ Lettre n°468, le colonel Touchard, instructeur en chef du *Tabor n°1*, à M. le Ministre plénipotentiaire, chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 6/10/1917, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 368.

¹⁶⁵ *Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917*, note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

¹⁶⁶ Deux agents seraient spécialement chargés de suivre, pour le compte de Bohn, l'issue de l'action allemande pendant cette phase: le docteur Glaser et un nommé Schumacker, lettre n°612, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, Paris, 28/4/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

¹⁶⁷ *Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917*, note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

En septembre, la propagande francophobe s'abat avec une intensité accrue sur la région de Tanger. Les germanophiles exploitent la désastreuse situation économique de la zone pour accuser les Français de la misère qui accable la population. Ils cherchent aussi à convaincre al-Raysūnī de faire envahir la ville par les Djabala, mais le chef dissident se retire auprès de sa famille, à Tāzrūt, où il reste jusqu'à la fin de l'année¹⁶⁸.

Les Allemands continuent, alors, à jouer la carte 'Abd al-Mālik. L'argent ne semble pas constituer un problème pour eux. La mensualité que le gouvernement de Berlin octroie au fils d'Abd al-Qādir est relevée de 200 000 Ptas à 300 000 Ptas, puis à 500 000 Ptas¹⁶⁹. La somme n'est probablement pas entièrement versée à son destinataire, mais Tausent et Bartels l'utiliserait aussi pour la persuasion des populations non acquises. Bartels, en particulier, fait déposer près des postes français des pancartes géantes et des feuilles de propagande rédigées en allemand et en arabe, incitant à la désertion les troupes françaises et les Marocains qui servent dans leurs rangs¹⁷⁰.

Face à une armée qui semble organisée à la manière des troupes européennes, Lyautey réclame une plus forte surveillance de la part du Haut-Commissariat de Titwān puisque tout ravitaillement pour 'Abd al-Mālik passerait par la zone espagnole¹⁷¹. En réalité, sans approvisionnements importants en armes, la situation d'Abd al-Mālik reste précaire. Il fait acheter aux troupes espagnoles les fusils, pour la plupart des Mauser espagnols appelés Khomassia. Acquises par les Gūlaya, les Banī Waryaghal et le Banī Sayyid, ces armes sont confiées à des artisans rifains qui les réparent, les re-bronzent et les font apparaître comme neuves¹⁷². Le même procédé est adopté pour les munitions, bien que leur provenance soit parfois différente : « *D'après les communications du haut-commissaire de la zone espagnole, Abd-el-Malek achèterait des cartouches Lebel qui proviendraient de Fez et des Beni Shasen. Il se serait également procuré des cartouches de Mauser chez les Beni Urriaguel. Beaucoup de ces dernières munitions seraient d'ailleurs chargées de sable (...)* »¹⁷³.

¹⁶⁸ *Ibidem*.

¹⁶⁹ *Ibidem*.

¹⁷⁰ *Ibidem*.

¹⁷¹ « *Abd El Malek a constitué des forces presque régulières avec des cadres allemands qui préoccupent vivement le général Lyautey* », lettre n°977, le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Madrid, Paris, 29/7/1917, MAE, nouvelle série (NS), état numérique des fonds de la *Correspondance Politique et Commerce* ; sous-série M MAROC 1917-1940, vol.1214.

¹⁷² Lettre n°1956 R, le colonel Aubert, commandant la région de Taza au commissaire résident général, direction du Service des renseignements, Taza, 17/8/1917, doc. cité.

¹⁷³ Lettre n°721, l'ambassadeur de France en Espagne à Son Excellence M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, Saint-Sébastien, 26/9/1917, MAE, nouvelle série (NS), état numérique des

La nouvelle, selon laquelle des armes pour ‘Abd al-Mālik proviendraient de la zone française, provoque une énième prise de bec entre Rabāt-Paris et Madrid¹⁷⁴. Elle motive aussi l’ouverture d’une enquête par les autorités françaises à Tanger : « *Voici les renseignements sur la vente de cartouches Mauser à Tanger, qui m’ont été fournis par un indigène du Fahs, lequel a plusieurs fois acheté de ces cartouches pour lui et des amis (tous les indigènes du Fahs possédant des fusils Mauser). Ces cartouches viennent par lots de 5 à 20 de la zone espagnole à Tanger, par les soldats indigènes des troupes espagnoles envoyés en ravitaillement dans la ville. Leur prix varie de 0,50 à 0,75 pièce. Après le moindre engagement en zone espagnole, on constate une diminution notable des prix. On estime à 300 ou 400 en moyenne par semaine les cartouches Mauser ainsi introduites. La vente de ces munitions s’opérant sous la djellaba dans la foule ou dans les rues est impossible à empêcher. Que certains aient pu avec de la patience réunir 4 000 cartouches, c’est possible ; mais c’est là une source de réapprovisionnement en munitions négligeable pour les mehallas d’Abd el Malek. Les cartouches qu’emploie Abd el Malek lui parviennent vraisemblablement par Raisouli qui en reçoit des Espagnols pour*

fonds de la *Correspondance Politique et Commerce* ; sous-série M MAROC 1917-1940, vol.1214.

¹⁷⁴ Dans une note en marge, qui accompagne la communication de la lettre n°721 au commissaire résident général, le contrôleur de la Dette suggère à Lyautey : « *Urgent. Préférer une réponse disant que les quantités de cartouches 86 qui peuvent parvenir à Abdelmalek sont [incompréhensible] insignifiantes, celles des déserteurs seulement [incompréhensible], un contrôle serré étant automatiquement établi sur nos approvisionnements en munitions et que la vraie source de ravitaillement est la côte méditerranéenne de la zone espagnole* », tél. n°669, le ministre des Affaires étrangères au commissaire résident général à Rabāt, Paris, 3/10/1917, 0 h 05, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A. Lyautey répond : « *Primo. Le 28 mars, sous le n° 82 DRI je vous ai adressé une enveloppe de paquet de cartouches Remington ramassée au Goribis après combat livré 15 mars par groupe mobile Taza aux harkas d’Abdelmalek. Secundo. Des étuis 86 et 74 pouvant être ramassés et pour ces derniers utilisés après passage de nos colonnes, mon télégramme du 7 juin vous a informé des ordres que j’ai donnés pour que tous étuis soient ramassés par la troupe au combat. Tertio. Seules cartouches qui peuvent parvenir à Abdelmalek lui sont fournies par déserteurs ; leur nombre est insignifiant. Quarto. Contrôle serré de nos approvisionnements en munitions me permet d’affirmer qu’aucune autre fuite n’est possible. Quinto. J’apprends d’un informateur que cartouches Remington par caisses entières proviendraient en contrebande du parc d’artillerie de Mélilla. Sexto. Vrai source de ravitaillement des mehallas d’Abdelmalek reste, d’après nos informations, côte méditerranéenne de la zone espagnole* », tél. n°523, le commissaire résident général au ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 4/10/1917, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A. Au passage, nous remarquons que Lyautey cite des Remington sortis du parc d’artillerie de Melilla. Il s’agit là du même type de fusil que, quelques mois auparavant, le ministre d’Etat avait indiqué comme étant entre les mains des Boqqoya, soutenant qu’ils provenaient de la zone française.

*l'armement de ses mehallas et des Allemands par contrebande. Les seuls pays producteurs de cartouches Mauser sont l'Allemagne et l'Espagne »*¹⁷⁵.

Il importe cependant de souligner que les achats qu'Abd al-Mālik fait effectuer partout où quelqu'un vend des armes ou des munitions ne suffisent pas à lui garantir l'équipement dont il aurait besoin. Far, qui avait tenté la même démarche, n'avait pas réussi (non plus ?) à armer véritablement ses troupes.

En octobre 1917, les partisans d'Abd al-Mālik commencent à lui réclamer les armes et les munitions promises. C'est là une histoire qui se répète ! Il est obligé de ne plus apparaître dans son camp, puis de se cacher pour quelque temps. Début 1918, il serait à Kiffan : « *Il a autour de lui 150 cavaliers dont la fidélité est éprouvée. Il ne quitte plus guère la grotte qu'il s'est fait creuser dans le roc et où il se croit à l'abri des bombes de[s] avions [français]. Cette grotte comporte deux pièces tendues de nattes : la première est la salle de réception, la seconde sert de chambre. On y accède par un souterrain. Cette existence de troglodyte ne réussit pas au chérif ; il est malade, il songe à s'en aller dans l'Ouest à s'installer au Souk et Tleta Bab Alloub où il ferait venir sa famille. A vingt mètres de la grotte, il a fait construire une petite mosquée dans laquelle il vient, trois fois par jour, faire sa prière. Un homme armé l'accompagne »*¹⁷⁶.

Bartels et Abd al-Mālik sont de plus en plus en désaccord et, entre octobre et décembre 1917, ils se séparent par deux fois. En octobre, Abd al-Mālik estime que l'Allemand est responsable du manque d'argent momentané dont souffrent ses mehallas, et Bartels s'en prend à Abd al-Mālik l'accusant de vouloir rejoindre les Français¹⁷⁷. L'arrivée de 600 000 Ptas de Madrid permet d'éviter que le divorce soit alors entièrement consommé. Ce nouveau crédit pousse les mehallas à se remettre en campagne et à attaquer, début décembre, le convoi de ravitaillement destiné au poste français de Sīdī Bu-l-Qāsim. La défaite qui suit renforce les dissentiments entre les deux hommes et provoque une plus importante désagrégation du front antifrçais, à laquelle les

¹⁷⁵ Lettre n° 468, le colonel Touchard, instructeur en chef du *Tabor n°1*, à M. le Ministre plénipotentiaire, chargé de l'Agence et consulat général de France à Tanger, 6/10/1917, doc. cité.

¹⁷⁶ *L'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

¹⁷⁷ *Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917*, note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité. En 1917, les alarmes et les saisies d'armes et munitions à Tanger s'étaient multipliées. En mars, un véritable dépôt de munitions avait été signalé à Tanger-Balia, dans la banlieue. La police y avait saisi : 1 500 à 1 600 capsules pour Mauser ; 460 balles en plomb pour fusil Gras ; 182 balles Mauser ; 18 cartouches pour fusils Gras et 11 pour Mauser ; 47 étuis divers ; un morceau de plomb massif, d'environ 500 grammes ; 4 boîtes de 250 grammes de poudre marque : Union Española de Explosivos, Sociedad Anonima Villanueva II Madrid ; un matériel à fabriquer diverses cartouches et 2 fusils Mauser. Note du colonel Toulat du *Tabor n°1*, Tanger 13/3/1917, CADN, ALFM, Tanger, série B Complément, c. 19.

Allemands remédient en engageant une action de force en direction des deux personnages : « *Abdelmalek et Bartels (...) se séparent complètement. Berlin en est prévenu et ordonne à l'ambassade de Madrid de faire l'impossible pour que l'action efficace dans le nord du Maroc ne soit pas abandonnée. Abdelmalek se rapproche à nouveau de Bartels* »¹⁷⁸.

Le nouveau rapprochement n'est destiné à durer que quelques semaines. Fin janvier 1918, un contingent de trente cavaliers M'Talsa se rend au camp d'Abd al-Mālik et aurait alors demandé qui était le véritable chef de la mehalla : « *Abdelmalek déclara qu'il était le maître ; Bartels riposta que le seul maître était lui. On faillit en venir aux mains* »¹⁷⁹.

Quoi qu'il en soit, Abd al-Mālik se plaint de Bartels aux Allemands. Ceux-ci, le 29 janvier, le remplacent par le docteur Kühnel, déjà attaché à la personne de Mawlāy 'Abd al-Hafidh, « *qui apporte au prétendant [en don de joyeux avènement] 500 000 pesetas et un programme d'action nouveau* »¹⁸⁰. L'argent servirait à séduire les tribus des régions de Wazzān et de Taza ainsi que les Beraber et les Chleuh : « *La somme paraît mince pour un si gros effet, déjà des réclamations s'élèvent autour des grands chefs à qui l'argent fut envoyé. Tout le monde accourt chez eux à la curée ; beaucoup s'en vont déçus* »¹⁸¹.

Pour sa part, Bartels reste au Maroc où il continue à commander sa mehalla. De fait, il ne quittera jamais le camp d'Abd al-Mālik.

¹⁷⁸ *Ibidem.*

¹⁷⁹ *L'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

¹⁸⁰ *Ibidem.*

¹⁸¹ *Ibidem.*

III.3 - 1918 : la « paix sainte »

III.3.1 - Guerre !, Guerre ?

Au début de la dernière année de guerre en Europe, l'organisation allemande au Maroc semble regagner en vigueur et ce malgré le blocus économique anglo-français infligé au Reich sur le Vieux Continent. Après avoir clos le front oriental (paix de Brest-Litovsk avec la Russie, 3 mars) l'armée allemande lance le 21 mars une nouvelle offensive en Champagne et dans les Flandres. Le maréchal Ludendorff empêche des renforts anglais de parvenir aux Français et, en mai, il inflige une rude défaite à la V^e Armée britannique, menant ses soldats jusqu'à la Marne.

En Espagne et au Maroc, les Allemands cherchent à exploiter les difficultés des Français en métropole et travaillent à réaliser une prétendue « *paix sainte* »¹⁸². Il s'agit là d'une opération d'envergure qui comporte trois phases : « pacification » et réconciliation des dissidents entre eux ; organisation des dissidents sous le commandement de chefs élus par les Allemands ; offensive militaire générale¹⁸³.

Cette œuvre de conciliation et de regroupement couvre l'ensemble des chefs marocains. Elle doit s'effectuer sur tous les fronts ouverts dans la région maghrébine où les Allemands essayent de galvaniser la résistance par le biais de nouvelles comme la diminution des effectifs à disposition du protectorat ou l'annonce d'un présumé affaiblissement des troupes françaises restées au Maroc. Les réactions à ce plan, qui connu de l'état-major français, oscillent entre scepticisme¹⁸⁴ et inquiétude¹⁸⁵.

L'opération devait être couronnée par le retour de Mawlāy 'Abd al-Hafīdh sur le trône. C'est lui qui est appelé à conduire l'offensive générale et à chasser définitivement les Français du Maroc. L'ancien sultan, véritable cauchemar pour les autorités coloniales et notamment pour Lyautey, devrait jouer encore une fois le rôle de guide spirituel pour le compte des Germano-Turcs. En effet, en 1918, la nécessité de miner et de détruire le prestige du souverain qui siège à Rabāt demeure intacte. Frapper Mawlāy Yūsuf signifie vider le protectorat de sa légitimité. Mais, six ans après l'abdication et quatre ans après le début des

¹⁸² *Ibidem*. Il n'a pas été possible de vérifier la véritable origine de la locution, à savoir si elle est créée par les Allemands ou si la définition est toute française.

¹⁸³ *Ibidem*.

¹⁸⁴ « Cette vaste manœuvre n'est sans doute qu'un beau rêve. Sa réalisation suppose trop de docilité de la part des dissidents, trop de faiblesses de la nôtre », *ibidem*.

¹⁸⁵ « Faut-il (...) n'être surpris nulle part, être forts partout. Et dans la situation présente, après quatre années de lutte, de pertes, de prélèvements, c'est une rude tâche », *ibidem*.

hostilités européennes, années pendant lesquelles d'autres chefs marocains se sont dressés en champions d'un islām outragé par la présence française, il faut se demander si Mawlāy 'Abd al-Hafīdh garde encore son prestige. Si, autrement dit, son éventuelle réapparition sur la scène marocaine ne risque pas d'entrer en conflit avec, par exemple, les visées d'al-Raysūnī ou celles d'al-Hayba.

Les Allemands ne semblent pas se poser la question. Ils renouvellent leurs tentatives d'entrer en relation avec l'ancien sultan par l'entremise de deux officiers turcs, le déjà nommé Aarif Tahār et un certain Ismet. Ces derniers sont soutenus par le secrétaire du consul allemand de Barcelone, Carbowitz, qui leur adjoint un de ses agents, un nommé Behar. Le 3 février, les trois hommes sont à Madrid d'où ils se rendent à San Lorenzo del Escorial. Mawlāy 'Abd al-Hafīdh y réside, bien surveillé par une garnison espagnole. Quelques jours plus tard, Tahar, Ismet et Behar rencontrent, en Andalousie, l'un des frères Mannesmann. Ensuite, ils s'embarquent pour le Maroc sous influence espagnole¹⁸⁶.

Pendant la même période, l'ancien sultan reçoit la visite d'un nommé 'Abd Allāh bin Amar, arrivé du Rīf, et du gendre de Mohammad 'Abd al-Karīm al-Khattābī¹⁸⁷. Il semble évident que, par ces visites, les Germano-Turcs cherchent à sonder ses intentions et à vérifier la possibilité de son transfert à Barcelone. De là, il devrait atteindre le Rīf à bord d'un sous-marin et se joindre aux troupes antifrancaises. La réalisation de ce plan se révélera toutefois impossible.

Mawlāy 'Abd al-Hafīdh ne peut pas s'éloigner du couvent de l'Escorial, et la garnison espagnole qui le surveille est trop nombreuse pour que les Allemands puissent le faire évader. Malgré cela, le gouvernement de Berlin ne semble pas se décourager, misant sur les succès militaires en Europe pour convaincre l'Espagne de retrouver sa complète bienveillance à l'égard du Reich.

Sur le terrain, l'action continue. Al-Raysūnī s'occupe d'assujettir la plupart des tribus du Nord-Ouest marocain. Il ne se déplace pas de Tāzrūt mais agit par l'intermédiaire de ses collaborateurs politiques : Qāsim bin Salāh, des Banī Mastara, agent du consul autrichien à Al 'Ara'ish, Kehl, et son fils qui assure la liaison entre Al 'Ara'ish et Qāsim bin Salāh même¹⁸⁸ ; Ahmad al Habassi, cousin de Qāsim bin Salāh, qui recruterait des hommes près de Wazzān pour la mehalla d'al-

¹⁸⁶ *Ibidem*.

¹⁸⁷ *Ibidem*.

¹⁸⁸ Qāsim bin Salāh avait été déjà objet des attentions de Lyautey qui en avait remarqué l'action sur le front de Wazzān en 1912, Mohammed Kenbib, *Les protégés...*, *op. cit.*, p. 330. En 1921, l'ancien protégé autrichien guidera les Djabala contre les Français sur le même front, après l'occupation de Wazzān par les troupes du Protectorat, Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 376.

Raysūnī, campée sur le bord du Sebab ; al-Hadjāmi¹⁸⁹ ; et enfin le sharif al-Harrak, dont l'influence s'étend sur les Banī Mastara, les Setta et les Rhamnā¹⁹⁰.

Cependant, dans le pays Djabala, l'autorité du *sharif* idriside s'imposerait avec difficulté : « *Pourtant le chérif est habile, il est riche, il est puissant de toutes les ressources que bénévolement lui prête l'Espagne ; sa candidature est en progrès. Il n'est plus question pour lui d'être sultan, pour l'instant du moins (...). Il doit seulement être le grand caïd de la zone espagnole de l'Ouest, chef des Djebala, et peut-être, un jour, khalifa de Tétouan (...). Son rôle est difficile, car les Djebala sont de rudes sujets ; il est surtout délicat car il lui faut servir trois maîtres : l'Islam, dont il est le champion ; les Espagnols dont il veut rester l'allié ; les Allemands dont il est l'agent* »¹⁹¹.

Les relations d'al-Raysūnī avec les consuls allemand et autrichien de Titwān et d'Al 'Ara'ish sont optimales. Bohn lui rend visite à la mi-février¹⁹², cependant qu'il continue à recevoir des armes qui lui sont envoyées à la fois par les Espagnols et les Allemands. Le 7 février, il reçoit des forces espagnoles douze caisses de cartouches et deux mensualités en retard¹⁹³ ; en avril, un sous-marin allemand débarque, sur le littoral de la région de Titwān, des armes, des munitions, de l'argent et un portrait de Guillaume II qui lui sont destinés¹⁹⁴.

Malgré tout, le chemin par lequel il cherche à réconcilier les tribus, afin de leur imposer son autorité, est semé d'obstacles. Le *sharif* El Harraik ne semble pas venir à bout des rivalités entre les Khmas, les Rahamna et les Setta, dont les fractions apparaissent profondément divisées¹⁹⁵. Qāsim bin Salāh ne parvient pas à imposer aux Khmas le qa'id Wuld al-Far, désigné par al-Raysūnī. Le qa'id est attaqué par la tribu qui lui reproche d'avoir arrêté une cinquantaine de coupeurs de route notoires, dont elle réclame la libération. Les quelques succès militaires que Wuld al-Far obtient sur elle ne suffisant pas à établir son autorité, il se voit obligé de quitter la région¹⁹⁶.

¹⁸⁹ Il s'agit probablement du même Al-Hadjāmi, des Banī Zarwāl, qui agit au Maroc oriental et collabore également avec 'Abd al-Mālik. Voir aussi Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 107.

¹⁹⁰ Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 376.

¹⁹¹ *Ibidem*.

¹⁹² *Ibidem*.

¹⁹³ Tél. n° 104 R, le Centre de renseignements de Tanger au commissaire résident général à Rabāt, 11/2/1918, 17h30, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

¹⁹⁴ Lettre du capitaine de Rivière, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid au ministre de la Guerre, Madrid, 25/4/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

¹⁹⁵ *L'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

¹⁹⁶ *Ibidem*.

Face à ces difficultés et à d'autres du même type¹⁹⁷, al-Raysūnī se décide à croiser le fer en personne. Il fait appel à toutes les tribus qu'il visait par l'intermédiaire de ses collaborateurs, les exhortant à s'unir et à attaquer les lignes françaises. Dans l'une de ses missives, envoyée le 16 janvier aux Banī Brāhīm, il écrit : « *A Notre serviteur Agrée de Dieu, le caïd Ahmed Tazi Zerouali et tous les notables des Beni Brahim et Beni Mka, que Dieu Vous rende heureux et que son salut et sa miséricorde soient sur vous. J'informe Votre Excellence que les notables Beni Mestara, cavaliers et fantassins, sont venus se présenter à Notre Majesté Glorieuse par l'aide de Dieu pour nous demander la nomination de caïds et nous demander d'entrer à notre service heureux. Nous leur avons ordonné de camper à la limite de leur territoire face aux tribus du Gharb et des autres tribus voisines et de faire des derbas contre elles. Ils verront de nous des choses qui leur feront plaisir ainsi qu'à vous s'il plaît à Dieu. Vous avez négligé de venir voir Notre Majesté alors que vos parents ont toujours été les premiers à prendre la voie du bien car vous êtes célèbres entre tous pour votre bravoure et votre courage. Depuis longtemps, nous attendons les exploits que tous vous savez capables d'accomplir et nous ne voyons de votre part que négligence. Est-ce la peur ou les conseils qu'un autre a gravés dans votre mémoire qui vous arrêtent ? Si vous êtes des croyants, réveillez-vous ; autrement, vous regretterez votre inaction à l'heure où les regrets sont inutiles. Faites ce que les gens attendent de vous et nous serons amis, sinon nous n'avons nul besoin de vous ni de personne et nous vous le montrerons s'il plaît à Dieu. Ecrit par notre ordre Illustre et Chérifien, avec l'aide de Dieu. 3 Rébia II - 1336 (16 janvier 1918) »¹⁹⁸.*

Il se pose, comme il l'avait déjà fait auparavant, en souverain, ne lésinant pas sur des locutions comme « Majesté Glorieuse », « Notre Majesté » ou des phrases comme « ordre Illustre et Chérifien » qui ont pour objectif d'impressionner les destinataires. Mais, d'un autre côté, cette lettre, qui constitue à la fois une invitation et un ultimatum aux Banī Brāhīm, ne reflète que partiellement la volonté d'obtenir des tribus réfractaires la reconnaissance d'une autorité politique et spirituelle qui le consacrerait comme le véritable chef de la région. En effet, il est à supposer qu'encore une fois, le but d'al-Raysūnī ne soit pas seulement d'attaquer des lignes françaises. Il vise à établir, de façon péremptoire, son pouvoir face aux Espagnols qui songent, peut-être, à remplacer le khalifa de Titwān.

¹⁹⁷ Par exemple, les Djabala pillent un convoi qui apporte d'Al 'Ara'ish, pour Qāsim bin Salāh, 1 200 duros et d'importants approvisionnements. Pour obtenir la restitution du butin, al-Raysūnī doit ordonner aux Ahl Sharif d'agir comme intermédiaires, ce qui lui vaut un succès partiel : les Djabala ne restituent que trois mulets et une partie du chargement, *ibidem*.

¹⁹⁸ *Ibidem*.

Ainsi, en mai, l'attaché militaire de l'ambassade de France à Madrid relate : « Raissouli est manifestement maître de la région. Le général résident a dû récemment lui demander l'autorisation de mettre en route un convoi de 200 mules portant un chargement de pétrole destiné aux services publics de Larache. L'intendance militaire espagnole ayant voulu y joindre un convoi supplémentaire, le représentant de Raissouli refusa de délivrer un sauf-conduit ; il voulut qu'un des représentants de l'autorité espagnole se rendît de Larache à Ceuta pour engager des négociations qui se poursuivent encore »¹⁹⁹.

Et en juillet, le ministre de la Guerre français communique : « Le Haut-Commissaire Tétouan a rendu compte 15 juillet de l'entrevue entre représentant Compagnie Colonizadora et Raissouli. Ce dernier a demandé si cette compagnie serait en mesure de lui fournir les éléments nécessaires pour soumettre tribus d'une façon complète et absolue. Invité à préciser, il a demandé 2 000 fusils avec munitions et 2 canons à tir rapide avec servants, se proposant de constituer mehallas de 500 hommes à Chechaouen, 500 à Mara, 500 à Arba Beni Hassan, 500 dans tribu de Hassan, 500 dans tribu centrale des Beni Mesra et de conserver 1 000 hommes et artillerie pour s'établir définitivement à Dar Ben Chata. Ministre des Affaires étrangères espagnoles a répondu qu'il convenait d'opposer refus à ces demandes dirigées évidemment contre la France et qu'intérêt et honneur de l'Espagne imposent conduite de loyauté absolue avec l'Acte d'Algésiras »²⁰⁰.

Probablement en réaction aux hésitations du Haut-Commissariat de Titwān, al-Raysūnī continue à épauler les Allemands en zone espagnole. Ici, un vaste réseau d'agents et d'intermédiaires lui rendent plus aisé le contact avec les agents de Berlin²⁰¹, mais l'initiative militaire contre les Français a du mal à être mise en place. Aucune bataille n'est menée personnellement alors qu'Abd al-Mālik est en première ligne, sous les bombardements français. Les projets du *sharif* ne semblent jamais aboutir à une véritable offensive armée contre les lignes du protectorat bien qu'il annonce inlassablement aux tribus du Nord-Ouest marocain son intention de pénétrer en zone française²⁰².

¹⁹⁹ Tél. de l'Attaché militaire de l'ambassade de France à Madrid au gouverneur général de l'Algérie, 21/5/1918 16 h 17, CAOM, Fonds du gouvernement général de l'Algérie, affaires indigènes, série H; sous-série 30, c. 64.

²⁰⁰ Tél. n°5075 9/11, le ministre de la Guerre au commissaire résident général, Paris, 20/7/1918 19h50, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

²⁰¹ *L'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

²⁰² *Ibidem*.

L'inertie d'al-Raysūnī pèse lourdement sur l'exécution de l'action d'ensemble prévue dans le Nord marocain en coordination avec son rival²⁰³ 'Abd al-Mālik. Les Allemands sont certainement conscients de cette situation car ils tentent de diversifier les points d'appui à leur action. Dans cette optique, ils recourent de nouveau à Shangīṭī²⁰⁴.

Shangīṭī agit à l'est, là où la soumission partielle des Ghyata aux Français rend plus faible le contrôle de cette zone proche de l'Algérie. Sa tâche est de continuer la lutte sur le front oriental, resté plutôt vide après le déplacement d'Abd al-Mālik vers l'ouest, en direction d'al-Raysūnī.

Plus au sud, pour développer leur influence dans le « bloc berbère », les Germano-Turcs procèdent à de véritables investitures. Ainsi, par l'entremise des rakka-s du consulat de Titwān, Muha U Sa'īd reçoit une lettre du sultan turc qui le désigne comme « *cheikh de tous les Berbères* »²⁰⁵. La missive est accompagnée de 325 Louis d'or et 150 000 douros que le chef marocain doit partager avec Sīdī Raho, Alī Amhāush, le sharif d'Ahansal et Muha U Hammū. Ce dernier est aussi le destinataire d'une seconde lettre du sultan de Constantinople accompagnée de 6 000 autres douros²⁰⁶.

Le travail du « *cheikh de tous les Berbères* », qui se voit promu premier intermédiaire entre les chefs du Maroc central et les gouvernements de Constantinople et Berlin, se révèle assez compliqué. Alī Amhāush, par exemple, se refuse à prendre « *l'argent des chrétiens* »²⁰⁷, tandis que les agents de Muha U Sa'īd, envoyés sur les marchés contrôlés par les Français, rencontrent beaucoup de difficultés pour échanger les sommes obtenues. Toutefois, l'attente des populations de l'Atlas est énorme. Dès qu'elles reçoivent la nouvelle de l'afflux de nouveaux fonds, elles se précipitent auprès des chefs susnommés pour bénéficier du partage. Déçues par l'attitude de Sīdī Raho et des autres, qui ne sont nullement disposés à disperser l'argent reçu, elles répandent dans la région le bruit de leur mécontentement²⁰⁸, annulant en partie l'effort de conciliation de Muha U Sa'īd. Seul le sharif d'Ahansal, une fois sa part reçue, se met immédiatement en route pour le Wādī Dādis d'où il espère atteindre les Ayt

²⁰³ « On attend de [al-Raysūnī] qu'il coopère avec Abdelmalek dont l'ambition chevauche un peu la sienne », *ibidem*.

²⁰⁴ « Inopinément apparu dans les Marmoucha, [Shangīṭī] sert de liaison entre Abdelmalek et Sidi Raho », *ibidem*.

²⁰⁵ *Ibidem*.

²⁰⁶ « Les agents de l'Allemagne appuient [leur] campagne d'un argument irrésistible qui sonne clairement dans tout le Maroc dissident : l'argent. Cet argent, les Allemands le répandent à flot. Il est vrai qu'il ne leur coûte guère ; on verra par la suite que les billets français donnés [aux] adversaires [de la France] proviennent probablement des banques pillées en pays envahi », *ibidem*.

²⁰⁷ *Ibidem*.

²⁰⁸ *Ibidem*.

Atta du Sahara. Il leur propose sa médiation pour les aider à aplanir les différends qui les divisent et s'accorder, ensuite, sur la désignation d'un chef commun à opposer aux Français. Dans l'accomplissement de sa tâche, Ahnsal est aidé par un certain « *sharif d'Outenga* » et par le moqadem de la zāwiya d'al-Hawāra, des Darqāwa. Ensemble, ils tentent d'imposer comme qa'id, aux Ayt 'Atta, Muha U Bū 'Azīz, qui convient aux Allemands. La réussite de la mission n'est guère certaine : « *Trop d'intérêts divergents, de trop récentes querelles séparent ces populations. Elles sont disséminées sur une aire trop vaste ; elles sont trop diverses ; montagnardes et ksouriennes ; nomades et sédentaires, arabes et berbères. Un maître les pourrait soumettre par la force, un prophète les grouperait pour le djihad. Mais les pacifier, leur imposer un chef unique, les maintenir calmes et groupées jusqu'au moment où sera donné le signal de l'attaque paraît chanceux* »²⁰⁹.

Dans le « bloc berbère », les armes continuent à affluer par les mêmes circuits, partant de Fās et de Marrākesh, utilisés auparavant. En mars, un épicier espagnol de Fās, Manuel Mayor, est soupçonné d'être au centre d'un trafic d'armes et de munitions destinées aux tribus arabes de l'Atlas²¹⁰. En avril, un nommé Bin Djallūl, notable de Fās, passerait aux populations du Maroc central du matériel de guerre. En même temps, les Zayyān auraient envoyé à Tanger un émissaire, Sī 'Umar Rīffī, pour y négocier l'acquisition de capsules et munitions diverses²¹¹. Un mois plus tard, les autorités coloniales découvrent une sorte d'association de contrebandiers d'armes, composée, pour grande part, par des Banī 'Amir. Pris alors qu'ils vendaient des armes dans un souk aux environs de Kasbah Tādīlā, tous les membres de l'association sont arrêtés²¹².

Curieusement, ces épisodes rapportés dans les documents coloniaux ne mentionnent pas l'existence d'un marché qui, forcément, doit se cacher dans la montagne, échappant aux investigations des franco-makhzaniens. Nous avons déjà examiné les dynamiques de ces négoce pendant les années 1914-1916. Il est probable qu'elles se reproduisent à l'identique en 1918.

Malgré tous ces efforts, les plus grands espoirs des Germano-Turcs reposent encore sur 'Abd al-Mālik dont ils sont très soucieux de maintenir le potentiel militaire.

²⁰⁹ *L'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

²¹⁰ Note n°95, le consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr à l'Agence de France à Tanger, Al 'Ara'ish, 8/3/1918, CADN, ARGM, CD, c. 618.

²¹¹ Tél. n°62 RSC, le commandant de la région Marrākesh au commissaire résident général à Rabāt, 21/4/1918, 12 h 40, CADN, ARGM, CD, c. 618.

²¹² Lettre n°571 RG, le général Poeymirau, commandant la région de Miknās à M. le Commissaire résident général, DAI et Service des renseignements à Rabāt, 13/5/1918, CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

Début 1918, la mehallah d'Abd al-Mālik présente un aspect décidément teutonique. D'après le légionnaire déserteur Henri Pfaffenbach²¹³, arrêté à Safsafat le 7 février, le nombre d'Allemands qui suivent Abd al-Mālik s'élève à vingt, dont « *Hermann [Bartels et] Woelke, 1^{re} Cie montée (...), Hougue, 7^e Cie, Ubner, 24^e Cie, Schlawig, 22^e Cie, Schröder (...) 22^e Cie, Witte 1^{re} Cie montée, Gaetz, 24^e Cie, Hoffmann, (...) 1^{re} Cie montée, Muller, Cie montée, Ilk, 22^e Cie, (...) Zerner, 22^e Cie, Regne, Cie montée, Lhers, 22^e Cie, Michels, 22^e Cie, Krellewitz [et] König, Cie montée* »²¹⁴. Ces Allemands, qui ne sont pas rétribués mais uniquement nourris et habillés, auraient des charges bien précises.

Woelke commanderait une mehallah sous les ordres de Bartels qui ne participerait presque jamais aux batailles. Ilk, qui, en revanche, marcherait toujours au baroud, serait l'armurier. Il serait chargé de fabriquer des bombes avec des grenades à main, « *lesquelles explosent toutes seules* »²¹⁵. Il utiliserait également les bombes d'aéroplanes arrivées intactes au sol.

Witte serait un ancien mitrailleur de la Légion et serait, par conséquent, chargé de la manœuvre des deux mitrailleuses dont les forces d'Abd al-Mālik disposent. L'une d'elles serait employée par la mehallah de Bartels, l'autre par celle commandée par Abd al-Mālik en personne. Les deux engins n'auraient presque jamais été utilisés, faute de munitions, jusqu'à ce que Bartels ait réussi à se procurer 20 000 cartouches.

Lhers, Regne et Michels seraient chefs de sections dans la mehallah d'Abd al-Mālik et seraient, eux aussi, toujours en première ligne, tandis que les autres Allemands resteraient « au camp pour compter et vérifier l'état des munitions qui (...) parviennent des postes espagnols »²¹⁶.

Abd al-Mālik aurait également à son service un nombre considérable de déserteurs des forces françaises en Algérie et au Maroc. Parmi eux, deux tirailleurs occuperaient des postes importants : Slimān, ancien caporal, qui aurait quitté les rangs franco-makhzaniens en 1916, commanderait une

²¹³ « Pfaffenbach, Henri, Matricule 26.209, de la 23^e Compagnie du 1^{er} Régiment étranger, engagé volontaire pour cinq ans le 1^{er} mai 1914. Né à Dortmund (Westphalie) le 9 novembre 1894. J'ai déserté le 19 mars 1917 à Touahar, en emportant armes et munitions avec un autre légionnaire du nom de ILK (...) » : procès-verbal des déclarations du légionnaire Pfaffenbach, Henri, déserteur de la 23^e Cie du 1^{er} Régiment étranger, fait prisonnier à Safsafat, région de Taza, Service des renseignements, Taza, 7/2/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124. Dans *l'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité, le rédacteur écrit en note que Pfaffenbach a été tué à Safsafat le 7 février 1918, ce qui laisse supposer que le légionnaire ait été exécuté le jour même de ses déclarations !

²¹⁴ Procès-verbal des déclarations du légionnaire Pfaffenbach, Henri, doc. cité.

²¹⁵ *Ibidem*.

²¹⁶ *Ibidem*. Souligné dans le procès-verbal.

compagnie de la mehalla d'Abd al-Mālik et serait pressenti pour en commander une nouvelle en cours d'établissement par Bartels ; et Bin al-'Arbi, ancien sergent, commanderait la compagnie chargée de la garde de nuit. Il aurait également pour mission d'entraîner les troupes. Enfin, quatre Espagnols, dont un déserteur de la Légion, et un Italien, Cantinini, déserteur de la 24^e Compagnie, complèteraient l'effectif des étrangers engagés dans les forces du fils d'Abd al-Qādir.

Pfaffenbach affirme que, en dehors des deux mitrailleuses, les différentes mehallas disposeraient d'environ 27 000 cartouches Mauser, 6 000 Lebel, 6 000 balles Chassepot et 500 fusils de petit calibre. Les cartouches seraient confectionnées directement au camp par l'un des Espagnols à qui Bartels fournirait les matières premières telles la poudre ou les capsules. De nouvelles armes seraient portées au camp par un Banī Snassan germanophile résidant à M'Coun et qui volerait systématiquement des fusils aux partisans marocains du protectorat, comme les Hawāra²¹⁷.

L'impression est que l'organisation des différents groupes d'attaque répond à un double souci : d'un côté, pour éviter les frictions entre des populations qui, malgré leur unité sous la bannière d'Abd al-Mālik, pourraient raviver leurs disputes en cours, chaque mehalla est presque exclusivement monotribale. Ainsi, Bartels n'emmènerait à l'attaque que des Banī Snassan, et Slimān ne devrait guider que des Banī Bū Yahī²¹⁸, alors qu'une harka composée de Bū Harūn, fraction des Banī Bū Yahī, serait renforcée avec des éléments de la même tribu, atteignant 150 cavaliers et 350 fantassins²¹⁹.

D'un autre côté, ces groupes demeurent assez mobiles. Ils ne ressemblent en rien à l'armée traditionnellement conçue par le Makhzan précolonial. Il s'agit plutôt de petites unités qui se détachent de la mehalla principale. Tout au début, ils se lancent dans des opérations de sabotage très rapides. Pfaffenbach relate ainsi la mission au cours de laquelle il est fait prisonnier : « *Nous étions partis 30 cavaliers dont 10 Allemands, hier soir à 8 heures, sous le commandement de Woelke pour faire sauter à la dynamite le pont de la Moulouya, près de Guercif ; mais nous nous sommes égarés dans la plaine de Safsafat. Vers 7 heures du matin, Woelke apercevait des spahis de surveillance à la voie, il nous donnait l'ordre de mettre pied à terre et de les laisser approcher pour mieux tirer ensuite sur eux, les autres (moi, je tenais le cheval de Woelke) ont tiré sur les spahis à 100 mètres. Surpris, ces derniers firent demi-tour, mais des renforts arrivèrent et nous fûmes obligés de partir à notre tour. Je voulus partir*

²¹⁷ *Ibidem*.

²¹⁸ *Ibidem*.

²¹⁹ *L'Action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité. L'exception à cette règle serait représentée par la harka de Mawlāy Kabīr, fort de 450 hommes provenant des Moghrawa, Mgharba, Gzannaya, Ayt Bū Rimāh et Banī Snassan.

aussi mais mon cheval emballé m'échappait, emportant mon fusil Mauser qui était accroché à la selle. Peu de temps après, je retrouvais mon cheval sans selle et sans fusil, les Marocains les avaient sans doute emportés. J'ai été fait prisonnier par deux Haouara et un brigadier de spahis qui me suivaient de très près. Je faisais partie de l'expédition en qualité de toubib »²²⁰.

Suivant la même stratégie, quelques jours plus tard les troupes d'Abd al-Mālik occupent le camp de Sīdī Mātūg, proche de Sīdī Bu-l- Qāsim et, organisées en patrouilles, vont à l'attaque des vedettes françaises²²¹.

Ces opérations, qui obligent les contingents français à rester au Maroc au lieu de se rendre au secours de la métropole en Europe, ne réalisent pas le soulèvement général recherché par les Allemands. Elles ne paraissent pas non plus contribuer à l'élargissement du front, car le 21 février le général Aubert prend pied chez les Ghyata et obtient la soumission de l'une des fractions connues comme les plus antifrancaises, les Banī Ūjjan. A cette date, les deux tiers de la confédération des Ghyata se retrouvent ainsi soumis au protectorat²²². C'est pourquoi l'argent, qui doit attacher à la cause d'Abd al-Mālik de nouvelles populations, continue à affluer massivement : 30 000 douros, s'ajoutant au 500 000 Ptas portées par le docteur Kühnel²²³, arrivent dans les caisses d'Abd al-Mālik fin janvier et 600 000 Ptas pendant la première semaine de février²²⁴. Bū Mghayt, qui s'occupait des envois d'armes au Maroc de Séville et d'Algésiras²²⁵, s'installe au Maroc espagnol et reprend les négociations pour obtenir des Tamsaman et des Banī Sayyid une nouvelle cession de la plage de Sīdī Idrīs. Le 18 février, trois sous-marins y débarquent onze ballots contenant vraisemblablement des armes, des vivres et des munitions qui sont acheminées vers le camp d'Abd al-Mālik²²⁶. De plus, pour échapper à la surveillance espagnole qui se fait de plus en plus stricte à Melilla, les Allemands construisent un dépôt sur l'îlot de Hajar Nakkūr. Le consul allemand à Titwān et son agent, 'Abd as-Salām al-Miknassi, surveilleraient les débarquements que les sous-marins y effectuent et le chargement des convois qui prennent la route de l'intérieur²²⁷.

'Abd al-Mālik déploie une offensive diplomatique d'envergure auprès de différentes tribus. Il négocie, par l'intermédiaire de son ancien Fqīh, al-Korri al

²²⁰ Procès-verbal des déclarations du légionnaire Pfaffenbach, Henri, doc. cité.

²²¹ L'Action allemande, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

²²² Ibidem.

²²³ Voir supra.

²²⁴ Ibidem.

²²⁵ Voir supra.

²²⁶ Ibidem.

²²⁷ Ibidem.

Sanhādji, avec les Sanhādja Sefflia. Il expédie des cartouches aux Banī Warān et envoie des rakka-s, des lettres et de l'argent à Sīdī Raho, au shaykh Mūlūd, des Mmarmūsh, et à Mawlāy Mohammad Saghrūshnī²²⁸. Il charge Al-Hadjāmi d'acheter des armes pour la mehalla et écrit aux Branes de lui procurer des chevaux²²⁹. En même temps, son neveu Sī Mustafā reçoit à Titwān des Allemands, des Espagnols, de même que d'autres chefs antifrçais tels al-Hadj Zayyān, son frère Aīssa, Mohammad El Gorfli, Mohammad bin Mansūr, Djallūl wuld al-Hadj. Ces derniers se rendent ensuite chez al-Raysūnī afin de coordonner des opérations militaires prévues pour le printemps²³⁰. Cette activité donne quelques résultats. Le 18 février, Bū Kaddūr Tamsaman se rend chez Bartels avec dix-neuf partisans. Ceux-ci offrent à 'Abd al-Mālik la soumission de tous les Tamsaman et la complète cession de la plage de Sīdī Idrīs pour faciliter les débarquements de vivres, d'armes et de munitions. En signe d'approbation, Bartels leur fait cadeau de 1 000 douros²³¹.

Les autorités françaises s'obstinent à dépeindre la situation des mehallas d'Abd al-Mālik comme étant désastreuse²³². Pourtant, pendant ces premiers mois de 1918, la réalité paraît bien différente. Malgré les difficultés que les agents germanophiles rencontrent à Melilla pour approvisionner le camp d'Abd al-Mālik, celui-ci ne manque ni d'argent, ni de nourriture, ni, pour le moment, de cartouches. Le capitaine De Rivière se contredit quelques lignes après avoir soutenu la pénurie des ressources à disposition du fils d'Abd al-Qādir: « *Abd el Malek a donné à trois indigènes venant de Bouhlou des Mausers, des cartouches, un cheval et 200 douros. Un indigène employé aux travaux de chemin de fer de Taza à Fez lui a porté 2 Lebel et 4 caisses de capsules. Cet indigène ferait ce trafic souvent et faciliterait la désertion des légionnaires. (...) La contrebande, le ravitaillement et le transport des fonds pour Abd el Malek semble se faire en toute sécurité. Les Espagnols ne tentent rien contre ceux qui, par exemple, apportent des cartouches et des lingots de plomb (...)* »²³³.

²²⁸ *Ibidem*.

²²⁹ *Ibidem*.

²³⁰ *Ibidem*.

²³¹ Lettre n°4726 R, Secret, le capitaine de Rivière, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid, à M. le Ministre de la Guerre à Paris, 23/3/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

²³² « *La situation des harkas d'Abd el Malek n'est pas brillante : misère complète, manque presque total de nourriture, pas d'argent et peu de cartouches. Abd el Malek s'en rend bien compte* », lettre du capitaine de Rivière, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid, à M. le Ministre de la Guerre à Paris, 28/2/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

²³³ Lettre du capitaine de Rivière, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid, à M. le Ministre de la Guerre à Paris, 28/2/1918, doc. cité.

Les ravitaillements parviennent aux forces antifrancaises soit de l'intérieur du Maroc, à la suite de l'action diplomatique menée par 'Abd al-Mālik, soit à partir de débarquements sur les côtes rifaines, qui deviennent de plus en plus fréquents. Ainsi, en avril, le capitaine de Rivière peut affirmer que : « *La contrebande de l'argent et des armes continue à être extrêmement active. (...) [Les armes] aux dires d'agents que nous tenons pour sérieux, (...) sont transportées sur la côte marocaine vers Alhucemas par un petit sous-marin allemand qui ne se livre qu'à ce genre d'opération. (...) Nous avons la certitude que les services de l'ambassade d'Allemagne ont échafaudé un programme très sérieux d'action au Maroc, qu'ils ont étudié, préparé et étayé avec le plus grand soin, et qui constitue pour nos possessions africaines un très gros danger. Nous pensons aussi que tous les moyens qu'ils auront la possibilité de mettre en œuvre le seront et à fond. Mais parmi ces moyens, nous considérons comme uniquement effectifs et dangereux la constitution des mehallas en terre africaine, leur entretien par envoi d'argent, leur armement par contrebande de carabines, de mitrailleuses et de cartouches, leur encadrement par des déserteurs de la Légion et par quelques agents tels que Hermann Bartels (...)* »²³⁴.

Toujours en avril, le protectorat doit venir à bout d'une offensive coordonnée par les Ghyata et les Banī Warayyin d'un côté et la mehalla d'Abd al-Mālik de l'autre²³⁵. S'agit-il là de l'offensive annoncée par al-Raysūnī à laquelle, toutefois, il ne semble pas prendre part ? Quoi qu'il en soit, le danger pour les troupes coloniales est de plus en plus réel.

III.3.2 - La guerre chimique de Lyautey

Lyautey avait déjà signalé, pour la énième fois, les conséquences du trafic d'armes et les résultats de l'action allemande au Maroc. Début février, se basant sur l'interrogatoire d'un prisonnier allemand dénommé Klein et détenu à Wahrān, et se référant à une nouvelle du 22 janvier d'après laquelle un convoi de soixante mules transportant des munitions avait parcouru la route reliant Badis au camp d'Abd al-Mālik, le résident général avait écrit au ministre des Affaires étrangères : « *La surveillance navale des côtes du Rif est insuffisante. Cette surveillance est dévolue à l'amirauté anglaise qui reconnaît son impuissance à assurer ce service, mais s'en excuse en invoquant les exigences, toujours croissantes, du service de convoyage qui lui est imposé. Il est certain*

²³⁴ Lettre n°4864 R, le capitaine de Rivière, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid, à M. le Ministre de la Guerre à Paris, 15/4/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

²³⁵ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 109.

que l'amirauté anglaise ne dispose pas de moyens suffisants pour surveiller la côte du Rif. Il n'est pas douteux non plus que cette surveillance l'intéresse peu, et que, d'autre part, pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, l'Angleterre tient à éviter tout ce qui pourrait désobliger l'Espagne et manifeste la plus grande répugnance à arraisonner les bateaux espagnols. Il serait logique que cette surveillance fût assurée par nous, qui sommes les seuls intéressés ; et nous ne pouvons le faire avec les moyens réduits dont dispose actuellement notre division navale. Je me permets d'attirer particulièrement votre attention sur ce fait que l'action allemande au Maroc, action qui immobilise nos contingents, qui met notre œuvre marocaine en péril, qui nous coûte d'incessants efforts et de coûteux sacrifices, n'est vulnérable que sur mer, entre l'Espagne et la zone espagnole du Maroc. (...) L'atteindre en Espagne ou en zone espagnole me paraît chimérique (...) »²³⁶. On peut l'imaginer encore plus inquiet quand, fin avril, le capitaine De Rivière enfonce le couteau dans la plaie : « D'après les renseignements qui nous ont été communiqués par Melilla, à la fin de mars, tout le Rif était en ébullition (...). Plusieurs barques indigènes venant de Rio Martin auraient apporté à la fin du mois dernier des munitions en abondance. En fait, on offrait dans tous les marchés du Rif de grosses quantités de cartouches de Remington et Mauser au prix de 12 à 15 pesetas les dix. Il s'agissait de cartouches neuves. Les ravitailleurs d'Hermann [Bartels] venaient s'y approvisionner »²³⁷.

Le « Rif en ébullition » menace également la présence espagnole²³⁸, mais pour les contingents français qui se réduisent progressivement, appelés en Europe pour contrecarrer l'avancée de Ludendorff, l'affaire est particulièrement grave. A tel point que, pendant l'été 1918, Lyautey préconise l'usage d'obus toxiques au Maroc. La date exacte de la demande du résident général au ministère de la Guerre n'est pas connue mais, le 5 août, Paris demande au résident général combien d'obus toxiques il veut allouer au corps d'occupation

²³⁶ Lettre n°146, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, à M. le Ministre des Affaires étrangères à Paris, Rabât, 6/2/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

²³⁷ Lettre n°4964 R, le capitaine de Rivière, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid, à M. le Ministre de la Guerre à Paris, 29/4/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

²³⁸ Le capitaine de Rivière avait déjà écrit : « *Les Ait Ali, les Ait Meloul, se sont joints aux Ait Abd Esmea et ont fait publier la Guerre sainte contre les Espagnols. Le général de Melilla, n'étant pas préparé, se refusa à intervenir. Ould el Mir [partisan des Espagnols] proposa alors d'occuper Bouydben si on lui fournissait les armes et les munitions nécessaires. Secrètement soutenu par la Compagnie des Mines du Rif, il a dû tenter l'opération le 11 mars. Mais rendra-t-il les armes ou les fera-t-il passer à Bouhlou [où stationne la mehalla d'Abd al-Malik] ?* » : lettre n°4726 R, Secret, le capitaine de Rivière, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid, à M. le ministre de la Guerre à Paris, 23/3/1918, doc. cité.

et, cette dotation effectuée, quel nombre d'unités Lyautey pourra mettre à disposition du ministère à partir du printemps 1919²³⁹. La réponse tardive du résident général mérite d'être entièrement relatée :

« Je m'excuse de ne pas avoir répondu plus tôt à votre dépêche n° 10999 du 7 août (...). Cette dépêche ne m'a rejoint que fin août, entre Taza et Fez, et je l'ai rapportée à Rabat, voulant me réserver de vous faire cette réponse moi-même, avec tous les éléments de la question. Je viens de l'examiner de très près. Or, vraiment, l'emploi d'obus toxiques au Maroc n'aurait que de très faibles avantages, étant données les conditions de la guerre en ce pays et ne libérerait certainement aucune unité à remettre à votre disposition de ce fait. Très préoccupé de diminuer les pertes, l'usure et la fatigue des unités combattantes du corps d'occupation et d'en ménager les effectifs, je n'ai cessé, comme vous le savez, d'essayer de faire bénéficier le Maroc de tous les moyens modernes. J'avais envisagé et étudié, en particulier avec les généraux Poeymirau et Aubert, commandant les deux fronts d'opérations les plus importants, non seulement l'emploi des obus toxiques pour l'artillerie mais aussi celui des émissions de gaz et de projectiles toxiques lancés par avions. Or, si séduisant que cela paraisse a priori, nous avons reconnu que l'emploi de ces moyens ne pouvait que très exceptionnellement être appliqué au Maroc. I. Il y a d'abord là une question de matériel. L'artillerie dont je dispose en effet dans les groupes mobiles se compose surtout de batteries de 65 mm de montagne auxquelles s'adjoint parfois et rarement, lorsque le terrain le permet, une batterie de 75 mm de campagne au maximum : l'approvisionnement en projectiles de ces batteries est strictement limité par la capacité du convoi que le groupe mobile est obligé de protéger de tous les côtés – et cet approvisionnement ne permet déjà, pour ainsi dire, jamais de pouvoir faire de sérieuses préparations d'artillerie. Pour ces deux raisons, petits calibres et nombre très limité de projectiles, il n'est pas possible de songer à employer les obus toxiques dans les groupes mobiles, dont les ravitaillements sont en outre très difficiles puisqu'ils constituent à eux seuls la majeure partie des opérations de guerre au Maroc. D'après les seuls renseignements que je possède, il n'existe pas d'obus toxiques de 65 mm. Or, j'ai au Maroc 56 canons de 65 mm de montagne et seulement 28 canons de 75 mm, ces derniers étant d'ailleurs d'un usage exceptionnel dans les régions où l'on opère actuellement. L'artillerie dont je dispose dans chacun des postes marocains comprend un à deux canons au maximum de 80 mm de campagne ou de montagne – ou quelquefois un canon de 90 mm. Or, ce sont des

²³⁹ Lettre n°10999 D, le président du Conseil, ministre de la Guerre, à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef, Paris, 7/8/1918, citée dans la réponse que Lyautey adresse au ministère, n°5309 CM, Rabât, 14/9/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'armée, section Afrique, c. 2124.

canons à tir lent qui n'ont à saisir que des objectifs généralement peu importants et en tout cas très fugitifs et il n'est pas possible là non plus d'employer les obus à ypérite – étant donné le nombre de projectiles qu'il faudrait débiter dans le temps voulu. J'aurais besoin dans ces postes de canons à tir rapide de 75 mm ou de gros calibre, mais je ne vous en ai jamais demandé parce que je connais les besoins du front Nord-Est – qui priment tout. Seule, peut-être, l'aviation pourrait dans certains cas s'en servir. Mais les difficultés d'approvisionnement en matériel de tout ordre pour l'aéronautique, la petite quantité d'avions, tous de faible puissance, dont je dispose, les difficultés de vol résultant de l'extrême température, ne permettent jamais d'avoir plus de six appareils au grand maximum, dans les cas les plus favorables, pour chacune des escadrilles appartenant aux groupes mobiles. Ces appareils, inutilisables au front Nord-Est, ne peuvent être surchargés, ont déjà, dans la haute montagne où l'on opère, des difficultés à prendre de l'altitude, et le nombre de projectiles emportés par une escadrille est forcément faible et en tout cas insuffisant pour produire des effets appréciables. Néanmoins, très désireux d'en faire l'essai dans les cas particuliers où les escadrilles pouvaient opérer à côté d'une base bien outillée, je vous en avais demandé par ma lettre n° 265 M.G. du 18 octobre dernier et vous n'avez pu donner satisfaction à cette demande. Les vents sont incessants, violents et essentiellement variables au Maroc et on ne peut songer à surcharger encore les impedimenta d'un groupe mobile par le matériel important et délicat nécessaire aux émissions de gaz. II. Mais il y a surtout – et cette raison serait péremptoire à elle seule quel que soit le matériel dont je puisse disposer – le mode de guerre au Maroc et les conditions dans lesquelles s'y présente l'adversaire. L'ennemi ne s'y présente jamais comme sur le front Nord-Est, en lignes continues étayées par des groupes plus ou moins compacts. Il combat très dispersé : extrêmement mobile, sans aucun besoin de garder des lignes de communication, il forme un élément fluide, s'éparpillant sans effort pour aller se reformer plus loin. Il abandonne d'ailleurs avec la plus grande facilité ses habitations et ses campements habituels, quitte à y revenir quand le danger est passé. La seule exception très fréquente à cette règle est le combat où l'indigène arrive au corps à corps et où on ne saurait songer à employer ni obus, ni gaz toxiques. Dans ces conditions, l'emploi d'obus toxiques qui soulève déjà par lui-même les difficultés matérielles exposées ci-dessus ne donnerait que des résultats illusoires et absolument hors de proportion avec l'effort et la dépense qu'ils représenteraient. Ce ne serait donc certainement pas leur emploi qui libérerait une unité. Je ne crois d'ailleurs vraiment pas que le nombre d'unités d'infanterie ni d'artillerie puisse être désormais réduit. En outre, des prélèvements d'unités constituées que j'ai fait dans toute la mesure où ils m'ont été demandés et même au-delà, les unités restantes n'ont cessé de fondre à tel point que je suis forcé de prononcer la dissolution de deux bataillons de Légion étrangère (réduite ainsi de 5 à 3 bataillons) et que je serai amené à une mesure du même ordre pour les

territoriaux qui, à force de renvoyer des catégories et des spécialités qui ne sont jamais remplacées, finissent par voir tomber leurs compagnies au-dessous d'un chiffre utilisable. Ce qui reste représente donc strictement le nombre de fusils indispensables pour maintenir l'armature de notre front marocain contre les efforts que vous connaissez par mes comptes rendus périodiques et qui ne cessent pas. Il n'y a plus depuis longtemps aucune réserve générale et je suis obligé de regarder comme tels les groupes mobiles des régions. C'est ainsi que lorsqu'il s'est produit récemment des incidents au Tafilalet, il a fallu pour y parer que je dégarnisse les subdivisions de Taza et de Fez au point de compromettre la sécurité de leur couverture qui a eu à en souffrir sévèrement et où il s'est produit les sérieux accidents dont je vous ai rendu compte à mesure. Il faut ainsi que j'attende d'avoir remis en équilibre la situation au Tafilalet, ce qui ne tardera pas je l'espère, pour rétablir une situation normale dans le couloir de Taza et y assurer la liberté des communications, des ravitaillements et des convois, aussi bien que sur les fronts sud de Fez et de Meknes. Je ne peux plus m'en tirer que par ce jeu de navettes incessant en allant au plus pressé avec tout ce dont je dispose, en comptant à la fois sur la chance et sur un effort intensifié de ce qui reste pour qu'il ne survienne pas de risques trop graves ailleurs. Tels sont les motifs de la réponse que j'ai faite à vos deux questions en tête de cette lettre. Si, néanmoins, vous croyez pouvoir mettre à ma disposition des obus toxiques, je crois que dans certains cas particuliers, ils pourront rendre service à l'aviation et je vous envoie ci-joint l'état des quantités qui pourraient m'être envoyées pour en faire l'essai. Lyautey »²⁴⁰.

Ainsi, dans le document joint à sa lettre, le résident général demande – pour les essayer ! – 2 000 obus toxiques, de 75 ou 90 mm, accompagnés d'instructions pour leur usage et leur conservation. Il demande également des masques « en vue (...) d'éviter les accidents pouvant résulter d'un passage de nos propres troupes dans des zones récemment bombardées à l'aide d'obus toxiques (...) »²⁴¹. Lyautey n'exclut donc pas la possibilité d'utiliser des armes chimiques sur le front colonial maghrébin. Comment prouver l'efficacité des obus toxiques sinon en les utilisant contre les tribus qui résistent aux troupes coloniales, en comptant le nombre des morts causées par les engins chimiques et en mesurant le degré de terreur suscité dans les villages qui « osent » s'opposer à la *civilisation française*. La légèreté avec laquelle le « bâtisseur » du Maroc moderne survole les conséquences de l'emploi de gaz contre les partisans du prétendu Maroc traditionnel – combattants et non – est

²⁴⁰ Lettre n°5309 CM, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef, à M. le Président du Conseil, ministre de la Guerre à Paris, Rabât, 14/9/1918, doc. cité.

²⁴¹ Pièce jointe à la lettre n°5309 CM, le général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef, à M. le Président du Conseil, ministre de la Guerre à Paris, Rabât, 14/9/1918, doc. cité.

impressionnante. Lorsqu'il fait référence aux nappes de fumées toxiques qui peuvent être dispersées par les vents « violents et variables » du Maroc, il n'en parle que comme un obstacle parmi d'autres susceptible de retarder l'avancée des groupes mobiles. Bien qu'on analyse le contexte de la Première Guerre mondiale, il est ahurissant que l'« ami » du Maroc et des Marocains ne dise pas un mot du danger que ces nuages de gaz à la dérive pourraient constituer pour les populations qui ne prennent pas part aux combats et qui résident dans les territoires limitrophes des champs de bataille.

Au-delà des difficultés techniques que le résident général expose, il y a dès l'automne 1917 une volonté d'européaniser²⁴² la pratique de la guerre au Maroc. A ce propos, on peut se demander si cet événement ne constitue pas, côté français, la preuve la plus criante de l'existence d'un front colonial durant le premier conflit mondial, quelle qu'ait été la particularité de ses moyens et des tactiques mises en œuvre. Un front qui, en termes de violence et de cruauté, n'a rien à envier aux massacres de la Somme et de Verdun, ou à la boucherie de Gallipoli.

La lettre de Lyautey nous permet surtout de saisir la crainte du général qui est évidemment désespéré et mise finalement plus sur la chance que sur un effort supplémentaire de ses hommes. Le message qu'il envoie au ministère de la Guerre ne pourrait être plus clair : il ne tiendra plus le Maroc si Paris lui prélève encore des effectifs dont le nombre est déjà assez limité. Cet affaiblissement des forces du protectorat devient encore plus difficile à gérer si, d'un autre côté, les Allemands continuent à alimenter en argent, armes et munitions les chefs « dissidents ».

III.3.3 - Armes et trafiquants

Fin juillet 1918, l'amirauté anglaise communique au Centre des renseignements de Tanger une longue liste de trafiquants²⁴³, ou présumés tels, plus ou moins liés aux Germano-Turcs. Agissant à Tanger et dans tout le Maroc septentrional, ils contribuent à alimenter le marché des armes et des munitions destinées aux tribus insoumises.

La liste comprend plus d'une quarantaine de noms dont : Sī 'Abd as-Salām al-Khrot, à Tzigan, qui, d'après une source indépendante, aurait été nommé qai'd des Ghumara par 'Abd al-Mālik et ne rencontrerait pas les sympathies de

²⁴² Les gaz nervins avaient été utilisés pour la première fois, pendant le conflit, en mai 1915, sur le front belge. Ludendorff en avait employé aussi pendant l'offensive du printemps 1918.

²⁴³ *List with notes of the principal contrabandistas known round about this district*, note de l'amirauté anglaise à Gibraltar, reçue par le CRT le 22/7/1918, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

al-Raysūnī ; Chiffa alias El Malagueño, originaire d'Alhucemas et propriétaire d'une cantine ; 'Abd al-Hadi, agent allemand de l'Andjara, qui s'occuperait de trafic d'armes et de munitions avec Ceuta, de même que al-Hadj 'Abd as-Salām, du village de Lahouma ; Sī Ahmad bin 'Abd Allāh as-Sharif, de la région de Dechimous, qui ferait de la contrebande d'armes, cartouches et sucre avec Tanger ; Ahmad bin Tahwīt, déserteur de la mehalla d'al-Raysūnī, habitant Tanger et faisant de la contrebande d'armes et munitions au Wādī Rās ; Sī Bin Aīssa wuld al-Arbā, à al-Kasr al-Kbīr , agent marocain de la police de la zone espagnole, trafiquant de cartouches, de même qu'al-Amrānī et Sī al-Wafī al-Bakkali – ce dernier achèterait les cartouches aux agents marocains de la police espagnole ; Sī Mohammad Bouzegildi, Sī Mohammad bin 'Abd al-Wahhab et Sī Ahmad bin 'Abd al Wahhab al-Warīt, chez les Banī Aros, qui seraient trafiquants de cartouches et de sucre à Tanger ; Sī Mukhtār al-Gūrfī, Sī al-'Arbi et Sī Alī, qui agiraient à Al 'Ara'ish, vendant des cartouches achetées à la police de la ville.

Il est impossible de quantifier les proportions de ces marchés de contrebande ni d'établir les vraies destinations du matériel de guerre concerné. Deux renseignements laissent à penser qu'une part prépondérante du trafic relaté est dirigée sur le camp d'al-Raysūnī, alors que seule une petite partie est destinée à 'Abd al-Mālik, dont les approvisionnements les plus significatifs continuent à lui parvenir à partir de la côte rifaine. D'un côté, une nouvelle note de l'amirauté de Gibraltar de la mi-août 1918 affirme qu'al-Raysūnī devrait recevoir douze caisses de cartouches réservées au qa'id Wuld bin Yūsuf, établi sur la côte. Un agent du chef marocain continuerait à soutenir que ces caisses font partie d'une fourniture régulière concédée par les Espagnols, provenant du dépôt de Titwān et destinée, par l'entremise d'al-Raysūnī, à être distribuée aux chefs acquis à l'Espagne. Le service d'information britannique aurait d'ailleurs continuellement des renseignements qui associent le nom d'al-Raysūnī à l'arrivée, en contrebande, de douze caisses de munitions mises en vente sur le marché marocain²⁴⁴.

Entretemps, le 22 et le 23 juin, 'Abd al-Mālik, au nord du Djabal Halfa, et Bartels, à Sīdī Bu-l- Qāsim, résistent pendant vingt-quatre heures à une lourde attaque des forces franco-makhzaniennes. Celles-ci ont de nombreux blessés, mais obligent 'Abd al-Mālik et Bartels à épuiser leurs cartouches et finalement à abandonner leurs positions. Bartels écrit immédiatement à l'attaché militaire à l'ambassade allemande de Madrid, réclamant d'urgence de l'argent et de nouveaux ravitaillements en munitions. L'attaché militaire s'adresse à Berlin,

²⁴⁴ Note de l'amirauté anglaise à Gibraltar, reçue par le Centre des renseignements de Tanger le 15/8/1918, CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 1320.

demandant qu'une décision soit prise rapidement²⁴⁵. Or, si les fournitures en cartouches provenaient essentiellement des trafiquants d'armes énoncés dans la liste de l'amirauté anglaise, Bartels et 'Abd al-Mālik auraient dû pouvoir s'approvisionner en munitions plus aisément.

Fin août, le capitaine de Felcourt, chef du Service des renseignements extérieurs du Maroc, dans sa réponse à l'attaché naval français à l'ambassade de Madrid relative aux débarquements de matériel de guerre sur le littoral rifain, affirme que Hock le Petit aurait effectué trois fois, en moins d'un mois, la traversée de Malaga à Melilla, transportant des armes en petite quantité²⁴⁶. Il signale aussi que des chargements plus importants devraient arriver, par sous-marins, vers l'aïd al-kabîr – 16 septembre – ou au plus tard, à l'ʿāšūrā – 16 octobre²⁴⁷. Il est donc évident que les forces d'ʿAbd al-Mālik continuent à dépendre de l'extérieur pour leurs équipements de guerre, ce qui les fait retomber dans une situation précaire. Les appels du Maroc à l'Espagne et de Madrid à Berlin se multiplient entre fin d'août et fin de septembre. L'envoi d'armes d'Espagne au Maroc est annulé en raison des difficultés politiques que les Allemands rencontreraient pendant cette phase de la guerre sur le sol ibérique²⁴⁸.

²⁴⁵ Tél. n°4812 6/11, le ministre de la Guerre au résident général à Rabât, Paris, 10/7/1918, 18h16, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

²⁴⁶ Lettre n°1923 R, le capitaine de Felcourt, chef du Service des renseignements extérieurs du Maroc à Tanger au commissaire résident général à Rabât, 22/8/1918, CADN, ARGM, CD, c. 618.

²⁴⁷ « *La visite d'un sous-marin allemand sur les côtes du Rif pour y débarquer des armes ou autre matériel de guerre plus important, et des Allemands pour les manœuvrer, [pourrait] se répéter d'un moment à l'autre (...).* » Le capitaine de Felcourt suggère également les mesures que la Résidence générale et les services de l'attaché naval à Madrid devraient adopter pour arrêter ce trafic d'armes : « *J'estime (...) qu'il est indispensable d'obtenir du ministre de la Marine que cette surveillance, dans son ensemble, soit assurée par un groupe de patrouilleurs français, ayant leur base à Tanger ou à Gibraltar, se tenant constamment en rapport avec le Service des renseignements du Maroc et composé de telle façon qu'il compte des bateaux d'une importance suffisante pour arraisonner les courriers espagnols, non pas systématiquement, à l'aller et au retour, comme le faisait la croisière algérienne, mais seulement dans des cas déterminés, et des unités assez légères, mais assez rapides, pour pouvoir joindre les balancelles et au besoin s'approcher suffisamment des côtes. Il est évident que ces patrouilleurs devraient être munis de la TSF et, pour que la garde soit efficace, il faudrait avoir soin, lorsqu'elle aurait été instaurée, d'y maintenir le plus longtemps possible les officiers qui en auraient été chargés, qui connaîtraient les côtes à surveiller et les agents allemands, au nombre d'une trentaine environ, qui font habituellement la navette entre l'Espagne et le Maroc. Nous pensons que ce serait là le seul moyen d'assurer une garde sérieuse des côtes du Rif, ce qui n'a jamais pu être obtenu jusqu'à présent (...)* », lettre n°1923 R, le capitaine de Felcourt, chef du Service des renseignements extérieurs du Maroc à Tanger au commissaire résident général à Rabât, 22/8/1918, doc. cité.

²⁴⁸ Tél. n°045 9/11, le ministre de la Guerre au résident général à Rabât, Paris, 27/8/1918, 22 h, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

En Europe, après la seconde bataille de la Marne, les alliés lancent à la mi-juillet une importante contre-offensive qui aboutit à la défaite des Allemands à Amiens (8-11 août) et à l'abandon des positions qu'ils avaient acquises au printemps. Leur position s'affaiblit d'autant dans les pays restés neutres comme l'Espagne, où les germanophiles perdent assez rapidement la liberté de mouvement dont ils avaient joui au cours des premières phases du conflit.

C'est pourquoi, le 23 août, l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne à Madrid demande à l'état-major de Berlin l'expédition d'armes et de munitions par sous-marins, faute de quoi les « *tribus seront prochainement obligées de se soumettre à la France* »²⁴⁹. Cet appel au secours semble obtenir un premier résultat puisqu'un sous-marin allemand, apparu dans la zone contrôlée par al-Raysūnī, aurait embarqué l'un de ses parents et, ensuite, transporté des agents le long de la côte entre Río Martil et les Banī Sayyid²⁵⁰. Le renseignement trouve une confirmation dans la « *recrudescence de contrebande d'armes et munitions (...) sur les côtes du Rif [où aucune surveillance n'est exercée]* »²⁵¹.

Lyautey, inquiet, revenant sur la question du contrôle du littoral rifain, commente : « *Cette absence de surveillance est d'autant plus dangereuse qu'Abdel Malek aux abois demande instamment armes et munitions promises, pour constituer la mehalla qu'il a été chargé de grouper chez les Beni Mostra [Mastara] et pour laquelle il a reçu les fonds nécessaires, et qu'enfin Raissouli attend toujours l'exécution des promesses qui lui ont été faites d'armes et de munitions* »²⁵². En réalité, les Allemands n'arrivent pas à envoyer d'autres sous-marins, ce qui est confirmé par une communication interceptée au ministère des Affaires étrangères à Paris : « *Le gouvernement allemand ayant rejeté l'idée de faire envoyer des armes au Maroc par un sous-marin et ayant exprimé le désir qu'Abd el Malek fût consulté sur le meilleur moyen de lui faire parvenir des armes, l'attaché militaire a répondu à l'état-major qu'il était absolument inutile de consulter le chérif. Il ne peut exister que trois moyens de lui procurer des armes et des munitions : 1° les lui envoyer par sous-marin ; 2° les faire acheter et envoyer par l'attaché militaire ; 3° les faire acheter par Abd el Malek et Bartels dans les marchés qui se trouvent à l'intérieur du pays. Le premier moyen a été rejeté par Berlin. Le deuxième n'est pas praticable en raison des ménagements à observer au point de vue diplomatique à l'égard de l'Espagne. Il ne reste donc que le troisième moyen, bien qu'il soit extrêmement difficile d'acheter des armes au Maroc où elles sont rares, ainsi que les munitions, et atteignent des prix fabuleux. Cependant, il n'y a plus maintenant d'autre chose*

²⁴⁹ *Ibidem*.

²⁵⁰ Tél. n°532, le commissaire résident général, commandant en chef, au ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Guerre à Paris, Rabāt, 30/8/1918, CADN, ARGM, CD, c. 618.

²⁵¹ *Ibidem*.

²⁵² *Ibidem*.

à faire que d'essayer d'y arriver de cette façon et l'attaché militaire propose de créditer à cette fin Abd el-Malek d'un million et demi de pesetas à prélever sur les sommes qui ont été économisés »²⁵³. Toutefois, l'acquisition de fusils et de munitions sur le marché marocain pourrait difficilement permettre à 'Abd al-Mālik et Bartels de reconstituer un stock d'armement important. Fin septembre, leur situation paraît inévitablement compromise : « Attaché militaire allemand Madrid télégraphie à état-major Berlin : 1° Le 9 octobre, qu'après violents combats le 26 septembre Bartels manquant munitions a dû se retirer vers nord ; a perdu liaison avec Branès ; Malek n'est pas prisonnier. 2° Le 11 : qu'après combat le 30 septembre, Malek a dû se retirer vers nord abandonnant Gzenaia aux Français. Bartels et Malek demandent instamment argent pour acheter munitions et vivres. Américains cherchent à gagner Malek. Attaché militaire demande envoi 500 000 pesetas à Bartels-Malek (...) »²⁵⁴.

D'ailleurs, sur le front européen, les hostilités prennent fin. Le 30 octobre, Guillaume II se réfugie aux Pays-Bas et le 9 novembre la république est proclamée à Berlin. Le 11, une délégation du nouveau gouvernement républicain allemand signe l'armistice de Rethondes. Douze jours auparavant, la Turquie avait déjà signé son armistice à Mudros, suivie par l'Autriche-Hongrie qui conclut le sien, avec les Italiens, le 3 novembre à Villa Giusti²⁵⁵.

La guerre européenne est terminée. 'Abd al-Mālik et les autres chefs marocains qui s'opposaient au protectorat vont-ils en tenir compte ?

Avant d'examiner ce point, il nous faut relater ce qui s'est passé au cours de ces deux années dans la partie ouest-saharienne du front colonial.

²⁵³ Lettre n°1510, le ministre des Affaires étrangères à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc à Rabāt, Paris, 24/9/1918, CADN, ARGM, CD, c. 618.

²⁵⁴ Tél. n°7226 9/11, le ministre de la Guerre au résident général à Rabāt, Paris, 14/10/1918, 17 h 10, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : *Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939)*, c. 679.

²⁵⁵ Il manque la Bulgarie, qui avait déposé les armes le 29 septembre.

III.4 - L'« invasion » du Sahara

*« Au fond d'un Sahara qui serait vide,
se joue une pièce secrète, qui remue les passions des hommes.
La vraie vie du désert n'est pas faite d'exodes
de tribus à la recherche d'une herbe à paître,
mais du jeu qui s'y joue encore.
Quelle différence de matière entre le sable soumis et l'autre !
Et n'en est-il pas ainsi pour tous les hommes ? »²⁵⁶*

III.4.1 - Les suds agités

Pendant l'été 1916, deux affaires semblent inquiéter la Résidence générale et les autorités militaires quant à la situation du Sud marocain et du Sahara. Tout d'abord, les Français continuent à dénoncer l'occupation espagnole de Tarfaya comme une opération menée contre la France. Dans un très long télégramme adressé le 3 septembre au ministre des Affaires étrangères, Lyautey est furieux : *« Les Espagnols, en s'installant au Cap Juby et en y liant partie avec Hiba, notre ennemi déclaré en relations avérées avec Allemagne, apportent à cette dernière un appui effectif et créent, sur nos confins sud du Maroc, un péril immédiat et affaiblissent notre capacité de résistance contre la dissidence intérieure. Les conséquences locales et intérieures se sont produites sans délai : a) Le mouvement hibiste, qui était en pleine décroissance et qui, depuis le début de la guerre, n'avait cessé de reculer devant l'action des tribus soumises au Makhzen, a subitement repris, et les nombreux éléments hibistes existant dans notre zone et qui se dissolvaient peu à peu ont repris toute leur confiance. Tous maintenant attendent l'appui prochain et efficace de l'Allemagne, des apports d'armes, de munitions, d'artillerie et d'instructeurs et annoncent un mouvement d'ensemble. b) Je suis forcé de renoncer à la relève par terre de la garnison d'Agadir (...) en raison de l'attitude prise par le groupement des Ida ou Tanan situé sur cette route, qui s'était rallié à nous, et qui, depuis l'arrivée des Espagnols, a repris une attitude hostile. c) Les grands caïds du Sud devaient, conformément à la tradition, accompagner le sultan de Rabat à Fez pour l'Aïd el Kebir. La situation ne leur permettant plus une absence aussi longue de leur commandement, ils devront se borner à une rapide visite à Fez en auto pour y saluer le sultan, ce qui modifie de la façon la plus regrettable la portée politique de cette manifestation. d) Enfin, alors que depuis deux ans le colonel De Lamothe a maintenu tout le Sud avec trois bataillons, le mouvement hibiste résultant de l'arrivée des Espagnols me force à prévoir son renforcement en*

²⁵⁶ Antoine de Saint-Exupéry, *Terres des hommes*, Paris, Éditions Gallimard, 1939.

diminuant les forces défensives du Tadla et en lui donnant deux bataillons marocains que je gardais comme ma précieuse et dernière réserve. Le débarquement espagnol au Cap Juby apparaît donc comme un acte inamical et on peut dire comme une atteinte à la neutralité, puisqu'il apporte ainsi un renforcement et un appui à Hiba, notre ennemi, et à l'Allemagne, dont il est l'instrument. La région du cap Juby ne présentant ni valeur propre, ni but économique, il est évident que son occupation n'est qu'un acte politique. Il résulte, d'ailleurs, des conversations du comte de Romanones avec moi à Madrid et depuis lors avec monsieur Geoffray, qu'ils ne l'ont envisagé que comme un moyen de pression sur nous en vue d'un échange éventuel. Mais, dans les circonstances actuelles, ce moyen de pression, par les conséquences qu'il entraîne, devient un véritable chantage, et je le répète, un acte inamical ou, plus exactement, hostile. Je sais combien il faut tenir en compte de l'attitude de l'Espagne à notre égard en Europe et des services qu'elle peut nous y rendre, mais (...) voici les Espagnols au sud où rien ne les forçait à aller et où leur présence apporte non seulement un appui à tous nos ennemis, mais encore entrave l'action de notre surveillance côtière, de notre lutte contre la contrebande, de nos communications télégraphiques, et facilite singulièrement les tentatives projetées par les Allemands. Le Maroc se trouve donc de leur fait en face d'un véritable encerclement que l'Allemagne, dont l'Espagne se fait ainsi l'instrument inconscient, dirige avec la coordination la plus serrée. (...) J'estime donc que, si la politique générale le permet, le mieux serait de mettre nettement l'Espagne en demeure d'évacuer Tarfaya, où elle n'a fait encore qu'un embryon d'installation et d'ajourner l'occupation jusqu'à la fin des hostilités. Tout au moins (...) faudrait-il les mettre en demeure de rompre avec Hiba ses frères et ses partisans (...) de ne pas fournir aux populations d'approvisionnements dont l'interdiction est le principal moyen d'action contre les dissidents et enfin et surtout de laisser à nos bâtiments latitude entière pour exercer leur surveillance et leur action sans restriction sur leurs côtes et dans leurs eaux territoriales pour y empêcher effectivement toute contrebande d'armes, tout débarquement, car ici il s'agit de défendre notre peau et parer à un des périls les plus sérieux que le Maroc ait couru depuis la guerre (...) »²⁵⁷.

²⁵⁷ Tél. n°302, chiffré et secret, le commissaire résident général au ministre de la Guerre, Marrākesh, 3/9/1916, doc. cité. Le télégramme de Lyautey provoque une lettre du ministre à son ambassadeur à Madrid, dans laquelle celui-ci est prié de demander une intervention assez énergique du gouvernement espagnol à l'égard des militaires établis dans le Sud marocain et au Sahara. Briand écrit : « Je vous serai obligé d'insister à nouveau sur les conséquences de l'attitude des autorités espagnoles dans le sud-marocain. Vous voudrez bien rappeler à M. Gimeno que le gouvernement royal s'était engagé de la façon la plus nette vis-à-vis de M. le Général Lyautey lors de son passage à Madrid à ne rien engager dans la zone d'Ifni sans s'être préalablement concerté avec nous : l'activité de nos voisins - quelles qu'en soient les raisons - constitue un acte non seulement peu amical, mais hostile, puisqu'il a pour résultat de créer pour [la France] un véritable péril », lettre de M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires

Le général cite quelques faits pour argumenter sa plainte : le 29 août, une Allemande nommée Hoecker, épouse d'un officier du Reich, se serait embarquée sur le vapeur espagnol *Cabo Peña* pour Cap Juby, où elle serait chargée de nouer des relations avec les nouvelles autorités coloniales ; le poste TSF établi à Tarfaya capterait les communications du poste TSF d'Agādīr et fonctionnerait en même temps pour éviter d'être intercepté²⁵⁸. Il est possible que l'animosité de Lyautey à l'égard de l'établissement du poste de Cap Juby fasse désormais partie d'une stratégie psychologique visant à prendre l'Espagne comme bouc-émissaire pour justifier la précarité du pouvoir et, ce faisant, éviter d'avoir à analyser les faiblesses du protectorat en tant qu'institution. Face aux menaces qui pèsent sur le château de cristal français qu'il cherche à ériger, « jouant » au diplomate et à l'éducateur du Maroc, le résident général est obligé d'endosser l'uniforme et agir plus comme chef militaire que comme stratège politique. L'agacement qu'il manifeste par rapport au cortège manqué des grands qa'id-s le long du chemin Rabāt-Fās, parcouru par Mawlāy Yūsuf à l'occasion de l'aīd al-kabīr, montre très clairement ce retournement d'attitude.

L'information la plus importante à laquelle Lyautey fait allusion, et qui constitue le deuxième *leitmotiv* de cette période, est le projet de débarquement des Allemands aux environs du Wādī Arksis, à 25 km au nord du Wādī Nūn, qui doit avoir lieu à l'automne²⁵⁹.

Cette nouvelle, que le capitaine de vaisseau Durand avait classée à la mi-août dans la rubrique des rumeurs plutôt que dans celle des informations à prendre au sérieux²⁶⁰, revient avec force dans presque toutes les dépêches, jusqu'au mois de novembre. À l'évidence, les Allemands rencontrent des problèmes à l'intérieur de leur système de communication.

Pour cette raison, Lyautey désigne une mission d'officiers de la marine et de l'état-major qu'il charge de revoir l'organisation défensive de la côte atlantique

étrangères, à M. Geoffray, ambassadeur de la République française à Madrid, Paris, 7/9/1916 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124. Nous soulignons que le poste de Cap Juby, établi par les Espagnols, et la région d'Ifni, qui ne sera occupée par le gouvernement de Madrid qu'en 1934, sont distants de quelques centaines de kilomètres. Si aux yeux de Briand, qui cite Ifni dans sa lettre, et de Lyautey Ifni et Tarfaya sont au même endroit, il en est tout autrement pour les Espagnols qui, à la rigueur, respectent l'engagement de ne pas agir dans la région d'Ifni sans se concerter avec les Français.

²⁵⁸Tél. n°302, chiffré et secret, le commissaire résident général au ministre de la Guerre, Marrākesh, 3/9/1916, doc. cité.

²⁵⁹*Ibidem*.

²⁶⁰Lettre n°510, le capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale du Maroc à M. le Ministre de la Marine (cabinet du ministre - bureau du cabinet et de la correspondance générale), à bord du *Du Chayla*, Agādīr, 14/8/1916, doc. cité.

et, au besoin, de la faire pourvoir de nouveaux moyens supplétifs²⁶¹. Dans le même contexte, le contre-amiral Jaurès, commandant la 6^e Division légère, déplace sa base de Dakar à la baie du Lévrier, ce qui permet de veiller plus attentivement sur les débarquements qui s'effectuent au Río de Oro²⁶². Pour sa part, le capitaine de vaisseau Durand est appelé à une reconnaissance du littoral au sud d'Agādīr, d'Aglū à Cap Juby.

Dans son rapport, le capitaine insiste sur les conditions météorologiques qui conditionnaient toute approche de la côte visitée. En particulier, il indique la période de mai à octobre comme favorable aux débarquements, excluant que pendant l'hiver ceux-ci puissent s'effectuer au dehors de certains points qui sont à l'abri des vents et des houles du large. Ces points, dont le nombre est assez restreint, sont les mêmes que les Marocains de ces contrées utilisent pour leurs liaisons avec la haute mer. Ils sont caractérisés par des infractuosités qui permettent aux embarcations d'être réparées assez rapidement en cas de météo difficile. Il s'agit souvent d'embouchures de fleuve. La plupart se trouvent au nord d'Ifni, dans une région que l'autorité militaire considère comme sûre.

Le long de l'enclave d'Ifni, trois points – deux à Ifni même, un au Wādī Tāzrūt – seraient fréquentés par les pêcheurs marocains et donc susceptibles de servir de lieu de débarquement pour les Allemands. Plus au sud, les embouchures des fleuves seraient très ouvertes à la houle du large, ce qui ne permettrait à aucune embarcation d'y être à l'abri. Cependant « *à Port D'Ouina et Puerto Cansado (Santa Cruz de Mar Pequeña), les pêcheurs des Iles Canaries communiquent fréquemment avec la terre par leurs embarcations pour s'y procurer de l'eau et des moutons. Mais toute cette région est bien éloignée du centre d'activité de El Hiba* »²⁶³.

Le capitaine Durand fournit ici l'énième témoignage d'une connaissance très approximative du territoire saharien et de sa situation politique, comme d'autres fonctionnaires militaires et politiques au Maroc et en France l'avaient déjà fait. L'identification de Santa Cruz de Mar Pequeña, ancienne factorerie espagnole fondée au XV^e siècle, avec Puerto Cansado n'est pas certaine. Mais, surtout, Puerto Cansado est au nord-est de Cap Juby. Or, si l'on admet que Durand fait

²⁶¹ Tél. n°302, chiffré et secret, le commissaire résident général au ministre de la Guerre, Marrākesh, 3/9/1916, doc. cité.

²⁶² Lettre n°96, le contre-amiral Jaurès, commandant la 6^e division légère, à M. le Général de division Lyautey, commissaire résident général de la République française au Maroc, à bord du croiseur-cuirassé *Kleber*, 16/9/1916 ; CADN, ARGM, DAI, c. 348.

²⁶³ Lettre n°573, le capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale du Maroc, à M. le Ministre de la Marine (bureau du cabinet et de la correspondance générale, état-major général - 1^{re} et 4^e sections), *Cassard*, en mer, 1/10/1916 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

confiance aux thèses qui donnaient Puerto Cansado dans la région de Tarfaya, comme Santa Cruz de Mar Pequeña, il ne semble pas savoir que la région de Tarfaya est précisément l'une des zones où al-Hayba, personnellement ou par l'entremise de ses émissaires et de ses partisans, déploie son activité. En affirmant le contraire, il signifie tout simplement qu'il méconnaît et, vraisemblablement, sous-estime l'influence politico-religieuse dont jouit encore le fils de Mā' al-'Aynayn à cette époque.

Le dernier point examiné par Durand concerne le mouillage de mines à l'embouchure des fleuves. Dans ce cas aussi, les conditions météorologiques peu favorables font pencher pour une non-suite de ce projet « *sauf imprévu* »²⁶⁴. Et cela d'autant que les mines devraient être mouillées dans les eaux territoriales espagnoles et que si elles étaient emportées par les houles et par le vent au large elles finiraient par nuire également aux bâtiments français qui exercent la surveillance de ce bout de côte²⁶⁵.

L'état d'effervescence des populations du Sud marocain et du Sahara est bien réel, mais il doit plus à l'attente du débarquement allemand qu'à la présence de Francisco Bens à Tarfaya. A la mi-septembre, al-Hayba reçoit des missives d'al-Raysūnī, Sīdī Raho et 'Abd al-Mālik et envoie lui-même des lettres aux tribus de la région annonçant la reprise de l'offensive contre les Français²⁶⁶. Un renseignement parvenu au ministère de la Guerre à Paris fait connaître qu'al-Raysūnī, al-Hayba et 'Abd al-Mālik auraient fixé au 15 octobre la date du soulèvement général²⁶⁷. Si l'information est exacte, il faut supposer que les trois chefs s'attendent, pour ce jour-là, que les Allemands aient débarqué des armes et des munitions en grandes quantités.

A la mi-octobre, le capitaine du *Jeannette* fait savoir que treize grandes tentes ont été dressées près du rivage d'Arksis. Les tentes, placées de manière à être vues de loin en mer, sont abattues dès que le navire français est aperçu²⁶⁸. Le commandant de la région de Marrākesh propose de bombarder l'emplacement des tentes le plutôt possible et de faire stationner un navire devant Arksis pendant les jours suivants. De plus, pour éviter que les tentes dressées ne servent seulement à détourner l'attention des Français alors que le

²⁶⁴ *Ibidem*.

²⁶⁵ *Ibidem*.

²⁶⁶ Lettre du général Lyautey, commissaire résident général de la République française à Rabāt à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 19/9/1916, doc. cité.

²⁶⁷ Tél. n°21403 SCR 10/11, secret. Note pour la section d'Afrique de l'état-major de l'Armée, Paris 28/9/1916 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

²⁶⁸ Tél. n°111 RSC, le commandant de la région Marrākesh au commissaire résident général à Rabāt, Marrākesh, 14/10/1916, 3 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

débarquement annoncé a lieu sur un autre point, il suggère qu'une surveillance très rigoureuse soit exercée sur toute la côte comprise entre la zone au nord d'Ifni et l'embouchure du Wādī Dra'ā, et que tout rassemblement ou camp soit immédiatement bombardé²⁶⁹.

Cette mesure ne rencontre pas la faveur du capitaine Durand qui ne croit pas que les munitions des navires militaires soient assez efficaces pour neutraliser un groupement d'hommes qui saurait se mettre rapidement à l'abri. Pour lui, le bombardement n'aurait que l'effet de faire apprendre aux populations de la côte que les autorités coloniales connaissent le projet de débarquement, ce qui déterminerait aussitôt son changement de la part des Allemands. La seule mesure qu'il préconise est de décréter l'interdiction, à faire respecter par voie de terre, de tout rassemblement le long du littoral d'Ifni au Wādī Dra'ā²⁷⁰.

Arksis semble effectivement être le point choisi par les Allemands pour leur débarquement. La confirmation arrive aux autorités françaises quelques jours plus tard, quand le qa'id Iyād Djariri annonce qu'al-Hayba aurait reçu des lettres allemandes l'avertissant de l'arrivée imminente d'un sous-marin dans les eaux dudit village²⁷¹.

Al-Hayba avait d'abord préparé le débarquement avec soin. L'emplacement destiné à l'accueil des Allemands avait été choisi avec le consul d'Allemagne à Al 'Ara'ish, par l'intermédiaire de Sī Rahāl²⁷² et du qa'id Sī Mohammad²⁷³. Sī Rahāl, rakka allemand, avait fait, pendant plusieurs semaines, la navette entre Al 'Ara'ish et Kardūs, où se trouvait le camp d'al-Hayba. Le qa'id Mohammad était, en revanche, un ancien compagnon du fils de Mā' al-'Aynayn. Originaire d'Al 'Ara'ish, il avait suivi al-Hayba dans le Sūs lors de sa défaite, en 1912.

En second lieu, al-Hayba avait voulu s'assurer du voisinage d'une autorité coloniale non hostile qui, en cas de besoin, aurait pu fournir un abri aux

²⁶⁹ *Ibidem*.

²⁷⁰ Tél. n°1468, le capitaine de vaisseau Durand, commandant la division navale du Maroc, au commissaire résident général à Rabāt, 14/10/1916 10 h 35 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau – IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

²⁷¹ Tél. n°214 RSC, le commandant de la région Marrākesh au commissaire résident général à Rabāt, Marrākesh, 17/10/1916, 11 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau v IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

²⁷² Il ne s'agit pas du même Sī Rahāl, pourvoyeurs d'armes à Marrākesh, rencontré à propos du trafic de matériel de guerre vers le Maroc central, voir *supra*.

²⁷³ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité. Dans son télégramme du 3 septembre, Lyautey avait écrit : « *Mon centre de renseignements de Tanger vient de saisir une lettre d'un notable de Larache, agent des Allemands, annonçant qu'un Allemand de région Larache allait se rendre chez Hiba* ». Télégramme n°302, chiffré et secret, le commissaire résident général au ministre de la Guerre, Marrākesh, 3/9/1916, doc. cité.

Allemands et à ses hommes. Il avait donc essayé de convaincre Bens d'ériger un poste espagnol à Ifni. Même pour cette question, la version française et la version espagnole des faits diffèrent.

Lyautey avait affirmé que les tribus « hibistes » s'étaient réunies et avaient décidé de demander aux Espagnols de s'installer à Assaka au lieu de Tarfaya²⁷⁴. Bens relate l'affaire différemment. Pendant ses conversations avec Mohammad al-Agdaf, profitant des relations cordiales établies avec certaines tribus originaires de la région d'Ifni, le gouverneur du Rio de Oro avait entamé des pourparlers au sujet de l'occupation pacifique du territoire assigné à l'Espagne lors du traité hispano-marocain de 1861. Il est difficile qu'al-Agdaf ne l'ait pas poussé, sur indication de son frère, à envisager cette occupation, même si le gouverneur affirme d'avoir été inspiré par les discussions développées à Madrid, avec le président du Conseil, avant la prise de Tarfaya²⁷⁵.

D'après Bens, les tribus d'Ifni accueillent le projet d'occupation assez favorablement²⁷⁶, ce qui amène le gouverneur à établir avec elles « secrètement »²⁷⁷ les bases d'une expédition dans la région. L'établissement du poste aurait eu lieu entre le 1^{er} et le 5 octobre. L'occupation aurait été réalisée à l'aide d'un détachement d'infanterie (environ soixante hommes), trois mitrailleuses, une section de sapeurs-mineurs et une station de TSF pour communiquer avec Cap Juby. Le transport aurait été assuré par un croiseur de guerre qui aurait stationné dans les eaux d'Ifni tant que Bens l'aurait déclaré utile. Tous les participants à l'expédition auraient dû être volontaires. Une factorerie, du genre de celles de Villa Cisneros et de Tarfaya, aurait été fondée par la Compañía Transatlántica²⁷⁸.

Le gouverneur et les tribus s'engagent dans un accord dénommé par les Espagnols *Pacto secreto formulado con los indígenas principales de las cabilas inmediatas a Ifni, para la ocupación pacífica de este territorio*²⁷⁹. Cet arrangement prévoit qu'une fois l'occupation d'Ifni accomplie suivant les modalités décidées et une fois la tranquillité du nouveau poste acquise, les

²⁷⁴ Tél. n° 302, chiffré et secret, le commissaire résident général au ministre de la Guerre, Marrākesh, 3/9/1916, doc. cité.

²⁷⁵ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 17-18.

²⁷⁶ *Ibidem*, p.18.

²⁷⁷ *Ibidem*.

²⁷⁸ *Datos varios sobre la actuación del Coronel D. Francisco Bens, e intentos de ocupación de Ifni (1904-1926)*, document dactylographié gardé à la Biblioteca Nacional de Madrid, Antiguo Fondo Tomás García Figueras, Afr G^a F. C^a 473-13.

²⁷⁹ *Ibidem*.

Espagnols auraient versé 50 000 Ptas à Mrabbī Rabbū, frère d'al-Hayba, et 25 000 Ptas aux chefs des cinq principales tribus de la région²⁸⁰.

Quelques jours plus tard, le gouverneur part pour Madrid afin d'exposer le plan ainsi formulé et obtenir l'autorisation pour son application. Le président du Conseil lui donne le feu vert, mais avant de fixer les derniers détails de l'expédition, la mise en œuvre du projet est suspendue²⁸¹.

Les pressions du gouvernement français bloquent l'occupation d'Ifni : Madrid se voit obligé d'accepter une sorte de diktat d'après lequel il reviendra au résident général de Rabāt et au Quai d'Orsay de décider du moment où l'Espagne pourra prendre possession de son territoire !

Rentré à Tarfaya, Bens explique la situation aux délégués des tribus de la région d'Ifni, qui réagissent assez mal, s'en prenant aux populations de Tarfaya²⁸². Cette dispute est aussi alimentée par des éléments étrangers « intéressés, semble-t-il, à l'altération de l'ordre »²⁸³. Le gouverneur trouve des documents français les concernant envoyés de Mogador. Cette liaison avec une ville sous l'autorité du protectorat explique en partie comment la résidence générale et le gouvernement de Paris sont aussi bien renseignés au sujet du lieu du débarquement allemand. Elle fait affirmer également à Bens, à demi-mots, que les principaux inspirateurs des désordres de Cap Juby sont bien les Français, par l'entremise de leurs sympathisants²⁸⁴.

Avant que le conflit ne débouche sur une action armée, de l'un ou de l'autre côté, le gouverneur lance une sorte d'ultimatum, menaçant l'emploi de la force si les deux parties ne se mettent pas d'accord pour des pourparlers sous sa supervision. En réalité, et malgré la fermeté dont il semble faire preuve, Bens craint pour le maintien du poste. La disproportion des forces est énorme : quelques dizaines d'Espagnols contre une centaine d'individus des deux côtés. Le gouverneur laisse en dehors du camp, à peine établi, très peu d'hommes, qui travaillent encore à l'aménagement du fort, prêts à se retirer dès le premier coup de fusil. Le reste de sa troupe reste à proximité des armes, alors qu'il télégraphie à Madrid demandant une escorte pour le groupe de sapeurs, dont l'arrivée est déjà prévue, par un navire de guerre²⁸⁵.

Malgré tout, son ultimatum atteint le résultat souhaité. Une délégation représentant les deux groupes vient faire cesser l'état d'agitation. Pendant ces discussions, le gouverneur s'aperçoit que d'autres éléments étrangers avaient

²⁸⁰ *Ibidem*.

²⁸¹ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Judy...*, op. cit., p. 18.

²⁸² *Ibidem*.

²⁸³ *Ibidem*, p. 19.

²⁸⁴ *Ibidem*.

²⁸⁵ *Ibidem*, p. 20.

participé aux désordres tels des commerçants de Guelimīm et d'Ifni ainsi que des populations du Nūn et du Sūs qui craignaient que la factorerie de Cap Juby ne les élimine des circuits des caravanes parcourant la région²⁸⁶.

La requête d'al-Hayba d'établir un poste espagnol sous la surveillance de son frère Mrabbī Rabbū s'explique, donc, également pour une raison de politique intérieure. Tranquillisant les populations des régions les plus proches des limites de la zone soumise au protectorat, et sauvegardant les dynamiques qui caractérisent leur économie, al-Hayba essaye de mener une opération destinée à établir et à consolider son prestige. Vis-à-vis d'une occupation étrangère du territoire, à Tarfaya et ensuite à Ifni, il se dresse en arbitre et paladin des équilibres intertribaux que l'action limitée des Espagnols ne peut pas conditionner. Et, surtout, il démontre pouvoir aisément contrôler et employer à son avantage la « vague » espagnole qui provient du Sahara et qui, avec ses postes isolés de Cap Juby et d'Ifni, aurait effectivement délimité son territoire. Cela serait destiné à lui être utile quand il passerait à l'attaque des colonnes françaises, à partir des villages immédiatement au sud de Tiznit²⁸⁷ qui, à cette époque, constitue la véritable sentinelle de la Résidence générale.

Pour préparer le débarquement allemand, al-Hayba, qui n'a pas obtenu l'établissement du poste espagnol à Ifni, se voit forcé d'amorcer des pourparlers avec la tribu qui contrôle la région d'Ifni. Entre fin septembre et début octobre 1916, comme le fait 'Abd al-Mālik avec les Banī Sayyid et les Tamsaman à propos de Sīdī Idrīs, il négocie avec les Ayt Ba 'Amran la cession d'une plage de leur territoire afin d'entreprendre l'aménagement d'un point de débarquement, voire d'un port²⁸⁸. La tribu prend plus d'une dizaine de jours

²⁸⁶ *Ibidem*, p. 21.

²⁸⁷ Cette région restera longtemps indépendante par rapport au protectorat. En 1923, le gouverneur André Bonamy écrit : « Aux portes mêmes de Tiznit s'ouvre la zone de dissidence. Ayed, caïd des Oulad Djerrar, qui réside à Talant situé à quelque 20 kilomètres au sud de Tiznit, est le dernier caïd soumis au sultan, et encore, son autorité est-elle vivement combattue par le caïd dissident Madani Akhassi. Nous nous trouvons aux environs immédiats de Tiznit, dans une zone politiquement incertaine où deux influences, l'une maghzen, l'autre dissidente, se combattent par les moyens traditionnels en ces pays. L'influence maghzen paraît même y être assez vivement contestée (...). La situation politique de cette région reste toujours confuse : les indigènes subissent les sollicitations des autorités maghzen et des chefs dissidents, et, suivant les événements, ils vont à ceux qui leur offrent le plus d'avantages », « Rapport du gouverneur Bonamy sur l'établissement d'une liaison entre le Maroc et l'AOF », 1923 ; CAOM, Archives du ministère des Colonies, série Affaires politiques, c. 1420.

²⁸⁸ Tél. n°0275 QPA, le commandant du poste d'Agādīr au commissaire résident général, 1/10/1916 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3° bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

avant de lui répondre favorablement²⁸⁹. Malgré cela, la mission allemande qui se prépare à débarquer ne voit pas tous ses problèmes résolus.

III.4.2 - Route pour le Sahara !

Entre la mi- et la fin septembre 1916, deux sous-marins allemands partent de la base d'Helgoland à huit jours d'intervalle l'un de l'autre²⁹⁰. Tous les deux ont à leur bord une mission militaire et des armes destinées à Ahmad al-Hayba. Le second sous-marin, le *UC-20*²⁹¹, a embarqué, entre autres, le capitaine Edgar Probst, ancien consul à Fās ; le capitaine d'artillerie Ahmad Hairy Bey, de l'armée turque ; le sergent allemand Anton Fruhbeis et le tirailleur marocain al-'Arbi bin Ahmad Djariri dont l'interrogatoire retrouvé dans les archives permet d'effectuer une reconstruction assez précise de la mission²⁹².

Le tirailleur marocain affirme qu'après son séjour berlinois il avait prit le train pour une localité au bord de la mer, sous la conduite du capitaine Probst,

²⁸⁹ Tél. n°0283, le commandant du poste d'Agādīr au commissaire résident général, 10/10/1916 10 h 16 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

²⁹⁰ Tél. n°3, le consul de France à Las Palmas au commissaire résident général à Rabāt, 2/2/1917, 11 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Politique 2^o Port 3^o Base, c. 679.

²⁹¹ Il pourrait s'agir du même *UC-20* que, le 7 mai 1915, avait coulé le *Lusitania* à quelque milles de la côte méridionale irlandaise, faisant environ 1 200 victimes.

²⁹² Le calcul des jours effectué à partir des données relatées par al-'Arbi bin Ahmad Djariri et des dates obtenues d'autres documents de source française permet de fixer la date du départ du second sous-marin autour du 22 septembre - et donc celle du premier sous-marin autour du 14 du même mois. Dans le susmentionné tél. n°3, le consul de France à Las Palmas affirme, au contraire, que les deux sous-marins auraient quitté l'Allemagne début octobre. Il n'est pas facile d'établir la suite temporelle exacte des événements sans les documents allemands, d'autant plus que, comme l'affirme le vice-consul de France à Las Palmas, Garès « *le guide marocain n'ayant pas la notion exacte du temps et des heures, il faut considérer comme approximatif le nombre de jours employés dans les différentes étapes* ». « Rapport sur la mission allemande Probst d'après les renseignements obtenus par ce consulat et les déclarations du guide marocain Lharbi qui accompagnait la mission », Las Palmas, 11/1/1917 ; SHAT, archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124. Toutefois, l'ensemble des notices fournies par les documents français et espagnols permet d'essayer une chronologie, elle aussi approximative. En effet, s'il faut vingt-sept jours au sous-marin pour arriver à Arksis, comme l'on en déduit d'une affirmation du consul de France à Las Palmas, et trente jours pour arriver au wādī Dra'ā, après avoir cherché un deuxième débarquement à Assaka, comme le soutient al-'Arbi, le sous-marin aurait dû être en vue d'Arksis autour du 19 octobre et du wādī Dra'ā autour du 22. Ces dates sont également assez proches du 15 octobre, jour du soulèvement général des différents chefs « dissidents », dont al-Hayba. A remarquer que Tomás García Figueras, *op. cit.*, p. 223, affirme avec certitude que l'*UC-20* serait parti le 15 octobre et arrivé à Assaka le 15 novembre, mais il ne parle que d'un sous-marin chargé de 6 000 fusils, de mitrailleuses, d'un canon de montagne et de munitions, plus de la pacotille à employer comme cadeau pour al-Hayba.

d'Hairy Bey, d'un médecin du grade d'ajoutant, du sergent Fruhbeis et de deux lieutenants. A l'île d'Helgoland, Probster et les autres expliquent à al-'Arbi le rôle qu'il devait jouer dans la mission : aider l'Islām en les guidant à travers la région d'Ifni pour rencontrer al-Hayba et lui livrer les armes et les munitions apportées dans le sous-marin²⁹³. Effectivement, le fond du sous-marin apparaît « *garni de caisses de cartouches et de ballots de fusils enroulés dans la paille* »²⁹⁴. Il s'agit de 6 000 fusils français, modèle 1886²⁹⁵.

Al-'Arbi soutient qu'après son embarquement dans le sous-marin, Probster le chloroforme. Il reprendrait connaissance pendant quelques heures, quinze jours plus tard et, ensuite, vers le trentième jour de traversée, lorsqu'on arrive en vue des côtes du Wādī Dra'a²⁹⁶.

Le lieu visé par les Allemands est le littoral proche d'Ifni, mais la présence de trois navires français les oblige à renoncer une première fois au débarquement à Arksis. Le sous-marin fait une nouvelle tentative, s'approchant d'Assaka mais, là aussi, deux bâtiments français le forcent à se replier. Probster décide alors de se rendre sur la côte du Wādī Dra'a, bien que toute la mission de notables et chefs fidèles à al-Hayba l'attende sur la côte de la région d'Ifni.

Le débarquement s'effectue à l'aide d'un canot où prennent place Probster, al-'Arbi, Hairy Bey, Fruhbeis ainsi que deux caisses moyennes, une caisse plus petite, un sac en peau contenant de l'argent, et huit fusils 1886. Au moment de l'accostage, la mer agitée et le vent provoquent le chavirement du canot, poussé vers le rivage par les houles avec les trois caisses. Les hommes gagnent la terre mais ils perdent les fusils et le sac d'argent. Les caisses contiennent une liasse de billets de banque français, des chapelets en pierres précieuses, des décorations volumineuses, un livre en arabe, à couverture d'or, des montres en or et des bagues enrichies de diamants²⁹⁷. L'endroit demeure désert jusqu'à ce que « *deux Arabes Chenagla (...) apparurent sur la crête dominant la plage* »²⁹⁸. Al-'Arbi relate : « *Dès qu'ils nous virent, ils glissèrent une cartouche dans leurs fusils et crièrent : que le musulman s'éloigne du groupe ! Probster s'écria : Les autres personnes ne sont-elles donc pas des musulmans*

²⁹³ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

²⁹⁴ *Ibidem*.

²⁹⁵ Dans les « renseignements complémentaires fournis par le tirailleur Larbi Ben Ahmed lors de son interrogatoire du 19 février à la direction du Service des renseignements », Mogador, 19/2/1917 ; SHAT, archives de la guerre, série 7 N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124) on précise que le stock d'armes embarquées dans le sous-marins se composait de 5 000 fusils, trois mitrailleuses, beaucoup de munitions et d'un canon de montagne avec ses roues, sa limonière, ses bâts et huit caisses de projectiles.

²⁹⁶ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

²⁹⁷ *Ibidem*.

²⁹⁸ *Ibidem*.

et sommes-nous ici pour autre chose que pour l'Islamia ? Ces propos mirent les deux Chenagla en confiance et ils s'approchèrent »²⁹⁹.

Entre-temps, les marins de l'UC-20 envoient à la côte un canot avec dix autres fusils 1886, un baril avec 2 000 cartouches et des vivres : « *Le canot qui avait apporté les 10 fusils venait à peine de regagner son bord lorsqu'un bateau français fut signalé par le sous-marin. Le commandant du navire [mouillé très près de la côte] cria à Probster qu'il était obligé de prendre le large et qu'il rejoindrait le troisième jour à 10 heures du soir et que s'il ne le retrouvait pas à ce même endroit il lui donnait rendez-vous à Assaka, et le sous-marin fit route sans avoir pu débarquer les deux lieutenants et le médecin »³⁰⁰.*

La mission allemande se retrouve donc composée de la moitié des hommes prévus initialement, avec très peu d'armes, loins des notables qu'elle aurait dû rencontrer, au milieu de populations dont elle ne connaît pas l'attitude, sans possibilité de communiquer avec le sous-marin, pratiquement déjà condamnée à un quasi-échec.

Probster ne jette pas l'éponge. Aux deux Snagla qui les avaient pris pour des naufragés et avaient offert de les héberger, le capitaine fait cadeau de deux fusils et leur explique « *que ses compagnons et lui débarquaient à l'oued Draa avec l'autorisation du sultan El Hiba pour lui apporter des cadeaux d'honneur, des armes, des munitions et de l'argent destiné à lui permettre d'atteindre ses buts d'Islamia ; que lui, Probster, représentait l'empereur allemand et que son ami, le capitaine turc, était le naib du sultan de Constantinople »³⁰¹. Le lendemain, l'un des deux Snagla qu'al-'Arbi connaissait auparavant emmène le tirailleur marocain chez lui, au campement de la tribu³⁰², où il confirme les raisons du débarquement données par Probster et rapportées aux membres de la tribu. Toutefois, les Snagla demeurent méfiants et décident d'aller dépouiller les membres de la mission de leurs bagages et de leurs armes, en le ramenant, le lendemain, dans leur campement : « *Probster les prévint que le préjudice subit n'atteindrait que leur Maître, le sultan El Hiba, car tout ce qu'ils s'étaient appropriés lui était envoyé par les sultans Allemand et Turc et qu'ils auraient à rendre compte de leurs actes. Un Taleb Si M'Barek (...) ouvrit le volume arabe recouvert d'or, il en lut quelques passages et des larmes d'émotion ruisselèrent de ses yeux, ce qui produisit une grande impression sur les assistants. Si M'Barek fit alors assembler les produits du pillage comme appartenant au**

²⁹⁹ *Ibidem.*

³⁰⁰ *Ibidem.*

³⁰¹ *Ibidem.*

³⁰² *Ibidem.*

sultan et tout fut restitué aux Allemands à l'exception des fusils et des cartouches »³⁰³.

Reconnus comme *alliés*, les hommes de la mission restent au village Snagla. Sept jours plus tard, le capitaine allemand écrit à al-Hayba et décide que la mission se rendra à Assaka. Là, elle trouve Sī Rahāl et le qa'id Sī Mohammad. A partir d'Assaka, Probster cherche à communiquer avec son consul à Al 'Ara'ish. Il essaye de convaincre Sī Rahāl de se rendre par la terre, et non via la mer, dans la ville marocaine, ce que le rakka refuse de faire soutenant que, étant brûlé, le voyage serait trop dangereux pour lui. Il part donc pour Tarfaya, afin de s'embarquer avec deux lettres de Probster pour le consul allemand à Las Palmas, et envoie à Al 'Ara'ish, porteur de deux copies des missives susdites, l'homme qui l'avait accompagné à Assaka, un nommé Mawlāy Mohammad. De fait, celui-ci devient le dernier espoir de la mission.

La mission patiente une quinzaine de jours avant d'être rejointe par le qa'id Mohammad bin Mukhtār, du Wādī Nūn, Mrabbī Rabbū et al-Wālī, envoyés à Assaka par al-Hayba³⁰⁴. Trois jours plus tard, un autre émissaire d'al-Hayba, le qa'id Irāa, apporte en cadeau à la mission allemande deux chevaux³⁰⁵. Irāa est accompagné par d'autres notables de la région³⁰⁶. Cette rencontre a probablement lieu le 21 novembre 1916³⁰⁷.

La mission, avec les frères d'al-Hayba et les autres notables, attend le retour du sous-marin. Et, en effet, autour du 24 novembre³⁰⁸, le bâtiment allemand fait son apparition au large d'Assaka : « *Alors qu'il faisait route vers la côte, deux*

³⁰³ *Ibidem*.

³⁰⁴ Mais Tomás Garcia Figueras, *op. cit.*, p. 223, dit que les frères d'al-Hayba qui arrivent à Assaka sont al-Aḡḡaf et Mrabbī Rabbū.

³⁰⁵ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³⁰⁶ Tél. n°104, le capitaine Justinard, chef mission Tiznit, à commissaire résident général à Rabāt, Tiznit, 9/12/1916, 13 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des Troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679 ; et « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³⁰⁷ Le tél. n°104 affirme que l'arrivée d'Irāa à Assaka a eu lieu « mardi dernier ». Il est impossible que ce mardi puisse être celui plus proche à la date du télégramme, c'est-à-dire le 5 décembre. La suite des événements, qui sont chronologiquement documentés, notamment à Tarfaya, amène à l'exclure. En revanche, le premier mardi utile qui « colle » avec la chronologie déjà établie, documentée aussi par le rapport du gouverneur Bens à Tarfaya, est le 21 novembre.

³⁰⁸ Al-'Arbi parle de dix-neuf jours d'attente à Assaka. Il inclut vraisemblablement dans son compte la quinzaine de jours déjà écoulés, précédant l'arrivée de Mrabbī Rabbū et al-Wālī. La date du 24 novembre nous est suggérée par les « renseignements complémentaires fournis par le tirailleur Larbi Ben Ahmed lors de son interrogatoire du 19 février à la direction du Service des renseignements », Mogador, doc. cité. Dans la note, on affirme que, le 24 novembre, le chalutier français *Océan* avait récupéré l'un des deux radeaux pneumatiques à disposition du sous-marin. Le radeau avait été perdu, vraisemblablement, lors de l'apparition du bâtiment allemand à Assaka.

navires français entrèrent en scène : l'un venait de la direction d'Arekssis et l'autre de la direction de l'oued Draa. Celui qui venait du sud aperçut le premier le sous-marin et ouvrit aussitôt sur lui le feu de ses canons. Le bateau venant du nord en fit rapidement de même et le sous-marin se dirigea sans tarder vers le large sans riposter et sans plonger mais fuyant à toute vitesse. Il avait essuyé exactement 100 coups de canon dont beaucoup l'encadrèrent de très près, mais je crois qu'il ne fut pas atteint. Le sous-marin n'a pas reparu depuis. Le lendemain matin, les deux navires français reparurent et patrouillèrent sur les lieux tout le jour ainsi que toute la journée suivante (...). Le lendemain du départ de ces deux bateaux une frégate française, venant du sud, rôda pendant 48 heures, devant Assaka puis fit route vers le nord »³⁰⁹. Une dizaine de jours plus tard, les hommes de la mission décident d'abandonner Assaka et de se rendre à Cap Juby³¹⁰.

Alors qu'Assaka continue à être surveillé par une garde dans l'espoir de voir réapparaître le sous-marin, Mrabbī Rabbū, le qa'id Mohammad bin Mukhtār et le qa'id Sī Mohammad d'Al 'Ara'ish accompagnent Probst, Fruhbeis, Hairy Bey et al-'Arbi jusqu'à une journée de marche de Tarfaya³¹¹. Là, le groupe se divise. Mrabbī Rabbū et sa suite reviennent sur leurs pas tandis que les deux qa'id-s poursuivent vers Cap Juby. Avant de quitter le frère d'al-Hayba, Probst lui garantit que le débarquement d'armes aurait eu lieu en temps opportun³¹². Il entend aussi rassurer Mrabbī Rabbū qui, face aux difficultés rencontrées par le sous-marin pour accoster dans la zone assignée au protectorat français, avait proposé à Probst de déplacer le lieu de la livraison du matériel de guerre à Cap Juby. Le capitaine allemand lui avait répondu par la négative, soutenant que la présence espagnole à Tarfaya rendait ce choix impossible, et proposant, en revanche, Puerto Cansado³¹³. Nous ne savons pas si les deux hommes s'étaient finalement accordés. Mais Francisco Bens relate que le 13 décembre, à 9 heures, un sous-marin allemand fait son apparition dans les eaux de Cap Juby, demeurant, jusqu'à la nuit très proche de la côte en face du port embryonnaire de Tarfaya. Pendant les jours suivants, il remarque un mouvement d'embarcations marocaines anormal³¹⁴. Faut-il conclure que le sous-marin avait décidé d'utiliser les barques des pêcheurs pour transborder son chargement à la côte ? Ou qu'un accord prévoyant un rendez-vous à Tarfaya soit intervenu entre le capitaine du sous-marin et Probst, pour la récupération des hommes de la mission ? Quoi qu'il en fût, force est de constater que, le

³⁰⁹ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³¹⁰ D'après Tomás García Figueras, *op. cit.*, p. 124, ils passeraient le Wādi Dra'a le 11 décembre.

³¹¹ Nous remarquons que l'autre frère d'al-Hayba, qu'il s'agisse d'al-Aḡḡaf ou d'al-Wālī, disparaît du récit du tirailleur.

³¹² « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³¹³ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, *op. cit.*, p. 22.

³¹⁴ *Ibidem*.

18 décembre, le capitaine allemand et sa suite sont bien en vue du poste espagnol.

III.4.3 - Les rumeurs à Tarfaya

Depuis la mi-novembre, les rumeurs sur le débarquement de la mission allemande au Wādī Dra‘ā avaient atteint également Tarfaya. Le 7 décembre, un témoin oculaire – un Snagla ? – de certains des événements racontés aussi par al-‘Arbi était arrivé à Cap Jubay et avait été interrogé par Bens. Son récit est, dans ses grandes lignes, assez semblable à celui du tirailleur marocain, mis à part l’épisode de l’apparition du sous-marin allemand à Assaka, forcé à la fuite, d’après al-‘Arbi, par les navires de guerre français avec cent coups de canon. D’après le témoignage fait à Bens, le sous-marin aurait fait son apparition dans les eaux d’Assaka deux fois. Une première fois il aurait débarqué trois grandes caisses puis se serait immédiatement enfui à cause de l’apparition d’un navire militaire français³¹⁵.

Les caisses débarquées contiennent-elles des armes ? Ce soupçon paraît confirmé par un bruit, relaté dans un télégramme du commissaire résident général, d’après lequel « *un sous-marin ennemi (...) a débarqué récemment 40 fusils sur côtes Sous* »³¹⁶. Le télégramme cite la côte du Sūs et non du Wādī Dra‘ā, ce qui mène à croire qu’il pourrait s’agir d’Assaka. L’hypothèse apparaît d’autant plus vraisemblable si on considère que Mrabbī Rabbū et sa suite auraient pu décider de ne pas accompagner la mission jusqu’à Tarfaya pour tromper les Espagnols et ne pas éveiller leurs soupçons à propos du nouvel armement.

Le lendemain, le sous-marin avait réapparu à Assaka, pour s’accorder, avec Probster, sur le lieu où le reste de son chargement aurait dû être débarqué. Puerto Cansado ? Bens ne semble ni le confirmer ni l’exclure : « *L’accord adopté en définitive n’était pas connu, mais on savait bien que les indigènes avaient établi un service de surveillance à l’Uad Draá, pourvus de drapeaux des signaux livrés par le sous-marin ; que le personnel campé à l’Uad Asaka continuait la-bas à attendre ; et que les Européens débarqués déclaraient que quatre sous-marins étaient partis d’Allemagne avec des armes pour les Maures,*

³¹⁵ *Ibidem*.

³¹⁶ Tél. n°274 DRC 2, commissaire résident général à commandant région Marrākesh, en communication à division navale du Maroc, Rabāt, 19/12/1916 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

*dont un était celui qu'ils avaient vu, un autre marchait par les alentours des îles Canaries, et les deux autres étaient en train d'arriver »*³¹⁷.

Ce récit diffère des déclarations d'al-'Arbi sur deux points essentiels. L'apparition et la fuite du sous-marin d'Assaka auraient eu lieu bien plus tranquillement. Le sous-marin se serait décidé à reprendre le large non sous les cent coups de canon des croiseurs français mais dès leur apparition. Cela expliquerait également pourquoi aucune trace de cet affrontement n'est présente dans la correspondance française relative à l'affaire. Le bâtiment allemand aurait ensuite réapparu une seconde fois.

De plus, les sous-marins partis d'Helgoland ne seraient pas deux mais quatre, dont deux auraient appareillé, vraisemblablement, après le départ de Probster. Si ce dernier renseignement est peut-être ignoré par al-'Arbi, on peut se poser la question de savoir pourquoi le tirailleur marocain ne parle pas du débarquement de trois autres grandes caisses à Assaka, peignant, pour la fuite du sous-marin allemand, un véritable scénario de bataille navale.

Bens envoie son interprète à la rencontre de Probster qui, en vue de Tarfaya, se détache du groupe, campé à 1 200 m du poste espagnol, et s'approche à cheval. Le capitaine déclare qu'il ne veut qu'acheter du tabac et d'autres provisions, mais l'interprète marocain lui signifie qu'il ne peut pas transiter par la zone espagnole sans avoir demandé et obtenu l'autorisation du commandant du poste, donc, en y intégrant le reste de la mission. L'officier allemand adresse à Bens une lettre dans ce sens³¹⁸. Le gouverneur se rend immédiatement au campement de la mission où il rencontre les quatre hommes débarqués au Wādī Dra'a ainsi qu'un neveu de Mrabbī Rabbū « *le Maure Xeḡ Efdīle* »³¹⁹ avec sa suite : « *Celui-ci me manifesta (...) que, accomplissant les ordres de son oncle, il avait conduit jusqu'ici, où les confiait à mes soins, les trois Européens mentionnées, et ceux-ci exprimèrent leur reconnaissance pour les attentions reçues, faisant cadeau de cent douros en monnaie marocaine aux indigènes qui les avaient apporté les bagages* »³²⁰.

Alors que Probster, Fruhbeis et Hairy Bey se rendent au poste espagnol, al-'Arbi demeure dans le campement déjà établi avec les deux qa'id-s. Pendant plusieurs jours, le tirailleur marocain ne revoit pas le capitaine allemand. Ensuite, Probster le fait appeler, le priant de le conduire au qa'id Sī

³¹⁷ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Judy...*, op. cit., p. 22.

³¹⁸ *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Judy...*, op. cit., p. 24.

³¹⁹ Le commandant du poste d'Agādīr écrit : « *Il se confirme que Allemands débarqués ont été accompagnés à Tarfaya par Oulad-Diou-Ahmed Cheik Moktar Ould Nagem et un envoyé de Nagem* », tél. n°355 QP, le commandant du poste d'Agādīr au commissaire résident général à Rabāt, 21/12/1916, 21 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des Troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³²⁰ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Judy...*, op. cit., p. 22.

Mohammad : « *Il (...) remit [au qa'id Sī Mohammad de Larache] 400 réaux hassani, l'un des deux chevaux que lui avait offerts El Hiba et il envoya le second cheval au Caid Ahmed ben Mokhtar, puis il dit textuellement au Caid Mohammed : Notre voyage est terminé, je te fais mes adieux, à partir de maintenant nous ne nous connaissons plus. Et ce fut tout* »³²¹.

A Tarfaya, Probster retrouve Sī Rahāl qui n'est pas encore parti pour les Canaries. Le capitaine allemand se fait restituer les deux lettres adressées au consul de Las Palmas qu'il brûle en présence d'al-'Arbi³²². Bens, qui n'a vraisemblablement assisté ni à cette scène ni à d'autres conversations entre le rakka et Probster, affirme apercevoir Sī Rahāl après le départ des membres de la mission de Cap Juby, à la fin de décembre. Le rakka lui demande l'autorisation de s'embarquer sur le courrier pour les Canaries, et le gouverneur la lui concède. Il entend ainsi répondre favorablement aux pressions de Mohammad al-Aḡḡaf qui intercède pour Sī Rahāl. Toutefois, Bens se doute que le rakka est lié aux membres de la mission³²³. Il lui fait rater le premier navire pour Las Palmas, l'obligeant à rester à Tarfaya un mois de plus, dans l'espoir de découvrir ses véritables intentions. Après avoir prévenu les autorités canariennes, il le laisse ensuite embarquer pour l'archipel.

Sī Rahāl demeure presque un mois à Las Palmas mais il n'est pas en sécurité. Habillé à l'européenne, au début de février il est reconnu par al-'Arbi, qui le dénonce au consul de France³²⁴. Pour cette raison, quand il cherche à rentrer à Tarfaya, le courrier espagnol sur lequel il s'est embarqué est appréhendé à la sortie du port de Las Palmas, par le navire français *Aiglon*. Après une brève inspection des passagers, le commandant du bâtiment de guerre le reconnaît comme ennemi de la France et le fait arrêter³²⁵, rendant inutiles tous les efforts que Sī Rahāl avait faits jusque-là pour échapper aux prisons du protectorat.

Quel est l'accueil que le gouverneur général du Río de Oro, commandant du poste espagnol de Tarfaya, réserve à la mission turco-allemande ? Comme il est facile de le supposer, les Français imaginent une réception avec tous les honneurs, les Espagnols étant, pour eux, la *longa manu* du gouvernement de Berlin au Maghreb. Une lettre du 10 février 1917, envoyée par Gouraud au ministre de la Guerre à Paris³²⁶, ne laisse aucun doute à ce sujet. Les accusations du général visent

³²¹ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³²² *Ibidem*.

³²³ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 30.

³²⁴ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³²⁵ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 30.

³²⁶ Lettre n°35 DR, le général de division Gouraud, commissaire résident général de la République française au Maroc à M. le Ministre de la Guerre à Paris, Rabât, 10/2/1917 ; SHAT,

particulièrement les Canaries, qui auraient servi de base à la préparation de la mission et dont les autorités auraient concédé, après son arrivée à Las Palmas, la plus grande liberté à Probster, au lieu de l'arrêter immédiatement³²⁷. Francisco Bens, et plus généralement le poste de Tarfaya où Probster aurait trouvé « *un accueil singulièrement providentiel (...) après son échec* » ne sont pas épargnés³²⁸. Bens aurait également commis une faute en permettant à Mohammad al-Agdaf de séjourner dans la région³²⁹. Gouraud sollicite une protestation du Quai d'Orsay et conclut : « *Il ne saurait admettre que Tarfaya devint la base d'opérations d'El Hiba, et que le pavillon espagnol servit à abriter toutes les entreprises de piraterie allemande contre le Maroc* »³³⁰.

Pourtant, après avoir temporairement logé les membres de la mission dans le campement du poste, Bens demande des instructions à Madrid. Le ministre d'État l'engage à obtenir, des visiteurs, des déclarations, sur l'honneur, au sujet de leur entrée dans le territoire de Cap Juby. Le gouverneur doit exercer une stricte surveillance des hommes de la mission, à qui il interdit tout contact avec les Marocains du poste.

Par conséquent, le 20 décembre, Bens soumet par écrit, en français, un véritable questionnaire à Probster, Hairy Bey et Fruhbeis, dans lequel il leur demande de lui faire connaître, entre autres choses, « *les motifs et antécédents* » de leur pénétration dans la région de Cap Juby, le point où ils ont dépassé la frontière et le nombre de personnes qui les accompagnaient. Il ajoute : « *Conformément les Lois internationales concernant aux militaires belligérants entrés dans territoires neutres, vous resterez en qualité de Internados. Si vous donnez individuellement et écrivez votre parole d'honneur de ne vous évader point, et ne pas communiquer avec les indigènes et étrangers du territoire, vous pourrez rester en liberté avec le seul devoir de passer la nuit dans la caserne, mais si vous ne la donnez pas, moi, en représentation du gouvernement, me verrai dans le besoin de vous reclure, étroitement veillés, pour empêcher quelque une infraction des Lois précédemment mentionnées* »³³¹.

La réplique de Probster n'est guère rassurante : « *Je suis venu [dans le territoire espagnol] volontairement pour chercher à faire là des achats de provisions et d'effets étant donné que mes provisions et effets et ceux de mes camarades avaient été perdus pour la plus grande partie lors de notre*

Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

³²⁷ *Ibidem.*

³²⁸ *Ibidem.*

³²⁹ « *Cette installation [du] fort espagnol sous la protection de l'ennemi acharné du Makhzen et de la France paraît humiliante et inadmissible* », *Ibidem.*

³³⁰ *Ibidem.*

³³¹ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 25.

débarquement sur territoire français. Nous sommes entrés le 11 décembre en territoire espagnol après avoir passé le Uad Dra à environ 12 km de son embouchure. Nous étions (...) accompagnés d'environ 12 indigènes dont la plupart sont venus avec nous à Tarfaia (...). Tant que je serai à Tarfaia, je ne suis pas en état de donner ma parole d'honneur de ne m'évader point ou de ne pas communiquer avec les indigènes ou étrangers du territoire (...) »³³².

Fruhbeis et Hairy Bey formulent des réponses assez semblables. Pendant les jours suivants, le gouverneur continue donc l'interrogatoire des trois hommes. Probster ne cesse d'éluder les questions et admet seulement avoir été consul à Fās durant six ans, avant le commencement de la guerre. Fruhbeis, lui, refuse. Quant au capitaine turc, il avoue de façon confidentielle à l'un des officiers espagnols de Tarfaya que sa mission avait été « *autorisée avec des amples pouvoirs* »³³³ par le sultan de Constantinople et qu'elle était connue également par le représentant turc à Madrid. Son but était de fomenter l'union de tous les musulmans du Maroc sous le sultanat ottoman. Hairy Bey avait déjà participé à des missions de ce genre dans d'autres pays islamiques sous domination européenne.

La gestion des trois hôtes n'est pas simple pour Bens qui, d'un côté, doit sauvegarder la sérénité du poste de Tarfaya ; de l'autre, il doit agir suivant les lois internationales qui prévoient que, en cas de passage dans un pays neutre de sujets de pays belligérants, ceux-ci seront internés jusqu'à la fin des hostilités. Mais du fait du sentiment de sympathie qui entoure les membres de la mission, agir selon ce principe équivaldrait à miner la tranquillité du poste puisque les populations qui y résident interpréteraient l'internement comme un acte d'hostilité à leur égard³³⁴. Il est aussi possible que Bens craigne que la non-

³³² *Ibidem*, p. 26.

³³³ *Ibidem*, p. 27.

³³⁴ « *Je crus convenable de tempérer ma conduite aux circonstances. Les Maures, facilement impressionnables par les triomphes de guerre, recevaient des nouvelles (...) du cours de la guerre européenne, et ils étaient d'enthousiastes admirateurs de l'Allemagne ; ils avaient encore la promesse des dix mille canons et sentaient une vive sympathie envers ceux qui leur avaient fait de telles offres ; stimulés par l'espoir de recevoir chacun le canon promis, ils arrivaient chaque jour dans un plus grand nombre ; et à trois heures de marche de chameau d'ici, se trouvaient les frères de Hiba, Morabih Rab-bú et Mohamed L'Agdafi, en pourparlers avec les chefs des tribus des environs que, d'après ce qu'on m'informa, ils questionnaient sur la possibilité de me demander l'autorisation pour le débarquement, par ce port, des armes et des autres effets qu'ils attendaient et que seraient venus pour eux dans un ou plusieurs sous-marins. En somme, la présence ici des fonctionnaires belligérants mentionnés altérerait un peu l'atmosphère tranquille [du poste], en créant, entre les indigènes, un état d'expectation qui convenait de traiter avec beaucoup de tact. Dans ces circonstances, le transfert de ces fonctionnaires au fort sur l'îlot et l'adoption des autres mesures menant à garantir l'accomplissement des devoirs de la neutralité auraient pu être interprétés par les Maures comme une manifestation d'inamitié à leur égard et constituer l'origine d'une évolution régressive pour la suite de notre politique pacifiste, jusqu'alors satisfaisante » *Ibidem*, p. 28.*

satisfaction des attentes des tribus et de leurs chefs – al-Hayba, Mrabbī Rabbū et al-Aḡdaf campés à non plus de trois heures de chameau du poste, puisse porter préjudice à la présence espagnole à Tarfaya. C'est pourquoi il propose au gouvernement d'envoyer au Cap Juby un navire pour transférer les membres de la mission aux Canaries.

Quelque temps plus tard, le 23 décembre, la canonnière espagnole *Laya*, arrivée à Tarfaya, repart pour l'archipel espagnol avec à son bord Hairy Bey, Probster, Fruhbeis et al-'Arbi. Le lendemain, les trois militaires sont logés à l'Hôtel Continental de Las Palmas, où habite également le consul allemand dans la ville³³⁵. Al-'Arbi est, au contraire, interrogé par l'autorité militaire et interné comme Turc dans une base, où il demeurerait sous les ordres d'un officier allemand, enfermé lui aussi dans la caserne. Celui-ci le ferait surveiller étroitement par des marins et lui défendrait la sortie³³⁶.

L'attitude du tirailleur marocain pendant toute la phase finale de l'affaire demeure ambiguë. Quand les qa'id-s Sī Mohammad d'Al 'Ara'ish et Mohammad bin Mukhtār étaient partis de Tarfaya, ils lui avaient proposé de le suivre mais al-'Arbi avait refusé : « *Ma conviction absolue [était] que les Arabes ne me laisseraient pas regagner ma tribu* »³³⁷. Puis, au moment de l'embarquement sur le *Laya*, il avait opposé une résistance obstinée et violente, au point que Bens avait soutenu qu'il s'était agi du moment le plus critique depuis l'arrivée de la mission turco-allemande à Tarfaya³³⁸. Le tirailleur marocain semble avoir eu peur, mais il reste à établir de quoi. Des Espagnols ? Certes, l'opposition à l'embarquement sur la canonnière pourrait être ainsi expliquée : il craint d'être emmené, encore une fois, loin de sa tribu et de sa famille, au milieu d'autres Européens dont il ne connaît presque rien. Il se peut aussi que la véritable raison pour laquelle il refuse de suivre le qa'id Mohammad bin Mukhtār réside dans la crainte d'être retenu comme prisonnier, une fois la protection de Probster terminée. Il est encore possible qu'il ait eu peur d'être arrêté pendant la traversée du territoire sous l'autorité du protectorat et jugé comme traître par les autorités coloniales. L'éventualité d'un emprisonnement par les Français aurait pu justifier également la résistance à l'embarquement sur le *Laya* puisque le navire aurait pu être visité par un bâtiment allié. Cette dernière hypothèse paraît renforcée par le fait qu'une fois libéré de son internement et logé chez le consul de France à Las Palmas, al-

³³⁵ Tél. du consul de France à Las Palmas au commissaire résident général, 26/12/1916, 20 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³³⁶ Tél. n°52, M. Garès, consul de France à Las Palmas à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 31/12/1916 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série: état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

³³⁷ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³³⁸ Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, op. cit., p. 25.

‘Arbi ne révèle pas, pendant plusieurs jours, qu’il a combattu dans les rangs alliés en Europe et qu’il a été fait prisonnier par les Allemands³³⁹. De plus, face aux questions réitérées du consul, à qui les Espagnols ont communiqué sa véritable identité³⁴⁰, il affirme d’être né dans la région de Tiznit, où sa famille habiterait, n’avoir jamais été soldat, ne connaître que la région du Sūs jusqu’à Agādīr et avoir été engagé par la mission allemande sur place, dans le village des Snagla. Le tirailleur marocain est si convaincant que, malgré sa connaissance des faits, le consul Garès semble le croire : « *Cette déclaration paraît sincère* »³⁴¹.

C’est seulement le 18 janvier, presque un mois après son arrivée à Las Palmas, qu’il se décide à avouer avoir été fait prisonnier par les Allemands pendant la bataille de Champagne et avoir été embarqué à Helgoland³⁴². Après quelques semaines de pourparlers avec le gouvernement espagnol³⁴³, le Quai d’Orsay obtient qu’il puisse quitter les Canaries et rentrer au Maroc. Le 4 février 1917, il s’embarque sur le vapeur *Cabanal* qui le conduit à Mogador³⁴⁴. Là, il est immédiatement soumis à plusieurs interrogatoires sur son séjour en Allemagne et sur la mission germano-turque.

³³⁹ Tél. n°52, M. Garès, consul de France à Las Palmas, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 31/12/1916, doc. cité.

³⁴⁰ « *Avec les trois officiers venant de Cap Juby se trouve encore comme guide le nommé Ali-Arbi, tirailleur d’un régiment du Maroc, fait prisonnier de guerre en France. Ces quatre passagers (?) avaient été embarqués en Allemagne sur un sous-marin qui les a débarqués dans le sud du Maroc français* » Ibidem.

³⁴¹ Tél. n° 6, M. Garès, consul de France à Las Palmas à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 11/1/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l’Armée, section Afrique, c. 2124.

³⁴² Tél. de M. Garès, consul de France à Las Palmas, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 18/1/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l’Armée, section Afrique, c. 2124.

³⁴³ Les pressions du gouvernement français sur Madrid s’exercent dès que Garès communique au Quai d’Orsay la présence d’al-‘Arbi à Las Palmas. Le 27 janvier, face à l’énième requête de l’ambassadeur de France à Madrid, le ministre d’État répond qu’il attend encore des informations complémentaires en vue de savoir si le tirailleur marocain doit être interné en Espagne ou non. Geoffray lui riposte : « *De toutes les informations recueillies par nous, il résulte aujourd’hui que ce marocain est bien un prisonnier de guerre fait par les Allemands en France, qu’il a été amené par la mission Probst et que, par conséquent, il doit être traité comme un prisonnier de guerre évadé (c’est-à-dire mis en liberté) ainsi qu’il se pratique journellement en Hollande, Suisse et également en Espagne* », lettre n°97, M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à Paris, 27/1/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l’Armée, section Afrique, c. 2124. Cette réponse paraît concluante puisque al-‘Arbi s’embarque quelques jours plus tard pour Mogador.

³⁴⁴ Lettre n°515, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, au ministre de la Guerre, Paris, 10/2/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l’Armée, section Afrique, c. 2124.

Ces interrogatoires, qui constituent l'une des sources employées pour reconstruire l'affaire du débarquement au Wādī Dra'ā, sont sur certains détails plus complaisants avec les autorités françaises que conformes à la véritable position d'al-'Arbi. Il se dépeint comme prisonnier des Allemands, forcé à les suivre à Helgoland et à s'embarquer sur le sous-marin, où il aurait été mis presque immédiatement en état de léthargie. Les autorités françaises qualifient cet épisode d'« énigmatique »³⁴⁵, mais elles ne semblent douter de la véracité de ces affirmations et concluent que les Allemands se seraient constamment défiés du tirailleur, l'écartant de tous leurs entretiens³⁴⁶.

A la lumière d'une analyse plus approfondie, la situation paraît différente. Al-'Arbi fournit toute une série d'informations au sujet du sous-marin et des modalités du voyage qu'il aurait pu difficilement acquérir pendant en une seule ou même deux journées de lucidité³⁴⁷. Pour obtenir de tels renseignements, il devait forcément se déplacer à l'intérieur du sous-marin, et il semble peu probable qu'il l'ait pu le faire à l'insu des Allemands.

S'il est difficile d'affirmer que le tirailleur marocain était tout acquis à la cause germano-turque, on peut néanmoins postuler qu'il a été influencé par son séjour en Allemagne, son voyage à Berlin et le voisinage d'un personnage comme Probster³⁴⁸ qui connaît très bien le Maroc et qui parle couramment l'arabe. Finalement, son implication dans la mission dans le Sud marocain l'a quelque peu fasciné. Aux Français, il relate les derniers moments de contact avec Probster comme difficiles. Pendant la traversée sur le *Laya*, le capitaine allemand l'aurait soigneusement évité et, une fois à Las Palmas, les deux hommes auraient été séparés. Ils se seraient retrouvés peu avant le départ d'al-'Arbi pour Mogador mais auraient eu, à ce moment-là, une violente

³⁴⁵ « Renseignements complémentaires fournis par le tirailleur Larbi Ben Ahmed lors de son interrogatoire du 19 février à la direction du Service des renseignements », Mogador, 19/2/1917, doc. cité.

³⁴⁶ *Ibidem*.

³⁴⁷ « Le voyage d'Héligoland (?) à l'Oued Draa dura un mois et se fit presque tout le temps en surface. Les Allemands déclaraient qu'il eut fallu deux mois de plongée, et Larbi Ben Ahmed dit qu'il eut l'impression que le sous-marin stoppait chaque fois qu'il plongeait. Le sous-marin portait un seul canon, probablement un 105, et deux tubes lance-torpille. Trois orifices permettent la descente dans le sous-marin, celui du centre est le plus important. Un couloir central sépare les deux machines. La chaleur en marche est suffocante. Aucune fumée n'est visible. La nourriture consiste en soupe, pain, conserves. Un employé demeure en permanence dans la cabine de TSF, casqué des écouteurs. L'équipage est autorisé à monter sur le pont par bordées d'une dizaine d'hommes (...) » *Ibidem*.

³⁴⁸ Le capitaine allemand avait été consul de son pays à Fās et avait été l'auteur d'au moins deux ouvrages : *Ibn Ginn i'S Kit ab Al-Mugtasab. Herausgegeben und Mit Einer Einleitung und Anmerkungen Verssehen*, Leipzig, J.C. Hinrichs, 1904, que la Library of Congress de Washington qualifie de sémiotique arabe ; et *Die Franzosen in Marokko*, Berlin, Ring-Verlag, 1925, qui contient, vraisemblablement, un récit de la mission ainsi que la description de la situation marocaine.

altercation³⁴⁹. Or, cette prise de distance du tirailleur vis-à-vis de la mission germano-turque paraît excessive eu regard de la confiance établie avec les autres militaires – confiance qu'al-'Arbi lui-même évoque à propos de Probster – pour ne pas être, en soi, quelque peu artificielle et conditionnée par la suite des événements. Elle contraste également avec le ton assez équilibré de tout le récit, tel qu'il est transcrit par l'officier interprète, Pozzo di Borgo.

C'est probablement par opportunisme que le tirailleur marocain décrit la fuite du sous-marin allemand d'Assaka comme l'issue d'une bataille navale, où les forces françaises auraient démontré leur supériorité ; c'est peut-être aussi pour ne pas révéler les véritables liens qui l'unissent aux autres membres de la mission, liens qui s'étaient dû établir pendant les trente jours de traversée en mer, qu'il prétend avoir été chloroformé. C'est enfin parce qu'il doit nier toute complicité avec les Espagnols de Tarfaya et des Canaries qu'il insiste avec force sur leur aversion pour la France et leur bienveillance à l'égard des Allemands, soulignant avoir été vivement frappé par ce type de sentiment³⁵⁰. C'est parce que la partie est close, et qu'il doit penser à sa survie maintenant qu'il est à nouveau parmi les Français, qu'il dénonce la présence de Sī Rahāl à Las Palmas. Il cherche ainsi à écarter tout soupçon sur son éventuelle germanophilie, même si les autorités du protectorat doutent encore de sa bonne foi, comme le démontre une missive du lieutenant-colonel Berriau, directeur du Service des renseignements du protectorat : « *Le tirailleur (...) engagé volontairement pour quatre [ans] (...) devrait, régulièrement, être rendu à son régiment. Cette réintégration ne paraît pas désirable. Cet homme intelligent et loquace a séjourné plusieurs mois dans les camps de prisonniers musulmans. Il y a été, comme tous ses coreligionnaires, l'objet de tentative de séduction, de détournement et d'embauchage dont il ne paraît pas avoir conservé mauvais souvenir. Il a été associé à l'audacieuse entreprise du capitaine Probster et confident de ses projets de soulever le Sud marocain. Il a pris contact avec les collaborateurs et avec les Espagnols de Tarfaya et des Canaries. Cette fréquentation de tous nos ennemis a éveillé chez lui trop d'idées dont la diffusion est au moins inutile (...)* »³⁵¹.

Berriau envisage de le mettre à disposition de la division navale du Maroc en raison de sa connaissance des côtes du Sūs, continuellement sous

³⁴⁹ « Interrogatoire du tirailleur El Arbi Ben Ahmad Djerrari », Mogador 9/2/1917, doc. cité.

³⁵⁰ « Renseignements complémentaires fournis par le tirailleur Larbi Ben Ahmed lors de son interrogatoire du 19 février à la direction du Service des renseignements », Mogador, 19/2/1917, doc. cité.

³⁵¹ Lettre n°192 DR2, le lieutenant-colonel Berriau, directeur du Service des renseignements au Maroc, à M. le Général en chef d'état-major du général commandant en chef à la Résidence générale, Rabāt, 20/2/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des Troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

surveillance³⁵². Mais al-'Arbi s'oppose à cette solution. Interrogé pour un avis sur la question, le colonel Pellegrin, commandant des troupes marocaines, commente : « (...) *Quant à le mettre à la disposition du commandant de la division navale, la solution serait excellente car il pourrait être tenu à l'écart de ses coreligionnaires et étroitement surveillé. Mais Larbi ben Ahmed que j'ai interrogé a grandement insisté pour ne pas être embarqué à bord d'un bateau français quel qu'il soit, il prétend trop craindre la mer et les sous-marins allemands. (...) Il insiste au contraire beaucoup pour être envoyé en colonne dans la région du Souss. Son insistance est trop grande pour qu'il n'ait pas quelque dessein qu'il ne laisse nullement soupçonner. Il prétend que c'est dans le but de tirer vengeance des indigènes du Sous parmi lesquels il s'est trouvé à son débarquement avec le capitaine Probst et qui ont voulu lui faire un mauvais parti. Restent donc à mon avis trois solutions : 1° Ou le confier personnellement à un agent du Service des renseignements de la région du Souss, de façon à utiliser en notre faveur ses connaissances des faits et des lieux de cette région, quitte à l'emprisonner et voire le fusiller à la moindre incartade. 2° Ou le faire interner jusqu'à la fin de la guerre dans un lieu de l'Algérie ou de Tunisie où il soit mis dans l'impossibilité de fuir. 3° Ou alors l'embarquer bessif sur un chalutier de surveillance côtière de façon à pouvoir lui faire indiquer ultérieurement les points de débarquement des sous-marins allemands. Mais j'opine pour la première solution qui me paraît nous donner le maximum de rendement de la part de Larbi ben Ahmed* »³⁵³. Le dernier mot est, toutefois, laissé à Gouraud qui décide qu'al-'Arbi sera affecté à la division navale, embarqué sur les unités opérant dans le Sud marocain et utilisé pour ses connaissances du littoral. Il devra néanmoins être l'objet d'une surveillance spéciale pour qu'« *il ne s'évade pas, son interrogatoire révélant une mentalité douteuse* »³⁵⁴.

Bien différent est le sort réservé aux autres membres de la mission. Le capitaine Probst, Hairy Bey et Fruhbeis demeurent à Las Palmas pendant environ deux mois. Ils y jouissent d'une certaine liberté, ce qui provoque de nombreuses protestations du gouvernement français qui réclame leur

³⁵² *Ibidem*.

³⁵³ Avis du Colonel Pellegrin, commandant les Troupes Marocaines, document sans lieu ni date, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁵⁴ Lettre n°192 D.M., le général de division Gouraud, commissaire résident général commandant en chef à M. le Capitaine de vaisseau commandant la division navale du Maroc à Casablanca, à M. le Colonel commandant les troupes marocaines à Rabât et à M. le Lieutenant-Colonel directeur du Service des renseignements à Rabât, 27/2/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

internement immédiat³⁵⁵. D'après les documents français, Probster ne serait trop inquiété par les autorités espagnoles. Il écrirait aussi plusieurs télégrammes à Berlin. Dans l'un d'eux, expédié au début de janvier, le capitaine allemand soutiendrait que « *Hiba était sans influence sur les tribus, que son frère ainsi que les chefs des principales tribus étaient en pourparlers avec les Français et que pour ne pas s'exposer à leur être livré il avait cru devoir se faire interner ainsi que ses compagnons par les Espagnols* »³⁵⁶. A la fin du mois, réitérant ses doutes sur l'autorité d'al-Hayba, il propose de faire une nouvelle tentative : « *Etant donné que forces françaises Maroc sont peu importantes (...) on pourrait espérer réussir en débarquant outre matériel de guerre des sous-officiers éprouvés et des hommes ; ma collaboration et celle de Hatri [Hairy Bey] seraient nécessaires vu notre connaissance des lieux et personnes. Inutile envoyer des armes si l'on n'envoie pas hommes. Je prépare rapport détaillé qui sera envoyé par poste* »³⁵⁷.

A la mi-janvier, Garès communique que le capitaine préparerait son évasion à l'aide du capitaine du vapeur allemand *Assouan* interné à Las Palmas³⁵⁸. Un sous-marin devrait les conduire en Allemagne, mais aucune suite n'est donnée à ce bruit et le consul va jusqu'à écrire que Berlin a renoncé à monter une nouvelle expédition au Maroc. L'*UC-20* duquel la mission avait débarqué serait rentré en Europe et le gouvernement considérerait comme impossible, pour quelque temps, la poursuite de l'entreprise dans le Sūs³⁵⁹.

Le 18 février, Probster et Hairy Bey sont embarqués sur le vapeur espagnol *Delfin* qui les emmène à Cadix. Quant au sergent Fruhbeis, il manque le départ³⁶⁰. De la ville andalouse, les deux militaires devraient être dirigés sur Alcalá de Henares pour y être emprisonnés. Fruhbeis devrait être envoyé dans la

³⁵⁵ Lettre n°45, M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 12/1/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

³⁵⁶ Tél. n°119 9/11, le ministre de la Guerre au commissaire résident général à Rabât, Paris, 6/1/1917, 15 h 45 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁵⁷ Tél. n°777 9/11, le ministre de la Guerre au commissaire résident général à Rabât, Paris, 28/1/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁵⁸ Lettre n°23, M. Garès, consul de France à Las Palmas à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 23/1/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

³⁵⁹ Tél. n°1229 9/11, le ministre de la Guerre au commissaire résident général à Rabât, Paris, 15/2/1917, 22 h 05, doc. cité.

³⁶⁰ Lettre n°632, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. le Ministre de la Guerre, Paris, 21/2/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

péninsule par un navire successif³⁶¹. Avant de procéder à l'embarquement des membres de la mission pour l'Espagne, le gouvernement de Madrid avait demandé et obtenu de Paris qu'aucune opposition au transfert ne soit tenté par les forces navales alliées croisant dans l'Atlantique, assurant, en même temps, avoir adopté toute une série de mesures pour empêcher l'évasion des trois militaires³⁶².

Les lettres que Probster aurait envoyées de Las Palmas interrogent sur la nature des liens qu'il a établis avec les populations de la région saharienne et sur la situation telle que le capitaine la voit. Malheureusement, à défaut de documents allemands, nous ne pouvons formuler aucune hypothèse. Il se peut, toutefois, que Probster cherche à justifier l'échec de sa mission en mettant en cause l'autorité effective d'al-Hayba, qui ne serait pas apte à guider une éventuelle insurrection. C'est également pour cette raison que le capitaine allemand insisterait sur l'envoi d'hommes, capables d'encadrer les forces hostiles à la France, comme cela se passe, pendant les mêmes mois, pour 'Abd al-Mālik.

Pourtant, au-delà de la présumée non-préparation d'al-Hayba, la raison principale pour laquelle les Allemands ne réussissent pas dans leurs plans est la sous-estimation des capacités de surveillance navale et de répression militaire de la Résidence générale dans des régions qu'elle ne contrôle pas, mais qui n'échappent pas complètement à son influence. Le danger allemand est effectif, le débarquement d'armes en grandes quantités aurait probablement changé les rapports de force, brisant la plupart des obstacles et difficultés d'une action d'envergure vers le nord. Il ne s'agit pas là d'une hypothèse mais des résultats de l'analyse des échanges de correspondance française pendant toute la durée de l'affaire³⁶³.

³⁶¹ Lettre n°741, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. le Ministre de la Guerre, Paris, 28/2/1917 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

³⁶² Lettre n°97, M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à Paris, 27/1/1917, doc. cité.

³⁶³ Mais Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 90-91, en note, écrit : « *La Résidence présente le débarquement en novembre 1916 de Probster (...) dans le Rio de Oro [sic !] pour joindre el-Hiba comme une manœuvre de grand style conçue pour prendre à revers le protectorat et l'attaquer à son ventre mou (...). Cette aventure apparaît vraisemblablement comme une équipée un peu minable, assez dérisoire et surtout éprouvante pour l'Allemand, faisant figure de prisonnier plutôt que de conseiller technique du sultan des hommes bleus (d'après du moins le récit d'un tirailleur marocain d'origine soussi fait prisonnier en Champagne, utilisé par Probster pour débarquer en sous-marin et finalement « rallié » à la France)* » L'expédition allemande avait été déjà extrêmement minimisée par Barthou qui, la situant en 1915, avait écrit : « *Cette équipée ridicule n'en vaut pas moins au docteur déçu, quand il rentre à Las Palmas, l'accueil qu'aurait mérité la réussite de l'entreprise* », Louis Barthou, *op. cit.*, p. 45 ; et par le commandant Peyronnet : « *Pendant la guerre, le consul allemand Probster essaya vainement de pourvoir le*

III.4.4 - Les réactions sur le terrain

Dès la nouvelle du débarquement, et une fois la mission turco-allemande arrivée à Assaka, al-Hayba convoque les différentes tribus qui lui sont fidèles, leur ordonnant d'envoyer dix cavaliers chacune³⁶⁴. Il ignore, vraisemblablement, la mauvaise issue de l'entreprise et s'apprête à organiser une attaque imminente vers le nord. Quelques jours plus tard, le poste d'Agādīr affirme qu'un notable lié au protectorat, Hadj Ahmad Onderdour, « *habituellement très modéré insiste sur importance de l'impression produite par arrivée étrangers annoncée par Hiba et leurs rapports avec lui. Il dit qu'il s'attend à événements graves et conseille intervention aussi rapide que possible* »³⁶⁵. Dans le même temps, les chefs des environs de Tiznit auraient intensifié leurs rapports avec al-Hayba et se prépareraient à se ranger à ses côtés³⁶⁶.

Ces rumeurs provoquent l'adoption de trois mesures de la part des autorités coloniales françaises. Tout d'abord, l'Ambassadeur de France à Madrid fait augmenter la surveillance que son collègue de Las Palmas exerce sur le trafic entre l'archipel et Cap Juby. Il craint que d'autres Allemands et des contrebandiers espagnols puissent essayer d'atteindre la côte marocaine pour apporter des renforts à la mission. Puis, la Résidence générale prépare sa contre-attaque, donnant son feu vert à une mehalla commandée par le pasha 'Āyda U Muys³⁶⁷. Lyautey demande à Paris l'envoi immédiat de trois batteries de 65 mm de montagne pour remplacer celles qu'il a dû fournir douze mois auparavant pour le front de Serbie. Il soutient le besoin absolu de cet armement, qui lui sert « *pour appuyer (...) contingents indigènes (...) au cas où l'appui effectif*

Sud marocain d'armes et de munitions. Le sous-marin qui le convoyait dut, après l'avoir jeté à la côte, l'abandonner à la cupidité des tribus insoumises et à la générosité de l'Espagne qui put rapatrier sur les Canaries l'aventurier malchanceux », R. Peyronnet, commandant, « Sud-ouest marocain, Rio de Oro, Sahara Occidental », *Bulletin de la société de géographie d'Alger & de l'Afrique du Nord*, vol. XXIX, n°113 à 116, 1928, p. 687-707, p. 695.

³⁶⁴ Tél. n°112 M, général commandant le groupe mobile de Marrākesch à résident général à Fās, 29/11/1916, 20 h 25 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁶⁵ Tél. n°51 RSC, le commandant du poste d'Agādīr au commissaire résident général à Rabāt, 7/12/1916 20h, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁶⁶ *Ibidem*.

³⁶⁷ Après avoir servi dans les rangs d'al-Hayba en 1912, 'Āyda U Muys avait été nommé pasha de Tārūdānt en 1913. D'après le gouverneur Bonamy, il constituerait, avec le pasha de Tiznit Mohammad bin Dahan, la seule véritable force dont disposerait la Résidence générale pour s'opposer à al-Hayba, « Rapport du gouverneur Bonamy sur l'établissement d'une liaison entre le Maroc et l'AOF », 1923, doc. cité.

*allemand déterminerait un mouvement sérieux d'El Hiba »*³⁶⁸. Ensuite, il sollicite également le renforcement du dispositif naval. Mais à partir de décembre, la plupart des unités de la marine sont appelées à rentrer en Europe pour assurer la surveillance des ports et des côtes du Nord de la France³⁶⁹. Lyautey ne peut compter, alors, que sur les bâtiments affectés à la division navale du Maroc. En réponse à sa requête, le ministre de la Marine met à disposition du commandant Durand trois chalutiers, quatre sous-marins ainsi que les quatre canons de 14 cm du *Cosmao* et huit autres canons de 14 cm à monter sur les affûts de la côte. Il augmente également de trois bâtiments l'effectif de la flottille de chalutiers pour que la division navale puisse reprendre à plein régime la surveillance des côtes méridionales du Maroc³⁷⁰.

En même temps, le commandant de Mas Latrie, en mission auprès de 'Āyda U Muys, reçoit des instructions précises sur le type d'appui à fournir au pasha³⁷¹. Le commandement de la mehalla est remis à 'Āyda U Muys : il s'agit là d'une mesure visant à faire combattre les Marocains entre-eux et à leur confier la tâche exclusive de repousser l'invasion allemande – chrétienne. Cette disposition ne donne pas, aux yeux de De Lamothe, la garantie d'un succès au cas où al-Hayba disposerait d'armement lourd : « *Pacha (...) devra agir vigoureusement et vite mais sans risquer un échec dont effet serait incalculable. Donc ne pas se laisser entraîner au-delà des limites raisonnables. Crois serait folie le pousser s'engager dans bas Oued Noun et l'embouchure (...). Haida doit avoir direction entière des opérations et tous chefs Maghzen lui seront subordonnés et lui prêteront concours entier. Prévenir particulièrement Tiznit*

³⁶⁸ Tél. n°447, commissaire résident général à ministre des Affaires étrangères et à ministre de la Guerre, Fās, 29/11/1916, 23h35 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁶⁹ Tél. n°57, le commandant de Mas Latrie au général commandant la colonne Azilal, région Marrākesh et à capitaine Justinard à Tiznit, 8/12/1916 ; et tél. n°254 DRC2, commissaire résident général à commandant région Marrākesh, 9/12/1916. Les deux documents sont gardés au SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁷⁰ Lettre du ministre de la Marine à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 19/12/1916 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁷¹ « *Votre action vis-à-vis Haida devra maintenant se borner à lui rappeler notre but défini par instructions antérieures sans le pousser à s'engager trop en avant. Eviter absolument de nous substituer à lui dans direction opérations en lui laissant toute responsabilité. Ne pas vous laisser influencer par ceux qui veulent aller plus vite que la musique et cherchent à nous entraîner en affectant pessimisme exagéré. Le principal est de faire disparaître Allemands débarqués et d'empêcher nouveaux débarquements* », tél. n°141 M. le Général commandant région Marrākesh en colonne au commandant de Mas Latrie en mission, Sūq al-Arba'ā', 9/12/1916, 15 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

que ne tolérons pas cavalier seul. Mais si Allemands débarquaient matériels plus important, Haida serait en infériorité. Harka ne pouvant tenir contre canons et mitrailleuses servis par Européens (...) »³⁷².

A partir du moment où l'on commence à connaître les dimensions exactes du débarquement, la situation paraît moins difficile que prévu et beaucoup moins compliquée que celle créée en 1912-1914 par les premiers exploits d'al-Hayba³⁷³. Il n'empêche que le débarquement cause une grosse agitation dans la région de Tiznit³⁷⁴. Il est clair que, si au-delà du Grand Atlas l'activité des partisans d'al-Hayba semble, à la fin décembre 1916, ne pas augmenter, « *la situation dans le sud dépend des débarquements allemands* »³⁷⁵.

La troisième mesure, envisagée par le ministre de la Marine, est le blocus des côtes du Sud marocain et de l'enclave d'Ifni. Le ministre justifie l'adoption de cette mesure par la nécessité de la répression de la contrebande de guerre, qui se ferait par la zone d'Ifni. Il suggère que sa mise en vigueur soit immédiate, à partir du 7 janvier 1917, laissant trois jours aux navires neutres pour sortir des mouillages du littoral visé³⁷⁶.

Cambon, qui répond pour le Quai d'Orsay, voit dans le blocus plusieurs inconvénients de nature politique et diplomatique³⁷⁷. Il propose comme alternative l'interdiction absolue d'accès des côtes visées, édictée comme

³⁷² Tél. n°233 RSC, général commandant région Marrākesh à commandant de Mas Latrias en mission, 14/12/1916, 13 h 10 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁷³ « *Sans faire allusion sur conséquences possibles très graves des débarquements allemands, situation sud m'apparaît moins tragique qu'à vous et bien meilleure qu'en 1914 où avons tenu le coup* », *Ibidem*.

³⁷⁴ « *La tentative allemande, en effet détermine (...) une effervescence assez considérable dans la région au sud de Tiznit, où Hiba rassemble ses contingents (...)* », tél. n°1, commissaire résident général à ministre des Affaires étrangères, 4/1/1917 16h06 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁷⁵ Lettre n°511, le général Gouraud, commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef, au ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Guerre, Rabât, 29/12/1916 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁷⁶ Tél. du ministre de la Marine à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 3/1/1917 ; CADN, ARGM, CD, c. 618.

³⁷⁷ « *Ce blocus, qu'il est indispensable de notifier à toutes les puissances, est une mesure grave impliquant, hors l'état de guerre, une situation difficile qui nécessite un moyen violent de coercition. Il serait inopportun de faire apparaître actuellement aux yeux du monde, et spécialement du monde musulman, les agitations des tribus du Sud marocain français, comme présentant un semblable caractère de gravité, qu'elles ne présentent pas heureusement jusqu'à présent* », lettre de M. Jules Cambon, ambassadeur de France, secrétaire général des Affaires étrangères à M. le Ministre de la Marine, Paris, 10/1/1917 ; CADN, ARGM, CD, c. 618.

mesure de police au nom du gouvernement marocain, maintenue par les croiseurs français et sanctionnée par la saisie et par la confiscation. Pour parer aux difficultés créées par les navires à destination des postes espagnols, Cambon suggère de signaler l'adoption de l'interdiction au gouvernement de Madrid « *et de lui faire savoir qu'en raison de la nécessité absolue d'assurer la stricte application de la prohibition du commerce des armes (...) et en vue d'éviter des méprises ou dommages dont pourrait accidentellement souffrir le trafic licite espagnol avec ses possessions, toute expédition d'armes, munitions et articles militaires que le gouvernement royal entendrait faire sur les dites possessions voisines des territoires marocains en question, devront être accompagnés d'une pièce justificative officielle garantissant le caractère de cette expédition et sa destination réelle* »³⁷⁸.

Après des brèves consultations entre ministères, Gouraud provoque la signature du dahir par Mawlāy Yūsuf. Le dahir interdit l'accès des côtes méridionales du Maroc entre l'embouchure du Wādī Sūs et l'embouchure du Wādī Bū Sedrat, d'un côté et entre l'embouchure du Wādī Nūn et l'embouchure du Wādī Dra'ā de l'autre³⁷⁹.

Début janvier 1917 : la situation du sud de l'Atlas, qui quelques jours auparavant ne semblait pas préoccuper les militaires du protectorat, devient grave à la suite d'une défaite essuyée par la mehalla du pasha 'Āyda U Muys.

Le 3 janvier, un premier succès qui détermine la soumission de la fraction des Ahl Sāhil, tribu originaire de la zone de Tiznit, est suivi par un combat, quatre jours plus tard, avec les Ayt Bīn, de la même région. Le pasha est tué, la mehalla bat en retraite « *précipitamment* »³⁸⁰, laissant sur le terrain trois canons, beaucoup de munitions, de l'argent et des vivres. Les fournitures pour les troupes d'al-Hayba, que les Allemands n'avaient pas réussi à débarquer au Wādī Dra'ā, sont enlevées sur-le-champ aux partisans du protectorat ! Le résident général commente : « *De ce fait, la situation (...), déjà très sérieuse, devient grave et il faut s'attendre au déclenchement très prochain d'un mouvement Mahdiste important. (...) Pour y parer dans la mesure de nos moyens, j'ai arrêté les dispositions suivantes : a) le général de Lamothe donne*

³⁷⁸ *Ibidem*. Le ministre d'État répond qu'il veut bien émettre une pièce justificative pour chaque envoi de matériel de guerre dans les colonies, mais qu'il demande, comme conséquence logique de cette mesure, la réciprocité, à savoir une semblable garantie écrite pour les envois d'armes de France à destination des régions marocaines limitrophes des zones espagnoles. Lettre du ministre d'État à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid, 24/4/1917 ; CADN, ARGM, CD, c. 618.

³⁷⁹ Dahir du 30 janvier 1917 (7 Rebia II 1335) interdisant l'accès des côtes méridionales de l'empire chérifien, bulletin officiel du 12/2/1917 n°222 ; CADN, ARGM, CD, c. 618.

³⁸⁰ Tél. n°4, commissaire résident général à ministre des Affaires étrangères et ministre de la Guerre à Paris, Marrākesh, 8/1/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

au capitaine Justinard à Tiznit les instructions nécessaires pour organiser en ce point la résistance avec les réguliers de Tiznit et ce qui reste de la mehalla [du pasha 'Āyda U Muys] ; b) je fais garnir Taroudant avec des contingents indigènes pris dans le commandement d'El Hadj Tami Glaoui et du Goundafi, constituant ensemble environ 1 000 fusils, qui arriveront à Taroudant dans cinq ou six jours ; c) le groupe mobile du général de Lamothe (...) sera mis en route sur Tiznit par le col d'Ameskroud, dès que sa constitution sera achevée, c'est-à-dire dans une dizaine de jours (...) »³⁸¹.

Les rumeurs concernant d'autres livraisons d'armes allemandes deviennent de plus en plus fréquentes. A la mi-janvier, quatre Allemands seraient débarqués à Assaka³⁸². Quelques jours plus tard, le vice-consul de France à Al 'Ara'ish soutient que, d'après un renseignement provenant d'un officier de la police, d'autres sous-marins auraient débarqué des armes à la localité d'Aigui-s, dans le Sūs³⁸³. En février, al-Hayba aurait reçu d'autres lettres de Berlin lui annonçant une mission qui serait en train d'arriver à Assaka³⁸⁴, fait dont il aurait

³⁸¹ *Ibidem*.

³⁸² Tél. n°14 RSC, le commandant de la région Marrākesh à commandant de Mas Latrias en mission à Agādīr, 19/1/1917, 10h, SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁸³ Tél. n°11 G, le vice-consul de France à Al 'Ara'ish et al-Kasr al-Kbīr au ministre de France à Tanger, 25/1/1917 ; CADN, ALFM, Tanger, série A, c. 584.

³⁸⁴ Il est probable que ces lettres lui sont envoyées par l'entremise des consuls d'Allemagne à Al 'Ara'ish et à Las Palmas. De Madrid via Las Palmas proviendrait, par exemple, une missive, saisie à un rakka arrêté en mars en zone française, dont parle Louis Barthou, *op. cit.*, p. 51-52 : « Louange à Dieu unique ! Que Dieu comble de bonheur les jours du considérable, honorable, respectable chérif, combattant dans la voie de Dieu, Moulay Ahmed Hibat Allah ben Ha El Ainin. Que Dieu vous donne la victoire sur vos ennemis. Que le salut soit sur vous, innombrable, ainsi que la miséricorde d'Allah et sa bénédiction. Nous faisons connaître à Votre Excellence que nous avons rendu compte aux gouvernements ottoman et allemand de votre grande victoire remportée sur la mehalla du partisan des Français et de l'ennemi de l'Islam, le caïd Haïda ou Mouis. Nous ne doutons pas de la joie et de la satisfaction de ces gouvernements quand cette nouvelle leur apprendra que leurs partisans et leurs alliés du Mogreb El Aqsa sont victorieux de leurs oppresseurs tandis qu'eux-mêmes remportent la victoire sur leur ennemi dans toute l'Europe et sur toutes les mers. Il n'est pas douteux que ce soit la preuve qu'Allah (Qu'il soit exalté !) accorde son aide à ceux qui combattent dans la voie de Dieu, pour l'honneur de l'Islam et la liberté des musulmans. LL.MM. l'empereur allemand et le sultan ottoman, qui s'informent avec joie de la façon dont vous travaillez à la réussite de nos affaires et des vôtres, nous ont prescrit de féliciter, en leur nom, Votre Excellence, à l'occasion de Sa victoire. Nous vous faisons savoir que, malgré les très grandes difficultés qu'Elles ont rencontrées jusqu'à ce jour, Elles sont toujours disposées à faire tout leur possible pour aider Votre Excellence de tout leur pouvoir et de toute leur force jusqu'à ce que vous soyez parvenu au bout de vos désirs, c'est-à-dire jusqu'à la libération de votre pays des Français (Qu'Allah les anéantisse !). En ce qui nous concerne, personnellement, nous vous félicitons également de votre victoire et nous faisons connaître que nous sommes prêts à faire, pour vous, tout ce qui sera utile afin que vous arriviez au noble but

prévenu toutes les tribus alliées³⁸⁵. Le renseignement se précise en avril 1917 : le consul d'Allemagne à Al 'Ara'ish aurait envoyé deux émissaires à Arksis pour assister à un débarquement d'armes qui devrait se produire à partir du 4³⁸⁶. Les premiers succès militaires importants³⁸⁷ de la colonne commandée par De Lamothe³⁸⁸ ne suffisent pas à arrêter ces bruits³⁸⁹. Si, d'un côté, ces rumeurs révèlent le désir frustré de voir arriver les renforts annoncés par Probster pour bloquer l'avancée franco-makhzanienne vers le sud, de l'autre, ils pourraient bien être l'écho d'un événement qui, contrairement à l'histoire de la mission avortée au Wādī Dra'ā, n'est pas suffisamment documenté par les sources françaises et espagnoles.

D'ailleurs, ce nouveau débarquement est très attendu par les tribus de Tarfaya, très inquiètes après le départ de Probster. Face à l'opposition de Bens, qui n'a pas concédé le port de Cap Juby pour le débarquement d'armes et munitions – contrairement à ce que, probablement, envisageait al-Hayba quand il avait invité le gouvernement de Madrid à occuper le poste –, les populations de la région s'en prennent à l'Espagne, en plus des Français. A quelque kilomètre du poste de Tarfaya, elles se réunissent plusieurs fois, songeant à un appel général à toutes les tribus des environs. Elles souhaitent attaquer le contingent du poste afin de l'enlever, de s'approprier de la plage et de permettre, ainsi, le débarquement des fusils et des munitions par les sous-marins allemands dont la résistance a besoin.

Heureusement pour Bens, l'unanimité ne règne pas au sein des tribus. A côté des chefs qui préconisent l'action armée, il y a également des partisans de la présence espagnole, parmi lesquels certains miseraient sur la défaite (peu probable) des autres³⁹⁰. Les deux partis arrivent à s'échanger des coups de feu,

que vous poursuivez. Nous demandons à Dieu de vous accorder aide contre l'ennemi. Puissiez-vous demeurer dans la joie et la tranquillité. Fait à Madrid, le 10 février 1917 de J.-C. (...) ».

³⁸⁵ Tél. n° 25 RSC, le commandant de la région Marrākesh à commissaire résident général, 21/2/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁸⁶ Tél. n°88 GMR, général commandant colonne Marrākesh à résident général à Rabāt, Tiznit, 4/4/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁸⁷ Le 23 mars la colonne De Lamothe bat les hommes d'al-Hayba à Widjan, Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 373. Pour d'autres détails sur les opérations de la colonne De Lamothe, voir Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 69.

³⁸⁸ Tél. n°94 DRI, commissaire résident général à ministre de la Guerre, Rabāt, 5/4/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁸⁹ D'après Bens, quelque temps après l'entrée à Tiznit, la colonne est forcée d'évacuer la ville à cause des désertions quotidiennes des éléments marocains qui en formaient le noyau, Francisco Bens Argandoña, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby...*, *op. cit.*, p. 32.

³⁹⁰ *Ibidem*, p. 31.

et les blessés, des deux côtés, vont se faire soigner... chez les Espagnols ! Pour la seconde fois, le gouverneur se prépare au pire³⁹¹ et, de nouveau, se charge personnellement d'éteindre la mèche de la révolte par une politique d'achat des chefs des fractions les plus importantes, agissant sur un double niveau. D'un côté, il cherche à ménager les hommes liés à al-Hayba, en les faisant participer activement à la vie du poste espagnol ; de l'autre, il obtient de Mohammad al-Agdaf qu'il diminue, puis qu'il cesse complètement ses visites à Tarfaya³⁹².

Ainsi, Bens essaye, assez lentement, de s'affranchir de la tutelle d'al-Hayba et d'al-Agdaf et demande au gouvernement la nomination d'un représentant du Khalifa de Titwān pour Tarfaya³⁹³, de façon à remplacer l'autorité politique et spirituelle des fils de Mā' al- 'Aynayn par un pouvoir émanant directement des Espagnols. Ceux-ci, toutefois, continuent à ne corôler que des points isolés du territoire que, sous des formes différentes, les traités coloniaux leur ont assignés. De ce fait, les probabilités que les Allemands, forts de l'expérience de l'automne 1916, effectuent un débarquement d'armes et de munitions pour al-Hayba sur un point de la côte nominalement sous l'autorité du gouvernement espagnol sont assez élevées.

Le soupçon s'accroît au fur et mesure que les informations qui arrivent aux autorités coloniales françaises sont plus détaillées. Entre la fin de juin et le début de juillet 1917, à côtés de rumeurs encore assez indéfinies, un télégramme de la division navale du Maroc fait état d'un renseignement d'après lequel les 19 et 20 juin un sous-marin aurait débarqué des armes et des munitions au Río de Oro³⁹⁴. La nouvelle semble confirmée en septembre par l'agent de Belgique à Tanger³⁹⁵. Le bâtiment allemand aurait choisi cette zone pour éviter la

³⁹¹ « La situation traversa alors une période tellement critique et suprêmement dangereuse que parfois j'arrivai à croire impossible de continuer heureusement la tâche pacifique entamée. Convaincu que le fruit de celle-ci s'échouerait dès le moment du premier coup de feu entre les chrétiens et les maures, j'ai consacré tout mon effort à l'éviter », *Ibidem*.

³⁹² *Ibidem*, p. 32.

³⁹³ *Ibidem*.

³⁹⁴ Tél. n°01250, le commandant en chef de la division navale du Maroc au commissaire résident général, Gibraltar, 5/7/1918, 2 h ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁹⁵ Lettre n°659/149/A, l'agent de Belgique au Maroc à Tanger à M. le Baron de Broqueville, chef du cabinet, ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique au Havre, 19/9/1917, doc. cité. L'agent de Belgique continue : « [Le Río de Oro] semble ne devoir servir à autre chose qu'à faciliter les communications avec le chérif El Hiba. La contrebande doit s'y faire en grand, car le général de Lamothe, dans sa campagne victorieuse du printemps contre le prétendant, a trouvé devant lui une harka forte de 10 000 hommes bien équipés et dont les méthodes de combat dénotaient qu'ils étaient commandés par des officiers et encadrés par des sous-officiers allemands. On a fait les mêmes constatations tout récemment dans la chaude affaire du couloir de la région de Taza où opère Abd-el-Malek ».

surveillance française des eaux du Sūs. Les armes et les munitions auraient ensuite été acheminées au nord par une caravane³⁹⁶.

Plus que les armes, ce seraient les cartouches qui manqueraient aux troupes d'al-Hayba. À défaut de fournitures provenant de l'extérieur, les munitions devraient être achetées par des agents qui se rendent périodiquement dans les souk-s de la zone contrôlée par le protectorat. Ici, les cartouches se vendraient en contrebande et seraient très chères : jusqu'à 4 Ptas la pièce³⁹⁷. Les munitions vendues seraient de deux types : celles obtenues, de façon plus ou moins illicite, des stocks des troupes coloniales : vols, trafics divers, ramassage des matériels abandonnés sur les champs de bataille, etc. ; et celles dont l'existence est due à l'industrie locale des armes qui a son centre aux environs de Tiznit. La poudre, les amorces et les capsules seraient également fabriquées dans le Sūs, et leur qualité dépendrait presque exclusivement du travail, parfois assez complexe, des artisans³⁹⁸. Les fusils, y compris ceux à tir rapide, seraient assez nombreux. Les plus répandus seraient les fusils à pierre *Bu Chfer* suivis par les fusils à capsules *Bu Haba*. Ces deux armes serviraient également comme objet de parade³⁹⁹. Parmi les fusils à tir rapide, presque tous d'importation, il y a : le *Bu Hafra* ou *Tanjaooui* (provenant de Tanger), qui n'est autre que le Martini-Henry 11 mm ; le *Menebhi* (du nom du ministre du sultan Mawlāy 'Abd al-'Azīz), à savoir le Martini-Henry 11,5 mm ; le *Sitta'shiy*, à six coups, nom derrière lequel se cache le Winchester modèle 1873 ; le *Sassepot*, c'est-à-dire les Chassepot, fusil Gras modèle 1874 ; le *Tsaia*, à neuf coups, à savoir le Lebel 1886 ; le *Rbaia*, carabine Lebel modèle 1882, à quatre coups⁴⁰⁰.

Dans ce contexte, où les armes sont vraisemblablement abondantes, l'arrivée d'une fourniture de munitions, capable d'assurer l'emploi effectif des fusils et

³⁹⁶ Tél. n°143 DRC2, commissaire résident général à commandant région Marrākesh, Rabāt, 12/7/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

³⁹⁷ « Renseignements complémentaires fournis par le tirailleur Larby Ben Ahmed lors de son interrogatoire du 19 février à la direction du Service des renseignements », Mogador, 19/2/1917, doc. cité.

³⁹⁸ Capitaine Delhomme, *op. cit.*, p. 126-127. Dans l'article du capitaine Delhomme, il y a une belle description de ce travail, par laquelle on saisit que l'existence de cette industrie n'est pas liée au contexte de la guerre mais qu'elle a des racines dans la tradition artisanale locale, extrêmement riche aussi pour ce qui concerne les expédients par lesquels s'approvisionner en matières premières. À propos de la fabrication de cartouches, Delhomme, p. 128, écrit : « *Un maalem fort adroit des Ahel Mader, Mohammed ou Tahar Resmouki, réussit à façonner des étuis du cuivre provenant de vieux plateaux, etc. Il est intéressant de noter qu'il aurait refusé comme métal insuffisamment pur pour son industrie des douilles de 65 ou de 75 qui lui ont été apportées de Marrakech. Habile fabricant d'amorces, il confectionne des cartouches de divers calibres qu'il vend au prix de 1 peseta zabil la cartouche* ».

³⁹⁹ *Ibidem*, p. 123-124.

⁴⁰⁰ *Ibidem*, p. 125-126.

de garantir un remarquable potentiel offensif, permettrait à al-Hayba d'accomplir une véritable réorganisation de ses forces, sous la supervision des agents envoyés par l'ambassade d'Allemagne à Madrid. Ceux-ci agissent par l'entremise du consulat d'Al 'Ara'ish et des consuls allemand et autrichien de Las Palmas, qui disposent d'un millier d'hommes provenant des équipages des bateaux allemands confisqués ou coulés, et des troupes coloniales qui ont abandonné le Cameroun⁴⁰¹. Leur charge est double : 1. assurer le ravitaillement des sous-marins qui traversent les eaux marocaines sous contrôle français et qui, grâce à une intense propagande, ne rencontreraient aucune difficulté à obtenir le concours matériel des Espagnols des Canaries ; 2. véhiculer l'argent pour al-Hayba qui arrive directement de la capitale espagnole et qu'ils sont forcés à remettre à des agents marocains, dont l'honnêteté ne paraît pas garantie.

S'il est probable qu'une partie des sommes destinées à al-Hayba se perd entre les mains des intermédiaires, il n'en reste moins que le voisinage d'un centre de propagande allemande tel celui de Las Palmas est très utile au fils de Mā' al-'Aynayn. De fait, au début de juillet il se rend auprès des Ayt Ba 'Amran, dont le soutien semblerait vaciller. Puis il convoque une réunion avec les tribus du sud de Tiznit plus inquiètes, divisées par plusieurs conflits latents, assurant une solution à leurs problèmes⁴⁰².

D'ailleurs, les côtes de la région continueraient à être fréquentées par des bâtiments allemands. Au début d'août, trois bateaux auraient débarqué des fonds pour Mohammad al-Aḡḡaf⁴⁰³. Les sources françaises parlent de 500 000 Ptas⁴⁰⁴. Selon un informateur de De Lamothe⁴⁰⁵, ces trois bateaux devraient revenir avec des armes et des munitions pour al-Hayba, envoyées par les Turcs pour être réparties entre les diverses tribus. Ce renseignement provoque l'envoi du *Dupuy-de-Lome* dans les eaux de Cap Juby. La visite de plusieurs voiliers espagnols n'amène à aucune découverte, mais le navire remarque, à Puerto Cansado, une balise aménagée pour faciliter l'entrée dans la

⁴⁰¹ « Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917 », note n° 1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

⁴⁰² « Aït Ba Amrane auraient manifesté désir actuel de paix (...) », tél. n°183 RS, le commandant de la région Marrākesh à résident général à Rabāt, 2/7/1917 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴⁰³ Tél. n°87 RSC, commandant région Marrākesh à résident général à Rabāt, 12/8/1917, 12 h 40 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴⁰⁴ « Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917 », note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

⁴⁰⁵ Tél. n°87 RSC, commandant région Marrākesh à résident général à Rabāt, 12/8/1917, 12 h 40, doc. cité.

lagune qui entoure cette localité⁴⁰⁶. S'agit-il d'un aménagement espagnol où d'un signal pour les bâtiments allemands, installé par les hommes d'al-Hayba, afin de conduire les sous-marins dans un endroit réputé sûr ? Il est difficile de ne pas penser aux discussions de Mohammad al-Agdaf et Probst et, en effet, les instructions que le ministère de la Marine envoie à la division navale du Maroc sont plutôt catégoriques : maintenir le *Dupuy-de-Lome* à Agādīr pour qu'il continue à exercer la surveillance de la région de Tarfaya, à visiter les voiliers espagnols, à « *examiner attitude et activité indigène sur côte sans tirer sur terre sauf devant évidence débarquement pour Hiba (...)[à] déplacer ou abattre secrètement pour tromper bâtiments agents de l'ennemi balise Puerto Cansado (...)* »⁴⁰⁷.

Ces instructions impliquent une activité dans des eaux et sur un territoire relevant de l'autorité espagnole, sans qu'aucun accord ni convention, comportant une délégation de pouvoir à la France, soit intervenue entre les gouvernements de Paris et Madrid. Par conséquent, les autorités militaires françaises repoussent *de facto* les frontières du protectorat unilatéralement comme elles l'avaient d'ailleurs déjà fait⁴⁰⁸.

Elles réitèrent la transgression au début de janvier 1918, pendant l'affaire des naufrages de l'*Oued Sebou*. Le 8 janvier, ce vapeur français est coulé par un sous-marin allemand⁴⁰⁹ à 15 milles au sud-ouest de Cap Bojador. Les rescapés du

⁴⁰⁶ Tél. n°2927, le commandant en chef de la division navale du Maroc à Casablanca au résident général à Rabāt, 8/9/1917, 16 h 35 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴⁰⁷ Tél. n°3057, commandant en chef de la division navale du Maroc à Casablanca au résident général à Rabāt, 17/9/1917, 23h50 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴⁰⁸ Voir *supra*.

⁴⁰⁹ A partir du 1^{er} février 1917, la marine allemande avait mené une guerre sous-marine totale contre les bâtiments civils, de toute nationalité, traversant les eaux britanniques, françaises, italiennes et de la Méditerranée orientale. Cette intensification de la guerre sous-marine s'ajoutait à la proclamation, en février 1915, d'une « zone d'interdiction totale » pour la navigation des bâtiments alliés et neutres, par laquelle les Allemands essayaient d'établir le blocus des communications maritimes des pays de l'Entente. Cette mesure était destinée à contrecarrer le blocus économique anglais à la suite duquel les navires de la Royal Navy saisissaient, en plein Atlantique, voire dès leur sortie du port, tout navire, avec son chargement, provenant des pays neutres fournisseurs de matières premières pour le Reich. De ce fait, les navires des pays neutres risquaient d'être victimes de l'un ou de l'autre blocus, pire d'un torpillage, même si les transports n'étaient pas à destination de l'une des nations belligérantes. La situation s'aggrave à la fin de 1917 quand les Allemands établissent une zone de non-navigation le long des côtes africaines, qui affecte non seulement les possessions coloniales anglaises et françaises mais touche également les territoires sous domination espagnole ainsi qu'un État indépendant et neutre comme le Libéria. Par conséquent, la Compañía Transatlántica, compagnie espagnole qui effectuait le trajet entre les ports de la péninsule et l'Afrique - Monrovia, Fernando Poo, Rio de Oro, Canaries - avait menacé, à défaut d'un accord avec le gouvernement

naufage, 35 Européens et 125 Sénégalais, sont faits prisonniers par un groupe de Rgaybāt⁴¹⁰. Dès la réception de la nouvelle, la division navale du Maroc à Casablanca envoie un patrouilleur au Cap Bojador, avec un capitaine interprète. Celui-ci, le 16 janvier, prend contact avec les Rgaybāt qui, pour rançon, lui demandent 200 000 F, des marchandises diverses, la libération de tous les prisonniers de leur tribu détenus à Dakar, et des armes⁴¹¹. Le ministre de la Marine juge acceptables les demandes d'argent et de marchandises, mais la libération des prisonniers et la livraison d'armes doivent faire l'objet de pourparlers avec le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à Dakar⁴¹². Pour sa part, le Quai d'Orsay estime qu'on peut faire suite à toutes les requêtes des Rgaybāt, à l'exclusion de la remise de matériel de guerre⁴¹³. Les négociations se prolongent, et une semaine plus tard les avis du gouverneur général de l'Afrique occidentale française et du ministre des Colonies remettent en cause la décision de ne pas fournir des armes.

Le ministre des Colonies annonce que les hommes réclamés par la tribu avaient déjà été remis en liberté à la suite de négociations entamées en automne 1917 avec une députation de Rgaybāt qui s'était rendue à Saint-Louis du Sénégal pour proposer aux Français la normalisation des relations⁴¹⁴. En même temps, il affirme que la livraison de fusils, et notamment de carabines Lebel modèle 1892, devrait être limitée à la remise d'une arme pour chaque Européen

allemand, d'arrêter le courrier dont le voyage était ou trop dangereux ou sans aucune utilité économique. Cela aurait provoqué des forts préjudices soit à la situation des Espagnols qui habitaient les colonies soit aux Allemands qui y étaient internés. Lettre n°35, le représentant de la Compañía Transatlántica D. Javier Gyl y Becerril à M. le Ministre d'Etat, Madrid, 31/1/1918 ; MAEAG, Fondo Política, serie *I Guerra Mundial*, Signatura H 3014.

⁴¹⁰ Périodique n°27, le résident général au ministre des Affaires étrangères, Rabât, 11/1/1918 ; et lettre du ministre de la Marine au ministre des Affaires étrangères, Paris, 18/1/1918. Les deux documents sont gardés au SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴¹¹ Lettre du ministre de la Marine au ministre des Affaires étrangères, Paris, 18/1/1918, doc. cité.

⁴¹² *Ibidem*.

⁴¹³ Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de la Marine, Paris, 19/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴¹⁴ Ces négociations avaient été conduites, au nom des Rgaybāt Sāhil, par Mohammad wuld al-Halīl, et s'étaient conclues par un accord de paix qui laissait à la tribu une large autonomie en échange d'un gage d'amitié. Plus riche en conséquences pour les réseaux d'hommes et de relations qui unissent les populations des territoires où semble avoir lieu le trafic d'armes dans le Sud marocain, au Sahara et dans le Nord mauritanien, nous paraît la soumission des Rgaybāt al-Gwāsim, lesquels, en échange de leur indépendance « *s'engagent à tenir au courant Atar de ce qui se trame dans le nord contre elle (...)* », Accords, Archives nationales de Mauritanie, Nouakchott, 27/12/1917, APE/2/77, cité par Sophie Caratini, *op. cit.*, 1^{er} vol., p. 161. Pour plus de détails sur toute la question des soumissions des différentes fractions Rgaybāt, voir le même ouvrage, p. 155-163.

libéré⁴¹⁵. De nouveau, cette disposition rencontre l'opposition du ministre des Affaires étrangères⁴¹⁶. On ne sait pas si, compte tenu de cette dernière observation, les autorités de l'Afrique occidentale française donnent ou non suite à la remise d'armes, mais il importe ici de souligner qu'en cette occasion, les autorités françaises fixent bien à qui devrait appartenir le territoire sur lequel elles agissent. Lyautey est clair : « [L'*Oued Sebou* a été coulé] *au large du cap Bogador au sud de la zone espagnole d'Ifni c'est-à-dire en dehors de notre zone d'action (...)* »⁴¹⁷.

Malgré cela, la division navale du Maroc envoie un capitaine français pour négocier la rançon des prisonniers, ce qui apparaît comme l'énième violation de la souveraineté coloniale espagnole. Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères ne songe nullement à remédier à cette situation. A son collègue de la Marine, qui lui demande s'il serait utile de prévenir Madrid de l'affaire⁴¹⁸, il répond : « *J'estime (...) afin de faciliter l'action de notre Résidence générale qu'il n'y a pas lieu de tenir au courant le gouvernement royal dont l'autorité sur les régions dont il s'agit est purement nominale* »⁴¹⁹.

Il est difficile de ne pas penser que cette « autorité purement nominale » des Espagnols sur la région visée, la Sāgya al-Hamrā, serait un peu moins virtuelle si les Français avaient lancé un appel au gouvernement de Madrid pour obtenir la libération des naufragés. Le Quai d'Orsay montre, au contraire, qu'il n'a aucun intérêt à souligner l'existence et la reconnaissance de cette autorité. Vice-versa, agissant pour son compte, la Résidence générale risque d'établir un précédent. Elle exerce son influence sur une région que les traités ne lui ont pas assignée mais que, visiblement, le ministère songe à lui attribuer par voie de fait. L'attitude des Affaires étrangères change quand le consul de France à Las Palmas informe le ministère de la Marine que les Espagnols, avertis du naufrage de l'*Oued Sebou*, ont engagé des négociations avec les Rgaybāt pour obtenir la libération des prisonniers : « *Il y aurait intérêt à ce que l'affaire fût terminée le plus tôt possible et à cet effet à ce que le commandant de Caqueray disposât de 200 000 francs nécessaires (...). Pour éviter toute difficulté avec le*

⁴¹⁵ Lettre n°22, le ministre des Colonies au ministre des Affaires étrangères, Paris, 26/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴¹⁶ Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre des Colonies, Paris, 26/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴¹⁷ Périodique n°27, le résident général au ministre des Affaires étrangères, Rabāt, 11/1/1918, doc. cité.

⁴¹⁸ Lettre du ministre de la Marine au ministre des Affaires étrangères, Paris, 18/1/1918, doc. cité.

⁴¹⁹ Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de la Marine, Paris, 18/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

*gouvernement espagnol, les pourparlers ne peuvent plus se poursuivre à l'insu des autorités locales espagnole »*⁴²⁰.

Ainsi, pour « *ne pas blesser ses susceptibilités* », ⁴²¹ le gouvernement de Madrid est saisi officiellement de la question, et le Quai d'Orsay en profite pour souligner son intransigeance par rapport à la question de la livraison d'armes : « *L'exigence relative aux armes a été nettement repoussée et on ne doute pas que le gouvernement royal n'apprécie cette décision* » ⁴²². Dans sa lettre au ministre des Colonies, il en explique les raisons : « *La remise d'armes de guerre à des indigènes relevant de l'autorité espagnole serait en contradiction formelle avec les traités et serait de nature à soulever de la part du cabinet de Madrid des protestations justifiées* » ⁴²³.

Enfin, quand le ministre des Colonies avance une requête de réprimande au gouvernement espagnol, pour sa présumée responsabilité dans l'affaire – responsabilité qui découlerait du fait de ne pas avoir agi chez les Rgaybât pour éviter ou remédier à la captivité des naufragés de l'*Oued Sebou* – son collègue des Affaires étrangères lui répond : « *Nous ne sommes (...) pas fondés en droit à rendre le gouvernement espagnol responsable de la capture de nos compatriotes par les Reguibat. En fait, la responsabilité du cabinet de Madrid est d'autant moins engagée que, ainsi que le rappelle l'ambassade d'Espagne à Paris (...) c'est le gouvernement Français qui a obtenu du gouvernement royal qu'il renonce pendant la guerre à toute activité dans la zone espagnole du sud marocain et cette passivité que nous avons obtenue de nos voisins a eu pour conséquence le maintien de l'état d'anarchie dans la région reconnue à l'Espagne entre le 26° et le 27°40* » ⁴²⁴.

Au-delà de ces considérations, l'attitude des autorités espagnoles est assez bienveillante à l'égard de la France et des naufragés qui, suivant les mêmes règles réclamées à grands cris par le Quai d'Orsay et par la Résidence générale pour la mission Probst, auraient dû être internés en territoire espagnol jusqu'à

⁴²⁰ Lettre du ministre des Affaires étrangères au résident général à Rabât, Paris, 21/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴²¹ Lettre « TRÈS SECRET[E] », le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Madrid, Paris, 21/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴²² Lettre n°30, le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, 25/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴²³ Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre des Colonies, Paris, 26/1/1918, doc. cité.

⁴²⁴ Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre des Colonies, 13/2/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

la fin de la guerre⁴²⁵. En tous cas, il y a une lecture curieuse, effectuée par Madrid et Paris, de l'engagement obtenu à propos d'Ifni, que Bens avait de nouveau proposé d'occuper à la fin de 1917⁴²⁶. Les deux zones – Ifni et la Sāgya al-Hamrā – sont éloignées l'une de l'autre, et probablement, pour différentes raisons qui vont de la non-homogénéité des populations à leur situation géopolitique, le prétendu état d'anarchie n'aurait guère cessé avec l'occupation de la zone d'Ifni.

En réalité, comme le démontre l'affaire de l'*Oued Sebou*, l'ambiguïté dans laquelle se trouvent les territoires que le traité de 1904 attribue, sous des formes différentes, à l'Espagne, est exploitée soit de la France soit du gouvernement de Madrid.

L'espoir du Quai d'Orsay et de la Résidence générale est que, tôt ou tard, l'Espagne se décide à renoncer aux territoires africains qu'elle occupe ou devrait occuper au Maghreb, en échange de compensations à définir. Le projet français est d'obtenir la maîtrise complète des régions qui s'étendent de la Méditerranée à l'Afrique occidentale française sans n'y permettre aucune « enclave » espagnole. Ce souhait sera très nettement exprimé lors du débat sur le statut de Tanger, quand le gouvernement de Madrid, conscient de contrarier les visées françaises, envisage un moment, en échange du contrôle de la ville, la cession de la zone d'Ifni et/ou du Rio de Oro ; ou pendant les années 1920 et 1930, quand les rumeurs sur la vente de ses territoires sahariens aux Français se répandront à Paris, Alger, Rabāt et Dakar, dans les milieux coloniaux⁴²⁷.

⁴²⁵ En effet, le ministre des Affaires étrangères avait écrit : « *L'intervention espagnole pouvait d'une part contrarier notre action et d'autre part entraîner l'internement en Espagne des prisonniers mobilisés une fois libérés* », lettre « TRÈS SECRET[E] », le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Madrid, Paris, 21/1/1918, doc. cité.

⁴²⁶ *Datos varios sobre la actuación del Coronel D. Francisco Bens, e intentos de ocupación de Ifni (1904-1926)*, doc. cité.

⁴²⁷ « *J'ai transmis à M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, les renseignements très précis contenus dans votre lettre n°16 APA du 15 janvier 1925, concernant le contrôle des armes remises aux indigènes de Mauritanie, en lui demandant de les porter à la connaissance du gouvernement de Madrid. M. Herriot vient de me faire savoir que notre ambassadeur en Espagne avait fait part au gouvernement royal de ces indications d'où il ressort que la carabine neuve trouvée entre les mains d'un indigène du Cap Juby ne saurait lui avoir été délivrée par les autorités de Port Etienne. Dans les circonstances actuelles et au moment où vont, peut-être s'ouvrir des négociations entre la France et l'Espagne pour la cession du Rio de Oro à la France, M. le président du Conseil estime et je me rallie entièrement à cette manière de voir, qu'il est préférable de ne pas engager actuellement une discussion théorique sur le droit de suite* ». Lettre du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Afrique occidentale française, Paris, janvier 1925 ; CAOM, archives du ministère des Colonies, section Affaires politiques, c. 1415, d. 18. Huit ans plus tard, une correspondance italienne relate : « *Monsieur le Ministre (...) à propos de la récente campagne de presse pour le Rio de Oro (...) les milieux français au Maroc, face à l'anarchie régnante dans cet aride domaine espagnol, refuge de bandits et de bandes armées qui ont infligé des pertes sévères aux troupes du protectorat (du 1^{er} septembre*

Pour sa part, l'Espagne obtient, par l'acquisition nominale de possessions africaines, le statut de puissance coloniale qu'elle avait perdu en 1898 lorsque la défaite subie dans la guerre contre les États-Unis l'avait obligée à abandonner Cuba et les Philippines. Elle n'a pas les moyens d'une occupation effective du Sahara occidental et de la zone d'Ifni et, plus en général, d'une exploitation réelle de ses colonies⁴²⁸. Cela n'empêche que grâce à la situation virtuelle créée par le traité de 1904, elle s'assoit à la même table diplomatique que la France et l'Angleterre. Il est important de souligner que l'action coloniale de l'Espagne présente des caractéristiques différentes en regard de la conception des autres pays⁴²⁹. La reconnaissance de « grande puissance » est l'objectif principal, de prestige, auquel les Espagnols aspirent, et la non-installation à l'intérieur de leurs colonies, une fois que celles-ci leur ont été attribuées, ne mine en rien ce statut qu'ils font valoir notamment à l'occasion des symposiums internationaux ou dans les affaires locales comme celui des naufragés de l'*Oued Sebou*. De plus, le rôle de l'Espagne est artificiellement agrandi par la remise en cause des équilibres sanctionnés à Algésiras, ce qui permet au gouvernement de Madrid de faire entendre sa voix non seulement à propos de la situation marocaine mais également au sujet de toute la Méditerranée vers laquelle elle s'est tournée autour des années 1820, après l'indépendance de ses anciennes colonies d'Amérique du Sud.

Même si elle n'assume pas les responsabilités et les charges économiques d'une véritable administration coloniale, l'incertitude des territoires sahariens permet à l'Espagne d'avoir le dernier mot sur une éventuelle reconfigurations

1931 au 1^{er} septembre 1932, 2 officiers, 9 sous-officiers, 100 hommes de troupe), se montrent d'accord sur la nécessité d'obtenir les mains libres dans ce territoire pour des opérations de police d'envergure, voire d'en demander la cession, de plus en plus nécessaire à la tranquillité du protectorat (...) », lettre *Riservatissimo* n°221/92, le consul général d'Italie à Tanger au ministre des Affaires étrangères à Rome, Tanger 22/2/1933 ; ASMAE, Serie Affari Politici 1931-1945, Marocco, Busta 4 (1933).

⁴²⁸ Mais, en 1915, le ministère d'État, par l'entremise de Francisco Joan del Rio, publie une étude exhaustive des ressources de territoires coloniaux espagnols, ce qui révèle qu'à l'intérieur du gouvernement il y a bien un parti qui prône pour une occupation rapide, effective et complète, Francisco Joan Del Rio, *África Occidental Española (Sahara y Guinea)*, Madrid, Imprenta de la *Revista Técnica de Infantería y Caballería*, 1915.

⁴²⁹ Essayant de cerner la « différence de style et presque de nature entre colonisation française et colonisation espagnole », Daniel Rivet, *op. cit.*, 3^e vol., p. 254-255, écrit : « Non seulement les officiers espagnols, pour la plupart, manquent de compétence professionnelle, mais ils sont, en majorité, vénaux. Certes la corruption est un des ressorts sur lesquels jouent également la pénétration et la domination françaises. Mais au contraire des officiers et fonctionnaires du protectorat français, la majorité des Espagnols sont des corrupteurs corrompus, ce qui suscite, de la part des Marocains, des connivences, mais aussi ce mépris qui interdit à l'homme colonial d'étaler orgueilleusement sa supériorité ethnique et d'en tirer une autorité incontestée », ce qui dissimule assez mal une certaine malaise, une plus grave méconnaissance ainsi que l'utilisation des mêmes stéréotypes employés par l'historiographie coloniale française pour caractériser la présence espagnole en Afrique.

frontières de la région ainsi qu'une influence importante sur les politiques coloniales françaises, au sud comme au nord du Sahara, à partir du début de la Première Guerre mondiale : « *La guerre allait nous empêcher de soumettre el Hiba (...). Les Espagnols purent alors profiter de ce que (...) [l'] attention [de la France] se détournait du désert pour tenter d'y développer leur influence (...)* »⁴³⁰.

Il va sans dire que les principaux bénéficiaires de la carence du pouvoir colonial espagnol sur la Sāgya al-Hamrā et le Río de Oro demeurent les populations qu'y habitent. De fait, le deuxième point que l'affaire de naufragés nous permet de réitérer concerne le rôle d'intermédiaire que, malgré les pressions de Francisco Bens, al-Hayba continue à jouer par l'entremise de ses frères, et notamment de Mohammad al-Aḡdaf. C'est à ce dernier que les Rgaybāt remettent la plupart des prisonniers, et c'est al-Aḡdaf qui envisage, ensuite, de les emmener à Tarfaya pour négocier leur rançon⁴³¹. Il est vrai que les Français de Saint-Louis cherchent à lui opposer, comme médiateur, Mohammad wuld al-Halīl, le plus grand chef Rgaybāt. Mais celui-ci nomadise dans les environs Atar, en Mauritanie. Il est donc trop loin des côtes où a lieu l'affaire de l'*Oued Sebou*. Il envoie un message aux autres Rgaybāt leur prescrivant la remise en liberté de tous les Français et de tous les Sénégalais retenus comme prisonniers⁴³². Toutefois, à la date du 29 janvier, les Espagnols, traitant avec al-Aḡdaf, ont déjà obtenu la libération de tous les Européens et d'une partie des Sénégalais. Il resterait une quarantaine de ces derniers que le frère d'al-Hayba promettrait de conduire à Tarfaya et de libérer contre une compensation qui s'élève à 500 Ptas par individu⁴³³.

Il semble donc que, pour le moment, ni les Espagnols ni, dans un certain sens, les Français, ne puissent éviter d'avoir comme interlocuteur la famille de Mā' al-'Aynayn⁴³⁴. Celle-ci, par ses réseaux et les attaches de chaque fils du fameux

⁴³⁰ Lettre anonyme, 1930, Archives nationales de Mauritanie, Nouakchott, non classée, citée par Sophie Caratini, *op. cit.* 1^{er} vol., p. 151.

⁴³¹ Lettre n°30, le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, 25/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, doc. cité.

⁴³² Tél. n°270, gouverneur général de l'Afrique occidentale française à M. le Ministre des Colonies à Paris, Dakar, 26/1/1918 ; SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919) ; sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124. Toutefois, Geneviève Désiré-Vuillemin, *Contribution à l'histoire de la Mauritanie 1900-1934*, Dakar, Ed. Clairafrique, 1962, p. 216, écrit : « *Malgré les belles paroles, O. Khalil fait des difficultés pour délivrer les naufragés de l'Oued Sebou* ».

⁴³³ Lettre n°46, M. Joseph Thierry, ambassadeur de France à Madrid, à M. le Ministre des Affaires étrangères, 29/1/1918, SHAT, Archives de la guerre, série N (1872-1919), sous-série : état-major de l'Armée, section Afrique, c. 2124.

⁴³⁴ Par exemple : « *En avril [1918] c'est le naufrage du Luigi, dont les rescapés tombent aux mains des Ahel Ma El Aïnin, avec l'approbation du lieutenant-colonel Benz y Arzandona [sic !] qui s'entremet ensuite pour les racheter à bon prix et les remettre aux autorités françaises* ».

Shaykh, continue à assurer une certaine cohésion à un espace essentiellement pré-saharien et saharien⁴³⁵, dont les limites ne cessent d'être restreintes par les « pacifications » menées de Rabāt, d'Alger et de Saint-Louis. A la fin de 1917, l'espoir que les territoires grignotés à al-Hayba et à ses frères puissent être repris aux troupes françaises du Sud et franco-makhzaniennes du Nord, demeure encore intacte, alimentée, pendant l'année 1918, par les efforts que les Germano-Turcs font pour ravitailler leurs alliés du Maghreb.

En octobre 1917, les Allemands annoncent à al-Hayba l'envoi d'un million de pesetas, mais la somme ne semble pas parvenir à destination. En effet, un mois plus tard, al-Hayba écrit deux lettres, l'une à Guillaume II, l'autre au sultan ottoman, qui se terminent par une requête d'argent⁴³⁶. Début 1918, al-Hayba est une « pièce » de la « paix sainte ». Il aurait retrouvé sa vigueur et repris son action : « *El Hiba et ses disciples pacifient les tribus du Sud (Aït Baamrane, Oued Noun, Anti Atlas)* »⁴³⁷.

Les Ida U Tanan, tribu des environs d'Agādīr, sont invités à se préparer à la reprise des hostilités contre les Français pendant qu'un émissaire du fils de Mā' al-'Aynayn, Mawlāy Ahmad, moqadem des Darqāwa, atteint les Ayt Ba 'Amran afin de les réconcilier entre eux et de les ramener dans les rangs d'al-Hayba. Le 10 février, celui-ci recevrait une lettre provenant du consulat allemand d'Al 'Ara'ish⁴³⁸. La missive lui annonce un envoi d'armes et de munitions – turques (?) – qui devraient être transportées par des sous-marins : « [Al-Hayba] *manifesta – dit-on – une grande joie de la venue de ce courrier et expédia immédiatement deux agents à Tarfaya pour y attendre [les sous-marins]* »⁴³⁹.

(2 500 F par naufragé à Atar) : bonne affaire pour tout le monde (...) », Geneviève Désiré-Vuillemin, *op. cit.*, p. 215 en note. En mai 1922, c'est le tour du vapeur portugais *Emilia*, mais, cette fois, ce sont les dix-neuf naufragés eux-mêmes qui proposent aux Awlād Dlim et aux Awlād Tidrārīn, qui les ont pris prisonniers, de payer leur rançon en fusils de guerre. Ainsi, accompagnés par un fils de Mā' al-'Aynayn, les Awlād Dlim emmènent les Portugais au poste espagnol de Villa Cisneros, tél. n°1732, le gouverneur de la Mauritanie au gouverneur général de l'Afrique occidentale française, Saint-Louis-du-Sénégal, 22/5/1922 ; CAOM, archives anciennes gouvernement général de l'Afrique occidentale française, série 9 G 67, microfilm 14 mi 2177.

⁴³⁵ Cet espace se prolonge vers l'Est marocain par le biais des rapports qu'al-Hayba a, fin 1916, avec un parti de Filalis auxquels se joint 'Abidin al-Kunti, vieil adversaire des Français, qui maintient des relations suivies avec le Twat et la Sawura, Gilbert Meynier, *op. cit.*, p. 507.

⁴³⁶ *Action allemande au Maroc. Résumé des rapports reçus de mars à décembre 1917*, note n°1422 9/11 du ministère de la Guerre, Paris, 24/2/1918, doc. cité.

⁴³⁷ *L'action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

⁴³⁸ Tél. n°20 RSC, le commandant de la région Marrākesh à résident général à Rabāt, 15/2/1918, 10h20 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴³⁹ *L'action allemande*, document émanant vraisemblablement du commandement général, février 1918, doc. cité.

Le plan d'al-Hayba semble être d'entraîner le nord de la Mauritanie dans sa campagne. Il cherche à réaliser ainsi une jonction entre ses forces – un noyau de Ayt Ba 'Amran, de Aghrās et de Majjat – qui contrent l'avancée du protectorat dans le Sud marocain ; un groupe de Tikna et de Awlād Bū Sba' qui agit plus au sud – et l'émir de l'Adrār, Sīdī Ahmad Wuld Ahmad Wuld Ahmad Wuld Ayda. Ce dernier avait combattu les Français à côté d'un autre fils de Mā' al-'Aynayn, Hasana, pendant les années 1905-1910.

Dans le même contexte, al-Hayba avait écrit à Mohammad wuld al-Halīl, pour les Rgaybāt Sāhil, et aux chefs des Rgaybāt al-Gwāsim, les invitant à abandonner leurs projets de soumission et à s'unir autour de lui. Mais la « confédération »⁴⁴⁰, qui devrait être raffermie par la distribution d'armes allemandes aux différents groupements du Sud marocain et du Nord mauritanien, n'arrive pas à se constituer. Le commissaire du gouvernement général de la Mauritanie, Gaden, place l'émir de l'Adrār en résidence surveillée à Saint-Louis-du-Sénégal et accélère les négociations pour la soumission des Rgaybāt.

Mais si, au Sahara, l'action armée ne paraît pas partir, dans le Sud-Est marocain les Ayt 'Atta sont au centre d'un mouvement qui se répand dans tout le Tafilālt et cherche à gagner l'ouest et la zone d'al-Hayba. A la fin du printemps 1918, un sharif originaire d'une tribu du Sāhil, Mohammad al-Samlālī⁴⁴¹, s'installe près du tombeau de Sī Muha Nafrutan, marabout des Ayt Atta. Il jouit du soutien d'un ancien lieutenant d'Abd al-Mālik, Bu-l-Qāsim al-Angādi⁴⁴². Al-Samlālī fait assassiner l'officier interprète auprès du Khalifa du sultan au Tafilālt et entraîne les Ayt Atta à la révolte. Le 9 août, à la tête d'une harka, il détruit une colonne française à Gaūz avant que le camp de son harka soit, à son tour, enlevé par les troupes coloniales⁴⁴³. Afin d'empêcher qu'al-Samlālī progresse vers l'ouest, De Lamothe effectue une diversion à l'aide d'al Hadj T'Hami al-Glawi et arrive à dissocier les groupements ennemis. Le 7 septembre, le *sharif* est battu à Dār al-Bayda par le général Poeymirau mais il ne se rend pas. Il poursuit au contraire les hostilités, attaquant les postes français dans le Sud-Est marocain,

⁴⁴⁰ Le mot avait été employé par Hassana, lors de l'attaque au fort français d'Agūyūt, en 1908, dans une lettre adressée au commandant français du poste pour le sommer à évacuer le fort : « (...) La lettre a pour but de vous faire savoir que les musulmans venus de tous les côtés par de profonds ravins se sont rassemblés et se sont confédérés pour vous combattre (...) », Traduction de la missive de Hassana effectuée par l'interprète officiel Bū al-Mugdad, jointe à la lettre n° 165R, le commandant du fort d'Agūyūt au commandant du Cercle, 8/8/1908 ; CAOM, Archives anciennes gouvernement général de l'Afrique occidentale française, série 1 D 233, microfilm 14 mi 314.

⁴⁴¹ Une grande partie de la littérature consultée lui attribue comme vrai nom Sī Muha Nafrutan, comme le santou du tombeau du marabout des Ayt Atta.

⁴⁴² Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 373.

⁴⁴³ Paul Doury, *op. cit.*, p. 310-312.

avant d'être de nouveau battu, le 31 janvier 1919 à Tizimi, par les troupes du colonel Mayade⁴⁴⁴. On comprend que la Résidence générale s'inquiète de ce soulèvement⁴⁴⁵ et qu'elle craigne qu'il puisse contaminer les populations à peine soumises de la zone de Tiznit⁴⁴⁶ où la propagande d'al-Hayba est très active⁴⁴⁷.

Les Allemands continuent à le pourvoir en argent et en armes⁴⁴⁸, mais le dernier espoir d'obtenir un ravitaillement important de matériel de guerre⁴⁴⁹ sur

⁴⁴⁴ Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 374.

⁴⁴⁵ L'« affaire du Tafilālt » est traitée en détail dans l'ouvrage de Paul Doury, *op. cit.* L'auteur critique la politique aventuriste de Lyautey et essaye une mise en valeur de l'action de son grand-père, le colonel Doury, qu'il considère injustement oublié et accusé d'être le seul responsable de toute la campagne menée dans le Sud-Est marocain. Relativement à ce dernier aspect, l'auteur a probablement raison quand il affirme que l'historiographie a essayé d'occulter toute l'affaire car les responsabilités de Lyautey étaient en revanche nettes. Cependant, à notre avis, Doury ne se prive pas de quelque interprétation un peu osée quand il soutient par exemple que la bataille de Gaūz est une victoire pour les troupes makhzaniennes alors que la plupart de la colonne du commandant Pochelu (trois compagnies de tirailleurs sénégalais, une compagnie montée de légion et un peloton de spahis) est anéantie. La région du Tafilālt est acquise aux territoires « soumis » à la Résidence générale et au sultan en 1917, mais elle en sort à la suite d'une rapide évacuation des troupes franco-makhzaniennes le 15 octobre 1918. Nous n'avons pas trouvé dans les documents consultés de renseignements importants sur le trafic d'armes ou sur la propagande germanophile dans la région - même si une partie de la littérature consultée s'obstine à voir la *longa manu* de l'Allemagne, Louis Barthou, *op. cit.*, p. 73-74. A notre avis, le Tafilālt est un front important de la « pacification coloniale » - il suffit de rappeler que la région ne sera réoccupée qu'en 1932 - mais il ne constitue pas l'un des éléments clés pour comprendre l'implication de l'occident maghrébin dans la Grande Guerre.

⁴⁴⁶ Pour venir au bout du soulèvement provoqué par al-Samlālī, la Résidence générale avait dû demander l'aide de forces importantes de l'Algérie, qui stationnaient dans le Sud wahrānī aux ordres du général Nivelles, Gilbert Meynier, *op. cit.*, p. 507.

⁴⁴⁷ Dans une missive envoyée par le fils de Tālib Hiyār, frère d'al-Hayba, à l'émir de l'Adrār, on faisait connaître à Sīdī Ahmad Wuld Ahmad Wuld Ahmad Wuld Ayda qu'il existait un accord complet entre tous les musulmans du Nord mauritanien jusqu'à Smara, que des agents turcs contrôlaient les ports marocains et que les Tikna, les Chleuhs, le qa'id Djariri, les populations de Tiznit et de Tārūdānt avaient reconnu al-Hayba comme chef spirituel et temporel, Geneviève Désiré-Vuillemin, p. 215.

⁴⁴⁸ « En même temps somme en numérique et billets banque, Hiba aurait reçu (...) 5 carabines à répétition (...) », tél. n°168 QPA, le commandant zone politique Sud-Atlas à résident général à Rabāt, Agādīr, 18/6/1918, 9 h 30. « Hiba aurait annoncé que secours armes, notamment un canon, lui seraient remis à [Cap] Juby fin Ramadan », tél. n°184 QPA, le commandant zone politique Sud-Atlas à résident général à Rabāt, Agādīr, 2/7/1918, 9 h 20. Les deux documents sont gardés au SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679. La nouvelle d'une fourniture d'armes à la fin du ramadan (mi-juillet 1918) est relatée également par Geneviève Désiré-Vuillemin, *op. cit.*, p. 215.

⁴⁴⁹ Il paraît important de souligner qu'al-Hayba ne manquait aucune occasion pour se procurer des armes et que ces derniers étaient la monnaie d'échange indispensable pour la résolution de toute question. C'est du moins ce qui ressort d'une lettre du général Calmel, commandant la région de Casablanca, qui écrit : « Dernièrement est passé par Casablanca, se rendant à Mogador, le nommé Hadi Mohammed Ben Salah ben Mahfoud, originaire des Ouled Djerrar (Sous), ex-

le capitaine allemand Fock, ancien consul allemand à Rabāt qui, à partir des Canaries⁴⁵⁰, cherche à organiser une mission semblable à celle de l'automne-hiver 1916. Vraisemblablement, Fock est l'un des officiers allemands à qui Probst, pendant son séjour à Las Palmas, avait pu donner des informations sur la situation dans le Sud marocain et au Sahara. Il semble avoir des idées assez précises sur la composition de l'expédition et sur les hommes et le matériel qu'il envisage d'emmener : un officier allemand faisant partie de l'équipage d'un vapeur interné dans l'archipel ; le télégraphiste du croiseur *Kaiser Wilhelm Der Grosse* ; des appareils de TSF. Il demande à Berlin de lui envoyer un sous-marin à Las Palmas transportant des armes. L'attaché militaire à l'ambassade allemande à Madrid devrait, en outre, lui mettre à disposition 200 000 P.H. « reliquat du crédit ouvert pour Hiba »⁴⁵¹.

Les pourparlers entre les Canaries, l'attaché militaire à Madrid et Berlin, se poursuivent jusqu'à la mi-octobre, lorsque Fock fait connaître que, même sans sous-marin, il pourrait essayer d'apporter son aide à al-Hayba. Il se proposerait de faire acheter les munitions dans la région du Sūs et présenterait pour ce faire à son gouvernement une requête de 150 000 F⁴⁵².

Cette demande montre que Fock n'a pas l'intention de garder les armes dans l'archipel. A la mi-septembre, le vice-consul de France à Las Palmas avait fait perquisitionner deux fermes qui lui avaient paru suspectes. Mais ses agents n'avaient rien trouvé ni dans la Finca Schmit ni dans la Finca Silva⁴⁵³.

associé d'un nègre nommé Salem Ben Mbarek de la même tribu, avec lequel il tenait une cantine à Metlioui, dans les chantiers de la Société de phosphates de Redif, contrôle de Gafsa (Tunisie). Salem qui exploite maintenant cette cantine pour son propre compte, aurait reçu de son maître si Hossein ben Boudjemaa, habitant le village Idagh, tribu des Ouled Djerrar, mission de lui acheter 4 fusils et plusieurs revolvers qu'il se propose d'offrir à Moulay Hiba en vue d'obtenir la mise en liberté du nommé Ahmed ben Boudjemaa Imesliou, prisonnier du caïd Ayad, de ladite tribu. D'ores et déjà, Salem aurait acquis dans ce but 2 fusils et 13 revolvers qu'il garde par devers lui en attendant d'avoir réuni tout ce qui lui a été demandé, son intention étant d'expédier alors clandestinement ces armes dans le Sous par terre ou par voie de mer », lettre n°1243 R, le général Calmel, commandant la région de Casablanca à M. le Résident général de la République française au Maroc, 14/9/1918 ; CADN, ARGM, DAI, c. 242 A.

⁴⁵⁰ D'après Louis Barthou, *op. cit.*, p. 55, Fock s'était réfugié à Las Palmas après le début de la guerre, sous le nom de Guillaume Schneider.

⁴⁵¹ Tél. n°5625 9/11, le ministre de la Guerre à résident général à Rabāt, Paris, 11/8/1918, 14 h 15 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴⁵² Tél. n°7230 9/11, le ministre de la Guerre à résident général à Rabāt, Paris, 15/10/1918, 12 h 45 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc - 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴⁵³ Lettre n°47, M. Fernand Sarrien, vice-consul de France aux îles Canaries, à M. le Général Lyautey, résident général de la République à Rabāt, Las Palmas, 20/11/1918 ; CADN, ARGM, CD, c. 618.

Le capitaine Fock se rendrait continuellement aux consulats d'Allemagne et d'Autriche pour compléter la préparation de l'expédition, mais l'armistice le surprend avant qu'il soit prêt : « *D'après des renseignements de source sûre, Fock a craint d'être arrêté par (...) [les] patrouilleurs [français] ; il savait qu'il était surveillé par nos services et il savait que son départ serait soit empêché soit signalé immédiatement. (...) Il est l'un de ceux de ses compatriotes qui regrettent la chute de l'empire et surtout l'abdication du Kaiser auquel il demeure profondément attaché. Il est l'un de nos ennemis les plus dangereux et les plus obstinés et, il est fort heureux qu'il n'ait pu accomplir la mission dont on l'avait chargé et dont les conséquences auraient pu être sérieuses, pour nous, si elle avait abouti* »⁴⁵⁴.

Il est probable que même s'il était arrivé au Sahara, Fock n'aurait pu mener à bien sa mission. Il aurait joui difficilement de la même liberté de mouvement de Probster. Francisco Bens qui, de passage à Las Palmas pour Madrid en avril 1919 rend visite au consul de France dans la capitale canarienne, affirme : « *Toutes les tentatives des Allemands, (...) faites pendant la guerre, pour faire parvenir des armes à El Hiba par ces territoires espagnols ont lamentablement échoué. Une première expédition, dirigée par le capitaine Probster et qui avait réussi à débarquer clandestinement près de la Punta de Morro, a été arrêtée par moi et embarquée par moi sur un navire de guerre espagnol à destination de Las Palmas où cette mission a été internée (...). La mission Fock, deuxième expédition allemande, si elle avait pu quitter la Grande Canarie, n'aurait pas trouvé un meilleur accueil de ma part (...) ; j'avais pris des dispositions pour l'empêcher, à tout prix, de débarquer. D'ailleurs, il est de notre intérêt commun d'empêcher tous rapports allemands avec El Hiba et d'interdire par tous les moyens possibles, l'entrée sur la côte d'Afrique de la contrebande d'armes. Je n'ai, avec moi, que quelques soldats et si je tolérais cette contrebande, j'en serais la première victime (...)* »⁴⁵⁵.

Bien que le récit concernant la mission Probster diffère quelque peu de la réalité, le durcissement vis-à-vis des Allemands paraît avoir été effectif. En janvier 1918, un officier allemand était arrivé à Tarfaya avec une grosse somme d'argent destinée aux partisans d'al-Hayba afin de leur permettre d'acheter des armes. Bens avait réagi en faisant enfermer toutes les munitions du poste dans un local dont lui seul possédait les clés, afin d'en empêcher l'accès aux soldats qui auraient pu vendre une partie des armements aux hommes du fils de Mā' al-‘Aynayn⁴⁵⁶.

⁴⁵⁴ *Ibidem*.

⁴⁵⁵ Lettre de M. Fernand Sarrien, Vice-consul de France aux Iles Canaries à Son Excellence M. Alapetite, ambassadeur de France à Madrid, Las Palmas, 24/4/1919, CAOM, Archives du Ministère des Colonies, série Géographique, Mauritanie IV, d. 5.

⁴⁵⁶ *Ibidem*.

Le gouverneur espagnol tient à amoindrir le plus possible, aux yeux des Français, le rôle d'al-Hayba, s'attribuant le mérite de l'avoir mis à l'écart des affaires sahariennes, et notant au passage l'origine française de presque tous les fusils dont les populations habitant les alentours de Tarfaya disposeraient, ainsi que le souligne le vice-consul de France à Las Palmas⁴⁵⁷.

Faut-il s'en tenir aux affirmations de Bens et conclure que la vie politique d'al-Hayba termine avec la fin de la guerre ? L'équation semble réelle, pourtant la conclusion du conflit en Europe ne se traduit pas par la fin des hostilités dans la région sud-marocaine et saharienne. C'est d'ailleurs l'avis des Français qui, au début de 1919, demeurent convaincus de la nécessité d'une surveillance attentive de l'archipel canarien, d'où d'autres expéditions d'armes pour le Maroc pourraient être organisées.

⁴⁵⁷ « El Hiba lui-même, but de toutes les expéditions allemandes, n'est plus aujourd'hui très à redouter. Les subsides, non plus que les munitions, n'ont pu lui arriver depuis très longtemps grâce aussi à la surveillance incessante que je fais exercer sur nos possessions du Rio de Oro. (...) Les fusils qui sont entre les mains des tribus qui avoisinent le Cap Juby sont presque tous des Chassepots français, quelques Lebel, très peu d'Espagnols et d'Allemands, mais je suis persuadé que ce sont les Allemands qui au début de la guerre, leur ont fourni ces Chassepots. Mais ces arabes, s'ils ont des armes, manquent de munitions ; ils fabriquent eux-mêmes leur poudre destinée aux cartouches qui sont, comme vous le pensez bien, très défectueuses », Ibidem.

III.5 - La représentation de la victoire : le sort des « insoumis »

Après la fin du conflit européen, la guerre au Maroc et dans la région saharo-mauritanienne ainsi que les trafics d'armes ne cessent pas. Les documents coloniaux continuent à fourmiller d'histoires de marchés de matériel de guerre et de trafiquants, mais ils ne gardent plus trace, après le 11 novembre, de la présence des différents chefs qui avaient été les principaux destinataires des armes. C'est comme si la défaite de l'Allemagne et de la Turquie avait eu pour résultat, dans toute la région du Maghreb occidental, la disparition de ces personnages de la scène politique, indépendamment de ce qui leur est réellement arrivé.

Tout semble être retourné à l'état d'anarchie généralisée de la période précédant le traité de Fās, le contraste entre zones « soumises » et « insoumises » étant devenu plus saillant après les quatre années de guerre qu'avant. Il semble que, pour les autorités coloniales, une organisation politique et militaire des forces antifrançaises, alternative au projet franco-makhzanien, n'était possible que pendant la Grande Guerre, avec l'aide et les mots d'ordre venant de l'extérieur. Ce contre-pouvoir n'aurait pu se dresser contre la Résidence générale que parce qu'il s'agissait, en fait, d'un contre-pouvoir allemand et turc, non pas rifain, marocain ou saharien.

Les tentatives d'organisation sous forme de résistance à l'occupant, expérimentées pendant les quatre années de la guerre européenne, laissent pourtant leurs signes, bien visibles, notamment pendant la guerre du Rīf. En réalité, à l'offre germano-turque de propagande, armes et argent, correspondait une demande fondamentale, dont les motivations sont minorées dans les documents coloniaux à la fois pour des raisons idéologiques et de sécurité du système colonial. En même temps, il est indubitable que les protagonistes maghrébins de la Grande Guerre subissent de plein fouet les conséquences de l'effondrement du front européen et du désengagement turco-allemand qui en résulte. Il nous reste donc à examiner, dans leurs grandes lignes, quel est leur sort.

Al-Raysūnī est sans doute le chef qui est le moins touché par la défaite allemande. A partir de 1919, il entre en conflit avec les Espagnols, continuant à mener une action personnelle qui comporte aussi l'engagement de batailles contre eux, et une propagande destinée à rétablir, auprès des populations du Nord-Ouest marocain, son prestige de chef indépendant⁴⁵⁸. Il est fort probable

⁴⁵⁸ « Raïssouli empêcherait les soumissions [aux Espagnols], distribue de l'argent et des armes aux indécis », tél. n°2732 9/11, le ministre de la Guerre à résident général à Rabāt ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV :

que la plupart des marchés d'armes qui se développent alors dans la zone de Tanger soit destinée à ravitailler ses forces, lesquelles pour un certain temps se trouvent gravement en difficulté face à l'avancée espagnole. Puis, en 1921, commence un ballet à trois, avec les Espagnols et 'Abd al-Karīm, destiné à le tenir politiquement en vie et à assurer son influence sur les Djabala. Si, d'un côté, ses forces reçoivent l'aide de contingents rifains commandés par le frère d' 'Abd al-Karīm, M'Hammad, d'un autre côté, lui-même est attaqué et battu, en janvier 1922, à Tāzrūt, par les troupes espagnoles qui occupent la ville le 22 mai. Il refait sa soumission au Haut-Commissariat de Titwān, qui l'emploie pour contrer l'armée rifaine, obtenant aussi le soutien personnel de Primo de Rivera. En 1923, les Espagnols songent à le nommer Khalifa du sultan à Titwān ; mais en janvier 1925, il est capturé par les forces d' 'Abd al-Karīm qui l'emmènent, avec tous ses biens et sa famille, à Tamassint, où il meurt le 10 avril.

Un destin à peu près semblable attend 'Abd al-Mālik. Fin septembre-début octobre 1918, il se réfugie dans une tribu de la zone espagnole avec six Allemands parmi lesquels Bartels. Son campement est pillé par les mêmes hommes qui, quelques jours avant, lui étaient encore fidèles⁴⁵⁹. A l'intérieur de la zone sous influence espagnole il n'est toutefois pas à l'abri des poursuites françaises, puisque pendant l'automne-hiver 1918-1919, les Espagnols livrent à la Résidence générale une soixantaine d'hommes qui avaient combattu sous son commandement⁴⁶⁰. En revanche, Bartels et les autres Allemands sont internés à Melilla et, ensuite, envoyés à Malaga où les Espagnols les remettent en liberté⁴⁶¹.

Pendant quelque temps, 'Abd al-Mālik cherche à réorganiser ses forces, comptant sur l'appui d'agents allemands au service des Russes. Des sommes importantes lui seraient destinées de Moscou et de Berlin via la Suède, la Hollande et l'Espagne. En même temps, d'autres agents allemands à Melilla chercheraient à lui faire parvenir des armes et des munitions. Cette

Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679. Sur cette phase des relations entre les Espagnols et le *sharif*, voir María Rosa De Madariaga, *En el barranco...*, *op. cit.*, p. 129-134.

⁴⁵⁹ Lettre n°646/176, M. Rinella, agent d'Italie à Tanger, à S.E. le baron Sidney Sonnino, ministre des Affaires étrangères à Rome, Tanger, 23/12/1918 ; ASMAE, Serie Affari Politici 1919-1930, Marocco, Pacco 1423 (1919-20), d. 5995 bis.

⁴⁶⁰ Germain Ayache, *Les origines...*, *op. cit.*, p. 248.

⁴⁶¹ Lettre n°646/176, M. Rinella, agent d'Italie à Tanger, à S.E. le baron Sidney Sonnino, ministre des Affaires étrangères à Rome, Tanger, 23/12/1918, doc. cité. Il est probable que Bartels relate son histoire dans *Auf eigene Faust im Rif*, écrit en 1925, document auquel nous n'avons pas eu accès.

réorganisation d'‘Abd al-Mālik serait soutenue également par le Shaykh des Darqāwa⁴⁶².

Il est à remarquer que, le 29 août 1920, ‘Abd al-Mālik avait envoyé une lettre au commandant du Cercle des Hyayna dans laquelle il se déclarait prêt à effectuer sa soumission au protectorat. En échange, il demandait la restitution de ses biens, qui avaient été confisqués par la Légation de France à Tanger après son départ, en 1915, ainsi que la possibilité de se rendre à Rabāt pour se réconcilier personnellement avec le résident général. Ces propos avaient été jugés sincères par les autorités militaires du protectorat, et le ministre des Affaires étrangères avait recommandé à Lyautey de prendre en main la question et de la suivre très attentivement afin de la faire aboutir⁴⁶³, ce qui, évidemment, n'avait pas été possible.

Au début de 1921, le nom d'‘Abd al-Mālik revient dans la correspondance de Lyautey. Le résident général apparaît très préoccupé : « *Renseignements que je trouve à Fez me confirment l'attention qu'il faut donner à la rentrée en scène d'Abd el Malek (...). Il est installé chez les Senadja, au nord-est de Kelaa, sur les confins espagnols. Stop. Il a déjà groupé en quelques semaines sept cents à huit cents fusils et vient d'infliger un sérieux échec à son rival le Khamlichi qui est d'ailleurs également notre adversaire, mais ce succès a sensiblement accru l'autorité d'Abd el Malek dont le prestige reprend incontestablement. Stop. Il est dangereux à cause de son nom, de sa culture occidentale, de sa connaissance des affaires générales, de ses attaches allemandes. Stop. Il n'a pu être établi si ses contingents sont payés ou non. Stop. Dans le premier cas, il faut bien que l'argent lui vienne de quelque part. (...) Cette rentrée en scène d'Abdelmalek me préoccupe sérieusement, car lorsque j'ai établi le programme d'opérations pour 1921, j'avais tout lieu d'espérer que la lisière nord du Maroc pourrait rester un front passif. Stop. Si elle devient un front actif comportant menaces sérieuses, il n'y aura plus mêmes disponibilités d'effectifs, et il pourra y avoir modifications à apporter. Emissaires envoyés dans nos tribus par Abd el Malek comme ceux envoyés par Raissouli (...) exploitent avant tout question turque. (...) C'est bien elle en effet que je retrouve au premier plan des préoccupations de notables de Fez avec qui je me suis entretenu depuis trois jours et tous m'ont demandé des renseignements sur les intentions de la France à l'égard de la Turquie. Stop. N'en ayant aucune connaissance, je n'ai pu répondre qu'évasivement. (...) J'estime mon devoir de vous signaler l'influence*

⁴⁶² Tél. n°2664, M. Rinella, agent d'Italie à Tanger, à S. E. le baron Sidney Sonnino, ministre des Affaires étrangères à Rome, Tanger, 25/5/1920 ; ASMAE, Serie Affari Politici 1919-1930, Marocco, Pacco 1423 (1919-20), d. 5997.

⁴⁶³ Tél. n°523, le ministre des Affaires étrangères au résident général à Rabāt, Paris, 8/9/1920 ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

*de cette question d'Orient dans la partie de l'Afrique du Nord dont j'ai la charge, et il ne serait pas inutile que vous puissiez m'en dire ce que vous jugeriez possible, surtout s'il en résulte quelque apaisement au point de vue musulman (...) »*⁴⁶⁴.

En février 1922, 'Abd al-Mālik réitère son offre de soumission aux Français qu'il ferait en échange de 150 000 douros et de la possibilité de rentrer à Damas. Bien que le général Maurial insiste pour qu'on accepte cette proposition, Lyautey la rejette promptement⁴⁶⁵. L'année suivante, le fils d'Abd al-Qādir fait l'objet de pressions espagnoles qui, malgré les tentatives d'Abd al-Karīm de le dissuader de toute soumission aux troupes ibériques⁴⁶⁶, l'amènent à rejoindre Titwān. Ici, il ne sert pas le Haut-Commissariat contre les Rifains⁴⁶⁷, mais s'active sur le front ouest pour essayer de contrer les Djabala à nouveau en lutte. Il meurt pendant l'un de ces combats, à l'azīb de Mīdār⁴⁶⁸, le 7 août 1924, pour être ensuite enterré à Ceuta à côté du tombeau du Khalifa de Titwān et à la présence du haut-commissaire espagnol⁴⁶⁹.

Pour les hommes du « bloc berbère », la situation évolue de manière différente. Sīdī Raho, après le commencement de la guerre du Rīf, est en constant contact avec 'Abd al-Karīm, cherchant à combiner son action dans le Moyen Atlas avec la campagne menée plus à Nord. Mais en 1926, il est battu par les troupes françaises et fait sa soumission à la Résidence générale, devenant qa'id des Ayt Yūsi d'Injil⁴⁷⁰. Muha U Hammū et Muha U Sa'īd partagent à peu près le même sort : rétifs à toute hypothèse de soumission, voire « intraitables », comme les définit Rivet⁴⁷¹, une partie de leurs familles rejoint les rangs des franco-makhzaniens. Le premier est tué au combat en 1921, le second meurt en 1924.

⁴⁶⁴ Bulletin périodique n°63 du 1/2/1921, le commissaire résident général au ministre des Affaires étrangères ; SHAT, Archives du Maroc, série 3 H, commandement supérieur des troupes du Maroc ; 3^e bureau - IV : Défense côtière (1914-1934) et aérienne (1931-1939), c. 679.

⁴⁶⁵ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 110 en note.

⁴⁶⁶ Zakya Daoud, *op. cit.*, p. 168.

⁴⁶⁷ Mais citant un article du *Bulletin du Comité de l'Afrique française* d'août 1924, María Rosa De Madariaga, *Abd el-Jrim...*, *op. cit.*, p. 244-245, soutient exactement le contraire, affirmant qu'Abd al-Mālik s'était installé au nord de la vallée du Wargha d'où il cherchait à soulever pour le compte de l'Espagne les tribus de la région contre la résistance rifaine d'Abd al-Karīm.

⁴⁶⁸ Juan Pando, *op. cit.*, p. 283.

⁴⁶⁹ « A la date du 13 août courant [les journaux ont publié] l'information suivante : Tétouan. Le corps d'Abdelmalek, chef de la harka, dévoué à l'Espagne, tué dans un récent combat, a été amené à Ceuta dans une automobile militaire et inhumé dans une tombe creusée à côté de celle du Khalifa, en présence du haut-commissaire et du représentant du Maghzen », tél. n°16162, le gouverneur général de l'Algérie au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Alger, 15/8/1924 ; CADN, ARGM, CD, c. 618.

⁴⁷⁰ Daniel Rivet, *op. cit.*, 2^e vol., p. 152 en note.

⁴⁷¹ *Ibidem*, p. 103.

Enfin, au Sahara, Ahmad al-Hayba meurt le 23 juin 1919. Sa place est prise par Mrabbī Rabbū, dit le Sultan bleu, qui cherche à ménager, par l'entremise de son frère Mohammad al-Aḡdaf, les Espagnols de Tarfaya et de Villa Cisneros. Mais en 1921, une division temporaire a lieu entre les deux fils de Mā' al-'Aynayn ci-dessus nommés et leur frère al-Wālī. L'élément de discorde repose sur l'attitude à tenir vis-à-vis des Espagnols. Les deux premiers sont partisans d'une politique qui envisage d'exploiter la présence ibérique comme garantie de la non-présence française sans, toutefois, s'y inféoder. A ce sujet, al-Aḡdaf perçoit désormais une pension payée par le poste de Cap Juby alors que Mrabbī Rabbū continue à grouper autour de lui les tribus du Sud-marocain qui s'opposent au protectorat et qu'il continue à armer.

Al-Wālī, détenteur de la baraka de Na'ma, héritier spirituel de Mā' al-'Aynayn que Mrabbī Rabbū a fait empoisonner, demeure hostile à tout accord avec les Espagnols. Il se retire pour quelque temps chez les Rgaybāt du Nord mauritanien. Mais en juillet, l'écho des succès d'Abd al-Karīm réunifie les deux parties qui, établies dans la Sāgya al-Hamrā, organisent des opérations militaires contre les troupes coloniales françaises, essentiellement en Mauritanie⁴⁷². A partir de 1923, les attaques sur les postes français augmentent à l'aide d'autres personnages : Shangītī, son frère Waḡaha et Ismā'il wuld Bārdī, jusqu'à la fin de 1934 quand les Français accomplissent leurs « pacifications ».

Du 11 novembre 1918 à la guerre du Rif, les événements semblent reliés par un fil rouge qu'on retrouve aussi dans le sort destiné à la plupart des chefs « dissidents » qui ont combattu pendant les quatre années du conflit européen. Même la lutte anticoloniale des Sahariens est galvanisée par les victoires qu'Abd al-Karīm remporte sur les Espagnols.

Analyser les mécanismes de cette guerre et retracer son histoire en suivant les itinéraires des ravitaillements en armes qui parviennent aux Rifains pourrait être l'objet d'un autre ouvrage. On retiendra ici les points qui s'inscrivent dans une sorte de continuité, avec les événements des années 1914-1918, qui ne manquent pas. L'arsenal dont les Rifains disposent avant la bataille d'Anwal est constitué en majorité par les armes dont le Nord marocain a été arrosé pendant la guerre. Un seul exemple : les fusils allemands que les hommes d'Abd al-Karīm utilisent en grand nombre, en juin et juillet 1921, proviendraient d'un dépôt d'armes constitué à Alhucemas par le major Von Kalle, caché et gardé, depuis la fin de la guerre européenne, par Abd al-Mālik. En avril 1922, Von Kalle se rend d'ailleurs personnellement chez Abd al-Karīm pour lui livrer

⁴⁷² Sophie Caratini, *op. cit.*, 1^{er} vol., p. 164-167.

petit à petit ce qui, pendant les années précédentes, n'avait pas été sorti du dépôt⁴⁷³.

On remarque aussi certaines stratégies, employées pendant les opérations militaires, qui rappellent celles qu'utilisait 'Abd al-Mālik pendant la Grande Guerre : en premier lieu, la construction de tunnels dans les montagnes du Rīf pour se protéger des bombardements aériens et l'envoi d'émissaires dans tout le pays pour demander leur soutien aux autres chefs hostiles à la présence franco-espagnole.

Mais pour ce qui concerne le trafic d'armes, l'histoire change. Nous ne trouvons plus seulement les pourvoyeurs habituels, tels les États et les individus. Si l'Allemagne, l'Angleterre et la France continuent à jouer leur rôle, d'autres sujets avec d'autres implications politiques entrent en scène : les Bolcheviques, à qui 'Abd al-Karīm s'adresse plusieurs fois ; les différents comités pro-rifains, qui de l'Angleterre aux États-Unis recueillent armes et argent ; les comités panislamiques, etc.

Après la défaite en 1926, les populations cachèrent chez elles des tonnes d'armes parvenues entre leurs mains de toutes les manières et de tous les horizons. Les Rifains les ressortirent pendant la rébellion de 1958-1959, réprimée dans le sang par le prince héritier Mawlāy al-Hasān. Aujourd'hui, une partie de ces armes est exposée au musée militaire de Fās, au Bordj Nord.

⁴⁷³ Renseignement secret n°10609 SCR 2/11, le ministre de la Guerre à résident général à Rabāt, 15/5/1922 ; CADN, ARGM, DAI, c. 242 B.

Conclusion

Seul un examen superficiel du déroulement de la Première Guerre mondiale sur le front colonial franco-espagnol, en Afrique du Nord et de l'Ouest pourrait résumer les contrecoups du conflit européen à quelque équipée allemande cherchant à encourager la résistance antifranaise. C'est pourtant à cause de leur défaite en Europe que les « Boches » se retirent également de la scène maghrébine. De leur intense activité sur le front sud de la guerre il ne reste que quelques fusils, abandonnés ici et là, et quelques légionnaires allemands exécutés ou internés et finalement expulsés du territoire africain.

C'est là, à quelques nuances près, les conclusions de la plupart des journalistes et des écrivains qui publient dans les semaines suivant le 11 novembre 1918. Pourtant, la date de l'armistice en Europe ouvre une période de transition pour les populations de la zone comprise entre le Maroc et la Mauritanie. La débâcle du Reich entraîne-t-elle un retour au statu quo pré-guerre, quand Français et Espagnols n'aurait dû que dompter les quelques séquelles de la proverbiale anarchie marocaine ? Rien de plus vrai en apparence mais rien de plus faux dans la réalité. D'un côté, les années 1919-1921 se caractérisent effectivement par une avancée générale des « pacifications ». Même les Espagnols, qui dans leur zone nord étaient apparus, jusque-là, assez immobiles, grignotent du terrain aux résistances des Djabala et des Rifains. Mais c'est le calme qui annonce la tempête, comme le démontre d'ailleurs le trafic d'armes qui ne s'arrête pas à la fin du conflit mondial, mais continue à se jouer de toute limite spatiale ou temporelle. Le feu de la Première Guerre mondiale n'est pas éteint, la volonté de mettre en tension, sinon en retrait, le système colonial, est le signe le plus tangible qu'il laisse au Maghreb – probablement pour des décennies – et qui se rallume dans une flambée d'espoir et de violence avec la guerre du Rif.

Dans les espaces sahariens et mauritaniens, la situation paraît assez semblable à celle du protectorat marocain, même si les motivations sont différentes. Après la mort d'Ahmad al-Hayba, une sorte de guerre de succession dresse les frères les uns contre les autres et leurs partisans respectifs. Même dans ce cas, et dans une situation qui apparaît plutôt instable, la constitution de l'arsenal continue. Tant au Maroc qu'au Sahara et en Mauritanie, les populations résistantes, qui ne s'abstiennent nullement de frapper les troupes coloniales quand elles sont en mesure de le faire, profitent du moment de calme relatif pour passer outre, sans trop de souci ou de clameur, le dispositif que notamment les Français croient avoir mis en place pour ne pas retomber dans la même situation qu'en 1914.

Un jeu d'échecs oppose les résistances anticoloniales et les institutions censées les attirer vers la « civilisation européenne ». En dehors des moments de conflit ouvert, la pénétration franco-espagnole se fait lentement et en surface.

Comme elle l'emporte largement au niveau de l'armement, elle finit par s'imposer même aux tribus les plus réfractaires. En réalité, la conquête et l'implication dans un processus de transformation sociale ne sont, dans la plus grande partie des cas, qu'une continuation de la violence militaire par des moyens qu'on dit « politiques ». Parce qu'au-delà des affirmations de certains des auteurs consultés, qui font état généralement d'un sentiment double, d'attrait/répulsion vis-à-vis des outils de la modernisation occidentale, l'impression qui se dégage des sources que recèlent les archives est que le sentiment des populations reste dominé par la rancune et l'hostilité latente, non à l'encontre de la civilisation occidentale et capitaliste en elle-même, mais à l'égard du procédé qui a opéré la violation et l'outrage systématiques de l'identité culturelle et religieuse des vaincus.

Pour arbitraire que puisse paraître cette lecture, elle se trouve confirmée par le fait que les armes, par lesquelles les populations colonisées (ou pas encore) donnent une évidente visibilité à leur malaise, continuent à circuler jusqu'aux guerres d'indépendance, et même au-delà.

CONCLUSION GENERALE

Le choix des armes

L'organisation sociale et politique des populations du Nord-Ouest africain, des régions marocaines aux Emirats mauritaniens, implique un besoin permanent d'armes et de munitions. Il s'agit d'une exigence quotidienne, qui relève de la sécurité des familles et des groupes, en particulier dans les zones où l'État est inexistant, comme dans les espaces sahariens, ou est inopérant, comme dans les régions montagneuses. L'arme qui permet l'autonomie du groupe et la défense de son territoire se transforme ainsi en un objet social, par lequel la famille agrandie – tribu ou confédération – assure son pouvoir et sa cohésion.

Cette fonction à la fois sécuritaire et de maintien de l'ordre social, subsiste même lorsque s'instaure – par la force – une autorité supérieure censée administrer les populations, assurer leur sécurité et créer les conditions favorables à leur reproduction et leur prospérité. L'arme individuelle – ou l'armement des hommes du groupe – n'est donc plus utilisée comme moyen de défense (ou de prédation) exclusif, mais peut être nécessaire en cas de non-efficacité ou simplement de faiblesse de l'autorité. Dans le cas d'un rapport conflictuel avec cette autorité, l'arme reste le moyen ultime de résistance, une résistance qui peut aller jusqu'à renverser l'ordre social et politique pour le remplacer (ou non) par un autre.

Tel est le contexte dans lequel s'est construit le sultanat 'alawite précolonial où le principe du monopole de la force n'a pas toujours été réalisé.

La possibilité que cet ordre régalien soit troublé a toujours existé, du fait même de la nature du pouvoir sharifien comme le montre l'histoire de ces régions, marquée par de nombreux changements de régime depuis l'arrivée des premiers musulmans au VIII^e siècle. En fait, il existe une fragilité propre à un système fondé sur des délégations de pouvoir établies au profit des différents acteurs de l'État, du *qa'id* à la tribu. Les changements qui interviennent alors ne font que reproduire les règles identitaires culturelles et religieuses que l'on retrouve au XIX^e siècle comme patrimoine commun de l'ensemble des espaces maghrébins considérés dans cette étude, malgré leurs diversités et spécificités.

Ces règles, qui sous-entendent des équilibres de force remises en cause perpétuellement, intègrent au cœur du système les échanges d'armes, leur

fabrication, la production des munitions et de la poudre. Quand cette industrie ne marche pas au niveau local, le recours au commerce avec l'extérieur est obligatoire.

C'est d'abord le cas du sultan, qui doit acheter ses fusils en Europe ; c'est aussi le cas des populations qui ne respectent pas la légalité du Makhzan et ses prétentions de pouvoir. Mais c'est surtout la règle des populations des espaces sahariens et mauritaniens qui, toutes, commercent avec les trafiquants occidentaux depuis qu'ils ont abordé sur les côtes africaines. Accéder aux armements les plus modernes pour ne pas succomber à des ennemis qui en possèdent déjà, et/ou les devancer est un enjeu vital pour une société « guerrière », de fait.

Le mécanisme fonctionne ainsi pendant près de trois siècles, depuis l'arrivée des Portugais et des Espagnols dans la région, et l'instauration dans le même temps de la dynastie 'alawite. Puis il change. Du moins en apparence.

Quand les Français débarquent au Maghreb, ils découvrent ces réalités avec des yeux... d'Européens. La seule autorité supérieure qu'ils reconnaissent comme telle est celle de « l'Empire sharifien », qu'ils se représentent comme assiégé par des populations empêchant sa stabilité politique, économique et sociale. Généralement, les Européens ne reconnaissent pas au sultan 'alawite la valeur d'un interlocuteur crédible car son autorité ne leur paraît pas efficace. Incapable, selon eux, d'assurer sa propre existence, il est destiné à s'effondrer au premier soulèvement.

Au sud du territoire gouverné par le Makhzan, les *terra nullius* de la « dissidence » deviennent rapidement terrains de conquête. Cette pénétration n'est toutefois ni évidente ni facile. L'opposition que les envahisseurs – et notamment les Français – rencontrent est aussitôt interprétée comme une « anarchie » qui ne peut qu'entraîner la ruine du prétendu « État » marocain. Des pouvoirs et des contre-pouvoirs en conflit perpétuel, des armes qui circulent librement sans que leur détention soit vraiment réglée, des espaces où le désordre semble régner, où la légendaire cité islamique n'est plus qu'un souvenir, où l'économie de marché ne peut pas s'affermir. Des espaces inutiles, gaspillés, qui imposent l'œuvre civilisatrice de l'Europe, seule capable d'y apporter, avec la paix, le développement d'un commerce lucratif.

L'ordre colonial envisagé à Paris – pleinement inscrit dans la logique impérialiste des principaux États européens – ne trouve pas pour l'accueillir une communauté humaine favorable. Les populations dont il envisage de maîtriser le destin sont, aux yeux des conquérants, anarchiques, chaotiques, « barbares ». Les colonisateurs vont découvrir qu'il s'agit en réalité d'une société complexe, faite de jeux de pouvoirs et d'équilibres subtils. Mais, surtout, au fur et mesure de la pénétration, ils s'aperçoivent que cette société est largement armée et que

les hommes qui la composent savent comment et contre qui employer leurs fusils.

Dans ce contexte de conquête territoriale, l'ouverture du front colonial de la Grande Guerre accroît la valeur symbolique et la fonction de l'arme. Les « dissidents » non seulement l'utilisent pour sécuriser leurs familles et leurs biens, gouverner les équilibres sociopolitiques et protéger les transactions entre régions lointaines et différentes, comme ils l'ont toujours fait ; mais ils s'en servent également pour repousser les Français (et les Espagnols) qui les ont envahis, ce qui les conduit sans hésitation à s'allier avec les ennemis de leurs ennemis, en l'occurrence les Allemands et l'Empire ottoman. Ainsi entrent-ils, probablement sans s'en rendre compte au début, dans le conflit mondial et en élargissent le front, prolongeant la ligne des tranchées de la Belgique jusqu'aux villages du Rîf et de l'Atlas, et, plus loin encore, jusqu'aux campements des grands nomades qui sillonnent le désert.

La rupture du système précolonial marocain et son impossible continuité

D'un point de vue idéologique, quand les Français s'aperçoivent que le sultan 'alawite ne veut pas d'eux, la représentation du pouvoir sharifien comme État anarchique, où les fondements de la civilisation sont largement bafoués, se généralise rapidement. Cet argument idéologique est bientôt érigé en certitude : le sultan a besoin d'être protégé de lui-même, éduqué à la « modernité », et son mode de gouvernement doit évoluer vers une entité étatique affranchie des poids de sa tradition politico-religieuse. Mais puisque le sultanat est un État indépendant – le seul reconnu comme tel au Maghreb –, il ne peut pas être assimilé à son sauveur. Ainsi le traité de protectorat confère-il à l'occupation coloniale l'attribut de la légitimité, excluant, par ailleurs, toute idée de temporalité. L'article 2 du traité de Fās affirme en effet : « *S.M. le Sultan admet, dès maintenant, que le gouvernement français procède, après avoir prévenu le Makhzen, aux occupations militaires du territoire marocain qu'il jugerait nécessaire au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales et à ce qu'il exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines* ». Dorénavant, les troupes françaises – et en théorie celles espagnoles aussi, dans leurs zones d'influences définitivement établies dans la convention franco-espagnole du 27 novembre 1912 – opèrent les progrès de la conquête au nom du sultan, jusqu'à l'établissement de leur propre ordre colonial, sans aucune limite qui en préverrait la fin.

De ce fait, Mawlāy 'Abd al-Hafīdh qui signe le traité, permet aux Français de mener à terme la disparition de l'État 'alawite tel qu'il s'était structuré à partir du XV^e siècle. Vainement, les nationalistes du parti de l'*Istiqlāl*

chercheront à s'en réclamer trente-deux ans plus tard, au moment de la présentation du « Manifeste pour l'indépendance ». La non-solution de continuité entre l'État « pacifié », dans lequel ils vivent pendant les années 1940, et celui de 1912, relève plus de l'idéologie que du fait historique. Les populations du Maroc ne se reconnaissent pas dans la nouvelle légitimité pseudo-marocaine coloniale instaurée par le protectorat et maintiennent l'objectif de sauvegarder leurs indépendances, refusant de voir une quelconque « continuité » entre le sultanat précolonial, qui aurait dû les défendre de la conquête française, et l'État post-indépendant, qui en est le fruit.

Dans un premier temps, les élites citadines naissantes contestent également l'ordre colonial car le premier effet de la présence française est l'étouffement de toute possibilité d'évolution de ces espaces dont les habitants ont développé des stratégies de reproduction singulières distinctes des logiques capitalistes européennes. Les signes de l'émergence, au sein de certaines élites citadines d'un refus de la « modernité occidentale », et de la recherche d'énergies et d'idées fondées sur leur culture et proposant une sorte de réformisme de transition qui leur fût propre, existent et se manifestent tant à la fin du XIX^e siècle que tout au long de la première décennie du XX^e. Dans certaines villes marocaines, ces tentatives aboutissent, par exemple, à l'élaboration de plusieurs plans de réforme et d'un projet de Carte fondamentale, publié dans le quotidien de Tanger « Lisan al-Maghrib », le 11 octobre 1908. La Carte revendique l'évolution d'une organisation tactique et institutionnelle de l'État orientée vers la création d'une monarchie constitutionnelle et libérale. Elle envisage la mise en place d'un Conseil consultatif composé par deux chambres : le Conseil de la nation, élu toutes les quatre années avec un délégué pour 2 000 habitants ; et le Conseil des notables, composé par vingt-cinq membres désignés en partie par le sultan et en partie par l'autre chambre.¹ Mais ce projet meurt au lendemain de sa publication.

Etouffées par la pression occidentale, les élites maghrébines finissent par être muselées tant par les secteurs les plus conservateurs de leur propre milieu, que par la brutalité du fait militaire colonial. Après la fin des « pacifications », le mouvement nationaliste devra, pour s'affermir, recourir aux mêmes symboles traditionnels que la politique de Lyautey exploite de son côté largement. Pendant toute une décennie, le célèbre résident et ses successeurs cherchent en effet à les superposer aux rouages coloniaux de la « pacification » et de la transformation de l'espace marocain en territoire colonial qui en résulte, dans l'objectif de pérenniser l'acquis de trente années de violence et de guerre.

¹ Jacques Cagne, « Maroc : nation et nationalisme », *Mondes et Cultures*, tome XLV, n° 4 1985, p. 703-710.

Ce rapide survol était nécessaire pour souligner l'importance, de part et d'autre, de la possession des armes pendant toute cette période. Pour les chefs des « dissidents » des années 1910 aux années 1930, il s'agissait de s'armer pour repousser l'ordre colonial que les troupes françaises et espagnoles essayaient de leur imposer au nom d'un trône dont, notamment après la signature du traité de Fās, ils mettaient en question la légitimité. Pour les nationalistes qui se sont opposés au régime colonial à partir de 1934, le but était d'instaurer un ordre politique exclusivement marocain qui, toutefois, ne mettait pas vraiment en cause ni la « pacification » ni ses conséquences. Mais à la veille de la Première Guerre mondiale, en 1912 cet ordre colonial n'était pas encore réalisé et personne, pas même la Résidence générale de Rabāt, ne pouvait affirmer qu'il parviendrait à s'imposer face à l'ampleur des oppositions armées.

Cette mise en discussion de l'inéluctabilité du procès de « pacification » est précisément l'un des enjeux des années qui précèdent l'ouverture du front colonial de 1914-1918. La demande d'armes le démontre clairement : face à la pénétration militaire la réponse ne peut être que le fusil. La guerre veut ses arsenaux, et si d'un côté mitrailleuses, canons, obus et munitions diverses sont envoyées avec nombre grandissant d'hommes par les gouvernements de Paris et de Madrid, de l'autre les chefs de la résistance essayent de rééquilibrer la situation en exploitant les objectifs politiques ou simplement de profits d'autres Européens. Malgré l'importance du trafic, les hommes de Lyautey, pourtant en nombre réduit du fait de l'agression allemande en métropole, gardent une supériorité d'armement. Quant aux Espagnols, leur pénétration ne se fait qu'à coups de compromis avec des chefs tels al-Raysūnī ou la famille de Mohammad 'Abd al-Karīm al-Khattābī ou d'actions militaires violentes mais aux résultats douteux.

La disproportion des moyens entre les franco-makhzaniens et leurs opposants est évidente : des bombardements aériens contre le sabotage des voies ferrées opéré à la dynamite ; des embuscades et des incursions contre des opérations d'envergures qui investissent l'ensemble de la population visée, qu'il s'agisse de guerriers ou de paisibles paysans avec leurs familles ; la reconquête rapide des espaces un moment perdus ; toutes ces actions s'érigent en projet de soulèvement général de tous les résistants qui n'a finalement jamais lieu.

Le protectorat, qui garde en vitrine les symboles d'une souveraineté indépendante mais exerce à la place et au nom du sultan le monopole de la force dont ce dernier n'a pas su se servir avant 1912, frappe partout où la moindre résistance – armée ou non – est rencontrée. Ce principe inspire toutes les mesures interdisant la « contrebande d'armes », que les Français adoptent pour installer leur autorité sur l'ensemble des territoires.

La Grande Guerre et les limites de la conquête

Entre 1914 et 1918, l'affrontement est donc permanent entre, d'une part, les troupes coloniales qui, malgré les besoins militaires de la métropole, avancent, grignotent du terrain, gagnent leurs batailles et croient emporter la guerre marocaine ; et de l'autre, les résistants aidés de leurs alliés du moment. C'est ainsi que les Allemands et les Turcs, par le biais des instructeurs envoyés avec l'argent et les armes, permettent à ces populations d'apprendre les techniques d'une guerre moderne qui, de prime abord, n'était pas la leur mais qui le devient rapidement.

Les tactiques changent, effet de la situation. Quand en 1917 Lyautey envisage de gazer les « dissidents », ce n'est pas à cause de leur force offensive mais parce qu'il craint que l'usure de ses hommes – dont il est de plus en plus privé – l'emporte sur les capacités militaires qui demeurent bien supérieures à celles montrées par les différents chefs de la résistance. C'est ainsi que le soulèvement général de toutes les populations de la région, pour lequel par exemple 'Abd al-Mālik et Ahmad al-Hayba travaillent incessamment, suivis pas à pas par les Allemands, ne se produit pas.

Pour les hommes des administrations coloniales au Maroc et en Mauritanie, chaque morceau de terrain conquis donne l'impression que la pénétration réussit malgré tout et que l'acquisition des esprits suivra bientôt celles des armes réquisitionnées aux résistants. De fait, le 11 novembre 1918, avec la disparition – momentanée – de l'ennemi qui empêchait les Français d'avancer rapidement dans la « pacification », l'espoir devient certitude. Les proclamations de victoire se succèdent, même si au Maroc, au Sahara et en Mauritanie on continue sporadiquement à tirer.

Pour les résistants, la guerre mondiale se conclut sur un autre constat :

1) La bataille est perdue, la guerre non. Les violentes réactions du protectorat et des autres institutions coloniales trahissent une faiblesse de fond. La mise en tension constante par les rumeurs démontre que même le petit vent peut abattre un arbre qui n'est pas bien planté. C'est là un élément qui a besoin de mûrir et qui continuera à se développer en sourdine pour éclater à nouveau, ici et là, malgré la construction des États coloniaux.

2) Le pouvoir colonial, si lourd soit-il, ne peut pas dominer l'ensemble des territoires et des hommes. En réalité, il reste bien des segments qui lui échappent. L'impact des rumeurs – tactique habile pour dépister l'attention – l'emporte encore parfois sur l'efficacité des mesures de surveillance, et les populations continuent à s'armer. La lourdeur de l'État colonial écrase en surface. La légèreté des solidarités qui se nouent l'emporte en principe. Les tribus demeurent maîtres de leurs armes, et quand elles se « soumettent », elles transfèrent une partie de leur matériel de guerre à ceux qui combattent encore.

Ce rendez-vous manqué demeure latent dans les esprits des résistants de l'après-1918, et trouve, pour un moment, sa réalisation dans une phase de la guerre du Rîf pendant laquelle, de la Méditerranée au Sahara, toutes les populations encore libres sembleront répondre à l'appel d'Abd al-Karîm. C'est alors l'« autre » Maroc, l'autre Sahara, l'autre Mauritanie qui reprendront le combat.

Les valeurs de la guerre

1918-1921 : moments de gloire pour la France et ses alliés. L'ennemi de toujours, le Reich allemand, est battu sur le terrain, humilié par le traité de Versailles. Les possessions coloniales sont élargies, pour les vainqueurs, aux territoires que la Société des nations octroie à chacun sous forme de mandats. Les empires européens pluriséculaires ont disparu au profit d'empires mondiaux – anglais et français – qui prétendent gouverner chaque endroit de la planète. L'émergence de la puissance américaine est encore trop peu évidente pour gâcher le rêve européen. Un monde nouveau s'annonce ?

Dans les territoires marocains qui ont le plus souffert du poids des campagnes germano-turques pendant la guerre, les progrès de la « pacification » sont nets. La mémoire des hommes qui ne sont pas engagés sur le terrain s'effiloche : il vaut mieux oublier al-Harri, al-Hayba ou 'Abd al-Mālik que la catharsis du 11 novembre transforme en produits exclusifs de la propagande germanophile (dont les séquelles se font sentir, de temps en temps). En revanche, dans les territoires conquis, « l'œuvre » coloniale peut exprimer son mieux : villes, infrastructures, moyens de transport que l'ancien sultanat 'alawite n'avait jamais connus auparavant. Oui, mais réalisés au profit de qui ?

Là où le drapeau de la « civilisation » ne flotte pas encore, c'est une autre histoire qui perdure du moins jusqu'au milieu des années 1930. Mais il n'y a pas, en réalité, de séparation nette entre les « soumis » et les « insoumis ». Les régions en carence de contrôle sont toujours dotées d'armes en provenance non seulement des côtes mais des zones « soumises », au Maroc comme en Mauritanie et *a fortiori* au Sahara occidental. Au travers de réseaux d'alliance souples, souterrains, les trois régions communiquent, malgré l'acceptation apparente du fait colonial. On pourrait difficilement interpréter autrement le passage de matériel de guerre entre les deux zones, au Maroc comme vers le Sahara et la Mauritanie, qui se poursuit après 1918.

Finalement, la pérennité de l'emploi des armes dévoile toute la fragilité du système « protecteur » qui se représente lui-même comme tout-puissant, mais qui ne s'enracine que dans la superficie des sociétés qu'il vise. Ce ne sont pas les acquis de la « civilisation » occidentale qui influe sur les hommes et les

femmes de ces sociétés. C'est la modernisation véhiculée par le conflit mondial qui leur a procuré des moyens de défense accrus.

Nous l'avons dit : la fin de la guerre ne marque pas la fin des trafics d'armes, bien au contraire. Ainsi, par exemple, entre décembre 1923 et janvier 1924, 'Abd al-Karīm al-Khattābī négocie avec une société française, la SRAT – Société du réseau aérien transafricain – l'achat de quatre avions Breguet et la construction, à Alger, par la même société, de trois autres appareils. Le Rīf est en guerre avec les Espagnols, Primo de Rivera annonce un retrait imminent du Maroc, les avions doivent assurer à l'ancien *qadi* de Melilla, un plus grand prestige vis-à-vis de ses partisans et un outil militaire indubitablement précieux.

En novembre 1923, le *qa'id* Haddū de Port-Say est envoyé en Algérie par 'Abd al-Karīm al-Khattābī avec d'autres personnalités Boqqoya et Banī Waryaghal. Après des longs pourparlers, le 24 décembre, à 7 heures du matin, un Breguet décolle de l'aérodrome d'Hussein-Dey (Alger) à destination du Rīf. Le pilote, un nommé Perrier, est engagé par les Rifains et embarque le *qa'id* Haddū qui, avant de monter dans l'avion, fait son testament. Le Breguet atterrit à Tilimsān, où les deux hommes demeurent jusqu'au 25 matin, à l'Hôtel Transatlantique. Puis il repart pour le Rīf en suivant le littoral et en survolant Martimprey et Birkan. Perrier n'a qu'une carte routière Taride pour se guider. L'avion atterrit à Aūdīr le 25 décembre, à 10 heures du matin². Joli cadeau de Noël pour 'Abd al-Karīm...

Les contraintes internationales forceront les Français à bloquer la livraison des autres appareils, alors qu'une société anglaise, la Napier, fait connaître aux Rifains qu'elle est disposée à en assurer la maintenance. La « République du Rīf » n'aura pas son aviation, mais ces tentatives montrent que de nouvelles tactiques, de nouvelles stratégies de résistance et de nouvelles formes de combats sont menés dans toute la région, et cela grâce au matériel fourni, aux instructions reçues et surtout à l'expérience acquise durant les années de la Grande Guerre.

Les bienfaits d'un « progrès » imposé par la conquête européenne trouvent leurs limites lorsque le désir d'indépendance l'emporte. Les nécessités de la résistance ont provoqué un apprentissage de la modernité à travers l'usage des armes modernes, comme l'aviation dans le cas rifain. Ainsi, la guerre mondiale est une sorte de chantier finalement assumé, dans lesquels l'esprit de la résistance ne cessera jamais de travailler malgré le succès momentané de l'entreprise coloniale. Par ailleurs, ces mêmes populations continueront à se servir de ces armes après l'instauration des États indépendants, pour défendre,

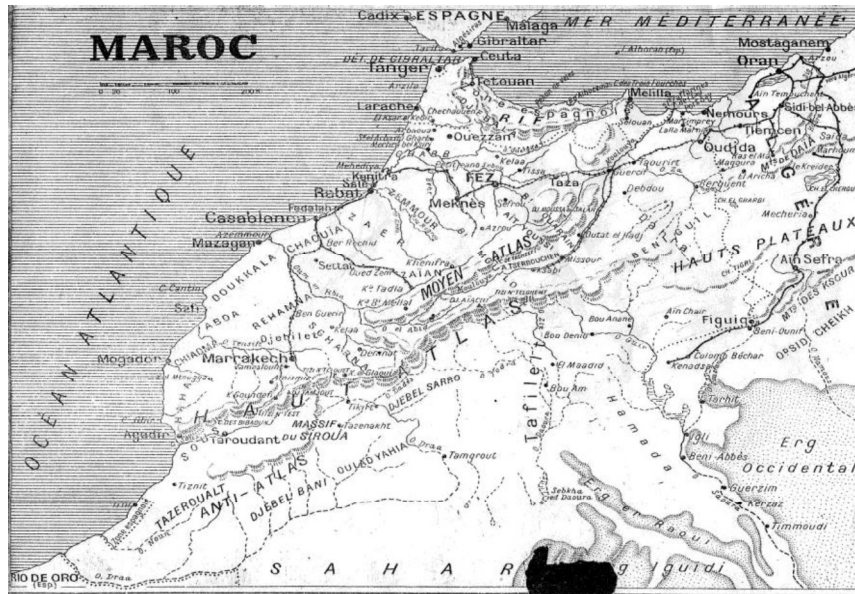
² Lettre n°16 CL, le consul de Général France, chef de la région d'Ūjda, à M. le Maréchal de France, commissaire résident général de la République française au Maroc, Ūjda, 11/1/1924 ; MAE, nouvelle série (N.S.) ; sous-série M Maroc 1917-1940, vol. 616.

au besoin, leurs droits et identités lorsqu'ils seront menacés non plus par la présence coloniale directe mais par les constructions politiques reçues en héritage.

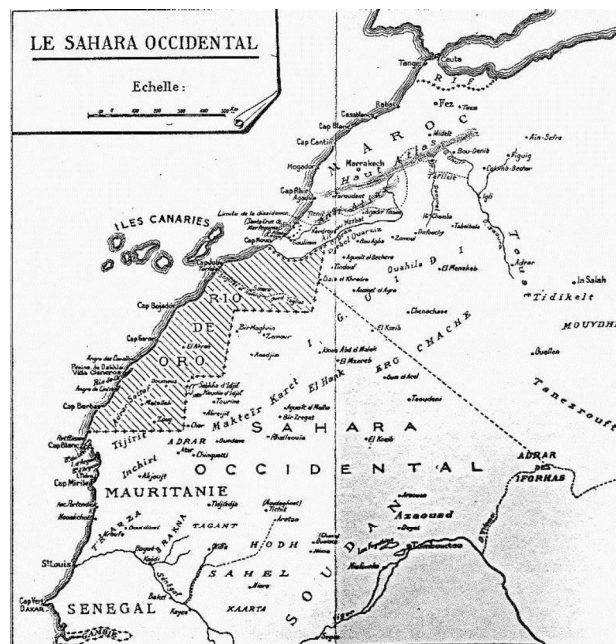
CARTOGRAPHIE ET IMAGES :
LES LIEUX DE LA GUERRE ET DE LA « CONTREBANDE »
ET LA SAISIE DE MALAGA

Francesco Correale, CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours

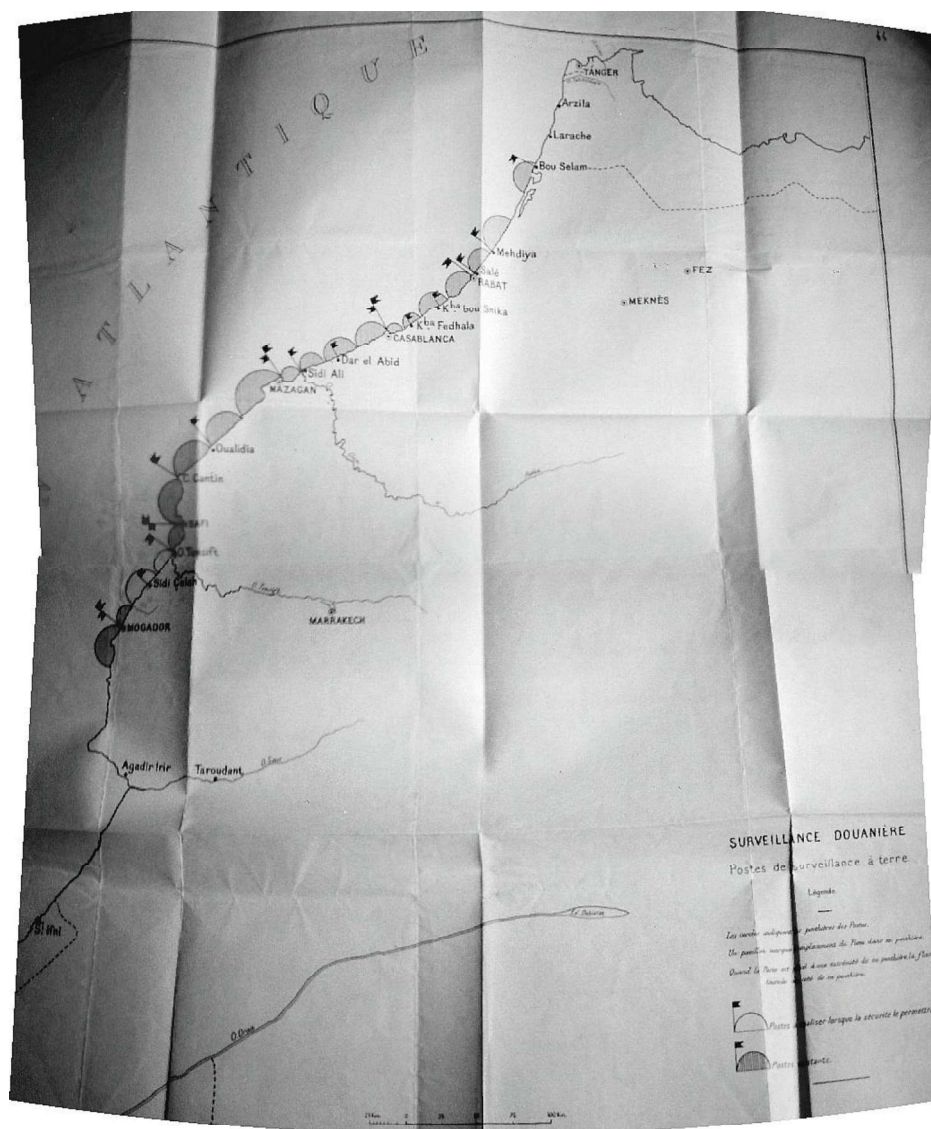
Carte du Maroc colonial, Georges Hardy « le Maroc ». Paris, Librairie Renouard, H. Laurens Editeurs, 1930



Carte du Sahara occidental, Gillier, Ct. breveté, « La Pénétration en Mauritanie ». Paris, Librairie orientale, Paul Geuthner, 1926.



Carte de la surveillance douanière – Postes de surveillance à terre.
Annexe à la lettre du ministre plénipotentiaire délégué au contrôle de la Dette
à M. le Général de division Lyautey, résident de France au Maroc,
Tanger 21/3/1913, Paris ; MAE NS, Maroc, Contrebande des armes, XII, vol. 177.



Carte annexée au projet de loi martiale prévoyant l'installation des brigades douanières militaires ; SHAT, Vincennes, Archives de la guerre, série 8 N, c. 8 N 121.



*Casablanca, la plage de débarquement (1904). Photo du capitaine de Labry.
SHM, Vincennes, série BB4, c. 2749.*



*Rabāt, la plage de débarquement (1904). Photo du capitaine de Labry.
SHM, Vincennes, série BB4, c. 2749.*



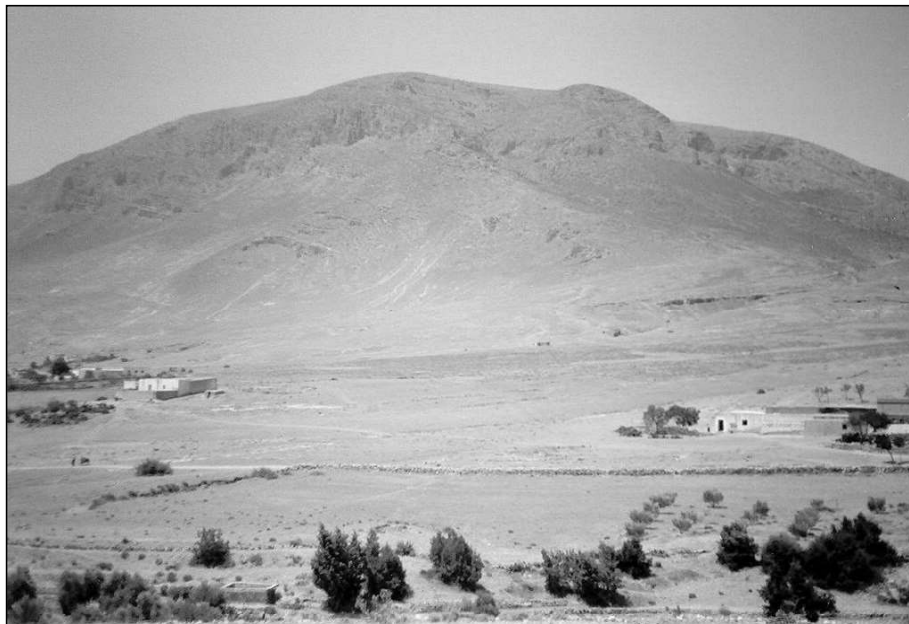
*Al 'Ara'ish, vue prise de la plage (1904). Photo du capitaine de Labry.
SHM, Vincennes, série BB4, c. 2749.*



Au Moyen Atlas. Photo prise par l'auteur (1996).



Entre Taza et Nador, aux abords du Rīf oriental. Photo prise par l'auteur (1999).



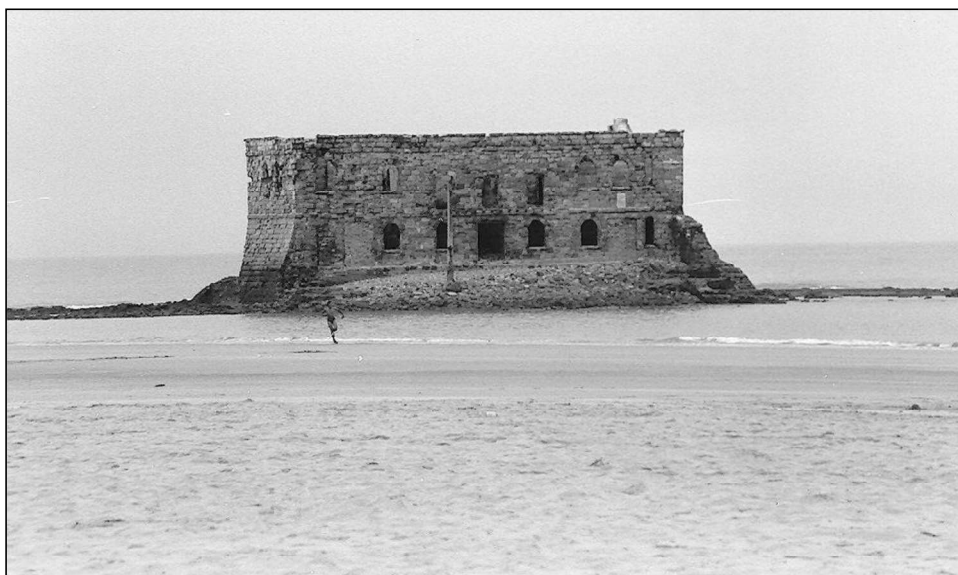
Sur la route de Wazzān. Photo prise par l'auteur (1996).



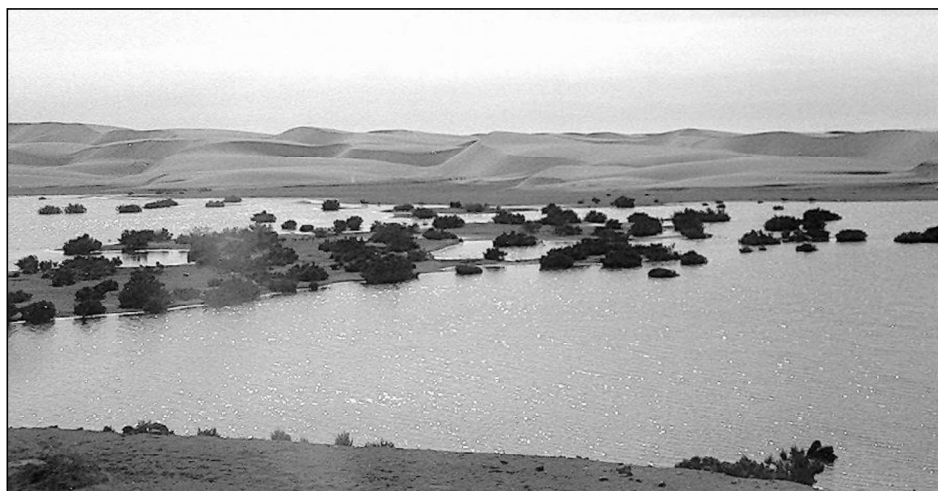
Tanger, la plage. Photo prise par l'auteur (1996).



Tarfaya, plage et Casa del Mar. Photo prise par l'auteur (1999).



La lagune de Puerto Cansado. Photo prise par l'auteur (1999).



Saisie de Malaga, 12/1/1916 : les fusils. Photo annexée à la lettre du consul de France à Malaga à M. Couget, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat de France à Tanger, 17/2/1916 ; CADN, Archives de légation de France au Maroc, Tanger série A, c. 584.



Saisie de Malaga, 12/1/1916 : les 318 colis après leur déchargement du vapeur Pedro Pi. Photo annexée à la lettre du consul de France à Malaga à M. Couget, ministre plénipotentiaire chargé de l'Agence et consulat de France à Tanger, 17/2/1916 ; CADN, Archives de légation de France au Maroc, Tanger série A, c. 584.



SOURCES DOCUMENTAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

Francesco Correale, CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours

A. Fonds d'archives

I - En France

Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris (MAE)

Correspondance politique et commerciale, nouvelle série

Afrique - Questions générales : 23, 32, 33.

Afrique occidentale : 32.

Maroc : 168 à 179.

Espagne : 15.

Correspondance politique et commerciale, nouvelle série, supplément :

Belgique : 52.

Maroc : 419, 422.

Correspondance politique et commerciale. Sous-série M Maroc 1917-1940 :
616, 1214.

Bibliothèque. Livres jaunes :

197, 229, 232, 237, 241, 248, 251.

Papiers d'agents - Archives privées :

N° 4, Henry Jules Ludovic d'Aubigny : 7 à 10.

N° 141, Stephen Pichon : 1, 2.

Ministère de la Défense. État-major de l'armée de terre - Service historique, château de Vincennes, Paris (SHAT)

Archives du Maroc - Série 3 H :

15, 16, 70, 102, 331, 445, 679, 849.

Archives de la guerre - Série N et supplément :

7 N : 668, 896, 970, 1164, 2122, 2124 ;

8 N : 121.

Ministère de la Marine. Service historique de la Marine, château de Vincennes, Paris (SHM)

Campagnes, série BB4 :
1368, 2228, 2507, 2718, 2749.

Marines étrangères, série BB7 :
30, 81, 208.

Guerre 1914-1918, série SS :
M 18

Archives nationales, Paris (CARAN)

Série F, volume S (supplément) :
F7 12836.

Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN)

Archives du consulat de France à Anvers :
37, 40, 68.

Archives du consulat de France à Las Palmas :
8.

Archives de l'ambassade de France à Madrid :

Série À - Guerre 1914-1918 : 484.

Série B: 465.

Série B - Guerre 1914-1918 : 511, 527.

Série C: 210, 274, 308, 457.

Archive du consulat de France à Malaga :

Série A : 17, 18.

Archives de l'ambassade de France à Londres :

Série C : 514, 520, 678, 698.

Archives de l'ambassade de France à Rome :
447, 449, 453.

Archives du consulat de France à Hambourg :
134.

Archives de la Légation de France au Maroc :

Série A, Tanger : 350, 363 à 368, 469, 584.

Série A, Tanger, consulat de France à Al 'Ara'ish : 457.

Série A, Tanger, consulat de France à Mogador : 998.

Série A, Tanger, consulat de France à Tétouan (*Titwān*) : 1242.

Série A, Tanger, Service de renseignements extérieurs du Maroc : 1320.

Série B, Tanger, complément : 19.

Série C, Tanger : 54.

Série D, Tanger : 74.

Archives de la Résidence générale au Maroc :

Inventaire 2, cabinet diplomatique :
52 A, 54, 282, 617-1, 617-2, 618, 619, 1065.

Inventaire 3, Direction de l'intérieur :
249, 250.

Inventaire 4, Direction des affaires chérifiennes :
17 A, 17 B, 60.

Inventaire 8, Direction des affaires indigènes :
13, 241, 242 A, 242 B, 246, 247, 282, 346, 348, 365.

Inventaire 9, secrétariat général politique :
163.

Inventaire 17, région de Casablanca :
836.

Centre des archives d'outre-mer (CAOM), Aix-en-Provence

Archives du gouvernement général de l'Algérie

Série H, Affaires indigènes

Sous-série 9 H : 87, 88.

Sous-série 22 H : 10, 48, 70, 76, 77, 79.

Sous-série 30 H : 1, 3, 5, 7, 12, 14, 15, 19, 22, 25, 26, 34, 37, 38, 40, 42, 43, 45, 46, 49, 51, 52, 54, 63, 64, 70, 77.

Sous-série 32 H : 1.

Archives du ministère des Colonies (puis ministère de la France d'outre-mer)

Section Affaires politiques (cartons et dossiers) :

518 d. 17, 22, 23 et 26 ;

544 d. 11 et 13 ;

899 d. 3 et 4 ;

899 bis d. 1 et 2 ;

1415 d. 18 ;

1420 d. 3 ;

2229 d. 2.

Section Affaires politiques, séries géographiques (cartons et dossiers) :

Afrique IV d. 28 à 32 ;

Mauritanie IV d. 1 à 6 ;

Mauritanie V d. 1 à 4 ;

Mauritanie VI d. 1 et 2.

Archives anciennes de l'Afrique occidentale française (microfilm) :

14 Mi 307 à 311, 314, 643, 866, 867.

Archives privées :

Fonds du général Louis Mougin, 11 Apom : 7, 9, 10, 11.

II - En Belgique

Archives générales du royaume (AGR), Bruxelles

Ministère des Finances, secrétariat général 1914-1915 (I)

1) Avant 1914 : 69.

Ministère des Finances, anciens fonds, 229^l - 403 (1830-1914)

Cabinet, questions économiques et autres : 351.

Ministère de la Justice, administration de la Sûreté publique (police des étrangers). Dossiers généraux (Régime français - 1914)

II. Police générale

Espions en Belgique : 148.

Explosifs - Etablissements dangereux : 150, 151, 153.

III. Police des étrangers

Correspondance avec les autorités étrangères : 210.

Rapports et correspondance des autorités locales avec les autorités étrangères : 220, 290.

Correspondance avec les autorités étrangères. Demande et communications d'informations et renseignements : 298.

Recensement d'étrangers : 308, 316, 320.

Affaires financières : 804, 825.

Ministère des Chemins de fer, des Postes et Télégraphes. Administration de la Marine (1830-1916)

I) Marine marchande:

Economie. Lignes transatlantiques: Congo, Afrique du Nord et Afrique occidentale : 4178, 4181, 4183, 4184, 4188.

Lignes de navigation. Divers : 4235.

Ports étrangers (1876-1954) : 5734, 5736.

Archives du Palais royal (APR), Bruxelles

Fonds « Cabinet du roi Léopold II (1865-1909) » :
113, 353, 382, 516, 1700, 1701.

Fonds « Développement extérieur de la Belgique sous le règne de Léopold II » :

Première partie, « Fonds Congo » :

I. Correspondance générale - Correspondances avec nombreuses personnalités relatives au Congo et aux autres pays de l'Afrique, à l'Amérique du Sud, à la Chine, au Proche-Orient et à l'Albanie : 25, 32, 46, 50, 113, 124.

II. Dossiers et liasses. Autres régions de l'Afrique. Côte du Maroc : 243 à 245.

Deuxième partie, correspondance avec diverses personnalités : 327, 343, 365, 375.

Fonds « Papiers de Max-Léo Gérard (1866-1909) » : 8/18, 21/2.

Archives du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement (MAECE), Bruxelles

Grandes collections homogènes, objet d'inventaires spécifiques. Afrique (AF) : ensemble de la documentation conservée antérieure à 1960 (Congo et autres États africains)

Série AF 12, Maroc : 1 à 22.

Sept dossiers de presse: recueils de coupures de presse constitués sur des thèmes précis, depuis 1890

Affaire du Maroc 1890-1914 : Pr 149.

Correspondance politique classée thématiquement et documents divers : grandes collections reliées

Correspondance concernant la politique coloniale belge

Armes et munitions : 4 et 6.

III - Au Maroc

Bibliothèque générale (BGAR), Rabāt

Archives du protectorat :

Direction des affaires indigènes, régions :
B 26, B 27, B 28, B 29, B 30, B 33.

Secrétariat général du protectorat, régions :
B 50.

Secrétariat général du protectorat :
Dossiers « Armes » [*carton non classé*] :

- 1) Divers [1931-1943] ;
- 2) Contrebande [1924-1936] ;
- 3) Prêt par l'Armée [1933-1948] ;

Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, service du commerce et de l'industrie : C 215.

Documents non classés :
Dossier « Armes et munitions – Chasse » [documents de 1927 à 1930] ;
Dossier « Armes et munitions – Chasse » [documents de 1924 à 1930] ;
Dossier « Meknès - Commerce des armes » [documents 1924] ;
Dossier « Ministère de l'Intérieur - Rapport d'ensemble de l'inspection générale des services administratifs, 1923 » ;

Dossier « Circulaire du 25 juillet 1917 [*Rappel de réservistes au Maroc*] » ;
 Dossier « Armée - Mobilisation. Incorporation des fonctionnaires classés non disponibles ou en sursis d'appel. Circulaire du 16 septembre 1916 » ;
 Dossier « Loi Mourier. Circulaire du 13 février 1918. États du personnel militaire et du personnel civil » ;
 Dossier « Circulaire du 20 Août 1917. Recrutement » ;
 Dossier « Circulaire du 18 août 1917. Recensement des fonctionnaires appartenant aux classes 1903 à 1913. Recensement des militaires employés dans les services civils » ;
 Dossier « Circulaire du 25 mai 1917. Militaires engagés ou rengagés occupant un emploi dans l'administration chérifienne » ;
 Dossier « Circulaire du 18 mai 1916 2649 S.P. Situation des militaires engagés ou rengagés qui occupent un emploi dans l'administration du protectorat » ;
 Dossier « Circulaire du 24 juillet 1918. Territoriaux détachés dans les services civils » ;
 Dossier « Circulaire du 13 novembre 1918 relative à l'armistice » ;
 Dossier « Administration centrale. Période de guerre 1914-1915-1916-1917-1918. Service du personnel. Administration » ;
 Dossier « Administration centrale. Rétribution des militaires détachés dans les services civils [1916-1918] » ;
 Dossier « Armée. Sursis d'appel. Non disponibles. Militaires détachés dans les services civils. Loi Mourier. Circulaires [1917] ».

Carton contenant plusieurs dossiers concernant la Première Guerre mondiale et notamment :

- 1) Dossier « Guerre 1914-1918. Suspects, surveillance, propagande, divers » ;
- 2) Petits dossiers et documents divers ;
- 3) Dossier « Surveillance politique et ordres aux indigènes [1914] » ;
- 4) Dossier « Contrebande de guerre - Détention d'armes » [sous-dossiers : *Retrait des armes de guerre ; Contrebande d'armes et munitions*] ;
- 5) Dossier « Contrebande de guerre - Détention d'armes » ;
- 6) Dossier « Affaire El Arbi ben Makloul » ;
- 7) Dossier « Divers ».

Bibliothèque Dāwūd, Titwān

Relations extérieures : Lettre n° 11.

IV. - En Espagne

Ministero de Asuntos Exteriores - Archivo General (MAEAG), Madrid

Fondo Tratados

Negociaciones s. XX : 348, 356.

Fondo Correspondencia

Consulados :

Amberes : H 1816.

Fondo Política

Política Interior : H 2871, H 2890.

Serie “I Guerra Mundial”: H 3014.

Archivo Central del Servicio Histórico Militar (ACSHM), Madrid

Sección de África

Ministerio de la Guerra - Commandancia General de Melilla :
158, 159, 169.

Archivo General de la Administración (AGA), Alcalá de Henares

Sección nº 10 : Asuntos Exteriores

Fondo nº 55 - consulado General de España en Rabat :3405.

Fondo nº 77 - Embajada de España en Londres : 6999.

Sección nº 15: África

Fondo nº 1 D.G. Marruecos y Colonias: Actuación en Marruecos (1797-1956) :
XVI.

Fondo nº 12 - Alto Comisariado de España en Marruecos. Archivo del
Protectorado de Marruecos : 10865.

Fondo nº 13 - Alto Comisariado de España en Marruecos. Archivo del
Protectorado de Marruecos : M 1668, M 1980.

Fondo nº 17 - Fondo historico de Marruecos (1750-1936) : M 66, M 129, M
151, M 167, M 285.

Fondo nº 24 - Gobierno General del Sahara : S 3743, S 3753.

Biblioteca Nacional, Madrid

Antiguo Fondo Tomás García Figueras

Afr G^a F. C^a 347-53 :

BENS ARGANDOÑA Francisco, *Expedición comercial dirigida a Cabo Juby el día 18 de diciembre de 1910*, manuscrito original.

Afr G^a F. C^a 390-15 :

BENS ARGANDOÑA Francisco, *Memoria relativa a la ocupación de Cabo Juby por España efectuada en 29 junio 1916*, Cabo Juby, 1917.

Afr G^a F. C^a 347-47 :

BENS ARGANDOÑA Francisco, *Ifni. Intento para la ocupación de Ifni en 1919. Copia de la carte de Muley Hiba sobre el propósito de España de estrechar relaciones comerciales con Ifni, y de su hermano Mohamet Morabi Arabut.*

Afr G^a F. C^a 390-14 :

Datos relativos a la ocupación pacífica de la colonia española de Ifni, pactada con los indígenas.

Afr G^a F. C^a 473-13 :

Datos varios sobre la actuación del Coronel D. Francisco Bens e intentos de ocupación de Ifni (1904-1906).

Afr G^a F. C^a 97-N¹ :

Memorias de la proyectada expedición a Ifni en 1911.

Afr G^a F. C^a 390-25 :

Visita de Inspección a Cabo Juby del Coronel Don Salvador Mugica, 1932.

V - En Italie

Archivio Storico-Diplomatico del Ministero degli Affari Esteri, Rome (ASMAE)

Archivio Storico-Diplomatico del Ministero

Serie politica A (1888-1891) :99.

Serie politica P (1891-1916) : 221.

Serie Affari Politici (1919-1930) : 1423 à 1432, 1435 à 1437.

Serie Affari Politici (1931-1945) :
Marocco, Busta 4.

Archivio di Gabinetto (Riservato) 1907-1910

Marocco, Casella 1 :25, 29, 59, 60, 65.

Archivio di Gabinetto 1910-1920

Marocco, Casella 9 et 9 bis : 58.

B. Bibliographie

- « El Contrabando en estas costas, *España en Africa* », Madrid-Barcelona, n° 85, septembre 1910, p. 14.
- « España en Africa. Melilla. Su importancia estratégica y comercial. La integridad del Imperio Marroquí. Política colonial de España en Africa. Los Ingleses al N. del Cabo Bojador. Peligros en Canarias », *Revista de Geografía Comercial*, T. IV, 1890-1893, p. 491.
- « Españoles, Ingleses y Franceses en el Sahara occidental », *Revista de Geografía Comercial*, T. V, julio 1894, A.T.
- « Le rôle historique de la Marine dans les relations de la France avec le Maroc », *Vie marocaine illustrée*, S.Q., p. 389-408.
- « Sahara Occidental. Anexión y protección [Tratado de Iyil] », *Revista de Geografía Comercial*, T. III, 1886, p. 62-75.
- ABDELFETTAH Ahcène, MESSAOUDI Alain (dir.), *Savoirs d'Allemagne en Afrique du Nord XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Editions Bouchène, 2012.
- ABDELMOULA Mahmoud, *Jihad et colonialisme: la Tunisie et la Tripolitaine, 1914-1918*, Tunis, Ed. Tiers-Monde, 1987.
- AFLALO M. *The truth of Morocco an indictment of the policy of the British Foreign Office with regard to the Anglo-French agreement*, London, Awa/New York, John Lang, 1904.
- AJALABERT Jean, *Le Maroc sans les boches. Voyages de guerre 1916*, Paris, Editions Bossard, 1917.
- ALBERT P., « Cheikh Ma el Aïnine de Seguiet el Hamra », *Bulletin de la Société de géographie d'Alger*, 4^e trimestre 1906, p. 401-405.
- ALBIN Pierre, *Le "coup" d'Agadir*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1912.
- ALLAIN Jean-Claude, « 1911, l'année du Maroc, la marche sur Fès », *Relations Internationales*, n° 4, décembre 1974, p. 21-38.
- ALLAIN Jean-Claude, *Agadir 1911*, Paris-Sorbonne, Ed. Richelieu, 1976.
- Annuaire de l'Armurerie belge*, Bruxelles, O. Ysebaert, 1928.
- ANDERSON Isabel, *From Corsair to Riffian*, Boston and New York, Houghton Mifflin Company, The Riverside Press Cambridge, 1927.
- AOUAD-BADOUAL Rita, *Les incidences de la colonisation française sur les relations entre le Maroc et l'Afrique noire (c. 1875-1935)*, Aix-en-Provence. Thèse de doctorat de l'université de Provence (Aix-Marseille I), mention lettres et sciences humaines, Institut d'histoire des pays d'outre-mer, 1994, 2 vol.
- ARDESI Luciano, « Marocco », *Storia dell'Oggi* n° 37, supplément de *L'Unità* du 21 mars 1992, p. 2-23.

- ARNAUD Dr. Louis, *Au temps des mehallas ou le Maroc de 1860 à 1912*, Casablanca, édit. Atlantides ; Monaco, éd. du Rocher, 1952.
- ASSIDON Elsa, JALLARD Thomas, « De l'Opération Ecouvillon à l'intervention en Mauritanie », *le Monde diplomatique* (supplément), février 1978, p. 33.
- AUBIN Eugène, *Le Maroc d'aujourd'hui*, Paris, Colin, 1904.
- AUGIERAS, Capt., *Le Sahara Occidental*, Paris, Mémoire de la Société de géographie Masson et Cie, 1919.
- AYACHE Germain, *Les écrits d'avant l'indépendance*, Casablanca, Wallada, 1990.
- AYACHE Albert, *Etudes d'histoire sociale marocaine*, Rabat, Okad (Editions)/Al Asas (Editions), 1997.
- AYACHE Germain, *La guerre du Rif*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- AYACHE Germain, « Les implications internationales de la guerre du Rif », *Hespéris-Tamuda*, vol. XV, 1974, p. 181-224.
- AYACHE Germain, *Les origines de la guerre du Rif*, Paris-Sorbonne, Ed. Richelieu, 1981.
- AYACHE Germain, « Le sentiment national dans le Maroc au XIX^e siècle », *Revue historique*, oct-déc. 1968, p. 393-410.
- AYACHE Germain, « Société rifaine et pouvoir central marocain (1850-1920) », *Revue historique* 1975, p. 345-370.
- AYACHE Germain, « Les visées sahariennes de l'Espagne en 1900. La question de la Saquia El Hamra », *Hespéris-Tamuda*, vol. XVI, 1975, p. 175-184.
- AZIZA Mimoun, *La sociedad rifeña frente al Protectorado español de Marruecos (1912-1956)*, Barcelona, Edicions Bellaterra, S.L., 2003.
- BA Mahmadou Ahmadou, « A propos de Smara: el Cheikh Ma el Aïnin et Smara (1898-1909) », *L'Afrique française. Bulletin du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc*, février 1934, p. 95-97.
- BADUEL Pierre-Robert et al., *États, territoires et terroirs au Maghreb*, Paris, Editions du CNRS, 1985.
- BADUEL Pierre-Robert, BARBIER Maurice et al., *Enjeux Sahariens (Table Ronde du CRESM 1981)*, Paris, Editions du CNRS, 1984.
- BAEZA Alvaro, *Bula para matar: traficantes de armas*, Madrid, ABL, DL, 1995.
- BALANDIER Georges, CHEVALLIER Dominique et al., *Rivages et déserts. Hommage à Jacques Berque*, Paris, Editions Sindbad, 1988.
- BARTELS Hermann, *Auf eigene Faust im Rif*, 1925.
- BARTHOU Louis, *La bataille du Maroc*, Paris, Librairie Ancienne Honoré Champion, 1919.
- BATAILLE Albert, *Causes criminelles et mondanes de 1891*, Paris, E. Dentu Editeur, 1893.
- BATTISTELLI Fabrizio, *Armi: nuovo modello di sviluppo? L'industria militare in Italia*, Torino, Einaudi, 1980.

- BAUTERS, *Fabrique nationale d'armes de guerre S.A., Herstal, Belgique, 1889-1964*, s.l., s.i., 1965.
- BECKER Carl Heinrich, *L'Islam come problema*, (traduction en italien de « *Der Islam als Problem* »), Soveria Mannelli, Rubettino Editore, 2000
- BECKER Jeronimo, *España y Marruecos. Sus relaciones diplomáticas durante el siglo XIX*, Madrid, 1903.
- BEKRAOUI Mohammed, *Le Maroc et la Première Guerre Mondiale 1914-1920*, Aix-en-Provence, Université de Provence, Institut d'histoire des pays d'outre-mer, 1987.
- BEKRAOUI Mohammed, « Les relations entre Bou Hmara et les puissances européennes », *Revue de la faculté de lettres et des sciences humaines de Fez*, n° 2 spécial "Etudes d'histoire du Maroc", 1985, p. 3-25.
- BEKRAOUI Mohammed, *La révolte de Bou Hmara (l'Homme à l'ânesse), contribution à l'histoire du Maroc précolonial*, thèse de 3^e cycle, université de Poitiers, 1982.
- BELTRAN ROZPIDE R., *El territorio español de Ifni*, Madrid, Imp. del Patronato de huérfanos de los cuerpos de intendencia e intervención militares, 1927.
- BEN MLIH Abdellah, *Structure politique du Maroc colonial*, Paris, L'Harmattan, 1990.
- BENABDELLAH Abdelaziz, « Processus militaire millénaire », *Revue Maroc-Europe*, n° 7 1994, p. 35-58.
- BENHAÏM Rahamim, « L'État, la paysannerie et la colonisation au Maroc XIX^e-XX^e siècles », *Peuples méditerranéens* n° 7 1979, p. 141-155.
- BENJELLOUN Abdelmajid, *Fragments d'histoire du Rif oriental, et notamment des Beni Said, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, d'après les documents de M. Hassan Ouchen*, Rabat-Al Jadida, Imp. El Maarif, 1995.
- BENS ARGANDOÑA Francisco, *Mis memorias (ventidos años en el desierto)*, Madrid, Selecciones Gráficas, 1947.
- BERNARD Augustin, *Les confins algéro-marocains*, Paris, Larose, 1911.
- BERNARD Augustin, *Historique de la pénétration saharienne*, Alger, Giralt, 1900.
- BERNARD Augustin, *Le Maroc*, Paris, Alcan, 1922, 6^e édition.
- BERNARD Augustin, « L'œuvre française dans les confins algéro-marocains et ses résultats politiques », *L'Afrique française. Bulletin du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc, renseignements coloniaux*, décembre 1910, p. 381-391.
- BERNARD Augustin et LACROIX N., *La pénétration saharienne 1830-1906*, Alger, Imprimerie algérienne, 1906.
- BERQUE Jacques, *L'intérieur du Maghreb*, Paris, Editions Gallimard, 1978.
- BERQUE Jacques, *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Editions du Seuil, 1962.

- BERQUE Jacques, *Structures sociales du Haut-Atlas*, Paris, PUF, 1978.
- BIARNAY E., *Voleurs, receleurs et complices dans les vallées inférieures du Sebou et de l'Ouargha*, s.l., Ernest Leroux, 1917.
- BLAIR Claude (a cura di), *Enciclopedia ragionata delle armi*, Milano, Arnoldo Mondadori Editore S.p.A., 1979.
- BOADA Y ROMEU José, *Allende el Estrecho. Viajes por Marruecos. La Campaña de Melilla. Impresiones y recuerdos (1889-90-93-94)*, Barcelona, Seix, 1895.
- BONAMY André, *Les Deux Rives du Sahara*, Paris, Emile Larose, 1924.
- BONAMY André, « Rapport sur l'établissement d'une liaison entre le Maroc et l'A.O.F », *L'Afrique française. Bulletin du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc*, octobre 1923, p. 519-523.
- BONELLI Hernando Emilio, « Capo Juby », *Africa Española*, 30-7-1919.
- BONELLI Hernando Emilio, *El imperio de Marruecos y su constitución: Descripción de su geografía, IA, Topografía, Administración, Industria, Agricultura, Comercio, Artes, Religión, Costumbres, razas que lo pueblan y estudio de su importancia política y militarmente considerada*, Madrid, Imprenta y Litografía del Depósito de la Guerra, 1882, reimprimé à Charleston, Bibliolife, 2010.
- BONELLI Hernando Emilio, *Nuevos territorios españoles de la costa del Sahara, conferencia pronunciada en la Sociedad Geográfica de Madrid el 7 abril de 1885*, Madrid, Imp. Fortanet, 1885.
- BONELLI Hernando Emilio, *El Sahara. Description géographique, commerciale y agricole des de Cabo Bojador a Cabo Blanco. Viages al interior, habitantes des desierto y consideraciones generales*, Madrid, Pent, 1887.
- BONTE Pierre, *L'émirat de l'Adrar mauritanien : harîm, compétition et protection dans une société tribale saharienne*, Paris, Ed. Khartala, 2008.
- BOUCHET Hubert, « En expédition avec les contrebandiers d'armes de guerre au Maroc », *Le Journal du Maroc*, 11-20 août 1931.
- BOURON A., commandant, *Chef de poste en Mauritanie*, Paris, Société des journaux et publication du centre, 1946, 2 vol.
- BOWIE Leland, *The impact of the protégé system in Morocco 1880-1912*, Athens, Ohio, Ohio University Centre for International Studies Africa Program, 1970.
- BRETT Michael, « Don Roberto and the Tourmaline affair: British Filibuster in the Canaries and Southern Morocco, 1823-1900 », *Journal of the American Oriental Society*, 112, 1992, p. 1-15.
- FRANCESCO CORREALE, CNRS UMR 7324 CITERES, Tours
- LEZCANO (coordinación y prólogo), *II Aula Canarias y el noroeste de Africa (1986)*, Las Palmas, Cabildo Insular de Gran Canaria, 1988, p. 412-421.
- BUTTIN François, *Anciennes armes marocaines*, Rabat, éd. Techniques Nd. Afr., 1960.

- CAGNE Jacques, « Essai sur le sentiment national dans les provinces sahariennes marocaines au début du XX^e siècle », *Revue d'histoire maghrébine* n° 41-42 1986, p. 15-29.
- CAGNE Jacques, Maroc : nation et nationalisme », *Mondes et Cultures*, Tome XLV, n° 4 1985, p. 703-710.
- CALVO Gonzalo, *España en Marruecos 1910-1913. Acción de España en las regiones de Larache, Alcazar, Ceuta y Melilla, con el relato de la campaña del Riff en 1911-1912*, Barcelona, Edit. Maucci, 1912.
- CANO MARTIN Juan Antonio, *Bu Hamara y Melilla*, Melilla, Marfe, 1990.
- CARATINI Sophie, « Ismael Ould Bardi, héros de la résistance saharienne. - Désert et montagne au Maghreb », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 41-42 1986, p. 158-166.
- CARATINI Sophie, *Les Rgaybat (1610-1934)*, Paris, L'Harmattan, 1989, 2 vol.
- CARO BAROJA Julio, *Estudios mogrebies*, Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas, Idea, 1957.
- CARO BAROJA Julio, *Estudios saharianos*, Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas, Idea, 1955, reimprimé en Madrid, Calamares Ediciones, 2008.
- CASTANEIRA Ramon F., « Noticias de la expedicion de M. Donald Mackenzie al capo Juby y costa adjacente, frente a Canarias en 1875 », *La Academia*, I 1876, p. 171, 287, 295.
- CAUSSIN Capt, *Vers Taza, souvenirs de deux ans de campagne au Maroc (1913-1914)*, Paris, L. Fournier, 1922.
- CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES SUR LES SOCIETES MEDITERRANEENNES - CENTRE D'ETUDES D'AFRIQUE NOIRE, *Introductions à la Mauritanie*, Paris, Editions du CNRS, 1979.
- CHASSEY, Francis de, *L'étrier, la houe et le livre. « Société traditionnelle » au Sahara et au Sahel occidental*, Paris, Anthropos, 1977.
- COCHIN Denys, *Affaires marocaines, discours prononcés à la Chambre des députés 1902-1911*, Paris, Plon, 1912.
- COELLO Y QUESADA Francisco, « Descripcion del Sahara occidentale », *Revista de geografia comercial*, I 1885, p. 240.
- COLLE-MICHEL Marcella, *Les archives de la S.A. Cockerill-Oucrée des origines à nos jours*, Louvain, Editions Nauwelaerts ; Paris, Béatrice Nauwelaerts, 1959.
- COLLIN Victor, *Le Maroc et les intérêts belges*, s.l., s.i., 1900.
- CONRAD Sebastian, *Globalisation and the nation in imperial Germany*, translated by Sorch O'Hagan, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2010.
- CORFIELD Justin J., *The First World War in Africa: a bibliography*, Lewiston (N.Y.), Edwin Mellen Press, cop. 2008.

- CONROTTE Manuel, « El Sahara Marroquí y la Mauritania » (Texto mecanografado), *Boletín de la Real Sociedad Geográfica*, T. LIII, 1911, p. 211.
- CORREALE Francesco, « Consideraciones preliminares sobre fuentes, metodología y problemática de la investigación histórica del Sahara Occidental », *Awraq. Estudios sobre el mundo árabe e islámico contemporáneo*, Vol. XXI, (2000), p. 11-56.
- CORREALE Francesco, « Islām, costruzioni istituzionali e ‘democrazia’. Le origini storiche del Marocco post-coloniale », *Meridione. Sud e Nord del Mondo*, Anno IV, Numero 1, Gennaio-Marzo 2006, p. 166-202.
- CORREALE Francesco, « Mā’ al-‘Aynayn, il Marocco e la resistenza alla penetrazione coloniale (1905-1910) », *Oriente Moderno*, Nuova Serie, anno XVIII (LXXVIII), indice Vol. 2, 1998, p. 227-278.
- CORREALE Francesco, « Il Marocco fra il 1914 e il 1918: guerra di resistenza o prima guerra mondiale? », Monica RUOCCO (dir.) *Pace e Guerra in Medio Oriente in età moderna e contemporanea. Atti del convegno SeSaMO – Lecce 2004*, Collana del Dipartimento di Filologia, Linguistica e Letteratura dell’Università del Salento, volume primo, Galatina, Congedo, 2008, p. 249-258.
- CORREALE Francesco, « Meretrici, legionari e contrabbandieri d’armi nel Marocco della Grande Guerra. Un esempio di (con)fusione fra identità pubbliche e spazi privati », Daniela MELFA, Alessia MELCANGI, Federico CRESTI (dir.) *Spazio privato, spazio pubblico e società civile in Medio Oriente e Africa del Nord. Atti del convegno di Catania della Società per gli Studi sul Medio Oriente – SeSaMO – Facoltà di Scienze Politiche, 23-25 febbraio 2006*, Milano, Dott. A. Giuffrè Editore, 2008, p. 95-110.
- CORREALE Francesco, « Le panislamisme d’‘Abd al-Malik ben ‘Abd al-Qadir Muhyī al-Dīn (1914-1924). Une alternative au Maroc alaouite ? », Paola GANDOLFI (dir.) *Le Maroc aujourd’hui*, Quaderni Merifor, Bologne, Casa Editrice Il Ponte, 2008, p. 75-98.
- CORREALE Francesco, « Le Sahara Espagnol : histoire et mémoire du rapport colonial. Un essai d’interprétation », Sophie CARATINI (dir.), « Du rapport colonial au rapport de développement. La question du pouvoir en Afrique du Nord et de l’Ouest », *L’Ouest Saharien* n° 9-1 hors-série 2009, p. 103-151.
- CORREALE Francesco (dir.), *Superare il muro. Contributi per un’analisi del conflitto nel Sahara occidentale*, Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 2008.
- CORREALE Francesco, « Weapons and smugglers throughout Western Sahara. From the anti-colonial resistance to the First World War », Ali Abdullatif AHMIDA (dir.) *Bridges Across the Sahara: Social, Economic and*

- Cultural impact of the Trans-Sahara Trade during the 19th and 20th Centuries*, Cambridge, Cambridge Scholars Press, p. 129-153.
- COUSIN Albert, SAURIN Daniel, *Annuaire du Maroc*, Paris, Publication sous le patronage du Comité du Maroc, Imprimerie de Vaugirard, 1905.
- CUNNINGHAM GRAHAM Robert B., *Mogreb-el-Acksa, a journey in Morocco*, New York, National Travel Club, 1930.
- DAOUD Zakya, *Abdelkrim. Une épopée d'or et de sang*, Paris, Séguier, 1999.
- DE AMICIS Edmondo, *Marocco*, Milano, Casa Editrice Fratelli Treves, 1879/Milano, Messaggerie Pontremolesi, 1989.
- DE PUGA CABALLERO Eduardo, *Marruecos. Política et intereses de España en este Imperio*, Madrid, Eduardo Arias, 1907.
- DELAUNAY Jean-Marc, *Méfiance cordiale : les relations franco-espagnoles de la fin du XIXe siècle à la Première guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- DELBREL Gabriel, *Geografía general de la provincia del Rif y Kabilas de Guelaia-Kebdana, Beni-Said, Mtalsa, Beni-bu-Iahi, Beni-Ukil, Ulad-Setut, Arabes Trifa, Beni-Snassen. Melilla, Situación geográfica, estratégica y comercial*, Melilla, Imprenta de « El Telegrama del Rif », agosto 1911.
- DELBREL Gabriel, « El pretendiente y sus *harkas* en el noroeste marroquí: hechos relativos a la dominación del Rogui (1902-1908) », *Marruecos*, Tánger, 1909.
- DELFHOMME capitaine, « Les armes dans le Sous occidental », *Les Archives Berbères*, vol. 2 fasc. 2, 1917, p. 123-129.
- DE MADARIAGA María Rosa, *Abd el-Jrim el Jatabi. La lucha por la independencia*, Madrid, Alianza Editorial, SA, 2009.
- DE MADARIAGA María Rosa, *En el barranco del loro. Las guerras de Marruecos*, Madrid, Alianza Editorial, SA, 2005.
- DE SAIVRE Denyse (dir), *La Conférence de Berlin, 1884-1885*, Abidjan, Dakar, Lomé, Nouvelles Editions Africaines, 1985.
- DESIRE-VUILLEMIN Geneviève, « Cheikh Ma el-Ainin 1838-1896 », *Hommes et destins*, Paris, Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1977, p. 212-214.
- DESIRE-VUILLEMIN Geneviève, « Cheikh Ma el Aïnin et le Maroc ou l'échec d'un moderne Almoravide », *Revue d'histoire des colonies*, t. XLV, premier trimestre 1958, p. 28-60.
- DESIRE-VUILLEMIN Geneviève, *Contribution à l'histoire de la Mauritanie 1900-1934*, Dakar, Ed. Clairafrique, 1962.
- DESIRE-VUILLEMIN Geneviève, « Coppolani en Mauritanie », *Revue d'histoire des colonies*, t. XLII, 3^e et 4^e trim. 1955, p. 291-342.
- DESIRE-VUILLEMIN Geneviève, *Les Rapports de la Mauritanie et du Maroc*, Saint-Louis du Sénégal, service des Archives nationales de la Mauritanie, 1960.

- DESMAZIERES Bertrand, *Pierre de Sorbier de Pougnaoressse : le Colbert de Lyautey (Rabat, 1912-1925)*, Rabat, Editions La Porte, 1998.
- DEVOTO Giacomo, *Dizionario etimologico*, Firenze, Casa Editrice Felice Le Monnier, 1968.
- DIDIER Colonel, *Dar-el-Kadi. Episode tragique de la conquête du Maroc*, Royan, Impr. Royannaise, s.d..
- DIEGO AGUIRRE José Ramón, *Historia del Sahara Español. La verdad de una traición*, Madrid, Kaydeda, 1988
- DOMECH LAFUENTE Angel, *Ma el Ainin, señor de Smara*, Tetuan, éd. Marroquis, 1954.
- DONON Jean, *Le régime douanier du Maroc et le développement du commerce marocain jusqu'à nos jours*, Paris, Larose, 1920.
- DOURY Paul, *Un échec occulté de Lyautey. L'affaire du Tafilalet, Maroc Oriental (1917-1919)*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- DOUTTE Edmond, *En tribu*, Paris, P. Geuthner, 1914.
- DRAMÉ Patrick Papa, *L'Impérialisme colonial français en Afrique. Enjeux et impacts de la défense de l'AOF (1918-1940)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DRUMMOND HAY John, Sir, *A memoir of Sir John Drummond Hay*, London, John Murray, 1896.
- DUCHESNE Albert, *Léopold II et le Maroc 1885-1906*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1965.
- DUNN Ross E., *Resistance in the desert. Moroccan responses to French imperialism (1881-1912)*, London, Croom Helm Limited - Madison, Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1977.
- ENGELHARDT PINTADO Ruth, *Engelhardt, Otto*, disponible sur le site web [http://www.todoslosnombres.org/doc/biografias/Engelhardt Otto - San Juan de Aznalfarache \(Sevilla\).pdf](http://www.todoslosnombres.org/doc/biografias/Engelhardt%20Otto%20-%20San%20Juan%20de%20Aznalfarache%20(Sevilla).pdf) consulté le 18 janvier 2011.
- ENNAJI Mohammed, *Expansion européenne et changement social au Maroc (XVIe-XIXe siècles)*, Casablanca, Editions Eddif/M.Y.B. Retnani Editeur, 1996.
- ENNAJI Mohammed et PASCON Paul, *Le Makhzen et le Sous al-Aqsa. La correspondance politique de la maison d'Igh (1821-1894)*, Paris, Ed. du CNRS - Rabat, Editions Toubkal, 1988.
- Españoles y Franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Centro de Estudios Históricos, Departamento de Historia Contemporanea, 1986.
- ESSAGHIR AL KHALLOUFI Mohammed, *Bouhmara du jihad à la compromission. Le Maroc oriental et le Rif de 1900 à 1909*, Rabat, Imprimerie El Mâarif al Jadida, s.d.
- FANON Frantz, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 1961.
- FERNANDEZ-ACEYTUNO Mariano, *Ifni y Sáhara. Una encrucijada en la historia de España*, Palencia, Simancas Ediciones, SA, 2001.

- FLORY Maurice, *L'ensemble mauritanien en tant que notion juridique*, Paris, CNRS, 1979.
- FLORY Maurice, « La notion de protectorat et son évolution en Afrique du Nord », *Revue juridique et politique de l'Union française*, octobre-décembre 1954, p. 449-475.
- FLORY Maurice, « La notion de territoire arabe et son application au problème du Sahara », *Annuaire français de droit international*, (III) 1957, p. 73-91.
- FLORY Maurice, ETIENNE Bruno et al., *La succession d'État en Afrique du Nord*, Paris, CNRS, 1968.
- FREMEAUX Jacques, *Les Colonies dans la Grande Guerre, Combats et épreuves des peuples d'Outre-mer*, Sotece, 14-18 Editions, Saint-Cloud, 2006.
- GAIER Claude, *Quatre siècles d'armurerie liégeoise*, Liège, Wahle, 1976.
- GAMBINO Michele, GRIMALDI Luigi, *Traffico d'armi. Il crocevia jugoslavo*, Roma, Editori Riuniti, 1995.
- GARCÍA FIGUERAS Tomás, *Africa en la acción española*, Madrid, Inst. de studios africanos, 1949.
- GARCÍA FIGUERAS Tomás, *Santa cruz de mar Pequeña, Ifni, Sahara*, Madrid, Ediciones Fe, 1941.
- GELLNER Ernest, « Les Berbères du Maroc », extrait de *The Quarterly review*, avril 1956.
- GERARD James W., *Face to face with Kaiserism*, New York, George H. Doran Company, 1918.
- GILBERT Martin, *La grande storia della Prima guerra mondiale*, Milano, Mondatori, 1999.
- GILLIER, commandant breveté, *La pénétration en Mauritanie*, Paris, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1926.
- GONZALEZ-JIMENEZ Epifanio, *Territorios del sur de Marruecos y Sahara Occidental (Meharas y rezzus)*, Toledo, Imp. del Colegio de Maria Cristina, 1930.
- GOURAUD Général, *La pacification en Mauritanie. Journal des marches et opérations de la colonne de l'Adrar*, Paris, Larose, 1910.
- GOZABELS CRAVIOTO Carlos, « Andalucía y el contrabando de armas con Marruecos en el siglo XVI », *Archivo Hispalense*, Tomo LXIII, n° 192, 1980.
- GRANDIN-BLANC Nicole, *Al-Sayyid 'Abd al-Rahmân al-Mahdi et l'héritage mahdiste au Soudan oriental*, s.l., s.d., 1982.
- GREY Henry M., *In Moorish captivity. An account of the Tourmaline Expedition to Sus, 1897-1898*, London, 1899.
- GUHA Ranajit, SPIVAK Gayatri Chakravorty, *Selected Subaltern Studies*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- GUILLEN Pierre, *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, Paris, P.U.F., 1967.

- HAJOUÏ Mohammed Omar el-, *Histoire diplomatique du Maroc 1900-1912*, Paris, G.P. Maisonneuve, 1937.
- HALSTEAD John P., *Rebirth of a nation: the origin and rise of Moroccan nationalism 1912/44*, Cambridge, Harvard University Press, 1967.
- HANSOTTE Georges, *Inventaire des archives de la Société anonyme Cockerill à Seraing*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1979.
- HARDY Georges, *Le Maroc*, Paris, Librairie Renouard - H. Laurens Editeur, 1930.
- HART David Montgomery, *Banditry in Islam. Case Studies from Morocco. Algeria and the Pakistan Northwest frontier*, Cambridgeshire, Menas Press Limited, 1987.
- HENDERSON William Otto, *German colonial empire : 1884-1919*, London, F. Cass, 1993.
- HERMET Guy, *Storia della Spagna del Novecento*, Bologna, Società Editrice Il Mulino, 1999.
- HERNANDEZ MORENO Ángela, *Economía y sociedad del Sahara occidental en el siglo XIX*, Murcia, Universidad, Secretariado de Publicaciones, 1988.
- HESS Jean, *La question du Maroc*, Paris, Dujarric, 1903.
- HEUMANN Amedée (Lt-Cl.), *Le Soudan, Gordon et le mahdi, par le capitaine Heumann*, Paris-Limoges, H. Charles Lavauzelle, 1886.
- HODGES Tony, *Historical dictionary of Western Sahara*, London, Scarecrow Press, 1982.
- JEAN-LOUIS J., *Avec la harka du sultan Moulay Youssef*, Casablanca, S.té d'éd. et de publicité marocaine, 1916.
- JULIEN Charles-André, *Le Maroc face aux impérialismes 1415/1956*, Paris, Editions J. A., 1978.
- KAID-ER-RJA Seud, *La conquista de Marruecos en el año 1893. Estudio de la última campaña llevada a cabo por franceses, ingleses y aleman en el Imperio de Marruecos*, Madrid, Fernando Fe, 1894.
- KAROW Leohnard, *Neuf années au service du Maroc*, Rabat, Editions La Porte, 1998.
- KENBIB Mohammed, « Contrebande d'armes et anarchie dans le Maroc précolonial (1844-1912) », *Revue Dar Al Niaba. Etudes d'histoire marocaine*, (4) 1984, p. 9-16.
- KENBIB Mohammed, *Juifs et musulmans au Maroc 1859-1948. Contribution à l'histoire des relations intercommunautaires en terre d'Islam*, Rabat, université Mohammed-V, publications de la faculté des lettres et des sciences humaines, 1994.
- KENBIB Mohammed, *Les Protégés. Contribution à l'histoire contemporaine du Maroc*, Rabat, université Mohammed-V, publications de la faculté des lettres et des sciences humaines, 1996.

- KHAROUFI Mostafa, « L'Armée marocaine avant le protectorat », *Horizons maghrébins*, n^{os} 3-4, printemps-été 1985, p. 94-114.
- L'Armurerie liégeoise*, Bruxelles, Institut d'étude économique et sociale des classes moyennes, 1949.
- L'Armurerie liégeoise. Organe mensuel de l'Union des fabricants d'armes et du Musée d'armes de Liège*, collection complète.
- LA CHAPELLE F. de, « Esquisse d'une histoire du Sahara Occidental », *Hespéris. Archives berbères et bulletin de l'Institut des hautes études marocaines*, T. XI, 1930, p. 35-95 plus tiré à part.
- LACOSTE Yves, *Questions de géopolitiques*, Paris, La Découverte et Librairie Générale Française, 1988.
- LAHURE Cl. Baron, *Lettres d'Afrique. Maroc et Sahara occidental*, Bruxelles, O. Lamberty, 1905.
- LAROUÏ Abdallah, *L'Algérie et le Sahara marocain*, Casablanca, Serar, 1976.
- LAROUÏ Abdallah, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, Casablanca, Centre culturel arabe, 1977.
- LE CHATELIER Georges, *Tribus du sud-ouest marocain : bassins côtiers entre le Sous et Draa*, Paris, Ernest Leroux, 1891.
- LE REVEREND André, *Un Lyautey inconnu, correspondance et journal inédit, 1874/1934*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1980.
- LE TOURNEAU Roger, *Histoire du Maroc moderne*, Aix-en-Provence, publication de l'université d'Aix-en-Provence, 1992.
- LEVI-PROVENÇAL Evariste, « Mâ 'al Ainain al-Shingiti », *Encyclopédie de l'Islam*, 1^{re} éd., t. III, p. 58-59 (fasc. 37 publ. en 1928).
- LHOTE Henri, *La chasse chez les Touaregs*, Paris, Amiot-Dumont, 1951.
- LLABADOR Francis, *Port-Say et son fondateur Louis Jean-Baptiste Say. Lieutenant de vaisseau de réserve (1852-1915)*, Oran, Société anonyme des papeteries et imprimeries L. Fouque, 1955.
- LOPEZ BARGADOS Alberto, *Arenas coloniales. Los Awlād Dalīm ante la colonización franco-española del Sáhara*, Barcelona, Edicions Bellaterra, S.L., 2003.
- LOPEZ GARCIA Bernabé, HERNANDO DE LARRAMENDI Miguel (coord.), *Historia y Memoria de las Relaciones Hispano-Marroquíes. Un balance en el Cincuentenario de la Independencia de Marruecos*, Madrid, Ediciones del Oriente y del Mediterráneo, 2007.
- LOPEZGARRO J. Antonio, *Ifni y Smara*, Madrid, Vicente Rico, 1935.
- LUGAN Bernard, *Cette Afrique qui était allemande*, Paris, J. Picollec, 1990.
- LUGAN Bernard, *Histoire du Maroc. Des origines à nos jours*, Paris, Ellipse Edition Marketing S.A., 2011.
- LUNN Joe, *Memoirs of the maelstrom : a Senegalese oral history of the First World War*, Portsmouth, NH, Heinemann; Oxford, J. Currey; Cape Town, D. Philip, 1999.

- MABILLE X., *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, Crisp, 1986.
- MACKENZIE Donald, « The British Settlement at Cape Juby, North West Africa », *Blackwoods Edinburgh Magazine*, September 1889, p. 412-421.
- MACKENZIE Donald, « Condition of Morocco », *Times*, 30-1-1885.
- MACKENZIE Donald, « The development of North West Africa », *Liverpool Daily Post*, 19-2-1889.
- MACKENZIE Donald, *The flooding of the Sahara: An account of the proposed plan for opening Central Africa to Commerce and Civilization from the North-West Coast*, London, Sampson Low, Marston, Searle, and Rivington, 1877.
- MACKENZIE Donald, *The Khalifate of the West, Being a General Description of Morocco*, London, Simpkin, Marshall, Hamilton, Kent and Co., Ltd., 1911.
- MACKENZIE Donald, « Necesidad de un banco en Marruecos », *Revista de Geografía Comercial*, T. II 1887, p. 139.
- MACKENZIE Donald, *Report of condition of the Empire of Morocco*, London, 1886.
- MAGUIN Paul, *Les armes de Saint-Etienne*, Saint-Etienne, Archives stéphanoises, 1994.
- MAHAIM Ernest, « Les débuts de l'établissement John Cockerill à Seraing. Contribution à l'histoire des origines de la grande industrie au pays de Liège », *Revue universelle des mines*, Liège 1906.
- MARCHAT Henry, « Souveraineté et protectorat : l'expérience marocaine des point de vue politique et juridique », *Académie des sciences d'outre-mer. Comptes-rendus mensuels des séances*, tome XXIII, séances des 8 et 22 novembre 1963, nov. bis 1963, IX, p. 407-420.
- MARCHAT Philippe, *Le Maroc et « les Puissances ». Un empire convoité. De 711 à 1942*, Paris, Editions L'Harmattan, 2013.
- MARTIN A.G.P., *Quatre siècles d'histoire marocaine. Au Sahara de 1504 à 1902. Au Maroc de 1894 à 1912 d'après archives et documentations indigènes*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1926, réimprimé à Rabat, Editions la Porte, 1994.
- MARTIN BRADFORD G, « Ma al-‘Aynayn al-Qalqami ou la Résistance d'un shaykh saharien », JULIEN Charles-André, MORSY Magaly, COQUERY-VIDROVITCH Catherine et PERSON Yves (dir.), *les Africains*, Paris, Editions Jeune Afrique, 1977-1978, plusieurs volumes, vol. XII, p. 177-195.
- MARTIN CORRALES (ed.), *Marruecos y el colonialismo español (1859-1912). De la guerra de Africa a la « penetración pacífica »*, Barcelona, Edicions Bellaterra, S.L., 2002.
- MARTIN HERNANDEZ Ulises, « Donald Mackenzie. Un ingles en Cabo Juby », MORALES LEZCANO Victor (coordinación y prólogo), *II Aula*

- Canarias y el noroeste de Africa (1986)*, Las Palmas, Cabildo Insular de Gran Canaria, 1988, p. 398-410.
- MARTINET Guy, « Ma el-Aïnin et la Sakiet el-Hamra », *Lamalif*, 41, août-septembre 1970, p. 10-12.
- MARTINEZ Jean-Claude, *Le commerce des armes de guerre*, Paris, P.U.F., 1983.
- MARTINEZ MILAN Jesús María, *España en el Sáhara Occidental y en la zona sur del Protectorado en Marruecos, 1885-1945*, Madrid, UNED Ediciones, 2003.
- MARTY Paul, *Etudes sur l'Islam et les tribus maures. Les Brakna*, Paris, E. Leroux, 1921.
- MARTY Paul, « L'Islam en Mauritanie et au Sénégal. Les Fadelia », *Revue du monde musulman*, XXXI, 1915-1916, p. 135-219.
- MATEO DIESTE Josep Lluís, *La « hermandad » hispano-marroquí. Política y religión bajo el Protectorado español en Marruecos (1912-1956)*, Barcelona, Edicions Bellaterra, S.L., 2003.
- MATHEWS Felix A., *Report on that portion of the Northwest of Africa between latitude 17-30 and 30 north, and longitude 3 west of Greenwich, and the Atlantic coast; comprising the district of Sus, Wad Nun and the forty independent tribes between Morocco and Timbuctoo: containing a brief geographical, statistical, political and military account of said states*, Tangier, G.T. Abrines, 1881.
- MATHEWS Felix A., « El Sus, el Uad Nun y el Sahara », *Boletín de la Sociedad Geográfica*, vol. XII 1882, p. 513-524.
- MAURICE Louis, *La politique marocaine de l'Allemagne*, Paris, Plon, 1916.
- McMEEKIN Sean, *The Berlin~Baghdad express. The Ottoman Empire and Germany's Bid for World Power 1898-1918*, London, Penguin Books, 2010.
- MEDARD Frédéric, *Les Prisonniers en 1914-1918. Acteurs méconnus de la Grande Guerre*, Paris, Editions Soteca, 2010.
- MEYNIER Gilbert, *L'Algérie révélée*, Genève, Librairie Droz, 1981.
- MICHAUX-BELLAIRE E., « Makhzan », *Encyclopédie de l'Islam*, nouvelle édition, tome IV, 1991.
- MICHEL Marc, *Les Africains et la Grande Guerre: l'appel à l'Afrique (1914-1918)*, Paris, Editions Karthala, 2003.
- MICHEL Marc, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande guerre, 1914-1918*, Paris, Ed. Khartala, 2013.
- MICHEL Nicolas, *Une économie de subsistances: le Maroc précolonial*, thèse de doctorat de lettres et sciences humaines sous la direction d'André Raymond, Aix-en-Provence, université Aix-Marseille I, 1993, 2 vol.
- MICHEL Nicolas, « Itinéraires de la *mhalla* (1757-1900) », *Revue Maroc-Europe*, n° 7 1994, p. 81-115.

- MIEGE Jean-Louis, « Hassan I^{er} », JULIEN Charles-André, MORSY Magaly, COQUERY-VIDROVITCH Catherine et PERSON Yves (dir.), *les Africains*, Paris, Editions Jeune Afrique, 1977-1978, plusieurs volumes, vol. III, p. 233-251.
- MIEGE Jean-Louis, *Le Maroc et l'Europe*, Paris, PUF, 1962-1963/Rabat, éd. La Porte, 1989, 5 vol.
- MIEGE Jean-Louis, RAINERO Romain H., *Le Maroc, écrits de Graberg de Hemsö (1776-1847)*, Rabat, Editions La Porte, 2002.
- MILLER Michael B., *Shangai on the Métro. Spies, Intrigues, and French Between the Wars*, Berkeley - Los Angeles - Oxford, University of California Press, 1995.
- MORALEZ LEZCANO Victor, *El colonialismo hispano-francés en Marruecos (1898-1927)*, Madrid, Siglo XXI de España, 1976.
- MORALEZ LEZCANO Victor, *España y el Norte de Africa: El Protectorado en Marruecos (1912-1956)*, Madrid, Universidad Nacional de Educación a distancia, 1984.
- MOREL E. D., *Morocco in Diplomacy*, London, Smith, Elder & Co., 1912.
- MOULIERAS Auguste, *Le Maroc inconnu. Etude géographique et sociologique*, Oran, Imprimerie Fouque, 1895-1899, 2 vol.
- MOUTABASSIR Al-, « Ma el Aïnin ech-Changuity », *Revue du monde musulman*, I, janvier 1907 n° 3, p. 343-351.
- Mouvement commercial, industriel et maritime de la place d'Anvers. Rapport sur l'exercice*, Anvers, chambre de commerce d'Anvers, 1880, 1890-1898, 1907, 1911-1912, 1921-1923.
- NORRIS H.T., « Shaykh Ma'al 'Aynayn el Qalqami in the folk literature of the Spanish Sahara », *Bulletin of the School of orient. and african. studies*, vol. 31, 1969, p. 113-136 et 347-376.
- NORRIS Ted, *German attempts to incite insurgency among the Muslims of the French and British colonies during the First World War: the case of the campaign in West Africa*, Berlin, Arabisch Buch, 1990.
- OSER Jules, *Rapport à M. Jules Saint, résident général, commissaire de la République française au Maroc*, Rabat, éd. Félix Moncho, 1931.
- OUNIA Mohammed, « La Piraterie rifaine (1856-1889). Mythe et histoire », *Revue Maroc-Europe*, n° 11 1997/1998, p. 283-306.
- PAGE Melvin E (edited), *Africa and the First World War*, London ; Basingstoke, Macmillan press, 1987.
- PANDO Juan, *Historia secreta de Annual*, Madrid, Ediciones Tems de Hoy, S.A. (T.H.), 1999.
- PERRAULT Gilles, *Notre ami le Roi*, Paris, Editions Gallimard, 1990.
- PERRIN François, *Un toubib sous l'uniforme : témoignage du médecin-major François Perrin, 1908-1918*, Parçay-sur-Vienne, Anovi, 2009.

- PERSELL Stuart M., « L'affaire de la Tourmaline (1897-1898). Les réactions françaises à la présence anglaise au Maroc », *Revue d'histoire diplomatique*, 95^e année, avril-juin 1971, p. 142-151.
- PEYRONNET R., commandant, « Sud-Ouest marocain, Rio de Oro, Sahara Occidental », *Bulletin de la société de géographie d'Alger & de l'Afrique du Nord*, vol. XXIX, n° 113 à 116, 1928, p. 687-707.
- PICHON Jean, *El Herri (vendredi 13 novembre 1914). Le Maroc au début de la guerre mondiale*, Paris, Charles-Lavauzelles & Cie, 1936.
- PICQUART Agnès, « Le commerce des armes à Djibouti de 1888 à 1914 », extrait de la *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n° 213, 4^e trimestre 1971, p. 407-432
- La piraterie au regard du droit des gens*, Rabat, Publication de l'Académie du royaume du Maroc, Collections « Sessions », Session 9, 1986.
- PRETORIUS Fransjohan, *Historical dictionary of the Anglo-Boer war*, Lanham, Scarecrow Press, 2009.
- PROBSTER Edgar, *Die Franzosen in Marokko*, Berlin, Ring-Verlag, 1925.
- PROBSTER Edgar, *Ibn Ginn̄i's Kit̄ab Al-Mugtasab. Herausgegeben und Mit Einer Einleitung und Anmerkungen Verssehen*, Leipzig, J.C. Hinrichs, 1904.
- PUIGAUDEAU Odette du, *Le passé maghrébin de la Mauritanie*, Rabat, ministère d'État chargé des Affaires islamiques, 1962.
- PUIGAUDEAU Odette du, « Sud marocain », *Esprit*, n° 206 septembre 1953, p. 389-407.
- PUIGAUDEAU Odette du, *Tagant (Mauritanie)*, Paris, René Juillard, 1949.
- RAINERO Romain H., « La création de la Fabrique d'armes de Fès, la *Makina*, dans la politique marocaine de l'Italie », *Revue Maroc-Europe*, n° 7 1994, p. 177-196.
- RENAUD Jean et ONG Chua, *Ho-Chi-Minh, Abd-el-Krim & Cie*, Paris, Guy Boussac éd., 1949.
- RENE-LECLERC Ch., *Situation économique et commerciale du Maroc en 1907. Rapport et statistiques*, Alger, Imp. S. Léon, 1909.
- REZETTE Robert, *Les enclaves espagnoles au Maroc*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1976.
- REZETTE Robert, *Le Sahara Occidental et les frontières marocaines*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1975.
- RIO JOAN Francisco del, *Africa Occidental Española (Sahara y Guinea). Memoria*, Madrid, Ministerio de Estado, Sección Colonial, 1915.
- RITTWAGEN Guillermo, *Los sucesos de Marruecos. Reportaje gráfico publicado en ABC los días 14 febrero, 23 marzo, 4-7 abril, 4-24-26 agosto, 3 y 5 septiembre de 1907*, s.l., s.i., s.a..
- RIVET Daniel, *Histoire du Maroc. De Moulay Idris à Mohammed VI*, Paris, Fayard, 2012.

- RIVET Daniel, *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc 1912/1925*, Paris, L'Harmattan, 1988, 3 vol.
- RIVET Daniel, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, Hachette Littératures, 2002.
- RIVET Daniel, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V*, Paris, Denoël, 1999.
- RIZZO F., « Anexión y protectorado del Sahara occidental. Reseña y facsimilo de los tratados celebrados con los jefes del país », *Revista geografía comercial*, 1-1886, p. 53.
- ROBOLSKY H., *Acte général de la Conférence de Berlin, suivi des traités des puissances signataires avec l'Association du Congo*, Lepsic, Librairie de Renger, 1885.
- RODRIGUEZ MEDIANO Fernando, DE FELIPE Helena (eds.), *El Protectorado español en Marruecos. Gestión colonial e identidades*, Madrid, CSIC, 2002.
- ROGER-MATHIEU J., *Mémoires d'Abd-el-Krim*, Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1927.
- ROLLO Maria Fernanda, PIRES Ana Paula, NOVAIS Noémia Malva (eds.), *War and Propaganda in the XXth Century*, Lisbonne, IHC – CEIS 20, 2013 (<http://run.unl.pt/handle/10362/10758>, 9/1/2014)
- ROMAGNY J., *Le rôle de la France au Maroc*, Oran, Imp. L. Fouque, 1908.
- ROUARD DE CARD E., *Accords secrets entre la France et l'Italie concernant le Maroc et la Libye*, Paris, Pedone, 1921.
- ROUARD DE CARD E., « Délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale », *Revue Générale de Droit International Public*, VIII, 1901, p. 369-376.
- ROUARD DE CARD E., *Documents diplomatiques pour servir à l'étude de la question marocaine*, Paris, A. Pedone et J. Gamber, 1911.
- ROUARD DE CARD E., *La France et les autres nations latines en Afrique*, Paris, A. Pedone, 1903.
- ROUARD DE CARD E., *La frontière franco-marocaine et le protocole du 20 juillet 1901*, Toulouse, Paris, Edouard Privet, A. Pedone, 1902.
- ROUARD DE CARD E., *Le protectorat de la France sur le Maroc*, Paris, Challamel, 1905.
- ROUARD DE CARD E., *La question marocaine et la négociation franco-espagnole de 1902*, Paris, Pedone, 1912.
- ROUARD DE CARD E., *Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII^e et XIX^e siècle*, Paris, A. Pedone, 1905.
- ROUARD DE CARD E., *Les traités de commerce conclu par le Maroc*, Toulouse, Paris, Edouard Privat, A. Pedone, s.d.
- ROUARD DE CARD E., *Traités de délimitation concernant l'Afrique française*, Paris, Pedone, 1910.
- ROUARD DE CARD E., *Les traités entre la France et le Maroc. Etude historique et juridique*, Paris, Pedone, 1898.

- ROUARD DE CARD E., *Traités de la France avec les pays de l'Afrique du Nord*, Paris, Pedone, 1906.
- SALAH DINE Mohammed, *Maroc : tribus, Makhzen et colons. Essai d'histoire économique et sociale*, Paris, Editions L'Harmattan, 1986,
- SANE Sokhna, *Le contrôle des armes à feu en Afrique occidentale française 1834-1958*, Paris-Dakar, Khartala-Crepeo, 2008.
- SASSE Dirk, *Franzosen, Briten und Deutsche im Rifkrieg 1921-1926. Spekulanten und Sympathisanten, Deserteure und Hasardeure im Dienste Abdelkrims*, Munich, Oldenbourg Wissensch ; Paris, Institut historique allemand, 2006.
- SAY Louis, « La frontière du Maroc », *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, 1887-1888, p. 528-537.
- SAYAGH Saïd, *La France et les frontières maroco-algériennes 1873-1902*, Paris, Editions du CNRS, 1986.
- SIMOU Bahjia, *Les réformes militaires au Maroc de 1844 à 1912*, Rabat, université Mohammed-V, Publications de la faculté des lettres et des sciences humaines, 1995.
- SMITH Hillas, *The unknown Frenchmen: the story of Marchand and Fachoda*, Lewes, Book Guild, 2001.
- SOCIETE DES NATIONS, *Conférence. Contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre. Déclaration concernant le territoire d'Ifni. Protocole sur la guerre chimique et bactériologique*, Genève, le 17 juin 1925, Genève, Imp. Kundig, 1925.
- SOHR Frédéric, *Le port d'Anvers. Les causes de sa prospérité. Le rôle réel du commerce et des navires allemands*, Bruxelles-Paris, G. Van Oest & C.ie, 1919.
- SPENCER William, *Historical dictionary of Morocco*, Metuchen, N. J. & London, Scarecrow Press Inc., 1980.
- SPILSBURY Gibbon A., Major, *The Tourmaline Expedition*, London, J.M. Dont, 1906.
- STERFORTH Robert Paul, *Gibraltar at the crossroads*, Tangier, Morocco, 1979.
- STRACHAN Hew, *The First World War in Africa*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2004.
- TAMBARO Gennaro, *La repressione del traffico delle armi da fuoco e delle munizioni in Africa*, Napoli, Priore, 1913.
- TARDIEU André, *La Conférence d'Algésiras. Histoire diplomatique de la crise marocaine*, Paris, Félix Alcan Editeur, 1907.
- Taza, la ville du Rogui*, Casablanca, Interpresse, s.d.
- TAZI Abdelhadi, *Histoire diplomatique du Maroc des origines à nos jours (abrégé de : L'histoire de la diplomatie marocaine des origines à nos jours, 9 volumes)*, Mohammedia, Impr. de Fedala, 1989.

- TERRASSE Henri, *Histoire du Maroc des origines à l'établissement du protectorat français*, Casablanca, Editions Atlantides, 1950, 2 vol.
- TESSAINER TOMASICH Carlos Federico, *El Raisuni, aliado y enemigo de España*, Madrid, Tesis Doctoral de la Facultad de Geografía e Historia, Departamento de Historia contemporánea, Universidad Complutense de Madrid, 1992.
- TORRES CAMPOS Rafael, *La cuestión de Melilla. Observaciones del Excmo Señor D. Francisco Coello*, Madrid, Tip. De Forlanet, 1894.
- TROUT Frank E., *Morocco's Saharan frontiers*, Genève, Droz, 1969.
- TYAN M., « Bay'a », *Encyclopédie de l'Islam*, 2^e éd., vol. I, p. 1146-1147.
- VILAR Juan-Batista, *El Sahara espagnol. Historia de una aventura colonial*, Madrid, Instituto de Estudios Africanos, 1977.
- VILLANUEVA José Luis, *El Protectorado de España en Marruecos. Organización política y territorial*, Barcelona, Edicions Bellaterra, S.L., 2004.
- VILLARI Rosario, *Mille anni di storia. Dalla città medievale all'unità dell'Europa*, Roma-Bari, Gius. Laterza & Figli, 2000.
- VOINOT L., *Les alertes à la frontière pendant les troubles de l'Amalat d'Oujda (1897)*, Oran, Impr. L. Fouque, 1931.
- VOINOT L., *Les conséquences de la lutte du Makhzen et du Rogui à proximité de la frontière algérienne (1903-1905)*, Oran, Impr. L. Fouque, 1934.
- VOINOT L., *Quelques inconvénients de l'anarchie des tribus marocaines voisines de l'Algérie 1890-1892*, Oran, Impr. L. Fouque, 1930.
- VOINOT L., « Le retour incessant des difficultés de frontière avec le Maroc (1893-1896) », *Bulletin de la Société de géographie et d'archéologie d'Oran*, tome 51 sept.-déc. 1930, p. 257-330.
- WANDEWOUE E., *Liste de documents divers relatifs à l'expansion belge d'outre-mer 1825-1961*, Bruxelles, A.G.R., 1982.
- WATERBURY John, *Le commandeur des croyants : la monarchie marocaine et son élite*, Paris, P.U.F., 1975.
- WEBSTER Paul, *Fachoda : la bataille pour le Nil*, Paris, Ed. du Félin, 2001.
- YAKEMTCHOVK Romain, *Les antécédents de la réglementation internationale du commerce d'armes en Afrique*, Bruxelles, Bruylant, 1977.
- ZAGHI Carlo, *Rimbaud in Africa*, Napoli, Guida Editori, 1993.
- ZORZI Alvise, *La Repubblica del Leone. Storia di Venezia*, Milano, Rusconi Libri S.p.A., 1991.

Index des lieux¹

A

‘Abd Si Sayyid v. Sīdī Hasan

‘Argūb, 257n

al-‘Arisha, 112n

‘Azīla (*Arzila*), 98, 133-134, 144, 146

Abdūna, 164, 170

Abyssinie, 31-32

Adrār (*Adrar*), 63, 65-66, 153-154,

383, 384n

Adwa, 32

Afrique du Nord, 42, 110n, 112, 116,

120, 154n, 170n, 391, 394, 426

Afrique occidentale française (AOF),

24, 50, 60, 63n, 64n, 65, 66n, 86, 243,

253-256, 263, 265n, 272, 376-377, 379,

381n, 382n, 383n, 424

Afrique du Sud, 32

Agādīr (*Agadir*), 58, 68, 78n, 96, 122n,

243n, 246-250, 251n, 252, 256, 261,

263-264, 269, 270n, 340, 342-343,

348n, 349n, 355n, 360, 366, 370n,,

375, 382, 384n

Aglū, 343

Agŷūŷt, 33n, 383n

Aigui-s, 370

Aix-en-Provence, 14-15, 17, 24, 424

Al ‘Ara’ish (*Larache*), 55-56, 72, 98,

111, 112n, 113, 115, 123, 133, 134n,

140, 144-146, 147n, 150, 155, 214,

216, 220-221, 229n, 279, 287-289,

295n, 299, 320-321, 322-323, 325, 336,

345, 352-353, 356, 359, 370-371, 374,

382, 413, 423

Alborán, 291

Alcalá de Henares, 364, 429

Alexandrie, 119

Alger, 18, 144, 170n, 187n, 379, 382,

391n, 404

Algérie, 18n, 22, 24, 48, 72, 95, 97n,

101n, 112n, 116, 122, 127, 128n, 129,

156, 157n, 160n, 161n, 187, 190, 194,

200, 202n, 206, 212n, 228, 245n, 278,

300, 303n, 305n, 306n, 307n, 313,

323n, 324, 326, 363, 384n, 391n, 404,

424

Algésiras, 45, 46n, 47-49, 51, 68-69,

77-80, 84, 86, 91, 110-111, 113, 123,

140, 158, 178-179, 194, 282, 284-286,

288, 291, 323, 328, 380

Alhucemas, 115n, 156n, 165n, 169n,

170, 191, 194, 303-305, 330, 335, 392

Ali Moumen, 226

Alicante, 116, 266, 308

Allamonte v. Ayamonte

Allemagne (*Deutschland*), 21, 23-24,

44-45, 54, 76, 80-81, 92, 99, 104-105,

110, 113, 115, 117-118, 120, 127, 143,

150, 151n, 158n, 167, 171, 174-175,

179-181, 184, 185n, 187-188, 189n,

190, 194, 198-199, 201, 213, 226-227,

244, 245n, 271, 277, 278n, 280n, 289,

296, 301, 312-314, 317, 324n, 330,

338, 340-341, 345, 349n, 354, 358n,

360-361, 364, 370-371, 374, 384n, 386,

388, 393

Almeria, 112n, 278

Amérique du Sud, 380, 426

Ameskroud, *col*, 370

Amiens, 338

Andalousie, 98, 103, 111, 113, 121,

137, 145, 169, 206, 320

Andjara, *région*, 138, 299, 336

Angleterre, 18n, 25, 37, 42n, 43-44, 47,

81, 99n, 204, 331, 380, 393

Anti-Atlas, 96, 382

Anvers, 17, 24, 61, 72, 422

Anwal, 162n, 224n, 392

al-Arba‘ā de Banī Arros, 135

al-Arba‘ā de Banī Hasān (*Arba Beni*

Hassan), 323

Arbawa (*Arbaoua*), 55n, 72, 134, 196

Arksis (*Alkessis, Arekssis*), 251, 344-

345, 349n, 350, 353, 371

Arth Goldau, 176, 181-182

Arwiŷit, *mont*, 97n, 98, 224n

Arzew, 202

¹ Ne figurent pas dans cet index les noms de lieux les plus communs ou récurrents, tels « France », « Espagne », « Paris », « Madrid », « Tanger », « Maroc », etc.. Les lieux en note sont indiqués seulement quand ils n'apparaissent pas dans le texte.

Asfi (*Saffi*), 58, 60, 61n, 72, 225, 232
 Asie, 99n
 Assaka, 346, 349n, 350-355, 362, 366, 370
 Atar, 64, 65n, 257n, 376n, 381, 382n
 Atlas, 18, 92, 195, 276, 324-325, 369, 399
 Autriche, 81, 91, 99, 105, 113, 201, 229, 386
 Autriche-Hongrie, 76, 80, 227n, 339
 Awlād Bahilil, *douar*, 61
 Awlād Hasan, *douar*, 61
 Ayamonte, 218n
 Aÿdīr, 404
 Ayn Hamman, 148
 Ayn Safra (*Aïn Sefra*), 101n
 Ayn Sbit, 133
 Ayn Sebū, 116
 Ayn Shala bin Aysha, 147
 Ayn Zitūn, 148

B

Badis (*Badès*), 152, 169-171, 172n, 301, 304, 330
 Bagdad, 35n
 Baie d'Alhucemas, 115n, 128, 168, 170, 302, 305
 Baie du Lévrier, 253n, 343
 Baléares, *îles*, 120, 308
 Bāni Bū Ifrur, *mines de*, 163n
 Bāni M'Tir, *région de*, 211
 Bāni Mallal (*Beni Mellal*), 209-213
 Bāni Saf, 122
 Barcelone, 98, 110, 113-14, 116-120, 122, 179, 181, 193-195, 197-198, 229, 266, 285, 320
 Bavière, 177, 181
 Belgique, 24-25, 46, 47n, 278, 279n, 280, 372, 399, 421, 425-426
 Bellegarde-sur-Valsérine, 53
 Ben Ahmed, *mousse de*, 214
 Berkeley, 284n
 Berlin, 31-32, 50, 81n, 91-93, 95, 100, 105n, 107-110, 115-116, 118, 129, 146, 147n, 150, 156, 169, 174, 175n, 176, 178-180, 183, 245n, 277, 301, 313,

315, 318, 320, 323-324, 336-339, 356, 361, 364, 370, 385, 389
 Berne, 54, 58, 182n, 278
 Bessouda, 72
 Beyrouth, 158n
 Bilbao, 118, 122, 183n
 el Bioutz, 280
 Birkan (*Berkane*, *Berkaniine*, *Berkanen*) 189, 192, 200, 201n, 205, 206n, 300n, 404
 Bône, 95n
 Bonn, 99n
 Bordeaux, 103n, 200-201, 209n, 243n, 244n, 245n, 246n
 Bosiku (*Bosicu*), 304, 308
 Bou Keskes, 149
 Bou Khedifia, *douar*, 134
 Bou Selkiam, 72
 Bou-Znika, 72
 Bouhlou, 329, 331n
 Bouit, 133n
 Bouladjeraf, 306
 Bouydberen, 331n
 Brākna, *région*, 18
 Brandebourg, 107
 Bregenz, 229
 Brescia, 25
 Brest-Litovsk, 319
 Brindisi, 114
 Bruxelles, 13, 24, 32, 33n, 49, 279, 425-426
 Bū Denib, 133, 224n
 Bū Harmana, 169
 Bū Rāqrāq, *fleuve*, 212
 Budapest, 229
 Buenos Aires, 114
 Būjād, 210n, 211n, 212, 213n
 Bulgarie, 339n

C

Cadix, 72, 110, 113, 120, 122, 124-126, 137, 138, 141-142, 145, 266, 281, 283, 288, 364
 Cala Tramontana, 169
 Calcutta, 210n
 Californie, 284n
 Cameroun, 175n, 247n, 374

Camp Berteaux, 165
 Canal de Suez, 105
 Canaries, *îles*, 17, 61-63, 72, 122, 197, 243-249, 250n, 251-252, 255-256, 259, 260n, 262, 265-266, 267n, 343, 355-357, 359-360, 362, 366n, 374, 375n, 385, 386n
 Cap Blanc, 72, 254-256, 261
 Cap Bojador (*Bogador*), 258, 268, 375-376-377
 Cap Cantin, 72, 249n
 Cap de l'Eau, 115, 118, 187-188, 192, 200-201, 204-206, 312
 Cap des Trois Fourches (ou presqu'île des Trois Fourches), 128, 168
 Cap Juby (*Cabo Juby*), 62-63, 122, 243, 246, 249-250, 252, 254-256, 258-259, 262-264, 266-267, 340-343, 346-348, 353-354, 356-357, 359, 360n, 366, 371, 374, 379n, 384n, 387n, 392, 430
 Cap Malabata, 144
 Cap Nūn (*Cap Noun*), 256, 269
 Cap Spartel, 141-143, 148
 Cardiff, 218
 Carthagène, 127-128, 194-195, 197, 203-204, 218, 220
 Casablanca, 14, 36n, 40n, 44, 56n, 58, 62n, 67, 68n, 71n, 72, 100n, 111n, 137n, 150n, 152n, 171n, 197, 202-203, 208n, 212n, 214, 216, 219, 220, 223, 225-240, 242, 245, 250n, 251, 252n, 256n, 268n, 284, 285n, 289n, 297n, 363n, 375n, 376, 384n, 385n, 412, 423
 Caucase, 104
 Ceuta, 25n, 56, 113, 120, 124, 135-137, 144, 146, 159, 181, 283, 288, 289n, 295n, 302, 313, 323, 336, 391
 Chafarinas, *îles*, 98, 216
 Champagne, 105, 176, 271, 319, 360, 365n
 Cherouith, 205
 Chiclana, 111
 Chipiona, 281
 Chleuh, *pays*, 237
 Christian, 215
 Confédération Helvétique v. Suisse
 Congo, 426
 Congo, *bassin du*, 31n,

Constantinople (*Stamboul*), 92, 100, 101n, 102, 104, 105n, 109, 157, 245-246, 324, 351, 358
 Cuba, 48, 257n, 380
 Cyrénaïque, 19

D

Dakar, 31n, 33n, 60n, 64n, 65n, 66n, 247n, 253n, 254, 255n, 263n, 265n, 343, 376, 379, 381n
 Dakhla v. Villa Cisneros
 Damas, 156, 160n, 391
 Dār al-Bayda, 213, 383
 Dār al-Dabibagh (*Dar Debibagh*), 214, 289n
 Dār bel Hamri, 240
 Dar Ben Chata, 323
 Dar ben Karriche, 295
 Dār Harris, 298
 Dār Shawī, 149
 Dechimous, *région de*, 336
 Détroit de Gibraltar, 109, 111, 135
 Djabal Halfa, 336
 Djabal Mauru (*Maourou*), 163-164, 166-167, 172
 Djabala (*Djebala*, *Djebel*, *Djebla*), *région*, 98, 133, 147, 295, 300, 306, 314, 321
 Djebel Bou Assam, 205
 Djibouti, 32
 Djūmā'a de Zināt, 135
 Dortmund, 326n,
 Dukkālā - 'Abdā (*Doukkala-Abda*), *region des*, 96, 226n, 249n
 Dum-Dum, 210n

E

Egypte, 111n, 104, 116, 157n
 Eibar, 25
 El Harrarech, 298
 El Khreb, 298
 El Parchel, 258
 El Roan, 305
 Enghien, 303n,
 Es Vedra ou Vedrá, *îlot*, 308

Etats-Unis, 14, 31, 58, 131n, 162,
245n, 286n, 380, 393

F

Fadhala (*Fédala, Fédalah*), 72, 228,
231, 239, 242
Fahs, 316
Fās (*Fez, Fès*), 20, 22, 29, 37, 39, 51,
55, 56n, 57n, 58, 60n, 67, 70, 86, 95-
96, 99, 102, 133, 136, 148, 152n, 153-
154, 156n, 157-158, 161n, 166n, 171n,
172n, 187n, 192n, 195, 208, 210, 212,
216, 223, 225, 234, 240-241, 245n,
271, 289n, 293n, 301n, 302, 305, 307,
310, 311n, 314n, 315, 325, 329, 332,
334, 340, 342, 349, 358, 361n, 366n,
367n, 388, 390, 393, 399, 401
Fashoda, 32
Ferhana, 166n
Fernando Poo, 247n, 266, 375n
Figuig, 289n
Flandres, 319
Fondak, 140
Foum Assaka, 243

G

Gallipoli, 335
Garet, *plaine du*, 97n
Garsif (*Guercif*), 188, 327
Gafsa, 385n
Gato, 128
Gaūz, 383
Gelderland, 181n
Gênes, 99, 114-116, 118-119, 120n,
137, 174, 176, 177n, 181-183
Genève, 54
Genève-Cornaves, 54
Gharb, 55n, 56n, 57n, 98, 100, 133-
134, 147n, 202, 240, 295, 314, 322
Ghumara, 98, 171n
Gibralfaro, 184
Gibraltar, 61, 70n, 72, 109, 110n, 111,
113, 118n, 122, 123n, 124, 125n, 126,
135-137, 138n, 174, 175n, 177-179,
181, 193n, 281, 284, 285n, 286n, 290-
291, 302, 304n, 308, 335n, 336, 337n,
372n

Giessen, 105-106
Goribis, 309-310, 316n
Gran Canaria (*Grande Canarie*), 62,
386
Grand Atlas, 368
Grande-Bretagne, 80, 127, 145n, 174,
177, 182n, 203, 279, 282
Guadalquivir, *fleuve*, 126-128, 178,
283
Guelimīm, 60, 348
Guerma, 232n
Guerzouane, 232n
Guinée, 247n, 266

H

Hadj Kaddūr, *'azib*, 149
Haha, *region de*, 135, 248n, 251n
Hajar Nakkūr (*Hajrat-Dekour*), 152,
301, 328
Hakba al-Hamrā, *fleuve*, 148
Halbmondlager (*camp du croissant
lunaire*), 107
Hambourg, 24, 63, 99n, 423
Haourara, *douar*, 148
al-Harri, 150, 208, 403
al-Hasan (*El Hassan*), 232n
Haut Atlas, 59, 208, 295
Haut Guir, 224n
Haut-Sénégal, 65, 253
Hawd, 255
Helgoland (*Héligoland*), *île*, 349-350,
355, 360-361
Hercule, *grottes d'*, 148
Herstal-lez-Liège, 25, 280
Hollande v. Pays-Bas
Hongrie, 105
Horgen, 182n
Huelva, 278

I

Ibiza, 308
Idagh, 385n
Idoumtad, 237
Idrīs, *anse d'*, 128
Ifni, 14, 58, 62, 224n, 243-245, 247-
248, 250-252, 257n, 269, 341n, 342-

343, 345-348, 350, 368, 377, 379-380, 430
 Imitek, 237
 Inde, 210n
 Innaouen, *fleuve*, 100, 161n, 216
 Isly, 40
 Italie, 25, 39, 76, 91, 102n, 115n, 118, 180-181, 227n, 380n, 389n, 390n, 430

J

Jenada, 152

K

Kabdana (*Kebdana*), *región*, 311
 Kalta, 232n
 Kapler, *blockhaus*, 307
 Kardūs, 345
 Kasbah Tādīlā, 214, 325
al-Kasr al-Kbīr (El-Ksar), 56, 72, 98, 123, 134, 144-147, 195, 216, 240, 289, 299, 336, 370n
 Kasr al-Sghir, 135
 Kasr Torshan, 257n
 Kelaa, 390
 Kelli, 205
 Kerbacha ou Khebacha, *gué*, 200, 205, 311
 Khanīfra (*Khenifra*, *Khénifra*, *Kenifra*), 96, 150, 152, 161, 208-210, 214, 289n
 Khartūm, 32
 Khert, *région*, 156n
 Khlot, *région*, 56, 134-135
 Kiffan, 317
 Kiss, *fleuve*, 202
 Knitra (*Kenitra*), 95, 202, 225, 240-241
 Krakra, 211
al-Ksiba, 214

L

La Havane, 257n
 La Luz, 62
 Lahouma, 336
 Las Palmas, 17, 62-64, 244-246, 253, 266, 349n, 352, 356-357, 359-366, 370n, 374, 377, 385-387, 422
 Libéria, 247n, 254, 375n
 Liboirat, 64-65

Libye, 245
 Liège, 25, 33-34, 138, 280
 Lisbonne, 122, 124, 174-175
 Londres, 201, 206, 422, 429
 Los Meanos de Toteman, 258
 Lula Burgas (*Lule-Bourgas*), *bataille de*, 110n

M

M'Coun *ou* M'çon, 160-161, 307, 327
 M'Talsa, *pays*, 165
 Macédoine, 107
 Madyun (*Médiouna*), 67, 238
 Magrn, 147n
 Majorque, *île*, 128, 309
 Makka, 154, 167, 179
 Malaga, 22, 110-111, 112n, 116-122, 123n 124, 125n, 126, 129n, 136-137, 151n, 158, 162, 163n, 164n, 165-167, 169-171, 172n, 173-174, 176-186, 189-190, 193-194, 197n, 198-200, 203-205, 206n, 229, 275, 282-284, 285n, 286, 288n, 290, 303, 304n, 306, 337, 389, 407, 416-417, 422
 Mamora, *forêt de la*, 57
 Manchester, 25
 Mannheim, 156
 Mar Chica, *lagune de la*, 167n, 168
 Mara, 323
 Marmoucha, *fôret de*, 324n
 Marne, 271, 319, 338
 Marnia, 172n, 187-190, 192-193, 196, 198, 199n, 200, 206
 Marrākesh (*Marrakech*), 29, 37n, 38-39, 55-56, 58-62, 65, 76n, 86, 96, 99, 105, 161, 167, 170n, 174n, 208, 212-214, 215n, 223, 233, 236, 238, 244, 248n, 249n, 250n, 251n, 255n, 263-264, 296n, 325, 341n, 342, 343n, 344, 345n, 346n, 354n, 366n, 367n, 368n, 369n, 370n, 371n, 373n, 374n, 382n
 Marsa Assaka, 244-245, 248
 Marsa *al-Sultān (Mers Soltan)*, 235
 Marseille, 53-55, 116n, 118, 119n, 120n, 177n
 Marshan, *quartier de Tanger*, 149
 Martimprey, 189, 404

Mashra bin al-Qsiri, 56, 147n
 Mashra al-Mellah (*Mechra el Melah*), 311
 Maubeuge, 178
 Mauritanie, 17, 20, 29, 33n, 50, 59-60, 63-66, 92, 116n, 129, 153, 247, 253, 255, 257n, 261-263, 265n, 266-267, 376n, 379n, 381, 382n, 383, 386n, 392, 394, 402-403, 409, 424
 Mazagan, 57-58, 61-62, 225, 249n, 250n
 Medjda, 72
 Mehedy, 241
 Melilla, 25n, 41, 46n, 97n, 98, 10, 110-112, 114-118, 120, 122, 123n, 127, 129, 144, 147n, 152-153, 154n, 155, 156n, 161-171, 180-181, 186, 188-191, 192n, 193n, 195, 200-202, 204-206, 281-282, 286, 288-290, 300, 303, 304n, 306, 311-313, 316n, 328-329, 331, 337, 389, 404, 429
 Merada, 188
 Mésopotamie, 107
 Messine, 118
 Metlioui, 385n
 Mghougha K'bir, 298
 Mīdār (*Midar*), 'azib, 164, 304, 391
 Miknās (*Meknès*), 95-96, 99, 101n, 144n, 152n, 153n, 171n, 172n, 187n, 196n, 208, 211, 213-218, 219n, 220, 230, 241n, 302n, 325n
 Miknassa-Fūkānia, 289
 Miknassa-Tahtūnia, 96
 Mogador, 49n, 58, 62, 68-69, 70n, 76, 105, 203, 218, 225, 230, 244, 245n, 248-249, 250n, 251n, 253n, 265, 267n, 268n, 283, 345n, 347, 350n, 352n, 353n, 356n, 359n, 360-361, 362n, 373n, 384n, 423
 Mohammadin, *camp de*, 105-106
 Monastère franciscain de Tanger, 138n
 Monrovia, 375n
 Moscou, 389
 Moul El Bacha, 123
 Mounori, 266
 Moyen Atlas, 96, 209, 214-215, 391, 413
 Mudros, 339

Mulūya (*Moulouya*), *fleuve*, 115, 123, 154, 156, 170, 190, 200, 202, 205, 209, 289n, 311-312, 327
 Munich, 278n

N

Nador, 282, 300, 414
 Nadruma, 191, 192n
 Namibie, 32
 Nantes, 14, 17, 24, 422
 Nantua, 54
 Naples, 116, 119
 Nekhila, 188
 Nemours, 112n, 201-202
 Niger, 65, 247, 253
 Niger, *fleuve*, 31n
 Norvège, 41n
 Nuremberg, 114

O

Oued Alif v. Wādī Tahaddart
 Oued Elia, 144
 Oued Mellah, 228, 235n
 Owjeft, 33n

P

Palerme, 116, 118
 Palestine, 107
 Palma de Majorque, 308
 Pau, 100n,
 Pays Bas ou Hollande, 76, 174, 175n, 227n, 339, 360n, 389
 Pays Basques, 103
 Peñon de Alhucemas, 98, 304
 Peñon de Vélez de la Gomera, 98, 167, 170-171, 308
 Philippeville, 95n
 Philippines, 380
 Pointe Cotel, 302
 Pointe des Pêcheurs, 302
 Port D'Ouina, 343
 Port-Etienne, 253-254, 379n
 Port-Say, 128n, 188, 190, 404
 Portugal, 103n, 122, 124, 175
 Poublan, *camp*, 213
 Puerta Tres Santos, 55

Puerto Cansado, 343-344, 353-354,
374-375, 416
Punta de Morro, 386

R

Rās Tarf, 302
Restinga, 97n
Rethondes, 339
Rīf (*Rif, Riff*), 18, 20-21, 37n, 38, 41,
46, 48, 97n, 98, 103, 111n, 112n, 115-
116, 128n, 140, 150, 151n, 152, 163-
165, 169-171, 181, 193, 223, 224n,
278n, 281, 284, 286, 288n, 289n, 300-
304, 310-311, 313, 320, 330-331, 337n,
338, 388, 391-394, 399, 403-404, 414
Río de Oro (*Rio del Ouro*), 22, 50n, 66,
98, 122, 197, 243, 245-249, 252, 257,
259n, 260-262, 265-269, 278-279, 343,
346, 356, 365n, 366n, 372, 375n, 379,
381, 387
Río Martil (*Rio Martin*), 140 286-287,
302, 331, 338
Rocaleón (*Roca-Leon*) v. Sīdī Driss
Rome, 11, 13, 102n, 115n, 177n, 182,
183n, 380n, 389n, 390n, 423, 430
Russie, 31, 99n, 275-276, 319

S

Sabta de Banī Gorfat, 135
Saf Saf, 311
Safsafat, 326
Sāgya al-Hamra (*Oued Sakia el
Hamra*), *fleuve*, 269
Sāgya al-Hamrā, *région*, 60, 243, 257n,
268-269, 377, 379, 381, 392
Sahara, 17, 19, 22-23, 29, 50, 58, 92,
108, 208, 257-258, 260n, 265, 267,
276, 325, 340, 341n, 344, 348-349,
376n, 381, 383, 385-386, 392, 394,
402-403, 430
Sahara espagnol, 243-244
Sahara occidental, 33n, 50-51, 59, 65,
261, 276, 380, 403, 409
Sahīl, 383
Saint-Etienne, 25, 178
Saint-Louis du Sénégal, 17, 21, 26, 38,
64n, 66n, 376, 381-383

Salā, 225
Salamanca, 279n
Salzberger, 107n
San Fernando, 168
San Juan de Aznalfarache, 127
San Lorenzo del Escorial, 103, 320
San Palo, 118
San Roque, 288
San Sebastian, 103
San Vicente, 128
Sanhādja (*Sénadja Senada*), 155, 167
Sania, 298
Sanlúcar de Barrameda, 129, 283
Santa Cruz de Mar Pequeña, 343
Sarajevo, 91
Sartiges, *camp de*, 237
Sawura, 382n
Saydiyah (*Saïdia*), 99, 112n,
Sebab, 321
Sebdū, 112n, 116n, 165, 206
Sebū, *cercle de*, 133
Sebū, *fleuve*, 216
Selwan, 281
Sénégal, 29, 50, 253, 254n
Serbie, 85, 366
Settat, 61, 62n, 152n, 208n, 214, 226
Séville, 102-103, 110-111, 113, 117,
120-121, 124-129, 158, 166n, 229-230,
284, 304, 328
Shangītī, (*Chinguetti*), 64-66
Sharf (*Charf*), 298
Sharf al-Aqab, 148
Sharran, *ilot*, 128
Sharrar, *douar*, 138
Shāwīyā (*Chaouia*), 68, 71, 94, 96,
135, 210-211, 214, 223, 240
Shaykh Bu-l Qa'id, *douar*, 61
Shiagma, 60, 248n, 251n
Shifshawm (*Chechaouen*), 295, 299,
323
Si Brāhīm, 302
Sīdī Aīssa (*Sidi Aissa*), 172
Sīdī Ali Bū Brāhīm, (*Sidi Ali Bou
Brahim*), 152
Sīdī Bū 'Uthmān, 22, 59, 62
Sīdī Bū Shūrīs, *plage*, 313
Sīdī Bu-l-'Abbās (*Bel Abbès*), 99, 112,
116

Sīdī Bu-l-Qāsim, 317, 328, 336
 Sīdī Hasan, 170, 302
 Sīdī Idrīs (*Sidi Driss*), 170, 303, 305, 328-329, 348
 Sīdī Mātūg, 328
 Sīdī Mohammad bin ‘Abd Allāh, 264
 Sīdī Mūsā Majdūb, 232
 Sidi Ouriech, 192n
 Sīdī Qāsim, 148
 Sīdī Shā‘ib, 303
 Sierra Leone, 266
 Sifrū, 133
 Simichié, *douar*, 61
 Smara, 65, 67n, 384n
 Smert, 168
 Somme, 176, 282, 335
 Soudan, 32
 Souira Qādimāh (*Soueïra Khedima*), 60, 72
 Souk Abdel Aziz, 101
 Souk al-Djamaa de Djebare, 311
 Souk es-Sept, 61
 Souk el-Tenine, 307n
 Souk et Tleta Bab Alloub, 317
 Sousse, 201
 Stuttgart, 278
 Sud-Atlas, 384n
 Suède, 41n, 389
 Suisse, 54, 176, 180-181, 227, 360n
 Sūq al-Arba‘ā, 220, 367n
 Sūq al-Arba‘ā des Syhems, 61
 Sūq al-Arba‘ā de Tissa, 216
 Sūq al-Had (*Souk al-Had*), 239, 302n
 Sūs (*Sous, Souss*), 38, 59, 65, 76, 96, 101, 154, 213, 236-237, 244, 248, 251-252, 262, 345, 348, 354, 360, 362-364, 370, 373, 384n, 385

T

Tadgdourt, 237
 Tādīlā (*Tadla*), 61, 161, 210n, 211n, 212n, 213n, 214, 341
 Tafarsit (*Tafersit*), 171n, 172n, 304
 Tafilālt (*Tafilalelt*), 19n, 38, 96, 208-209, 224n, 247, 334, 383, 384n
 Tagānit, 18
 Taghedjirt, 172

Tahaddart (*Taheddart*), *presqu’île*, 144
 Tahaddart, *région*, 144, 148
 Talaynt, 263n
 Tamassint, 389
 Tamsaman, *région de*, 191
 Tanganyika, 32
 Tarfaya (*Tarfaïa, Tarfaïa*), 18, 58, 63, 98, 224n, 243-244, 246, 249-250, 251n, 255-269, 278, 340-342, 344, 346-348, 352-359, 362, 371-372, 375, 381-382, 386-387, 392, 415
 Tarifa, 118n, 135, 285-286, 288
 Tārūdānt (*Taroudant*), 37n, 58, 366n, 370, 384n
 Tawrirt (*Taourirt*), 165, 202, 299
 Taza, 96, 99-100, 108, 112, 114-115, 150, 153-155, 160-162, 170, 194-196, 200, 208, 216, 289n, 295, 305n, 306-307, 309, 311n, 313, 315n, 316n, 318, 326n, 329, 332, 334, 372n, 414
 Tazeroualt, 252
 Tāzrūt, 315, 320, 343, 389
 Teffah de Beni-Mezduy, 38n
 Ténériffe, 243
 Tikermina, 164, 169n
 Tikissas, 171n, 297
 Tilimsān, 112n, 193, 404
 Tissa, 300
 Titwān (*Tétouan*), 14, 22, 41n, 97n, 98, 111, 113, 120-121, 123-124, 131-135, 138, 140, 144, 146, 150, 151n, 159, 169, 171, 181, 184, 186, 194, 215-216, 243, 251, 279, 280n, 281, 286-287, 289, 294, 297, 300, 304, 306, 309-310, 313-315, 321-324, 328-329, 336, 372, 389, 391, 423, 428
 Tizimi, 384
 Tiznit, 58, 60, 232, 244, 249, 263n, 264, 348, 352n, 360, 366-370, 371n, 373-374, 384
 Tizra, *fôret de*, 206, 311
 Tleta de Djebel Habib, 135
 Tolède, 25, 109n, 216
 Touahar, 326n
 Toulon, 170, 187, 189-190, 193, 199, 201, 204, 206
 Trārza, 18
 Tripoli, 31, 118

Tripolitaine, 116, 278
 Tūnis, 31
 Tunisie, 101n, 116, 127, 129, 201, 278, 363, 385n
 Turquie, 147, 153, 156n, 157-158, 167, 209, 245, 339, 388, 390
 Twat, 382n
 Tzigan, 335

U

ʿUmm Rbiyaʿa (*Oum Rebia*), 209-210
 Ūjda (*Oudjda*), 71, 95, 128n, 157, 161n, 170n, 187n, 188-190, 191n, 192-196, 200n, 201, 202, 205n, 206, 300n, 404n
 Uzès, 116n, 118, 119n, 120n

V

Valence, 117n, 118-119, 126-127, 183n, 266, 278, 308
 Valladolid, 116n
 Varnier, 54,
 Velez, 290
 Venise, 118
 Verdun, 176, 282, 335
 Versailles, 403
 Villa Cisneros (*Dakhla*), 51, 98, 243, 249, 252-253, 257n, 258-262, 263n, 265-268, 346, 382n, 392
 Villa Giusti, 339
 Vincennes, 14, 18n, 23, 411-413, 421-422

W

Wādī Abdūna, 169
 Wādī Aqbal, 307
 Wādī Arksis, 249, 342
 Wādī Assaka (*Uad Asaka*), 354
 Wādī Bū Sedrat, 369
 Wādī Dādis, 324
 Wādī Draʿā (*Oued Draa*, *Uad Drāa*, *Uad Dra*), *fleuve*, 243n, 246, 269, 345, 349n, 353n, 354, 358, 369
 Wādī Draʿā, *région du*, 96, 105, 107, 349n, 350-351, 353-355, 361, 369, 371
 Wādī Khert (*Kert*), 118, 156, 166-170
 Wādī Lūkos, 134

Wādī Nūn (*Oued Noun*), *fleuve*, 243, 251, 342, 367, 369
 Wādī Nūn (*Oued Noun*), *région*, 154, 352, 367, 382
 Wādī Rās, *région*, 159n, 336
 Wādī Sūs (*Uad Sus*), 261, 369
 Wādī Taglyāt, 65
 Wādī Tahaddart, 101, 141-144, 146, 148
 Wādī Tāzrūt, 343
 Wādī Tensift, 60
 Wādī Ziz, 96
 Wahrān, 46n, 117n, 156n, 188-190, 193-195, 200-204, 305n, 330
 Wahrān, *région*, 46n, 116, 172, 201n, 202, 204, 305, 307n,
 Wāliidiya (*Oulalidia*), 72
 Wargha (*Ouergha*), 100, 133, 147n, 295-297, 391n
 Wazzān (*Ouezzan*, *Ouazan*), 72, 163, 167, 240, 295-296, 300, 318, 320, 414
 Westphalie, 326n
 Widjan, 371n

Z

Zaio, 312
 Zaouia Ait Ashac, 214
 Zarqa de Mulai Belham, 147n
 Zayyān, *région des*, 100
 Zossen-Wünsdorf, 107
 Zurich, 176-177, 181-182

Index des noms¹

A

bin ‘Abd Allāh Alī, *contrebandier*, 236-38
bin ‘Abd Allāh bin Sayyid Mohammad, 46
bin ‘Abd Allāh as-Sharīf Sī Ahmad, *contrebandier*, 336
‘Abd al-Hadī, *agent allemand*, 336
‘Abd al-Karīm (*Abd el Krim*), *contrebandier*, 298
bin ‘Abd al-Karīm ‘Abd ar-Rahman, *contrebandier*, 147
bin ‘Abd al-Qādir Muhyī al-Dīn ‘Abd al-Mālik (*Abd el Malek, Abdel Malek, Abdelmalek*), *chef de la résistance*, 22, 108, 142, 151, 156-161, 163-165, 167, 169-172, 176, 179-180, 272, 276-277, 278n, 281, 288, 289n, 295, 300-305, 306-310, 312-318, 321n, 323-330, 331n, 335-339, 344, 348, 365, 372n, 383, 389-393, 402-403
bin ‘Abd al-Wahhab Sī Mohammad, *contrebandier*, 336
bin ‘Abd al-Wahhab al-Warīt Sī Ahmad, *contrebandier*, 336
‘Abd ar-Rahman v. Von Felsen
bin ‘Abd ar-Rahman al-Mukhtār (*El Mokhtar ben Abderrahman*), *probable contrebandier*, 298
bin-‘Abd ar-Rahman Qāsim (*Kacem Ben Abderrahman*), *contrebandier*, 226
bin ‘Abd as-Sādiq bin ‘Abd ar-Rahman, *agent germanophile*, 171
‘Abd as-Salām (*Abdessalam*), *négociant*, 245-246
‘Abd as-Salām, *oncle d’*‘Abd al-Karīm Mohammad al-Khatabi, 303n
‘Abd as-Salām al-Hadj, *contrebandier*, 336
‘Abd ūl-Hamid II (*Abd Ul Hamid*), *Sultan ottoman*, 245

al-‘Alāli’ Ahmad, *marchand*, 212
bin al-‘Arbi, *officier au service d’*‘Abd al-Mālik, 327
‘Āyda U Muys (*Haïda ou Mouïs*), *pasha de Tārūdānt*, 366-367, 369-370
‘Aziz Hasan (*Aziz-Hassen*), *prince ottoman*, 110n
al-Abbās Mohammad wuld, *négociant et contrebandier*, 210
A.B.C., *journal espagnol*, 110
ben Abdelkader Mokkadem Djillali, *détenteur d’armes*, 232n
Abilorie Manez José, *contrebandier*, 138
Acte d’Algésiras, 45, 46n, 48-49, 51, 68-69, 77-80, 84, 140, 291, 323
Acte Général de la Conférence de Berlin, 31
Acte Général de la Conférence de Bruxelles, 33, 49
Admiralty’s Intelligence Departement, 122
Adolf Feller, *maison de commerce*, 182n
AEG, *Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft*, 113
al-Āgdaf Mohammad (*Mohammed L’Agdafi*), 63-64, 257n, 259-261, 263-265, 266n, 346, 352n, 353n, 356-357, 358n, 359, 372, 374-375, 381, 392
Aghbūla, *fraction tribale*, 105
Aghrās, *tribu*, 383
Agustet, *chalutier*, 137
Ahi Va!, *bateau*, 146n
Ahl Mā’ al-‘Aynayn (*Ahel Ma El Ainin*), 381n
Ahl Mader (*Ahel Mader*), *tribu*, 373n
Ahl Mohammad wuld al-Abaydi (*Ahel Mohammed ould El-Abeïdi*), *tribu*, 153
Ahl Sāhil, *tribu*, 369
Ahl Sharīf, *tribu*, 134, 322n
Ahl Tālib al-Mukhtār, *tribu*, 153
bin Ahmad al-‘Arbi, *marchand de poudre*, 61
bin Ahmad Bihi (*Bihi ben Ahmed*), *suspect*, 238
bin Ahmad Mohammad, *shaykh*, 151n

¹ Les noms en note (XXXn) sont indiqués seulement quand ils n’apparaissent pas dans le texte.

- ben Ahmed El Haouli, *détenteur d'armes*, 232n
 Ahnsal Sharif d', *chef berbère*, 324-325
 Aiglou, *navire français*, 356
 bin Aīsh 'Abd ar-Rahman, *chef des Andjara*, 132-133
 Ait Abd Esmea, 331n
 Aīt Lenzy, *tribu*, 212-213
 Aizpuru y Mondéjar Luis, *général espagnol*, 163
 Akhassi Madani, *qa'id*, 348n
 Akka, *tribu*, 217, 222
 Albalat José dit "Pépé", *contrebandier*, 227
 Alerta, *bateau*, 145
 Alī, *gendre du Prophète*, 131
 bin Alī Mohammady dit le 'Fraile', *agent des Mannesmann*, 166, 168-169
 bin Alī T'Hami, *qa'id des Zanata (Caid Tehami)* 231-236
 ben Alia Mokkaïem Thali, *détenteur d'armes*, 232n
 Alli Easfi, *probable contrebandier*, 299
 bin Allūsh Hamādī, *moqaddīm*, 149
 Alphonse XIII, *Roi d'Espagne*, 109, 117n, 261
 Alsina, *général, Gouverneur d'Algésiras*, 113
 Alvarado y del Saz Juan, *Ministre d'Etat*, 309
 Alvaro de Bazán, *cannonnière espagnole*, 281
 Amalia de Lanzarote, *embarcation*, 250n
 bin Amar 'Abd Allāh, *agent rifain*, 320
 bin Amar Mukhtār dit « Bravo », *contrebandier*, 147-148
 bin Amara (Ben Amara), *agent francophile*, 191-192
 Ameur, *fraction des Zā'ir*, 230
 Amhāush Alī (Ali Amkouch), *chef berbère*, 160-161, 214, 324
 al-Amrānī, *contrebandier*, 336
 al-Amrānī Mohammad, *chef marocain (El-M'Rani)* 234-235
 Amzyyan Mohammad (Si Mohammed Meziane), *chef rifain*, 191
 Andjara (Andjeras, Andjéras), *tribu*, 132, 133n, 135-136, 144, 149-150, 158
 Anflūs Mohammad, *qa'id des Naknafa (Caid Anflous, Caid d'Anflous)*, 238
 al-Angādī Bu-l-Qāsim, *résistant*, 383
 Angel de Lanzarote, *embarcation*, 250n
 al-Aqali Sī 'Abd, *contrebandier*, 299
 al Arā'ishi Hamidū, *contrebandier*, 229
 al Arbīa Sī Bin Aīssa wuld, *contrebandier*, 336
 Armurerie liégeoise (L'), *revue belge*, 33
 Arusiyyin (Anoussin), *tribu*, 252
 Ashī Ahmad Mohammad wuld, *négociant et contrebandier*, 210
 al-Aslūdji Bū Salām, *qa'id*, 56
 Assouan, *vapeur allemand*, 364
 Attar, *population de Marrākes*, 62
 Attūbi, *marchand de poudre*, 149
 Aubert (Frère ?), *officier français*, 311n, 315n, 328, 332
 Aubry Etienne Jean Isidore, *contre-amiral*, 254
 Auer, *contrebandier*, 227
 Ayt 'Atta, *tribu*, 325, 383
 Ayt Alī (Ait Ali), *tribu*, 331n
 Ayt Attab (Ait Attab), *tribu*, 152
 Ayt Ba 'Amran (Ait Ba Amrane, Ait Braim, Ait Baamrane), *tribu*, 237, 248, 251-252, 253n, 348, 374, 382-383
 Ayt Bīn, *tribu*, 369
 Ayt Bū Rimāh, *tribu*, 327n
 Ayt Lahsān (Nitecassen), *tribu*, 258
 Ayt Mahmūd (Ait Mahmoud), *tribu*, 251
 Ayt Millūl (Ait Meloul), 331n
 Ayt Wyra, *tribu*, 214
 Ayt Yūsi, *tribu*, 55
 Ayt Yūsi d'Injil, 391
 al-Ayyāshī (El Aiachi), *contrebandier*, 298
 al-Ayyāshī, *négociant*, 210
 Awlād 'Alī Mannan (Ouled Ali Mennan), *tribu*, 298
 Awlād Bū Alī (Oulad Bou Ali, Ouled Ali, Ouled Sidi Ali), *tribu*, 211, 214, 232n

Awlād Bū Rīmā (*Ouled Bour Rima*),
tribu, 153
Awlād Bū Sba' (*Ulad bu Sba*), 260,
383
Awlād Bū Zayyān (*Ouled Bouziane*,
Ouled Zian), tribu, 233, 307
Awlād Djarīr (*Oulad ou Ouled*
Djerrar), tribu 105, 263n, 348n, 384n,
385n
Awlād Dlim (*Ouled Delim*, *Oulad*
Dlīm, *Ulad Délīm*), tribu, 66, 253, 258,
260, 382n
Awlād Dyū Ahmad Shaykh Mukhtār
wuld Nagem (*Oulad Diou Ahmed*
Cheik Moktar Ould Nagem), *neveu de*
Mrabbī Rabbū, 355n
Awlād Hadjila (*Ouled Hedjidla*), tribu,
232n
Awlād Hannū (*Oulad Hannou*), tribu,
281
Awlād Iyād, tribu, 213
Awlād Maīza (*Ouled Maīza*), tribu,
232n
Awlād Sabbahīn, (*Oulad Sebbai*) tribu,
251
Awlād Sayyid, tribu, 210
Awlād Sī Rahāl, tribu, 212
Awlād Sid Bahilil, tribu, 61
Awlād Tidrārin (*Ulad Tidrarin ou*
Tridarīn), tribu, 257, 260, 382n
Azergouline, tribu, 251

B

Bābā Mohammad (*Mohammed Bebe*
uuld Elisal), *shaykh des Awlād Dlim*,
258
al-Bakkali Sī al-Wafī, *contrebandier*,
336
Baille, *commerçant de Marseille*, 55
Bales Imanoff Jean, v. Regensratz
Banco de España, 165
Banī 'Amir (*Béni Amir*), tribu, 210,
325
Banī Aros, tribu, 336
Banī Brāhīm (*Beni Brahīm*), tribu, 322
Banī Bū Ifrūr, tribu, 171

Banī Bū Yahī (*Ben bou ou ahi*, *Beni*
bou Yahī), tribu, 97n, 115, 154-155,
163, 188, 190, 327
Banī Gīl (*Beniguil*), tribu, 101n
Banī Gūrīr, tribu, 61
Banī Hadifah, *fraction*, 296
Banī Masguild, tribu, 296
Banī Maskīn, tribu, 212
Banī Masrah (*Beni Mesra*), tribu, 323
Banī Mastara (*Beni Mostra*, *Beni*
Mestara), tribu, 296, 320-322, 338
Banī Mazūar, tribu, 149, 159n
Banī Mka (*Beni Mka*), tribu, 322
Banī Rashīd (*Beni Rached*), tribu, 232n
Banī Saddin (*Beni Sadden*), tribu, 133
Banī Sayyid (*Benni Saīd*, *Beni Said*),
tribu, 115, 155, 163, 168, 171, 305,
313, 315, 328, 338, 348,
Banī Shgdal, tribu, 212
Banī Sicar, tribu, 166n
Banī Snassan (*Beni Nassen*, *Beni*
Snassen, *Beni Shasen*), tribu, 115, 155,
163, 166, 205, 206n, 300n, 315, 327,
Banī Tuzīn (*Beni Tuzīn*, *Béni Tusine*),
tribu, 166n, 305
Banī Ujjān, *fraction des Ghiata*, 328
Banī Ūlid, tribu, 310
Banī Warāīn (*Beni Ouarain*), tribu,
133, 155, 161n, 215, 307, 329
Banī Waryaghal (*Béni-Ouriaghel*),
tribu, 115n, 305, 315, 404
Banī Yazra (*Beni Yazra*), tribu, 155
Banī Zarwāl (*Beni Zeroual*), tribu, 295,
297, 321n
Baquera, Kusch & Martin, *maison de*
commerce, 229, 283
Barbeta José, *capitaine espagnol*, 163
Barcelo, *navire*, 117
Bardi Ismā'il wuld, *chef resistant*, 392
Barrouiller, *soldat français*, 289n
Bartels Albert alias Hermann, *militaire*
allemand, 165, 179, 206, 289, 304,
312-313, 315, 317-318, 326-327, 329-
331, 336-339, 389
Baudet, *diplomate français*, 253n
Baumgarten Maurice Eugène François,
officier français, 96, 161n

- Becker Carl Heinrich, *orientaliste allemand*, 99n
- Behar, *agent allemand*, 320
- ben El Beida Moul el Oued, *détenteur d'armes*, 232n
- Belardo, *ferme*, 148
- Belhadri Mustafā, *interprète*, 156n
- Benarros y Coen Abraham, *probable agent allemand*, 284
- Bender Hermann, *agent allemand*, 151n
- Beni Amour, *tribu*, 232n
- Beni Oulid Chect, *tribu*, 305
- Beni Tou Riaden, *tribu*, 169n
- Bens Argandoña Francisco (*Benz y Arzandona*), *Gouverneur du Sahara*, 22, 252, 256-267, 269, 344, 346-347, 352n, 353-359, 371-372, 379, 381, 386-387
- Beraber, *tribu*, 318
- Bergache, *contrebandier*, 298
- Bermúdez de Castro y O'Lawlor Salvador, II Marquis de Lema, *Ministre d'Etat*, 250
- Berriau Henri, *officier français*, 240n, 311n, 362
- Besse, *officier français*, 56
- Bin Ahmo, *secrétaire du Consulat allemand*, 127
- Bin Ayūn, *contrebandier*, 217
- Bin Djallūl, *notable*, 325
- Bin al-Hasān, *agent germanophile*, 166-167
- Bin Hima, *agent germanophile*, 111
- Bin't M'Hamad, *marchand*, 212
- Blake, *diplomate américain*, 245n
- Bland, *compagnie de navigation*, 145
- Blandy, *directeur de la compagnie de pêche Guedes, Grönn & Cie*, 253
- Blum, *traiteur*, 289n
- Bohn Wilhelm, *consul allemand à Titwān*, 314, 321
- Boks Théodorus Johannes v. Zerneck Walter
- Bolchéviques, 393
- Bonamy André, *Gouverneur*, 348n, 366n
- Bonelli y Hernando Emilio, *officier espagnol*, 252n
- Boqqoya (*Bocoyas*), *tribu*, 115n, 303, 308, 310, 311n, 312, 316n, 404
- Borgia, *inspecteur au service du consul de France à Malaga*, 126, 203-204
- Bottjier Frantz, *légionnaire déserteur*, 164n, 172n
- ben Boudjemaa Hossein, 385n
- ben Boudjemaa Imesliou Ahmed, 385n
- Boukabouya Rabah alias *El Hadj Abdallah*, *déserteur algérien*, 105n
- Bourgès, *commissaire de Police*, 218, 219n, 299n
- Bouzegildi Sī Mohammad, *contrebandier*, 336
- Bouzenguet de Balestrier, *négociant*, 228
- Branes (*Branès, Brannès*), *tribu*, 115, 133, 152-155, 157, 161n, 170n, 289, 306, 308, 313, 329, 339
- Braun Docteur (*Brauner Hugo ou Bruns Professeur*), *agent allemand*, 117
- Bremen, *vapeur allemand*, 283
- Brémond Edouard, *officier français*, 56
- Breslau, *croiseur allemand*, 95n
- Briand Aristide, *Premier ministre et ministre des Affaires étrangères*, 112n, 162n, 164n, 164n, 167, 180n, 181n, 182, 255, 256n, 268, 277n, 279n, 280n, 289n, 295n, 296n, 297n, 300n, 301n, 302n, 306n, 307n, 341n, 342n, 344n, 359n, 360n, 364n, 365n, 367n, 368n
- Brulard Jean Marie Joseph Armand, *officier français*, 76, 96
- Brunswick, *diplomate allemand*, 118
- Bruzeaud Lucien, *colon français*, 133-135, 143
- al Bū 'Alāli' wuld Halima Ahmad (*el Bou Alaloui Ould Halima Ahmed*), *probable contrebandier*, 211
- bin Bū'az al Marrākshī Hadj Mohammad, *négociant*, 238
- Bū Iyād, *directeur des Habous*, 162, 281-282
- Bū Iyād al-Fasi Mohammad, *commerçant germanophile*, 166

Bū Ghālib, *contrebandier*, 57
 Bū Harūn, *fraction des Banī Bū Yahī*, 327
 Bū Hmara, *prétendant au trône*, 55, 97n, 100n, 112n, 156-158, 166n, 193n
 Bū Kaddūr Tamsaman, *chef de la résistance*, 329
 Bū Mghayt (Boumegait), *agent germanophile*, 111, 328
 Bū Zayn, *qa'id des Ferkana*, 166, 168
 Buigas, *consul espagnol*, 49n
 Bukari, *contrabandier*, 217
 Būkria Sīdī Ahmad, *agent germanophile*, 171
 Buller, *sous-officier allemand*, 155
 Bumstrie, *ancien drogman allemand*, 117
 Burel, *officier français*, 40
 El Buscti Allel, *contrebandier*, 286
 Bussche-Haddenhausen Hilmar von dem, *diplomate allemand*, 44, 45n
 El Buz-zain, *sharif*, v. Bū Zayn
 Buzzati Dino, 241n

C

Cabanal, *vapeur*, 360
 Cabo Peña, *vapeur*, 342
 Cabo Rey, *vapeur*, 125
 Calmel, *officier*, 215n, 230n, 232, 234, 236, 238, 240n, 384n, 385n
 Cambon Jules-Martin, *diplomate*, 81n, 368-369
 Campanero v. Marquez
 Campini, *officier italien*, 39n
 Cantinini, *légionnaire déserteur*, 327
 Cappel, *maison de commerce*, 281
 Cappel, *négociant*, 235n
 Carbowitz, *diplomate allemand*, 118, 320
 Carrette-Bouvet, *officier français*, 55, 56n, 57, 61-62
 Carlistes, 117
 Carlos Maria Isidro de Bourbon-Espagne dit « Don Carlos », *prétendant au trône espagnol*, 117n
 Carreras, *agent français*, 217
 Carrette, *commissaire*, 237n, 238

Carrillo Francisco, *agent français*, 218-220
 Cassard, *navire militaire*, 103, 122n, 124n, 125n, 172n, 174n, 246, 247n, 250n, 251n, 301n, 343n
 Castelani, *chauffeur*, 201
 Castell Fort Serra Galo (*Casteltorto*, *Galo*, *Masse*), *contrebandier*, 187-191, 193-199, 206
 Casteltorto v. Castell Fort Serra Galo
 Castilla, *vapeur*, 126
 Cataluña, *navire espagnol*, 248, 260, 266
 Celesia ou Salesia ou Silesia, *bateau*, 218
 Champion, *contrôleur civil*, 227-228
 Charles IV, *Roi d'Espagne*, 117n
 Chateaurenault, *croiseur*, 256
 Chaumont, *Directeur de l'Administration Militaire au Maroc*, 82
 Chebbi Ali, *interprète*, 236
 Cherrat, *associé des frères Krimo*, 288
 Chiffa *alias* El Malagueño, *contrebandier*, 335
 Chleuh(s), 20, 96, 213-214, 267, 318, 384n,
 Circassie, *vapeur*, 57
 Ciudad de Cadiz, *navire espagnol*, 266
 Clavery, *consul de France*, 121
 Clozel Marie François Joseph, *Gouverneur AOF*, 253-256
 Comandancia General de Melilla, 97n
 Comité du Maroc, 20
 Comité Union et Progrès, 245-246
 Compagnie de Navigation Paquet, 53, 57, 229
 Compañía de Colonización (*Colonizadora*, *Compagnie Colonizadora*), 97n, 311, 323
 Compañía Española de las Minas del Rif (*Cie espagnole des Mines du Rif*), 311
 Compañía Española Transmediterránea de los Correos Españoles, 229
 Compañía del Norte Africano, 169
 Compañía Sevillana de Electricidad, 127

Compañía Telefónica Española, 229
 Compañía Transatlántica Española, 259, 266-267, 346, 375n, 376n
 Conférence d'Algésiras, 47, 86, 91, 113
 Conférence de Berlin (1885), 31-32, 50, 91
 Conférence de Bruxelles (1890), 32-33, 49
 Conte, *Capitaine*, 136n, 138-143, 144n, 149n, 150n, 292, 293n
 Contrôle de la Dette ou Dette marocaine (*service du*), 49, 62-63, 67-70, 72-75, 77-84, 123, 138n, 140n, 141, 143n, 144n, 228, 231, 239, 249, 250n, 269, 287, 291-293, 316n, 410
 Coppel Carlos, *agent allemand*, 163-165, 300, 312
 Coriat Menahem Bin, *banquier*, 124
 Correos de España, *journal espagnol*, 110
 Correspondencia de Africa, *journal d'Al- 'Araish*, 110
 Corte II, *croiseur français*, 114
 Cosmao, *navire français*, 193n, 367
 Cotton Export Company, 119
 Coueca v. Bū Iyād
 Coufourier, *contrôleur civil*, 234-235
 Couget, *Ministre Plénipotentiaire*, 102, 123, 141n, 142n, 146n, 158, 194-195, 198n, 245n, 416-417
 Courmes Alfred, *agent finacier*, 192-193
 Courrier de Saumur, *journal*, 177n
 Croix Rouge allemand, 109n
 Curchod Louis-Julien, *intermédiaire*, 54
 Cyclone, *torpilleur*, 122, 170

D

D'Amade Albert, *Général*, 68, 70
 D'Huytéza, *diplomate français*, 58
 Dabau, *probable contrebandier*, 203-204
 Dacque, *directeur de la compagnie de pêche Paetow, Ungebauer & Dacque*, 254

bin Dahan Mohammad, *pasha de Tiznit*, 366n
 Dahane Rachel, *informatrice*, 203-204
 Dakke, *commerçant de poisson*, 63
 Daouid, *contrebandier*, 215
 Darqāwa, 154, 325, 382, 390
 al-Darqāwī al- 'Arbi, *fondateur de la Darqāwīya*, 154n
 Darqāwī al-Hadj Saddik, *contrebandier*, 171n
 Darqāwīya, *confrérie*, 154n
 Daugeard, *officier français*, 234n, 235-236
 De Caqueray Gaston, *officier français*, 377
 De Felcourt, *officier français*, 337
 De Fougères, Baron, *consul français*, 122
 De Hemsö Graberg, *diplomate suédois*, 41n
 De Lamothe Léon Jean Benjamin, *officier français*, 248, 251, 340, 367, 369-371, 372n, 374, 383
 De Lapradelle Albert Geouffre, *Jurisconsulte*, 74, 76, 77n, 80-81, 82n, 83n
 De Peyret, *chef d'escadron*, 116n, 118, 119n, 120n
 De Rivière, *capitaine*, 321n, 329-331
 De Roucy Siméon Marie Robert, *lieutenant de vaisseau*, 178-179
 De Saint Martin, *lieutenant*, 210n, 211, 212n, 213n
 De Saraittris, *officier des Spahis*, 188
 De Thaden, *informateur du consul de France à Titwān*, 287
 De Vater (ou De Walther ou De Yater), *officier allemand*, 155
 Decarra (*Decano*), *famille de colons*, 200
 Decarra Mathias, *contrebandier*, 205-206
 Delfin, *vapeur espagnol*, 364
 Delhom, *brigadier*, 236
 Delhy, *navire*, 143
 Derigoin, *lieutenant-colonel*, 302
 Desaix, *croiseur*, 256
 Dessens, *commissaire*, 129

Dettman Maria alias Betty Mobbins,
agente allemande, 283-284, 285n
 Deutsche Bank, 102n
 Deutsche Orient Bank, 55
 Deville, *commissaire de Police*, 189-
 190
 Díaz Joaquín, *agent consulaire*, 129
 Dimani, *qadi des Zanata*, 232
 Division navale d'Algérie, 122
 Division navale du Maroc, 49, 61n,
 78n, 103, 122, 124, 125n, 170-171,
 172n, 174n, 229n, 250n, 252, 254-256,
 267-269, 270n, 285, 291, 292n, 301n,
 331, 342n, 343n, 345n, 354n, 362-363,
 367, 372, 375-377
 Djabala (*Djebala*), *tribu*, 56, 101, 133-
 135, 141, 144, 148, 161n, 295, 314-
 315, 320n, 321, 322n, 389n, 391, 394
 Djariri bin Ahmad al-'Arbi (*L'Arbi*,
Larbi ben Ahmed), *tirailleur*, 105-107,
 349-351, 352n, 353-356, 359, 360n,
 361-363
 Djariri Iyād, *qa'id des Awlād Djarir*,
 263-264, 345, 384n
 al-Djazā'irī 'Abd al-Qādir
 (*Abdelkader*), *émir d'Algérie*, 22, 156,
 157n, 159n, 160n, 161n, 164, 179, 301,
 303n, 313-315, 327, 329, 391
 bin Djilālī Mohammad, *shaykh*, 239-
 240
 Don Alvirez v. Hinz
 Don Carlos v. Carlos Maria Isidro de
 Bourbon-Espagne
 Don Sidi Mojamez, *correspondant*
allemand, 284
 Douikka, *contrebandier*, 213
 Doury Paul, *lieutenant-colonel*, 224n,
 384n
 Du Chayla, *navire français*, 61n, 70n,
 78n, 249n, 250, 252, 256n, 270n, 342n
 Dunn, *directeur de la compagnie de*
pêche Guedes, Grönn & Cie, 253
 Dupuy-de-Lome, *navire français*, 374
 Durand Henri, *Capitaine de Vaisseau*,
 122, 256, 270n, 291, 292n, 342-345,
 367

E

Efdile (Xej Efdile), *shaykh*, *neveu de*
Mrābbī Rabbu, 355
 Ehrenfeld, *probable agent allemand*,
 112n
 El Chelha, *prostituée*, 230
 El Debate, *journal espagnol*, 280
 El Defensor, *journal de Ceuta*, 113
 El Gallo, *café espagnol de Tanger*, 149
 El Italiano, *contrebandier*, 286
 El Porvenir, *journal de Tanger*, 110
 El Telegrama del Rif, *journal de*
Melilla, 110, 157n, 163, 282
 Emilia, *vapeur portugais*, 382n
 Engelhard, *officier allemand*, 155
 Engelhardt Otto, *consul*, 113, 126-127
 Esparto Limited, 201, 206
 Espigado Pedro, *contrebandier*, 138
 Estrada José, *député espagnol*, 177n
 Estrella de Lanzarote, *embarcation*,
 250n
 Etienne Eugène, *ministre français*, 73n,
 75, 78
 Etoile Nord-Africaine, 160n

F

Fabrikat al-Kabba, 38
 Fabrique Nationale d'Herstal, 280
 Faci, *garde-côtes*, 69
 Fahri, *agent ottoman*, 245-246
 Faidherbe Louis, *militaire et*
gouverneur, 50n,
 Far (*Farr*, *el-Far*, *al-Fārr*, *Fart*, *Farle*,
Farlang), 162-172, 176, 179-181, 206,
 272, 300n, 306, 312, 317
 Faraire, *librerie de Casablanca*, 202
 Faraire (*Farere*), *libraire*, 203
 Farkana, *fraction des Gūlaya*, 166
 Fatima, *fille du Prophète*, 131
 bin al Fatmi Ahmad (*Ahmed ben al*
Fatmi), *contrebandier*, 226
 Fattāh Ahmad, *conducteur*, 138
 Fattāh Mohammad, *conducteur*, 138
 Feller, *expéditeurs d'armes*, 177, 181-
 182
 Feries, *probable contrebandier*, 57

Fernández Silvestre Manuel, *général*, 114, 134n, 144, 146
 Ferrer, *brigadier*, 190
 Ficke Karl, *agent allemand*, 225-226
 Filali(s), 19, 382n
 Filippi, *diplomate français*, 136
 Fitzgerald, *probable contrebandier*, 235n
 Flandrois, *capitaine*, 249, 250n
 Florentina, *balancelle*, 142
 Fock, *officier et consul allemand*, 385-386
 Folkesteim, *agent allemand*, 122n
 Fons, *sous-brigadier*, 137
 Forban, *torpilleur*, 122, 128
 Fouroux Alphonse Hyppolite, *contrebandier*, 187-196, 198-206
 Fortoul Antoine Napoléon (*Fourtoul*), *Lieutenant de Vaisseau*, 121
 Fortuna, *chalutier*, 137
 Fraile (le) v. *bin Alī Mohammady*
 Franciscains, 139n
 Franco Mariano Don, *juge de Malaga*, 177
 François-Ferdinand, *Archiduc d'Autriche*, 91
 Franquistes, 113n
 Fratelli Arecco, *maison de commerce*, 176, 182-183
 Friquet, *chauffeur des Mannesmann*, 114
 Fromke, *consul allemand*, 118, 180
 Fructoro Juan Antonio, *agent français*, 217
 Fruhbeis Anton, *sergent allemand*, 349-350, 353, 355, 357-359, 363-364
 Fuchs, *agent allemand*, 55
 Fuerteventura, *navire espagnol*, 262, 264
 Fukat (*Foukat*, *Foueikat*), *tribu*, 251, 262
 Fulenkamps ou Fulenkampff, v. Stalwinger

G

Gaetz, *officier allemand*, 326

Gamero José, *probable agent allemand*, 176, 183
 García, *épicier et contrebandier présumé*, 216
 García, *militaire et menuisier*, 219
 García Cristobal, *agent des frères Marquez*, 288
 García Prieto Manuel, *Premier ministre espagnol*, 183n
 Garès, *consul français*, 349n, 359n, 360, 364
 Garriga Joaquina, *contrebandière*, 282
 Gehardt, *agent allemand*, 137
 General Concha, *canonnière espagnole*, 115, 155, 194
 General Silvestre, *navire espagnol*, 138
 Geoffray Léon Marcel Isidore, *Ambassadeur de France à Madrid*, 122n, 150, 174, 177n, 182n, 184n, 185n, 187n, 188n, 189, 203, 248n, 251n, 280, 308n, 309n, 341, 342n, 360n, 364n, 365n, 369n
 Gerlach Jorge, *agent allemand*, 300
 Germa, *colon français*, 234-236
 el-Ghali, *fonctionnaire marocain*, 235
 bin Ghālib Būshaīb (*ben Guelloub Bouchaīb*), *agent des Mannesmann*, 232
 al Gharbawi Sī Mohammad, *contrebandier*, 212
 Ghiorso Albert, *chimiste*, 284n
 Ghouroub, *remorqueur*, 143
 Ghumara, *tribu*, 297, 300n, 335
 Ghyata (*Ghiata*, *Riata*), *tribu*, 96, 100, 133, 152-154, 158, 160-161, 194, 215, 306-307, 324, 328, 330
 Ghzawa (*Ghezaoua*), *tribu*, 295
 Gillman, *directeur de la compagnie de pêche Guedes, Grönn & Cie*, 253
 Gimeno y Cabañas Amalio, *Ministre d'Etat*, 308, 341n
 Glaser (Dr. Ehrard ?), *probablement médecin*, 286, 314n
 al-Glawi al-Hadj T'Hami al-Mazwari (*El Glaoui*, *El Hadj Tami Glaoui*), *pasha*, 186, 370, 383
 al-Glawi Sī Madani al-Mazwari, *pasha*, 248

Goebben, *croiseur allemand*, 95
 Gómez Antoine, *agent français*, 218-220
 Gómez Jordana Sousa Francisco, *général*, 97n, 114, 115n, 150n, 250, 281, 299
 Gonzáles José dit « Roqueterro », *marchand de poisson*, 190
 González Pepe, *contrebandier*, 216
 el Gorfli Mohammad, *chef de la résistance*, 329
 Gouraud Henri Joseph Eugène, *Général*, 40n, 96, 161n, 233, 236, 307, 309n, 356-357, 363, 368n, 369
 Gourich Bouazza, *détenteur d'armes*, 232n
 Grönn, *directeur de la compagnie de pêche Guedes, Grönn & Cie*, 253-254
 Gros Paul, *camionneur*, 54
 Grossmann Docteur, *agent allemand*, 117
 Guedes, *directeur de la compagnie de pêche Guedes, Grönn & Cie*, 253
 Guedes, Grönn & Cie, *compagnie de pêche*, 253
 Gueydon de Dives, *colonel*, 96, 226n
 Guichen, *croiseur*, 256
 Guidicelli, *inspecteur*, 197
 Guillaume II, *Empereur allemand*, 102n, 107, 321, 339, 382
 Guiot, Gaston-Marie-Joseph, *Ministre Plénipotentiaire de France*, 73, 77-78
 Guisasola Y Menéndez Victoriano, *Archevêque de Tolède, Primate d'Espagne*, 109n
 Gūlaya, *tribu*, 112n, 166, 315
 Gundāfi Sī Tayyb (*Goundafi*), *pasha de Marrakech*, 370
 al-Gūrfi Sī Mukhtār, *contrebandier*, 336
 Gzannaya (*Tgznaïa, Guesnaïa, Gzenayas, Gzenaia*), *tribu*, 153-154, 162n, 165, 172, 302, 304-306, 308, 327n, 339

H

al H'aqq, *journal*, 60n

Haaslinger, *fondé de pouvoir de l'ingénieur Langenheim*, 112
 al-Habassi Ahmad, *agent d'al-Raysūnī*, 320
 Haddū, *shaykh* des Zammūr, 47
 bin al Hadj Ahmad (*Ahmed Ben El Hadj*), *contrebandier*, 226
 al Hadj Ahmad bin, *militaire*, 61
 ben Hadj Arafī Moussa, *détenteur d'armes*, 232n
 Hadj Bikkish (*Hadj Bekkiche*), *shaykh*, 305
 al-Hadj Djallūl wuld, *chef résistant*, 329
 ben Hadj Gatab, *détenteur d'armes*, 232n
 Hadj Hammāda, *chef Gzannaya*, 305
 bin Hadj Hammū, *chef berbère*, 215
 al-Hadj Sī Alī (*Si Ali El Hadj*), *agent d'al-Hadjāmi*, 295
 al-Hadjāmi (*El Hadjami*), *chef marocain*, 155, 295, 321, 329
 bin Hafad bin Turqi Abbās alias al-Hadj al-Misni, *courtier*, 297
 Hairy Bey Ahmad, *officier turc*, 349-350, 353, 355, 357-359, 363-364
 Halid, *capitaine*, 172n, 245-246
 al-Halīl Mohammad wuld (*O. Khalil*), *chef Rgaybāt*, 376n, 381, 383
 bin Halima al-Miknassi Ahmad v. Ahmad Miknassi
 Haller & Co., *maison de commerce*, 229
 Hamādī, *contrebandier*, 149
 bu-l Hamdūshī Hadj Amar (*bel-Kamduchi Hachdj-Amar*), *qa'id Banī Bū Yahi*, 188
 Hamīda Ghomri, *fonctionnaire du Gouv. Gén. de l'Algérie*, 157n
 Hamīdū Hasani Ahmad, *probable contrebandier*, 149
 bin Hammū Haddū, *notable boqqoya*, 128
 bin al-Hamri Abbās, *fabricant de poudre*, 61
 bin Hanafī 'Abd Allāh, *négociant*, 237
 Hanford Perdicaris John, *millionnaire américain*, 131n,

Harfuf Mustafā (*Herfouf Mostefa*),
partisan d'Abd al-Mālik, 172
al-Harrak, sharif, 321
Harris Walther, *journaliste*, 131n, 298
Hasan, *fils de Alī et Fatima*, 133
Hasana, *fils de Mā' al-'Aynayn*, 383
al-Hasani Fatmi, trafiquant de soufre, 62
al-Hasani Salāh, trafiquant de soufre, 62
Hāshim, *émir, fils d'Abd al-Qādir*,
160n
al- Hāshimī al-Ghumarī,
contrebandier, 288
al-Hāshimī Khālīd (Khaled), émīr,
neveu d'Abd al-Mālik, 158-159
al Hayba Ahmad (El-Hiba, El Heiba,
Moulay El Hiba, Hiba, Moulay Ahmed
Hibat Allah ben Ha El Aīnin), 22, 29,
58-63, 65, 71, 86, 107-108, 142, 153,
243-244, 249, 251-252,-257n, 259,
261-264, 267-269, 295, 307, 320, 340-
341, 343-345, 347-353, 356-359, 364-
375, 381-387, 392, 394, 402-403,
Hawāra, *tribu*, 327
al-Hawāra, zāwiya, 325
Hawārī (*Haouari*), *possible*
contrebandier, 298
al-Hawlya Bu-l Maāti Mohammad
wuld, 211
Hedrich, *agent allemand*, 226-227
Heinrich Pfändler, *maison de*
commerce, 176, 181-182
Hempel Kurt, *agent allemand*, 112
Henry, *armurier*, 149
Henrys Paul Prospère, *Général*, 96,
101, 133n, 144, 152n, 153n, 161n,
162n, 173n, 209, 220, 222
Heraldo, *journal de Ceuta*, 113
Herero, *tribu*, 32
Hermann, *agent allemand*, 118
Herrbs, *contrebandier*, 216
Herrbs & Cohen, *magasin*, 218-219
Herriot Edouard, *politique français*,
379n
Highflyer, *croiseur anglais*, 259n
Hinde Hawkyard, *trafiquant d'armes*,
62-63
Hinz, *agent allemand*, 146

Hock alias « Hock le petit », Hock,
légionnaire allemand, 165, 300, 337
Hoecker, *agente allemande*, 342
Hofer August, *Directeur du Deutscher*
Nachrichtendienst für Spanien, 110
Hoffman, *contrebandier*, 216
Hoffmann, *officier allemand*, 326
Hoffmeier Willi, *prisonnier allemand*,
119
Hougue, *officier allemand*, 326
Huot, *capitaine*, 22, 99, 109n, 110n,
111, 121, 123-124, 131-134, 159n,
171n, 172n, 173n, 187, 188n, 189n,
193, 194n, 196-199, 203, 205n, 206n,
255, 266, 281n, 284, 297n, 300n, 301n,
302n, 303n, 304n, 308n
Hyayna (*Hiayna*) *tribu*, 133, 301-302,
314, 390

I

Ida U Tanan (*Ida ou Tanan*), *tribu*,
237, 340, 382
Idrīs, *fondateur de la dynastie idrísíde*,
131
Ilk, *officier allemand*, 326
Ingraix, *tribu*, 303
Irāa, *qa'id*, 352
Isabelle II, *Reine d'Espagne*, 117n
Isla de Panay, *navire espagnol*, 266
Isleño de Lanzarote, *embarcation*, 250n
bin Isma'il 'Abd al-Qādir, marchand
d'œufs, 285
Ismet, *officier turc*, 320
Istiqlāl, *parti politique marocain*, 399
Ivanhoe, *vapeur*, 126
Izargiyyīn (*Izarguiyin, Isserguiin,*
Isorguyui), *tribu*, 262, 255n, 258

J

Jacob Isaac v. Silva
James Haynes, *vapeur*, 124-125
Janet, *chalutier*, 250n
Jaudenes, *capitaine espagnol*, 288
Jaurand, *capitaine du port de Tanger*,
142-143, 218
Jaurès Louis, *contre-amiral*, 256, 343
Jarlot, *vapeur*, 229

Jeangerard, *officier*, 240
 Jeannette, *embarcation militaire*, 128n, 344
 Jeunes Algériens, 160n
 Jordana v. Gómez Jordana
 Jossin Emm, *négociant*, 166n
 Jucar, *vapeur*, 126
 Justinard Léopold, *officier français*, 352n, 367n, 370

K

Kabdana (*Kebdana*), *tribu*, 172, 200
 Kaddūr (*Kaddour*), *rifain*, 191
 Kaddūr Bin Aïssa wuld, *intermédiaire de commerce*, 190-192
 Kaddūr Shargwya, *brigadier*, 236
 Kaiser, 102n, 110n, 386
 Kaiser Wilhem Der Grosse, *croiseur allemand*, 259, 385
 al-Kalaī, *chef de l'azib Hadj Kaddūr*, 149
 al Kallūshī al Hadj 'Umar (*El Hadj Omar El Kellouchi*), *chef résistant*, 300-301
 Kanoui, *agent d'al-Raïsūnī*, 298
 Kastner Theodor, *contrebandier*, 226
 Kehl, *consul autrichien à Al 'Ara'ish*, 320
 El Kekich Hadj, *contrebandier*, 214
 Keller, *sous-officier allemand*, 155
 Khamarīsh (*Khamriche*), *sharif*, 305
 Khamlīshī (*Khamlichī*), *chef résistant*, 390
 al-Khattābī 'Abd al-Karīm, *qadi de Melilla, père du chef rifain*, 303n
 al- Khattābī M'Hammad, *frère d'Abd al-Karīm*, 389
 al- Khattābī Mohammad 'Abd al-Karīm, *chef de la résistance rifaine*, 162, 163n, 303n, 320, 389, 391-393, 401, 403-404,
 Khlot, *tribu des*, 147n
 Khmas, *tribu*, 321
 ben Khobzi Si Abdessalam, *détenteur d'armes*, 232n
 Klein, *prisonnier allemand*, 330

Kleinoscheg Karl, *agent allemand*, 112
 Kolonialinstituts, 99n
 König, *officier allemand*, 326
 Kortman Karl Freidrich Wilhem, *officier allemand*, 181
 Krellewitz, *officier allemand*, 326
 Krime frères, *contrebandiers*, 288
 Kuhl Frank, *directeur de la « Cotton Export Company »*, 119
 Kühnel, Dr., *agent allemand*, 318, 328
 al-Kunti 'Abidin, *chef des Kunta*, 382n

L

La Gaceta del Sur, *journal espagnol*, 125
 La Gazette, *quotidien belge*, 33
 La Nación, *journal espagnol*, 174n
 La Navarrete, *société minière*, 162
 Labrador, *chalutier*, 250n
 Lacaze Lucien-Marie Jean, *amiral français*, 268
 Lach, *contrebandier*, 281
 Lanc (*Lang*) v. Far
 Lanfer, *agent des Mannesmann*, 55
 Langenheim, *ingénieur allemand*, 112
 Langlais, *consul français*, 123, 144-148
 Laquière Emmanuel, *général*, 170n, 200, 205-206
 ben Larbi Hadjai, *détenteur d'armes*, 232n
 ben Larbi Ould Mohammed, *détenteur d'armes*, 232n
 Lague Don J., *probable contrebandier*, 183
 Laudriset Jules-Samuel-Auguste, *directeur de la « Savonnerie Nationale »*, 54
 Lauria, *cannonnière espagnole*, 281
 Laverdure René, *colonel*, 208-209
 Laya, *navire espagnol*, 262, 264, 359, 361
 Lebe, *Consul*, 76
 Lecheb Mohammed, *censal allemand*, 228
 Légion Etrangère, 98-99, 112, 117n, 155, 167, 221, 306, 326-327, 330, 333

Leonor de Lanzarote, *embarcation*, 250n
 bin Lhasān Alī (*Ali ben Lhasen*)
contrebandier, 237
 bin Lhasān Tanani Mohammad,
charretier et contrebandier, 236
 Lhers, *officier allemand*, 326
 Ligue Antigermanophile, 109n
 Ligue des Droits de l'Homme, 160n
 Lisan al-Maghrib, *journal marocain*, 400
 Llado Blanco Antonio, *représentant de commerce*, 283
 Lorenzano, *agent germanophile*, 181, 190, 290
 Loyer, *commandant*, 250
 Lucciardi Eugène, *consul de France*, 22, 123, 146, 159, 181, 184, 287, 304
 Ludendorff Erich Friedrich Wilhelm, *officier allemand*, 276, 319, 331, 335n, Luigi, *navire italien*, 381n
 Luret Eugène, *directeur des services du Contrôle de la Dette*, 139-141
 Lusitania, *paquebot anglais*, 349n
 Lutaud Charles, *Gouverneur Général de l'Algérie*, 160n
 Lyautey Louis Hubert Gonzalve, *Résident Général de France au Maroc*, 20, 23, 29, 40n, 53, 55n, 58n, 59-60, 61n, 67, 69n, 71-75, 77-78, 80-83, 84n, 85, 93, 95-97, 100n, 101-103, 110-111, 122n, 123-124, 126, 129, 136, 137n, 140-142, 146, 150, 158, 159n, 160, 161n, 171n, 176, 187, 195-197, 203, 208-209, 215, 223-224, 233n, 239, 243-244, 245n, 246, 248, 250, 255-256, 267-269, 276-277, 278n, 279n, 280n, 281n, 284, 287-288, 289n, 291, 292n, 295n, 296, 297n, 300-301, 302n, 303, 304n, 306, 310, 311n, 312n, 314n, 315, 316n, 319, 320n, 330-331, 332n, 334-335, 338, 339n, 340, 341n, 342, 343n, 344n, 345n, 346, 366-367, 377, 384n, 385n, 390-391, 400-402, 410

M

M'Hammedai, *partisans de Bū Hmara*, 157n
 M'Talsa (*Metalsa*), *tribu*, 163, 165, 172, 300, 303, 308, 318
 M'Talsi Hadj Amar (*El Hadi Amar El Guellouchi*), *qa'id des M'Talsa*, 165, 167n, 172
 al-M'Tūggī 'Abd Mālik, *qa'id*, 60
 Mā' al- 'Aynayn (*Ma el Aīnin*), 22, 29, 49, 58-59, 61-62, 153-154, 249, 257, 261-262, 344-345, 372, 374, 381-383, 386, 392
 Machado Antonio, *poète espagnol*, 279n
 Maghrawa (*Maghraoua*), *tribu*, 307n
 al-Mahdī Sayyid 'Abd Allāh
 Mohammad Ahmad, *chef soudanais*, 32
 Mahdjūb U Sha'rani, *informateur des Français*, 252
 Maier, *sous-officier allemand*, 155
 Maj Maj, *tribu*, 32
 Majjat, *tribu*, 383
 Makina (la), *fabrique d'armes*, 39
 bin Makhluḥ Sī al-'Arbi, *contrebandier*, 231
 bin al-Makkī Ash-Chleuh Sī Ahmad (*Si Ahmed Chleuh*), *katib*, 234-235
 Maknassi, *garde-côtes*, 69
 Maldonada Villavieja Francisco, *négociant*, 179
 Mallū al-Milūdī Khayat Mohammad wuld, *contrebandier*, 212
 al-Manhabhī al-Mahdī (*Menhebbi*), *ministre marocain*, 150
 Mangin Charles, *colonel*, 39n, 59, 157n
 Mannesmann, *famille d'industriels allemands*, 55, 67, 99, 110-111, 113-114, 115n, 116, 118-120, 124, 128, 147, 156, 166, 190, 226, 228-229, 231-232, 290, 320
 Mannesmann Henri, *industriel*, 112, 193n
 bin Mansūr Mohammad, *chef résistant*, 329
 Manuela, *prostituée*, 215-217, 220-222

- Manufacture de Saint-Etienne, *fabrique d'armes*, 25, 178
- Maréchal Louis, 57-58, 60
- Maria Enriqueta, *bateau*, 228
- Marill, *consul de France*, 123
- Marina Vega José, *Haut-Commissaire espagnol*, 113-114, 159
- Marocco-Mannesmann, 228
- Marqués, *horloger de Nador*, 300
- Marquez frères, dit Campanero, *contrebandiers*, 288
- Marquis de Lema v. Salvador Bermúdez de Castro y O'Lawlor Marrakchi, *garde-côtes*, 69, 291
- al-Marrākshī bin Shibānī, *employé du Makhzan*, 61
- Marten Martin, *commerçant*, 126
- Martin Edouard, *employé de la « Savonnerie Nationales »*, 54
- Martin Henri, *diplomate français*, 60
- Martin-Decaen Maurice, *Lieutenant de vaisseau*, 122, 128
- Martinez Félix, *cafetier de Genève*, 54
- Martinez Mariano, *contrebandier*, 216
- Martinez Miguel, *officier espagnol*, 184
- Martorell, *inspecteur*, 117
- Marty Paul, *orientaliste français*, 153, 266
- Mas Latrie Dominique de, *commandant*, 367
- Masāwrī, *contrebandier*, 149
- Masseo, *légionnaire*, 216-222
- Massoulard, *commissaire*, 237
- Maur, *consul allemand*, 244-245
- Maurial, *officier*, 220n, 241, 242n, 391
- Mayade, *officier*, 384
- Mayor Manuel, *épiciier*, 325
- Mawlāy 'Abd al-'Aziz (*Moulay Abdel Aziz*), *Sultan 'alawite*, 39, 100-101, 112n, 150n, 155n, 156-157, 373
- Mawlāy 'Abd al-Hafidh (*Moulay Hafid*), *Sultan 'alawite*, 29, 39n, 49, 55, 58n, 101-103, 118, 125, 154, 155n, 157, 162, 164n, 179, 234n, 297n, 318-320, 399
- Mawlāy Ahmad, *emissaire d'al-Hayba*, 382
- Mawlāy Ahmidū (*El Kherraz*), *chef de mahalla*, 295
- Mawlāy al-Hasan, *prince héritier et Roi du Maroc*, 393
- Mawlāy al-Hasan, *Sultan 'alawite*, 39
- Mawlāy Isma'il, *Sultan 'alawite*, 35
- Mawlāy Kabīr, *officier turc*, 304, 327n
- Mawlāy al-Mahdī (*Mouley Mehdi*), *khalīfa du Sultan*, 98n, 132, 297
- Mawlāy Mohammad (*Moulay Mohammed*), *frère des Sultans Mawlāy 'Abd-al-'Aziz*, *Mawlāy 'Abd al-Hafidh et Mawlāy Yūsuf*, 155, 157n
- Mawlāy Mohammad Saghrūshnī, *chef résistant*, 329
- Mawlāy Yūsuf (*Moulay Youssef*) *Sultan 'alawite*, 98, 100-101, 108, 132n, 155n, 224, 271, 319, 342, 369
- Mazella, *compagnie de navigation*, 201-202
- Māzūzah, *tribu*, 166n
- bin Mbārak Salim (*ben Mbarek Salem*), *intermédiaire*, 385n
- Meio, *débitant d'armes*, 299
- Meknassi, *garde-côtes*, 291
- Mellado Juan, *propriétaire de maisons à Tanger*, 218
- Menelik, *empereur d'Abyssine*, 32
- Mercier, *diplomate français*, 55n, 56n
- Mercure de France, *journal*, 42
- Merlaud-Ponty William, *Gouverneur de l'AOF*, 63n, 253n
- Metikna, *tribu*, 251
- Mgharba, 327n
- Michels, *officier allemand*, 326
- Miguelito, *bateau*, 145, 146n
- Miguelito, *compagnie de navigation*, 145
- al-Miknassi 'Abd as-Salām, *agent allemand*, 328
- Miknassi Ahmad (*Meknessi*), *négociant, contrebandier présumé*, 211-212
- Milani, *négociant*, 201
- Millerand Alexandre, *ministre français*, 68, 71

Mission militaire française, 39n, 56n, 57n, 153, 157n
 Mission militaire italienne, 39, 49
 Mmarmmūsh, *tribu*, 329
 Moghrawa, *tribu*, 327n
 Mohammad IV, *Sultan 'alawite*, 38
bin Mohammad Alī, *agent germanophile*, 111
bin Mohammad al-Ayyāshī, *traficant de soufre*, 62
bin Mohammad Dūqqali Ahmad dit “Amirife”, 211
bin Mohammad Mahdjūb, *tirailleur*, 237
 Mohammad *ash* -Shaykh, *Sultan saadite*, 37n
 Mohammad U Muha, *contrebandier*, 212
 Mohammad U Tahār Rasmūki (*Mohammed ou Tahar Resmouki*), *artisan armurier*, 373n
ben Mohammed Hadj Khalifat, *détenteur d'armes*, 232n
 Moinier Charles, *général*, 40n, 56n, 160n
 Mojtar, *agent espagnol*, 147n
ben MokkaDEM Adel Ahmed, *détenteur d'armes*, 232n
 Montillet Alfred-Auguste, *contrebandier*, 55, 57-58, 60, 67
 Montoro Joaquin, *contrebandier*, 286
 Moore, *ancien prisonnier de guerre*, 206
bin Moqadim Mohammad Sī
 Mohammad, *censal allemand*, 232
 Mouret Charles, *officier français*, 63n, 64n, 65, 66n, 67n
ben Moussa Abdelkrim, *détenteur d'armes*, 232n
 Moutonnier, *associé de Fouroux*, 200, 202-205
 Mrabbī Rabbū, *chef saharien*, 244, 347-348, 352-355, 359, 392
 Muha U Bū ‘Azīz, *notable*, 325
 Muha U Hammū (*Moha ou Hammou*), 55n-56n, 160-161, 208-209, 214-215, 297, 324, 391

Muha U Sa‘īd, *chef résistant*, 56n, 214, 324, 391
 Muhyī al-Dīn, *fils de l'émir 'Abd al-Qādir*, 156n
 Muhyī al-Dīn Sī Mustafā wuld, *neveu d' 'Abd al-Mālik*, 158-159, 329
bin Mukhtār Mohammad, *qa'id*, 352-353, 359
 Mūlūd, *shaykh des Mmarmmūsh*, 329
 Muller, *officier allemand*, 326
 Mulock, *consul anglais*, 145-146
 al-Muqrī Mohammad, (*El Mokri*), *vizir du Makhzan*, 186
bin Mūsā Ahmad, *gran vizir du Makhzan*, 44

N

Nafrutan Sī Muha, *marabout des Aīt Atta*, 383
 Na‘ma, *frère d'al-Hayba*, 264, 392
 Napier, *société anglaise*, 404
 Napoléon Bonaparte, *empereur*, 34
bin Nāsar Ghanam, *délégué du Sultan à Tanger*, 46
 Nāsir Khalīl, *chef résistant*, 151n
 al-Nasrawi Būshaīb, *probable contrebandier*, 56
 Navarro Luis, *entrepreneur*, 217, 220-222
 Nerma, *bateau*, 145
 Nier, *consul allemand*, 213
 Nieto Carreras José, *négociant*, 220
 Nivelles Robert-Georges, *général français*, 384n
 Norris R., *lieutenant d'infanterie américain*, 286
 North West African Company, 63
 Nouvelle Ligue Sainte contre les Infidèles, 42
 Nuestra Señora del Carmen, *barque espagnole*, 285
 Nuñez Emilia ou Julia, *agente au service des Allemands*, 165

O

Obissier Louis-Jules Albert, *commissaire en Mauritanie*, 263, 265

Océan, *chalutier français*, 352n
 Oldenburg Portugiesische
 Dampfschiffs Rheder, *compagnie de navigation allemande*, 55
 Onderdour Hadj Ahmad, *notable*, 366
 Orbea, *débitant d'armes*, 136, 149
 Ortigo, *sujet espagnol*, 220
 Oued Sebou, *vapeur français*, 375, 377-381
 Oul Daouya Hadj Bouachaïb, *détenteur d'armes*, 232n
 Ould Hammou Hadj Abdelkrim, *détenteur d'armes*, 232n
 Ould Hamou ben Lahcen Kébir, *détenteur d'armes*, 232n
 Ould Khalifat Azouz, *détenteur d'armes*, 232n
 Ould Mokkadem Hocine Abdessalem, *détenteur d'armes*, 232n
 Ouri, *shaykh*, 115-116
 Outenga, *Sharif*, 325

P

Paetow Karl dit "Carlos", *directeur de la compagnie de pêche Paetow, Ungebauer & Dacque*, 253-254
 Paetow, Ungebauer & Dacque, *compagnie de pêche*, 253
 Palican Antonio, *contrebandier*, 138
 Pedro ou El Pero, *bateau espagnol*, 287
 Pedro Oliva, *manufacture d'armes*, 216
 Pedro Pi, *vapeur*, 177-178, 180-181, 183-184, 190n, 205, 417
 Pelegri, *contrebandier*, 240-241
 Pellegrin, *officier français*, 229, 363
 Peltier, *Colonel*, 96
 Pena, *balancelle*, 138
 Perez dit "Ignacio", *contrebandier*, 240-241
 Perez Manuel, *agent des frères Marquez*, 288
 Perrier, *pilote*, 404
 Petit Doseur, v. Stalwinger
 Pfaffenbach Henri, *légionnaire déserteur*, 326-327, 328n
 Pfeffer, v. Stalwinger

Pichon Stephen, *ministre français*, 50n, 77-78, 178n, 185n, 421
 Pie V, *pape*, 42
 Pochelu, *officier français*, 384n
 Poeymirau Joseph-François André Henri, *Général français*, 352n, 332, 383
 Ponce, *famille habitant une baraque à Al 'Ara'ish*, 287
 Pons, *entrepreneur*, 237
 Porche, *Ingénieur des Travaux Publics*, 198
 Pozzo di Borgo, *officier interprète*, 105n, 253n, 362
 Prawitz, *légionnaire*, 300
 Primo de Rivera y Orbaneja Miguel, *dictateur espagnol*, 389, 404
 Princesa de Asturia, *croiseur espagnol*, 262, 264
 Probster Edgar, *consul et officier allemand*, 22, 107, 147n, 349-359, 360n, 361-365, 371, 375, 378, 385-386
 Pruneyre, *enseigne de vaisseau*, 114-116
 Pura de Lanzarote, *embarcation*, 250n

Q

al-Qalqami Mohammad Fadil bin Mamin, érudit saharien et père de Mā' al- 'Aynayn, 154
 Quéré, *capitaine*, 214
 Quetzal, *bateau*, 145, 220

R

Rabaud Louis-Marc (*Dabaud*), *négociant*, 200-201, 204
 Raja', *qa'id*, 62
al-Raysūnī Mawlāy Ahmad Ibn Mohammad Ibn 'Abd Allāh (Raissouli, Raisouli), 22, 56, 98, 108, 113-114, 131-135, 137, 142, 147, 149-152, 154n, 158, 160, 168, 176, 275, 277, 295-300, 302, 307, 314-316, 320-324, 329-330, 335-336, 338, 344, 388, 390, 401
 Re Vittorio, *paquebot italien*, 114, 118n
 Recalde, *cannonière espagnole*, 281

Regensratz Georg, *prisonnier allemand*, 114-120, 153, 155, 180
 Regne, *officier allemand*, 326
 Reich, 23, 44, 93, 99n, 107n, 109n, 111, 116, 125, 151, 252, 271, 279, 319-320, 342, 375n, 394, 403
 Reinburg, *capitaine allemand*, 278
 Renault Louis, *jurisconsulte*, 74
 Renschhausen, *maison de commerce*, 145
 République du Rîf, 404
 Rettschlag Paul, *agent allemand*, 116-117, 155, 163, 166
 Reyboubey, *compagnon de voyage de Luis Navarro*, 220
 Rgaybāt (*Reguiebats*, *Reguibat*, *Ergueibat*), *tribu*, 64-66, 244, 245n, 248, 252, 260, 376-378, 381, 383, 392
 Rhamnā, *tribu*, 61, 321
 Riata v. Ghiata
 Ribéro Jean-Baptiste, *soldat*, 240-241
 Rifat, *membre du cercle panislamique de Tanger*, 60n
 Rîffî Sî ‘Umar, *émissaire Zayyān*, 325
 Rimbaud Arthur, *poète et contrebandier*, 32
 Río de Oro, *paquebot espagnol*, 257n
 Riquelme y López Bago José, *colonel espagnol*, 163
 Rivaud, *agent du consul de France à Malaga*, 290
 Rmiqī Djallūl (*Remiqi*), *pasha*, 56-57, 67, 147
 Rodriguez Antonio, *officier espagnol*, 311
 Rogui, 100n, 112n, 154-156, 157n, 166n
 Rohmer (*Rohner*), *vice-consul allemand à Al ‘Ara’ish*, 150, 289
 Romanones Álvaro de Figueroa y Torres, I Comte de, *politique espagnol*, 280, 341
 Roosevelt Théodor, *président américain*, 131n,
 Rosa, *bateau*, 145, 229
 Rosita, *chalutier*, 250n
 Royal Navy, 375n

al-Rukayna Ahmad, *officier sharifien*, 166n

S

Saâdiens, 38n
 Sabbāh Mohammad, *émissaire du Sultan de l’Adrar*, 63
 bin Sādiq Mohammad, *fqīh darqāwa*, 296, 300
 Saez Joseph dit « Pépé », *commerçant*, 204
 Saint-Aulaire Auguste Félix Charles de Beaupoil, comte de, *diplomate*, 40n, 44, 71, 78-79, 80n, 146
 bin Salāh bin Mahfūd Hadj Mohammad (*ben Salah ben Mahfoud Hadi Mohammed*), *informateur*, 384n
 Salāh Mohammad, (*Mohammed Salah*), *commerçant*, 255n
 bin Salāh Mohammad, *domestique*, 200
 bin Salāh Qāsim, *agent d’al-Raysūnī*, 320-321, 322n
 Salvador de Malaga, *contrebandier*, 286
 al-Samlālī Mohammad, *résistant*, 383, 384n
 San Antonio, *vapeur*, 125, 145, 146n, 304
 San Blas de Lanzarote, *embarcation*, 250n
 San José, *balancelle*, 142, 286
 Sanhādja (*Senadja*, *Senatchi*) *tribu*, 115, 296, 302, 329, 390
 al-Sanhādji al-Korri, *fqīh d’‘Abd al-Mālik*, 328-329
 Sant James, *balancelle*, 142
 Santa Ines, *bateau*, 308-309
 Santi Louis, *consul de France*, 22, 112n, 121, 124, 126, 162, 164-165, 170, 177n, 179-181, 183, 185, 190, 194, 197-198, 204, 206, 283, 290, 303-304
 Santiago, *chef de la Direction de l’artillerie espagnole*, 184
 as-Sanūssī Sayyid Ahmad as-Sharif Ibn Mohammad as-Sharif Ibn

- Mohammad Ibn Alī (*Chérif Senoussi*), 104
- Savonnerie Nationale, 54
- Sazo, *propriétaire d'une maison de tolérance*, 215
- Schlawig, *officier allemand*, 326
- Schlegel, *sous-officier allemand*, 155
- Schneider, *maison*, 184
- Schneider Guillerme v. Fock
- Schomburg Baron, *diplomate allemand*, 116
- Schröder, *officier allemand*, 326
- Schumacker, *agent allemand*, 314n
- Schwarzenholzer Fritz, *ingénieur allemand*, 112
- Seaborg Glenn T., *chimiste*, 284n
- Selam de Him, *employé de la maison Meio*, 299
- Serrat, *informateur du Tabor n° 1 de Tanger*, 297-298
- Service de Surveillance Douanière, 68-69, 73-75, 78-79, 136n, 137-138, 139n, 141n, 143, 148, 149n, 150n, 292n, 293, 410
- Service des Renseignements de Gibraltar, 178, 193n
- Service des Renseignements du Protectorat français au Maroc (ou de la Résidence Générale de France au Maroc), 22, 82, 123, 214, 215n, 228n, 229n, 230n, 232, 233n, 234, 240, 241n, 242n, 251n, 252n, 255n, 256, 264n, 281n, 284n, 293n, 297n, 303n, 310n, 311n, 312n, 315n, 325n, 326n, 337, 350n, 352, 361n, 362-363, 373n
- Setta, *tribu*, 296, 321
- Seutter von Lötzen Hans Freiherr, *officier allemand*, 155
- Sevilla, *bateau*, 145
- Shalon, *boutiquier de Tanger*, 149
- Shangītī, H'ajj Muhammad bin al-Mamun (*Mohammed Mamoun ou Mamūn, Māmūn al-Shangītī, Muhamdil Mamūn wuld A 'līn Šayh, Chenguitti, Chenguitti, Chinguetti*), *chef de la résistance*, 22, 116, 153-156, 159, 161, 165-167, 324, 392
- Sharqāwī Ahmad, *berger*, 230-231
- bin Sharqi M'Hamad, *intermédiaire/traficant*, 57
- Shu'ayb Tamsamani, *agent germanophile*, 111
- Sī 'Abd al-Qādir Mohammad Bu-l Lhasān (*Si Abdelkader Mohammed Bel Lahcene*), *interprète de Far*, 172
- Sī 'Abd as-Salām al-Khrot, *qa'id des Ghumara*, 335
- Sī Ahmad Bu-l Hadj, (*Si Ahmed bel Hadj*), *probable contrebandier*, 298
- Sī Alī, *contrebandier*, 336
- Sī Alī Plot (*Si Ali Plot*), *probable agent des Allemands*, 150
- Sī al-'Arbi, *contrebandier*, 336
- Sī al-Ayyāshī Shwat (*Si El Aiachi Chouat*), *probable contrebandier*, 298
- Sī Hammādi bin Alī Farkanī Gūlay (*Si Hammadi ben Ali Ferkani Guelai*), *contrebandier*, 152
- Sī Mbārak (*Si M'Barek*), *Tālib Snagla*, 351
- Sī Mohammad, *qa'id hibiste*, 345, 352-353, 356, 359
- Sī Mohammad (*Si Mohammed*), *rifain*, 191
- Sī Mohammadī, *agent germanophile*, 111, 166n
- Sī Rahāl, *marchand*, 212
- Sī Rahāl, *rakka allemand*, 345, 352, 356, 362
- Sī Salām (*Si Sellam*), *agent des Français*, 252
- Sicau, *diplomate belge*, 46
- Sidi Ahemd Boudaine, *marabout*, 305
- Sīdī al-'Arbi, *négociant*, 210
- Sīdī Djafar, *négociant*, 210
- Sīdī Mohammadī, *agent germanophile*, 166
- Sīdī Hamidu, (*Hamidou*), *sharif de Wazzan*, 163, 164n, 165, 167
- Sīdī Naam, *marabout*, 143
- Sīdī Raho, *chef berbère*, 324, 329, 344, 391
- Sidon & Cohen, *magasin*, 217-218
- Siemens, 113
- Silva alias Isaac Jacob, *contrebandier*, 216

Simon, *Capitaine de Vaisseau*, 69-70, 76, 78, 246-247
 Simon, *officier de l'armée de terre*, 241, 302n
bin Sinnah Bashir al-Djilālī, délégué du Sultan à Melilla, 112, 120n, 166
 Sirra, *vapeur*, 125, 145, 146n
 Slimān, *déserteur dans les rangs français*, 326-327
 Snagla (*Chenagla*), *tribu*, 350-352, 354, 360
 Société des phosphates de Redif, 385n
 Société Internationale de régie cointéressée des tabacs au Maroc, 55, 57n, 62n
 Société des Nations, 403
 Société du Réseau Aérien Transafricain – SRAT –, 404
 Soedst, *journal*, 158n
 Soledad de Lanzarote, *embarcation*, 250n
 Sotto Francisco, 197
 Soupizet, *brigadier*, 143, 148
 Surcouf, *navire français*, 247 n
 Sprenger, *agent des Mannesmann*, 118
 Sraghna, *tribu*, 212
 Stalwinger, *agent allemand*, 112, 181
 Steenackers, *Consul de France*, 182
 Steinwachs Hans, *agent des Mannesmann*, 115, 118
 Stewinger, *sous-officier allemand*, 155
 Strasbourg, *navire échoué*, 148
 Street Jr. Kennet, *chimiste*, 284n
 Stuhlfauth, *sous-officier allemand*, 155
 Sultan de l'Adrār, 63
 Sūsī, *habitants du Sūs*, 62
 Sūsī Sī Ahmad, *contrebandier*, 282
 Sustra, *chalutier*, 137
 Swād (*Souad*), *tribu*, 66

T

T'Hami, *moqadim*, 232
 Tādlāwi Bin Sayyid, *contrebandier*, 212-213
 Tafnasa (*Tafnesa*), *tribu*, 303
 Tahār Aarif, *officier ottoman*, 61, 320
bin Tahwīt Ahmad, contrebandier, 336

Tālib Hiyyār, *frère d'al-Hayba*, 384n
 Tamsaman (*Temsaman, Ténissamane*), *tribu*, 303, 305, 328-329, 348
 Taroudant, *garde-côtes*, 69, 249-250, 291
 Tausent, *agent consulaire allemand*, 312, 315
al-Tāzī Sī al-Hadj bin 'Abd al-Karīm 'Umār (Tazi), pasha, 186
 Tāzī Zarwāl Ahmad, *qa'id*, 322
 Tetaouni, *fantassin*, 137
 Thiriet, *officier français*, 57
 Thomas, *inspecteur*, 236-238
 Thompson Stanley G., *chimiste*, 284n
 Thoroton Charles Julian, *major anglais*, 122, 177n
 Thouvenal, *colonel*, 215n, 217, 219, 221-222
 Tikna (*Tekna*), *tribu*, 252, 383, 384n
 Tillion, *colonel*, 184
 Tinayre Jean, *consul de France*, 103, 121, 126-129
 Torcati, *gendarme*, 215-216
 Tornow, *maison de commerce*, 113
 Toulat, *commandant*, 132n, 141, 148, 298n, 299, 317n
 Traité de Fās (*ou Traité de Protectorat*), 19n, 20, 29, 51, 58, 70, 86, 102, 225, 245n, 271, 388, 399, 401
 Traité de Versailles, 379
 Trampa Aaron, *émissaire de Montillet*, 57
 Tsoul, *tribu*, 154-155, 170n, 314
al-Turrīs Sī al-Hadj Ahmad, khalifa du Sultan 'alawite à Tanger, 44-45, 47

U

Ubner, *officier allemand*, 326
 UC-20, *sous-marin allemand*, 349, 351, 364
al 'Ülishki Hannū, contrebandier, 281
 Unamuno y Jugo Miguel de, *intellectuel espagnol*, 279n
 Ungebauer, *directeur de la compagnie de pêche Paetow, Ungebauer & Dacque*, 254
 Unión, *bateau*, 145

Unión Democrática Española, 109n
 Union Economique germano-
 espagnole, 278n
 Unión Española de Explosivos, 138
 Unión Española de los Explosivos
 Villanueva II Madrid, 251, 317n
 Unita, *vapeur*, 137
 Urbana, *bateau*, 145

V

Valdepares, *abbé d'Algésiras*, 113
 Valencia Pierra Elisa, *contrebandière*,
 215
 Vannier, *gardien des eaux*, 148
 Varnier Maurice, *haut-commissaire à*
Ūjda, 191n
 Vary, *officier français*, 55n, 56-57
 Vigueras y Gómez Quintero Manuel,
officier espagnol, 113
 Villa Real, *bateau*, 145
 Villalobos Angel, *officier espagnol*,
 252n
 Vincente Ferrer, *navire*, 117
 Vinciguerra, *lieutenant*, 118-119
 Von Felsen, *agent allemand*, 146-147
 Von Kalle Arnold, *Major*, 103, 109,
 110n, 392
 Von Krohne, *attaché naval de*
l'Ambassade allemande, 109
 Von der Leye Baron Ostman, *Consul*
allemand, 110, 118
 Von Oppenheim Max Freiherr
 (Oppenheim), *orientaliste et diplomate*
allemand, 110n
 Von Ratibor und Corvey, Maximilian
 Karl Wilhelm Prince, *Ambassadeur*
d'Allemagne à Madrid, 109, 118, 150,
 278
 Von Reibnitz Baron, *officier allemand*,
 155
 Von Stoehrer, *Conseiller d'Ambassade*,
 110
 Von Urach, Prince Herzog Wilhem
 Karl, *comte de Württemberg*, 278
 Vuerhard Cornelius J.P. dit « Don
 Cornelio », *directeur de la c.ie de*
pêche, 253-254

Vuerhard & Cie, *compagnie de pêche*,
 253
 Vuerhard, Grönn & Paetow,
compagnie de pêche, 253n

W

W.R., *agent secret*, 62
 Wağaha, *chef résistant*, 392
al-Wālī, *frère d'Ahmad al-Hayba*, 352,
 353n, 392
 Walther, *agent consulaire*, 113, 123,
 179
 Warlusel, *commandant*, 309
 Weber, *sous-officier allemand*, 155
 Weisberger Ducas F., *orientaliste*
allemand, 110n
 Welt Im Bild, *journal allemand*, 110
 Wendele, *agent de commerce*, 113
 Werner, *sous-officier allemand*, 155
 Westheimer, *correspondent allemand*,
 113
 Wisotzki Felix, *officier allemande*, 137
 Witte, *officier allemand*, 326
 Woelke, *officier allemand*, 326-327
 Wollgemüt, *sous-officier allemand*,
 155
 Wuld 'Ābid Mohammad Fadil
 (Mohammed Fadel Uld Abeid), *shaykh*,
 154
 Wuld Ahmad bin 'Abd as-Salām,
 (Ould Ahmed ben Abdesselam),
domestique du journaliste Walter
Harris, 298
 Wuld Ahmad Mohammad (Mohamed
 Ould Ahmed), *émissaire d'al-Hayba*,
 66
 Wuld Ahmad wuld Ahmad wuld Ayda
 Sīdī Ahmad, *émir de l'Adrar*, 383,
 384n
 Wuld Alī wuld Barak Mohammad
 (Ould Ali Ould Barrak Mohammed),
commerçant, 255n
 Wuld Darwīsh (Ould Derouiche),
probable contrebandier, 298
 Wuld al-Far, *qa'id*, 321
 Wuld al-Ghandūr (Ould el Ghandour),
qa'id, 214

Wuld *al*-Mathbū' (*Ould Elmetboh*),
shaykh, 305
Wuld *al*-Mūr (*Ould el Mir*), *partisan*
des Espagnols, 331n
Wuld *an*-Nadī (*Ould En Nadi*),
contrebandier, 298
Wuld *bin* Rahmūn, (*Ould Ben*
Rahmoun), *probable contrebandier*,
298
Wuld Rbiya'a (*Ould Rebia*),
contrebandier, 214
Wuld Sī 'Abd as-Salām Sifrī (*Ould Si*
Abdessalam Zefri), *probable*
contrebandier, 298
Wuld Sī *al*-Ayyāshī T'Hami (*Ould Si*
El Aiachi Thama), *probable*
contrebandier, 298
Wuld Sī Mohammad wuld *al*-Hadj Alī
Sha'bā (*Ould Si Mohammed Ould El*
Hadj Ali Cheeba), *probable*
contrebandier, 298
Wuld *bin* Yūsuf, *qa'id*, 336

Y

Ya'qubi, *qa'id*, 57
Yagūt (*Yagout*), *tribu* 66
Yūsuf Pasha, 155

Z

Zā'ir, *tribu*, 55, 96, 230-231
Zakkī Mustafā Mohammad, 60n
Zalewski, *négociant*, 228
Zallāl (*Zellal*), *qa'id*, 277, 295
Zammūr, *tribu*, 55, 57, 96
az-Zammūrī Sī Ahmad, *probable*
contrebandier, 55
Zanāta (*Zenata*), *tribu*, 231-235
Zar, 107
Zayyān (*Zaian*), 96, 100, 208-209, 212,
215, 325, 329
Zayyān Aïssa, *résistant*, 329
Zayyān *al*-Hadj, *chef de la résistance*,
329
Zechlin Walter, *consul allemand à*
Tirwān, 150, 287, 300, 314
ben Zemmouri Abdenebi Mohammed,
détenteur d'armes, 232n

Zerneck Walter, *agent allemand*, 118,
180-181
Zerner, *officier allemand*, 326
Zugasti Juan, *consul espagnol*, 113-
114, 300

Index des auteurs

A

Ajalabert Jean, 161
Albin Pierre, 48
Alvárez Gutierrez Luis, 97
Asor-Rosa Alberto, 53
Aubert Paul, 109-110, 117, 122, 125, 278-280
Ayache Germain, 38, 97-98, 156-157, 162-163, 295, 303, 312, 389
Azerkane Mohammad, 162
Aziza Mimoun, 46

B

Balandier Georges, 36
Barthou Louis, 95, 110, 156, 158, 208-209, 223, 225-226, 365, 370, 384-385
Bataille Albert, 187
Bekraoui Mohammed, 156-157
Benabdellah Abdelaziz, 37-38
Benjelloun Abdelmajid, 41
Bens Argandoña Francisco, 257-260, 264-266, 346-347, 353, 355-357, 359, 371.
Bernard Augustin, 94, 96, 320-321, 371, 383-384
Berque Jacques, 36
Bicer Abdil, 102
Blair Claud, 210
Bloch Marc, 94
Bonte Pierre, 51
Boussenot Georges, 66
Brown Kenneth, 36

C

Cagne Jacques, 400
Cano Martín José Antonio, 112, 166
Caratini Sophie, 154, 267, 376, 381, 392
Caro Baroja Julio, 38
Chevallier Dominique, 36

D

Daoud Zakya, 163, 303, 391
De Hemsö Graberg, 37

De Madariaga Maria Rosa, 97-99, 111, 114, 116-117, 128, 132-133, 147, 153, 159, 162-166, 171-172, 193, 296, 302-303, 305, 389, 391
De Saivre Denyse, 31
Del Rio Francisco Joan, 380
Delbrel Gabriel, 38, 156-157
Delhomme, Capitaine, 38, 373
Desiré-Vuillemin Geneviève, 381-382, 384
Devoto Giacomo, 42
Di Costanzo Giuseppe, 99
Didier Ch., 41
Diego Aguirre José Ramón, 257
Domenech Lafuente Angel, 154
Donon Jean, 42
Doury Paul, 224, 383-384
Dunn Ross E., 38

E

Engelhardt Pintado Ruth, 113
Essaghir al Khalloufi Mohammed, 157

F

Fanon Frantz, 23
Fernández Aceytuno Mariano, 50, 258

G

García Figueras Tomás, 49, 59, 62, 257-258, 346, 349, 352-353
García Lorca Federico, 174
Gerard James W, 107
Gillier Commandant breveté, 262-263
Gozabels Cravioto Carlos, 37, 41-42
Grandin Blanc Nicole, 32
Guha Ranajit, 23

H

Halstead John P., 20
Henderson William Otto, 32
Hermet Guy, 183
Heumann Amedée, Lt-Cl, 32

J

Julien Charles-André, 58, 102

K

Kenbib Mohammed, 40-42, 68, 320

L

Laroui Abdallah, 36, 154, 234

Le Tourneau Roger, 53

López Bargados Alberto, 154

Lugan Bernard, 32

M

Martínez Milán Jesús Maria, 243, 260, 265

Marty Paul, 153, 266

Mateo Dieste Josep Lluís, 138, 154

Médard Frédéric, 102, 105, 107

Meynier Gilbert, 95, 127, 157-160, 382, 384

Michaux-Bellaire E., 35, 156

Michel Nicolas, 35

Miège Jean-Louis, 37, 41

Miller Michael B., 112

Montagne Robert, 36

O

Ounia Mohammed, 38

P

Pando Juan, 97, 224, 391

Perrault Gilles, 224

Perrigault J., 154

Peyronnet R., Commandant, 365-366

Pretorius Fransjohan, 32

Probster Edgar, 361

R

Rainero Romain H., 37, 39, 41

Rivet Daniel, 59-60, 95, 100, 102-103, 153-154, 156, 160, 208, 223-224, 241, 321, 330, 365, 371, 380, 391

Robolsky H., 31

Rosenbush Anne, 110, 280

Roger Mathieu J., 162-163

Rouard de Card E., 43

S

Saint-Exupéry Antoine de, 340

Salahdine Mohammed, 224

Sané Sokhna, 33, 50

Simou Bahjia, 35, 39-40

Smith Hillas, 32

Spivak Gayatri Chakravorty, 23

T

Tardieu André, 47

Tessainer Tomasich Carlos Federico, 131

Tyan E., 36

V

Ventaldo C., 280

Vilar Juan Bautista, 259

Villanova José Luis, 36

Voinot L., 112

W

Webster Paul, 32

Z

Zaghi Carlo, 32

Zorzi Alvise, 42

Table des illustrations

Carte du Maroc colonial (G. Hardy)	409
Carte du Sahara occidental (Gillier).....	409
Carte de la surveillance douanière. Postes de surveillance à terre	410
Carte de l'installation des Brigades douanières militaires (Maroc)	411
Casablanca, la plage de débarquement (1904). (Photo du capitaine de Labry)	412
Rabāt, la plage de débarquement (1904). (Photo du capitaine de Labry)	412
Al 'Ara'ish, vue prise par la plage (1904). (Photo du capitaine de Labry)	413
Au Moyen Atlas. (Photo auteur)	413
Entre Taza et Nador, aux abords du Rîf oriental. (Photo auteur).....	414
Sur la route de Wazzān. (Photo auteur).	414
Tanger, la plage. (Photo auteur).....	415
Tarfaya, plage et Casa del Mar. (Photo auteur)	415
La lagune de Puerto Cansado. (Photo auteur).....	416
Saisie de Malaga, les fusils	416
Saisie de Malaga, les 318 colis après leur déchargement du vapeur.....	417

TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations.....	10
Préface.....	11
Avant-propos et remerciements.....	13
Introduction Générale	17
 I - LA POLITIQUE DES ARMES DANS L'EXTRÊME OCCIDENT MUSULMAN À LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE	 27
Introduction	29
I.1 - Le pouvoir sharifien ou l'impossible monopole de la violence	31
I.1.1 - L'Afrique armée et déchirée.....	31
I.1.2 - Les armes du Maroc : une question ancienne et récurrente..	35
I.1.3 - De la « contrebande » et des « contrebandiers »	40
I.2 - L'enjeu des armements face au projet colonial français	53
I.2.1 - 1912-1914 : les armes de la chaudière marocaine	53
I.2.2 - Les effets de l'action hibiste de 1912 sur l'instauration du protectorat marocain.....	67
Conclusion	86
 II - 1914-1916 : LES TENTATIVES ALLEMANDES D'ALIMENTER LA RÉSISTANCE MUSULMANE.....	 89
Introduction	91
II.1 - Le protectorat sur le front colonial de la Première Guerre mondiale.....	94
II.2 - L'action allemande et les contre-mesures françaises	108
II.3 - L'action directe sur les tribus : Tanger et le Maroc nord-occidental	131
II.4 - L'action directe sur les tribus : le Maroc nord-oriental.....	152
II.5 - La saisie de Malaga	174

II.6 - L'affaire F. & C.....	186
II.7 - L'action « indirecte » au Maroc central	208
II.7.1 « L'affaire 44 ».....	215
II.8 - Le « calme » de la côte atlantique du protectorat.....	223
II.9 - La préparation de l'action directe dans le Sud marocain et dans les régions sahariennes.....	243
II.9.1 - L'occupation espagnole de Tarfaya	256
Conclusion	271
III -1916-1918 : DE LA RUMEUR À L'AFFRONTMENT ARMÉ, DE LA GUERRE À L'ILLUSION DE LA PAIX	273
Introduction	275
III.1 - L'attente de l'insurrection générale	277
III.2 - La bataille du Nord marocain : 1916-1917	295
III.2.1 - À la charge ?	295
III.2.2 - Brouille avec les Allemands	312
III.3 - 1918 : la « paix sainte »	319
III.3.1 - Guerre !, Guerre ?	319
III.3.2 - La guerre chimique de Lyautey	330
III.3.3 - Armes et trafiquants.....	335
III.4 - L'« invasion » du Sahara	340
III.4.1 - Les suds agités	340
III.4.2 - Route pour le Sahara !	349
III.4.3 - Les rumeurs à Tarfaya	354
III.4.4 - Les réactions sur le terrain	366
III.5 - La représentation de la victoire : le sort des « insoumis ».....	388
Conclusion	394
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	397

Cartographie et images : les lieux de la guerre et de la « contrebande » et la saisie de Malaga	407
Sources documentaires et bibliographie.....	419
Index des lieux	451
Index des noms.....	461
Index des auteurs.....	481
Table des illustrations	483

Francesco Correale, CNRS, UMR 7324 CITERES, Tours